



UNIL | Université de Lausanne

Unicentre

CH-1015 Lausanne

<http://serval.unil.ch>

Year : 2022

Sur les traces des activistes des lieux autogérés de Rome : comprendre les lieux et cerner le rôle actif de l'espace à partir de l'analyse des carrières militantes

Ranocchiarì Simone

Ranocchiarì Simone, 2022, Sur les traces des activistes des lieux autogérés de Rome :
comprendre les lieux et cerner le rôle actif de l'espace à partir de l'analyse des carrières
militantes

Originally published at : Thesis, University of Lausanne

Posted at the University of Lausanne Open Archive <http://serval.unil.ch>

Document URN : urn:nbn:ch:serval-BIB_2612C0FEB37E1

Droits d'auteur

L'Université de Lausanne attire expressément l'attention des utilisateurs sur le fait que tous les documents publiés dans l'Archive SERVAL sont protégés par le droit d'auteur, conformément à la loi fédérale sur le droit d'auteur et les droits voisins (LDA). A ce titre, il est indispensable d'obtenir le consentement préalable de l'auteur et/ou de l'éditeur avant toute utilisation d'une oeuvre ou d'une partie d'une oeuvre ne relevant pas d'une utilisation à des fins personnelles au sens de la LDA (art. 19, al. 1 lettre a). A défaut, tout contrevenant s'expose aux sanctions prévues par cette loi. Nous déclinons toute responsabilité en la matière.

Copyright

The University of Lausanne expressly draws the attention of users to the fact that all documents published in the SERVAL Archive are protected by copyright in accordance with federal law on copyright and similar rights (LDA). Accordingly it is indispensable to obtain prior consent from the author and/or publisher before any use of a work or part of a work for purposes other than personal use within the meaning of LDA (art. 19, para. 1 letter a). Failure to do so will expose offenders to the sanctions laid down by this law. We accept no liability in this respect.



UNIL | Université de Lausanne

Faculté des géosciences
et de l'environnement

Sur les traces des activistes des lieux autogérés de Rome : comprendre les lieux et cerner le rôle actif de l'espace à partir de l'analyse des carrières militantes

Thèse de doctorat

présentée à la Faculté des géosciences et de l'environnement de l'Université de Lausanne pour
l'obtention du grade de

Docteur en Géographie

par

Simone Ranocchiarì

diplômé de master de géographie de l'Université Paris-Sorbonne (IV)

directeur de thèse :

Monsieur le Maître d'enseignement et de recherche Christophe Mager, Université de Lausanne

Jury :

Dr. Cesare Di Felicianantonio, Manchester Metropolitan University

Théa Manola, Maîtresse de Conférences, École Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble-
Université Grenoble Alpes, UMR Ambiances, Architectures, Urbanités — équipe CRESSON

Prof. Laurent Matthey, Université de Genève

Prof. Miriam Tola, Université de Lausanne

sous la présidence du Prof. Martin Müller, Université de Lausanne

Lausanne, 2022

IMPRIMATUR

Vu le rapport présenté par le jury d'examen, composé de

Président de la séance publique :	M. le Professeur Martin Müller
Président du colloque :	M. le Professeur Martin Müller
Directeur de thèse :	M. le Professeur Christophe Mager
Experte interne :	Mme la Professeure Miriam Tola
Expert externe :	M. le Docteur Cesare Di Feliciano
Experte externe :	Mme la Docteure Théa Manola
Expert externe :	M. le Professeur Laurent Matthey

Le Doyen de la Faculté des géosciences et de l'environnement autorise l'impression de la thèse de

Monsieur Simone RANOCCHIARI

Titulaire d'un Master Culture, Politique, Patrimoine

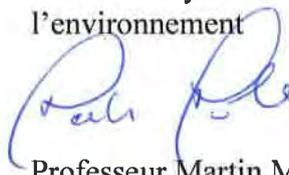
de l'Université Paris-Sorbonne (IV)

intitulée

**SUR LES TRACES DES ACTIVISTES DES LIEUX AUTOGÉRÉS DE ROME :
COMPRENDRE LES LIEUX ET CERNER LE RÔLE ACTIF DE L'ESPACE À
PARTIR DE L'ANALYSE DES CARRIÈRES MILITANTES**

Lausanne, le 24 août 2022

Pour le Doyen de la Faculté des géosciences et de
l'environnement



Professeur Martin Müller

Remerciements

Tout d'abord, je tiens à remercier mon Directeur de Thèse, Christophe Mager qui m'a accompagné de manière exemplaire le long de ce parcours (j'en suis sûr, sans lui je n'aurais jamais réussi dans ce défi), ainsi que les membres du jury et des comités de suivi de thèse pour leurs précieux conseils.

Mes remerciements vont à ces personnes qui ont contribué, d'une manière ou l'autre, à ce que cette thèse prenne cette forme. Évidemment, les premières personnes que je tiens à remercier sont les participant·e·s à l'enquête : sans vous cette recherche n'aurait tout simplement pu voir le jour ; donc merci pour le temps que vous m'avez accordé.

Je tiens aussi à remercier mes collègues lausannois·e·s : Mehdi et Andrea qui m'ont guidé dans des terres méthodologiques et théoriques inconnues ; Maud, Karine et Benoît pour avoir lu et relu mes textes, pour m'avoir donné des conseils, aidé dans les choix difficiles, suivi dans la préparation de mes présentations, bref, avoir été là non seulement comme ami·e·s mais aussi comme des appuis importants dans le monde de la recherche ; Hendrikje, Silvia, Jill, Joëlle, Valérie, Miriam (et d'autres encore) avec lesquelles j'ai organisé des événements ou des projets qui ont non seulement nourri mon approche scientifique mais aussi mon esprit ; toutes les personnes de l'IGD, qu'elles appartiennent aux corps administratif, doctoral ou professoral, et qui ont su offrir un lieu accueillant et fertile pour que je puisse mener à bien ce travail (Carole et Marcia, un merci particulier à vous !).

Je remercie aussi ces personnes qui ont été à côté de moi ces cinq dernières années, que ce soit à Rome, à Lausanne ou ailleurs : mes ami·e·s de plus longue date et ceux et celles plus récent·e·s, mes amants, mes camarades, mes colocataires...

Enfin, un grand merci va à ma famille avec laquelle on a vécu des moments difficiles mais qui est restée, comme tout au long de ma vie, un soutien sans faille sur tous les fronts. Merci !

Résumé

Cette thèse traite des *lieux (politico-)socio-culturels autogérés* (LSCA) de Rome. Ceux-ci sont des espaces urbains abandonnés ou menacés et occupés le plus souvent illégalement par des collectifs politiques et/ou des habitant·e·s afin d'y mener de manière autogérée des activités culturelles, sociales et éventuellement politiques. Ces lieux sont étudiés avec une entrée par leurs militant·e·s. Ainsi, plutôt que d'approcher ces lieux comme des unités toujours « déjà-là », ils sont conçus comme le produit de contingences, le fruit d'interactions passées et présentes entre humains et non-humains.

J'analyse tout d'abord, en trois séquences, les carrières militantes de 22 activistes issu·e·s de 5 lieux autogérés. Dans la première séquence, « commencer », j'identifie les situations et les dynamiques qui ont amené les enquêté·e·s à fonder un LSCA ou à s'y engager. Dans la séquence « continuer », je rends compte des mécanismes permettant d'expliquer la persistance dans l'engagement, qui relève d'une balance entre des forces centrifuges (poussant les activistes à partir) et des forces centripètes (les poussant à rester). Dans la troisième et dernière séquence, « abandonner », j'examine les cas où les forces centrifuges l'emportent et amènent les militant·e·s à faire défection. Transversalement, l'espace matériel est un facteur clé pour comprendre l'engagement, la persistance et la défection.

Au vu de la centralité de cette dimension spatiale, je montre en quoi l'usage de l'espace propre aux LSCA fait que celui-ci est bien plus que le *cadre* de leur action, mais s'affirme en tant qu'*instrument* par lequel les activistes tentent d'atteindre leurs objectifs : l'expérience des lieux autogérés se caractérise par le fait de militer *à travers* l'espace matériel, et non seulement *dans* celui-ci. À partir de ce constat et de l'analyse des carrières, j'ai identifié six fonctions qu'investir collectivement un espace matériel — comme dans le cas des LSCA, mais aussi d'autres mouvements contestataires — permet d'atteindre : envoyer des messages *à travers* l'espace ; s'opposer concrètement à un phénomène contesté ; fournir un appui logistique aux luttes ; créer et procurer du *care* ; devenir l'incarnation d'une alternative ; rassembler et faire converger des personnes en stimulant la coprésence.

La caractéristique principale des LSCA — mais aussi d'autres expériences — est que ces six fonctions sont atteintes à travers *un seul et même* espace matériel (le lieu autogéré). Ce « répertoire d'action » est défini comme une *mise en commun (ou commoning) territoriale et oppositionnelle* (CTO). Les mouvements dont le répertoire d'action principal est la CTO peuvent à leur tour être rassemblés sous le terme d'*activisme de mise en commun territoriale et oppositionnelle* (ACTO).

Abstract

This thesis deals with the self-managed (politico-)socio-cultural places (LSCA) in Rome. These are abandoned or threatened urban spaces that are usually occupied illegally by political collectives and/or residents in order to carry out cultural, social and possibly political activities in a self-managed manner. These places are studied from the perspective of their activists. Thus, rather than approaching these places as units that are always 'already there', they are conceived as the product of contingencies, the fruit of past and present interactions between humans and non-humans.

I first analyse, in three sequences, the militant careers of 22 activists from five self-managed places. In the first sequence, 'starting', I identify the situations and dynamics that led the interviewees to found an LSCA or to become involved in it. In the sequence 'continuing', I report on the mechanisms that explain the persistence of engagement, which is a balance between centrifugal forces (pushing activists to leave) and centripetal forces (pushing them to stay). In the third and final sequence, 'quitting', I examine cases where centrifugal forces prevail and lead activists to defect. Transversely, material space is a key factor in understanding engagement, persistence and defection.

Given the centrality of this spatial dimension, I show how the LSCA's own use of space makes it more than just a framework for their action, but asserts itself as an instrument through which activists attempt to achieve their goals: the experience of self-managed places is characterised by activism through, not just in, material space. Based on this and on the analysis of careers, I have identified six functions that collectively invest material space – as in the case of the LSCA but also of other protest movements – achieves: sending messages through space; concretely opposing a contested phenomenon; providing logistical support for struggles; creating and providing care; becoming the embodiment of an alternative; and bringing people together and converging by stimulating copresence.

The main characteristic of the LSCA – but also of other experiences – is that these six functions are achieved through a single material space (the self-managed space). This 'action repertoire' is defined as 'territorial and oppositional commoning' (TOC). Movements whose main repertoire of action is TOC can in turn be grouped under the term 'oppositional territorial commoning activism' (OTCA).

Table des matières

Introduction générale1

PARTIE I – Cadre de recherche5

Chapitre 1 — Objectifs heuristiques7

1.1. Problématique et questions de recherche 7

1.2. Pôle théorique..... 10

1.2.1. L'approche sociologique.....11

1.2.2. L'approche spatialisée14

1.2.3. Mõtüs : le mouvement induit par les émotions comme producteur des lieux16

1.2.4. La nécessité de croiser les approches.....19

1.3. Pôle épistémologique et réflexif 19

1.3.1. Mener une recherche at-home20

1.3.2. Une recherche engagée ?22

1.3.3. La parole des enquêté·e·s : une illusion biographique ?24

1.3.4. L'autoethnographie comme source d'information28

1.3.5. Émotions et affects.....30

1.3.6. Éthique de la recherche.....33

1.4. Pôle morphologique 42

1.4.1. Induction, déduction et abduction : des procédures et des approches entrelacées42

1.4.2. Une approche « compréhensive »45

1.5. Pôle technique 47

1.5.1. Méthodes47

1.5.2. La sélection des cas d'étude et des enquêté·e·s54

1.5.3. L'organisation du terrain55

Chapitre 2 — Mise en contexte et opérationnalisation57

2.1. La ville faite par ses habitant·e·s : de multiples définitions pour des pratiques plurielles.....59

2.1.1. Autogestion, autoproduction, auto-organisation et autogouvernement59

2.1.2. Lexique de l'aménagement urbain : formes alternatives d'urbanisme61

2.1.3. La perspective des biens communs urbains61

2.2. De l'autogestion urbaine aux lieux (politico-)socio-culturel autogérés 63

2.2.1. S'orienter dans l'autogestion urbaine : les multiples classifications possibles.....63

2.2.2. Définir les lieux (politico-)socio-culturels autogérés (LSCA)71

2.3. Cartographie et analyse des caractéristiques des LSCA romains et de leurs relations..... 74

2.3.1. Méthodes utilisées pour la réalisation de la cartographie74

2.3.2. Les caractéristiques des LSCA romains sous forme de cartes77

2.3.3. La cartographie des relations entre les LSCA romains.....85

Chapitre 3 — Portraits des protagonistes 99

3.1. Portrait des 5 lieux autogérés sélectionnés.....	99
3.1.1. CSOA Forte Prenestino (FP)	100
3.1.2. Villaggio Globale (VG)	109
3.1.3. Casetta Rossa (CR)	116
3.1.4. Casale Alba 2 (C2)	122
3.1.5. (Omnia sunt) Communia (CO)	127
3.2. Portraits des 22 activistes interviewé-e-s	131
3.2.1. Portrait de groupe	131
3.2.2. Fiches des personnages	133

Conclusion de la première partie 143

PARTIE II — Les carrières militantes des activistes des LSCA romains : comment y devient-on militant ? Comment et pourquoi l'on y continue ou l'on en part ? 145

Chapitre 4 — Commencer : à la recherche des facteurs du « passage à l'acte » 147

4.1. Les empreintes familiales	147
4.1.1. Les empreintes familiales énoncées comme faibles : entre découverte et reniement	148
4.1.2. Les empreintes familiales moyennes	149
4.1.3. Les empreintes familiales en héritage	150
4.1.4. Les empreintes familiales : bilan	151
4.2. Les socialisations prépolitiques	152
4.2.1. Un panel diversifié	152
4.2.2. Des « préparcours » souvent hétérogènes au sein des LSCA	160
4.2.3. Les socialisations prépolitiques : bilan	160
4.3. Les premières participations à des mobilisations (PPM) et les premiers engagements militants (PEM)	161
4.3.1. Âge biographique prédominant et typologies de politisation, PPM et PEM	163
4.3.2. Les décalages temporels entre politisation, PPM et PEM	167
4.3.3. Politisation, PPM, PEM et contexte sociopolitique et géographique	170
4.3.4. Politisation, PPM, PEM : bilan	172
4.4. La disponibilité biographique et les turning points	173
4.4.1. Carrière militante dans les LSCA et disponibilité biographique	176
4.4.2. Les ruptures biographiques	179
4.4.3. Les turning points	183
4.4.4. Disponibilité biographique, ruptures biographiques et turning points : bilan	187
4.5. Le début de la fréquentation des LSCA : dynamiques et impressions des premiers contacts.....	188

4.5.1.	L'âge de la première fréquentation des LSCA	188
4.5.2.	Par qui les enquêté·e·s entrent-ils en contact avec les LSCA ?	190
4.5.3.	Les premières impressions des LSCA	191
4.5.4.	Le début de la fréquentation des LSCA : bilan	199
4.6.	Les motivations à créer ou rejoindre les collectifs des LSCA	201
4.6.1.	Le souhait d'occuper un lieu	201
4.6.2.	L'intérêt pour l'offre de services des LSCA	205
4.6.3.	L'ambiance des LSCA et des collectifs	207
4.6.4.	Les faits saillants des motivations : bilan	224
4.7.	Le rôle du quartier où se situe le LSCA	226
4.7.1.	Proximité et distance	226
4.7.2.	Le rapport au lieu et au quartier : entre attachement et appartenance	228
4.7.3.	Le rôle du quartier où se situe le LSCA : bilan	232
4.8.	Tentative de proposer une typologie des parcours militants	233
4.8.1.	Les militant·e·s infatigables	234
4.8.2.	Les jeunes underground	234
4.8.3.	Les militant·e·s presque-par-hasard	235
4.8.4.	Les militant·e hors-place	235
4.9.	Séquence commencer : bilan	238

Chapitre 5 — Continuer : la délicate balance entre forces centrifuges et centripètes **243**

5.1.	Transition, la phase d'intégration au groupe	243
5.2.	La persistance : une balance constante entre forces centrifuges et forces centripètes	247
5.2.1.	Forces centrifuges et coûts du militantisme : un risque maîtrisé	249
5.2.2.	Forces centripètes : l'importance des rétributions et du coût d'un abandon	259
5.2.3.	Attachement et appartenance : les résultantes des forces centripètes	286
5.2.4.	Quand la dynamique s'inverse : de forces centripètes en forces centrifuges	292
5.2.5.	Disponibilités biographiques, ruptures biographiques : quand les événements de la vie privée stimulent des forces centripètes ou centrifuges	294
5.3.	Séquence continuer : bilan	298
5.3.1.	Transition, la phase d'intégration au groupe : bilan	298
5.3.2.	Les caractéristiques essentielles des forces centrifuges et centripètes	298
5.3.3.	L'attachement et l'appartenance : le risque de l'entre-soi	301
5.3.4.	Quand les forces centrifuges et centripètes s'inversent	303
5.3.5.	Disponibilité et ruptures biographiques et persistance	303

Chapitre 6 — Abandonner : quand les doutes se concrétisent **305**

6.1.	Sur les traces des forces centrifuges, le long processus qui amène au départ ..	305
6.1.1.	Les ordres de raison derrière l'émergence des premiers doutes	306
6.1.2.	Les facteurs qui ralentissent le processus de désengagement	313
6.1.3.	La recherche d'alternatives	313
6.2.	Le point de retournement	315

6.2.1.	Les conflits collectifs entre militant·e·s comme point de rupture	315
6.2.2.	Les conflits d'ordre personnels qui deviennent politiques et points de rupture	321
6.2.3.	La tempête parfaite : burn-out, conflits collectifs et personnels comme conditions pour le passage à l'acte	324
6.2.4.	Le temps et les ruptures biographiques comme occasions pour tourner la page.....	326
6.3.	La vie post-défection	328
6.3.1.	Continuer l'activisme par d'autres formes après la défection	328
6.3.2.	Le militantisme mis en pause	331
6.3.3.	Rester en contact avec les milieux militants, tout en renonçant à la casquette d'activiste.....	335
6.4.	Vers une typologie des « partant·e·s ».....	339
6.4.1.	Les apostat·e·s	340
6.4.2.	Les partant·e·s ordinaires	341
6.4.3.	Les retraité·e·s célèbres.....	341
6.4.4.	Les fugitif·ve·s	342
6.4.5.	Quel type d'activiste devient un·e partant·e ?	343
6.5.	Séquence abandonner : bilan	345
6.5.1.	Sur les traces des forces centrifuges, le long processus qui amène au départ : bilan...345	
6.5.2.	Le point de retournement : bilan	346
6.5.3.	La vie post-défection : bilan.....	347
6.5.4.	Vers une typologie des « partants » : bilan	347

Conclusion de la deuxième partie : de l'analyse des carrières militantes à l'importance de la dimension spatiale **349**

PARTIE III — L'espace matériel, un actant fondamental des LSCA et d'autres expériences militantes..... **353**

Chapitre 7 — Investir collectivement un espace matériel : une « tactique spatiale » complexe **357**

7.1.	Investir un espace pour transmettre des messages.....	360
7.1.1.	Investir avec les corps un espace symbolique/investir symboliquement un espace	360
7.1.2.	Espace-dazibao	362
7.1.3.	Le rôle symbolique de l'architecture et de l'aménagement de l'espace investi	366
7.2.	Investir un espace pour s'opposer concrètement et spatialement à un phénomène contesté.....	367
7.2.1.	Occuper pour bloquer temporairement et perturber un phénomène	368
7.2.2.	Occuper un espace directement menacé par une transformation pour l'entraver	368
7.2.3.	Occuper un espace non directement menacé par une transformation pour le libérer	370
7.3.	Investir un espace pour un appui logistique et financier des luttes et des militant·e·s.....	371
7.3.1.	L'espace en tant qu'appui logistique	371

7.3.2.	L'espace pour soutien financier.....	372
7.4.	Investir un espace pour prendre soin d'un lieu, d'un territoire, des autres, de sa propre communauté et de soi-même.....	374
7.4.1.	Caring for space — prendre soin de l'espace	375
7.4.2.	Caring through space, ou prendre soin à travers l'espace	377
7.5.	Au-delà de l'opposition : investir un espace pour construire une alternative ..	385
7.6.	Investir un espace pour réunir, mettre ensemble, recruter, politiser	388
7.6.1.	Espace de coprésence et de politisation	389
7.6.2.	L'espace pour faire communauté.....	391
7.6.3.	L'ambiance en tant que dispositif de sensibilisation.....	392
Chapitre 8 — « La mise en commun territoriale et oppositionnelle » — ou quand un seul et même espace devient l'outil principal de lutte		445
8.1	La mise en place d'un « commun territorial oppositionnel » comme tactique spatiale.....	446
8.2	La mise en place d'un « commun territorial oppositionnel » comme forme d'activisme.....	451
Conclusion de la troisième partie.....		453
Conclusion générale		457
	Synthèse.....	457
	Apports, limites, ouvertures	462
	Épilogue.....	462
Bibliographie		465
Annexes.....		487

Liste des tableaux et des illustrations

Figure 1 — Les questions de recherche sous forme graphique.	9
Figure 2 — L’atlas en version imprimée	37
Figure 3 — Événement Facebook de la présentation de l’atlas organisée par le LSCA « La città dell’Utopia » (21 novembre 2019).....	38
Figure 4 — Flyer de l’événement où j’ai présenté l’atlas dans le LSCA « La città dell’Utopia » (21 novembre 2019).....	39
Figure 5 — Événement Facebook de la présentation de l’atlas organisée par « Communia » au MACRO, musée d’art contemporain de Rome (12 octobre 2019).....	50
Figure 6 — La préparation de la présentation/discussion au MACRO (12 octobre 2019). Photo d’Aurélien Petit.....	51
Figure 7 — Pluralité des appellations de formes novatrices d’urbanisme dans la littérature scientifique.	61
Figure 8 — Une partie de la liste cliquable de LSCA.....	75
Figure 9 — Les options qui apparaissent dans le questionnaire pour chaque LSCA sur lequel les participant·e·s auraient cliqué.....	76
Figure 10 — Les LSCA de Rome, leur collaboration au questionnaire ainsi que leurs quartiers et quadrants respectifs.....	79
Figure 11 — Carte montrant la ‘popularité’ des 55 LSCA romains recensés.	80
Figure 12 — Carte montrant l’année d’occupation des 55 LSCA romains	81
Figure 13 — Carte montrant les LSCA non inclus dans l’étude.....	82
Figure 14 — Carte montrant la localisation des LSCA et son rapport à la densité et à la géographie électorale des différentes zones urbanistiques de Rome.	84
Figure 15 — Carte montrant la localisation des LSCA et son rapport au gradient socio-économique des différentes zones urbanistiques de Rome.	85
Figure 16 — Carte montrant les relations de collaboration entre les 55 LSCA romains	87
Figure 17 — Carte montrant les LSCA qui collaborent le plus, grâce à l’opération filtre degrés entrants.	88
Figure 18 — Carte montrant le groupe de LSCA qui est au centre des relations de collaborations, grâce à l’opération k-core.....	89
Figure 19 — Carte montrant les anciennes relations de collaboration entre les LSCA romains.....	90
Figure 20 — Carte montrant les relations de fréquentation assidue entre les LSCA romains.....	92
Figure 21 — Carte montrant les LSCA avec plus d’interactions en termes de fréquentation assidue	93
Figure 22 — Carte montrant les LSCA les plus souvent fréquentés par les participant·e·s au questionnaire et leurs interactions.....	94
Figure 23 — Carte montrant les relations de fréquentation occasionnelle entre les LSCA romains.....	95
Figure 24 — Carte montrant les relations de fréquentation rare entre les LSCA romains	96

Figure 25 — Carte montrant les relations de fréquentation passées entre les LSCA romains.....	97
Figure 26 — Carte montrant l’attractivité et l’activité des 55 LSCA	98
Figure 27 — Carte avec les 5 LSCA sélectionnés et certaines de leurs caractéristiques — âge, attractivité/activité et quartier.....	100
Figure 28 — Vue aérienne du quartier de Centocelle. Encerclé en bleu, le CSOA Forte Prenestino.....	101
Figure 29 — Vue aérienne du CSOA Forte Prenestino. Les traits bleus délimitent les frontières de ce LSCA.....	102
Figure 30 — L’entrée du FP.	102
Figure 31 — Plan du Forte Prenestino. À noter que certains éléments de la structure sont légèrement différents.	103
Figure 32 — Le FP un vendredi après-midi d’automne vers 18h30.....	104
Figure 33 — Le restaurant du Forte Prenestino, qui se trouve dans une des pièces qui donnent sur le tunnel d’accès.....	105
Figure 34 — Une des deux places d’armes lors d’un événement	105
Figure 35 — Un des logements situés dans le niveau supérieur de la forteresse.....	106
Figure 36 — Les souterrains du FP lors du festival de la BD, Crack	107
Figure 37 — Les souterrains du FP lors du festival de la BD, Crack.	108
Figure 38 — Vue aérienne du quartier de Testaccio et Ostiense avec au centre le complexe de l’ex-abattoir..	110
Figure 39 — Vue aérienne de Villaggio Globale.....	111
Figure 40 — Vue de VG depuis l’intérieur de l’ex-abattoir.	111
Figure 41 — Une soirée à VG en 2008.....	112
Figure 42 — Un des derniers grands concerts qui ont eu lieu à VG.....	113
Figure 43 — L’intérieur de VG	114
Figure 44 — L’intérieur de VG	115
Figure 45 — Vue aérienne du quartier de Garbatella vecchia	116
Figure 46 — Vue aérienne de Casetta Rossa	117
Figure 47 — Le système de la coopérative a permis de rendre légales les transactions.. ..	118
Figure 48 — CR pendant un service à 12h	119
Figure 49 — CR un mardi d’octobre vers 14h.....	120
Figure 50 — Événement organisé par CR dans le parc situé à côté du LSCA.	121
Figure 51 — Vue aérienne du quartier de Rebibbia.	122
Figure 52 — Vue aérienne de Casale Alba 2.....	123
Figure 53 — Activistes et usager·ère·s de plusieurs générations.	123
Figure 54 — Les diners organisés par les militant·e·s au Casale Alba 2 sont l’occasion de faire se rencontrer les gens du quartier	124
Figure 55 — Photo du public assistant à l’initiative avec le dessinateur de bd Zerocalcare.....	125
Figure 56 — Journée en défense de C2	125
Figure 57 — Usager·ère·s et militant·e·s se retrouvant à l’extérieur de C2.....	126
Figure 58 — Vue aérienne du quartier de San Lorenzo.....	127

Figure 59 — Vue aérienne de Communia.....	128
Figure 60 — L'ex-garage Piaggio qui accueille aujourd'hui Communia.....	128
Figure 61 — Un événement dans la salle principale de Communia	129
Figure 62 — Un événement dans la cour de CO	129
Figure 63 — La salle d'étude autogérée de Communia, Sharewood.....	130
Figure 64 — L'ancien atelier de couture Karalò, à Communia.	130
Figure 65 — Bannière avec écrit « ZAD partout » juste devant la Basilique du Sacré-Cœur à Paris.....	363
Figure 66 — Un point classique — car très visible — d'où les militant·e·s calent des bannières lors des manifestations à Rome	364
Figure 67 — Depuis l'extérieur, les murs de Communia apparaissent comme une vitrine du collectif et de leurs revendications.....	365
Figure 68 — Les murs extérieurs d'un LSCA ne fonctionnent pas seulement comme vitrines, mais parfois aussi comme calendrier des prochains événements.	394
Figure 69 — En passant devant cet immeuble situé en plein milieu d'un parc, on se rend vite compte que quelque chose s'y passe.....	395
Figure 70 — Détail de la photo précédente.	396
Figure 71 — Le drapeau rouge hissé sur la tour du pavillon qui accueille Villaggio Globale.....	397
Figure 72 — Parfois, le langage visuel du monde extérieur fait concurrence à celui des LSCA	398
Figure 73 — En se rendant pour réviser à la salle d'étude autogérée de Communia, Sharewood, on est exposé·e·s à des messages politiques.	398
Figure 74 — Le bar de Communia un vendredi après-midi.	399
Figure 75 — Dès que l'on rentre à l'intérieur du Forte Prenestino on est vite exposé·e·s à une série de messages et slogans de nature politique.....	400
Figure 76 — Détail du mur photographié dans la figure précédente	401
Figure 77 — Un tableau affiché dans le restaurant du FP.	401
Figure 78 — Bien que Casetta Rossa puisse ressembler à un simple restaurant, plusieurs signes affichent la nature militante et le positionnement politique radical de ce LSCA.	402
Figure 79 — Si l'on était venu à Casetta Rossa un mardi après-midi d'octobre, on aurait pu se croire dans un café ordinaire de parc.....	403
Figure 80 — Parfois même les toilettes d'un LSCA peuvent véhiculer des messages politiques.....	404
Figure 81 — Les murs de la salle principale de C2 sont plutôt nus et propres ; il n'y a quasiment que des photos	406
Figure 82 — Les murs de C2 sont blancs, sans inscriptions, mais les activistes ne renoncent pas à communiquer aux usager·ère·s les luttes liées aux menaces d'éviction dont ce LSCA était victime, ainsi que les rendez-vous du quartier, des sujets peu clivants	407
Figure 83 — Les toilettes du Forte Prenestino un vendredi d'octobre en fin d'après-midi	409
Figure 84 — Les toilettes du Forte Prenestino un vendredi d'octobre en fin d'après-midi	410

Figure 85 — Si des signes militants restent (au fond il y a écrit « Villaggio Globale, bien public – espace de tous », avec une étoile rouge), VG semble aujourd’hui un lieu quasi branché	412
Figure 86 — VG, avec le tableau d’une artiste sur la photo à droite	413
Figure 87 — L’intérieur d’un des laboratoires pendant une visite avec des étudiant·e·s suisses	414
Figure 88 — Le FP un vendredi après-midi d’automne vers 18h30	416
Figure 89 — Le FP un vendredi après-midi d’automne vers 18h30	417
Figure 90 — QR code vers vidéo ambiance CR le soir	419
Figure 91 — Des personnes de différentes générations discutent un mardi matin d’octobre à Casetta Rossa	419
Figure 92 — Photos prises à quelques instants de distance lors d’une soirée techno un samedi soir au FP vers 03h du matin.	420
Figure 93 — Soirée techno un samedi soir au FP vers 03h du matin	421
Figure 94 — Le marché paysan « Terra Terra » au Forte Prenestino, un dimanche matin d’octobre	422
Figure 95 — Le marché paysan « Terra Terra » au Forte Prenestino, un dimanche matin d’octobre.	423
Figure 96 — Le marché paysan « Terra Terra » au Forte Prenestino, un dimanche matin d’octobre.	424
Figure 97 — Le marché paysan « Terra Terra » au Forte Prenestino, un dimanche matin d’octobre	425
Figure 98 — QR code vers la vidéo qui montre l’accès à FP depuis la rue.	426
Figure 99 — Pour accéder au FP depuis la rue, il faut tout d’abord monter ces marches et ensuite entrer dans un parc	426
Figure 100 — Une fois entré·e·s dans le parc, il faut descendre d’autres marches pour atteindre le pont-levis qui donne sur la seule entrée du FP	427
Figure 101 — Le pont-levis qu’il faut traverser pour accéder au Forte Prenestino par sa seule entrée	428
Figure 102 — Vue de l’entrée du FP depuis le tunnel qu’il faut parcourir après avoir traversé le pont-levis d’entrée	429
Figure 103 — À la fin du premier tunnel, on peut enfin accéder aux espaces extérieurs, avec le parc et les deux places d’armes, voire continuer vers un deuxième tunnel qui mène à d’autres pièces fermées	429
Figure 104 — L’entrée du deuxième tunnel du FP, qui commence juste après le tunnel d’entrée	430
Figure 105 — La place d’armes du Forte Prenestino.	430
Figure 106 — Code QR renvoyant à la prise sonore réalisée au FP le 29.10.2021 ..	431
Figure 107 — Vidéo avec vue à 360° depuis l’entrée de C2	432
Figure 108 — Le chemin d’accès à Casale Alba 2.	433
Figure 109 — Vue de Casale Alba 2 depuis le chemin d’accès.	434
Figure 110 — Coucher de soleil depuis C2.	435
Figure 111 — Maison du peuple de Bruxelles, par l’architecte Victor Horta (1895)	436

Figure 112 – Codes QR vers les vidéos avec vue de l’ambiance depuis le site actuel de Communia (1 ^{er} lien) et de l’ancien site (ex fonderie Bastianelli, 2 ^e lien).....	437
Figure 113 — Les fonderies Bastianelli à San Lorenzo, occupées par le collectif de Communia pendant quelques mois en 2013.	438
Figure 114 — Les fonderies Bastianelli deux ans après l’expulsion du collectif de Communia.....	439
Figure 115 — Communia dans les anciens garages Piaggio après plus de 8 ans d’occupation.....	440
Figure 116 — Les graffiti aident à donner de la couleur à ces vieux garages mal construits.....	440
Figure 117 — La rue où se trouve actuellement Communia	441
Figure 118 — Vue depuis Communia un dimanche vers 14h, un des rares moments où cet axe n’est pas complètement congestionné	442
Figure 119 — QR code vers la playlist avec les vidéos des zones immédiatement limitrophes aux 5 LSCA étudiés	443
Tableau 1 — Les LSCA retenus pour l’analyse.....	99
Tableau 2 — Portrait de groupe	132

Introduction générale

Dès que je suis revenu à Rome après mon premier séjour à l'étranger, à Paris, le regard que je portais sur ma ville natale a changé. Mon année parisienne m'avait permis de me rendre compte que ma ville était bien plus que la juxtaposition de magnifiques vestiges du passé et d'une étendue aux limites floues de quartiers d'une qualité urbaine que, par euphémisme, je nommerai « peu lisible ».

Cette expérience à l'étranger m'avait fait tout d'abord prendre conscience que l'image que les *autres* se faisaient de Rome ne correspondait guère à la mienne. La leur — celle de la Rome des papes et des empereurs — était relative à une portion infinitésimale de la ville habitée par la plupart des Romain·e·s. L'intérieur de l'enceinte impériale du mur d'Aurélien ne représente que 1.1 % de la surface communale — 14.29 km² sur 1 287.36 — et 3.77 % de la population — 103 986 personnes sur 2 759 670. Toutefois, avoir séjourné à Paris m'avait révélé que les 98.9 % restants — où vivent les 96.2 % des Romain·e·s qui n'ont pas la chance d'habiter à quelques mètres du Colisée — offraient en réalité bien plus que ce que je leur reconnaissais avant de partir.

Ces espaces urbains « monstrueux » possédaient quelque chose que je n'avais pas retrouvé dans la région parisienne : des réactions auto-organisées à l'incurie, à l'abandon et au chaos qui sont le quotidien de la Rome des Romain·e·s. En effet, dans une grande partie de la ville, des personnes — sans aucune rémunération — font le choix de s'occuper eux·elles-mêmes de leurs territoires. Elles en « prennent soin », que ce soit en nettoyant un parc abandonné, en s'offrant les espaces de sociabilité et de culture qui — par faiblesse ou négligence institutionnelle — n'auraient pas franchi l'enceinte impériale.

Parce qu'elle m'avait manqué à Paris, j'ai commencé à observer et à fréquenter bien plus qu'avant cette Rome *faite par le bas* : les parcs n'y étaient pas remplis de déchets et le mobilier cassé, mais la pelouse propre et bien tondu et les bancs réparés ou remplacés par des palettes ; des logements y avaient été « arrachés » à la spéculation immobilière par des personnes dans le besoin ; des salles de sport *populaires* autogérées m'y évitaient de déboursier les $\frac{3}{4}$ de mon salaire dans un abonnement dans un fitness privé ; des événements culturels financièrement accessibles et « hors normes » y étaient organisés, et ce même dans des quartiers périphériques et populaires ; etc. Ces espaces urbains — ceux de mon enfance et de mon adolescence — n'étaient pas qu'une *jungle* où les vulnérables étaient sans aptitude à la *survie*. Parfois, ils·elles savaient être critiques, créatif·ve·s, résilient·e·s, pragmatiques et, surtout, combatif·ve·s. En d'autres termes, l'expérience parisienne avait su me rendre conscient et fier de la Rome autoproduite et autogérée, au point de transformer ma manière de la vivre.

Emporté par les événements et les ami·e·s, mon retour à Rome a été un moment de passage à l'acte. Dès 2013, j'ai participé à l'aventure du collectif de *Communia*, une expérience militante d'occupation et d'autogestion d'un espace afin d'en faire un lieu de vie, de culture, de politique et de socialité alternatif, s'opposant au système capitaliste et à la gentrification croissante du quartier où j'habitais. Prendre conscience qu'en s'organisant collectivement l'on peut avoir un impact tangible sur la ville — bien plus qu'en faisant des projets dont la réalisation est entravée par le suivi des règles — m'a poussé à abandonner mes études en architecture et à

me réorienter vers les sciences sociales, plus à même de m'aider à comprendre les manières de faire la ville autrement.

Cette thèse porte sur cette Rome-là, la Rome qui se fait et se gère *en dehors* — et souvent *contre* — les institutions qui la négligent : la Rome autogérée, la Rome autoproduite, la Rome contestataire. 10 ans après mon retour à Rome, je souhaite que ma recherche dise ma ville natale et ses habitant·e·s les plus actif·ve·s, en analysant une Rome certes moins pittoresque que celle des cartes postales, mais bien plus proche de *ma* réalité et de celle de nombreux·euses autres Romain·e·s. Comment et pourquoi certaines personnes et certains groupes (s')occupent-ils·elles des espaces urbains délaissés ? Quels moteurs permettent-ils à ces pratiques de s'affirmer, de se pérenniser ou, au contraire, les amènent à s'essouffler ? En d'autres termes, qu'est-ce qui se cache derrière la Rome autogérée ? Comment de telles dynamiques peuvent-elles exister malgré l'absence quasi totale de rémunération et de reconnaissance institutionnelle, voire face à une véritable opposition des autorités ?

J'ai limité mes cas d'étude, car cette Rome-là est plurielle, en me focalisant sur ce que j'appelle les « lieux (politico-)socio-culturels autogérés » (LSCA), c'est-à-dire des espaces abandonnés ou menacés qui sont occupés (ou assignés) et autogérés par des collectifs afin d'offrir des espaces de sociabilité, de rencontre, de culture, de divertissement et de politisation « *autres* ». Ces lieux peuvent naître de luttes contre le bétonnage d'un parc ou la destruction d'un immeuble, du ras-le-bol face au manque d'espaces de culture dans un territoire donné ou être issus du choix de collectifs politiques d'agir aussi *par* l'espace, en créant des lieux de politisation et de rencontre. Ce choix n'est évidemment pas sans lien avec ma propre expérience de militant d'un de ces lieux, *Communia*, un des *protagonistes* de cette recherche.

Pendant 5 ans, j'ai alterné des séjours sur le terrain — à Rome —, des moments de recherche documentaire et d'utile recul à Lausanne et des partages de mon travail en milieu académique. Cette thèse se base donc à la fois sur les apports d'autres chercheur·euse·s et sur les matériaux empiriques issus de ma propre expérience militante, de celle de mes ami·e·s et connaissances, ainsi que de l'ethnographie et des entretiens menés avec 22 activistes de 5 LSCA sélectionnés parmi les 55 recensés.

Produit final, mais non ultime de mon intérêt pour les LSCA, le manuscrit de cette thèse est organisé en trois parties.

- La première expose les bases théoriques, épistémologiques, méthodologiques et morphologiques qui m'ont guidé dans la définition de la problématique et ont organisé la recherche, ainsi que les éléments nécessaires à la contextualisation de l'étude.
- La deuxième est dédiée à l'étude du mouvement qui amène à la naissance des lieux autogérés. J'y décrypte le mouvement *humain, biographique* qui amène à la naissance, à la pérennisation ou à la transformation des lieux autogérés. Cette manière d'appréhender ce phénomène s'inspire non seulement de mon expérience personnelle, mais également des réflexions qui ont émergé en géographie autour du concept de l'« espace-mobile », où les lieux ne seraient pas toujours « déjà-là », mais seraient le fruit des mouvements d'humain·e·s et de non-humains et de leurs croisements dans l'espace (Retailé, 2014, p. 9). Les trajectoires biographiques des 22 militant·e·s

interviewé·e·s ont été reconstitués afin de répondre aux questionnements suivants : Comment devient-on activiste d'un LSCA ? Pourquoi et comment persiste-t-on dans ce rôle ? Pourquoi et comment fait-on défection ? Les récits de vie de ces personnes ayant permis aux lieux autogérés de naître, de persister ou de se transformer sont analysés au prisme des « carrières militantes », consistant à voir chaque choix comme le fruit d'une succession d'événements interconnectés (Agrikoliansky, 2017 ; Fillieule, 2020). Cette deuxième partie met en évidence, entre autres, le rôle primordial joué par l'espace dans le choix des activistes de s'engager, de persister ou encore de faire défection. Militer à travers des espaces matériels (les LSCA) apparaît ainsi comme l'une des clés interprétatives majeures des parcours militants et biographiques des personnes interviewées.

- Ces observations empiriques quant à l'importance de l'espace — matériel et symbolique — dans le choix de s'engager, de persister ou d'abandonner l'activisme constituent la *chair* à partir de laquelle la troisième partie est dédiée. Elle vise à une généralisation et une comparaison des activismes où l'espace n'apparaît pas seulement comme le *cadre* de l'action militante, mais aussi comme un *outil*, un moyen pour impacter la société dans laquelle on vit. Dans cette réflexion, l'espace matériel s'affirme comme un actant incontournable de l'activisme social, culturel et politique des LSCA, mais aussi d'autres expériences qui en partagent des traits, amenant à proposer les concepts les plus adéquats pour en évoquer la substance.

Mon travail loue certains aspects de mes cas d'étude, mais il n'hésite pas à en critiquer d'autres, parfois âprement. Être convaincu — y compris en raison de mes orientations politiques et de mes expériences personnelles — de l'importance des LSCA nécessite en effet d'explicitier les apories de leur mode de fonctionnement et des liens qui s'y tissent pour en conscientiser les militant·e·s et accroître les chances de reproduction de ces expériences. De fait, cette recherche à une double ambition : celle d'être scientifiquement pertinente et celle de servir les intérêts d'un milieu dont je partage les valeurs et dont je supporte les activités.

PARTIE I – Cadre de recherche

Entreprendre une recherche c'est un peu comme partir en voyage. Comme pour n'importe quel voyage — et notamment si celui-ci est aussi long qu'un doctorat — il faut bien s'y préparer : faire ses bagages, réfléchir au parcours (que l'on ne suivra pas), choisir les outils et les équipements nécessaires pour que tout se passe bien (moins mal), prévoir (sans succès) l'imprévisible. Ainsi, la première partie de ce texte vise à présenter les bagages conceptuels, heuristiques, contextuels et méthodologiques que j'ai choisi d'emporter pour mon travail de recherche.

Les éléments présentés ici sont aussi un bagage indispensable pour le voyage vers mes terrains de thèse que feront les lectrices et les lecteurs. Ils leur permettront à la fois de comprendre ma démarche et s'orienter dans cet ouvrage.

Pour ce faire, cette partie sera structurée en trois chapitres.

Dans le premier, je vais exposer mes objectifs heuristiques, c'est-à-dire les finalités de connaissance qui ont guidé mon travail, ainsi que les éléments théoriques, épistémologiques, morphologiques et techniques qui m'ont permis d'entreprendre cette recherche.

Le deuxième chapitre donnera des éléments de mise en contexte du phénomène étudié, en exposant comment la production de la ville « par le bas » peut être conceptualisée et classifiée et comment, sur cette base, l'on peut en venir à définir mes objets d'étude en tant que « lieux (politico-)socio-culturels autogérés (LSCA) ». À l'aide de cartes et d'analyses de mise en réseaux, les LSCA, leurs rapports réciproques et ceux qu'ils entretiennent avec le reste de la ville de Rome seront également présentés.

Enfin, le troisième chapitre présentera les protagonistes de cette étude, à savoir les 5 lieux autogérés sélectionnés, ainsi que les 22 activistes dont les histoires de vie constituent le matériau principal des analyses exposées dans la suite de l'ouvrage.

Chapitre 1 — Objectifs heuristiques

Pourquoi m'intéresser aux lieux (politico-)socio-culturels autogérés de Rome ? Pourquoi les définir en tant que tels ? Comment les « explorer » ? Quels sont les outils théoriques, conceptuels et méthodologiques les plus pertinents ? Comment être attentif au problème de travailler sur un terrain connu depuis mon enfance (Rome), mais également sur une pratique — le militantisme — qui est (et surtout a été) la mienne ?

Ce premier chapitre sera consacré à y répondre, en détaillant, tout d'abord, la problématique choisie, ainsi que mes questions de recherche. La deuxième section présentera le cadre analytique mobilisé à la fois pour circonscrire le sujet de ma recherche et pour la guider. La troisième section exposera mes réflexions épistémologiques, ainsi que la manière dont je conçois l'éthique du/de la chercheur·euse. La quatrième section développera le pôle morphologique de cette recherche, c'est-à-dire les modalités par lesquelles elle a pris forme — dans l'interaction entre terrains, théories, méthodes et écriture. Enfin, la cinquième section rendra compte des éléments techniques, c'est-à-dire des méthodes mobilisées ainsi que les procédés, qui ont permis la mise en œuvre de la thèse.

1.1. Problématique et questions de recherche

La ville de Rome se caractérise par de très nombreuses expériences d'occupation et d'autogestion d'espaces urbains, abandonnés ou menacés. Celles-ci peuvent se faire jour pour répondre à un problème ponctuel, comme lorsqu'un espace vert n'est pas correctement entretenu par la municipalité : les habitant·e·s s'(auto)organisent alors collectivement pour en garantir la manutention. Dans d'autres cas, ces autogestions font suite à des problèmes structurels d'ampleur, comme c'est le cas des initiatives d'occupation de logements — dans la seule ville de Rome, plus de 11 000 personnes habiteraient dans des logements illégalement occupés (Pagella Política Agi, 2019) —, qui sont le plus souvent le fait d'organisations militantes radicales. Rome compte en outre de nombreuses expériences d'autogestion d'espaces urbains à des fins sociales, politiques et culturelles, où la fonction résidentielle n'est pas prépondérante. Ma recherche s'intéresse plus particulièrement à ces espaces-là.

Ces expériences portent des dénominations différentes, mais qui incluent presque toujours le mot « autogéré ». Le modèle *originnaire* de ces expériences est les « *centri sociali occupati e autogestiti* (CSOA) » (*centres sociaux occupés et autogérés*), issus d'un mouvement né entre les années 70 et les années 80 — en lien avec les milieux autonomes et anarchistes — dans les centres urbains principaux du pays et qui s'est ensuite diffusé dans des villes italiennes de plus petite taille (Mudu, 2012a). Leur modalité d'action consiste essentiellement en une occupation d'un lieu abandonné, afin d'y mener des activités sociales et culturelles — politiquement engagées — de manière autogérée. Dans les années 80 et 90, les CSOA ont été des générateurs et des animateurs de différents mouvements sociaux (Membretti & Mudu, 2003) et des lieux de premier plan de (contre)culture (Mudu, 2012b), une popularité qui n'est pas allée sans de vives critiques dans certains médias (Pecorelli, 2015).

Au tournant des années 2000, les autres expériences d'occupation autogérée qui ont vu le jour ont le plus souvent préféré d'autres dénominations que celle de CSOA (Mudu, 2012b).

Ce changement a probablement eu lieu en raison de la mauvaise presse des « centres sociaux ». Le terme de « *spazi sociali* (espaces sociaux) », plutôt que celui de « centres sociaux », s'impose ainsi pour décrire l'ensemble de ces expériences d'autogestion, qu'elles revendiquent l'étiquette de « centre social » ou pas. L'analyse de la littérature scientifique montre toutefois qu'il n'y a pas de rupture majeure entre les *centres sociaux* et les *espaces sociaux*. Ceux-ci n'en seraient que la « génération » la plus récente, la 4^e (Mudu, 2012b), se caractérisant par une grande variété de positionnements politiques. Certains espaces autogérés tendent toutefois à ne pas se revendiquer explicitement en tant qu'espaces politiquement marqués, communiquant plutôt sur un engagement associatif. Reste que, de manière générale, les expériences d'autogestion urbaine sont parfois interprétées comme relevant des *commons*, et plus particulièrement des « *urban commons* » (Archibugi, 2016; Cangelosi, 2015; Di Feliciano, 2017). Le monde de l'autogestion a d'ailleurs joué un rôle majeur dans la naissance, le développement et la diffusion du mouvement italien des « *beni comuni* (biens communs) » (Bailey & Mattei, 2013; Sauvêtre, 2016a, 2016b).

Quand bien même l'usage du terme « espaces » est récurrent lorsqu'on se réfère à ces expériences d'autogestion (Mudu, 2004), celui de « lieux » conviendrait mieux. Ces deux termes ont, au moins en géographie, des significations différentes : « espace » se réfère à une étendue, parfois indéfinie, entourant les personnes et les choses, alors que « lieu » se différencie de l'espace en cela qu'il est approprié, créé par des représentations, densifié par des relations sociales, mis en discours, etc. (Debarbieux, 1995; Monnet, 1998; Tuan, 1979). Dans cette perspective, ces diverses expériences autogérées, anciennes ou pas, sont sans conteste des « lieux ».

Mon objectif heuristique est de comprendre quelles sont les dynamiques (sociales, émotives, relationnelles, politiques) qui amènent des personnes vers ces lieux, qui contribuent à les constituer et à les animer, mais aussi, parfois, à s'en détacher. L'envie de garder une dimension « militante » dans ma recherche — tout en excluant une participation directe aux activités de ces lieux — m'a poussé à poser des questionnements de recherches jugés « utiles » non seulement pour ma discipline géographique, mais également pour les activistes eux-mêmes. Paradoxalement, les dynamiques amenant à l'engagement, à sa persistance ou à son abandon — fondamentales afin de comprendre comment pérenniser et rendre humainement soutenable le militantisme dans ces lieux — sont rarement explicitement traitées par les activistes eux-mêmes.

Quelle que soit la recherche faite sur ces « lieux », leur grande diversité amène à devoir choisir une focale, des déterminateurs à la fois communs et discriminants, mais aussi d'explicitier le qualificatif « social ». Ceux que j'ai choisi d'étudier à Rome sont ceux que j'ai appelé des « lieux (politico-)socio-culturels autogérés » (ci-après abrégés LSCA), ayant les caractéristiques transversales suivantes :

- Ils ont un caractère — plus ou moins — explicitement militant ;
- Ils sont illégalement occupés ou assignés à des fins sociales par les administrations locales ;
- Ils ont été constitués pour avoir un impact spatial (ancrage local de collectifs politiques,

préservation d’espaces urbains menacés, [re]conquête d’espaces de socialisation dans des zones délaissées, etc.).

- Ils sont autogérés par des collectifs — formels ou informels — organisés sous forme d’assemblées ou de directions associatives.

55 LSCA partageant ces critères ont été recensés sur le territoire de la commune de Rome. Ils ne constituent évidemment qu’un sous-ensemble des nombreux espaces sociaux de la ville.

Les lieux autogérés sont certes avant tout des espaces urbains, mais ce qui les rend si particuliers par rapport à d’autres types d’espaces urbains non autogérés — qui peuvent parfois avoir des fonctions similaires — est que les personnes ayant contribué à leur création et animant leur fonctionnement sont des activistes qui n’en retirent, pour l’essentiel d’entre elles·eux, aucune rémunération. Il existe certes, dans un nombre très limité de LSCA, des formes de remboursement des activités menées sous forme d’« *autoreddito* » (autorevenu), mais cela reste marginal.

Révéler les motivations et les parcours qui amènent des personnes vers les LSCA — malgré l’absence de rémunération —, saisir ce qui les fait y rester, mais aussi les quitter est fondamental pour comprendre comment et pourquoi ces expériences peuvent exister et se pérenniser. Le fait que les pratiques d’autogestion urbaine sont parfois encouragées, voire cooptées, par les tentations néo-libérales d’institutions (Ernwein, 2015; M. Mayer, 2013; Moini, 2011) rend encore plus important de comprendre les mécanismes qui peuvent amener à leur survie en dehors du cadre marchand, et ce d’autant plus que les activistes rencontré·e·s pour cette recherche ont fait état d’une « crise » des vocations militantes.

Partant, l’objectif principal de recherche est le suivant : comprendre comment l’on devient militant des lieux (politico-)socio-culturels autogérés, comment l’on persiste dans l’engagement ou encore comment et pourquoi l’on décide de s’en éloigner. Ce questionnement vise donc à analyser les *carrières militantes* des activistes des lieux autogérés de Rome (voir figure 1).

Dans la littérature sur les expériences d’autogestion urbaine — et plus généralement les



Figure 1 — Les questions de recherche sous forme graphique (réalisation : Simone Ranocchiarì).

« *communs urbains* » —, il existe très peu d’études consacrées à cette question des carrières,

mais aussi des liens entre les activités de *commoning* et leur dimension *émotionnelle* (Di Feliciano, 2017 ; Nédélec, 2017 ; Pourias et al., 2016). Jasper (2011) — dans un article retraçant la (récente) *intromission* des émotions dans l'étude des mouvements sociaux — justifie ainsi l'intérêt de prendre en compte la sphère émotionnelle :

Emotions are present in every phase and every aspect of protest (social movements and protest overlap sufficiently for me to use the terms interchangeably here). They motivate individuals, are generated in crowds, are expressed rhetorically, and shape stated and unstated goals of social movements. Emotions can be means, they can be ends, and sometimes they can fuse the two. They can help or hinder mobilization efforts, ongoing strategies, and the success of social movements (Jasper, 2011, p. 286).

Partant, l'analyse des carrières militantes s'attachera à révéler l'influence des sphères émotionnelles, relationnelles et spatiales amenant à l'engagement dans un lieu autogéré (séquence dite « commencer »). Il s'agira d'étudier les effets de cet engagement sur l'individu (en interrogeant notamment les impacts sur la sphère émotionnelle, relationnelle et la manière de voir le monde), de même que de comprendre pourquoi et comment certain·e·s activistes persistent dans leur implication, parfois sur un temps très long (séquence dite « continuer »), alors que d'autres décident de se retirer de ces activités (séquence dite « abandonner »).

Ce focus sur le maintien et les échecs de l'activité (et non exclusivement sur sa naissance) permettra également de saisir comment ces types d'activités peuvent impacter l'individu et le collectif dans leur manière de se mettre en relation aux autres (à l'intérieur et à l'extérieur de la communauté gérant l'espace) et de voir et interpréter la société.

Étudier ces parcours militants signifie étudier les lieux que ces vies ont su produire : il s'agit donc d'étudier des lieux par les personnes qui les ont créés, animés et parfois amenés à l'échec. L'importance de la dimension spatiale de cette forme de militantisme dans les carrières militantes, mais aussi dans la pratique militante même, constitue un fil rouge de l'étude.

1.2. Pôle théorique

Après avoir présenté la problématique et les questions de recherche à la base de cette étude, dans cette section sont présentés les référentiels théoriques qui informent et structurent cette thèse. Ceux-ci seront organisés autour de deux ancrages principaux : d'une part, l'approche sociologique ; d'autre part, l'approche spatialisée.

Cette recherche ambitionne d'être transdisciplinaire, dans le sens qu'elle ne se limite pas seulement à mobiliser des concepts et des référentiels théoriques de disciplines différentes, mais qu'elle en propose un « métissage », à la fois dans la construction du sujet d'étude, de la problématique et du choix des méthodes d'analyse. Ainsi, la construction de la problématique et le choix des questions de recherche s'insèrent dans le champ de la « sociologie des mouvements sociaux » et, plus particulièrement, dans l'approche par les « carrières militantes », tout en gardant un regard *géographique*, notamment par l'importance donnée à l'analyse de la dimension spatiale.

1.2.1. L'approche sociologique

Le champ disciplinaire qui a le plus contribué à la compréhension des dynamiques des mouvements contestataires est la *sociologie des mouvements sociaux*. Au fil des années, la manière d'expliquer ces phénomènes a fortement évolué : depuis les premières explications en termes de « foules », d'autres approches se sont développées (Cefaï, 2007). Deux de celles-ci sont fondamentales pour cette recherche : l'approche par les émotions et celle biographique, ou, plus spécifiquement, par les carrières.

Ces deux approches sont étroitement liées, ainsi que la manière dont elles se sont imposées dans l'étude des mouvements contestataires.

Les recherches sur les mouvements sociaux ont, pendant longtemps, porté peu d'attention aux activistes en tant qu'individus, à leur relations personnelles et sociales (Nolas et al., 2017), se limitant « à inventorier les caractéristiques sociales des adhérents, sans véritablement proposer de modèle d'intelligibilité de l'activisme » (Agrikoliansky, 2017, p. 167-168). En effet, « *much of the literature on political activism has to-date neglected the biographical aspects of how activism comes about* » (Nolas et al., 2017, p. 7). À part quelques célèbres exceptions — comme l'ouvrage de Molly Andrews (1991) qui retrace et analyse les vies de 15 britanniques, âgé·e·s entre 70 et 90 ans, ayant dédié une bonne partie de leur vie à la lutte politique —, c'est la question de la transmission familiale, une dimension du lien entre biographie et engagement politique, qui semble avoir surtout attiré l'attention des chercheur·e·s. Bon nombre de recherches ont ainsi été consacrées à la manière dont la famille contribue à transmettre des valeurs et des visions politiques et peu, au contraire, se sont intéressées à d'autres aspects de la biographie des activistes (Barassi, 2017). Ces recherches axées sur la socialisation primaire ne donnent qu'un aperçu partiel de l'expérience vécue par/de l'activisme, car elle se concentrent sur la dimension cognitive/rationnelle de la formation politique en négligeant les dimensions subjectives et affectives de ce processus (Barassi, 2017).

Face à cette prise de conscience — ainsi qu'à l'évolution des formes de l'activisme, à l'émergence de nouveaux mouvements sociaux, ou encore au constat d'une multiplication des engagements —, la nécessité d'intégrer d'autres approches plus centrées sur les individus et l'expérience vécue du militantisme s'est imposée (Agrikoliansky, 2017 ; Nolas et al., 2017) et plusieurs études intégrant les dimensions biographique et émotionnelle se sont faites jour.

Ainsi, à partir des années 1990, les émotions commencent d'être explicitement intégrées dans les recherches portant sur les mouvements sociaux (Jasper, 2011). Le fait de prendre en compte l'émotionnel et l'affectuel dans la compréhension et l'analyse des mouvements contestataires a permis de rendre compte de manière plus fine de leur mode de fonctionnement. Cette entrée en scène des émotions a fait souche d'abord outre-Atlantique — grâce à des auteur·e·s tel·le·s que James M. Jasper (2011) — avant de se diffuser chez les chercheur·e·s francophones (Traïni, 2009).

En ce qui concerne l'intégration de la dimension biographique, les contextes francophones et anglophones se caractérisent par des processus sensiblement différents.

Côté anglophone, la « *life course approach* » — qui s'était fortement développée à partir des années 1960, même si ses racines peuvent être trouvées chez des auteur·e·s de la

première partie du siècle (Elder et al., 2003) — n'a été intégrée à l'étude des mouvements sociaux que très tardivement (Barassi, 2017 ; Nolas et al., 2017), bien que cette approche aurait bien pu contribuer à une compréhension plus finement les politiques contestataires. Avec le terme de « *life course* » — ou « parcours de vie » en français — les sociologues « *denote the sequence of activities or states and events in various life domains which span from birth to death* » (K.U. Mayer, 2003, p. 2). L'étude sociologique des parcours de vie a l'objectif de « *mapping, describing and explaining the synchronic and diachronic distribution of individual persons into social positions across the lifetime* » (p. 2). Glen Elder a notamment théorisé cette approche autour de 5 principes fondamentaux, qui vont de l'agentivité du sujet jusqu'à l'influence du contexte social et historique sur les parcours individuels (de Montigny Gauthier, de Montigny, 2014 ; Elder et al., 2003).

Du côté francophone, c'est dans les années 1990 que, dans le « *Groupe d'étude et de recherche sur le militantisme moral (Germm)* », des chercheurs·e·s tel·le·s qu'Olivier Fillieule et Nonna Mayer ont « *l'idée d'appliquer au militantisme le concept interactionniste de carrière* » (Agrikoliansky, 2017, p. 167). Ce concept trouve ses origines au sein de l'interactionnisme, et plus particulièrement dans le sillage d'auteur·e·s tel·le·s que Hughes ou Becker (Agrikoliansky, 2017). Détachée de son usage exclusif au monde professionnel, la notion de « carrière » est décrite en termes très généraux par Hughes, comme étant le « *parcours ou progression d'une personne au cours de la vie ou d'une partie donnée de celle-ci* » (Hughes, 1996, p. 175 cité dans Garneau, 2006, s.p.). La plus célèbre *transposition* de la notion en dehors du domaine professionnel est sûrement celle que Becker propose au début des années 1960, avec son « *Outsiders* », où il analyse la « *carrière déviante des fumeurs de marijuana* » (Fillieule, 2020, p. 92).

Depuis, de nombreuses autres applications de cette notion ont vu le jour, comme dans le cas des « *carrières des malades mentaux* » de Goffmann (Garneau, 2006), ou, plus récemment, dans le contexte francophone, des « *carrières anorexiques* » (Agrikoliansky, 2017; Darmon, 2008). Appliquée aux mouvements sociaux, la notion de « carrière militante » a contribué à la « *connaissance sociologique des conditions et des formes du passage à l'acte [qui, dans la plupart des recherches antérieures] demeure opaque* » (Fillieule, 2001a, p. 199).

« *Modèle séquentiel, la carrière est un concept narratif qui permet d'ordonner et de contextualiser les effets des différents mécanismes à l'œuvre dans l'engagement* » (Fillieule, 2001a, p. 173) permettant de travailler ensemble des questions telles que la « *prédisposition au militantisme, (...) le passage à l'acte, (...) les formes différenciées et variables dans le temps prises par l'engagement, (...) la multiplicité des engagements le long du cycle de vie, (...) la rétraction ou extension des engagements* » (Fillieule & Pudal, 2010, p. 172). Appliquée à

l'engagement politique, la notion de carrière permet de comprendre comment, à chaque étape de la biographie, les attitudes et comportements sont déterminés par les attitudes et comportements passés et conditionnent à leur tour le champ des possibles à venir, restituant ainsi les périodes d'engagement dans l'ensemble du cycle de vie (Fillieule, 2001a, p. 201).

Afin de comprendre l'engagement, on ne peut donc pas s'arrêter à une analyse transversale, synchronique, qui consisterait à photographier « *la collection des individus réunis au moment de l'enquête dans cette organisation* », mais il convient plutôt de « *démêler* » la

« *multiplicité de temps biographiques (...), générationnels et historiques* » qui se croisent dans le « *temps de la recherche* » (p. 202).

Si ce terme est originairement lié à l'École de sociologie de Chicago de Hughes, Becker, Goffman, etc., « *la notion de "carrière militante", née aux États-Unis, est pour l'essentiel utilisée en France et dans la littérature francophone et ne paraît pas avoir (re)franchi l'Atlantique, où elle n'est pratiquement pas mobilisée dans les recherches sur les mouvements sociaux* » (Agrikoliansky, 2017, p. 169), où — malgré sa lente intégration — la perspective du parcours de vie (*life course*) reste largement prépondérante.

Pourquoi choisir l'approche par les carrières militantes plutôt qu'appliquer la *life course approach* au militantisme ? Tout d'abord, ces termes et ces traditions ne s'opposent pas, au contraire. Nombre de leurs assomptions et visées se recourent. Cependant, des différences subsistent, concernant par exemple l'épistémologie et les méthodes mobilisées.

L'approche des carrières revendique — comme l'on a écrit — un héritage interactionniste : toute l'attention est focalisée sur l'*interaction* entre les individus et le contexte. Si la relation entre parcours de vie et contexte est aussi une composante importante des programmes d'études des tenants de la *life course approach*, celle-ci semble être placée à niveau plus général, car « *life courses are not considered as life histories of persons as individuals, but as patterned dynamic expressions of social structure* » (K.U. Mayer, 2003, p.4).

Ensuite, concernant les méthodes, la perspective du parcours de vie se caractérise par la place fondamentale accordée aux méthodes quantitatives — au point que cette approche est devenue « *the current "gold standard" of quantitative social science* » (K.U. Mayer, 2009, p. 4) —, bien que les méthodes qualitatives y jouent aussi un rôle important (Elder et al., 2003). Au sein de l'approche des carrières, le primat du qualitatif est indéniable : même lorsque les auteur·e·s recourent à des méthodes quantitatives — par exemple dans des finalités prosopographiques (Agrikoliansky, 2017) —, celles-ci sont appliquées sur un nombre réduit de participant·e·s et dans une logique qui reste avant tout celle d'une *compréhension* fine et éminemment qualitative du phénomène, très loin des logiques statistiques de certaines études des parcours de vie.

Enfin, une dernière différence concerne l'objet d'étude. Dans la perspective des carrières militantes, l'objectif est avant tout de replacer la dimension biographique et processuelle au sein de la compréhension d'un phénomène particulier, le militantisme (mais aussi, comme l'on a vu, d'autres phénomènes relatifs à d'autres carrières). L'approche par les carrières étudie donc, certes, des *parcours de vie*, mais ceux-ci ne sont pas un objectif en soi, mais plutôt un moyen pour comprendre et analyser un phénomène particulier, une sphère spécifique de chacune des vies étudiées. Comme son nom l'indique, cette approche transpose les modalités d'analyse des parcours professionnels à d'autres rôles que chaque individu peut incarner (de fumeur de marijuana, d'anorexique, de militant, etc.), ce qui demande évidemment de s'intéresser — de manière instrumentale — à l'ensemble du parcours de vie de chaque participant·e.

Les études se réclamant de la *life course approach* sont nombreuses et variées. Si la perspective du *life course* peut être appliquée à des domaines spécifiques (p. ex. personnes en

situation d'handicap mental), cette notion a, à mes yeux, une visée plus large, générale, m'amenant à considérer que celle-ci englobe en son sein celle de carrière, car, en citant Montigny Gauthier et de Montigny (2014, p. 4) « [*Jes parcours biographiques [ou de vie, justement] comprennent une pléthore de trajectoires (professionnelles, familiales, sociales, migratoires, etc.) et de carrières interdépendantes* ».

Pourquoi ai-je donc fait le choix de privilégier avant tout la perspective et la terminologie des carrières militantes plutôt que celle des *life courses* ? Tout d'abord, j'apprécie, chez la première, les spécificités épistémologiques, méthodologiques et heuristiques qu'elle revendique (interactionnisme, primat du qualitatif, attention à un domaine spécifique de la vie des individus) ; ensuite, mon propre parcours de vie et académique a joué un rôle essentiel. En effet, bien que mon regard soit souvent attiré par d'autres contextes et traditions scientifiques, mon cursus de formation et de travail m'a amené à nouer des liens particulièrement forts avec le contexte académique francophone, où la tradition des carrières militantes est dominante. Mon choix dérive donc d'une proximité à la fois scientifique, géographique et humaine avec les tenants·es de cette approche.

Si la notion de « carrière militante » telle qu'on l'a présentée est un élément essentiel de ma recherche, il serait impossible de comprendre la manière dont les carrières militantes des activistes des LSCA se déploient — et le militantisme lui-même au sein de ces lieux — sans se pencher sur leur dimension spatiale et, inversement, il serait impossible de comprendre ce qui a permis à ces lieux de naître et de continuer à exister sans se confronter aux carrières militantes.

1.2.2. L'approche spatialisée

Si les carrières militantes constituent une axe théorique et empirique structurant ce travail, cela ne veut pas dire que cette recherche n'a qu'une focale sociologique et renonce à s'inscrire au sein de la géographie. Malgré le fait que l'apport de la géographie à la compréhension des mouvements sociaux est sûrement moins important que celui d'autres sciences sociales — notamment de la sociologie —, « *the geographic structuring of a social movement has important implications for its mobilization and demobilization, successes and failures* » : c'est pour cela que « *the geography of social movements enriches our understanding of social movements beyond what is possible through aspatial analyses* » (Miller, 2000, p. xi).

Cette recherche emprunte ainsi aux composantes radicales et humanistes de la géographie critique culturelle (Houssay-Holzschuch, 2005). Dans sa composante « radicale », cette géographie culturelle analyse l'organisation des espaces au prisme des relations de pouvoir, de domination, etc., soit comme des lieux construits dans les rapports inégaux entre des « cultures » différenciées, voire discriminées (liées à l'âge, la classe sociale, le genre, etc.). Dans ses approches « humanistes », la géographie culturelle s'attache à montrer que la variété et la spécificité des lieux est portée par les valeurs, les normes des individus (représentations) qui interagissent autour de ces objets, ce qui nécessite, dans une démarche phénoménologique, de s'intéresser aux lieux tels qu'ils sont vécus/perçus et de comprendre en quoi cela participe de leur construction (Claval, 2012). À l'instar des tenants de la géographie sociale — en milieux francophones et tout en sachant les controverses entre « géographes culturels » et « géographes sociaux » (Di Méo, 2008) —, j'opte pour une géographie qui tient compte des rapports de force, des structures dans lesquelles les individus agissent et qui exercent sur eux des contraintes, mais

ne néglige pas l'importance des représentations. Quoi qu'il en soit, « *l'espace ne peut pas être étudié par les géographes comme une catégorie indépendante, puisqu'il n'est justement rien d'autre qu'un élément du social* » (B. Kayser, cité par Hérin, 1991, p. 247, cité par Veschambre, 2013, s.p.). Étudier la « dimension spatiale des lieux autogérés et du militantisme en leur sein fait de l'espace « *une expression, une manifestation, une "dimension"* » (Veschambre, 2013, s.p.) de la société. L'analyse des carrières sert *d'entrée* vers l'analyse de la « dimension spatiale » du militantisme.

Plus généralement, les réflexions apparues à partir de ce que certains ont appelé un « *emotional turn* » (Williams, 2001) ou parfois « tournant affectif » (Feidel, 2013), ont montré l'intérêt d'inclure, en géographie culturelle, les émotions, car elles participent « *à notre manière de nous identifier à l'espace, de l'habiter, de nous y déplacer, de le pratiquer ou encore d'agir sur lui* » (Guinard & Tratnjek, 2016, p. 1). Si l'importance de la sphère émotionnelle apparaît comme une composante essentielle des études récentes en sociologie des mouvements sociaux (Jasper, 2011; Traïni, 2009), les émotions se révèlent désormais être aussi des clés de lecture importantes dans les études de la « dimension spatiale » des mobilisations collectives. C'est le cas des recherches qui analysent l'importance de sentiments tels que « l'attachement au lieu » et de « l'appartenance spatiale » au sein des mobilisations collectives (Caro, 2020; Colin, 2016; Melé & Neveu, 2020). La notion « *d'ambiance* », permettant de rendre compte de « l'expérience sensible » de l'espace (Thibaud, 2015), est aussi un outil d'analyse incontournable au service à la fois de l'analyse des carrières *stricto sensu* ainsi que de celle de l'activité militante même des lieux autogérés. En outre, l'intérêt pour la question des ambiances montre l'intégration croissante de la dimension « esthétique » dans l'étude de l'espace. Si ce terme renvoie aujourd'hui principalement à la notion de ce qui est « beau », ce néologisme — créé au début du XIXe siècle par le philosophe allemand Baumgarten — décrivait initialement « *la science de la connaissance sensible, ce qui se perçoit par les sens et (ou) par l'intelligence* » (Bartoli, 2007, p. 96). En ce sens, la dimension esthétique renvoie à la capacité à éprouver, à ressentir par le sens. À son tour, une démarche « esthétique » en géographie vise à comprendre le rôle du « sensible » dans la relation que le sujet entretient avec l'espace.

Faire la « géographie des lieux » rend également pertinent de mobiliser des éléments issus des *Science and Technology Studies* (STS), et plus particulièrement de l'*Actor-Network Theory* (ANT). Dans la perspective latourienne de « l'anthropologie symétrique », la tendance à ignorer les relations « interobjectives » au profit exclusif des relations « intersubjectives », aurait des conséquences importantes sur la manière dont les sciences sociales analysent et interprètent la société. Comment pourrait-on comprendre les formes de sociabilités des adolescents contemporains sans prendre en compte des actants non humains tels que les *smartphones* ? De manière similaire, comment pourrait-on comprendre le militantisme au sein des LSCA sans prendre un compte le rôle joué par les espaces matériels mêmes des LSCA ? Partant, l'espace matériel mérite donc d'être considéré comme un *actant* dans le processus sociospatial qu'est le militantisme au sein des lieux autogérés (Reckwitz, 2002).

Les études consacrées au rôle *social* de l'architecture offrent aussi des références théoriques et des outils analytiques rendant compte du rôle actif — et parfois à contre-courant — de l'architecture vis-à-vis de la projectualité des activistes de ces lieux. Dans leur ouvrage « *Architecture, materiality and society connecting sociology of architecture with science and*

technology studies », Müller et Reichmann (2015) posent les questions suivantes :

What does architecture do to societies ? Does it change interactions, social contexts or society as whole – and if so, how? Does architecture retroact on its users? Is architecture, after being installed as formed materiality, something neutral, lifeless? Is architecture materiality dead in the sense that it does not vary sociality? Or is architecture an agent in social contexts – does it have an agency? (Müller & Reichmann, 2015, p. 7).

Si, pendant longtemps, la réponse à ces questions a été plutôt négative, ces auteurs font le choix de considérer l'architecture en tant que « *socially active materiality* » (p. 7-8). En effet, ils·elles soutiennent l'idée qu'il faut « *to grasp the material not as a social structure or as symbolic objects, but as “artefacts”, as “things” which are necessary components of social networks or “practices”* » (p. 13). Ainsi, différentes réflexions autour de cette approche seront mobilisés, comme l'idée que l'architecture peut entrer en conflit avec les usages qu'on essaie de lui imposer, comme dans le cas d'un appartement familial utilisé comme colocation, ce qui montrerait que « *humans and non-humans play an equal role in influencing the course of actions* » (Łukasiuk & Jewdokimow, 2015, p. 50) ; ou encore, le fait de concevoir la rénovation d'un bâtiment comme une « négociation » entre différents acteurs — y compris le bâtiment lui-même — au vu de la « résistance » que l'architecture peut faire aux travaux de rénovation souhaités par les acteurs humains (Yaneva, 2008).

Mobiliser les outils de la théorie des réseaux sociaux, ou la « *social network analysis* », permet quant à elle d'étudier d'un point de vue quantitatif et graphique les relations entre différentes entités (sociales, économiques, géographiques, politiques, etc.) (Wasserman & Faust, 1994). Les LSCA recensés peuvent alors être géovisualisés en tant qu'*espaces vécus*. Les mesures relatives aux graphes permettent de répondre aux questionnements suivants : quels sont les lieux fréquentés et avec quelle intensité ? Quels sont les lieux les plus et les moins « connectés » ? Etc.

En ce qui concerne l'analyse discursive, elle permet de rendre compte des *espaces perçus* : quelles sont les images ou représentations des lieux autogérés ? Comment ont-elles évolué dans le temps ? En quoi sont-elles liées aux motivations et à l'intensité du militantisme ? Etc.

1.2.3. Mōtūs : le mouvement induit par les émotions comme producteur des lieux

Cette recherche vise à aborder la question géographique d'une manière qui la distingue d'une approche *classique* des lieux (dans mon cas, des lieux autogérés). Le focus se fait sur le *processus* humain qui amène à l'émergence, la pérennisation, l'évolution ou encore à l'échec de ces lieux. En d'autres mots, plutôt que de me concentrer directement sur les lieux pour ensuite arriver aux personnes qui les animent, je fais l'hypothèse que ce qui fait de ces *espaces urbains des lieux*, c'est le *mouvement* — tout au long d'une vie — des personnes qui les ont créés, animés, transformés, voire amenés à l'échec. Il s'agit donc d'une recherche qui approche le « phénomène spatial » que sont les lieux autogérés — inséparable du « phénomène social » plus large qu'est le militantisme (Lussault, 2007) — par les personnes, c'est-à-dire les activistes. En effet, si le militantisme au sein des LSCA peut être considéré comme un « *opérateur spatial [...], c'est-à-dire une entité qui possède une capacité à agir avec*

“performance” dans l’espace géographique des sociétés concernées » (Lussault, 2007, p. 19), s’intéresser à ce mouvement social qu’est le militantisme signifie aussi s’intéresser aux lieux qu’il produit.

Concevoir les lieux comme le fruit d’un mouvement ou d’un processus, plutôt que comme des unités toujours « déjà-là » (Retraillé, 2014, p. 9) qui précéderaient donc en quelque sorte le mouvement, implique un déplacement de perspective au sein de *ma* discipline, car « la géographie disciplinaire nomme, délimite et fixe à la surface de la Terre des objets variés qui prennent leur nature géographique par l’association intime de deux attributs : la localisation et un caractère majeur permettant d’identifier et de singulariser ledit objet (une forêt, une mine, une ville, un port...) », établissant par cela « un espace de représentation dans lequel ou sur lequel le mouvement ne peut intervenir qu’en second, entre des points fixes et qualifiés » (Retraillé, 2014, p. 8-9).

Ce renversement de perspective a été prôné par Denis Retraillé notamment, à partir des réflexions issues de ses recherches portant sur l’espace des nomades au Sahel. Ces études lui montrent que le rapport à l’espace des populations dites « nomades » et celles dites « sédentaires » dans la région sahélienne était moins opposé que ce à quoi l’on aurait pu s’attendre : effectivement, les deux groupes se caractérisent à ses yeux par une forte mobilité, ainsi que par un fort attachement à la terre. En effet, qu’il s’agisse de l’un ou de l’autre groupe ethnique, leurs « lieux peuvent se déplacer selon les circonstances climatiques au Sahel, mais aussi économiques et politiques, pour se renouer semblables ou un peu différents ailleurs, [et cela] toujours le long de lignes connues comme “routes” ou comme “parentés” qui peuvent se traduire en voisinages eux aussi mobiles, car sans cesse recomposés » (Retraillé, 2014, p. 10).

Cette « leçon sahélienne » l’a poussé à proposer une remise en cause de la manière dont l’espace est conçu au sein de la géographie. Comment faire entrer ces observations dans le schéma classique selon lequel les lieux sont les premiers faits géographiques et le mouvement toujours second ? Face à ces incongruences, « [l]a seule solution, c’était que l’espace lui-même soit mobile, change de forme avec les mouvements qui le traversent, qui l’animent en fait » (Retraillé, 2014, p. 10). Croisant ses premières réflexions avec d’autres études — comme celles sur la mondialisation —, il en vient à proposer que « l’espace est animé par le mouvement généralisé, que les lieux surgissent au croisement d’itinéraires provoquant l’entrée en corrélation réciproque d’éléments qui sont d’abord dispersés et ne peuvent supporter une définition par substance » (p. 8). En d’autres mots, il lui parut « nécessaire de reprendre à nouveau frais le rapport de l’ancrage et du mouvement en inversant les termes pour poser le mouvement d’abord et observer comment s’ordonnent les lieux qu’il produit », avançant ainsi un renversement de la perspective géographique selon laquelle ce n’est pas le « lieu » qui est le « premier fait géographique », mais bien le mouvement (p. 8).

« Le lieu n’existe pleinement qu’en tant qu’il possède une dimension sociale éminente, en termes de substances, comme de pratiques et de représentations des acteurs » (Lussault, 2007, p. 105), ce qui implique de le distinguer à la fois du « site » et de la « localité » qui sont dépourvus de cette imprégnation sociale et culturelle (Lussault, 2007 ; Retraillé, 2014). En effet, « [u]n lieu est (...) une unité spatiale essentiellement sociale : dépourvu d’occupants, de pratique ancrée, et de signification, il cesse d’être » (Minchella & Sorreda, 2020, p. 63), ce qui

le distingue profondément de la simple structure matérielle qui peut l'accueillir, ou de son emplacement sur la surface de la Terre. Ainsi, « [l]e lieu est alors distingué du site où il se produit ; il est distingué aussi de la localité qui accumule des traces (sous forme d'infrastructures et sous forme de mémoire) rendant plus commode donc plus probable la reproduction du lieu au même "endroit" » (Retailé, 2014, p. 9). En effet, « le site ou la localité n'ont de valeur ontologique, socialement parlant, qu'à la condition d'être sans cesse ranimés par le mouvement qui produit le lieu. Cette condition a été oubliée dans l'ordre sédentaire : les lieux ne pouvaient être que la confirmation des sites devenus localités. Lorsqu'il faut se rendre à l'évidence, délocalisation oblige, que même un site industriel peut être "déplacé" » (p. 10).

Ainsi, c'est le mouvement des humains, de leurs vies, de leurs idées, de leurs représentations, de leurs échanges, qui produit les lieux, et ceux-ci peuvent se déplacer — changer de site — selon les déplacements mêmes de ces mouvements producteurs de lieux. Ces derniers apparaissent effectivement « par saillance », et « [l]eur profil tient aux trajets qui se croisent et à leurs traits en mouvement », car, « [s]i l'espace terrestre de référence est fixe, quoique (!), l'espace géographique est animé par une circulation des centralités principalement liée à la circulation de l'information et à ses conséquences » (p. 11).

Ces réflexions amènent donc à recourir à cette perspective pour étudier aussi les lieux autogérés. L'espace cartésien où ils se situent et l'espace matériel qui les constitue ne sont que leurs sites et localités, mais ce qui rend les lieux autogérés tels qu'ils sont aujourd'hui — mais tels qui n'étaient pas forcément auparavant — ; c'est le mouvement des personnes qui les ont créés, qui les animent, qui les transforment ou qui les amènent à l'échec. En effet, chacun de mes lieux autogérés a surgi en tant que tel à cause du croisement de trajectoires de vie, d'idées, de mouvements politiques, mais aussi en raison des incessantes dynamiques urbaines, économiques, politiques, foncières qui traversent les territoires. Leur centralité au sein du réseau de l'autogestion romaine est aussi soumise à ces mouvements : elle change avec ces mouvements mêmes qui produisent les lieux, comme en témoigne le changement de rôle de certains lieux autogérés observé dans cette recherche. Étudier la production de ces espaces urbains en tant que lieux implique donc de s'intéresser à ce mouvement qui les produit et les soutient : dans mon cas, aux carrières militantes.

Un autre questionnement émerge de cette perspective-là. Qu'est-ce qui anime ce mouvement producteur de lieux ? Qu'est-ce qui met ces personnes en mouvement ?

En ce qui concerne la dernière question, l'étude et l'analyse des carrières militantes constituent un moyen privilégié d'interroger le *mouvement* qui amène certaines personnes à construire/pérenniser/transformer/amener à l'échec les lieux autogérés. Pour la première question, la manière d'y répondre est plus complexe. En effet, comme le montre la littérature sur les carrières militantes, il n'y a pas une *cause* à proprement parler, mais plutôt une série de facteurs, circonstances, situations qui amènent les parcours de vie à prendre telle ou telle direction. Cependant, tous ces facteurs sont unis par un fil rouge qu'il est possible de *deviner* à partir de l'étymologie même du mot « mouvement ».

Ce mot, vient du verbe latin « *movere* », c'est-à-dire *mettre en mouvement*, mais aussi *émouvoir*. Le mot « émotion » a justement la même racine latine. D'où l'homonymie propre à la langue latine, et peut-être surprenante, entre mouvement et émotion, mais aussi avec motif

ou motivation : « *mōtūs* ». Cette racine commune confirme que « [l']émotion est avant tout mouvement » (Apter et al., 2010, p. 10).

Si l'importance de prendre en compte les émotions dans l'étude des mouvements sociaux et des carrières militantes est bien établie (Jasper, 2011 ; Traïni, 2009), cette recherche, visant à analyser le *mouvement* sous l'angle du « tournant émotionnel » dans les sciences sociales, propose de replacer les dimensions sensibles et affectives également dans la production des savoirs spatiaux, considérant que *la mise en mouvement* dans l'espace est induite — aussi — par les émotions (Anderson & Smith, 2001). En effet, par cette recherche, je vise à adopter le renversement de perspective proposé par Retaille — consistant donc à placer non plus l'*ancrage* (le lieu) au cœur de réflexions géographiques, mais le mouvement — en le déclinant à la lumière des réflexions issues du tournant émotionnel. En d'autres termes, il s'agira de s'intéresser à la dimension *conative* — donc relative à ce qui pousse à agir — du sensible et de l'émotionnel, soit au couplage (*res*)*sentir-agir*.

1.2.4. La nécessité de croiser les approches

Ce choix d'un double référentiel disciplinaire s'est quelque peu imposé. L'approche par les carrières oblige à prendre un compte un ensemble hétérogène de thématiques et d'enjeux, reliés par un fil rouge, celui de la vie même des activistes par et pour les lieux autogérés de Rome. Comment pourrait-on expliquer la manière dont les carrières se déploient sans prendre en compte la dimension spatiale du phénomène ? Comment pourrait-on traiter de la dimension spatiale de l'engagement sans prendre en compte l'expérience sensible des activistes et usager-ère-s ? Comment comprendre les (in)satisfactions liées à la gestion d'un espace matériel sans prendre en compte le rôle actif joué par la matérialité de ces espaces ? En bref, comment, pour citer Di Feliciano (2017, p. 723), comprendre « “how” and “why” new subjectivities become involved in squatting practice » sans mobiliser un référentiel composite ?

La littérature sur les *communs urbains* et plus largement sur les formes de gestion et production de la ville par le bas suggère que les composantes géographiques et sociologiques de ces phénomènes y sont sous-traitées (Di Feliciano, 2017 ; Nédélec, 2017 ; Pourias et al., 2016) :

[A]u premier rang des pistes de recherche à creuser, se trouvent des analyses fines, autant en termes de localisation géographique que de visée sociologique, sur la localisation des interventions urbaines, le profil et les motivations précises des citoyens qui décident de prendre en main la fabrique de la ville. Rares sont en effet les auteurs qui interrogent les stratégies géographiques et les caractéristiques socioprofessionnelles de ces urbanistes alternatifs, alors même que ces informations semblent essentielles pour pouvoir confirmer ou infirmer les revendications d'une ville plus inclusive (Nédélec, 2017, p. 105-106).

Partant, l'hypothèse a été faite que ces lacunes de recherche étaient conséquences d'entre-soi disciplinaires, et que leur dépassement allait se révéler être fertile.

1.3. Pôle épistémologique et réflexif

Les réflexions épistémologiques et réflexives ainsi que celles sur le positionnement du chercheur sont souvent mises en second plan, alors qu'elles constituent un outil fondamental

de « vigilance critique » sur la manière dont la connaissance scientifique est produite (Charmillot et Dayer, 2007, p. 131 cité dans Bétrisey, 2016, p. 74). Nous allons parcourir les six points qui constituent le pôle épistémologique et réflexif de cette recherche, à savoir : (1) les défis et avantages de mener une recherche sur un terrain connu ainsi que leurs implications épistémologiques et méthodologiques ; (2) le pourquoi de mener une recherche « engagée » et quelles implications ce choix a sur ce travail ; (3) une réflexion sur le statut à donner à la parole des participant·e·s à l'enquête et comment surmonter les limites inhérentes à ce type de matériau ; (4) pourquoi et comment j'ai choisi de m'inclure parmi mes enquêté·e·s par l'adoption d'une approche partiellement autoethnographique ; (5) le rôle des émotions au sein des recherches scientifiques et la manière dont je les mobilise à la fois dans le processus de recherche et dans les objets de cette dernière ; (6) enfin, une réflexion sur l'éthique de la recherche et la manière dont celle-ci a structuré mon travail.

1.3.1. Mener une recherche at-home

Partir faire du terrain dans une terre lointaine ou plutôt choisir de rester (ou rentrer) *chez soi* a des implications différentes (L. Ossipow, 2014). Au sein des sciences sociales, le débat sur ces deux types très différents de rapports au terrain de recherche s'est souvent articulé autour de l'antinomie « *outsider/insider* » (Wiederhold, 2015). En réalité, ces termes ont parfois été mobilisés de manière assez floue : qu'est-ce qui définit un *insider* ou un *outsider* ? Si certain·e·s auteur·e·s ont posé qu'on était *insider* quand on partageait avec les enquêté·e·s leur nationalité, leur langue ou plus largement leur culture, Wiederhold souligne les profondes différences qui existent entre le fait de posséder des traits en commun avec les enquêté·e·s et le fait de partager « *specific mutual familiarity of sharing a personal history, a social network, and an assumed place-based investment in the future with their participant·e·s – as experienced by those scholars who conduct their research in places they call home* » (Wiederhold, 2015, p. 601).

Comme les limites floues de cette dichotomie font que l'on n'est souvent ni totalement *outsider*, ni totalement *insider*, Wiederhold propose un déplacement de regard. Ainsi, elle propose de raisonner plutôt en termes de « *at-home* » et « *non-at-home* ». Par le terme de « *researcher-at-home* », elle entend ces chercheur·e·s qui, sur leur terrain, « *are recognized as an individual or by their affiliation to a family name and where the recognition situates them with a history in the community of interest* » (Wiederhold, 2015, p. 603). Si l'accent mis sur l'individu et la famille au sein de cette définition risque de limiter l'application de ce statut aux seuls terrains ruraux (dans une métropole, un nom de famille ne suffit pas à situer une personne dans un environnement ou un réseau social particulier), en généralisant cette définition on peut arriver à une classification plus large, mais toujours cohérente et opératoire. Ainsi, être un·e chercheur·e *chez soi* signifierait pouvoir être *reconnu·e* et *situé·e* par les enquêté·e·s, que ce soit dans un réseau de parenté, par un nom de famille, par l'association à une organisation ou une réalité sociale précise.

Selon cette définition, étudier les LSCA autogérés de Rome signifie pour moi être un *researcher-at-home*. En effet, Rome est ma ville natale, où j'ai ma famille et mes ami·e·s. Les enquêté·e·s, en entendant mon accent, comprennent que je viens de la même ville qu'elles·eux ; en me demandant mon quartier d'origine, ils·elles savent me situer au sein de la géographie sociale et urbaine de la ville. En plus, être un ex-militant des LSCA fait que je suis *reconnu* comme (ex-)appartenant à une tradition politique donnée, ainsi qu'associé à certaines personnes

et certains réseaux communs.

Être, comme moi, *chercheur-chez-soi*, comporte des avantages, mais aussi des défis.

Parmi les avantages, il y a évidemment le fait d'avoir un accès plus simple au terrain, une facilité relative dans la construction d'un rapport de confiance et dans l'identification des rôles et des positions des enquêté·e·s. Une capacité qui est tout à fait réciproque, car les participant·e·s pourront aussi bien situer les chercheur·e·s que l'inverse (Wiederhold, 2015).

Cette reconnaissance mutuelle est toutefois souvent accompagnée de la présence de présomptions qui peuvent impacter le rapport réciproque entre enquêté·e et chercheur·e, mais vont aussi, dès les premières phases de la recherche, influencer le type de questions que l'on se pose et la manière de cadrer la problématique. De ce point de vue, la *familiarité* peut se révéler être un problème (Wiederhold, 2015). Dans les années 1960, l'anthropologue Edward C. Geer avait déjà montré que même sans travailler sur un terrain familier, le fait de développer une relation de confiance avec les enquêté·e·s pouvait amener à colorer les interprétations du/de la chercheur·e par des « *impulses toward empathy and advocacy* » (Wiederhold, 2015, p. 606). Dans le cas d'une *recherche-chez-soi*, cette familiarité est haute dès le départ : elle peut donc être « *advantageous but can also cloud judgement, facilitate hasty agreement between researcher and participant interpretations, and diminish critical analysis* » (Wiederhold, 2015, p. 606). Si, pour le *researcher-not-at-home*, il est fondamental de se *familiariser* avec le terrain — par « *un long travail d'immersion et d'appropriation qui permettra de réduire la distance entre le chercheur et son objet* » (Bioteau & Calberac, 2005a, p. 71) — pour celui ou celle qui, comme moi, mène sa recherche *chez soi*, il faut au contraire essayer de *compliquer* sa familiarité avec le terrain (Wiederhold, 2015, p. 606). D'ailleurs, le fait de se rapporter à un terrain trop familier peut aussi réduire cette curiosité de l'étrange et de l'inconnu qu'ont des terrains lointains et *exotiques*.

Qu'en faire ? S'il n'y a pas de solutions préétablies, différentes possibilités s'offrent à nous pour mitiger les désavantages de cette familiarité. Dans mon cas, cela s'est traduit par des arrangements pratiques lors de l'organisation du terrain et dans ma manière de me rapporter concrètement aux enquêté·e·s. De manière plus générale, ma stratégie a consisté à ne jamais cacher ma familiarité avec les enjeux, mais bel et bien de la valoriser et de la déconstruire grâce à une démarche réflexive voulue rigoureuse. Cela ne m'a pas permis d'effacer les éventuels biais découlant de cette familiarité, mais de les rendre visibles et identifiables par les lecteur·trices et les participant·e·s : si le terrain n'était pas familier, j'aurais quand même eu des présomptions et des stéréotypes ; le fait de les expliciter permet de problématiser et clarifier d'où viennent mes idées et mes interprétations.

Faire une recherche *chez soi* impacte la manière dont on est perçu·e ou dont on se sent perçu·e par les participant·e·s, ce qui rend complexe le rapport avec le terrain. Par exemple, les cas de Hasnain (2014), Wiederhold (2015) ou le mien montrent que l'on peut rencontrer certaines difficultés à assumer sa (nouvelle) position de chercheur·e, notamment quand on a fait le choix de quitter ses lieux d'origine pour un contexte économiquement plus attrayant. Ainsi, Hasnain, Pakistanaise émigrée au Royaume-Uni, ressentait un certain malaise à se présenter comme étudiante de la prestigieuse université d'Oxford, bien que son choix de quitter le pays était globalement perçu positivement par ses compatriotes (2014). Dans le cas de

Wiederhold, originaire d'une petite ville en crise de la *rust belt* américaine, ce rôle s'est avéré bien plus complexe à assumer. En effet, en tant que « *leaver* », elle a toujours ressenti une forme de culpabilité, sachant que le départ des jeunes à cause de la raréfaction des opportunités économiques dans la région est un des problèmes majeurs de sa terre natale (Wiederhold, 2015). Prendre conscience de ce que signifie pour elle être une « *leaver* » — condition caractérisée dans son cas par un rapport conflictuel avec son lieu d'origine — lui a permis de se rendre compte de comment ce rapport particulier avait conditionné et orienté son travail dès la construction de son sujet de recherche (Wiederhold, 2015).

Ces deux exemples ont des similitudes avec mon cas. Comme Hasnain, notamment au début des entretiens, j'ai souvent évité de mentionner directement aux enquêté·e·s qui ne me connaissaient pas auparavant que mon doctorat se faisait au sein d'une université suisse — au moins tant que cela ne m'était pas demandé explicitement. Ce n'était pas un secret, mais comme en témoigne mon carnet de terrain, j'ai bien souvent senti un peu de gêne à affronter cette question. Comme spécifié ailleurs (Ranocchiari, 2018), le fait d'avoir *abandonné* ma ville natale en pleine crise pour y retourner avec un salaire suisse m'a toujours mis mal à l'aise et a conditionné — au moins partiellement — mon rapport aux enquêté·e·s. Le même discours est valable non seulement pour le fait d'avoir *abandonné* ma ville ou mon pays, mais également les mouvements militant·e·s dont je faisais partie et que maintenant j'observe en tant que chercheur. Cependant, en reprenant Wiederhold, le fait d'affronter et de réfléchir sur ce statut particulier, caractérisé par un rapport ambigu à ma terre natale et à mes activités précédentes (et donc aussi à mon terrain de recherche), m'a été utile pour situer mon propre regard et pour travailler sur la manière dont je me rapportais aux enquêté·e·s.

Enfin, j'avais pensé initialement que mener une enquête comparative entre plusieurs villes m'aurait aidé à mitiger ce sens, parfois trop fort, de *familiarité*. Cependant, mener une recherche approfondie dans plusieurs villes aurait été très difficile — pour des questions de moyens et de temporalités —, et j'ai donc décidé d'y renoncer. Le compromis — et qui était presque un impératif au vu cette nécessité de « compliquer » ma familiarité au terrain, comme souligné par Wiederhold (2015, p. 606), mais aussi mes objectifs heuristiques — a été de mener une étude comparative entre des LSCA *différents* : cette familiarité *extrême* concerne donc seulement *Communia*, le lieu où j'étais militant, et, moins intensément, le *Forte Prenestino*, que j'ai beaucoup fréquenté et qui est assez connecté avec le premier. Dans les autres lieux, avoir été aussi militant d'un LSCA — je ne l'ai jamais caché — a certes permis aux enquêté·e·s de me situer dans le monde de l'autogestion romaine, mais m'a aussi permis d'avoir un peu de cette *curiosité* et du goût de la découverte de l'*inconnu* et du *nouveau* que l'on associe normalement aux « terrains étrangers » (Bioteau & Calberac, 2005a), alors qu'en réalité on peut en trouver souvent *aussi* — comme les anthropologues l'ont posé dès les années 1960 (Munthali, 2001) — tout proche de chez nous.

1.3.2. Une recherche engagée ?

Au vu des cas d'étude choisis pour ma recherche de doctorat, je me retrouve — une fois de plus — à porter une « double casquette » : celle d'(ex-)activiste et de chercheur. J'ai fait directement l'expérience d'être militant d'un lieu autogéré à Rome pendant plusieurs années. Je me suis ensuite éloigné de cette activité militante pour plusieurs raisons, dont la nécessité de déménager en Suisse pour mon doctorat, mais mon envie de militer s'était déjà estompée

antérieurement. Je m'en étais rendu compte lors de ma recherche de master, qui portait aussi sur les lieux autogérés (Ranocchiari, 2018). Je ne voulais en tout cas pas garder la double casquette de chercheur et de militant qui m'avait autant pesé durant la rédaction de mon mémoire de master. Pour continuer à étudier ce phénomène, je devais m'en éloigner.

L'idée a donc été celle de tenter de garder une seule casquette, celle de chercheur, et de construire un sujet de recherche et une problématique pouvant avoir un impact positif pour les militant·e·s et l'activisme politique des lieux autogérés. Je n'envisageais toutefois pas d'avoir une logique de recherche « extractive », soit de reproduire l'attitude des chercheur·euses définie ainsi :

“Parachute researcher”, used to describe the scientist that drops out of their ivory tower into their field site – often in a less developed region of the world – extracts data, and zips back to their institution to analyze and communicate their results to their fellow academics, without engaging the people living in the region in any meaningful way (Sehrsweeney & Robertson, 2018 s.p.).

Plutôt que de me *parachuter* sur le terrain, prendre les informations nécessaires et ne plus y revenir, j'ai fait le choix de restituer ma recherche aux enquêté·e·s de façon *palpable* dès le début. Ainsi, les matériels recueillis dans la première phase de la recherche ont été utilisés pour réaliser un atlas que j'ai distribué dans les lieux ayant été impliqués dans le questionnaire utilisé pour la géovisualisation. Cela a été l'occasion de mener des discussions (formelles, sous forme de présentations publiques, ou informelles) avec les activistes, non seulement à propos des données recueillies, mais aussi de la problématique même de ma recherche et des méthodes mobilisées. Cela a fait en sorte que les activistes ont pu donner leur avis sur une recherche qui, en fin de compte, est aussi la leur.

La restitution au terrain ne s'arrêtera pas à cette phase initiale. Une fois la thèse terminée, je me suis engagé à la traduire en italien et à la diffuser dans les lieux autogérés. L'idée est d'y organiser des discussions avec les militant·e·s pour que cette thèse ne soit pas juste le énième livre rangé dans les bibliothèques de ces lieux, mais soit une occasion pour y réfléchir sur sa propre pratique militante et de l'améliorer.

La posture consistant à revendiquer à la fois un rôle académique et un soutien à des visions et activités politiques précises n'est pas nouvelle. Elle s'est développée sous différentes formes depuis plusieurs décennies (Salomon Cavin et al., 2021). À partir du début des années 70 — notamment dans le contexte états-unien —, plusieurs personnalités académiques ont revendiqué des positions politiques radicales, qui ne se sont toutefois pas toujours traduites par un véritable engagement militant. Il s'agit de ce que le sociologue français Erik Neveu (2003) appelle « militantisme de campus » et qui consisterait dans la conviction que la seule déconstruction des discours dominants serait un travail politique majeur.

Dans ce contexte, pour lutter contre la récupération et l'absorption de critiques militantes par les institutions dominantes, un nombre croissant de chercheur·e·s appelle, à l'instar du géographe Paul Routledge (1996, p. 402), à développer un tiers espace (*third space*), soit des espaces entre monde académique et activisme, dans lesquels les personnes appartenant à ces deux mondes apprendraient à intervertir leurs positions. Le militantisme académique consiste ainsi à estomper les frontières entre recherche et activisme dans la production des

savoirs, à fournir de l'énergie réflexive aux mouvements sociaux, à orienter explicitement la recherche sur les objets de leurs luttes et à « *commencer par ce que la communauté sait* » (Block et al., 2012, p. 213). Les ressources et la liberté offertes par un poste stable dans une université doivent être utilisées pour contester toutes les formes et structures dominantes — linguistiques, discursives, idéologiques — et créer un contexte propice à la transformation sociale (Mitchell, 2004, p. 26). De sa conception à la diffusion de ses résultats, la recherche militante doit être menée en partenariat avec les personnes ou groupes soumis à cette souffrance afin de leur permettre de formuler et de mettre en œuvre des stratégies d'émancipation (Hale, 2001).

Ainsi, j'ai décidé de profiter de mon statut « privilégié » de doctorant salarié afin de produire des connaissances « utiles » à la fois pour le monde académique et militant — car amenant des éléments pertinents pour une pratique réflexive au sein des mouvements mêmes. Cette manière de faire revendique non seulement une posture engagée, mais aussi une forme de *connivence* — jamais acritique — avec les visions politiques que l'on soutient. L'idée qu'un·e chercheur·e (voire la science elle-même) puisse ne pas prendre parti, être « neutre » révèle d'une illusion, et même d'une forme d'aveuglement.

Selon Ripoll, « *il est (...) très difficile d'imaginer ce que pourrait être un chercheur qui ne serait pas "militant" ou "engagé" d'une façon ou d'une autre* » (Ripoll, 2006, p. 1). En effet, un·e chercheur·e serait forcément engagé·e au moins pour son équipe, sa branche, sa discipline, « *sans oublier que l'abstention est aussi une position, celle qui consiste à laisser faire les autres, à laisser les vainqueurs des joutes sociopolitiques décider pour soi* » (p. 2). L'idée est qu'« *il n'est pas de chercheur dépourvu de subjectivité, de passé, de préjugés, de valeurs ou d'idéologie* » (p.2), mais que les chercheur·e·s militant·e·s doivent accompagner leur posture d'une grande vigilance quant à leur rigueur scientifique. Ainsi :

[l]a frontière, si frontière il y a, ne passe donc pas entre objets neutres et objets politiques, ou entre chercheurs pétris d'idéologie et chercheurs objectifs, mais entre chercheurs plutôt conscients de leurs catégories de perception et d'évaluation (préjugés, valeurs, idéologies...), des enjeux sociaux touchant à leur objet, et plus encore des rapports entre les premières et les seconds (et en tirant le maximum de conséquences dans leurs pratiques de recherche), et chercheurs plutôt « naïfs », mystifiés par leur croyance en leur neutralité à toute épreuve, reprenant par exemple tels quels les problèmes constitués et reconnus comme tels par le reste du monde social (« demande sociale », programmes politiques, discours médiatiques, politique scientifique, etc.) (Ripoll, 2006, p. 3).

1.3.3. La parole des enquêté·e·s : une illusion biographique ?

Dans une recherche se basant essentiellement sur des matériels qualitatifs, il est nécessaire de problématiser la valeur épistémologique de la principale source de connaissance mobilisée : la parole des enquêté·e·s. Malgré la vive critique de Bourdieu (1986) du mode de prise de connaissance qu'est l'entretien compréhensif et biographique, il s'agira ici d'exposer en quoi l'on peut considérer malgré tout cet outil comme « *un espace légitime d'observation de "la présence du moi dans les discours"* » (Matthey & Fall, 2008, p. 191). En d'autres termes, il conviendra de montrer la légitimité de recourir à l'entretien comme source de connaissance des enquêté·e·s, bien que celui-ci comporte toujours une dimension narrative, voire fictionnelle (Heinich, 2010 ; Matthey & Fall, 2008).

En sciences sociales — de la sociologie jusqu'à l'ethnologie —, l'on s'est souvent

penché sur « [l]a question de savoir comme traiter le matériau issu de ce “dévoilement de soi” » qu’est l’entretien compréhensif (Matthey & Fall, 2008, p. 191). Bourdieu se livre à une critique sévère de cette méthode ; critique que Heinich n’hésite pas à définir comme un « *facile jeu de massacre constructiviste* » (2010, p. 423). Le sociologue y accuse l’approche biographique de manquer le but qu’elle se serait donné, à savoir, de *comprendre* (ou *expliquer*?) la vie des enquêtés. Selon Bourdieu, le récit de vie ne serait qu’une « *présentation officielle de soi* », dans laquelle l’enquêté se ferait « *idéologue de sa propre vie* » grâce à la « *complicité naturelle du biographe* » (Bourdieu, 1986, pp. 69-71). Si tout le monde s’accorde sur le fait que le récit de vie — et tout type d’entretien — ne correspond pas à une reproduction à l’identique de la réalité, la question centrale est donc plutôt de savoir quel statut — et donc quel traitement — l’on donne à ce matériau. Ou, dit autrement, « *le principal problème posé aux sciences sociales par l’approche biographique relève moins du matériau (comme le suggère l’argument constructiviste longuement décliné par Bourdieu) que de la méthode appliquée à ce matériau* » (Heinich, 2010, pp. 423-424).

Matthey & Fall (2008), tout en reconnaissant la part d’« illusion » qui caractérise l’entretien, proposent de le concevoir comme « un dispositif esthétique », car « *il mobilise les protagonistes dans leur sensibilité* », vu que « [t]ant le chercheur que l’informateur y expriment quelque chose d’une émotion » (p. 191). L’entretien est avant tout une relation, éphémère, mais intense, où « *le désir finalisé de plaire* », « *trouble et complexifie* » le matériau, et, en même temps, l’entretien est aussi — comme souligné par Bourdieu — « *une forme d’écriture du moi* » (Matthey & Fall, 2008, p. 191). Pourtant, plutôt que récuser *in toto* cet outil, Matthey & Fall proposent de le voir comme une « performance » qui prendrait la forme d’une « autofiction » : une fois pris conscience de cela, « *c’est précisément dans cette turbidité et ce caractère problématique [de l’entretien] qui se manifeste la possibilité d’appréhender (...) “le monde des observés”* » (p. 191). En effet, comme dit Heinich, l’illusion réside plutôt à croire que la seule source intéressante d’informations serait celle d’un impossible discours décalquant la réalité :

À naïf, qui « croit » à la transparence du discours, naïf et demi à qui croit, comme Bourdieu, qu’un « bon » discours » serait un discours transparent à la réalité qu’il vise. Alors que tout discours devient intéressant, pertinent, riche de sens, dès lors qu’on s’attache à rendre signifiante son opacité même — c’est-à-dire ses propriétés, pragmatiques autant que discursives —, en tant qu’elle nous conduit à la façon dont la réalité en question fait sens pour celui qui la vit (Heinich, 2010, p. 425).

Bourdieu serait en effet victime lui-même de « *l’illusion d’une illusion* » biographique (Heinich, 2010, p. 424), car tout d’abord il semble céder implicitement « *à l’idée que seul serait nécessaire ce qui relèverait de la “nature” et non de la “construction sociale” — celle-ci ne pouvant renvoyer qu’à l’arbitraire, au contingent* » (p. 425). Au contraire, si l’entretien et le récit de vie sont des formes d’autofiction, des narrations de soi qui ne correspondent pas forcément *in toto* à la réalité, c’est justement cette dimension narrative, fictionnelle et toujours esthétique, qui nous permet d’accéder aux représentations et aux manières dont l’enquêté — pris toujours dans cette relation, avec ses avantages et ses contraintes — parcourt et (re)interprète son existence. En effet, « *les paroles d’entretien disent quelque chose de non illusoire (bien que fictionnel et métaphorique) de la “vérité” du sujet. De sorte qu’on y on est assez proche du travail de critique du matériau — typique du travail ethnographique — lié à*

l'inscrutabilité de la référence » (Matthey & Fall, 2008, p. 193). Par « inscrutabilité de la référence », l'on entend, le fait « *qu'il n'y a aucun moyen de dire à quoi [précisément] font référence les termes singuliers d'un langage* » (Davidson, 1993, p. 327, cité dans Ambroise, 2008, s.p.). En considérant l'entretien compréhensif comme un « dispositif esthétique » (Matthey & Fall, 2008), traitant donc des sens, perceptions et émotions, l'on peut faire le parallèle avec les réflexions de Bondi (2005) autour de la psychothérapie : personne n'a l'*illusion* d'accéder par ce procédé aux émotions en tant que telles, mais plutôt à leur « symbolisation », qui n'est pas équivalente aux émotions, mais c'est ce qui les rend accessibles à la pensée. Pareillement, dans l'entretien, il serait illusoire de croire pouvoir accéder à la réalité du sujet, mais cela n'implique pas que les représentations qui sont véhiculées par l'entretien ne permettent pas d'accéder, au moins partiellement, « *à la façon dont la réalité en question fait sens pour celui qui la vit* » (Heinich, 2010, p. 425).

Heinich (2010) insiste sur une autre « *illusion d'une illusion* » dont Bourdieu, malgré sa « *superbe intelligence* » (p. 429), s'est trouvé victime : le fait de critiquer pour son manque d'efficacité à fournir une « explication » un outil qui est plutôt censé contribuer à la « compréhension » des phénomènes sociaux. La différence entre ces termes au sein des sciences sociales a évolué au fil des années, jusqu'à ce que l'on voit s'imposer un refus de leur antinomie : par la première, initialement associée aux sciences naturelles, on entend classiquement le fait d'*expliquer*, notamment par des relations de « causalité », les phénomènes étudiés (W. Ossipow, 2002) ; par la seconde, on vise plutôt « *une explicitation des raisons, des logiques sous-jacentes au vécu du sujet* » (Heinich, 2010, p. 426). Si les deux finalités sont tout à fait légitimes, « *l'illusion [de Bourdieu] ici consiste à ne pas voir la discordance entre la visée et l'outil, parce qu'on ne voit pas qu'une autre visée est à l'œuvre* » (Heinich, 2010, p. 426). En effet,

dans une perspective explicative et objectiviste, le récit biographique n'est qu'un outil, faute de mieux, pour atteindre la réalité à laquelle il réfère tout en la déformant ; alors que dans une perspective compréhensive (...), ce récit fait partie de la matière même de l'investigation : non pas seulement ce qui permet de comprendre, mais aussi ce qui doit être compris. Dans cette dernière perspective, le soupçon du sociologue « désillusionnant » se retourne contre lui-même : le naïf n'est plus celui qui croirait à l'« objectivité » du récit biographique, comme ne cesse de le marteler Bourdieu, mais il est celui qui croit, comme lui, que le locuteur et son interlocuteur prennent ce récit pour la réalité, alors que l'un et l'autre savent bien qu'ils ont affaire à un récit — cette forme particulière de réalité, si riche d'enseignements pour peu qu'on l'écoute vraiment, c'est-à-dire pour elle-même en tant qu'elle vise, avec ses moyens propres, son référent, et non pour ce référent lui-même (Heinich, 2010, p. 426).

Dans l'approche compréhensive revendiquée ici, il est fondamental de s'intéresser non seulement aux faits relatés, mais aussi, voire surtout, à « *la matière du récit et les conditions de sa production ; autrement dit, sur la logique des choix de narration adoptés par le sujet, à laquelle donne accès la perspective compréhensive* » (Heinich, 2010, p. 427). En effet,

la question primordiale que devrait se poser le chercheur face à ce genre de récits n'est pas de savoir dans quelle mesure ils sont “véridiques”, “manipulés”, “artificiels” ou purement “rhétoriques”, mais dans quel contexte ils ont été produits et, le cas échéant, publiés, et sous quelle forme : biographie rédigée par un tiers, autobiographie spontanée ou sollicitée, entretien

— *et quel sens peut avoir l'adoption de tel genre discursif par rapport à l'expérience relatée* » (p. 427).

Cela ne veut pas dire déplacer complètement l'analyse des individus (et de leurs pratiques, ressentis et représentations) par celle de leurs discours, car, comme disait Pollak, « *les individus, en tant qu'ils sont le produit d'une construction sociale, sont également une construction d'eux-mêmes* » (Pollak, 1986a, p. 29, cité dans Heinich, 2010, p. 429). S'intéresser aux discours des individus sur eux·elles-mêmes signifie donc s'intéresser *aussi* aux individus mêmes.

Cependant, bien que la prise de position de Bourdieu soit parfois insatisfaisante, il est important, dans l'étude des carrières militantes — où l'on tente de *reconstruire* et aussi d'*expliquer* le parcours de vie militante des enquêté·e·s —, de prendre des précautions face au risque de considérer les récits des participant·e·s à l'étude comme un compte rendu objectif de leur vie et de leurs expériences.

Ainsi, rien n'empêche de contrebalancer la tendance commune à se méfier des « *reconstructions a posteriori* » (à cause de leur « *faible fiabilité historique [...], [des] effets sur la posture du témoin qui oscille entre demande de reconnaissance et désir de transmission [ou encore à cause des] logiques même du travail de mémoire qui [re] modèle ce qu'il produit* ») par une certaine prudence consistant à « *comprendre le travail de redéfinition identitaire, de consolidation et de remise en cohérence que mènent les interviewés lorsqu'ils racontent leur passé* » (Agrikoliansky, 2017, p. 184). Cependant, il faut aussi être conscient·e·s que la « *dimension rétrospective des carrières présente un second intérêt (...): turning points et bifurcations sont forcément des concepts narratifs qui ne peuvent être opérationnalisés qu'a posteriori* » (p. 184). En ce sens, il est donc inutile de prendre ce caractère *a posteriori* comme un biais, car il est « *sa condition de possibilité même* » (p. 185). En effet,

[l]impact biographique de l'engagement ne peut, par exemple, être observé que bien longtemps après que le fait générateur est survenu. Ce n'est finalement qu'au terme de la biographie que l'on pourrait juger de ses effets. Un tel point de vue change singulièrement la critique de la « rétrodiction » : la saisine a posteriori des événements et de leurs effets n'est pas un biais de l'analyse de carrière, mais, d'une certaine manière, sa condition de possibilité même (p. 185).

Toujours dans l'étude des carrières, mais cette fois-ci « anorexiques », Darmon insiste sur l'ambiguïté de « *l'obstacle rétrospectif* » (Darmon, 2008, p. 160). En effet, face au constat inévitable et irrémédiable que « *tous les moments passés sont reconstruits du point de vue de chaque présent* », elle fait « *comme il se doit de nécessité vertu* » en « *donn[ant] des exemples de la manière dont les interviewés construisent leur passé du point de vue du présent qui est celui de l'entretien* » (Etkins, 1997, pp. 130-131, cité dans Darmon, 2008, p. 160). Cette compréhension et mise en contexte de la parole des enquêté·e·s devient ainsi un outil aux mains du/de la chercheur·e, qui — de manière similaire à quand il·elle contextualise, par une démarche réflexive sa propre production de savoir — peut ainsi *situer* les informations récoltées et donc aussi la manière de les interpréter. Ainsi, différents outils peuvent être mobilisés pour « *objectiver* » — au sens de « *la construction du fait scientifique (et plus spécifiquement de l'objet sociologique) qu'opère la rupture avec les prénotions (les "préconstructions de la sociologie spontanée")* » (Darmon, 2008, p. 152) — et rendre cohérents ces matériaux

empiriques pour une analyse des carrières.

Une autre manière de conceptualiser le décalage entre la réalité vécue et la réalité véhiculée par l'entretien ou le récit de vie est celle proposée par Wengraf, qui propose de distinguer « *life lived* » et « *life told* ». La première « *is composed of the uncontroversial hard biographical data that can be abstracted from the interview material and any other helpful source* » ; tandis que la seconde « *is the way that the person presents him or herself – both in their initial narrative and in their answers to specific questions – by selecting certain events in their life (and omitting others) and by handling them in a certain way (and not in another)* » (Wengraf, 2000, p. 145 cité dans Lalanda Nico, 2016, p. 2116).

Si l'on souhaite véritablement accéder à la « *life lived* », il faut donc soumettre l'analyse des récits de vie à des « procédures d'objectivation » (Darmon, 2008) et à des techniques permettant une cohérence accrue du dispositif de l'entretien, comme les grilles temporelles ou « *time grid* » et toujours croiser les matériaux qualitatifs à d'autres sources complémentaires (Lalanda Nico, 2016). Cependant, si notre focus est principalement d'ordre *compréhensif*, l'entretien en tant que « dispositif esthétique » reste un outil important et suffisant pour accéder à la manière dont sa propre existence est vécue et remplie de sens par les enquêté·e·s (Matthey & Fall, 2008), car, comme l'on a dit, on a certes affaire à un récit, mais celui-ci est une « *forme particulière de réalité, si riche d'enseignements pour peu qu'on l'écoute vraiment* » (Heinich, 2010, p. 426).

Analyser son propre récit de vie peut aussi constituer un défi lors d'une démarche autoethnographique : même lorsqu'on est soi-même l'un·e de nos enquêté·e·s, ce(t) (auto)récit ne peut pas être considéré comme une transposition telle quelle de la réalité vécue. Ainsi, différentes tactiques peuvent compenser la nature forcément « autofictionnelle » (Matthey & Fall, 2008) de nos démarches autoethnographiques : croiser les sources, en rapportant par exemple sa propre expérience avec celle d'autres personnes qui ont vécu avec nous-mêmes les expériences relatées (Adams et al., 2017) est l'une de ces tactiques que l'on peut adopter.

1.3.4. L'autoethnographie comme source d'information

Lorsque j'ai développé la problématique et les questions de recherche, il m'a paru évident que je cherchais aussi à *comparer*, de manière systématique, ma propre expérience à celle des autres activistes. Pourtant, je me sentais réticent à mettre ouvertement en avant cette dimension autobiographique de ma recherche, jusqu'au moment où, lors d'une discussion avec un chercheur qui étudie les carrières depuis longtemps, il m'a conseillé de ne pas ignorer ma propre expérience, parce que de toutes les carrières que je pourrais étudier, c'est la mienne que je connais le mieux. En d'autres termes, pourquoi renoncer à mon « vécu » en tant que source d'information ? D'ailleurs, ignorer cette source d'information de « qui je suis » serait impossible, car, comme l'indique Stacy Holman Jones, mon projet de recherche a aussi commencé avec des « *personal experiences that I want and need to understand more deeply and meaningfully* » (Adams et al., 2017, p. 7). Elle parle d'*épiphanies*, c'est-à-dire des moments de transformation et de prises de conscience qui façonnent ou modifient de manière significative le cours (perçu) de notre vie (Adams et al., 2017). Dans mon cas, le fait de décrocher une bourse pour un doctorat sur des mouvements dont je faisais partie et me rendre compte que je ne voulais plus y avoir un rôle actif (Ranocchiari, 2018) m'a poussé à orienter

ma recherche vers la question des carrières militantes, où la question du désengagement revêt un rôle central. Ma propre expérience sera examinée conjointement à celle d'autres militant·e·s et ex-militant·e·s, même si celle-ci apparaîtra *diluée* dans l'analyse et dans le récit. Autrement dit, mon expérience personnelle ne sera pas mise en avant de la même manière que celle des autres enquêté·e·s : même si je n'apparaîtrai pas dans la liste des *protagonistes*, mon expérience et mon vécu seront pris en compte dans l'analyse, par une démarche particulière qui s'inspire de l'autoethnographie.

Quand le terme d'autoethnographie (ou *self-ethnography*) est apparu dans les publications de sciences sociales dans les années 1970, son sens était associé à la tendance, relativement nouvelle, de mener des ethnographies sur ses « propres gens » (*own people*), plutôt que sur des peuples lointains, comme le voulait la tradition ethnologique (Adams et al., 2017). Le sens qu'on lui attribue aujourd'hui, et qui s'est imposé plutôt à partir des années 1990, est différent. Il s'agit d'une méthode qui utilise l'expérience personnelle (« auto ») pour décrire et interpréter [« graphie »] les textes, expériences, croyances et pratiques culturelles [« ethno »]. Les autoethnographes pensent que l'expérience personnelle est imprégnée de normes et d'attentes politiques et culturelles, et ils s'engagent dans une autoréflexion rigoureuse — généralement appelée « réflexivité » — afin d'identifier et d'interroger les intersections entre le soi et la vie sociale (Adams et al., 2017, p. 1). Au fil des années, cette pratique de recherche s'est diffusée dans de nombreuses disciplines, y compris la géographie (Adams et al., 2017; Jones et al., 2013).

S'il y a plusieurs raisons de faire de l'autoethnographie, deux, évoquées par Adam, Ellis et Jones (2017) sont particulièrement importantes pour ma propre recherche :

- Elle peut fournir aux lecteurs et lectrices des informations sur la vie culturelle que les autres chercheur·e·s ne peuvent pas connaître.
- Elle permet de rendre compte d'aspects de l'expérience quotidienne insaisissables par les méthodes de recherche traditionnelles.

La mise en place de l'autoethnographie se situe ainsi à mi-chemin entre une ethnographie traditionnelle et une autobiographie qui restitue son propre passé non seulement à travers la mémoire, mais aussi grâce à la récolte de traces écrites, voire de discussions avec d'autres personnes à propos d'un passé partagé. Les matériaux recueillis sont ensuite traduits sous forme narrative, veillant, comme dans l'ethnographie, à rendre compréhensibles les pratiques culturelles en question pour les *outsiders*, c'est-à-dire les personnes externes à cette culture ou à cette expérience particulière (Adams et al., 2017). Dans mon cas, il s'agira moins d'une autobiographie que d'une *introspection*, qui part donc de mon expérience pour comprendre et analyser celle des autres.

Ces points clarifiés, il s'agit maintenant de comprendre le statut à donner à une composante fondamentale de cette recherche : les émotions et les affects. Ceux-ci constituent non seulement un matériau important au vu de mes objectifs heuristiques et des modalités de collecte d'information, mais aussi des dimensions clés dans le processus de recherche lui-même, qu'il s'agit donc d'analyser d'un point de vue épistémologique.

1.3.5. Émotions et affects

Émotion ou affects ? « *La notion d'affect est un germanisme, issu du latin affectus, et développé notamment à partir des études freudiennes et généralement traduite par "émotion". Faut-il les distinguer ? Oui pour certains, non plus pour d'autres* » (Bochet & Racine, 2002, p. 121). Il tend à être d'usage, au moins dans la littérature francophone, de considérer que les affects relèvent de ce qui est difficilement verbalisable, au contraire des émotions¹.

Reste que les émotions — en tant qu'objet d'étude et en tant que composante essentielle de toute démarche de recherche — ont été ignorées pendant longtemps au sein des sciences sociales, organisées autour de ce que des chercheuses féministes ont appelé le « régime scopique ». Celui-ci, à la base de la science que Volvey nomme « masculiniste », se base sur

une ruse qui fonctionne sur la fiction de la neutralisation des parts (corporelles et émotionnelles) réputées les plus subjectives du sujet-cherchant, afin de les maintenir dans un rapport d'extériorité avec les savoirs, et sur la fiction afférente de savoirs produits par/dans le seul exercice logique de la raison attachée à retrouver l'en-soi du réel et son ordre supposé. Cette ruse impose, en effet, une règle de neutralité, de transparence et d'universalité objective (l'objectivité), un mouvement de séparation avec l'objet de la recherche (l'objectivation) réalisé par le truchement de procédures d'objectivation (l'observation depuis un point haut aide, par exemple, de la lecture de carte (Volvey, 2016, p. 6).

La critique féministe de ce régime de production du savoir a permis de sortir — au moins partiellement — de ce schéma, notamment en permettant l'intégration des émotions en tant que données factuelles dignes d'attention. En effet, cette critique a permis que celles-ci apparaissent comme des « *faits significatifs* » (Volvey, 2016) et donc en tant qu'objets d'étude légitimes. À noter cependant que les féministes ne sont pas les seules à avoir étudié ce phénomène : la « *humanist geography* » et les « *non-representational geographies* », ont également joué un rôle important et précoce dans le traitement de la sphère émotionnelle et affective au sein de la géographie² (Bondi, 2005). Quel·le·s qu'en soient les auteur·e·s séminaux, on assiste à un « *intérêt grandissant* » pour les émotions au sein de nombreuses disciplines et branches scientifiques (Feildel, 2013, p. 59).

Cependant, le fait d'inclure parmi les objets d'étude possibles les émotions n'est pas suffisant pour passer du régime scopique à un autre chose. En effet, pour qu'il y ait une

¹ Les frontières floues entre ces termes contribuent à l'hétérogénéité lexicale qui caractérise les études autour de ces questions : certain·e·s parlent d'un « tournant émotionnel » (Wilkinson, 2001), d'autres d'un « tournant affectif » (Feildel, 2013).

² Cet intérêt pour la dimension affective et émotionnelle a également intéressé la géographie francophone, et cela assez précocement. Si certain·e·s auteur·e·s font remonter cet intérêt aux années 1910 avec de Vidal de Blache, c'est plutôt à partir des années 1970 que l'on peut clairement identifier des géographes « humanistes » francophones — sans qu'une école portant ce nom s'y constitue (Cavaille, 2016 ; Guinard & Tratnjek, 2016). Par exemple, Armand Frémont a combiné, dans ses travaux sur l'espace vécu, « *une "trame objective" et un intérêt pour les sensibilités* » (Cavaille, 2016, p. 2) ; ou encore, dans les travaux sur les « *géosymboles de J. Bonnemaïson (1981) ou bien encore l'approche géo-littéraire d'E. Dardel (1952)* », l'on trouve des appels très précoces à « *la prise en compte des émotions en géographie* » (Guinard & Tratnjek, 2016, p. 4). Cette précocité — autant dans le contexte francophone qu'anglophone — est à même de questionner la pertinence de parler d'un véritable « tournant ». Il s'agirait plutôt d'un récent renouveau d'intérêt pour ces questions.

« symétri[e] » entre la critique féministe du régime scopique et leurs propositions scientifiques alternatives, il faut également reconnaître le rôle que les émotions jouent dans les processus mêmes de production du savoir. En effet, selon Volvey (2016), au sein de la critique féministe du régime scopique « [*l]es émotions des chercheur·e-s engagé·e-s dans l'expérience de terrain ne sont pas symétriquement considérées comme constitutives de la donnée produite en cette relation, et la manière dont les motifs subjectifs-identitaires qu'ils poursuivent affectent, à travers elles, le savoir ne se trouve pas investiguée ou réfléchi » (p. 9). Ce qui constituerait un « régime haptique », du grec *hapsis*, « qui renvoie au sens du toucher associé au contact physique avec le monde des objets ou aux phénomènes intersubjectifs d'empathie » (p. 5). Ainsi, si l'on souhaite adopter ce « régime haptique » revendiqué par les scientifiques féministes, il faut s'efforcer de conceptualiser « le rôle épistémologique de l'émotion » (p. 4). Celui-ci consiste dans le fait*

[qu']à travers ce qui touche du monde ou d'autrui, l'émotion ouvre le sujet qui la ressent à un monde de sens, l'informe sur la valeur, la croyance, la signification que les objets/événements exemplifient pour lui. Mais c'est aussi sa qualité dynamique ou réflexive : dans l'émotion, l'attention est dirigée vers un objet extérieur, mais c'est sa réorientation vers le sujet qui la ressent qui permet à celui-ci d'accéder à des représentations à la première personne (subjectives) (p. 8).

Dans cette recherche, les émotions constituent non seulement une composante fondamentale des phénomènes sociaux étudiés, mais aussi des éléments clés qui structurent et informent les procédures de recherche. En effet, dès les premiers pas, « *les émotions et les affects (...) impactent déjà le sujet-chercheur et la pratique de recherche en amont de la recherche sur le terrain lors du choix de thèmes, de lectures et lors de leur inscription dans un courant épistémologique et méthodologique* » (Bétrisey, 2016, p. 78), et leur rôle — si souvent négligé — continue tout au long du processus de recherche.

La phase de récolte de données de terrain est ainsi à concevoir comme un moment dense en émotions : celles-ci, ne constituent pas seulement l'objet de la recherche, mais aussi le « médium » par lequel les informations se manifestent, s'échangent. En d'autres termes, les émotions, les sensations, les impressions informent le sujet-cherchant autant que les mots qu'il-elle leur donne. Mener un travail réflexif qui ne soit pas juste « *a sort of routinized exercise* » (Di Feliciano, 2021, p. 3), mais un véritable travail d'écoute de ses propres émotions, de celles des enquêté·e·s et du rapport qui s'établit entre elles·eux, est une condition sine qua non pour se placer — de manière au moins partiellement accomplie — dans une démarche « haptique ». Une mesure, à l'apparence *cosmétique*, est celle qui consiste à *assumer* le prénom personnel « je » dans l'écriture, plutôt que celui du « nous ». En effet, l'usage de ce pluriel — dit d'humilité — peut être interprété comme une manière de diluer la subjectivité du/de la chercheur·e (Moumni, 2020) : un procédé, souvent inconscient, mais bien inculqué, qui exprime en réalité des mécanismes tels que l'*objectivation* et la *distanciation*, typiques du régime scopique. Ainsi, opter pour le « je » peut être vu comme un petit pas vers la reconnaissance du rôle indéniable de la subjectivité du sujet-cherchant et de l'intégration nécessaire d'une démarche réflexive rigoureuse et sincère dans tout travail de recherche qui se veut, au moins partiellement, *haptique*.

Cependant, travailler *sur* et *avec* les émotions n'est pas forcément aisé. Plusieurs limites

sont à soulever, découlant notamment du fait que l'on essaie de saisir quelque chose qui demeure — le plus souvent — difficilement saisissable. Ainsi, malgré ses propres efforts, la reconnaissance des émotions valorisée, entre autres, par le féminisme « *réduit les émotions à leur seule part verbalisée : le discursif (narratives, narrative accounts, discursive representations) reste le matériau par excellence du terrain qualitatif et le texte, la forme privilégiée de sa représentation. Ainsi, le non verbalisé/able est tenu hors du champ scientifique* » (Volvey, 2016, p. 8). Différentes tentatives de rendre compte de ce qui ne peut pas être exprimé par des mots (les affects pour faire court) ont été entreprises, notamment par des chercheur·e·s se revendiquant des « *Non-representational Geographies* » (Bondi, 2005). Les auteur·e·s qui s'y lient ont généralement évité les approches textuelles, préférant le « *non-verbal* », et ont privilégié comme objet d'étude des phénomènes où le corps joue un rôle de premier plan, comme la danse ou certains types de massages (Bondi, 2005).

Pourtant, malgré l'importance de raisonner autour de la question complexe du *non-verbalisé* et du *non-verbalisable*, je rejoins Liz Bondi quand elle affirme qu'en tant que géographe féministe elle trouve l'approche *non-représentationnelle* « *too abstract, too little touched by how people make sense of their lives, and therefore too 'inhuman', ungrounded, distancing, detached and, ironically, disembodied* » (Bondi, 2005, p. 438). Malgré la conscience de ses limites, l'écriture reste mon moyen privilégié d'expression ; les entretiens et l'(auto)ethnographie sont mes principaux outils de prise d'information sur les faits étudiés. Cela ne veut pourtant pas dire que je renonce à cerner ou à traiter les émotions ou les affects. Au contraire, en mobilisant certains corpus scientifiques et des stratégies adéquates, il est possible de compenser, au moins partiellement, la difficulté à cerner (1) et à exprimer (2) ce qui est *non-verbalisé* ou difficilement *verbalisable*.

Ainsi, concernant la difficulté à saisir ce qui est difficilement verbalisable (1), en suivant Liz Bondi (2005) dans sa mobilisation du corpus de la psychothérapie appliqué à la géographie émotionnelle, il est possible de trouver des modes de faire évitant certains écueils. L'idée de départ est de conceptualiser les émotions comme étant avant tout « relationnelles ». Selon ce corpus, les émotions et les affects émergent lors de cette performance qu'est la rencontre entre thérapeute et patient·e. En effet, les émotions (re)émergent quand une relation se développe : elles ne sont pas isolables des dynamiques interpersonnelles où elles sont évoquées et donc (re)vécues. Ainsi, si l'on souhaite atteindre les émotions, la seule manière est « *moving beyond the idea that emotions are attributable either to the researchers or to those (...) describe[d] as "the researched"* » (Bondi, 2005, p. 442). C'est seulement à travers la relation instaurée entre praticien·ne et patient·e, ou entre chercheur·e et participant·e, que l'expérience émotionnelle peut être comprise. Sur cette base, la distinction même entre « *feelings* » et « *representation of feelings* », ou encore entre émotions (normalement interprétées comme verbalisables, ou « *nameable* ») et affects (prédiscursifs et préréflexifs), perd du sens.

En effet, le processus freudien du « *working through* » — c'est-à-dire rendre « *the power of unconscious patterns available to thought* » (Bondi, 2005, p. 444) — peut être interprété comme « *what happens when affective patterns in one's personal idiom can be symbolized, or symbolized anew, as well as felt* » (Bondi, 2005, p. 444). Le fait que pour émerger les émotions et les affects doivent être symbolisés ne signifie pas que ce processus remplace les émotions, mais plutôt que la symbolisation « *makes them available to thought* » (p. 444). Selon la

psychothérapie, cette émergence des émotions et des affects par la symbolisation est facilitée par la mise en place d'une relation spécifiquement vouée à cette tâche : « *in other words, symbolization is not accomplished by agents acting individually, but is intrinsically relational* » (p. 444). Par cette conception, la tâche même de la psychothérapie devient celle de créer du sens (*meaning-making*) relationnellement. Cela implique donc un dépassement de cette distinction entre « *feelings* » et « *representation of feelings* », « *representations of emotions and emotions themselves, and between emotion and affect* », car « *feeling and thinking are two sides of the same coin* » (p. 444).

En d'autres termes, il est quelque peu vain de s'appesantir sur ce qui ne serait pas saisissable par la relation entre chercheur·e et participant·e. Au contraire, il faudrait se concentrer sur la relation elle-même qui — sans vouloir se substituer à celle entre psychothérapeute et patient·e — peut faire ressortir au moins partiellement des émotions, ou mieux, leur symbolisation. Une relation entre enquêté·e et chercheur·e doit être conçue comme étant bien plus complexe qu'une simple relation professionnelle et comme une relation humaine de laquelle autant l'enquêté·e que le chercheur·e peuvent tirer parti (Di Feliciano, 2021). La symbolisation des émotions et des affects qui émerge de cette relation constitue le matériel empirique sur lequel j'ai construit les réflexions « émotionnelles » de cette recherche en sciences sociales.

Le fait que j'étais militant d'un de ces lieux, que j'ai vécu des situations similaires (et même certaines de celles que mes enquêté·e·s ont racontées), a accéléré la mise en place de cette relation. De même, l'autoethnographie — couplée à un travail réflexif — et l'existence d'un rapport parfois intime avec certain·e·s enquêté·e·s ont contribué à faciliter la symbolisation des émotions.

En ce qui concerne l'inadéquation de l'écriture pour exprimer le *non-verbalisé* et le *non-verbalisable*, aucune alternative ne m'a paru assez convaincante, y compris les arguments que les tenants des *Non-representational geographies* proposent face au paradoxe dont ils·elles sont accusé·e·s, c'est-à-dire de restituer sous forme de textes ce qui, selon elles·eux, n'est pas verbalisable. S'ils·elles déclarent ne pas chercher à résoudre ce paradoxe, mais « *to work with it* » (Bondi, 2005, p. 438), en soulignant, par exemple, le caractère performatif de leurs interventions et en refusant de donner des interprétations des pratiques étudiées, pour le type de recherche qu'est la mienne, l'écriture, la restitution (orale et écrite) et l'intégration d'éléments visuels, couplés à une démarche réflexive, constituent les meilleurs outils dont je dispose.

1.3.6. Éthique de la recherche

Bien qu'en contexte francophone les comités et les protocoles éthiques ne soient pas encore fréquents, réfléchir aux implications que nos recherches peuvent avoir sur nos enquêté·e·s est implicitement requis. En effet, même si aucune contrainte administrative formelle ne m'oblige à me conformer à des principes éthiques reconnus ou standardisés — comme cela peut-être le cas dans le contexte anglophone (Di Feliciano, 2021 ; Mondada, 2014) — la question de comprendre les retombées éthiques de ma recherche me hante depuis le début de mon doctorat. Les questions que je me pose — et les réponses possibles que j'ai pu trouver — peuvent être organisées autour de trois pôles : (A) le refus de la logique extractive de la recherche, par l'instauration d'un rapport de don/contre-don ; (B) la question des rapports

chercheur·e/enquêté·e·s comme de rapports humains plus que professionnels ; (C) la question du respect de l’anonymat ou du refus de l’anonymat.

A. *Don/contre-don : l’importance des restitutions*

Je réfute toute forme de recherche dite « extractive », p. ex. consistant en un rapport au terrain axé sur la récolte des matériaux empiriques sans s’inquiéter des retombées positives ou négatives que la recherche peut avoir sur les personnes ou groupes étudiés. Ce refus va au-delà du fait qu’il s’agisse d’une recherche que j’ai menée dans un *terrain connu*, ou que j’ai souhaité garder une dimension engagée pour cette étude : je crois effectivement qu’en toute circonstance, il faut garder à l’esprit à la fois le fait qu’une recherche peut impacter — même sans le vouloir — les enquêté·e·s et aussi que nos recherches, plutôt que de servir seulement les intérêts de *la science*, peuvent être utilisées afin d’avoir des retombées positives pour les personnes sans lesquelles, en fin de compte, la recherche n’aurait pas pu avoir lieu. Ceux et celles que l’on appelle les « enquêté·e·s » sont des personnes, avec leurs routines quotidiennes, leurs professions, leurs familles. Les enquêté·e·s nous font *don* à la fois de leur temps et du fait de s’ouvrir à nous, de partager leurs émotions, leurs points de vue, leurs vies privées. Il s’agit, pour celui ou celle qui délivre ce *don*, d’un *don* important, que l’on ne fait pas à n’importe qui et n’importe quand. Pour qui le reçoit — nous, les chercheur·e·s —, il ne s’agit pas juste d’un *don* important, mais bel et bien d’un don *fondamental*, voire *incontournable*. Car sans ce don nos recherches n’auraient pas la substance même qui leur permet d’exister. Comment peut-on donc restituer ce *don* si important que l’on reçoit en tant que chercheur·e·s ?

Une des possibilités, discutée notamment dans le contexte anglophone, est celle de donner des *incitations*, qu’elles soient financières ou pas. L’opportunité d’y faire recours a été largement discutée, et il y a un consensus que dans certaines situations les incitations peuvent devenir problématiques — p. ex. dans le cas où l’aversion du sujet étudié vis-à-vis de la recherche en question est telle que sa participation est exclusivement conditionnée par l’importance des incitations — mais que, dans d’autres cas, celles-ci peuvent avoir un impact positif (Grant & Sugarman, 2004). Dans mon cas, il n’était pas de question de mettre en place des véritables incitations financières (si ce n’était offrir une bière ou un repas lors de l’entretien ou soutenir les lieux et leurs activités par des petites donations lors des appels à financement), mais j’ai tenu dès le début à mettre en place une forme de « contre-don », au sein du dispositif d’enquête, afin d’essayer de compenser, au moins partiellement, cette asymétrie dans le « donner-recevoir » qui caractérise souvent les relations chercheur·e/participant·e·s (Ionita, 2015 ; L. Ossipow, 2014).

Différents dispositifs ont été mis en place afin de contrer toute dimension *extractive* dans ma recherche, notamment à travers diverses formes de restitution (atlas, présentations, discussions collectives, engagement à traduire en italien la version finale de l’étude, etc.). Et cela parce que je partage l’avis de ceux et celles qui croient que « *le processus de restitution relève aussi du contre-don et non pas seulement d’une posture dialogique liée aux entretiens* », bien que certain·e·s chercheur·e·s soutiennent l’idée que « *le processus d’entretien constitue déjà en lui-même une “forme mineure” de restitution durant laquelle les chercheur·e·s collaborent avec les interviewé·e·s, échangent des interprétations, s’interrogent sur certains impensés* » (L. Ossipow, 2014, p. 153). De manière similaire à l’expérience relatée par L. Ossipow (2014) — peut-être aussi à cause de la nature *familière* de mon terrain —, j’ai donc

ressenti comme une nécessité de mettre en place des formes de restitution relevant de la logique du « don/contre-don » (Robertson, 2016). En effet, par rapport à d'autres chercheur·e·s en sciences sociales dont le terrain est lointain de leur quotidien

[a]yant enquêté dans ma propre société de résidence, at home et non pas abroad comme disent les anglophones sur des terrains et auprès de personnes que je serai amenée à fréquenter à maintes occasions, même une fois l'enquête terminée, l'idée de négocier ma place et de discuter de mes objectifs s'imposait d'emblée (L. Ossipow, 2014, p. 154).

Le fait d'avoir été un ancien camarade, d'avoir interviewé des personnes que je connais ou d'autres que j'aurai pu connaître même en dehors de la recherche, d'être en présence de personnes qui — comme moi avant de traverser les Alpes pour m'établir en Suisse — ont souvent un travail précaire et un quotidien rendu encore plus dense par le militantisme m'a poussé à ressentir le même « sens de culpabilité » que celui relaté par L. Ossipow :

Bien que je sache que les enquêté·e·s éprouvent généralement de l'intérêt, du plaisir, voire de la reconnaissance, à être des sujets d'étude, je ne pouvais pas m'empêcher et je ne peux toujours pas m'empêcher de ressentir une certaine forme de culpabilité à leur égard comme si j'étais davantage une voyeuse qu'une maïeuticienne, j'ai donc « compensé » ma présence par des coups de main aux enquêté·e·s en fonction de ce que j'imaginai leur rendre service (tâches de manutention, prises de procès-verbaux, relais d'information) (L. Ossipow, 2014, p. 154).

Pareillement, j'ai essayé, lorsque cela était possible, de me rendre utile, disponible et — comme j'ai dit plus haut — généreux (aussi en raison du décalage qui existe entre le niveau de vie de mon pays d'origine et de celui qui finance mon doctorat), afin de compenser, par différents moyens, cette asymétrie relationnelle. Une asymétrie confortée aussi par le mythe, déjà mentionné, qui veut que le seul fait de s'intéresser à *tel* phénomène social et à *telles* personnes puisse être considéré comme une forme suffisante de restitution. Cependant, aujourd'hui, les géographes et « *[l]es anthropologues ne sont en effet plus depuis longtemps les interprètes distant·e·s et tout-puissant·e·s qu'elles et ils ont pu être, notamment en période coloniale* », et que leurs interprétations « *sont des vérités partielles et partiales, toujours susceptibles d'être complétées, repensées et contestées, même si le contexte d'observation n'a pas profondément changé* » (L. Ossipow, 2014, p. 154-155). Le rôle des participant·e·s à l'enquête est d'ailleurs à redimensionner, car « *les interprétations des chercheur·e·s ne sont (...) que des interprétations d'interprétations élaborées par les enquêté·e·s lorsqu'elles et ils agissent ou répondent à nos questions* » (p. 154).

À partir de ces constats, j'ai conclu à la nécessité de mettre également en place — outre le type de contre-don *dilué* et *informel* évoqué — une forme de contre-don plus réfléchie.

Celle-ci a pris la forme d'une « restitution à toutes les étapes », dont l'intention est de prévoir une restitution qui ne se limite pas aux phases finales de la recherche, voire à l'après-recherche (p. ex. dès la publication), mais qui accompagne la démarche d'enquête de bout en bout. Ainsi, la construction du sujet de la recherche a été conçue *aussi* dans la logique de *donner* quelque chose d'utile aux personnes participant à l'enquête : comprendre le parcours des activistes, ce qui les amène à persister et ce qui les amène à quitter le militantisme dans les lieux autogérés est, pour ces mêmes militant·e·s, un sujet à la fois intéressant et utile. De plus, pour

utiliser les mots d'une activiste pendant une discussion, il ne serait « jamais traité de manière explicite » dans les cercles militant·e·s. Pendant la recherche, j'ai élaboré un questionnaire à destination des activistes dont les résultats ont été utilisés pour cartographier les relations entre les différents LSCA et les pratiques des 91 activistes ayant répondu au questionnaire. Ensuite, j'ai recueilli ces cartographies dans un mini-atlas, où j'ai également inclus un texte expliquant la recherche que je mène, les raisons qui m'ont amené vers ce sujet et une interprétation des données recueillies jusque-là.

Ce mini-atlas a été imprimé en 55 copies, grâce au financement de mon institut (voir figure 2), et distribué dans presque tous les LSCA qui ont participé au questionnaire. Pour banal que cela puisse sembler, cette *restitution intermédiaire*, a été pensée comme une *preuve* de mon engagement envers les enquêté·e·s : « *Je ne vais pas prendre ce dont j'ai besoin et me tirer, je veux qu'ils·elles comprennent que même si je ne suis plus là ce qui se passe à Rome m'importe* » (extrait du journal de terrain, septembre 2019). Quand, un an après le questionnaire, je me suis rendu dans les lieux avec le livret à la main, les réactions ont été très positives et certain·e·s activistes m'ont même comparé à d'autres chercheur·e·s qui s'étaient aussi intéressé·e·s à leur LSCA par le passé et qui, à leur dire, une fois terminée leur recherche, auraient *disparu*. Dans certains cas, notamment sur impulsion des activistes mêmes, cet atlas a été l'occasion d'organiser des initiatives dans les LSCA et avec leurs collectifs — parfois hors les murs —, sous forme de présentations de l'atlas et de discussions collectives (voir figures 3 à 6) sur des questions rarement abordées.



Figure 2 — L'atlas en version imprimée (photo : Simone Ranocchiarì, octobre 2020).

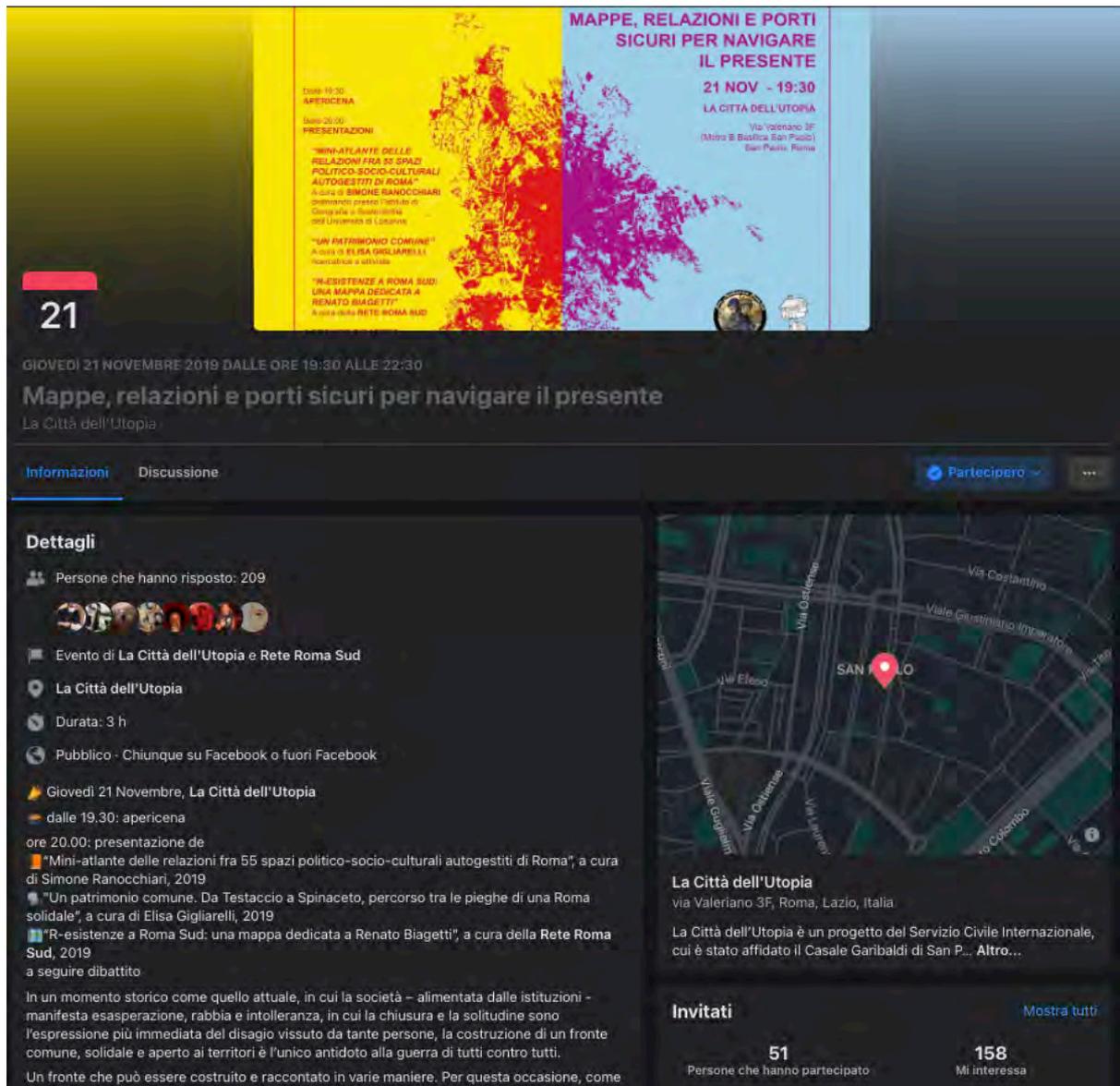


Figure 3 — Événement Facebook de la présentation de l'atlas organisée par le LSCA « La città dell'Utopia » (21 novembre 2019).



Figure 4 — Flyer de l'événement où j'ai présenté l'atlas dans le LSCA « La città dell'Utopia » (21 novembre 2019).

Cette « restitution à toutes les étapes » se poursuivra, évidemment, une fois la thèse achevée. Lors des entretiens, je me suis engagé devant chaque enquêté·e à rendre accessible à tous les participant·e·s — et tous·tes les militant·e·s — le produit final de ma recherche, ce qui implique de passer par la tâche — exigeante — de traduction en langue italienne. L'idée serait non seulement de distribuer des copies de l'ouvrage, mais aussi de faire de cette phase une occasion pour mettre en place un mécanisme de « validation » des interprétations que je propose.

Je crois en effet que cette dynamique de restitution ne devrait pas s'arrêter à cette première facette du contre-don, mais aussi être l'occasion pour que *mes* interprétations soient accompagnées — ou contredites — par une « contre-enquête », voire un « contre-chant ». Par ces expressions, empruntées à L. Ossipow (2014), j'entends mettre en pratique l'idée selon laquelle le savoir du sujet-chercheur n'est pas *supérieur* à celui des enquêté·e·s. Cette mise en pratique peut se faire de différentes manières. Par l'idée de « contre-enquête », L. Ossipow entend la possibilité donnée à une partie de ses enquêté·e·s de *dire leur avis* sur l'enquête et les interprétations faites par les chercheur·e·s, y compris lors de la phase finale de révision du manuscrit et de publication (2014). De mon côté, cette validation *in via* et cette dynamique d'échange autour de mon analyse et de mes interprétations du matériel empirique a pris la forme d'échanges, plutôt informels, avec certain·e·s enquêté·e·s, même si d'autres modalités sont envisageables pour les phases suivant la rédaction de la thèse. Enfin, L. Ossipow parle de « contre-chant » pour se référer à son envie que « *le retour aux enquêté·e·s [puisse] conduire à une certaine polyphonie des interprétations* » (2014, p. 165).

Si elle reconnaît certains des atouts des scientifiques, elle « *pense que les enquêté·e·s sont des herméneutes comme les chercheur·e·s* » (p. 166) : leurs interprétations peuvent aussi avoir de l'intérêt. Sur les façons de mettre en place ce contre-chant, plusieurs options sont possibles : « *Alterner des chapitres écrits par les chercheur·e·s avec d'autres, rédigés par des professionnel·l·e·s du champ considéré* », inclure une « *postface qui serait le fruit d'un travail de réflexion commune* » ou encore « *organiser une journée d'étude* » (p. 167). Dans mon cas, la langue constituant aussi une barrière, inclure certain·e·s enquêté·e·s dans le processus d'écriture est trop compliqué. Cependant, bien qu'il n'est pas certain que les enquêté·e·s « *aient l'envie et le temps de poursuivre la recherche bien après la fin de l'enquête proprement dite* » (p. 167), je souhaite que ma recherche soit suivie de réflexions et discussions collectives afin que l'on puisse décortiquer ensemble les contenus, voire proposer des interprétations différentes, polyphoniques, qui même sans avoir le *rang* d'une thèse de doctorat sont tout à fait légitimes.

B. *Le souhait d'un au-delà de relations professionnelles*

Une autre composante centrale dans ma réflexion sur l'éthique de la recherche concerne la manière dont je conceptualise les rapports entre moi, en tant que sujet-chercheur, et les enquêté·e·s. La tradition « scopique » (Volvey, 2016) voudrait qu'une certaine distance soit gardée entre le scientifique — neutre et objectif — et les enquêté·e·s, les *objets* d'étude à rationaliser. De manière similaire, Di Feliciano (2021) fait part de la tendance à demander de maintenir des frontières rigides avec les enquêté·e·s : « *you don't want to become friends with research participant·e·s (...) otherwise, the situation can be harmful for both the participant and the researcher* » (p. 1). Pourtant, cet auteur affirme être mal à l'aise avec ces injonctions, qui se cristallisent souvent dans des « *ethics guidelines* » qui apparaissent pour le moins « *paternalistic* » (p. 2). Certaines pratiques demandées par ces *guidelines* peuvent en effet être non seulement trop rigides pour un travail de terrain, mais aussi potentiellement blessantes pour certain·e·s participant·e·s.

Di Feliciano relate la manière dont certain·e·s enquêté·e·s se sont senti·e·s dérangé·e·s, voire offensé·e·s, par ces normes éthiques, comme le cryptage des transcriptions d'entretiens (« *he was irritated by some rule saying that to access his own interview he needed a special password* ») ou encore par l'anonymisation et la dépersonnalisation des données (pp. 2-3). Ces règles, pourtant censées protéger les enquêté·e·s, peuvent être perçues comme une affirmation de supériorité du/de la chercheur·e — « *because the researcher (or the ethics committee) "knows better"* » —, voire comme une forme de « *silencing* » (Di Feliciano, 2021, p. 3). Contre cette perspective, qui se base sur la nécessité présupposée de devoir se déshumaniser en tant que chercheur·e,

an increasing number of scholars have called for the adoption of participatory methods and approaches as a way to challenge the separation between the researcher and researched by involving participant·e·s in some or all stages of research process, from research project design to dissemination (Di Feliciano, 2021, p. 3).

Sans revenir sur la manière dont je mobilise les approches participatives — dans l'optique d'une recherche engagée —, je voudrais me concentrer sur un point en particulier, soit la manière dont je conçois ma relation avec les enquêté·e·s. En partageant l'idée que toute recherche est située et relationnelle (Di Feliciano, 2021, p. 3), je crois que les lignes éthiques

qui devraient guider nos recherches devraient aussi prendre en compte ces aspects. Ainsi, plutôt que de concevoir la relation entre sujet-chercheur et enquêté·e·s comme une relation standardisée et régie par des règles et protocoles, il faudrait l'assumer avant tout comme une relation humaine. Cela ne signifie pas que tout rapport avec un·e enquêté·e doit devenir une amitié, mais que selon le cas et selon les personnes, rien ne devrait imposer une frontière rigide et préfixée entre ces deux sujets.

Malgré l'injonction relatée par Di Feliciano (2021) d'effacer les numéros de téléphone des participant·e·s dès la fin de la recherche, je préfère garder contact avec certain·e·s enquêté·e·s, prendre de leurs nouvelles, montrer qu'ils·elles n'étaient pas juste des sources de données, mais des êtres humains avec lesquels j'ai tissé une relation, profonde ou superficielle que ce soit. D'ailleurs, il est à noter que 3 enquêté·e·s sont des personnes que je n'hésite pas à définir comme étant des « bon·ne·s ami·e·s ». Contrairement à ce que les guides éthiques paraissent soutenir, je n'ai pas l'impression que cela a influencé négativement le processus de recherche. Au contraire, ces entretiens étaient les plus riches. Ce rapport d'amitié m'a aussi permis de creuser plus, et à plusieurs reprises, sans la gêne de me sentir comme un intrus dans la vie d'un·e inconnu·e. Cela m'amène donc, à l'instar de Di Feliciano, à questionner ce régime de production de savoir, dit éthique, qui croit que fixer un protocole rigide et non situé soit toujours justifiable. Certes, le risque que nos recherches soient potentiellement nuisibles aux participant·e·s existe, et il ne faut pas le sous-estimer. Cependant, conformément avec l'idée d'un régime « haptique » (Volvey, 2016), je considère comme important de réfléchir aux implications émotives et humaines de nos procédés de recherche sans céder, encore une fois, au mythe de la distanciation et de la neutralité comme solution.

C. *L'enjeu de l'anonymisation*

Les réflexions précédentes amènent évidemment à questionner l'enjeu de l'anonymisation. Éviter que nos recherches puissent impacter négativement la vie de nos enquêté·e·s est fondamental, mais respecter la volonté des enquêté·e·s l'est aussi. Ainsi, les procédures d'anonymisation — qui peuvent, comme l'on a écrit, parfois déboucher sur une dépersonnalisation des données — sont à concevoir comme un outil censé *protéger* les participant·e·s de l'exposition publique de leurs parcours, de leurs ressentis, de leurs représentations. Mais l'anonymisation n'est pas une obligation. Comme l'écrit Di Feliciano (2021), certaines personnes souhaitent refuser l'anonymisation, peut-être parce qu'elles refusent de se cacher à nouveau dans un placard, duquel elles ont eu tant de peine à sortir. Dans mon cas, certain·e·s activistes refusent aussi l'anonymisation que j'avais posée comme garantie au début de chaque entretien : cela parce qu'ils·elles sont fier·ère·s de leur parcours militant, même si cela impliquerait publier leur participation à des activités qui sont parfois illégales. Que faire ? La solution que j'ai choisie est celle de garantir à tout·e participant·e, la possibilité d'(auto)déterminer la manière dont ses témoignages apparaîtront dans ma thèse. Cela en discutant ensemble des risques et des avantages d'un choix par rapport à l'autre, car il s'agit pour moi d'une relation humaine, régie par le dialogue et l'échange, et non d'une relation formatée selon des standards et protocoles imposés.

1.4. Pôle morphologique

Il convient ici de présenter les modalités par lesquelles cette recherche a pris forme. En d'autres termes, je rendrai compte de la manière dont les relations complexes entre terrains, théories, méthodes et écriture ont donné forme à ma recherche. En m'inspirant de la littérature existante, elle sera présentée selon deux perspectives : d'un côté les types de raisonnements qui soutiennent ma posture de recherche et, de l'autre, le type de démarche heuristique visé.

Il s'agira d'abord de placer ma recherche au-delà de la dichotomie classique induction/déduction, en montrant la pertinence de recourir à un troisième terme, celui d'abduction. Ensuite, à partir d'une autre antinomie classique, celle entre explication et compréhension, il sera montré comment et pourquoi ma manière d'appréhender les phénomènes étudiés peut être rapportée à une approche dite « compréhensive ».

1.4.1. Induction, déduction et abduction : des procédures et des approches entrelacées

Traditionnellement, on distingue deux « procédures de raisonnement distinctes » au sein des démarches scientifiques : d'un côté « *[l']induction [qui] correspond à un processus qui permet de passer du particulier (faits observés, cas singuliers, données expérimentales, situations) au général (une loi, une théorie, une connaissance générale)* » (Martin, 2012, p. 12) ; et de l'autre « *[l]a déduction, [qui] correspond au processus presque inverse qui permet de conclure (déduire) une affirmation à partir d'hypothèses, de prémisses ou d'un cadre théorique : les conclusions résultent formellement de ces prémisses ou de cette théorie* » (p. 12).

Ces deux procédures sont en réalité des « idéaux », et « aucune d'entre elles ne correspond à la réalité des pratiques scientifiques et des modalités de recherche en sociologie (comme dans toutes les autres sciences empiriques d'ailleurs) » (Martin, 2012, p. 12). En effet, « *l'induction et la déduction pures ne sont guère envisageables* » (Bétrisey, 2016, p. 85). La première, « *accorde la primauté à l'enquête, à l'observation, voire à l'expérience et essaie d'en tirer des leçons plus générales, des constats universels* » (Martin, 2012, p. 13) ; la seconde, « *accorde la primauté au cadre théorique, au corps des prémisses. Elle sera qualifiée d'hypothético-déductive si les énoncés ou résultats déduits de ce cadre théorique ou des prémisses sont soumis à une validation expérimentale* » (p. 13).

En cela, ma recherche se place certainement du côté de la démarche inductive, au vu de l'importance jouée par le terrain dans le développement de mon analyse. Cependant, si l'on interprète ces termes comme des « procédures » (Martin, 2012) ou des « formes de raisonnement » (Catellin, 2004), la situation s'avère être bien plus complexe. En effet, à différentes étapes de mon travail, j'ai mobilisé non seulement à la fois l'induction et la déduction, mais aussi un autre type de raisonnement : l'abduction.

Donner une définition de ce terme n'est pas aisé. La littérature la définit de manières très diverses, et même celui qui l'a théorisée, le philosophe Charles Sanders Peirce (1839-1914), a donné, au cours de sa vie, « *des dizaines de définitions de l'abduction, assez différentes les unes des autres* » (Dumez, 2012, p. 3). Un élément est cependant clair : « *[l']abduction démarre avec un fait surprenant* » (p. 4). Pour qu'un fait soit *surprenant*, il faut que l'on s'attendait à autre chose que ce que l'on a pu observer, ce qui signifie que l'on s'était fait en amont une hypothèse sur ce à quoi l'on envisageait d'être confronté. Cela implique donc que

l'abduction ne peut avoir lieu qu'à la suite d'une déduction et d'une induction. Une déduction, car on avait évidemment une théorie — même si elle était inconsciente ou non formalisée —, que l'on peut définir comme une « théorie d'arrière-plan [ou] *background theory* », dont on avait d'une certaine manière « prédit les effets » : « *si cette théorie est vraie, voilà ce que je devrais observer* » (Dumez, 2012, p. 4). Mais si on a été *surpris* d'un fait — qui donc n'est pas explicable par cette théorie d'arrière-plan —, cela signifie qu'on faisait « confiance » à cette théorie, « *sinon, on ne s'attendrait pas vraiment à observer ses effets* » (p. 5). C'est là qu'entre en jeu l'induction : évidemment, l'observation de faits précédents « *a permis de confirmer la vraisemblance de l'hypothèse sur une classe de faits* » (p. 5). En d'autres termes, l'observation de certains phénomènes doit avoir confirmé la pertinence de cette théorie d'arrière-plan, qui donc bénéficie à nos yeux « *d'un certain degré de confiance* » (p. 5). Mais quand l'observation d'un fait nouveau contredit ces raisonnements précédents — qui, j'insiste, ne doivent pas forcément être formalisés dans une théorie scientifique, mais peuvent relever aussi de prénotions —, l'on se retrouve donc *surpris*. C'est lors du constat de ce fait surprenant, non explicable par les schémas de pensée que l'on avait auparavant, qu'intervient l'abduction.

L'abduction est la formulation d'une hypothèse nouvelle à partir de la « surprise » ou de « l'étonnement » d'un sujet : « *[C]'est un effort de raisonnement que l'on entreprend lorsqu'il y a rupture de notre système d'attentes, un raisonnement "imaginatif" faisant appel à nos connaissances. L'abduction s'inscrit dans une logique de procès et non dans une logique de calcul, elle renvoie à un contexte et à une culture, à un habitus social* » (Catellin, 2004, p. 181). En d'autres termes, l'abduction consiste en une proposition d'hypothèses aptes à expliquer ce fait surprenant, qui, comme dans le cas d'un·e détective ou d'un·e médecin, sont incertaines, mais ouvrent la possibilité d'expliquer et résoudre quelque chose qui ne peut pas être basé sur nos schémas de pensées antérieurs (Catellin, 2004 ; Dumez, 2012).

C'est en cela que l'abduction peut être considérée comme « créative », car c'est elle qui « *apporte de nouvelles connaissances, bien qu'elle soit imprévisible et incertaine* » (Catellin, 2004, p. 180). C'est elle seule en effet qui permet de formuler de nouvelles hypothèses « *sur ce qui pourrait expliquer ce qui s'est passé* » (Dumez, 2012, p. 5) : ni la déduction ni l'induction ne créent rien, elles prédisent et confirment (ou pas), elles ne créent pas (Catellin, 2004 ; Dumez, 2012).

Cela ne veut pas dire que l'abduction soit plus importante que la déduction et l'induction : au contraire elles vont toujours ensemble. Elles « *se combinent en pratique dans des séquences de logique de découverte* » (Dumez, 2012, p. 6). De même, en relevant du domaine du possible et non pas du certain, « *l'abduction ne tire son sens que de la démarche inductive qui la suit* » (Dumez, 2012, p. 7). Cependant, si, dans le cas du/de la médecin ou du/de la détective, il est possible de vérifier cette hypothèse issue de l'abduction par les faits ou par un « *piège "expérimental"* » (Catellin, 2004, p. 183), dans le cas des sciences sociales, la situation peut être différente : en effet, « *[l]a recherche qualitative ne peut vérifier une théorie. Elle peut la réfuter, mais il existe sans doute des moyens plus simples et moins coûteux en temps et en énergie pour réaliser ce même objectif* » (Dumez, 2012, p. 8).

Qu'en est-il alors de nos hypothèses *créatives* issues de l'abduction ? Une recherche qualitative « *peut sans doute créer des cadres théoriques nouveaux ou aider à voir d'une façon*

nouvelle les cadres théoriques existants » (Dumez, 2012, p. 8). Ainsi, par l'abduction qui émerge des observations sur le terrain, un·e chercheur·e peut proposer de nouvelles manières d'interpréter un phénomène ou encore faire saisir différemment les théories existantes par un déplacement de regard. Pour ce faire, il faut cependant qu'il·elle soit « *actif[·ve] en ce qu'il[·elle] recherche un effet de triangulation* » — c'est-à-dire une confirmation qui n'a pas valeur statistique, mais qui s'appuie, comme peut le faire un détective, sur l'émergence d'autres *preuves* qui vont dans le même sens de l'hypothèse formulée (p. 8). Il faut — paradoxalement — qu'il·elle soit également « *passif[·ve] vis-à-vis de ses théories d'arrière-plan au sens où il cherche à ne pas être déterminé par elles et à rester ouvert à la découverte* » (p. 8). En d'autres termes, si l'on ne peut pas vérifier une théorie *stricto sensu*, l'on peut essayer de découvrir — sans trop se laisser influencer par les théories d'arrière-plan — des éléments amenant à une forme souple de validation de nos théories.

Cet entrelacement entre déduction, induction et abduction est à l'œuvre dans ma recherche, dans un dialogue constant entre prénotions, théories, terrains et analyse du matériau. Tout d'abord, ma *background theory* est à trouver dans les prénotions et stéréotypes que j'ai acquis et développés vis-à-vis des lieux socioculturels autogérés. L'expérience de ces lieux — en tant qu'usager et (ex-)activiste — m'a permis de *mettre à l'épreuve* cette théorie d'arrière-plan (déduction), ce qui a impliqué une forme de confirmation (et d'ajustement) de cette dernière grâce à l'expérience directe du phénomène (induction). Ces expériences ont donc à leur tour formé la théorie d'arrière-plan qui a guidé le développement de ma recherche actuelle. À celle-ci se sont ajoutées les théories issues de l'étude de la littérature sur différentes thématiques (par exemple les études sur les mouvements sociaux et les carrières militantes).

En me rapportant au terrain, des « faits surprenants » m'ont pourtant « sauté aux yeux ». En visitant les LSCA pour mener le recensement et la cartographie initiale, je me suis, par exemple, rendu compte que les activistes de ces lieux n'étaient pas toujours comme préimaginé·e·s : des profils variés et hétérogènes y étaient présents, alors que je ne m'y attendais pas (des personnes âgées, des personnes à l'apparence *non alternative*, des personnes aux visions politiques modérées ou confuses, etc.). La première forme d'abduction a donc lieu à ce moment-là, quand — *comme un détective* — j'ai formulé des hypothèses, très hésitantes et provisoires, quant à ces co-présences en apparence « hétéroclites » et qu'il s'agissait de *mettre à l'épreuve* par ma recherche, et plus spécifiquement par l'étude des carrières militantes de ces activistes « hétérogènes ».

Cet entrelacement entre déduction, induction et abduction n'a cependant pas eu lieu seulement aux premiers stades de ma recherche : chaque découverte *surprenante*, donc sortant du cadre théorique que je m'étais approprié — et qui me guidait *passivement*, c'est-à-dire, sans « *me laisser déterminer* » par celui-ci (Dumez, 2012, p. 8) — m'a conduit à créer de nouvelles explications possibles. Afin de les valider (et non pas les vérifier au sens strict), j'ai poursuivi ma recherche essayant de voir si, par exemple en interviewant d'autres activistes, ces hypothèses ayant émergé grâce à l'abduction étaient plausibles ou si, par la « triangulation », elles étaient réfutées, lorsque d'autres cas récurrents montraient que ces idées n'étaient pas adéquates pour comprendre et expliquer le phénomène en question. C'est également ce que j'ai mobilisé en montrant l'importance de considérer l'espace comme une composante essentielle du militantisme, grâce à une *intuition* initiale (générée par une abduction), *précairement validée*

par une triangulation (en comparant les réponses de plusieurs enquêté·e·s).

Une autre forme de validation est non seulement possible, mais aussi nécessaire dans l'élaboration d'un *modèle sociétal* : la validation par les participant·e·s mêmes (Kaufmann, 2016). En effet, les différentes étapes de restitution prévues dans cette recherche constituent bel et bien une forme de validation *ultérieure* opérée par les enquêté·e·s mêmes :

Le modèle sociétal est susceptible d'être discuté dans les instituts de production de données, mais aussi dans les médias ou dans des débats publics. L'homme ordinaire est en effet compétent pour dire si ce qui est dit de lui correspond ou non à ce qu'il en sait. Certes, l'homme ordinaire n'a pas toujours raison. Mais si une majorité d'hommes ordinaires se prononce contre la véracité d'une analyse sociétale, il est fort probable que cette dernière doive être corrigée (Kaufmann, 2016, p. 27-28).

S'agissant d'une recherche qui porte en grande partie sur l'importance des *mouvements biographiques* en tant que (co)producteurs de ces espaces urbains que sont les lieux autogérés, le regard des activistes sur le produit final qu'est mon analyse (entre autres) de leurs propres vies constitue un moyen fondamental de valider — ou pas — mes interprétations. Certes, cela n'enlève rien à ma légitimité à proposer des interprétations (en tant que chercheur, sans compter le fait que je suis aussi un des mes [auto]enquêtés), mais cela ajoute une forme de validation supplémentaire à mon processus de production de savoir sur ce sujet.

Partant, bien que notre étude « *accorde la primauté à l'enquête, à l'observation, voire à l'expérience* » (Martin, 2012, p. 13), les types de procédures de raisonnement qui y sont mobilisés sont variés : la déduction (même si au vu de la transversalité de mon cadre théorique initial celle-ci apparaît sûrement comme moins centrale), l'induction et, surtout, l'abduction, à interpréter comme moment de création théorique découlant de l'expérience et de l'observation de terrain.

1.4.2. Une approche « compréhensive »

Après avoir vu pourquoi ma recherche mobilise à la fois les « procédures » de déduction, d'induction et d'abduction au sein d'une « posture » qui est malgré tout plutôt inductive, il s'agit maintenant de montrer quels types d'approches heuristiques — ou mieux, quels « styles explicatifs » (W. Ossipow, 2002) — sont mis en place au sein de ma recherche. L'on partira d'une dichotomie classique au sein des sciences sociales, celle entre « explication » et « compréhension », pour ensuite montrer pourquoi, à partir du dépassement de cette antinomie, cette recherche peut être vue comme éminemment « compréhensive ».

L'antinomie explication/compréhension a été initialement posée par l'historien allemand Dilthey (1833-1911). La première est pour lui un mode de raisonnement voué à l'étude d'objets « *dépourvus de toute intentionnalité et de toute capacité symbolisatrice* » ; il s'agirait donc d'une méthode propre aux sciences naturelles, lesquelles visent à *expliquer* les lois de causalité qui « *règn[ent] intégralement à l'intérieur de ce domaine* » (W. Ossipow, 2002, p. 47). À l'inverse, la compréhension viserait plutôt à « *une explicitation des raisons, des logiques sous-jacentes au vécu du sujet* » (Heinich, 2010, p. 426), ce qui en fait une modalité depuis toujours proche aux « *méthodologies qualitatives* » (Kaufmann, 2016, p. 23). En d'autres termes, l'explication est l'opération vouée à étudier la causalité qui règne dans le domaine de la nature, et la compréhension de celle vouée à l'étude de « *l'esprit et ses manifestations, c'est-*

à-dire la culture » (W. Ossipow, 2002, p. 47). Pourtant, « *le dualisme diltheyen (...) n'est pas tenable* » (p. 48), car les sciences sociales (p. ex. la démographie) peuvent bel et bien étudier la causalité et passer à côté du « sens » que des phénomènes sociaux peuvent avoir pour les populations étudiées et les sciences naturelles peuvent à leur tour aller au-delà de l'explication causale.

En réalité, comme Max Weber l'avait souligné, explication et compréhension ne s'opposent pas, mais au contraire se rejoignent (W. Ossipow, 2002). En effet, même une démarche *compréhensive* vise l'*explication* du social. En d'autres termes, la compréhension est un instrument mis en place pour une visée commune : l'explication des faits observés (Kaufmann, 2016). Afin de surmonter cette antinomie, W. Ossipow propose de distinguer l'explication en deux *types* distincts. En effet, si « *Dilthey pensait que les phénomènes de l'esprit et de la culture échappaient à toute appréhension explicative et causale* », W. Ossipow soutient que « *[i]l est plus pertinent de dire que l'on a affaire à deux types d'explication, l'une externe et l'autre interne* » (2002, p. 50). La première « *recherche la cause d'un phénomène hors de ce phénomène* » ; la seconde « *attribue l'origine des événements et phénomènes à un ressort interne, non directement observable, mais que l'on doit postuler et que l'on peut diversement appeler élan vital, volonté, motivation, intentionnalité ou rationalité* » (p. 50). Ainsi, plutôt que renoncer à tout type de causalité, une approche compréhensive, comme celle de Weber, privilégiera une explication par causalité interne ; une approche empiriste, comme celle qui fut celle de Durkheim (qui justement voulait une sociologie « *à la même rigueur qu'une science de la nature* ») privilégiera une causalité externe (p. 52).

L'approche compréhensive est ainsi une approche dont « *les dimensions principales consistent à envisager la personne humaine en tant qu'acteur et à centrer l'analyse sur la dialectique individuel/collectif* » (Charmillot & Dayer, 2007, p. 132), en opposition à d'autres approches qui privilégient une explication externe plutôt que de se concentrer sur l'« unité de base » qu'est l'individu pour cette approche (W. Ossipow, 2002). Plus d'un siècle après avoir été énoncée, la définition wébérienne de la « sociologie compréhensive » apparaît à mes yeux comme toujours pertinente pour décrire ma manière d'expliquer les phénomènes sociaux (et spatiaux) que j'étudie — il en va de même pour de nombreux·euse chercheur·e·s, au point que le « *style explicatif wébérien (...), selon certains, serait le style dominant de la sociologie contemporaine* » (W. Ossipow, 2002, p. 61) — :

Pour Weber (1992), si compréhension et explication ont des points de départ situés à des pôles opposés, la sociologie doit s'insurger contre l'idée qu'il s'agisse de deux modes de pensée séparés. La démarche compréhensive s'appuie sur la conviction que les hommes ne sont pas de simples agents porteurs de structures, mais des producteurs actifs du social, donc des dépositaires d'un savoir important qu'il s'agit de saisir de l'intérieur, par le biais du système de valeurs des individus ; elle commence donc par l'intropathie. Le travail sociologique toutefois ne se limite pas à cette phase. Il consiste au contraire à être capable d'interpréter et d'expliquer à partir des données recueillies. La compréhension de la personne n'est qu'un instrument, le but du sociologue est l'explication compréhensive du social (Kaufmann, 2016, p. 23-24).

Ma recherche se place dans cette optique : essayer de cerner les valeurs et représentations des individus (compréhension) afin de développer des interprétations à partir

des données « très » humaines et situées que l'on peut obtenir notamment par l'entretien (compréhensif), l'ethnographie et l'autoethnographie. Comme dans ce que Boudon a appelé la « *sociologie de l'action à-la-Weber* », je crois que « *la causalité d'un phénomène réside dans les actions individuelles dont il est le résultat* » (Boudon, 1992, p.13 cité dans W. Ossipow, 2002, p. 61), sans qu'évidemment cela empêche de prendre en compte les multiples influences externes qui peuvent agir sur l'individu et sur ses choix. En effet,

si les déterminismes existent — biologiques, environnementaux, historiques, culturels, sociaux —, ils ne suffisent pas à la saisie des phénomènes sociohumains. Car ils ne permettent pas d'aborder le travail constant de production de sens qui caractérise notre humanité. L'approche compréhensive se focalisera donc sur le sens : d'une part, les êtres humains réagissent par rapport aux déterminismes qui pèsent sur eux ; d'autre part, ils sont les propres créateurs d'une partie de ces déterminismes (Schurmans, 2003, p.57 cité dans Charmillot & Dayer, 2007, p. 132).

En d'autres termes, une approche compréhensive se concentre avant tout — sans renoncer à l'étude des forces *externes* pouvant impacter les choix individuels — sur la « *logique des conduites individuelles* », sur l'analyse « *des significations que chacun d'entre nous attribue à son action* », mais aussi sur la manière dont ces conduites individuelles se croisent (Charmillot & Dayer, 2007, p. 132). La « *logique collective qu'est l'activité sociale* » est ainsi interrogée par l'étude notamment du « *réseau de significations qui apparaît sur la base du faisceau croisé des actions singulières* » (p. 132).

Ainsi, ma recherche peut être comprise comme faisant partie d'une démarche compréhensive interrogeant les représentations et le sens donné par les activistes à leur parcours biographique et à leur activité militante, en *croisant* ces trajectoires et actions individuelles dans le but de comprendre celles-ci non seulement comme relevant de la sphère individuelle, mais aussi en tant qu'expressions de logiques collectives, envisagées comme un « *faisceau croisé des actions singulières* » (Charmillot & Dayer, 2007, p. 132). Cette attention au singulier, à l'individuel, voire au *psychologique*, n'empêche pourtant pas de prendre en compte les forces macrosociales qui orientent et influencent les parcours individuels et collectifs ; comme elle n'empêche pas non plus d'essayer d'*expliquer* — modestement — à la fois ce phénomène social et spatial qu'est le militantisme et la manière dont des *morceaux* d'espace urbain surgissent par les mouvements et les interactions d'individus, de groupes et d'actants non-humains.

1.5. Pôle technique

En m'inspirant de Charmillot et Dayer (2007), j'ai regroupé sous le « *pôle technique* » certains éléments relevant de la méthodologie avec d'autres étapes qui soutiennent la « *mise en œuvre pratique d'un dispositif [de recherche]* » (p. 131). Ce pôle présente les outils méthodologiques mobilisés (1.5.1), la manière dont j'ai sélectionné les cas d'étude (1.5.2), ainsi que les modalités d'organisation du terrain (1.5.3).

1.5.1. Méthodes

Afin de répondre à mes questions de recherche, j'ai recouru à un ensemble varié d'outils, qui relèvent à la fois des méthodes quantitatives et qualitatives. En cela, cette recherche peut être définie en tant que « *recherche multiméthode* (multi-method research) », c'est-à-dire combinant des techniques de différentes familles méthodologiques au sein d'une même étude

(Seawright, 2016, p. 1). Malgré le fossé, à la fois technique et épistémologique, qui semble normalement séparer le quantitatif du qualitatif, ces deux approches peuvent en réalité se nourrir et supporter l'une l'autre.

Dans mon cas, le choix de recourir à des méthodes quantitatives au sein d'une recherche pensée dès le départ comme éminemment qualitative s'est imposé lors de la confrontation avec le terrain. En effet, à la différence d'autres approches multiméthodes — comme celles qui visent « *l'inférence causale* (causal inference) » (Seawright, 2016) — la manière dont je mobilise des méthodes quantitatives doit être comprise comme faisant partie d'un processus itératif entre théories et terrain, plutôt que comme un procédé séquentiel visant à confirmer des hypothèses issues d'approches qualitatives ou vice-versa³. Ainsi, ces deux familles de méthodes ont été déployées pour répondre à des exigences distinctes, mais toujours dans des finalités heuristiques communes.

Tout d'abord, lors de mon premier terrain non exploratoire, il était question de recenser l'ensemble des lieux autogérés qui auraient pu — au vu de la définition que j'avais formulée, celle de LSCA — devenir par la suite des cas d'étude pour l'étude qualitative sur les carrières militantes. Dans cette phase, à l'aide d'internet, de réseaux de connaissance et de plusieurs visites, j'ai pu former une liste que j'ai ensuite ajustée en vérifiant cas par cas si les lieux sélectionnés respectaient les critères de définition des LSCA que j'avais retenus. Cette première phase m'a permis de faire une première cartographie provisoire des 55 LSCA.

L'étape suivante de ma recherche a consisté en la réalisation d'un questionnaire à destination des activistes de l'ensemble des LSCA recensés, portant notamment sur leur fréquentation des autres lieux autogérés et sur la présence de collaborations entre leurs LSCA d'appartenance et les autres recensés. Grâce aux réponses de 91 activistes de 46 lieux autogérés sur les 55 recensés, j'ai pu ainsi recueillir des informations importantes sur les relations entre les LSCA romains et sur la fréquentation respective de ces lieux par leurs activistes. Les éléments quantitatifs recueillis ont servi à « mesurer » l'intensité des relations entre les LSCA. Ces données m'ont également permis de réaliser une série de cartes, en utilisant notamment les outils des Systèmes d'Information Géographique (SIG) et de la « *Social Network Analysis* », décrivant entre autres les relations entre les lieux et leurs caractéristiques.

Développée à partir des années 1950, la théorie des réseaux sociaux permet d'étudier d'un point de vue quantitatif et graphique les relations entre unités (sociales, économiques, géographiques et politiques). Les domaines d'application sont nombreux : sociologie, anthropologie, économie, études des médias, etc. Dans les sciences sociales l'accent a souvent été mis sur les caractéristiques des unités sociales étudiées (âge, éducation, catégories socioprofessionnelles, etc.), négligeant la portée heuristique des liens qui existent entre ces différentes unités (Wasserman & Faust, 1994). Pourtant, les relations entre les unités et/ou les groupes — dans mon cas, entre les lieux autogérés — permettent de comprendre des aspects

³ En réalité, l'idée de faire un questionnaire qui précède la récolte de matériaux qualitatifs sur les carrières militantes a dû être exclue aussi pour une question de faisabilité, bien que la pertinence de le faire soit démontrée par des études qui intègrent des méthodes qualitatives et quantitatives dans l'étude des carrières (Verd & Andreu, 2011), et plus spécifiquement des carrières militantes (Broqua & Fillieule, 2001; Fillieule, 2001a; Fillieule et al., 2019)

importants des phénomènes sociaux.

Ce *détour* par le quantitatif m'a paru pertinent essentiellement pour deux raisons. D'une part, j'avais l'idée de développer une variable capable de classer les lieux selon leur *connectivité* avec les autres LSCA et leur *centralité* au sein du monde de l'autogestion romaine. Ce classement m'a servi notamment dans la sélection des cas d'étude, afin d'avoir un ensemble de LSCA qui soient, à cet égard, hétérogènes. Ainsi, à partir des données quantitatives recueillies par le questionnaire, j'ai retenu 5 LSCA où mener les entretiens.

D'autre part, je m'étais rendu compte, lors des rencontres avec les activistes sur le terrain, que mes *garanties* concernant ma volonté de procéder à une *restitution* avec les enquêté·e·s une fois terminée ma recherche n'étaient pas prises au sérieux par les activistes. Pour démontrer ma bonne volonté, j'ai donc retravaillé les cartes réalisées à partir du questionnaire et je les ai recueillies dans l'atlas précédemment évoqué, distribué dans les lieux ayant participé au questionnaire. Ce procédé a contribué à instaurer une relation de confiance avec les participant·e·s, mais aussi au bon déroulement de la phase *plus* qualitative de la recherche. Comme écrit précédemment, l'atlas a également été l'occasion de réaliser des présentations, dont une — qui a eu lieu au MACRO, le musée d'art contemporain⁴ — qui a pris la forme d'*une sorte d'entretien collectif* avec les activistes de mon ancien LSCA, *Communia* (voir figures 5 et 6). Lors de cette présentation, j'ai invité tous les activistes souhaitant intervenir à répondre à mes questions de recherche. Même si cette rencontre n'a évidemment pas la portée heuristique des entretiens, elle m'a quand même permis d'avoir une vision plus large des carrières militantes de ces activistes et de *tester*, dans l'optique d'une recherche engagée, mon sujet de recherche et mon approche avec mes propres *sujets d'étude*.

⁴ Cette présentation a eu lieu dans le cadre d'une série de rencontres organisées par ce musée, où les activistes des lieux autogérés romains étaient invité·e·s à y faire leur assemblée. Chaque lieu a choisi un format. Les activistes de *Communia* m'ont donc demandé d'animer cette assemblée, notamment en présentant mon atlas.

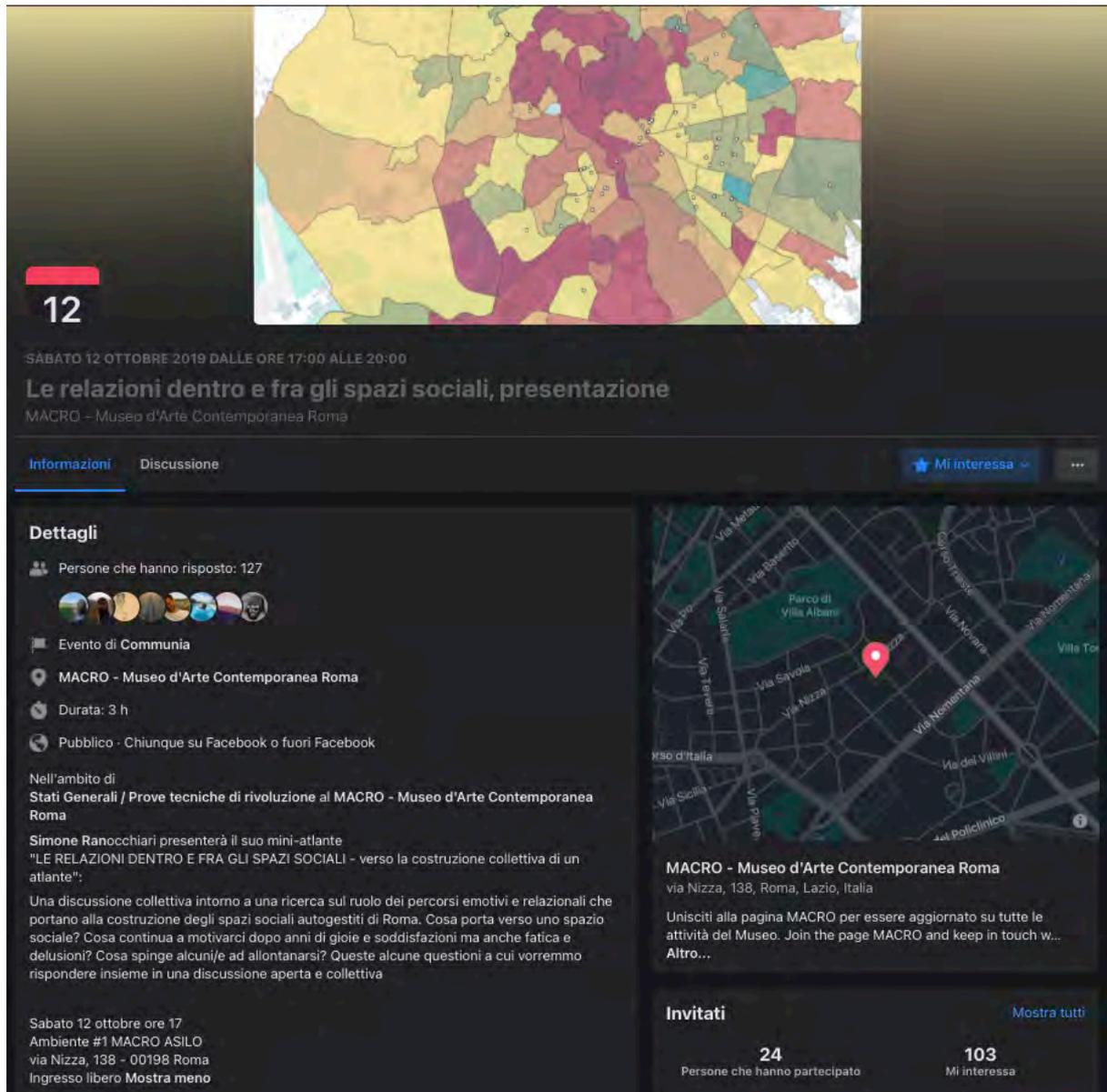


Figure 5 — Événement facebook de la présentation de l'atlas organisée par « Communia » au MACRO, musée d'art contemporain de Rome (12 octobre 2019).



Figure 6 — La préparation de la présentation/discussion au MACRO (12 octobre 2019). Photo d'Aurélien Petit.

Fort de cette *preuve* de mon engagement envers les activistes qu'était la distribution et la présentation de l'atlas, j'ai réussi assez facilement à obtenir des rendez-vous pour les entretiens avec les militant·e·s des 5 lieux sélectionnés. Mise à part la discussion collective avec les activistes de *Communia*, il s'est alors agi de mener des entretiens à thématique principalement biographique, d'une durée allant de 50 minutes à plus de 2 heures. Au total, 22 activistes et ex-activistes ont été interviewé·e·s, dont certain·e·s à plusieurs reprises. Chaque entretien a été enregistré avec l'accord de l'enquêté·e.

Mais de quels types d'entretiens s'agit-il ? En sciences sociales, on opte normalement pour trois types d'entretiens : l'entretien directif, notamment utilisé à des fins de vérification des hypothèses au sein des courants structuralistes-fonctionnalistes ; l'entretien semi-directif, visant à l'approfondissement (*deepening*) des hypothèses, et qui s'est diffusé à partir de la réémergence des approches compréhensives dans les années 1960 ; et, enfin, l'entretien non directif, où le·a répondant·e est libre de s'exprimer sur un thème et qui a une finalité exploratoire (Ferreira, 2014). Ces trois types d'entretiens ont tous été mobilisés à diverses intensités dans cette recherche, à des moments et avec des finalités différentes : l'entretien *semi-directif* a constitué le principal outil de recueil de matériau ; des entretiens non directifs, que j'ai définis en tant qu'« entretiens exploratoires », ont aussi été réalisés dans les premières phases de la recherche, afin de comprendre la *direction* à prendre et pour élaborer la grille à mobiliser pour les entretiens suivants ; enfin, les entretiens *confirmatoires*, réalisés afin

d'obtenir des informations manquantes ou incomplètes avec des personnes déjà interviewées, peuvent être considérés comme des formes souples d'entretien directif. Ces deux derniers types ont été mobilisés de manière marginale, l'essentiel du matériau qualitatif a été recueilli grâce à l'entretien semi-directif.

L'entretien semi-directif peut être défini comme un « entretien compréhensif » (Kaufmann, 2016). Par ce terme, l'on entend « *a qualitative data collection technique that articulates traditional forms of semi-directive interviewing with interviewing techniques of a more ethnographic nature* » (Ferreira, 2014, p. 120). L'entretien compréhensif s'oppose non seulement au « *methodological formalism* » (Ferreira, 2014, p. 120), mais aussi au manque complet de cadre analytique qui peut amener à des recherches qui vont jusqu'à « *l'impressionnisme et à l'intuition sans contrôle* » (Kaufmann, 2016, p. 23). L'entretien compréhensif vise un entre-deux. C'est un outil polymorphe et adaptable, faisant partie d'un processus général qui va de la construction du sujet de recherche jusqu'à la rédaction finale (Kaufmann, 2016).

Si l'entretien directif (mais également certains entretiens semi-directifs) se base sur l'idée que le·a chercheur·e *tire* des informations de l'enquêté·e, l'entretien compréhensif est au contraire à envisager comme une « performance » entre deux ou plusieurs voix : celle du/de la « *questioner* » et celle du/de la « *respondent* » (Ferreira, 2014, p. 121). En effet, dans ce type d'entretien, « *l'enquêteur s'engage activement dans les questions, pour provoquer l'engagement de l'enquêté* » (Kaufmann, 2016, p. 19). Cette nature relationnelle de l'entretien compréhensif n'empêche pourtant pas que sa visée soit avant tout celle de pouvoir *créer* de la théorie par un aller-retour constant entre terrain et théorie. Effectivement, « *[p]romoting a logic of creativity and of scientific discovery of new theories and concepts, more than a logic of demonstration and illustration of previous theories, comprehensive interview seeks to produce new theoretical prepositions, through a tight and continuous articulation between the data collection process and the process of formulating hypotheses. These ones will be much more creative when grounded in the data collected* » (Ferreira, 2014, p. 120). L'entretien compréhensif demande en effet que le sujet-chercheur ne soit pas borné dans ses hypothèses, pas plus qu'il se limite à rapporter et décrire les faits observés. Dans cette optique, « *[l]ors de l'analyse de contenu, l'interprétation du matériau n'est pas évitée, mais constitue au contraire l'élément décisif* » (Kaufmann, 2016, p. 19) par lequel articuler matériau empirique et production théorique, ce qui fait de l'entretien compréhensif « *the culmination of a recent epistemological and technical process of creativization of the use of interviews* » (Ferreira, 2014, p. 121).

Une fois les entretiens compréhensifs finalisés, j'ai procédé à un travail de retranscription de ces plus de 25 heures d'entretiens. Ces retranscriptions ont ensuite été encodées avec le logiciel Atlas-Ti. Comme indiqué, des entretiens *confirmatoires* ont dû être menés afin de rendre cohérent et symétrique le matériau recueilli.

Afin de *démêler* et analyser la complexité des carrières militantes des 25 activistes interviewé·e·s, différentes méthodes ont été mobilisées. Pour passer des singularités de chaque parcours de vie à des éléments féconds pour une analyse en sciences sociales, il m'a fallu procéder à une forme d'« objectivation » de ce matériel empirique complexe. Comme Darmon,

autrice d'une recherche sur les carrières anorexiques, l'admet, le rapprochement entre le terme d'« *objectivation* » et celui de carrières « *peut sembler surprenant* », mais si l'on entend ce terme à la façon dont Bourdieu, et bien avant lui Mauss et Durkheim, l'utilisaient — c'est-à-dire comme « *la construction du fait scientifique (et plus spécifiquement de l'objet sociologique) qui opère la rupture avec les prénotions (les "préconstructions de la sociologie spontanée")* » — cette étape s'avère non seulement congrue avec l'analyse des carrières, mais bel et bien nécessaire (Darmon, 2008, p. 152).

Une des méthodes utilisées afin de mettre en place cette « *objectivation* » des carrières militantes est « *l'agrégation qualitative* ». Il s'agit d'une « *opération méthodologique consistant à agréger et à fondre les expériences individuelles (par la construction de phases communes et le séquençage de la carrière), comme dans le cas de l'agrégation statistique* » (Darmon, 2008, p. 162). Ce procédé permettrait des effets d'*objectivation* assez similaires aux méthodes quantitatives — que les pères de la sociologie considéraient la forme la plus aboutie d'*objectivation*. En effet, « *la multiplication des points de vue recueillis lors de l'enquête est-elle présentée comme rendant possible une position de surplomb du sociologue [ou du géographe]* » (p. 161), surplomb qui n'est pourtant « *ni injustifié ni méprisant* », car basé sur le fait que les sociologues

étudient bien plutôt le vécu d'un grand nombre de gens, dont les expériences, tout en se recoupant ne sont pas identiques. Hughes disait souvent : « il n'y a rien que je sache qu'au moins un des membres de ce groupe ne sache également, mais comme je sais ce qu'ils savent tous, j'en sais plus que n'importe lequel d'entre eux » (Becker, 2002, p. 166, cité dans Darmon, 2008, p. 161).

Une autre méthode d'analyse et d'*objectivation* des carrières militantes est la « *comparaison* », qui joue « *un rôle objectivant de tout premier plan dans l'approche interactionniste* » (Darmon, 2008, p. 162). Cette démarche est mobilisée par Hughes — un des initiateurs de l'étude interactionniste des carrières — non pas

à de fins démonstratives, mais, à la manière de Simmel, de manière flexible, pour révéler, par des rapprochements effectués sous un rapport particulier, les propriétés que les définitions socialement constituées tendent au contraire à dissimuler. Pour Hughes la démarche comparative est donc essentiellement un instrument de critique des évidences qui s'imposent à l'observateur (Darmon, 2008, p. 163).

Les comparaisons mises en place par Hughes consistent donc à mettre « *en série des "cas"* » afin de « *faire apparaître des caractéristiques que l'examen isolé d'un seul d'entre eux risquerait de laisser dans l'ombre* » (Chapoulie, 200, p. 52, cité dans Darmon, 2008, p. 162).

Pour mettre en place ces procédures d'*objectivation* des carrières militantes, plusieurs outils ont été mobilisés : la construction de tableaux et *time grids*, censés aider notamment à déconstruire temporellement et décomposer les carrières (Lalanda Nico, 2016, p. 2112). La réalisation de cartes résumant les parcours de vie et permettant d'identifier la manière dont certains lieux, situations et étapes se répètent dans les différentes carrières étudiées a également été très utile dans cet effort de décryptage.

1.5.2. La sélection des cas d'étude et des enquêté·e·s

La nécessité de délimiter le périmètre de ma recherche face à l'énorme richesse d'expériences d'autogestion au sein de la ville de Rome m'a poussé tout d'abord à trouver une définition à la fois englobante et suffisamment bornée pour éviter de me retrouver avec des centaines de cas à étudier, ce qui aurait certainement inhibé la participation au questionnaire. Cela m'a donc amené à la définition de « lieux (politico-)socioculturels autogérés » (LSCA), à leur recensement — 55 — et à leur cartographie au sein de la commune de Rome (détaillée dans le chapitre 2). Ces données ont ensuite été utilisées pour réaliser un questionnaire à destination des activistes de ces lieux.

Grâce aux réponses de 91 activistes de 46 LSCA, j'ai pu *mesurer* les différentes relations qui existent entre ces lieux :

- les relations de *collaboration* entre LSCA ;
- la *fréquentation* de chaque LSCA par les activistes d'autres lieux autogérés ;
- la *popularité* de chaque lieu parmi le cercle des activistes, c'est-à-dire le pourcentage d'activistes connaissant chaque lieu recensé.

Cette approche par la *social network analysis* m'a permis tenir compte d'un des préalables de recherche que je m'étais fixé, soit de lui donner une dimension comparative, même si elle allait se faire uniquement à Rome. Les données issues du questionnaire ont ainsi été mobilisées afin de garantir une certaine diversité parmi mes cas d'étude : la sélection des cas s'est faite en partie à partir de l'agrégation des variables mesurant la *connectivité*, l'*attractivité* et la *popularité*. Ce procédé a été particulièrement utile dans le choix des LSCA où mener la partie qualitative de ma recherche, consacrée principalement aux carrières militantes des activistes de ces expériences.

Cette procédure m'a permis de classer les lieux en 5 *clusters*, allant des lieux les plus connectés, populaires et attractifs jusqu'à ceux qui le sont moins. D'autres paramètres plus *qualitatifs* (identité politique de lieux, contexte géographique, etc.) et *pratiques* (disponibilité, facilité d'accès) m'ont ensuite permis de finaliser mon choix et de retenir un total de 5 lieux autogérés pour la phase qualitative de ma recherche (ordonnés par connectivité/attractivité décroissante) :

1. *CSOA Forte Prenestino* (ci-après abrégé FP)
2. *Communia* (CO)
3. *Casetta Rossa* (CR)
4. *Casale Alba 2* (C2)
5. *Villaggio Globale* (VG)

Au sein de chacun de ces lieux, j'ai mené des entretiens en essayant d'y avoir un nombre équivalent d'activistes réparti·e·s selon les critères suivants :

- *Ancienneté* : en veillant à avoir des activistes de longue date (ayant participé à l'occupation du lieu, voir à la formation du collectif qui a occupé le LSCA), des activistes avec une ancienneté moyenne, ainsi que des activistes récemment arrivé·e·s.

- *Âge biographique* : en interviewant des activistes d'âge varié, tout en gardant une représentativité de leur structure par âge selon chaque lieu, déterminée par les observations ethnographiques.
- *Abandon* : en essayant d'avoir au moins un·e ancien·ne activiste par lieu⁵, compte tenu de l'intérêt du « désengagement » dans mes questions de recherche.

La présentation fine des lieux et des personnes interviewé·e·s se fera dans le chapitre dédié au « Portraits des protagonistes » (chapitre 3).

1.5.3. L'organisation du terrain

Cette recherche s'est déroulée dans le cadre d'un contrat en tant qu'assistant-diplômé-doctorant à l'Institut de Géographie et Durabilité (IGD) de l'Université de Lausanne. Ce cadre institutionnel a été fondamental au vu du soutien important — financier, logistique, scientifique et humain — qu'il m'a assuré tout au long de la recherche. Cependant, ce type de contrat m'a aussi contraint à adapter mes séjours sur le terrain à ce double rôle de doctorant et d'assistant. En effet, la nécessité de combiner ces deux activités m'a empêché de mener un terrain de très longue durée, m'obligeant à fractionner les terrains en différents séjours de longueur variable. Si cela ne m'a pas empêché de récolter le matériau nécessaire, ce fractionnement a sûrement limité ma capacité à m'immerger complètement et pendant longtemps dans le terrain — voire à « *vivre en symbiose* » avec mes enquêté·e·s (Moussaoui, 2012, p. 40). Le morcellement chronologique de mes terrains m'a toutefois permis de fréquenter les LSCA à des saisons différentes.

Ces conditions m'ont permis de mener 4 terrains de durée moyenne (entre 2 et 3 mois) et plusieurs terrains de courte durée (1 semaine environ). Le premier terrain a été essentiellement exploratoire, alors que les suivants ont été l'occasion de recenser les lieux et de promouvoir le questionnaire (terrain n°2, en 2018), et les troisième et quatrième terrains ont surtout été dédiés à la réalisation des entretiens.

Les journées de mes premiers terrains ont visé à littéralement *explorer* toute la ville afin de vérifier que les lieux que j'avais recensés et que je ne connaissais pas existaient encore, mais aussi qu'ils répondaient aux critères de définitions des LSCA. Lors des terrains successifs, mes journées consistaient principalement à fréquenter les 5 LSCA, à participer à leurs activités et faire les entretiens prévus. Le terrain de 2020 a en outre été fortement impacté par la pandémie du COVID-19. En effet, si les entretiens ont pu se dérouler plus ou moins normalement — alternant interviews à distance et en présence —, les activités des LSCA ont alors été fortement réduites, ainsi que la possibilité d'observer et participer activement aux activités.

Si les premiers terrains ont été *exploratoires*, les terrains successifs risquaient de subir le poids de l'excessive *familiarité* due au fait de mener une recherche sur ma ville natale et sur un milieu que j'ai fréquenté pendant des années. Comme évoqué précédemment, la *familiarité* de ce terrain — malgré ses avantages — s'est parfois révélée problématique : cette ville et

⁵ Ce souci d'équilibre entre les typologies d'activistes n'a pas pu être respecté sur ce point seulement pour un LSCA, *Casetta Rossa*, où, malgré de nombreuses demandes, aucun contact d'ancien·ne·s activistes ne m'a été fourni.

l'essentiel de ces lieux me sont bien connus, de telle sorte que j'ai parfois eu du mal à me mettre véritablement dans l'optique de découverte que peut induire le « dépaysement » de faire une recherche sur un « terrain étranger » (Bioteau & Calberac, 2005b). Cependant, de petites astuces m'ont permis de « compliquer » cette familiarité (Wiederhold, 2015) de manière très pragmatique et de me projeter — plus au moins — dans cette optique de découverte curieuse.

Par exemple, afin de *prendre de la distance* de ma vie ordinaire romaine et de ma famille (pour laquelle je retournais tout simplement à la maison, je n'allais absolument pas *sur le terrain*), j'ai loué une chambre proche de mes cas d'étude et loin de mon quotidien « d'avant ». Cela non seulement pour éviter de devoir traverser tous les jours la ville, mais aussi pour éviter que le terrain se transforme en un simple *retour à la maison*. Il fallait effectivement faire en sorte d'au moins tenter de m'immerger dans une expérience *dépaysante*, en changeant celles qui étaient mes habitudes quotidiennes avant de déménager en Suisse. De plus, avoir choisi 3 cas sur 5 que je ne connaissais pas particulièrement m'a aidé à stimuler ma curiosité.

Mes objectifs heuristique et les processus pour les atteindre ayant été posés, il convient maintenant de mettre en contexte le monde de l'autogestion romain et, plus spécifiquement, les lieux (politico)-socio-culturels autogérés.

Chapitre 2 — Mise en contexte et opérationnalisation

Rome est une ville particulièrement riche d'expériences d'auto-organisation et autoproduction urbaine, au point d'amener Carlo Cellamare à parler d'une « Rome autoproduite (*Roma autoprodotta*) » (2014) ou d'une « ville *do-it-yourself* (*città fai-da-te*) » (2019), signifiant par là les processus par lesquels des habitant·e·s — organisé·e·s ou non — produisent et gèrent des espaces et des services urbains de manière informelle et autonome, sans passer par l'intermédiaire de l'État ou du marché. Ces processus sont selon lui typiques des pays du Sud Global, mais se retrouvent également dans les pays du Nord Global, tels que l'Italie et, notamment, dans ses régions méridionales. Les administrations publiques y ont toujours été peu agissantes, en raison d'une faible « culture de l'État » et de ressources administratives limitées⁶ (Cellamare, 2019, p. 23).

La ville de Rome ne fait pas exception, même si les institutions officielles y sont plus présentes qu'ailleurs, notamment en raison de son rôle de *double capitale*, celle de l'État italien et celle de la Cité du Vatican en tant que chef-lieu du catholicisme. Rome serait la ville au monde ayant le plus de représentations diplomatiques, davantage que des villes *onusiennes* telles que New York ou Genève (Russo, 2016). Cette surreprésentation d'institutions n'empêche pourtant pas les pouvoirs locaux d'y être faibles, voire malléables, notamment vis-à-vis des entrepreneurs immobiliers, comptant parmi les acteurs économiques plus puissants de la région (Berdini & Nalbone, 2011; Cellamare, 2019; Insolera, 2011). Cette faiblesse a permis un étalement urbain — pensé essentiellement pour les profits générés — ayant ravagé la campagne romaine, créant une ville-monstre presque impossible à gérer, dans un processus qui détruit la ruralité sans créer d'urbanité (Berdini, 2014; Berdini & Nalbone, 2011). Ce laisser-faire a toutefois aussi permis aux plus démunis·e·s d'extraire de la gestion publique les espaces et les services dont ils·elles étaient privé·e·s (ne serait-ce que leur logement), et offert de grandes possibilités d'expérimentation et d'auto-organisation citoyenne, qui ne sauraient être réduites à de simples formes de compensation des carences aménagistes des autorités (Cellamare, 2019).

Ainsi, la place prise à Rome par l'informel, l'auto-organisé, l'autoproduit ou l'autogéré — compris comme tout ce qui se fait en dehors, voire contre, les institutions et leurs lois — serait tellement prépondérante qu'elle rend pertinent de questionner le rattachement de cette ville au Nord Global (Cacciotti & Brignone, 2018; Cellamare, 2019). Que l'Italie méridionale fasse, elle, partie des Suds — au-delà de la géographie italienne — est une image qui caractérise ces territoires depuis des siècles : « *[L]'Europe finit à Naples et même elle y finit assez mal. La Calabre, la Sicile, tout le reste est de l'Afrique* », disait en 1806 le poète français Auguste Creuzé de Lesser dans son « Voyage en Italie » (Cazzato, 2008; Creuzé de Lesser, 1806, p. 96). Placer Rome dans la moitié nord ou sud du pays signifie l'inscrire dans la partie nord ou sud du monde. Tout en étant géographiquement au centre de la péninsule, sa position perçue dépendra de qui « dit » cette ville et de l'image qu'il·elle veut en donner. Son charme souvent décati et la dominance d'un ciel bleu ne sont pas les seules raisons avancées par ceux et celles

⁶ Traduction de l'auteur. Texte original : « (...) *in un contesto in cui le amministrazioni pubbliche sono sempre state soggetti deboli (...), con una debole cultura dello Stato e scarse capacità amministrative* ».

qui voudraient la placer dans la moitié sud du pays : sa désorganisation et son développement industriel très faible, ainsi que son image de *parasite* des ressources de l'État contribuent à placer Rome dans une *Afrique* caricaturée, méprisée et moquée, plutôt que dans l'espace *européen*, auquel on tend à rattacher comme une évidence le centre nord italien, mieux régulé, industrialisé et économiquement performant (Caracciolo, 1994). D'autres ont vu Rome comme un espace de marge, comme une limite entre ces mondes opposés. Toutefois, avec le temps, la représentation de cette ville en tant que Sud prend de l'importance (Caracciolo, 1994). Tendances à laquelle le scandale dit de « *Mafia capitale* » a donné un coup d'accélérateur, même si la *mafia* reste pour l'essentiel un phénomène associé au sud du pays. L'enquête menée avait publiquement dévoilé un vaste réseau criminel impliquant des politiciens, des néofascistes et des entrepreneurs locaux. Quand bien même, après 8 ans d'investigations, les tribunaux n'ont pas reconnu le caractère *mafieux* de cette affaire (Renzi, 2020) — toute pratique illicite ne peut être, du point de vue du droit, considérée comme telle —, la dévalorisation de l'image de la capitale était actée, comme en témoignait le *New York Times* : « (...) *Rome was supposed to be different. The seat of power of the national government, it was believed to be free of mafia tentacles* » (Pianigiani, 2015, s.p.).

Au-delà de l'image de Rome dans les médias ou dans la perception commune, si l'on s'intéresse à Rome sous l'angle de l'informalité — et plus largement de l'autoproduction et auto-organisation de la ville —, il ne fait pas de doutes que Rome a des points en commun avec certains contextes du Sud Global. En effet,

if we compare the informality characterizing a consistent part of Rome's management with the literature dedicated to the Global South (e.g. Fernandez-Kelly and Garcia, 1989; Portes et al., 1989; Rao, 2013) we can track some relations, because of the tolerance of these practices as they are seen as alternative forms of survival strategies (Cacciotti & Brignone, 2018, p. 231).

Malgré que l'on puisse difficilement comparer les *favelas* brésiliennes ou les habitats précaires indiens avec les quartiers « *abusivi* (illégaux) » de Rome, reste qu'un tiers du tissu urbain de Rome a été construit en dehors de tout cadre réglementaire (Cellamare, 2019). Grâce à une forte myopie ou une connivence institutionnelle, l'*abusivismo* (construire en dehors de tout plan d'urbanisme) est devenu le type d'aménagement par lequel la Rome contemporaine s'est construite, que cela soit par nécessité — face au manque de logements et à l'incapacité des institutions de répondre à ce besoin — ou par convenance — pour spéculer sur la ville elle-même (Cellamare, 2019).

Les liens entre Rome et certains contextes du Sud ne concernent pas seulement les défaillances de leurs politiques d'aménagement du territoire. Les habitant·e·s y montrent une grande capacité de faire avec les contraintes, d'expérimenter et d'adopter des tactiques informelles, mais efficaces, au point que les personnes — et leurs réseaux informels — peuvent apparaître aux yeux de certain·e·s comme de véritables « *infrastructures* », capables de garantir l'efficacité de la ville face aux des innombrables lacunes des *infrastructures* officielles — comme dans le Johannesburg décrit par AbdouMaliq Simone (2004). Pour Lopes de Souza, les habitant·e·s des *favelas* brésiliennes ou les sans-logements de ce même pays peuvent, par leur agir en dehors et contre l'État, devenir des acteurs d'un « *critical urban planning* », informel et *grassroots* (2006).

Si « *Romans are notorious for their cynicism about politics, their resignation in the face of antiquated services and sprawling bureaucracy, and their abundance of ways to complain about it* » (Pianigiani, 2015, s.p.), nombre d'entre elles·eux sont tout sauf résigné·e·s face aux carences des institutions publiques. De fait, Rome est une ville dans laquelle les pratiques d'autogestion sont largement répandues dans différents domaines : maisons squattées, centres sociaux, parcs autogérés, jardins potagers, mais aussi espaces associatifs de quartier ou à vocation sportive, politique ou culturelle (Cacciotti & Brignone, 2018). Victime de sa mauvaise gouvernance et souvent au bas de l'échelle des classements internationaux, Rome voit ainsi une partie de sa population faire de nécessité vertu, en se saisissant les problèmes pour en faire des occasions de créativité et de solidarité. Un ensemble tellement riche qu'il est parfois difficile de s'y orienter.

Dans ce chapitre je vais guider le·a lecteur·trice au sein de ces diverses expériences pour arriver jusqu'aux cas d'études retenus dans cette recherche : les lieux (politico-)socio-culturels autogérés.

Pour ce faire, je vais tout d'abord (2.1) montrer comment l'on peut conceptualiser et nommer cet ensemble de pratiques, que ce soit par les mots des chercheur·euses s'y étant intéressé·e·s ou par ceux des activistes mêmes.

Ensuite (2.2), les différentes classifications permettant d'ordonner ces pratiques seront passées en revue, en montrant la méthode retenue pour classer ces expériences, puis pourquoi j'ai opté d'en retenir une en particulier, définie en tant que lieux (politico-)socio-culturels autogérés (LSCA). 55 expériences d'autogestion répondent aux critères retenus.

Enfin, la troisième section (2.3) présentera plus finement les 55 LSCA recensés, notamment à l'aide des supports cartographiques réalisés grâce à la collaboration d'activistes de ces lieux.

2.1. La ville faite par ses habitant·e·s : de multiples définitions pour des pratiques plurielles

On l'a vu, Rome est une ville où souvent ce sont les habitant·e·s qui s'occupent de construire, occuper, gérer et animer les espaces et services urbains dont ils·elles ont besoin. Si, on l'a vu, certain·e·s parlent d'autogestion urbaine ou de ville autoproduite, ces expressions recouvrent des pratiques hétérogènes de gestion et de production la ville « par le bas », présentées ci-après.

2.1.1. Autogestion, autoproduction, auto-organisation et autogouvernement

Même s'il fut utilisé avant, le concept d'autogestion s'est notamment diffusé en Europe occidentale dès les années 1960 et 1970 (de la Vega, 2007). Diverses expériences pratiques de gestion directe de lieux de production (par exemple l'usine *Lip* en France), d'universités, d'écoles furent mises en œuvre. La Yougoslavie socialiste fut aussi un symbole de cette alternative avec l'autogestion ouvrière (*samoupravljanje*) des sites de production. On y rattacha aussi rétroactivement des expériences allant des *polèis* grecs aux expériences de la Commune de Paris de 1871 ou de la Révolution espagnole de 1936, dans lesquelles le *peuple* ambitionnait de se *gouverner* par lui-même, de manière autonome (Palla, 2016). Au cours du XXe siècle

cependant, ce terme fut avant tout : (1) le noyau d'une théorie socialiste alternative aux expériences autoritaires du socialisme réel ; (2) la troisième voie entre le socialisme et le capitalisme proposée par les mouvements libertaires ; (3) une pratique associée au christianisme de gauche (de la Vega, 2007).

Si la popularité de l'autogestion a décliné autour des années 1980, elle a réémergé ensuite dans différents contextes, comme en Argentine pendant la crise économique du début des années 2000 (Bufarale, 2016), ou lors de mouvements sociaux, comme en Italie où ils contribuèrent à l'apparition des « centres sociaux occupés et autogérés » (CSOA) (Mudu, 2012a; Palla, 2016). De fait, l'échelle locale — et notamment urbaine — est privilégiée pour la gestion directe d'espaces et biens par les habitant·e·s, qu'ils·elles soient organisé·e·s de manière formelle (par exemple, dans des associations) ou non. Le terme le plus récurrent dans le contexte militant romain est celui d'autogestion urbaine.

Les termes d'« autoproduction », d'« auto-organisation » urbaine ou encore d'« autogouvernement » sont aussi utilisés.

- **L'autoproduction** urbaine est une dérivée du terme d'autogestion, tendant à décrire largement le phénomène de production par le bas dans la ville, ce qui inclut la pratique de l'autoconstruction de logements, voire la naissance de quartiers entiers en dehors des plans d'urbanisme (Cellamare, 2014; Rossilli, 2013).
- Le terme **d'auto-organisation** urbaine désigne spécifiquement le déploiement de dispositifs visant à organiser la gestion collective par le bas d'espaces ou de quartiers (Carrano & Cellamare, 2014). Le terme « *d'autogouvernement* » placerait l'autogestion à « *un niveau supérieur et immédiatement plus large* » : gouverner, en effet, va au-delà de gérer ; c'est diriger, conduire, faire progresser (Les Alternatifs, s. d., s.p.).
- Popularisée par le mouvement zapatiste, la pratique politique de l'**autogouvernement** consisterait en un exercice horizontal du pouvoir, comme une pratique (*praxis*) politique d'autoconstitution (Dubigeon, 2011). Le terme est également largement utilisé dans la sphère militante italienne (Colasurdo, 2016 ; Popoff, 2016 ; Smeriglio, 2006) et internationale au sein, par exemple, du mouvement dit « *néo-municipaliste* » (EuroNomade, 2016; Magnaghi, 2006, 2010; Pazzagli, 2018). Ce mot a été également utilisé lors de la mobilisation « *Decide Roma* », qui avait vu les LSCA se battre contre les menaces d'expulsion qui les visaient. L'autogouvernement avait émergé en tant que « *réappropriation des instances décisionnelles à partir des communautés mêmes, sans passer par le mécanisme de la délégation* » (Ranocchiaro, 2016, p. 109).

Enfin, bien que le terme d'« autonomie » soit largement utilisé dans différents contextes, son étymologie en révèle la nature « radicale ». Il est composé des mots grecs *autós* (αὐτός) + *nómos* (νόμος), ou soi+loi en français, à comprendre donc comme « *régime d'auto-institution* » ou « *capacité à se gouverner soi-même par ses propres lois* » (Dubigeon, 2011, p. 149). Pour le dire avec Castoriadis, l'autonomie peut être vue comme un mouvement nécessaire à la « véritable démocratie », comprise comme l'exercice explicite et direct du pouvoir de décision (Fotopoulos, 2008; Wilgos, 2014). Ce terme est fortement lié à certains des groupes militant·e·s qui ont amené à la naissance du mouvement des centres sociaux autogérés dans les villes

italiennes (Mudu, 2012a).

2.1.2. Lexique de l'aménagement urbain : formes alternatives d'urbanisme

Une autre façon de comprendre les pratiques de « faire la ville par le bas » (*bottom-up*) est de les qualifier en tant que déclinaisons de l'urbanisme, décrivant un ensemble disparate de phénomènes.

Selon la géographe Pascale Nédélec, nous sommes confrontés à une surproduction de néologismes pour décrire et qualifier « *de nouvelles modalités d'aménagement urbain, portées par des citoyens de façon spontanée et le plus souvent sans l'accord des autorités locales* » (Nédélec, 2017, p. 95). La liste qu'elle propose est longue (figure 7), mais ces termes — que je n'explicitai pas — ne sont guère repris dans le contexte romain, à l'exception de « *self-made urbanism* », concomitant de « *città autoprodotta* » (Cellamare, 2014).

Propositions lexicales	Traductions	Principales références	Orientation commune
<i>Temporary urbanism</i>	Urbanisme temporaire	Haydn, Temel, 2006 ; Killing Architects, 2012 ; Overmeyer, 2007 ; Bishop, Williams, 2012	Temporalités
<i>Interstitial urbanism</i>	Urbanisme interstitielle	Tonkiss, 2013 ; Petcou, Petrescu, 2007	
<i>Pop-Up city</i>	Ville éphémère	Beekmans, de Boer, 2014	
<i>Grassroots urbanism</i>	Urbanisme populaire	North, Nurse, 2014	Engagement politique
<i>Guerilla urbanism</i>	Urbanisme de guérilla	Reynolds, 2008 ; Hou, 2010	
<i>Tactical urbanism</i>	Urbanisme tactique	Lydon, Garcia, 2015 ; Prévost, Douay, 2016	
<i>Insurgent urbanism</i>	Urbanisme insurgé	Hou, 2010	
Hacking urbain	Piratage urbain	Pujas, 2015 ; Rivière (nd)	Urbanisme fait maison, du fait des citoyens eux-mêmes
<i>Everyday urbanism</i>	Urbanisme du quotidien	Chase, Crawford, Kalisky, 2008	
<i>Makeshift urbanism</i>	Urbanisme improvisé	Tonkiss, 2013 ; Ferguson, 2014	
<i>Handmade urbanism</i>	Urbanisme fait main	Rosa, Weiland, 2013	
<i>Spontaneous urbanism</i>	Urbanisme spontané	Lang Ho, 2012	
<i>Do-it-yourself urbanism</i>	Urbanisme fait maison	Iveson, 2013 ; Douglas, 2014 ; <i>Journal of Urbanism</i> , 2014 ; <i>Journal of Urbanism</i> , 2016 ; Talen, 2015	
<i>Self-made city</i>	Ville qui se fait toute seule	Ring, 2012	

Figure 7 — Pluralité des appellations de formes novatrices d'urbanisme dans la littérature scientifique (Nédélec, 2017).

2.1.3. La perspective des biens communs urbains

Tant chez les militant·e·s que chez les chercheur·euse·s, les expériences d'autogestion des espaces urbains sont souvent qualifiées en tant que « communs urbains », compris comme une déclinaison spécifiquement urbaine des communs (Archibugi, 2016; Bresnihan & Byrne, 2015; Chatterton, 2010; de Spuches et al., 2018; Eizenberg, 2012; Festa, 2015; Quattrone, 2016). Raisonner en termes de « communs » n'est en rien opposé à l'autogestion, cette dernière étant l'un des moyens privilégiés de gérer les biens communs. Réfléchir au prisme des biens communs permet de fédérer des expériences différentes, mais à même visée : la mise en place d'un rapport à la propriété et à la communauté alternatif à celui de l'État ou du marché.

Le concept de « communs » (*commons* en anglais) fait référence, au sens large, aux ressources ou aux biens, matériels ou immatériels, qui sont gérés collectivement et directement par une communauté. On sait qu'Elinor Ostrom (1990) a été l'une des premières à étudier systématiquement ce qu'elle a appelé les « *common pool resources* », qui correspondent à des ressources naturelles autogérées par des communautés locales, et qui sont souvent des vestiges de formes précapitalistes de droits d'utilisation et de propriété partagés — qui étaient autrefois répandues en Europe (Linebaugh, 2008). Ce terme, même s'il s'inspire en partie des formes du passé, s'impose désormais comme un dénominateur commun capable de décrire un ensemble de luttes, de pratiques, de droits et de formes d'existence qui s'opposent aux processus de privatisation et aux formes de marchandisation (Dardot & Laval, 2014). Ni public ni privé, le commun est vu comme une alternative tant à la perspective capitaliste qu'à la gestion étatique (Dardot & Laval, 2014; Hardt et al., 2010).

L'un des mérites de cette approche est donc qu'elle parvient à rassembler un large ensemble de pratiques et de luttes qui sont souvent appréhendées de manière disjointe (Dardot & Laval, 2014). Plus précisément, bien que ce terme ait différentes acceptions, elles sont toutes liées par le sens de la « mise en commun (*sharing*) » et de la « propriété partagée (*joint ownership*) » (Hess, 2008, p. 6).

Même s'il est difficile de « catégoriser » les communs (Hess, 2008), plusieurs typologies en ont été proposées, y compris sous forme de cartographies, scientifiques et/ou militantes (Bauwens, 2018; Castro-Coma & Martí-Costa, 2016; Commons Strategies Group, 2017; Hess, 2008). En Italie, un référentiel intellectuel et militant fertile s'est développé ces dernières décennies autour de cette question (Dardot & Laval, 2014; Sauvêtre, 2016b). De cette « *Italian theory* » — comme l'appellent certain·e·s — on retiendra en particulier le processus entamé au sein de la commission dirigée par le juriste Stefano Rodotà et prolongé dans un travail de collaboration avec les mouvements sociaux au sein de la « Constituante des biens communs (*Costituente dei beni comuni*) » (Mattei, 2013). Ce processus a notamment conduit à la définition des biens communs en tant que biens qui expriment des utilités fonctionnelles pour l'exercice des droits fondamentaux ainsi que pour le libre développement de la personne (Mattei, 2013).

Reste que les biens communs, souvent compris comme étant composés de trois éléments principaux — les biens ou ressources (*commons*), l'activité (*commoning*) et la communauté impliquée dans leur création et leur reproduction (*commoners*) (Festa, 2016) — ont le plus souvent été caractérisés en considérant exclusivement le premier terme, c'est-à-dire le type de ressource ou de bien. En voici quelques exemples :

- La classification de base entre les communs "matériels" et "immatériels".
- La classification entre les communs "sociaux" et "naturels".
- La classification des lieux entre les communs "urbains" et "ruraux".
- La classification temporelle entre les communs "traditionnels" et "nouveaux".
- La classification entre les communs "locaux" et "globaux".

Le sociologue français Pierre Sauvêtre (2016b) propose une distinction fondée non pas sur le type de bien, mais sur le type de « *problématisation politique* » propre à ces formes de mise en commun : ainsi, on aurait d’une part celle dite « *économico-politique* », qui voit les communs dans une perspective similaire à celle d’Ostrom, c’est-à-dire comme un mode de gestion alternatif (mais pas nécessairement opposé) à la gestion capitaliste et publique de biens et ressources particuliers ; d’autre part, celle dite « *politico-instituante du commun* », qui part, elle, du type de bien en question (Sauvêtre, 2016b) — et selon laquelle donc, *tout* pourrait être mis en commun. S’il est indéniable que le type de support matériel influence le type de pratique de mise en commun (Huron, 2017; Ranocchiari & Mager, 2019), certain·e·s préfèrent insister sur l’activité mise en place (*commoning*) plutôt que sur la nature du bien en question (Bresnihan, 2015; D. Harvey, 2012; Linebaugh, 2008). Opposé à l’idée que le *commoning* doit être relégué à une gestion alternative de quelques ressources spécifiques, l’accent doit d’abord être mis, selon ces auteur·e·s, sur la pratique en question, comprise comme nécessairement collective et extérieure aux logiques de marché (D. Harvey, 2012). En d’autres termes,

un commun désigne la pratique collective auto-organisée d’un groupe qui produit ou fait fonctionner une ressource, afin d’en partager équitablement l’usage entre ses membres ou pour le mettre à la disposition d’un collectif plus étendu, suivant des règles élaborées démocratiquement sur la base de l’autogouvernement (Sauvêtre, 2016a, p. 125).

Cette définition montre le lien étroit entre les théories des communs et les différentes formes d’autogestion, d’auto-organisation et d’autogouvernement. N’importe quel bien, ressource, espace — matériel ou immatériel — peut devenir un commun. Partant, raisonner en termes de « mise en commun (*commoning*) », notamment dans une approche « holistique », permet de prendre en compte la totalité des pratiques y relatives sans être contraint par des typologies ou classifications trop rigides (Di Felicianantonio, 2017; Martínez López, 2013).

2.2. De l’autogestion urbaine aux lieux (politico-)socio-culturel autogérés

Malgré leurs dénominations différentes, ces pratiques plurielles voulant faire « la ville par le bas » se caractérisent par un élément partagé : des espaces urbains sont extraits des régulations usuelles (par le marché, par l’État) et sont produits et gérés de manière autonome et horizontale par des groupes de personnes. Il s’agit de pratiques hétérogènes, qu’il convient de catégoriser pour en accroître la lisibilité. Ma définition des lieux (politico-)socio-culturels autogérés (LSCA) est issue de cette réflexion sur les différentes modalités d’autogestion d’espaces urbains.

2.2.1. S’orienter dans l’autogestion urbaine : les multiples classifications possibles

Une classification des pratiques d’autogestion qui s’exercent sur des espaces matériels au sein de la ville de Rome peut s’inspirer du découpage habituel des communs — biens ou ressources (*commons*), activités (*commoning*) et communauté impliquées dans leur création et reproduction (*commoners*) (Festa, 2016) —, mais en y ajoutant des dimensions supplémentaires comme le type d’activité, la finalité, les formes de propriété, le mode de gestion et l’orientation politique. Ces catégories ne sont ni exhaustives ni exclusives. Il n’en reste pas moins que procéder de la sorte permet d’identifier des paramètres permettant de s’orienter parmi les pratiques.

A. *Classification en fonction du type d'espace*

Une première façon de classer ces phénomènes de gestion de la ville *par le bas* est d'identifier le type d'espace matériel sur lequel s'effectue cette autogestion. À Rome, nous trouvons de nombreux exemples différents :

1. Les **espaces verts**, gérés directement par les habitants du quartier, souvent de manière informelle ou par le biais de concessions par l'arrondissement ou la commune à des associations de diverses natures.
2. Des **bâtiments**, occupés ou assignés (ou plutôt anciennement assignés, puisque la résolution d'assignation des espaces municipaux est désormais caduque) à des fins diverses : de logement, sociales, culturelles, politiques, etc.
3. Il en va de même pour les **espaces mixtes**, c'est-à-dire les espaces verts avec un bâtiment attenant, comme dans le cas de fermes du territoire romain qui ont été régénérées grâce à l'action de citoyens, de collectifs et d'associations.
4. Les **espaces publics urbains**, c'est-à-dire les places et les rues qui sont gérées (nettoyées, entretenues, animées) de manière informelle⁷ par des citoyen·ne·s, des comités et des associations.
5. Les **quartiers**, à travers des comités qui gèrent activement l'espace urbain, en devenant des interlocuteurs des institutions, comme dans le quartier romain du *Mandrione*, issu d'anciennes baraques construites à l'abri d'un aqueduc (Carrano & Cellamare, 2014).

B. *Classification en fonction du type de communauté qui gère l'espace*

La gestion de ces espaces est possible si — et seulement si — une communauté en prend soin. Cette communauté peut être de différents types.

Un premier aspect à prendre en compte est le type d'organisation qui lie les différents membres de la communauté gérant l'espace :

1. Les **groupes informels**, c'est-à-dire non reconnus juridiquement (comités et groupes informels d'habitants). Ce type de communauté peut gérer des types d'espaces différents, mais presque toujours par la pratique — formellement illégale — de l'occupation. De fait, contrairement à d'autres villes italiennes, Rome n'a adopté aucune réglementation pour confier la gestion des espaces à des entités informelles — contrairement à Naples ou Bologne, par exemple (Ranocchiaro & Mager, 2019).
2. Les **groupes formels**, c'est-à-dire légalement reconnus (associations, partis...). Ces communautés formellement reconnues ne se limitent pas nécessairement à opérer dans le cadre des concessions d'espaces par les institutions, mais peuvent également être actives dans des processus d'occupation illégale.

⁷ Dans d'autres villes, ce type de gestion citoyenne des espaces publics urbains a été réglementé par différents dispositifs : par exemple, avec les « *règlements pour la gestion partagée des biens communs urbains* » approuvés dans de nombreuses villes italiennes, mais pas encore à Rome ; ou, comme à Naples, par des règlements tels que celui appelé « adopter une rue (*adotta una strada*) » (Ranocchiaro & Mager, 2019).

Au sein de ces deux groupes, certaines typologies émergent :

1. Les **collectifs**, entendus comme des groupes informels de personnes souvent unies par un projet politique, social, culturel ou artistique commun. Les collectifs qui gèrent un espace sont presque toujours (théoriquement) ouverts à de nouvelles personnes. Par rapport aux associations, les collectifs ont une organisation moins structurée et moins formalisée. Certains collectifs ou groupes informels peuvent également aussi être réunis sous forme d'association (même si cela n'est pas explicitement revendiqué dans la communication), par exemple pour accéder à des fonds ou à des allocations.⁸
2. Les **comités**, formels ou informels, qui sont généralement motivés par un objectif ou une compétence territoriale spécifique.
3. Des **organisations/partis** politiques et syndicaux, gérant — ou cogérant — des espaces urbains.
4. Les **associations**, qui peuvent se voir confier la gestion de différents types d'espaces (bâtiments, locaux, espaces verts, etc.). Il est possible de classer les associations en fonction de la législation actuelle : selon leur statut juridique (associations reconnues et non reconnues) ; selon l'objet de l'association (associations génériques, bénévoles, de promotion sociale, de sport amateur ou culturelles) ; selon leur type de composition : certaines associations auront une composition ouverte, tandis que les comités sont, selon le système juridique, des organisations ayant une relation associative fermée, c'est-à-dire limitée aux seuls « promoteurs » (CESVOT, 2015).

À leur tour, ces groupes de personnes peuvent être classés selon les caractéristiques propres de leurs membres. Dans certains cas par exemple, des espaces peuvent être gérés par des communautés bien précises, unies par certaines affinités, qui peuvent être le genre, la nationalité, la situation professionnelle, la condition physique, les opinions politiques, etc. Bien que la plupart des espaces autogérés étudiés soient gérés par des communautés qui ne sont pas étroitement définies, ce n'est pas toujours le cas. On compte, par exemple :

1. Les **espaces pour et par les femmes** : comme la *Casa delle donne* de Rome, les centres antiviolence ou des espaces occupés par des femmes comme *Lucha y Siesta*, à Rome.
2. Des **espaces autogérés par des communautés étrangères**, comme le centre socio-culturel kurde *Ararat*.
3. Les espaces à vocation étudiante.

⁸ C'est le cas, par exemple, des espaces qui ont été régularisés par la résolution communale (*delibera*) 26/1994, qui prévoyait l'attribution d'espaces appartenant à la municipalité aux centres sociaux et à d'autres types de collectifs à condition qu'ils forment une association légalement reconnue.

C. *Classification en fonction de la manière dont l'espace est géré*

On peut se demander pourquoi l'on devrait classer ces expériences selon le type de gestion, si toutes sont des expériences autogérées. Rappelons qu'il n'existe pas de définition précise univoque de l'autogestion. Si *l'assemblée de gestion* est l'organe décisionnel qui caractérise usuellement ce modèle (Piazza, 2012), d'autres espaces décisionnels peuvent exister, tels que des coordinations ou des commissions et sous-groupes spécifiques (par exemple, le « groupe initiatives » ou le « groupe communication »). Dans d'autres cas, la structure du modèle associatif est utilisée comme organe de décision : il y aura un conseil d'administration élu en charge de la gestion ordinaire et une assemblée décisionnelle, qui se tient généralement tous les ans ou tous les deux ans pour les décisions les plus importantes.

Il n'est pas du tout certain que les associations qui revendiquent un organigramme associatif soient moins « horizontales » que les espaces gérés selon le modèle d'assemblée de gestion, comme l'a montré la féministe américaine Jo Freeman (1972) avec son concept de « tyrannie de l'absence de structure (*tyranny of structurelessness*) ».

D. *Classification en fonction de l'objectif de l'autogestion*

Une autre distinction peut être faite selon la « finalité » de l'autogestion de ces espaces :

1. **L'autogestion compensatoire**, à comprendre comme une réponse à une « faiblesse institutionnelle » dans la garantie des services et des soins du territoire (Piazza, 2012).
2. **L'autogestion revendicative**, ou autogestion « conflictuelle » (Azzellini & Castronovo, 2016; de Ghantuz Cubbe, 2017), basée sur l'idée de mutualisme et de secours mutuel, compris comme la fourniture de services solidaires non seulement pour répondre à un manque, mais aussi pour éveiller la conscience politique (Spade, 2020). Nicolas-Le Strat (2016) parle lui de « *commun oppositionnel* ».
3. **L'autogestion « top-down »** ou « par le haut », comme mode de gestion appliqué par l'organisme ou la personne propriétaire d'un bien, comme pour les espaces communs des logements sociaux de la province de Rome (ATER Provincia di Roma, s. d.), qui sont autogérés par les locataires sous impulsion de l'organisme public propriétaire. On peut y voir l'autogestion comme un modèle permettant à l'État de se désengager de ses devoirs, conformément aux tendances propres au modèle dit néolibéral (Ernwein, 2015; Krinsky & Simonet, 2017; Maurel, 2017; Ranocchiari & Mager, 2019).

Les finalités ne sont pas nécessairement toujours claires, immuables et surtout uniques. Des expériences d'autogestion pourraient appartenir à la fois au premier et au second type, sachant que la « revendication » d'un espace (d'un toit, par exemple) est aussi le résultat d'un manque dû à une déficience institutionnelle. Il n'en demeure pas moins que ces catégories restent utiles pour comprendre la manière dont ces pratiques peuvent, par exemple, être cooptées.

E. *Classification selon les formes de propriété et les modes d'appropriation*

Ces expériences autogestionnaires peuvent aussi être classées en fonction des formes de propriété de l'espace. Si, dans d'autres contextes, il existe de nombreuses expériences d'autogestion urbaine basées sur des formes alternatives et expérimentales de propriété (Ela, 2016), dans le contexte romain, presque tous les espaces autogérés s'articulent aux deux types

classiques de propriétés : publique (souvent communale ou municipale) ou privée.

L'appropriation de l'espace afin de mettre en place un processus d'autogestion peut se faire à travers :

1. **L'occupation illégale**, que certain·e·s appellent *squatting* (Péchu, 2010; Pruijt, 2013), même si, dans le contexte romain, ce terme est lié à des groupes politiques spécifiques et à une manière particulière de gérer le bien occupé. De manière générale, l'occupation illégale décrit l'action d'entrer sans l'accord du/de la propriétaire dans un espace vide ou abandonné et de le gérer ensuite sans l'accord des propriétaires.
2. **L'assignation**, qui peut avoir lieu avant l'entrée effective du groupe dans l'espace ou après une occupation, comme une forme de régularisation reconnaissant l'expérience d'autogestion en question. L'assignation (attribution de droit) ne se fait le plus souvent que si l'espace est de propriété publique. Toutefois — comme à Lausanne, Suisse —, des « *contrats de confiance* » peuvent se faire entre un propriétaire privé et les occupant·e·s, avec parfois le soutien des autorités locales (Brienza, 2014). Dans le contexte romain, les assignations sont plus largement l'apanage des associations légalement reconnues. Dans certains cas, des collectifs informels se sont constitués en associations, suite à l'occupation, dans le but d'être éligibles à l'assignation. Toutefois, à ce jour, la délibération communale 26 de 1994 — qui garantissait l'affectation à des fins sociales et qui avait été rédigée avec la participation active d'une partie du mouvement des centres sociaux des années 1990 — est caduque. La plupart des espaces attribués (y compris les associations qui n'ont pas une vocation militante explicite) sont donc de facto des occupations illégales. Il va de soi que certains espaces publics peuvent être occupés sans passer par un processus d'attribution ou de reconnaissance.

F. *Classification selon l'orientation politique et la dimension militante*

Les espaces autogérés ont souvent un caractère ouvertement politique. Lorsque le caractère militant ne semble pas être fortement affirmé, cela ne signifie pas que ces espaces n'aient pas un caractère politique.

De plus, quand bien même des espaces utilisent ouvertement un langage militant, il n'est pas toujours facile d'identifier l'aire politique à laquelle ils appartiennent, qui le plus souvent se situe dans divers courants de la gauche. Ce qui n'exclut pas une empreinte du catholicisme.

Le mouvement des centres sociaux et, plus généralement, les occupations autogérées sont principalement issus du domaine de l'autonomie et de l'anarchie (Mudu, 2012a), bien qu'il existe depuis des années des espaces marxistes-léninistes (Piazza, 2012), voire trotskystes.

G. *Classification selon les types d'activités mises en place ou la vocation*

La fonction principale recherchée par les promoteur·trice·s de l'expérience d'autogestion (vocation) est prise ici comme paramètre de classification. Ainsi, l'on aura des espaces urbains autogérés avec comme but principal de fournir un logement, d'autres afin de mener des activités socio-culturelles et politiques, pour permettre la pratique sportive, pour entretenir un espace délaissé. etc. Ces catégories ne sont pas exclusives, car des espaces peuvent chevaucher une ou plusieurs catégories, même s'il y a une vocation principale.

Vocation de logement

En Italie, et en particulier à Rome, il existe un important mouvement dont l'objectif est de garantir et de revendiquer le droit au logement, face au manque chronique de logements sociaux.

Selon des estimations du ministère de l'Intérieur, il y avait, en 2019, 82 bâtiments occupés à Rome ayant plus de 11 000 occupants (Pagella Politica Agi, 2019). Parfois, les bâtiments et les maisons occupés n'ont pas seulement une fonction de logement, mais disposent aussi de parties ouvertes au public pour des activités politiques, sociales ou culturelles.

Dans la littérature internationale, l'occupation de bâtiments — à des fins de logement ou non — est généralement définie par le terme de « *squat* » (Pruijt 2013). Si l'on s'en tient à la littérature anglophone, cette catégorie comprendrait également les espaces à vocation principalement socioculturelle, où la partie résidentielle est inexistante ou marginale, comme dans le cas de nombreux centres sociaux (« *entrepreneurial squatting* » selon pour Pruijt). Le géographe sicilien Piazza (2012, p. 9) propose lui de définir comme « squats » les seuls espaces à vocation principalement résidentielle, généralement constitués d'un immeuble d'habitation, évidemment vacant, qui est occupé par des militant·e·s de la gauche radicale et antagoniste (anarchistes, autonomes, etc.) et ce d'abord à des fins de logement. S'il y a des activités communes (généralement au rez-de-chaussée ou au sous-sol), elles concernent surtout la gestion de l'immeuble et, éventuellement, des activités publiques. Il s'agit d'une occupation politique, parce qu'elle n'est pas seulement une réponse aux besoins de logements, mais aussi une dénonciation de la spéculation immobilière, de manque d'espaces sociaux, et aussi une tentative de mettre en pratique des modes alternatifs de relations sociales, de styles de vie et de pratiques politiques⁹ (Piazza, 2012, p. 9).

Selon la définition de Piazza, nous devrions considérer les logements occupés par les « mouvements de lutte pour le logement (*movimenti di lotta per la casa*) » comme des squats. Toutefois, ces mouvements n'utilisent guère ce terme. Dans le contexte romain, il est utilisé exclusivement par des espaces autogérés à vocation mixte (logement et socio-culturel) associés à l'aire anarchiste et qui se trouvent le plus souvent à l'écart des réseaux militants les plus connus.

Vocation socioculturelle (et politique)

En Italie et à Rome, le modèle le plus connu d'espace autogéré à vocation socio-culturelle (et politique) est double : celui des centres sociaux occupés et autogérés (CSOA) ; celui d'associations (culturelles, sportives et de promotion sociale). Les deux gèrent des espaces urbains avec une vocation horizontale, ouverte et multithématique.

D'une manière générale, ces espaces peuvent être occupés ou assignés et avoir un

⁹ Traduction de l'auteur. Texte original : “*Un edificio per appartamenti, ovviamente vacante, che viene occupato da attivisti della sinistra radicale e antagonista (anarchici, autonomi, ecc.) principalmente a scopi abitativi, le cui attività comuni (di solito al piano terra o nello scantinato) riguardano principalmente la gestione dell'edificio e, solo eventualmente anche attività pubbliche; si tratta di un'occupazione politica perché non è solo un modo per soddisfare le esigenze di alloggi, ma anche per denunciare la speculazione edilizia, la mancanza di spazi sociali e abitativi, un tentativo di mettere in pratica modalità alternative di relazioni sociali, stili di vita e prassi politiche*”.

caractère militant plus ou moins évident (voire parfois absent en apparence). Dans certains de ces lieux, les discussions politiques auront une place centrale, tandis que dans d'autres elles seront totalement absentes.

Il s'agit en tout cas d'espaces dans lesquels une communauté formelle ou informelle gère les lieux et les activités qui s'y déroulent, souvent en collaboration avec d'autres collectifs et associations (artistiques, éducatives, musicales, sociales, etc.). Ainsi, on y trouve des activités telles que des cours (de danse, de langue, d'italien pour étrangers, d'art), des réunions et conférences politiques, des soirées d'autofinancement, etc.

Le modèle qui a reçu le plus d'attention est celui des « centres sociaux autogérés (occupés) ». Selon les mots de Piazza, un centre social est généralement un grand bâtiment abandonné, précédemment utilisé à des fins autres que le logement (anciennes usines, écoles, théâtres, cinémas, etc.), et qui est occupé par des militant·e·s de la gauche antagoniste pour auto-organiser et autogérer des activités principalement politiques, sociales et contre-culturelles, dans le but de pratiquer des modèles d'organisation participatifs et non hiérarchiques. Des militant·e·s, voire d'autres personnes (sans-abri, migrant·e·s, réfugié·e·s) peuvent également y vivre, pour des périodes plus ou moins longues, mais ce n'est pas l'objectif principal¹⁰ (2012, p. 9).

Bien que les centres sociaux constituent un sous-ensemble au sein des espaces à vocation (politico-)socioculturelle, les similitudes entre eux et d'autres espaces autogérés à caractère socioculturel sont indéniables. Dans une recherche précédente (Ranocchiari, 2016), j'ai pu voir que le terme d'« espaces sociaux (*spazi sociali*) » est utilisé pour décrire tous les espaces socioculturels autogérés (y compris les centres sociaux), quelle que soit leur dénomination. Les appellations (espace public autogéré, atelier autogéré, espace d'entraide, etc.) auraient commencé à se multiplier à partir de la quatrième génération de centres sociaux, à situer autour des années 2000 (Mudu, 2012b).

Des chercheurs·euses (Berzano & Gallini, 2000; Mudu, 2012b), des militant·e·s (Sansonetti, 2002), la presse (Collaboratore C, 2016) et des juristes (Arija Garcia, 2018) ont tenté de faire ordre dans ce vaste ensemble. Les différentes classifications proposées peuvent être distinguées comme suit :

1. Selon la **dimension plus ou moins militante** (il existe en effet des centres sociaux qui n'ont pas une dimension explicitement militante) (Arija Garcia, 2018; Collaboratore C, 2016).
2. Selon la **dénomination**, qui doit refléter le régime de propriété et partiellement l'espace politique : CSOA ou CSO (espaces occupés illégalement) ; CSA (espaces non occupés,

¹⁰ Traduction de l'auteur. Texte original : “(...)solitamente un grande edificio abbandonato precedentemente utilizzato a fini non abitativi (ex fabbriche, scuole, teatri, cinema, ecc.) che viene occupato da militanti della sinistra antagonista per auto-organizzare e autogestire principalmente attività politiche, sociali e contro-culturali, con l'obiettivo di praticare modelli organizzativi partecipativi e non gerarchici; gli attivisti, o anche altre persone (senz'altro, migranti, rifugiati) possono pure abitarvi, per periodi più o meno lunghi, ma non è quello lo scopo principale” (Piazza, 2012, p. 9).

mais seulement autogérés car assignés — comme dans le cas du *CSA la Torre* à Rome —, mais attribués par la municipalité) ; CPO (centres populaires occupés) (Arija Garcia, 2018; Collaboratore C, 2016).

3. Selon le **positionnement politique**, par exemple celui des anarchistes, des autonomes, des néocommunistes, d'inspiration catholique, etc. (Berzano & Gallini, 2000; Mudu, 2012b). Il est possible aussi d'y inclure les — rares — centres sociaux d'(extrême) droite (Arija Garcia, 2018; Collaboratore C, 2016; Tullio, 2006; Wikipedia, s. d.).
4. Selon la **temporalité**, entre les centres sociaux de première, deuxième ou troisième génération et les espaces plus récents qui utilisent d'autres noms (4e génération) et se caractérisent par des revendications politiques, des modes d'action et une localisation territoriale apparentés (Mudu, 2012b).

Si les associations se caractérisent par une grande hétérogénéité de formes et de langages, certaines peuvent tout à fait rentrer dans ce schéma.

Vocation sportive

Des espaces à vocation socioculturelle accueillent également différents types d'activités sportives. Les salles de sport populaire (*palestre popolari*) (V.&M., 2015), quant à elles, sont spécialisées dans ce type d'activité et proposent des cours à des prix, justement, *populaires*, et offrent rarement des services autres que le sport, même si celui-ci est souvent associé à des références et à des langages militants.

Vocation de l'entretien de l'espace

Dans certains cas, la gestion, notamment des espaces verts, mais aussi de rues ou places délaissées par l'administration, implique uniquement le soin et l'entretien de l'espace par des groupes formels ou informels d'habitants. Si l'autogestion se limite en apparence à son côté manuel, cela contribue aussi à tisser des liens, à (re)créer des communautés. Cette gestion peut être réglementée (par exemple, grâce à l'assignation par la municipalité), tandis que dans d'autres elle se fait de manière spontanée et informelle, sans reconnaissance institutionnelle.

H. Bilan critique et transition

Présenter les différentes manières d'appréhender les pratiques de gestion et de construction par le bas dans la ville et les paramètres qui peuvent être pris en compte pour les classer nous a permis de comprendre : d'une part, la multiplicité des manières d'interpréter et de qualifier ces pratiques ; d'autre part, la diversité des expériences qui se cachent derrière un ensemble souvent défini de manière imprécise (par exemple, le « monde de l'autogestion »).

Chaque classification est une simplification, par essence réductrice, mais fonctionnelle pour développer un point de vue particulier sur un phénomène — social ou naturel. Si le risque de tomber dans des typologies vides est important, la classification peut aider pour ne pas se perdre dans un ensemble de pratiques disparates, comme dans le cas des communs (Hess, 2008).

D'un point de vue opérationnel, procéder ainsi permet de faciliter le processus de recherche : d'un côté, car cela clarifie l'objet de la recherche et le vocabulaire à utiliser pour faire référence à ces expériences ; d'autre part, cela montre la complexité des paramètres à travers lesquels il est possible de distinguer et de classer ces expériences (finalité, mode de

gestion, etc.). Dans le cadre de ma recherche, ces paramètres sont utiles pour en délimiter le périmètre, c'est-à-dire pour répondre à la question : quelle typologie particulière d'espaces urbains autogérés voudrais-je étudier ? Avec quelles terminologies les encadrer ?

2.2.2. Définir les lieux (politico-)socio-culturels autogérés (LSCA)

Parmi l'ensemble des pratiques de production de la ville par le bas, j'ai fait le choix de me concentrer sur ceux que j'ai définis comme des « lieux (politico-)socio-culturels autogérés » (LSCA).

Ayant depuis longtemps une admiration pour les « centres sociaux occupés et autogérés (CSOA) », je voulais initialement consacrer une étude en géographie à ces expériences, qui ont profondément marqué mon parcours, y compris académique. Leur impact tangible sur la ville m'avait impressionné, au point de m'amener à réorienter mon parcours de formation : depuis la faculté d'architecture, j'ai fait le choix de passer aux sciences sociales, car participer à ces expériences d'autogestion m'avait montré que, parfois, la ville peut se faire sans la médiation de l'État et de figures professionnelles spécifiques, mais à partir des idées de personnes « ordinaires » et de l'envie d'agir. J'ai cherché dans les sciences sociales un moyen de comprendre davantage ces manières de faire la ville.

Toutefois, au fil de mes années académiques et militantes, je me suis rendu compte que les CSOA faisaient partie d'un ensemble plus vaste d'expériences, à la fois proches et différentes, du moins en ce qui concerne la perception commune et celle des militant·e·s elles·eux-mêmes. Ainsi, il m'a fallu sélectionner des critères pouvant rassembler des pratiques en trouvant une définition pouvant inclure les « *spazi sociali* (espaces sociaux) » (c'est-à-dire l'ensemble des lieux autogérés perçus comme étant proches des CSOA tout en ayant d'autres noms), mais aussi des espaces associatifs en partageant les vocations, mais perçus comme radicalement différents des centres sociaux dans l'imaginaire commun, voire des expériences qu'a priori on ne relierait ni aux espaces sociaux ni aux espaces associatifs, bien qu'elles y soient pour partie assimilables.

Les CSOA sont souvent présentés comme des repaires d'extrémistes insurrectionnalistes, au point que les médias italiens (de droite comme de gauche) utilisent le terme de « *centri sociali* » pour se référer aux franges les plus violentes dans les manifestations. *Il Fatto Quotidiano* (journal qui se situe plutôt à gauche) a ainsi utilisé le terme de « *centri sociali* » pour se référer aux *casseurs* qui auraient vandalisé le centre de Paris lors d'une manifestation contre Emmanuel Macron (Castigliani, 2017). Cette diabolisation des CSOA (Pecorelli, 2015) a comme effet que, d'une part, les militant·e·s de certaines expériences d'autogestion préfèrent utiliser d'autres dénominations, et, d'autre part, que, dans l'imaginaire commun, on n'associe guère des expériences considérées comme très positives (voire *bon enfant*) — comme certaines associations ou certains comités de quartier — aux *méchants* CSOA.

Pourtant, les points de contact sont plus nombreux qu'on ne l'imagine. On pourrait dire que le caractère plus ouvertement militant des centres sociaux est l'aspect qui — au détriment d'activités parfois similaires — permet de les distinguer des associations plus feutrées. En réalité, la frontière entre ce qui est politique et ce qui ne l'est pas est floue. Sur ce point, mon expérience en tant qu'activiste et chercheur de la mobilisation *Decide Roma* a été

particulièrement importante, car des associations en apparence impartiales ont lutté côte à côte avec les centres sociaux contre les menaces d'expulsion. Ceci m'avait montré que si des différences existaient, elles résidaient plus dans le langage utilisé que dans les revendications portées (Ranocchiari, 2016).

Si les centres sociaux autogérés occupés constituaient donc le terrain de base que j'avais en tête au moment de me lancer dans cette étude, il convenait de les réunir avec les espaces sociaux au sens large, les associations de quartier, les associations culturelles, etc. Pour ce faire, j'ai décidé d'élaborer une définition à la fois large et capable de « mettre ensemble » de façon cohérente.

Une première option était de raisonner en termes de « communs » et plus spécifiquement de « communs urbains ». Pourtant, ce terme n'a guère fait souche dans les milieux militants (romains, mais pas seulement). À Rome, mon expérience m'a montré que s'il est utilisé par les lieux autogérés qui revendiquent une certaine proximité avec les théorisations d'Antonio Negri — comme les *ex Disobbedienti* —, d'autres le mobilisent timidement (Ranocchiari, 2016). Il semblerait même que ce concept soit clivant. Lors d'un colloque du réseau de chercheurs·euses et activistes sur des squats (*Sqek*), certaines personnes liées à des milieux squat anarchistes ont fait part de leur profonde méfiance vis-à-vis de ce concept à la suite de ma présentation sur les communs urbains. En cela, il ne me semblait pas pertinent d'en faire un point d'entrée dans ma recherche et de le communiquer à mes interlocuteurs·trices.

De plus, si la littérature existante autour de cette notion m'a été fort utile pour encadrer ma pensée et relier des cas particuliers à un raisonnement plus vaste, elle risquait d'être un référentiel carcan, alors que je souhaitais avoir le regard le moins borné possible lors de la phase ancrée de ma recherche (le terrain et l'analyse des matériaux qui sont issus).

Ces raisons m'ont poussé à renoncer à mobiliser le concept de « communs » pour la définition de mes cas d'étude (tout en continuant à le garder en tête évidemment), en me tournant vers d'autres paramètres et termes. De fait, il m'a fallu trouver un autre *artifice* capable de justifier le rapprochement d'expériences d'autogestion à l'apparence si différentes

A. Les critères de définition des « lieux (politico-)socio-culturels autogérés »

S'il est possible de proposer différents types de classification des multiples expériences d'autogestion urbaine existantes, j'ai opté de mettre l'accent sur celle qui se base sur les types d'activités mises en place dans chaque espace urbain autogéré, tout en prêtant attention à trois des autres critères (le mode d'appropriation, le mode de gestion, le mode d'adhésion). Les quatre critères retenus afin de définir les lieux (politico-)socio-culturels autogérés (LSCA) sont les suivants :

1. **Type d'activité/vocation principale de l'expérience d'autogestion** : le lieu autogéré doit accueillir des activités non monothématiques, qui peuvent être sociales et culturelles, mais aussi politiques ou sportives. Cependant, les lieux exclusivement axés sur une de ces thématiques (sur la musique ou le sport) n'ont pas été inclus. En d'autres termes, l'espace doit avoir une vocation multiple, que l'on peut résumer par le terme de vocation (politico-)socio-culturelle.
2. **Mode d'appropriation de l'espace** : les espaces en question doivent être occupés ou

assignés à des fins sociales (pas de paiement de loyer commercial).

3. **Mode de gestion** : l'organe de décision est une assemblée (informelle ou des membres) et/ou un conseil d'administration élu par cette assemblée.
4. **Modalités d'adhésion à la communauté qui gère l'espace** : l'assemblée doit être ouverte à tou·te·s celles·ceux qui partagent ses objectifs, sans distinction de sexe, de genre, de nationalité, de condition physique, d'emploi, d'âge. L'adhésion peut être formelle ou informelle.

Ces critères m'ont permis de composer une typologie reflétant la volonté de réunir dans une même étude des centres/espaces sociaux et des associations socioculturelles implantés dans un espace physique bâti. En même temps, d'un point de vue très pragmatique, j'avais besoin de réduire le nombre de cas possibles afin d'éviter d'être confronté à des centaines d'espaces. Grâce à ce critère, j'ai pu arriver à une liste de *seulement* 55 LSCA.

Je vais donc désormais utiliser le terme de « lieux (politico-)socio-culturels autogérés » ou LSCA pour me référer aux expériences d'autogestion investiguées. Les termes de centres sociaux, *spazi sociali* ou associations seront utilisés au besoin pour décrire spécifiquement des types particuliers de LSCA.

B. Raisons du choix des critères retenus

Le premier critère (mode d'appropriation de l'espace) m'a permis de réduire de manière importante le nombre de cas tout en facilitant la manière de passer en revue les espaces, grâce à la possibilité de consulter les listes de concessions faites par la municipalité de Rome dans le cadre de la délibération 26/1994 — soit la résolution permettant d'assigner d'espaces municipaux à des associations, y compris des centres sociaux, à des fins sociales¹¹. Bien entendu, ces listes ne m'ont pas permis d'être exhaustif, puisqu'il existe d'autres types de concessions et — surtout — parce qu'il n'existe pas de listes accessibles recensant les occupations illégales. Ce critère était aussi important afin d'exclure des centaines d'expériences répondant aux autres critères, mais payant un loyer régulier.

Le deuxième critère (mode de gestion) résume de manière schématique ce que j'entends par autogestion. Cette fois, l'intention était d'adopter un critère large, qui permettrait d'inclure les espaces gérés selon le modèle associatif (caractérisé, par exemple, par la présence d'un conseil d'administration) avec ceux qui ont une gestion plus informelle, ayant souvent la faveur des militant·e·s. Considérer ces deux modes de gestion vient de ce que quand bien même une assemblée de gestion est statutairement présentée comme le seul organe de décision, elle est en réalité est souvent flanquée d'autres organes de décision supplémentaires, tels que des coordinations, des sous-groupes ou des directifs informels. De plus, tout modèle énoncé comme peu structuré peut également cacher des formes de hiérarchie (Wilkinson, 2017).

Le troisième critère (modalités d'adhésion à la communauté qui gère l'espace) m'a conduit à exclure des lieux autogérés tels que *Lucha y Siesta* ou le *Centro socio culturale Ararat*, gérés par des femmes pour le premier et par des personnes appartenant à la communauté

¹¹ Sur ce point, je tiens à remercier Alessandro de *Decide Roma* de m'avoir fourni les listes, étant donné la lenteur de l'appareil municipal à répondre aux courriels et aux appels téléphoniques.

kurde pour le second. Cependant, sans ce critère j'aurais été contraint d'inclure des dizaines de centres culturels spécifiques à certains pays du monde (le centre culturel irakien, etc.) ou des centres sociaux de travailleur·euse·s d'entreprises ou de catégories spécifiques de travailleur·euse·s, alors que ceux-ci ne partagent pas forcément la caractéristique essentielle visée par cette recherche.

Le quatrième critère (type d'activité/vocation principale de l'expérience d'autogestion) m'a permis d'écartier des centaines d'espaces, notamment des écoles de musique, des théâtres, des salles de sport (populaires ou non), des centres sportifs, etc., respectant les trois autres critères.

En appliquant ces quatre critères, j'ai recensé 55 LSCA présents sur le territoire de la commune de Rome. Leur cartographie vise à raconter, d'un point de vue graphique, ces 55 LSCA et leurs relations.

2.3. Cartographie et analyse des caractéristiques des LSCA romains et de leurs relations

Grâce à un questionnaire que j'ai réalisé et auquel ont participé 91 personnes de 46 LSCA sur les 55 recensés, j'ai pu *mesurer* les relations existantes entre ces lieux et leurs militant·e·s. Ces données ont été transformées en une série de 15 cartes représentant à la fois les caractéristiques de base de ces LSCA et les relations que ceux-ci entretiennent entre eux. Accompagnées d'un texte, ces cartes ont été rassemblées dans l'atlas, imprimé en 55 copies, et distribué dans l'ensemble des lieux autogérés ayant participé au questionnaire, comme forme de restitution, de don/contre-don. Cette opération m'a en outre été utile pour la sélection de 5 LSCA où mener l'enquête qualitative. Pour ce choix, j'ai en effet voulu prendre en considération le degré d'activité et d'attractivité des LSCA, calculé grâce au questionnaire, car je tenais à avoir des cas d'étude hétérogènes de ce point de vue.

Sont d'abord expliquées les méthodes mobilisées afin de mener la cartographie, de réaliser le questionnaire et, enfin, de traiter les données. Ensuite, je vais présenter les cartes qui dressent un panorama général des caractéristiques des 55 LSCA recensés, puis celles qui rendent compte des relations entre LSCA.

2.3.1. Méthodes utilisées pour la réalisation de la cartographie

Différentes étapes ont conduit à la cartographie des 55 LSCA recensés.

A. *Le processus de cartographie, de définition et de vérification*

J'ai dû choisir des critères assez larges, mais en même temps assez stricts, pour éviter de devoir inclure des centaines d'espaces dans l'enquête, puisqu'un des objectifs était de transformer la liste des LSCA recensés en un questionnaire pour les militant·e·s de ces mêmes lieux autogérés. Une liste de 100 ou 200 lieux aurait probablement inhibé bon nombre de participant·e·s potentiels au questionnaire.

Une fois les critères choisis, j'ai ensuite procédé à la visite des LSCA que je ne connaissais pas ou à un entretien téléphonique, afin de confirmer leur correspondance avec les critères retenus. Ces visites ont duré près de deux mois. Ensuite, j'ai saisi les coordonnées

géographiques des espaces qui répondaient aux critères, puis j'ai créé une carte en ligne (<https://bit.ly/2V9IUSx>), qui a été jointe au questionnaire.

B. La réalisation du questionnaire

Cartographier les LSCA et décrire leurs caractéristiques et particularités n'était pas suffisant pour cerner au mieux leurs réalités et faire un choix pertinent concernant la sélection des lieux autogérés où mener l'enquête qualitative. Il fallait aussi explorer les relations existantes entre ces lieux, afin, par exemple, de savoir quel type de relation une association de quartier de banlieue, composée en grande partie d'adultes et de personnes âgées, pouvait entretenir avec un espace social lié au monde de l'université, ou avec un centre social occupé et dont l'histoire s'étend sur plusieurs décennies.

Pour représenter ces relations, j'ai composé un questionnaire en ligne basé sur la liste des espaces que j'avais cartographiés. Les personnes auxquelles le questionnaire a été passé ont d'abord visualisé une liste de LSCA (voir figure 8) dans laquelle il leur était demandé de cliquer sur ceux dont ils connaissaient ou avaient déjà entendu le nom. Ensuite, pour chaque lieu sur lequel ils·elles auraient cliqué, une série de possibilités leur est apparue (voir figure 9), dont le but était de comprendre quels lieux collaborent entre eux (pour des initiatives politiques ou culturelles, par exemple) ou quels lieux sont fréquentés (et avec quelle intensité) par les répondant·e·s au questionnaire.

À l'automne 2018, le questionnaire a été présenté à plusieurs militant·e·s et dans certaines assemblées de gestion des LSCA, en demandant qu'au moins une ou deux personnes par espace le remplissent. Le résultat a été meilleur que prévu, puisque 91 personnes provenant de 46 LSCA sur les 55 recensés ont répondu (voir figure 10), soit une moyenne de 2 personnes

8 → **Parte 3/6:** Tra gli spazi sopra, seleziona quelli che conosci **almeno** il nome (anche se non li frequenti) *

Scegli una o più risposte

A	21. Csa Astra
B	22. Csa Intifada
C	23. Csa La Torre
D	24. CSO Ricomincio dal Faro
E	25. CSOA Auro e Marco
F	26. CSOA Cortocircuito
G	27. CSOA Ex Snia / Parco delle energie
H	28. CSOA Forte Prenestino
I	29. CSOA La Strada
J	30. CSOA Sans Papiers

Figure 8 — Une partie de la liste cliquable de LSCA dans le questionnaire à destination des activistes. À chaque participant·e il était demandé de cliquer, au cas où ils·elles le connaissaient (même juste de nom), sur le LSCA en question.

par espace, mais avec des pointes allant jusqu'à 7 personnes.

9 → 21. Csa Astra

The image shows a vertical list of seven radio button options for a questionnaire. Each option is enclosed in a light gray rectangular box with a small square on the left for the radio button. The options are:

- A conosco ma non frequento/non ho mai frequentato
- B frequento spesso
- C frequento occasionalmente
- D frequento raramente
- Tasto E la mia struttura vi collabora
- F frequentavo (passato)
- G la mia struttura vi collaborava in passato

Figure 9 — Les options qui apparaissent dans le questionnaire pour chaque LSCA sur lequel les participant·e·s auraient cliqué.

C. Le traitement des données

Après quelques relances et lorsqu'un nombre satisfaisant de réponses a été obtenu, j'ai décidé de fermer le questionnaire et de commencer le traitement des données. Cela s'est fait de trois manières : par l'utilisation de méthodes SIG (Système d'information géographique) ; par l'élaboration de graphiques relationnels selon les principes de la « *social network analysis* » ; et par l'analyse statistique des résultats des questionnaires, des données relatives aux caractéristiques des territoires et de celles — obtenues par des observations et des recherches en ligne — relatives aux lieux eux-mêmes.

Avant de passer à l'analyse des résultats et des cartes, il convient de présenter comment les trois types de traitement ont été réalisés.

SIG : la cartographie des données statistiques

Les résultats du questionnaire ainsi que ceux des analyses statistiques ont été cartographiés à l'aide du logiciel *QGis*, afin de géovisualiser les éléments suivants :

1. La « popularité » de chaque LSCA, à travers les pourcentages de participant·e·s au questionnaire qui connaissent un lieu autogéré donné.
2. L'élaboration d'un gradient permettant de visualiser graphiquement l'âge d'un espace autogéré (année d'occupation/assignation).
3. Les caractéristiques des zones urbaines où se trouvent les LSCA (centralité, infrastructures de transport, etc.).

Social network analysis

À partir des principes généraux propres à la théorie des réseaux sociaux (Wasserman & Faust, 1994), j'ai représenté graphiquement les données relationnelles issues du questionnaire. D'un point de vue technique, le traitement des données a été effectué en transformant les résultats du questionnaire en matrices, chacune correspondant aux différentes variables du questionnaire (par exemple, variable « collaboration entre LSCA » ou « fréquentation

assidue») : à chaque LSCA (*nœud*) de départ (*source*) correspond ou non une relation vers un espace de destination (*cible*) — par exemple si un lieu X (*source*) a ou non une relation de collaboration avec un lieu y (*cible*). Une fois les matrices obtenues, les données ont été traitées avec *Gephi*. De plus, si les réseaux sociaux y sont souvent représentés de manière « a-spatiale » afin de faciliter la lecture des groupes et des relations, j’ai géoréférencé les nœuds du réseau, afin de mettre en lien — au moins visuellement — les dynamiques spatiales du réseau et les distances réelles.

Compte tenu de la densité des relations, les graphiques en question sont souvent difficiles à lire. Si le fait de conserver ces cartes dans leur ensemble est utile pour se faire une idée de la complexité des relations entre les lieux autogérés, des procédures ont été appliquées afin de mettre en évidence des aspects particuliers. Les opérations suivantes ont été réalisées :

1. Le *clustering*, c’est-à-dire le regroupement, au moyen d’un « coefficient de modularité », des espaces dont les relations se situent dans un groupe particulier, qui sera appelé cluster.
2. *K-Core*, consistant à cacher sur la carte les nœuds qui ont moins d’un certain nombre de relations entrantes ou sortantes. Un *k-core* est en effet un sous-graphe dans lequel chaque nœud est adjacent à au moins un nombre minimum (*k*) d’autres nœuds (Wasserman & Faust, 1994, p. 266).
3. Le filtre des degrés entrants (*in Degree Range*, en anglais), soit l’opération consistant à masquer de la carte les nœuds qui ont moins d’un certain nombre de relations entrantes, c’est-à-dire qui ont été sélectionnés par moins de *n* participant·e·s (Levallois, 2017).

Analyse statistique

Afin de mieux comprendre les dynamiques propres aux espaces autogérés en question et leurs territoires, j’ai appliqué un certain nombre d’opérations statistiques, notamment :

1. *L’analyse en composantes principales* (ACP), une opération statistique utilisée afin de synthétiser différentes variables, en les regroupant en fonction de leurs possibles liens.
2. La *corrélation de Pearson*, qui vise à mesurer l’existence de relations statistiques entre des variables quantitatives. La signification dépend de la valeur de la relation linéaire et du nombre de cas. Une corrélation n’implique pas nécessairement une relation de cause à effet.

2.3.2. Les caractéristiques des LSCA romains sous forme de cartes

Une première série de cartes décrit certains aspects généraux des LSCA romains à partir des données obtenues par le questionnaire et les observations que j’ai moi-même menées. Ces cartes permettent de comprendre certains des aspects généraux qui caractérisent les lieux en question et la manière dont le questionnaire a été mené et reçu par les militant·e·s.

La 1^{ère} carte présente les 55 LSCA sélectionnés et ceux dont des militant·e·s ont participé au questionnaire (figure 10). Les cartes suivantes permettent de faire des premières classifications des LSCA selon leur « popularité » (2^e carte ; figure 11) et selon leur ancienneté (3^e carte ; figure 12). La 4^e carte (figure 13) renseigne les LSCA qui m’ont été suggérés par les participant·e·s au questionnaire, mais qui étaient passés entre les mailles lors de mon

recensement (les lieux que j'ai appelés *oubliés*) ou que j'avais dû exclure, car ils ne rentraient pas dans les critères choisis. Enfin, les dernières cartes (figures 14 et 15) montrent les corrélations qui existent entre la présence de lieux autogérés et les caractéristiques des zones où ceux-ci se situent.

Les noms des LSCA ont été codés par deux lettres dans le nom (par exemple, *Acrobax* apparaîtra sur la carte comme AX).

A. *Les lieux autogérés et leur participation au questionnaire (figure 10)*

Cette carte présente les 55 LSCA de la commune de Rome qui répondent aux critères de définition mentionnés plus hauts. Les 9 lieux qui n'ont pas participé au questionnaire sont encadrés en bleu. Dans la légende, les points gris correspondent au nombre de militant·e·s de chaque LSCA qui ont participé au questionnaire. Le nombre de militant·e·s ayant participé varie fortement selon le lieu autogéré (d'un maximum de 7 à un minimum de 1 pour une moyenne de 2 personnes par espace).

Pourquoi certains lieux n'ont-ils pas participé ? Dans certains cas, on m'a donné une justification politique, aucune explication dans d'autres. Il est difficile de connaître les raisons pour lesquelles, dans certains LSCA, personne n'a voulu participer. Il est possible que cela soit lié à une réticence à ce que soient menées des recherches sur leur activisme politique et social, souvent marqué — d'un point de vue formel — par l'illégalité et une méfiance envers les institutions (y compris universitaires).

Cette carte donne également des informations sur les activistes ayant répondu au questionnaire (d'autres données recueillies et concernant les répondant·e·s seront mobilisées ultérieurement). L'âge médian des 91 activistes de 46 LSCA ayant répondu au questionnaire est de 36 ans ; ceux/celles-ci étaient majoritairement des hommes (62 %), suivis par des femmes (42 %) et par des personnes qui ne se reconnaissent pas dans ces catégories (6 %).

Dans cette carte, on trouve aussi les noms des quartiers (en minuscule) et des quadrants (des macro-zones qui correspondent aux routes majeures qui sortent du centre de la ville) où se trouvent les 55 LSCA.

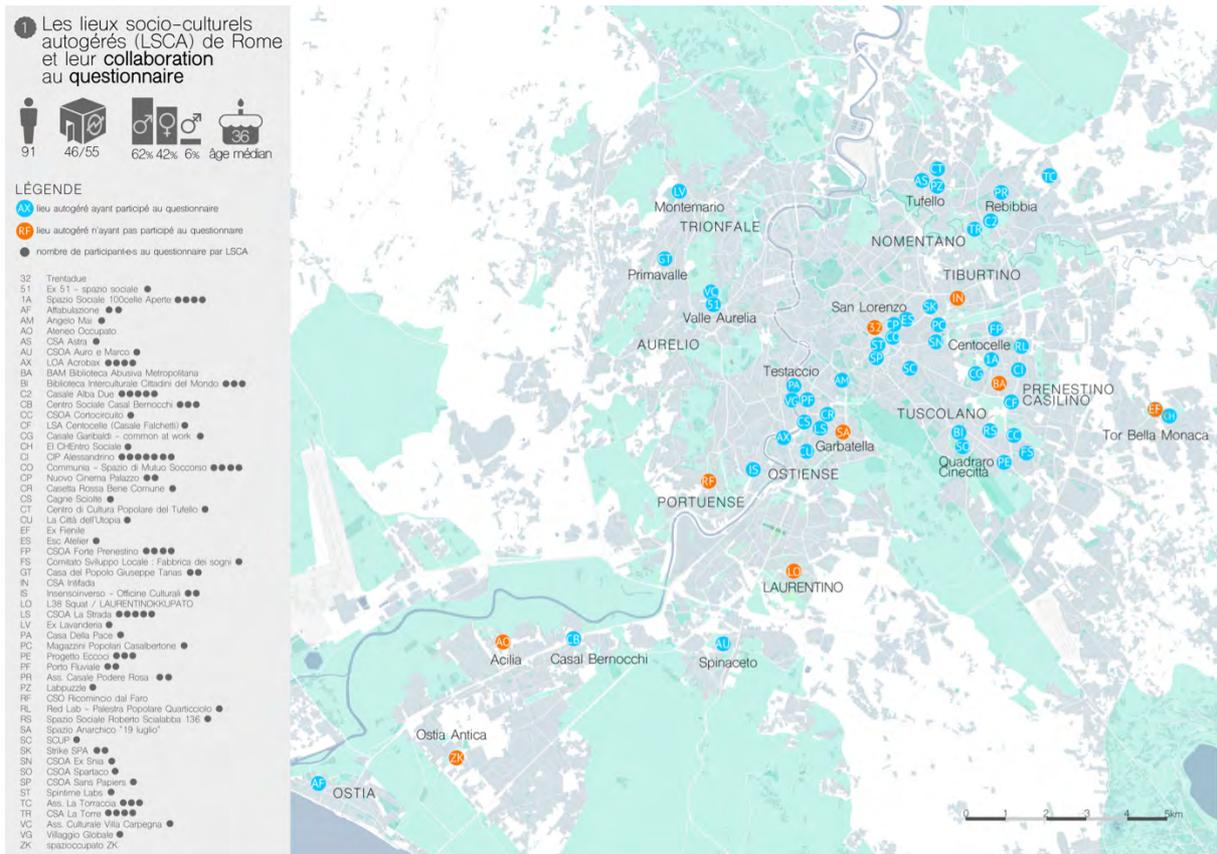


Figure 10 — Les LSCA de Rome, leur collaboration au questionnaire ainsi que leurs quartiers et quadrants respectifs (élaboration : Simone Ranocchiaro, 2022 ; fond de carte : Mapbox/OpenStreetMap 2019 ; données : questionnaire ROCOM, Ranocchiaro et Mager, 2019).

B. La « popularité » des lieux autogérés (figure 11)

Cette carte a été réalisée en calculant, pour chaque lieu, le pourcentage de participant·e·s au questionnaire qui ont déclaré connaître le LSCA cité dans le questionnaire (en excluant les autoréponses, par exemple un militant d'Acrobax qui a déclaré connaître Acrobax n'a pas été pris en compte). Cela nous permet d'avoir une idée de la notoriété de chaque lieu autogéré du point de vue des militant·e·s des LSCA eux-mêmes. *Forte Prenestino* (FP) est l'espace le plus connu (93 % des participant·e·s), tandis que les moins connus (moins de 10 %) sont le *Spazio anarchico 19 luglio* (SA), siège de deux associations anarchistes, les espaces associatifs de la *Fabbrica dei Sogni* (FS), et l'association *La Torraccia* (TC), implantés dans des quartiers périphériques.

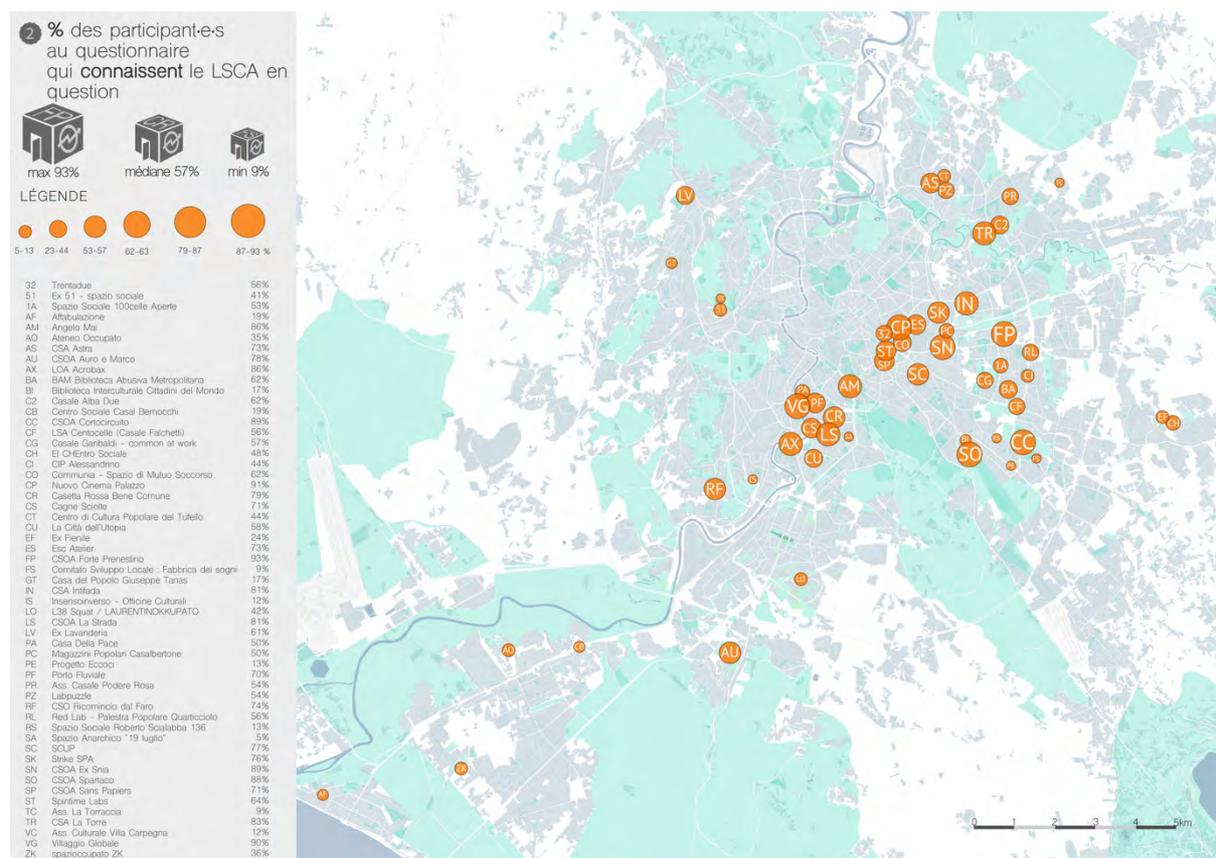


Figure 11 — Carte montrant la 'popularité' des 55 LSCA romains recensés (élaboration : Simone Ranocchiar, 2022 ; fond de carte : Mapbox/OpenStreetMap 2019 ; données : questionnaire ROCOM, Ranocchiar et Mager, 2019).

C. L'âge des espaces autogérés (figure 12)

Cette carte traduit graphiquement l'âge des espaces autogérés inclus dans cette étude à partir de l'année d'occupation/assignation du bâtiment dans lequel ils se trouvent actuellement. Celle-ci varie entre 1975 et 2016.

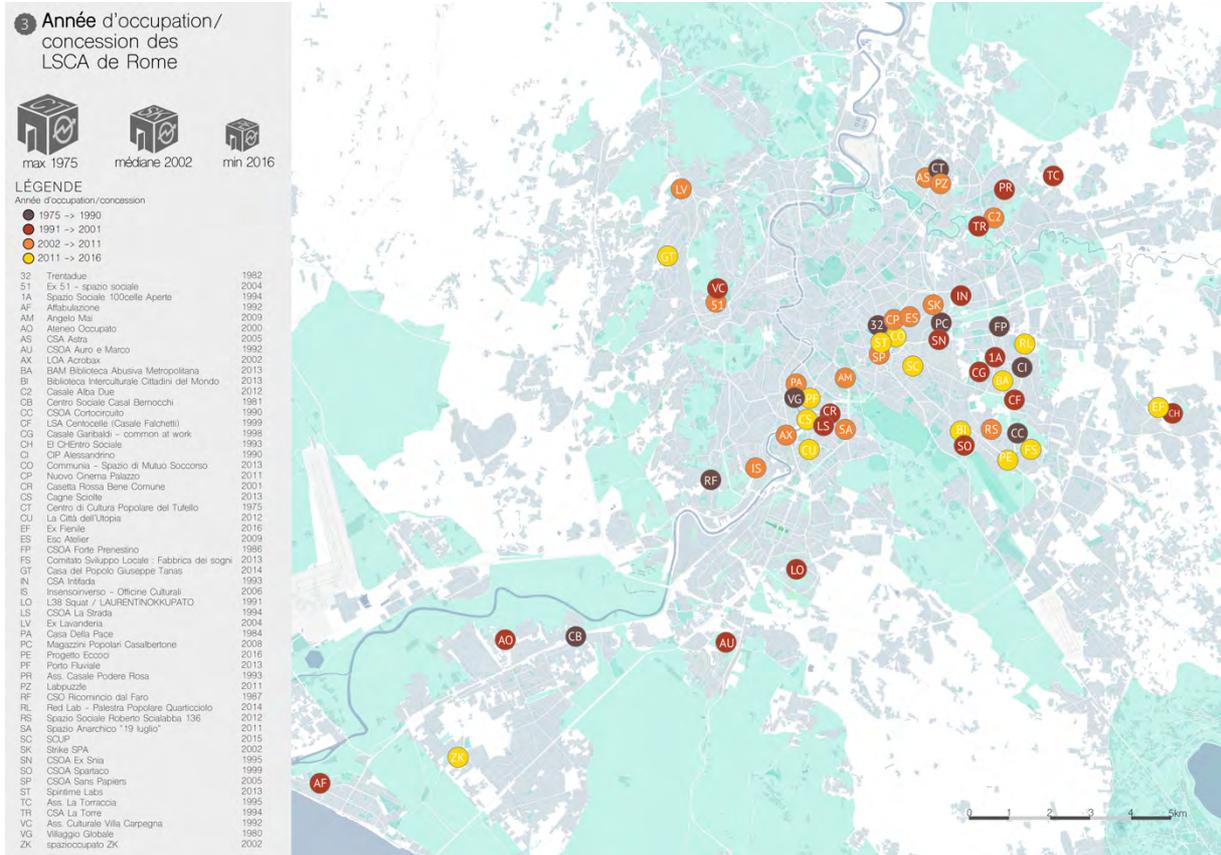


Figure 12 — Carte montrant l'année d'occupation des 55 LSCA romains (élaboration : Simone Ranocchiaro, 2022 ; fond de carte : Mapbox/OpenStreetMap 2019 ; données : questionnaire ROCOM, Ranocchiaro et Mager, 2019).

D. Les lieux non inclus dans l'étude (figure 13)

Cela concerne une vingtaine de lieux. S'il y a autant de lieux *absents*, cela n'est pas dû exclusivement au fait que certains lieux ont dû être exclus parce qu'ils ne répondaient pas aux critères sélectionnés, mais parce que je ne savais rien de certains lieux (ou dont je ne me souvenais pas) lors de l'élaboration du questionnaire. J'ai découvert certains d'entre eux peu de temps après avoir terminé le processus de cartographie, tandis que d'autres m'ont été signalés par les militant·e·s qui ont participé au questionnaire.

La carte (figure 13) présente ces espaces oubliés, en précisant ceux qui ont été vérifiés (respect ou non des critères) — et qui auraient donc dû figurer dans la liste initiale du questionnaire — et ceux qui n'ont pas pu l'être.

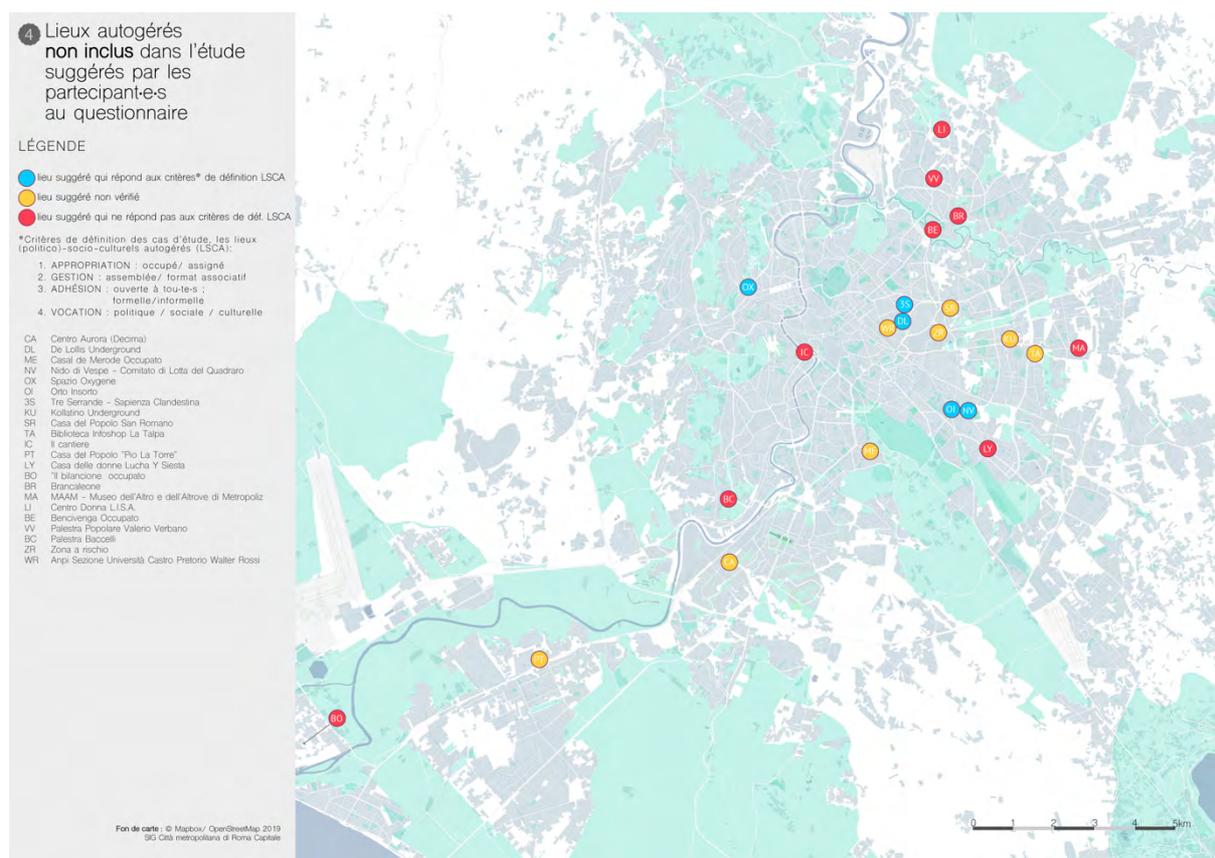


Figure 13 — Carte montrant les LSCA non inclus dans l'étude (élaboration : Simone Ranocchiaro, 2022 ; fond de carte : Mapbox/OpenStreetMap, 2019 ; données : questionnaire ROCOM, Ranocchiaro et Mager, 2019).

E. *La localisation des LSCA à Rome (figures 14 et 15)*

Une fois la cartographie réalisée, j'ai procédé à diverses analyses statistiques afin de comprendre si la localisation des LSCA en question est liée aux caractéristiques (sociales, politiques, etc.) des quartiers dans lesquels ils se trouvent. En d'autres termes, les territoires dans lesquels se trouvent les lieux autogérés présentent-ils des régularités d'un point de vue statistique, ou leur disposition et leur fréquence sont-elles aléatoires ?

J'ai d'abord créé une matrice de corrélations linéaires (Pearson) entre le nombre de lieux autogérés par zone urbaine (ZU) — l'échelle territoriale la plus appropriée pour ce type de travail, puisqu'elle délimite une zone urbaine assez homogène d'un point de vue architectural, urbain et social — et les caractéristiques de ces zones. La fréquence des lieux autogérés par ZU était statistiquement liée aux variables suivantes : le niveau d'éducation faible ; l'indice de malaise social (*indice disagio sociale*) relativement fort ; l'ampleur de la densité de logement et de transport ; le vote pour le parti de gauche SEL ; le fait de ne pas avoir voté pour le centre droit lors élections municipales de 2013¹².

Afin de simplifier l'analyse et de regrouper les indicateurs, j'ai ensuite fait une analyse en composantes principales (ACP) qui a révélé deux axes significatifs (valeur propre > 1) :

- *Le facteur 1* (figure 14), qui représente les zones où les résultats du centre droit étaient les plus faibles, ceux de SEL les plus forts et qui, d'un point de vue urbain, sont caractérisées par une forte densité de population et de transport. Les indicateurs utilisés sont : résultats de SEL aux élections municipales (2013) ; densité habitants par hectare (2011) ; % de population à <10 minutes à pied d'un arrêt de transport ferroviaire (2016) ; résultats du centre droit élections municipales (2013).
- *Le facteur 2* (figure 15), qui résume le lien entre les zones urbaines caractérisées par des pourcentages élevés de personnes ayant un faible niveau d'éducation, un fort indice de malaise social (*indice disagio sociale*) et un taux de chômage supérieur à la moyenne (toutes les données sont de 2011).

J'ai ensuite construit une matrice de corrélation linéaire (Pearson) entre ces axes et le nombre de lieux autogérés par zone urbaine (cartes 5 et 5.1). Il en ressort qu'il existe une relation statistique entre les deux, qui s'avère plus forte avec l'axe 1 qu'avec l'axe 2. En d'autres termes, les LSCA auront davantage tendance à se trouver dans des zones urbaines denses, qui tendent à montrer une certaine désaffection électorale envers le centre droit et, au contraire, un attachement au parti de gauche SEL plus fort que dans la moyenne de la capitale.

Dans une moindre mesure, les lieux autogérés en question auront tendance à être situés dans des zones urbaines où la proportion de personnes ayant un faible niveau d'éducation et caractérisées par un certain malaise social est plus élevée que la moyenne de la capitale.

¹² Le choix de ces élections en particulier est dû au fait qu'à l'échelle territoriale des ZU, je n'ai pu trouver que très peu de résultats électoraux. Parmi ceux disponibles, les plus intéressants sont ceux relatifs aux élections municipales de 2013, avant le « séisme » politique de l'élection du maire Raggi en 2016, qui a révolutionné la géographie politique de la capitale avec la victoire du parti populiste — et à l'époque antisystème — *Movimento 5 Stelle* (M5S).

L'ajout des lieux non inclus dans l'étude ne change pas les résultats, voire il le renforce. En effet, les corrélations (en particulier avec le facteur 2) augmentent légèrement si l'on inclut également ces LSCA.

Cacciotti et Brignone (2018), en commentant leur carte des expériences autogérées à Rome, remarquent que celles-ci se concentrent notamment dans les zones sud et est de la capitale, qu'ils·elles considèrent comme des zones « *post-fordistes* ». Malgré que Rome n'ait jamais eu un poids industriel très fort, ces quadrants de la ville ont effectivement hébergé les quelques industries de la région et se caractérisent donc par un nombre relativement important d'anciennes usines ou d'infrastructures liées, ainsi que par un tissu de tradition ouvrière. Sans proposer de réponse tranchée, Cacciotti et Brignone (2018) font l'hypothèse que cette localisation est probablement liée à ces deux facteurs et plus généralement aux processus larges liés à la désindustrialisation.

Cette interprétation ne semble pas contredite par l'analyse statistique faite ici : les zones urbaines denses et de gauche correspondent en effet à ces territoires post-industriels décrits par Cacciotti et Brignone. Il s'agit cependant d'un élément contextuel certes intéressant, mais non certain. En effet, ni ces auteur·e·s ni moi ne pouvons établir un quelconque lien de causalité directe entre la présence de LSCA et ces caractéristiques. Ces analyses se limitent à souligner que ce type de quartier est le plus souvent associé à ce type d'expériences autogérées que d'autres aux caractéristiques opposées.

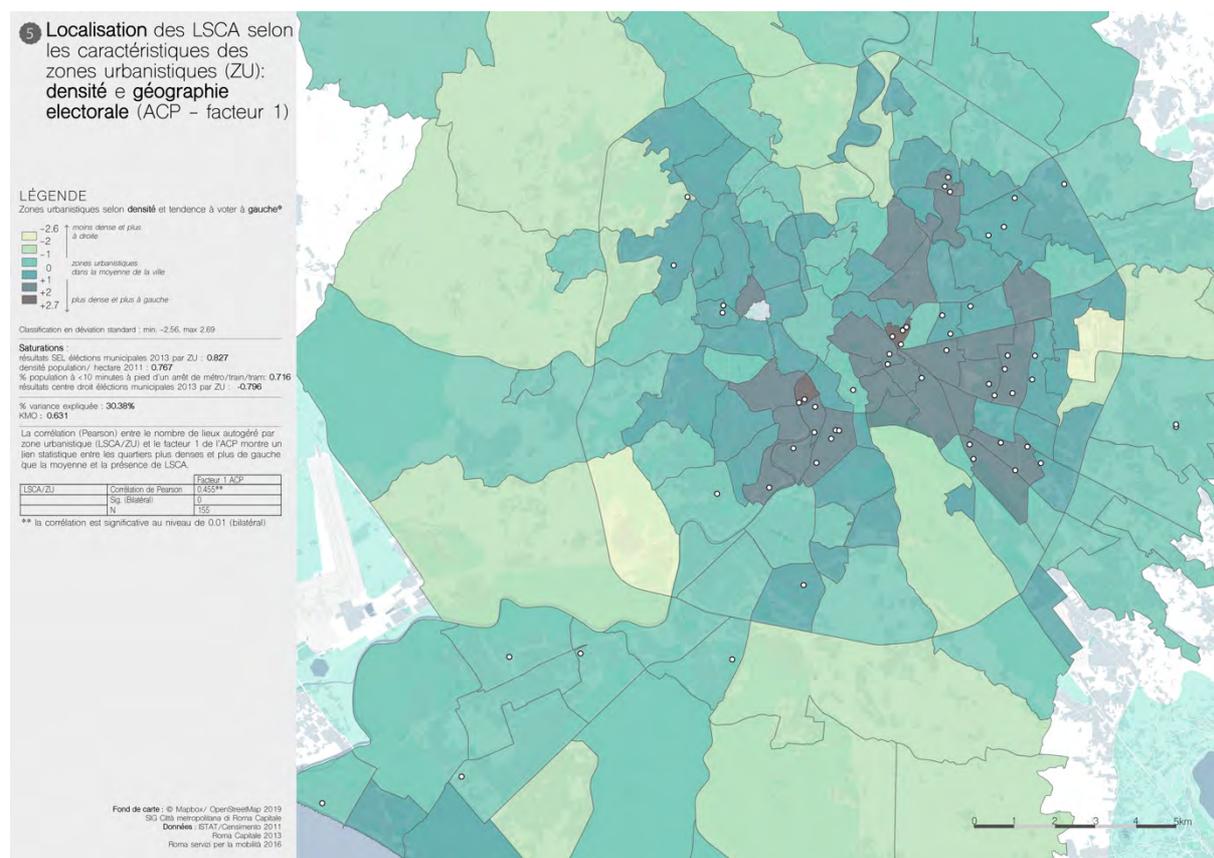


Figure 14 — Carte montrant la localisation des LSCA et son rapport à la densité et à la géographie électorale des différentes zones urbanistiques de Rome (élaboration : Simone Ranocchiaro, 2022 ; fond de carte : Mapbox/OpenStreetMap 2019 ; SIG Città metropolitana di Roma Capitale ; Données : ISTAT/Censimento, 2011 ; Roma Capitale, 2013 ; Roma servizi per la mobilità, 2016).

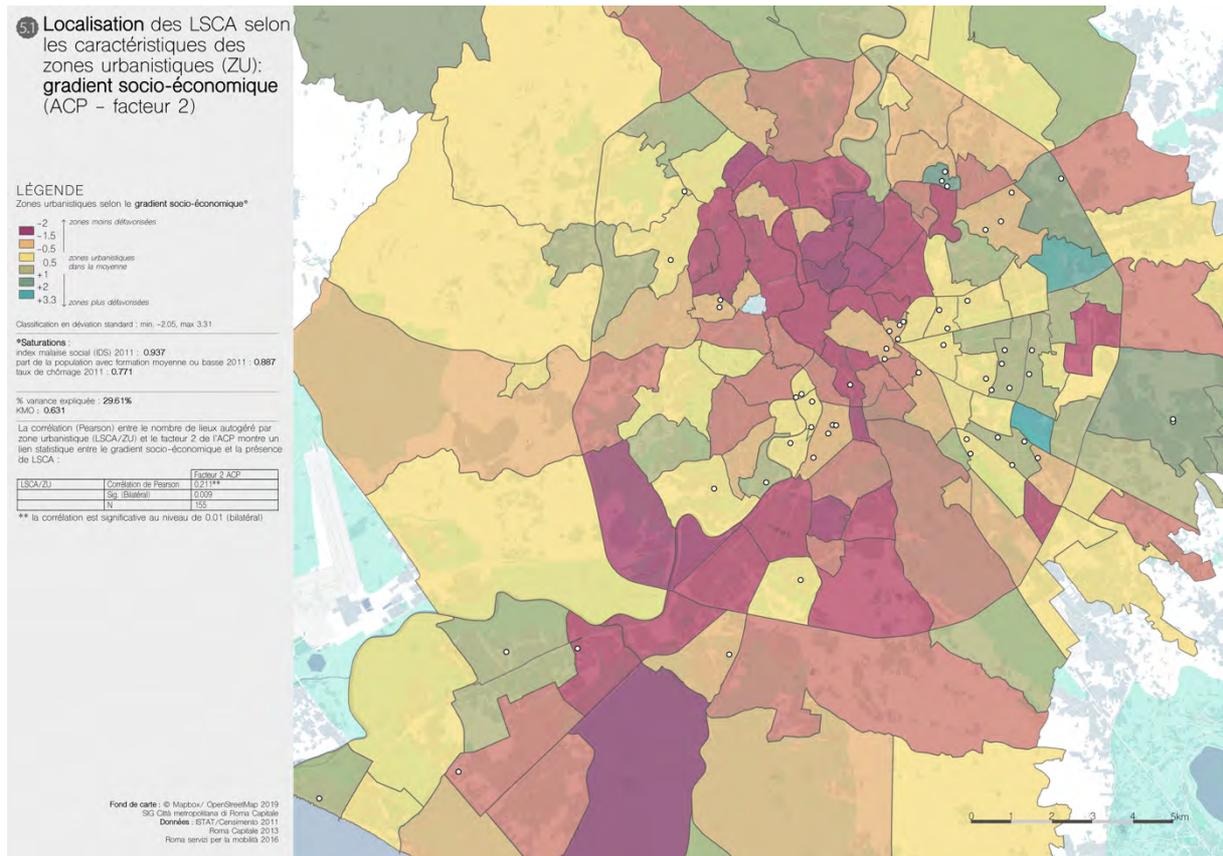


Figure 15 — Carte montrant la localisation des LSCA et son rapport au gradient socio-économique des différentes zones urbanistiques de Rome (élaboration : Simone Ranocchiaro, 2022 ; fond de carte : Mapbox/OpenStreetMap 2019 ; SIG Città metropolitana di Roma Capitale ; Données : ISTAT/Censimento, 2011 ; Roma Capitale, 2013 ; Roma servizi per la mobilità, 2016).

2.3.3. La cartographie des relations entre les LSCA romains

Les cartes visent à représenter les relations entre les LSCA et leurs militant·e·s respectif·ve·s.

A. Relations de collaboration

Les cartes présentées dans cette section ont été élaborées à partir de la variable « collaboration ». Les relations entre les nœuds représentent les collaborations entre les lieux autogérés et correspondent au cas où un·e participant·e au questionnaire a cliqué sur « ma structure collabore avec [ce LSCA] » ou « ma structure collaborait avec [ce LSCA] dans le passé ». Dans ce cas, les participant·e·s ont été invités à répondre au nom de leur LSCA et non à titre personnel.

Les relations de collaboration actuelles (figures 16, 17 et 18)

Tout d’abord, on trouve les cartes relatives aux relations de collaboration actuellement actives (politiques, culturelles, de voisinage, etc.) entre les LSCA. Ces cartes correspondent au traitement des données liées à la réponse « ma structure collabore avec [ce LSCA] ».

Carte des flux (figure 16)

Dans cette première carte, on peut voir l'ensemble des relations de collaboration entre les lieux autogérés romains. Le sens de la relation (d'un LSCA *source* à un LSCA *cible*) est à déterminer en fonction du sens de la courbe (la relation suit toujours une courbe qui va dans le sens des aiguilles d'une montre, *cf.* légende). Les relations réciproques sont celles qui ont été rapportées par les participant·e·s des deux lieux. Si un·e activiste d'AX dit que son LSCA collabore avec FP et un·e activiste de FP dit le même concernant AX, nous parlerons d'une relation réciproque.

Les LSCA ont été regroupés en clusters, avec une classe de modularité 2. Les clusters correspondent à des groupes de nœuds dont les relations sont principalement internes au groupe :

- Dans le cas du *cluster 1*, il s'agit des lieux autogérés les plus actifs en matière de collaborations, mais aussi de LSCA plus isolés qui sont toutefois liés par des collaborations avec des espaces de ce premier groupe.
- Le *cluster 2* rassemble aussi des LSCA ayant la plupart des relations entre eux (mais pas seulement), mais ayant néanmoins une plus faible intensité des relations.
- Enfin, le *troisième cluster* correspond aux LSCA isolés, qui ne semblent collaborer avec aucune structure.

On remarque une prépondérance des relations internes dans le cluster 1 (en bleu). Les relations qui sont interclusters (c'est-à-dire entre deux clusters différents) sont représentées en rouge. Le dernier type de relations est rare (4 LSCA) et, surtout, n'est jamais réciproque (seul un des LSCA a déclaré une collaboration avec un autre cluster, mais pas l'inverse).

Pour ce qui concerne la taille des nœuds, celle-ci correspond au nombre de relations entrantes qui caractérisent chaque nœud. En d'autres termes, plus un LSCA a été indiqué comme partenaire dans une collaboration, plus la taille du nœud sera importante. *Acrobax* (AX) est le lieu qui a été le plus souvent indiqué dans les relations de collaboration.

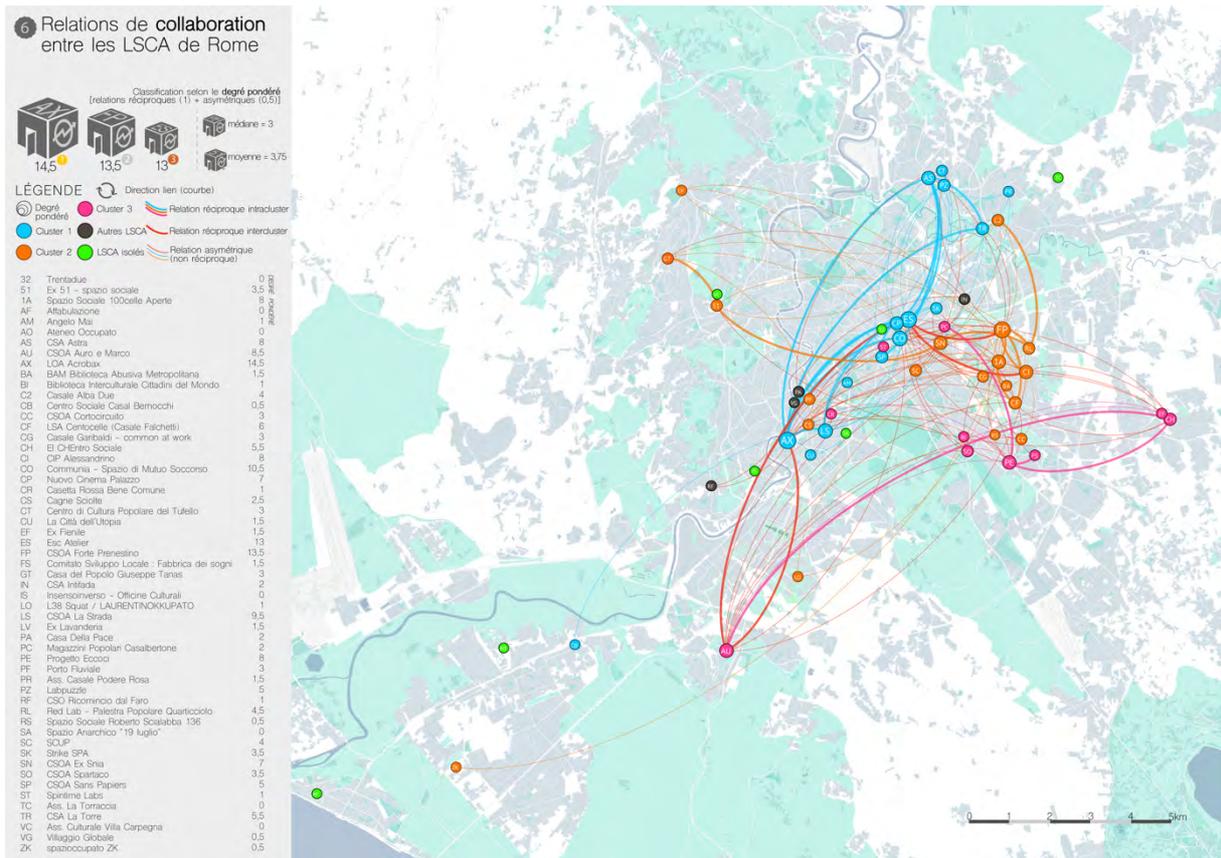


Figure 16 — Carte montrant les relations de collaboration entre les 55 LSCA romains (élaboration : Simone Ranocchiaro, 2022 ; fond de carte : Mapbox/OpenStreetMap 2019 ; données : questionnaire ROCOM, Ranocchiaro et Mager, 2019).

Les LSCA qui collaborent le plus (figure 17)

Dans cette carte, seuls les LSCA qui collaborent le plus apparaissent. La carte a été créée en appliquant un « filtre des degrés entrants » égal à 9, ce qui signifie que seuls les LSCA qui ont été indiqués au moins 9 fois comme faisant l'objet d'une collaboration sont présents sur la carte. On constate qu'il s'agit essentiellement de lieux autogérés situés sur la rive gauche du Tibre, et qui correspondent aux LSCA les plus actifs pour chacun des pôles urbains qui concentrent le plus de lieux autogérés : *Ostiense* (sud), *Tufello* (nord), *San Lorenzo*, *Pigneto-Centocelle*, *Cinecittà* (est-sud-est). Il existe également deux espaces situés dans les zones périphériques de Rome Est et Sud respectivement.

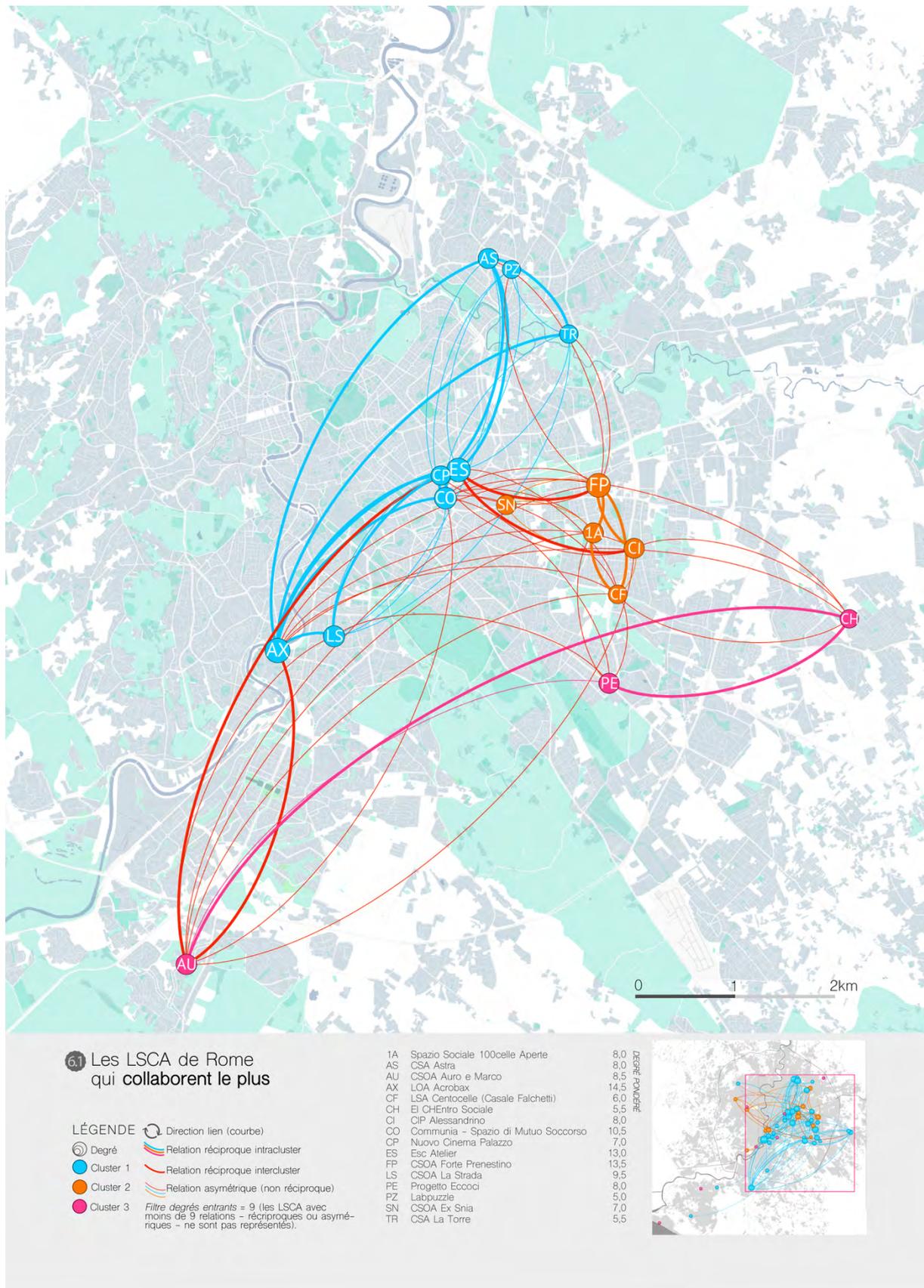


Figure 17 — Carte montrant les LSCA qui collaborent le plus, grâce à l'opération filtre degrés entrants (élaboration : Simone Ranocchiarì, 2022 ; fond de carte : Mapbox/OpenStreetMap 2019 ; données : questionnaire ROCOM, Ranocchiarì et Mager, 2019).

Le groupe de LSCA au centre des relations de collaboration (figure 18)

Pour cette carte, c'est la procédure *K-Core* qui a été retenue. Elle consiste à trouver la *coreness* (centralité) d'un sous-groupe d'unités internes à un réseau. Il s'agit donc de cacher les lieux qui ont un nombre de relations inférieur à *k*, correspondant dans notre cas à 3. De ce fait, seuls les LSCA qui ont au moins 3 relations de collaboration réciproque avec d'autres lieux autogérés apparaissent sur la carte.

Cela nous permet de comprendre quels sont les LSCA les plus actifs en matière de collaborations politiques, artistiques et culturelles. Le fait que la plupart des LSCA présents dans ce groupe étaient parmi les plus actifs lors de la mobilisation *Decide Roma* (qui avait essayé de créer une coalition entre les centres sociaux, les *spazi sociali* et les associations face au risque commun d'éviction) semble confirmer la pertinence des résultats du questionnaire.

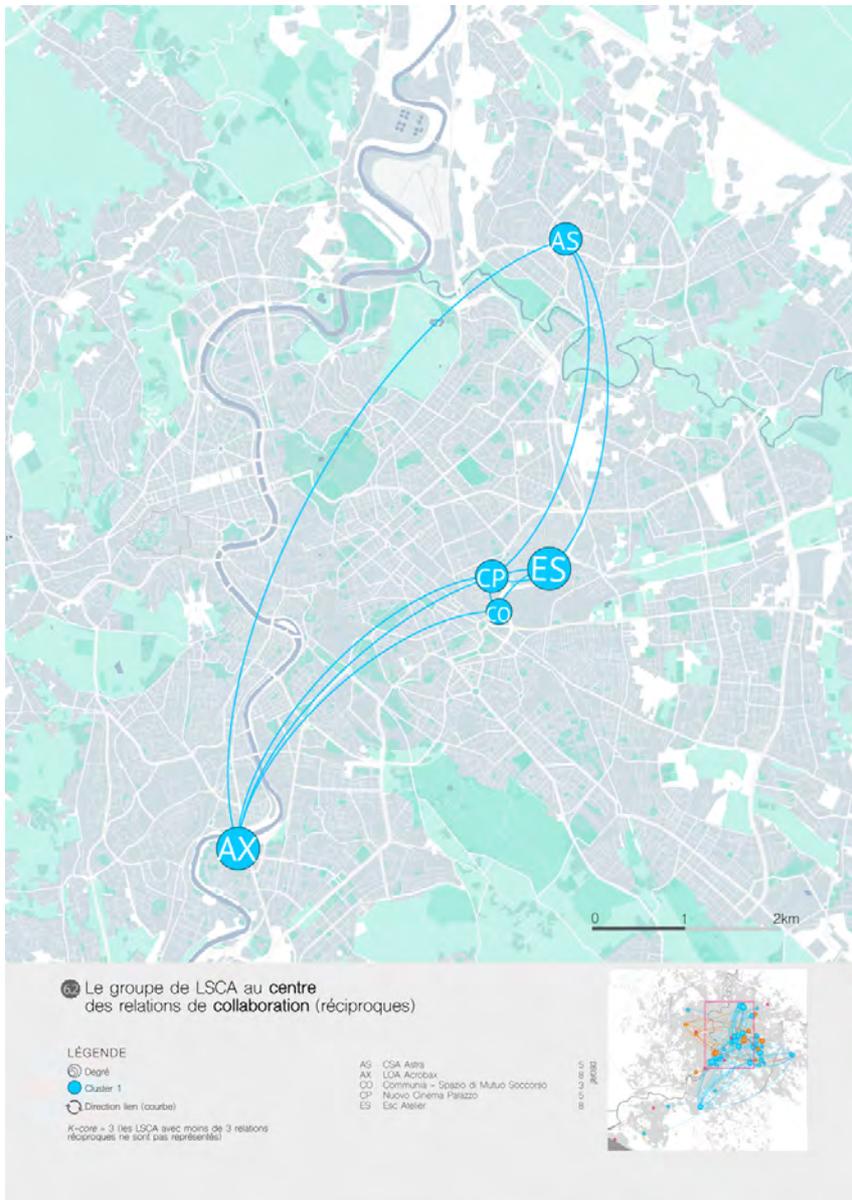


Figure 18 — Carte montrant le groupe de LSCA qui est au centre des relations de collaborations, grâce à l'opération *k-core* (élaboration : Simone Ranocchiari, 2022 ; fond de carte : Mapbox/OpenStreetMap 2019 ; données : questionnaire ROCOM, Ranocchiari et Mager, 2019).

Les collaborations passées (figure 19)

Cette carte représente les collaborations qui ont eu lieu dans le passé et correspond à la réponse au questionnaire « ma structure collaborait avec [ce LSCA] dans le passé ». L'idée est de pouvoir comprendre si certains LSCA se sont en quelque sorte repliés sur eux-mêmes, ou s'ils ont vécu une phase de crise qui a conduit à une raréfaction des collaborations avec d'autres expériences d'autogestion. Le *CSOA Cortocircuito* (CC) apparaît comme le lieu autogéré qui a perdu le plus de collaborations au fil du temps. Cela est probablement dû aux vicissitudes subies par ce lieu, qui a été partiellement évacué par les autorités locales. *Acrobax* (AX) et *Villaggio Globale* (VG) et, dans une moindre mesure, *Esc* (ES) enregistrent également un nombre important de collaborations interrompues, peut-être aussi en raison du reflux du réseau et de la mobilisation *Decide Roma* dans lesquels *Acrobax* et *Esc* avaient joué un rôle moteur important (Ranocchiari, 2016).

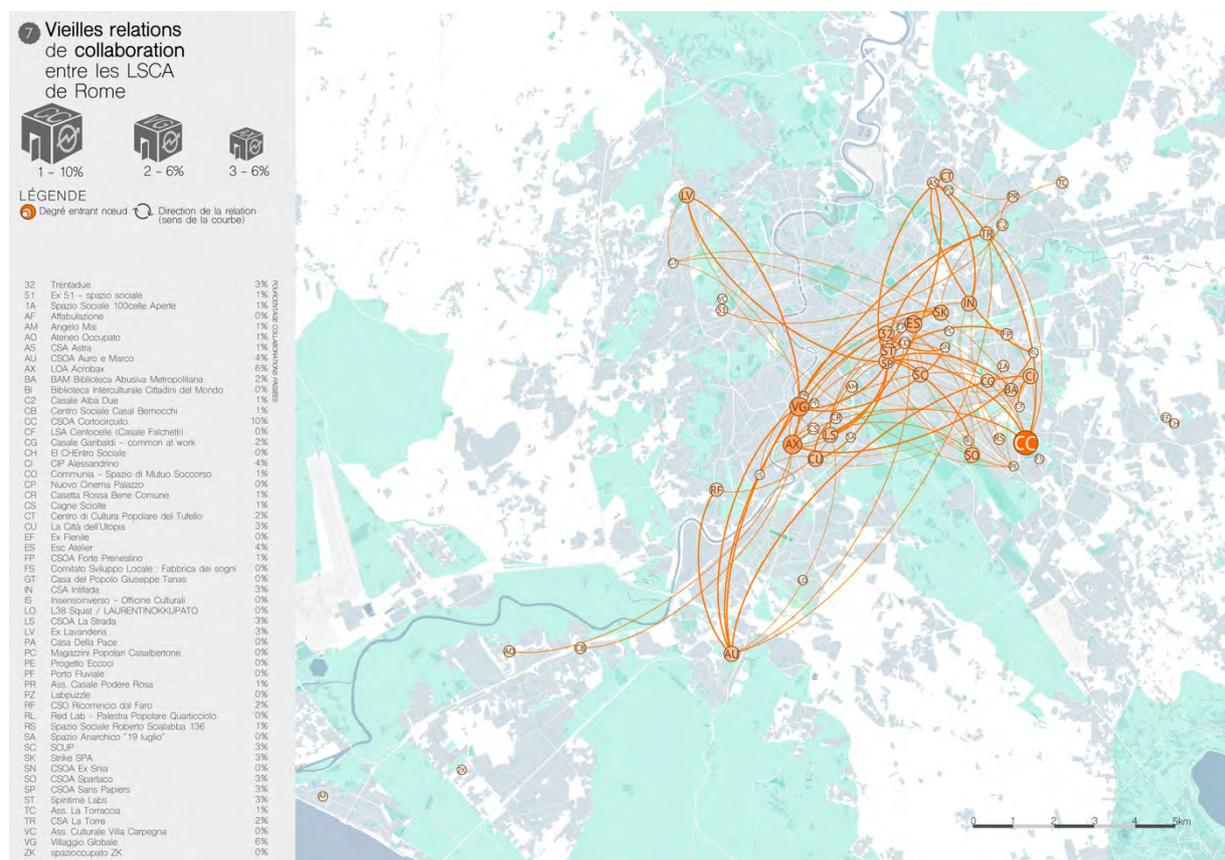


Figure 19 — Carte montrant les anciennes relations de collaboration entre les LSCA romains (élaboration : Simone Ranocchiari, 2022 ; fond de carte : Mapbox/OpenStreetMap 2019 ; données : questionnaire ROCOM, Ranocchiari et Mager, 2019).

B. Les fréquentations

Cette série de cartes vise à explorer la fréquentation d'autres lieux autogérés que ceux dans lesquels elles militent principalement par les personnes ayant participé au questionnaire. Dans ce cas, les participant·e·s ont été invité·e·s à répondre non pas au nom de leur LSCA, mais selon leurs propres pratiques d'autres LSCA. Les données ne sont donc que partielles, puisque seule une petite partie des militant·e·s de chaque lieu autogéré a répondu au questionnaire, mais elles permettent de se faire une idée de la fréquentation de chaque LSCA et de son attractivité (si, par exemple, celle-ci a un rayonnement plutôt local ou métropolitain).

Lorsque certaines fréquentations m'ont étonné, du fait des distances ou du manque de relations entre des LSCA, j'ai procédé à la vérification du lieu de résidence du/de la participant·e au questionnaire ayant indiqué fréquenter des lieux très éloignés. J'ai constaté que le domicile peut influencer le résultat, car un·e militant·e d'un LSCA situé très loin de son lieu de résidence aura tendance à fréquenter également un lieu autogéré situé à proximité de son domicile, et ce même si ces deux LSCA ont très peu de contacts entre eux.

Les cartes suivantes résultent de 4 réponses possibles au questionnaire sur les LSCA : « Je le fréquente souvent », « Je le fréquente occasionnellement », « Je le fréquente rarement », « Je le fréquentais dans le passé ».

LSCA fréquemment fréquentés par les participant·e·s (figure 20)

Cette première carte est basée sur la réponse « Je le fréquente souvent ». Il s'agit donc de comprendre quels sont les LSCA qui sont habituellement fréquentés par des militant·e·s d'autres lieux autogérés. Le *clustering* a à nouveau été utilisé.

Le premier groupe comprend les zones du nord-est de Rome, *San Lorenzo, Pigneto, Centocelle* et le sud de Rome (*Ostiense*). Les flux entre ces zones sont intenses, même si les LSCA qui sont assidûment fréquentés sont compris entre *San Lorenzo* et *Centocelle*, en passant par *Pigneto*, notamment le long de l'axe de la rue *Preneestina. Forte Preneestino* (FP) est en tête en nombre de visiteur·euse·s, suivi par *Ex Snia* (SN) et les LSCA de San Lorenzo, en particulier le *Cinema Palazzo* (CP)¹³. L'attrait de ces lieux va bien au-delà de la zone locale, car, par exemple, ils sont souvent fréquentés aussi par les militant·e·s d'*Auro e Marco* (AU), situé dans la banlieue sud, et ceux·celles de lieux autogérés dans les régions nord-est, est, sud-est et sud de Rome.

On constate que les quartiers de la périphérie côtière (*Ostie-Acilia*) ne sont eux que rarement connectés à ces lieux, comme la plupart des autres espaces situés en dehors du GRA (l'autoroute circulaire qui encercle la ville à environ 10 km en vol d'oiseau du centre). Il y a deux exceptions toutefois : celle du *Centro Sociale Casal Bernocchi* (CB), assidûment fréquenté par la répondante du *CSOA Spartaco* (SO), qui habite cependant à proximité ; celle du lieu occupé ZK, qu'un répondant d'*Acrobax* (AX) a déclaré fréquenter souvent (difficile de retrouver son lieu de résidence exact puisqu'il a déclaré un Rome Sud générique).

Les militant·e·s de Rome Ouest (rive droite du Tibre) ne fréquentent de manière assidue aucun lieu autogéré — ni dans ce quadrant ni dans d'autres parties de la ville. De fait, cette carte montre que la proximité géographique influence fortement la régularité de la fréquentation, plus forte dans les quartiers intérieurs et les plus connectés de la ville.

En ce qui concerne la zone sud-est de Rome, correspondant à *Tuscolano-Cinecittà*, bien que les LSCA y soient également fréquentés par des militant·e·s de *La Strada* (LS) et du quartier *Centocelle*, nous voyons que la distance relative au centre influence l'attractivité des lieux autogérés du quartier, qui sont caractérisés par des liens plus souvent sortants qu'entrants. En d'autres termes, les militant·e·s des LSCA du quartier semblent se déplacer davantage vers d'autres zones de la ville que les militant·e·s d'autres zones ne viennent dans ce quartier.

¹³ Expulsé en novembre 2020.

En ce qui concerne les dynamiques à l'intérieur des quartiers, nous constatons qu'au sein de la zone *Tuscolano-Cinecittà* les liens sont assez intenses, avec des visites fréquentes entre la plupart des LSCA. Il en va de même de *San Lorenzo* (à l'exception du *Trentadue* [32], qui est isolé) et des lieux de *Tufello*, au nord-est de Rome.

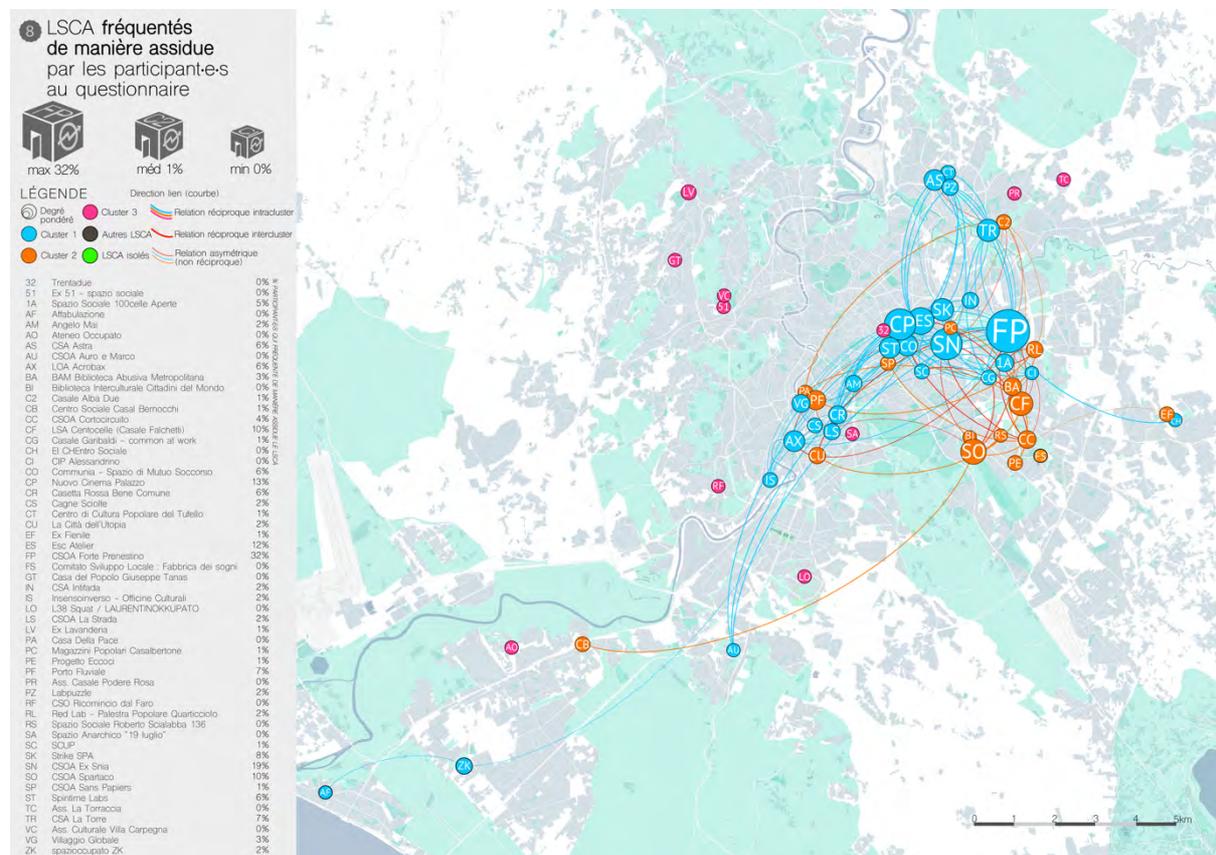


Figure 20 — Carte montrant les relations de fréquentation assidue entre les LSCA romains (élaboration : Simone Ranocchiaro, 2022 ; fond de carte : Mapbox/OpenStreetMap 2019 ; données : questionnaire ROCOM, Ranocchiaro et Mager, 2019).

Les LSCA avec le plus d'interactions en termes de fréquentation (figure 21)

Cette carte illustre le cœur du réseau en termes de fréquentation au moyen d'une opération k -core (=6). Elle montre donc les LSCA les plus étroitement liés en termes de fréquentation (au moins 6 relations au sein du groupe). De fait, le groupe de lieux autogérés représentés sur la carte correspond à une série de LSCA fréquemment et réciproquement fréquentés par leurs militant·e·s.

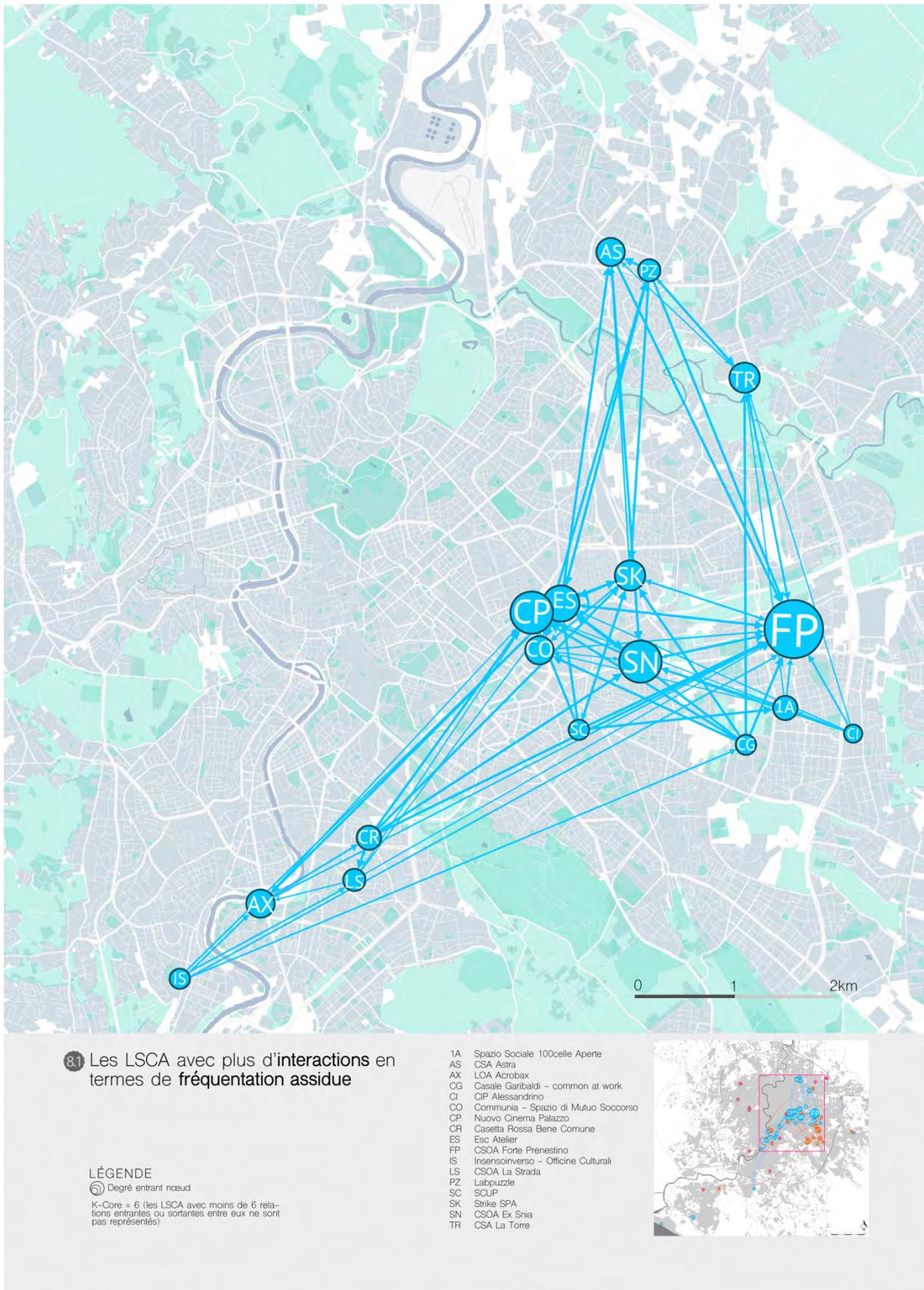


Figure 21 — Carte montrant les LSCA avec plus d'interactions en termes de fréquentation assidue (élaboration : Simone Ranocchiarì, 2022 ; fond de carte : Mapbox/OpenStreetMap 2019 ; données : questionnaire ROCOM, Ranocchiarì et Mager, 2019).

Les LSCA les plus fréquentés par les participant·e·s et leurs relations (figure 22)

Cette carte montre les LSCA qui ont été indiqués au moins 5 fois comme souvent fréquentés par les répondant·e·s au questionnaire. La sélection des lieux a été possible au moyen de l'opération « filtre des degrés entrants » égale à 5. Cela nous donne une idée des lieux autogérés les plus fréquentés par les autres militant·e·s.

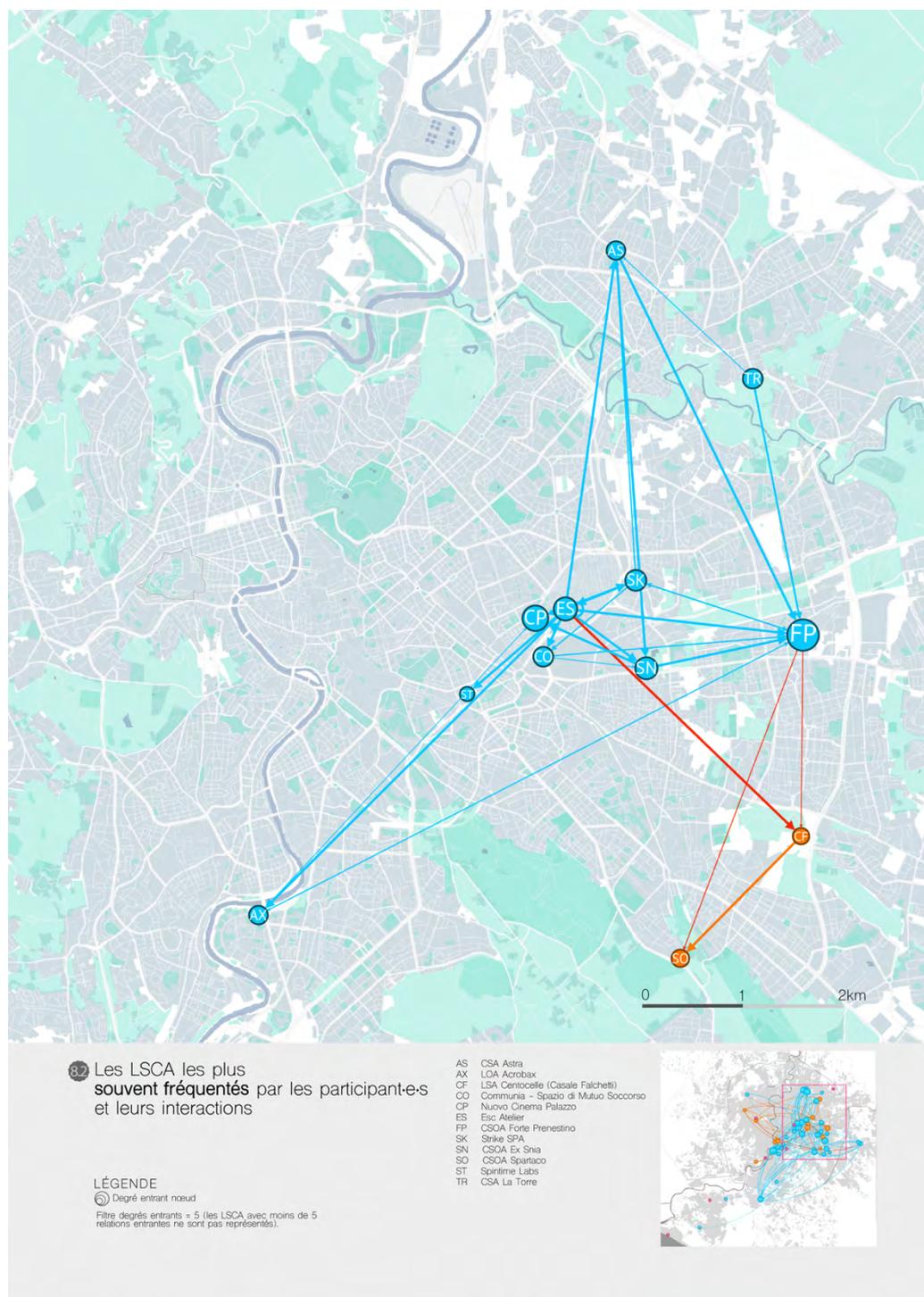


Figure 22 — Carte montrant les LSCA les plus souvent fréquentés par les participant·e·s au questionnaire et leurs interactions (élaboration : Simone Ranocchiaro, 2022 ; fond de carte : Mapbox/OpenStreetMap 2019 ; données : questionnaire ROCOM, Ranocchiaro et Mager, 2019).

Les relations de fréquentations occasionnelles et rares (figures 23 et 24)

Les cartes obtenues à partir des résultats du questionnaire concernant la réponse « Je le fréquente occasionnellement » montrent que tous les lieux autogérés sont reliés entre eux, à l'exception de l'Associazione La Torraccia (TC), qui est isolée de tous les autres espaces (voir figure 23). Ce n'est pas une surprise, puisque TC est une association à l'ancrage très local et très peu militant.

Si l'on considère la réponse « Je le fréquente rarement », les seuls lieux qui n'ont pas été indiqués sont le Progetto Eccoci (PE) et le Spazio anarchico 19 luglio (SA) (cf. figure 24), eux aussi des LSCA plutôt externes aux réseaux militants.

Reste qu'en mettant ces deux variables ensemble, on constate que l'essentiel des LSCA est occasionnellement ou rarement fréquenté par au moins un·e militant·e de l'un des autres lieux.

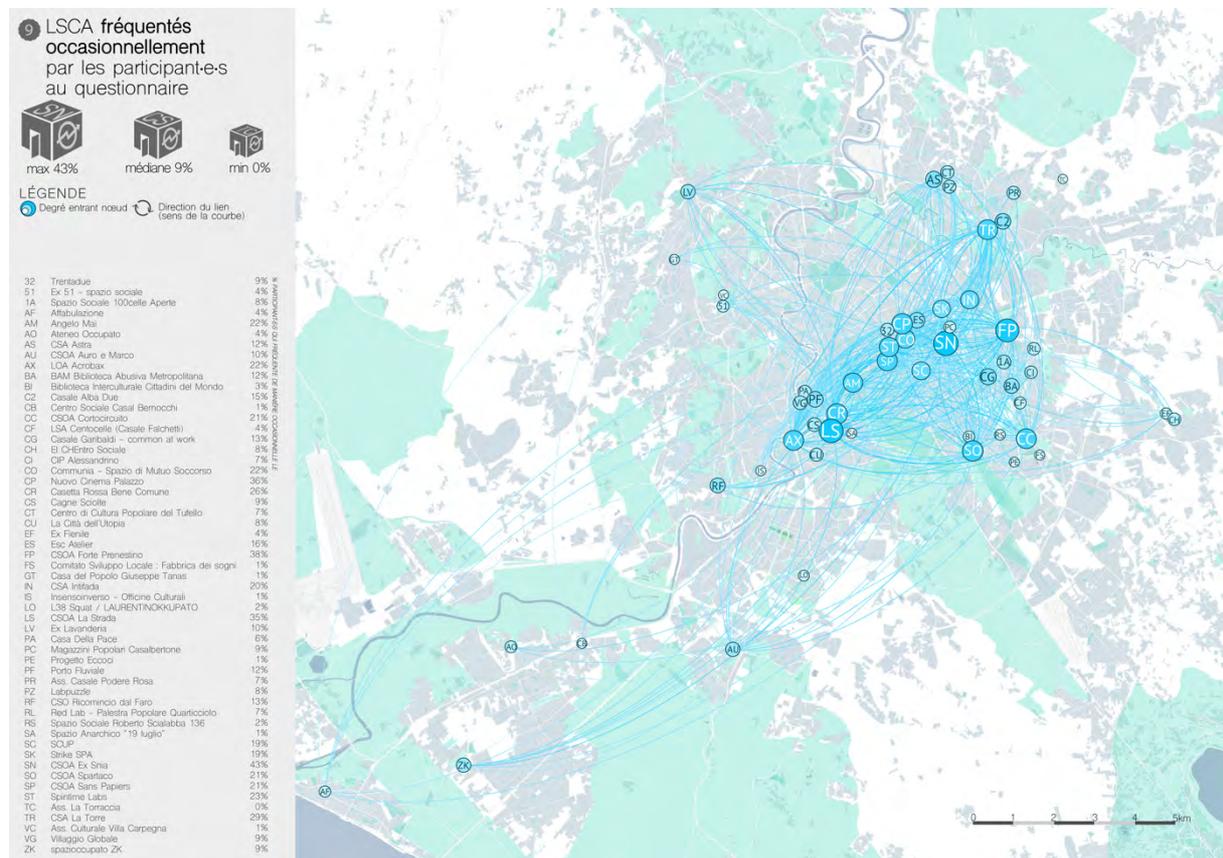


Figure 23 — Carte montrant les relations de fréquentation occasionnelle entre les LSCA romains (élaboration : Simone Ranocchiar, 2022 ; fond de carte : Mapbox/OpenStreetMap 2019 ; données : questionnaire ROCOM, Ranocchiar et Mager, 2019).

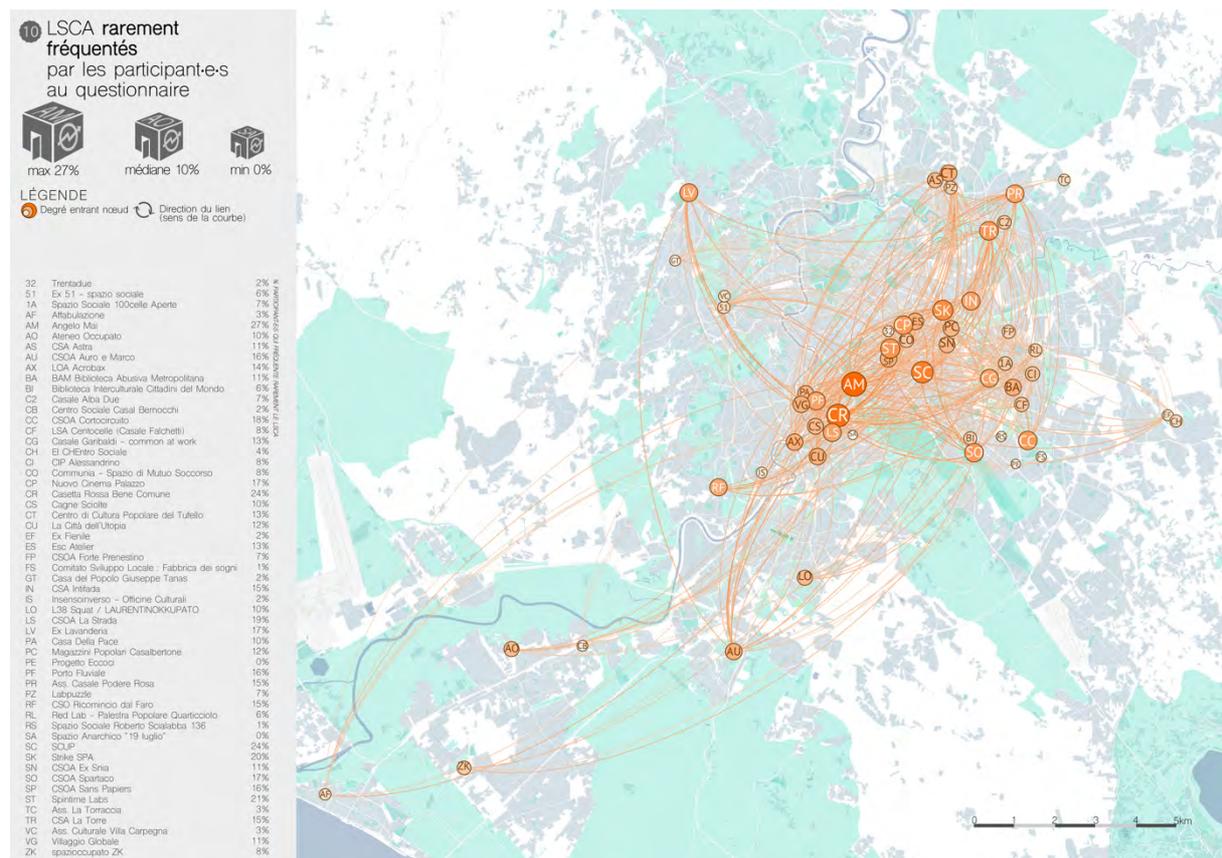


Figure 24 — Carte montrant les relations de fréquentation rare entre les LSCA romains (élaboration : Simone Ranocchiari, 2022 ; fond de carte : Mapbox/OpenStreetMap 2019 ; données : questionnaire ROCOM, Ranocchiari et Mager, 2019).

Fréquentations passées (figure 25)

Cette carte permet de comprendre quels sont les lieux autogérés qui ont perdu de leur attractivité au fil des années. 3 lieux sont particulièrement concernés : le *Villaggio Globale* (VG), le *Trentadue* (32) et le *CSOA Cortocircuito* (CC). Si, comme on l’a dit, le déclin du dernier est probablement dû aux multiples évictions partielles dont il a fait l’objet — la dernière en 2016 (Giannoli, 2016) — et qui l’ont obligé à réduire ses activités. Pour les deux premiers LSCA, les raisons ne relèvent probablement pas des mêmes causes.

Le *Villaggio Globale* était un lieu autogéré historique de Rome, très populaire et fréquenté. Ces dernières années, ce LSCA semble avoir souffert d’un certain déclin d’image dû à des changements au sein de son collectif de gestion. Depuis quelques années, une profonde rénovation de la structure est en cours, mais, pour l’instant, ce lieu autogéré semble rester malgré tout plutôt externe aux réseaux militants des LSCA.

Le *Trentadue*, un lieu historique autogéré à Rome, traverse lui depuis des années une importante crise d’image qui, selon certains, l’a vu de plus en plus associé à l’extrême droite (Autieri, 2019), voire à la criminalité organisée. Si ce lieu a marqué l’histoire de l’extrême gauche romaine, il est aujourd’hui à l’écart des réseaux des LSCA, au point que plusieurs participant·e·s au questionnaire m’ont fait part de leur perplexité vis-à-vis de mon choix de l’inclure dans la liste des lieux autogérés.

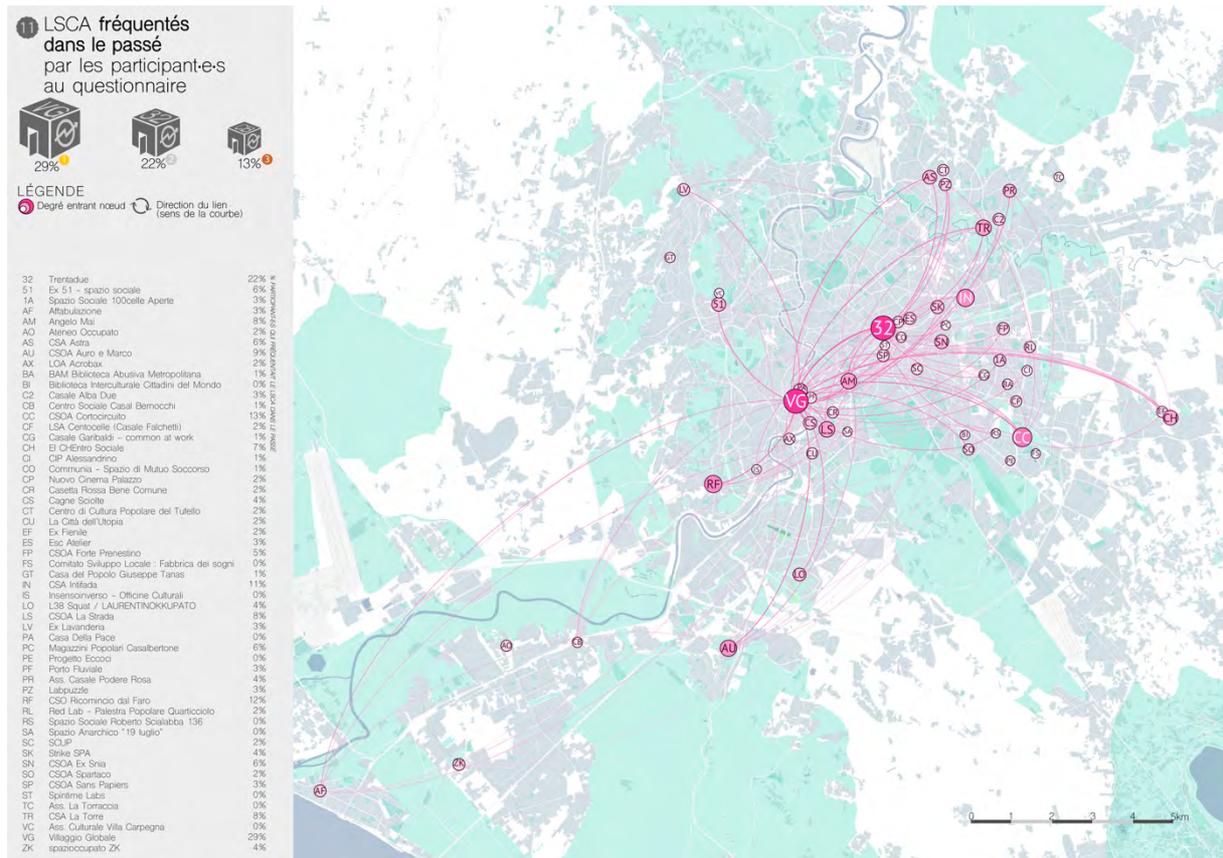


Figure 25 — Carte montrant les relations de fréquentation passées entre les LSCA romains (élaboration : Simone Ranocchiari, 2022 ; fond de carte : Mapbox/OpenStreetMap 2019 ; données : questionnaire ROCOM, Ranocchiari et Mager, 2019).

C. *Activité et attractivité: une variable pour résumer les relations entre LSCA (figure 26)*

Cette carte montre un des résultats de l'analyse en composantes principales (ACP), liant deux réponses : « je le fréquente souvent » et « ma structure collabore [avec ce LSCA] ». Les scores factoriels obtenus résument le degré de centralité d'un lieu autogéré au sein du réseau des 55 LSCA cartographiés. Plus la valeur correspondant à chaque LSCA est élevée (couleur plus foncée), plus il sera attractif (un lieu très fréquenté) et en même temps actif (un LSCA qui collabore beaucoup avec les autres) au sein du réseau. Parmi de tels LSCA, nous trouvons *Forte Prenestino* (FP) avec la valeur la plus élevée, suivi par des lieux autogérés tels que *Esc* (ES), *Astra* (AS), *Acrobax* (AX) ou *Casale Falchetti* (CF). Aucune association de quartier ne figure parmi les scores les plus élevés, qui restent l'apanage des *spazi sociali* et des centres sociaux.

Les données ont permis de classer les lieux en 5 classes, correspondant au degré d'activité et attractivité de chaque LSCA. C'est cette classification qui — de pair avec d'autres paramètres plus qualitatifs — m'a permis d'arriver au choix final des 5 lieux autogérés où j'ai mené la phase qualitative de cette recherche.

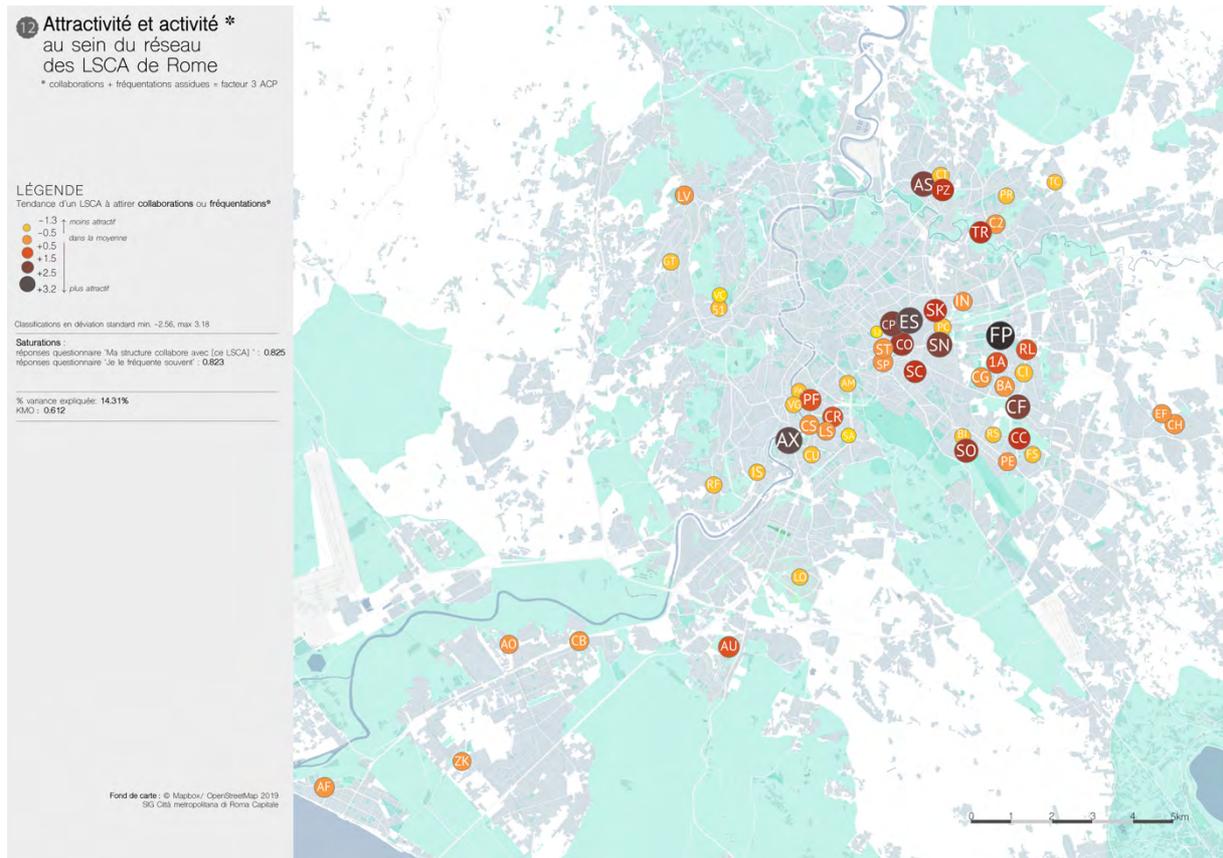


Figure 26 — Carte montrant l'attractivité et l'activité des 55 LSCA (élaboration : Simone Ranocchiaro, 2022 ; fond de carte : Mapbox/OpenStreetMap 2019 ; données : questionnaire ROCOM, Ranocchiaro et Mager, 2019).

Chapitre 3 — Portraits des protagonistes

Quand bien même il est usuel de considérer que des *protagonistes* sont des « [p]ersonne[s] qui joue[nt] un rôle de premier plan dans une affaire, une situation donnée » (CNRTL, s.d., s.p.), il n’y a pas que les 22 activistes interviewé·e·s qui peuvent être vu·e·s comme ainsi. Les 5 lieux autogérés sélectionnés le sont tout autant.

De fait, cette recherche est le *récit* de l’interaction entre les activistes et leurs lieux autogérés, entre des acteurs humains et non humains, tous *protagonistes* du militantisme analysé, celui des LSCA à Rome. Ce milieu n’est pas abordé comme *déjà-là*, mais comme le fruit d’une boucle de rétroaction, d’un double mouvement : celui des personnes — celles et ceux qui ont fait naître les LSCA, qui les ont animés et parfois maltraités et abandonnés — vers les lieux ; celui des LSCA vers les personnes, soit des LSCA en tant que lieux qui, par leurs composantes symboliques et matérielles, ont capté, influencé, voire, in fine, repoussé les militant·e·s.

Les 5 lieux autogérés sélectionnés seront d’abord présentés, notamment à l’aide des photographies et de cartes. Cela sera suivi d’un « *portrait de groupe* » des 22 activistes interviewé·e·s — pour utiliser le terme mobilisé par Fillieule et al. (2019) dans leur enquête sur les syndicalistes suisses —, puis d’éléments biographiques individuels permettant aux lecteurs et lectrices d’en faire plus finement connaissance.

3.1. Portrait des 5 lieux autogérés sélectionnés

L’enjeu essentiel était de sélectionner des lieux dont les caractéristiques n’étaient pas homogènes. 5 LSCA ont été retenus, qui se différencient en tout cas selon ces critères-ci :

- Leur activité et leur attractivité (déterminées précédemment d’un point de vue statistique)
- Leur taille
- Leur date de première occupation

Ces LSCA sont les suivants, par ordre d’ancienneté :

Nom complet	Abréviation	1 ^{re} année d’occupation	Évaluation de l’attractivité & de l’activité	Évaluation de la taille
Csoa Forte Prenestino	FP	1986	+++++	OOOO
Villaggio Globale	VG	1990	+	OOO
Casetta Rossa Bene Comune	CR	2001	+++	OO
Casale Alba 2 - coordinamento per la tutela del parco di Aguzzano	C2	2013	++	OO
(Omnia sunt) Communia	CO	2013	++++	O

Tableau 1 — Les LSCA retenus pour l’analyse

Ces LSCA ont un *caractère varié*. On y trouve :

- un CSOA (FP) ;
- un lieu très axé sur la politique militante marxiste et étudiante (CO) ;
- une coopérative, à cheval entre activisme de quartier, politique locale et service de restauration (CR) ;
- un LSCA vivant une mutation, qui l’a vu passer de centre social clairement identifié comme tel à lieu aux traits mouvants (VG) ;
- et, enfin, un lieu focalisant ses actions sur son quartier, soucieux de mixité intergénérationnelle et défini par certain·e·s de ses activistes comme un « non-centre social » (C2).

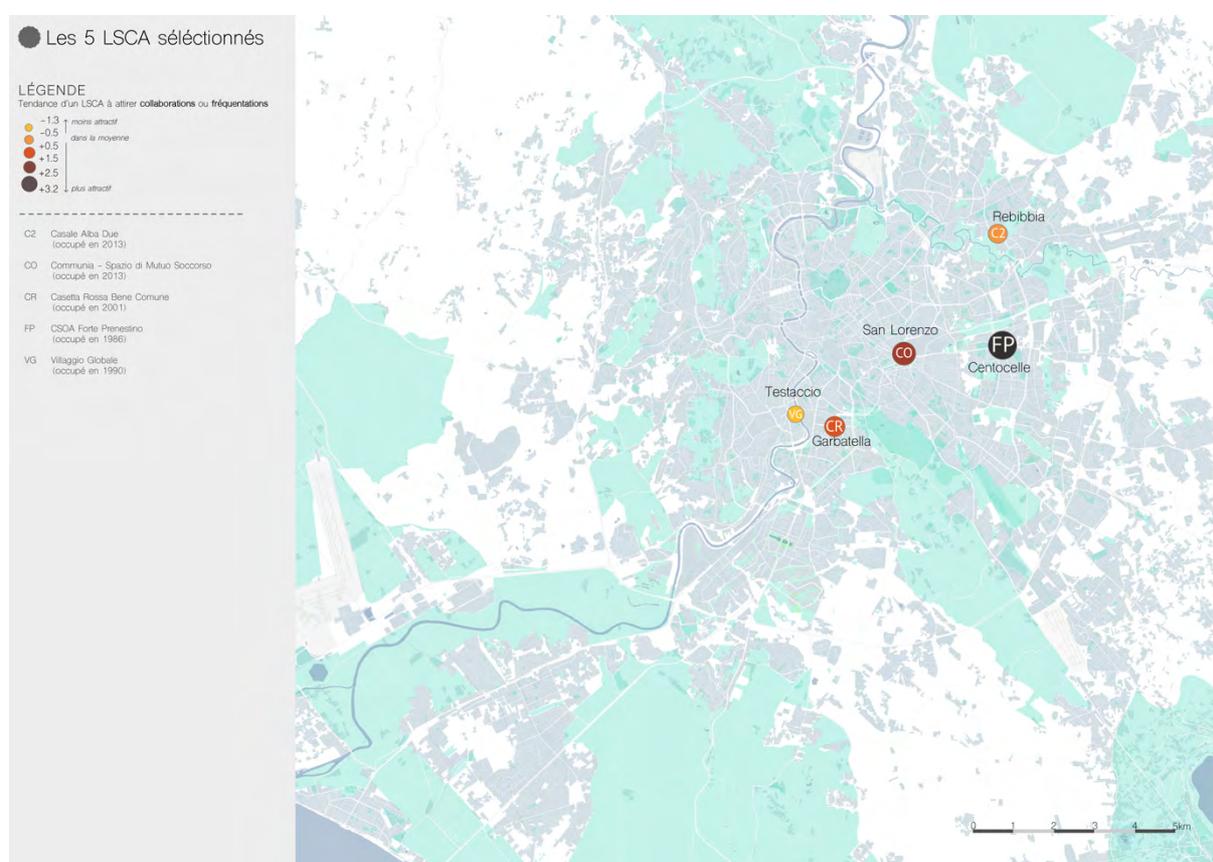


Figure 27 — Carte avec les 5 LSCA sélectionnés et certaines de leurs caractéristiques — âge, attractivité/activité et quartier. (élaboration : Simone Ranocchiaro, 2022 ; fond de carte : Mapbox/OpenStreetMap 2019 ; données : questionnaire ROCOM, Ranocchiaro et Mager, 2019).

3.1.1. CSOA Forte Prenestino (FP)

Cette ancienne forteresse du XIXe siècle a été abandonnée pendant des années avant d’être occupée en 1986 par un collectif d’activistes du quartier populaire de *Centocelle*. Avec ses grands espaces, le *Forte Prenestino* est sans aucun doute le centre social le plus emblématique de Rome. Au-delà des grands événements qui peuvent y attirer des milliers de personnes (comme *Crack*, le festival de la BD, *Enotica*, le festival du vin et de l’érotisme, etc.), le FP offre nombre d’activités au quotidien. On peut le fréquenter pour des cours et des activités de sport, de théâtre, de musique, d’art, de langue, ainsi que pour son bar à vin, sa salle de thé,

son restaurant et ses événements politiques, culturels et musicaux, qui ont lieu à un rythme presque hebdomadaire. Outre ces activités, le FP accueille aussi des logements pour une quinzaine de personnes.

Le collectif qui a occupé ce lieu à l'origine était issu de la rencontre entre le mouvement punk et des composantes communistes autonomes, réunis — afin de revitaliser la vie politique locale après la répression de la fin des années 1970 — autour du journal *Vuoto a rendere*. Aujourd'hui, ce LSCA a des positionnements politiques peu définis, mais proches des mouvances libertaires. Il se caractérise par un fort antiprohibitionnisme.

Du point de vue de son environnement construit, il est entouré d'un fossé et de murs et a une seule entrée ; on y accède par un pont-levis (figures 28, 29, 30). L'axe central est constitué de deux tunnels, sur lesquels s'ouvrent des pièces (figures 31, 32). Chacune d'elles accueille des activités différentes (figure 33). Sur un côté de la place centrale, perpendiculairement au tunnel, l'on trouve une rangée d'espaces, consacrés à des activités telles qu'un cinéma, un théâtre, des salles de sport, etc. Deux amples places d'armes permettent d'y faire de grands événements ou des animations de plus faible taille pendant l'été (figure 34). On y trouve un deuxième niveau supérieur (où l'on accède par une promenade située sur les toits des pièces mentionnées), avec des habitats (figure 35), ainsi que le parc. Au niveau inférieur (souterrain), les anciennes cellules de prison sont investies lors des événements les plus importants (figure 37).



Figure 28 — Vue aérienne du quartier de Centocelle. Encerclé en rouge, le CSOA Forte Prenestino (élaboration à partir du fond de carte Google maps, 2019).

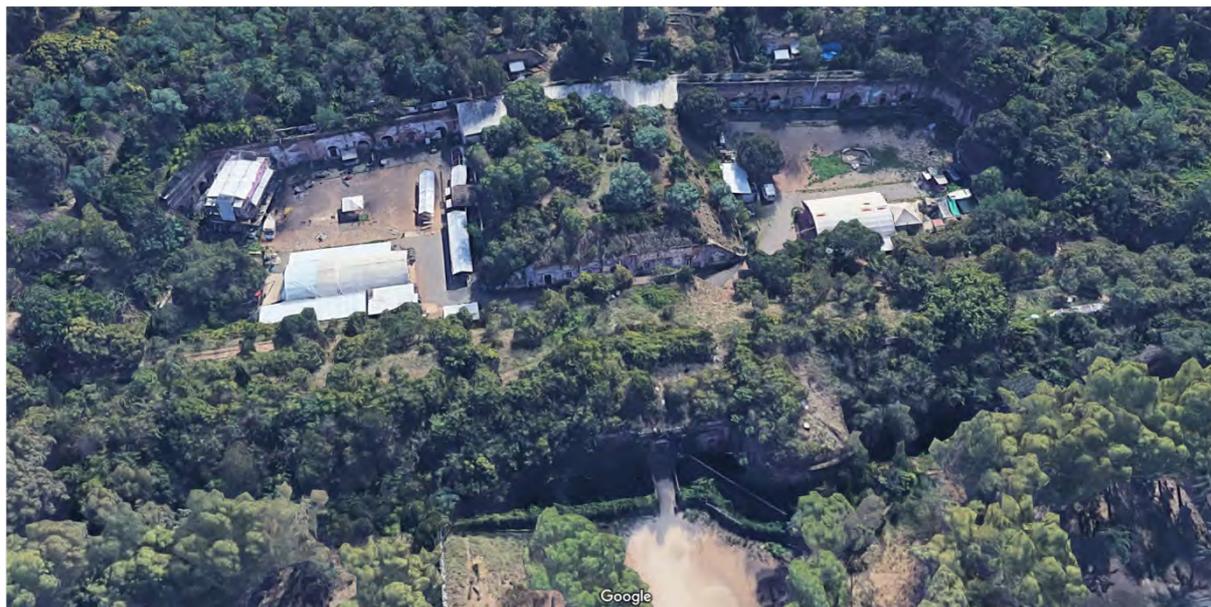


Figure 29 — Vue aérienne du CSOA Forte Prenestino. En bas de l'image, on peut voir le pont-levis d'entrée (élaboration à partir du fond de carte Google maps, 2019).

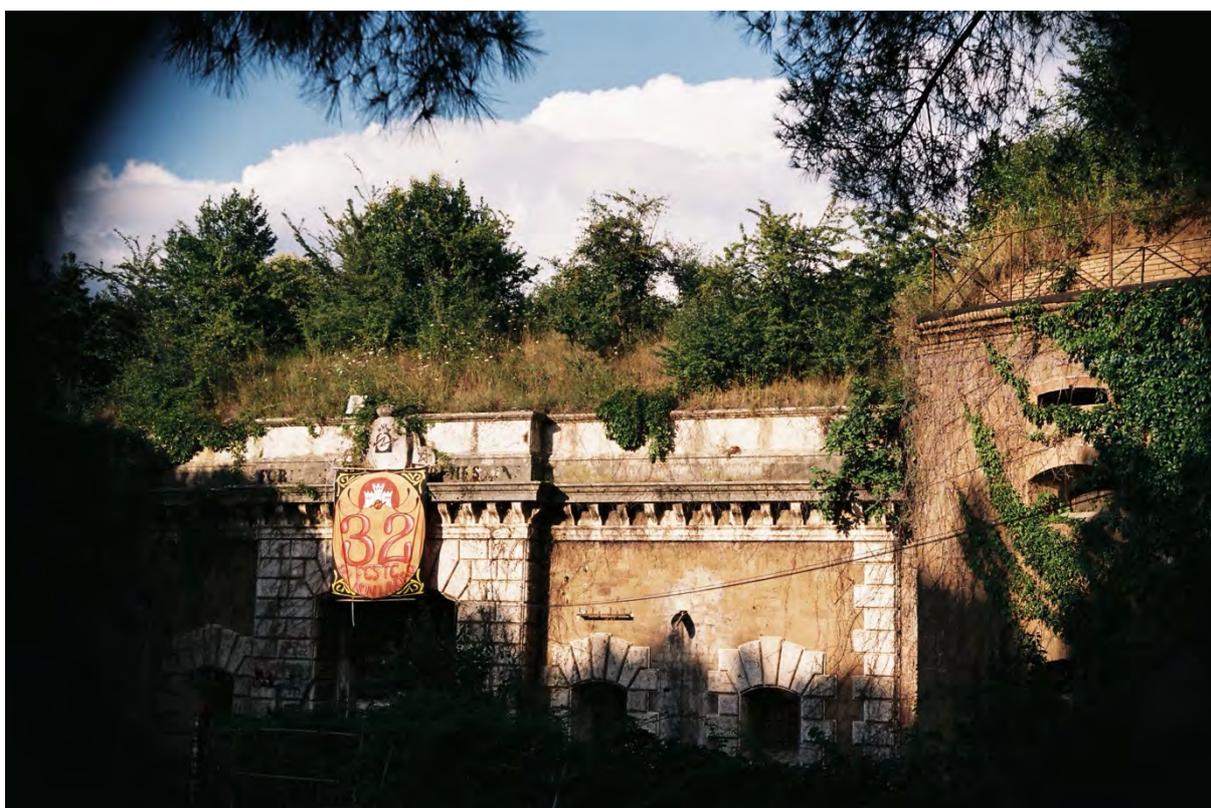


Figure 30 — L'entrée du FP (photo : Simone Ranocchiaro, juillet 2014).

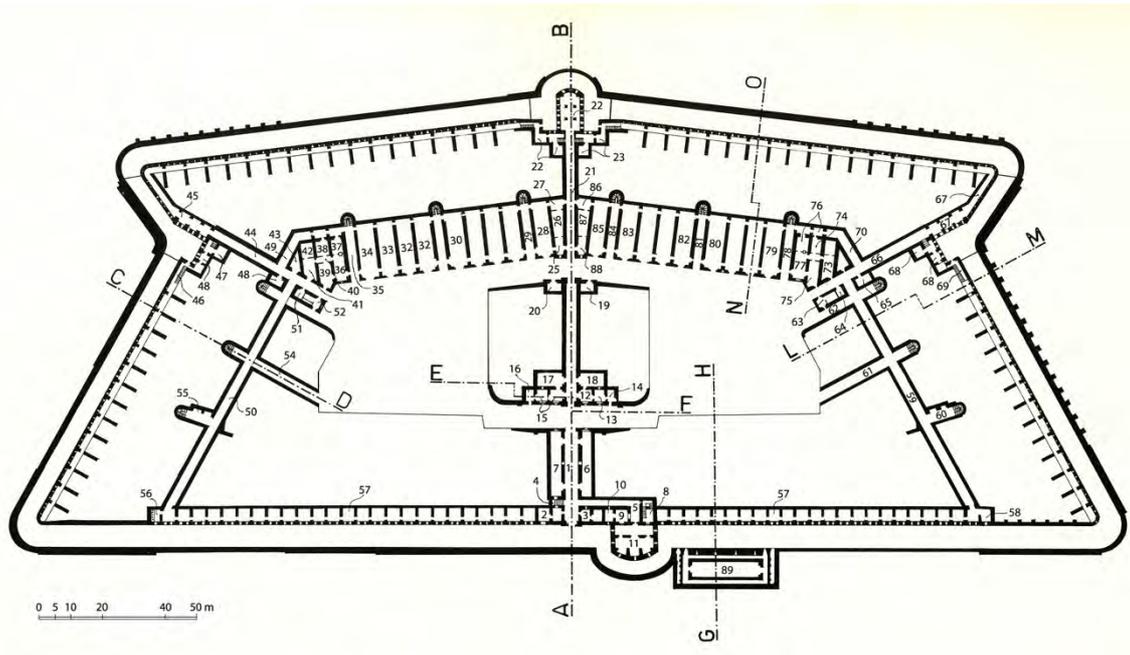


Figure 31 — Plan du Forte Prenestino. À noter que certains éléments de la structure sont légèrement différents (la carte est réalisée à partir d'un élaboré de 1899 ; source : <https://archiwatch.files.wordpress.com/2012/03/forte-romano.jpg>).



Figure 32 — Le FP un vendredi après-midi d'automne vers 18h30 (photo : Simone Ranocchiari, 16 octobre 2020).



Figure 33 — Le restaurant du Forte Prenestino, qui se trouve dans une des pièces qui donnent sur le tunnel d'accès (photo : Simone Ranocchiaro, 29 octobre 2019).



Figure 34 — Une des deux places d'armes lors d'un événement (photo <https://www.abitare.it/it/gallery/news/centro-sociale-grande-d-europa-gallery>, juillet 2016).



Figure 35 — Un des logements situés dans le niveau supérieur de la forteresse (photo : Simone Ranocchiar, juillet 2014).



Figure 36 — Les souterrains du FP lors du festival de la BD, Crack (photo : sepassidaroma.tumblr.com, juin 2018).



Figure 37 — Les souterrains du FP lors du festival de la BD, Crack (photo : <https://zero.eu/it/news/forte-prenestino-il-racconto-storico-architettonico-di-un-avamposto-militare/>, mai 2016).

3.1.2. Villaggio Globale (VG)

Occupé en 1990 par les activistes de la *Lega per i diritti e la liberazione dei popoli (LDLP)*, ce lieu autogéré se trouve dans un pavillon de l'ancien abattoir de la ville. Ce LSCA n'occupe qu'une portion de l'ex-« *Mattatoio* », vaste complexe de pavillons destinés à l'abattage et à la distribution de la viande, qui avait été construit, à la fin du XIXe siècle, au bord du Tibre, dans un quartier populaire situé à proximité immédiate du centre historique de Rome, *Testaccio* (figures 38, 39). Fermé en 1975, l'*Ex Mattatoio* est encore aujourd'hui en état d'abandon partiel (figure 40), bien que depuis une vingtaine d'années plusieurs pavillons aient été restructurés et abritent, entre autres, une école de musique, la faculté d'architecture de l'université *Roma Tre*, un musée d'art contemporain, etc. En 1990, quand les activistes de la LDLP, sous impulsion d'une radio militante qui venait d'occuper un espace dans le même site, procèdent à l'occupation de VG, la plupart de ces pavillons n'existaient pas encore dans leur état actuel.

Conformément à l'esprit de la LDLP, les activités de VG étaient initialement orientées vers l'*interculturel* : ses murs accueillait des personnes provenant de différentes communautés, notamment d'Afrique et d'Amérique latine. La bonne gestion de cette première phase en avait fait un espace célèbre de la scène culturelle — et notamment musicale — de Rome (figures 41, 42). Afin de pouvoir accueillir un public toujours plus nombreux, un grand chapiteau de cirque fut installé dans le parvis. Les militant·e·s de ce LSCA jouèrent un rôle de premier plan dans le processus qui amènera la ville de Rome à promulguer la délibération 26/1994, qui reconnaîtra et régularisera bon nombre des espaces occupés de la capitale.

À cette époque, afin d'encadrer au mieux le travail toujours plus important effectué par des activistes et des bénévoles lors des événements, l'assemblée décida de créer une coopérative. Cette étape marqua le début de conflits et divisions internes qui provoquèrent le départ du noyau initial des militant·e·s au début des années 2000.

Progressivement, VG a favorisé des événements liés à la musique techno. Des conséquences négatives non anticipées — forte dégradation des lieux, bassin d'usager·ère·s non conformes aux attentes, mauvaise réputation du LSCA et sortie de réseaux militants, etc. — ont poussé les activistes à entreprendre, ces dernières années, une transformation de la manière de gérer ce lieu. Les soirées festives se sont raréfiées et les locaux — remis en état — ont été ouverts à des activités artistiques et artisanales (figures 43, 44).



Figure 38 — Vue aérienne du quartier de Testaccio et Ostiense avec au centre le complexe de l'ex-abattoir. Encerclé en rouge le pavillon qu'héberge le Villaggio Globale (élaboration à partir du fond de carte Google maps, 2019).



Figure 39 — Vue aérienne de Villaggio Globale. Le cercle rouge délimite les limites de ce LSCA. Il est possible d'accéder à ce lieu autogéré par le côté-fleuve ainsi que par la place interne à l'ex-abattoir (élaboration à partir du fond de carte Google maps, 2019).



Figure 40 — Vue de VG depuis l'intérieur de l'ex-abattoir. Malgré les différentes activités qu'y ont été progressivement installées, cet ancien complexe est encore en partie en état d'abandon (photo : Simone Ranocchiaro, 2 novembre 2021).



Figure 41 — Une soirée à VG en 2008 (photo : <https://www.rockit.it/articolo/villaggio-globale-roma-3>).



Figure 42 — Un des derniers grands concerts qui ont eu lieu à VG après la saison qui avait vu les Beastie Boys s'y produire en 2004. Sur l'image, le concert pour les 10 ans du groupe de rap romain Brokenspeakers, en 2017 (photo : <https://hotmc.com/10-anni-di-brokspeakers-report-dal-villaggio-globale-e-intervista-a-lucci/>).

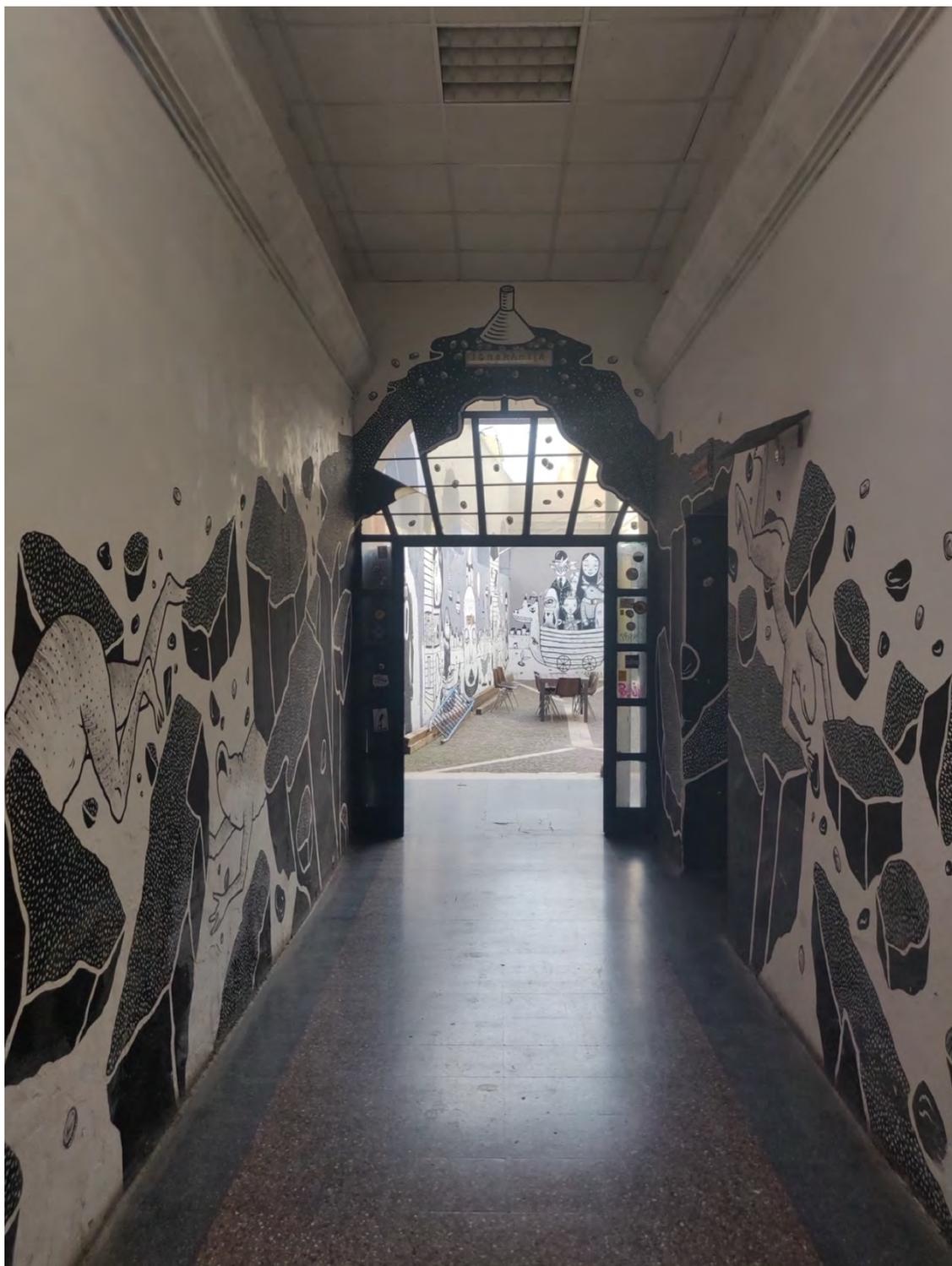


Figure 43 — L'intérieur de VG (photo : Simone Ranocchiari, 21 septembre 2018).



Figure 44 — L'intérieur de VG (photo : Simone Ranocchiari, 21 septembre 2018).

3.1.3. Casetta Rossa (CR)

CR est une petite maison qui se trouve dans un parc du quartier de *Garbatella Vecchia*, de gauche, historiquement populaire, mais de plus en plus en vogue, situé au sud du centre de Rome (figures 45, 46). *Casetta Rossa* a été occupé en 2000 par certain·e·s des activistes les plus âgé·e·s du CSOA voisin, *La Strada* (LS), afin de créer un espace qui puisse mieux correspondre à leur âge. Ces militant·e·s-là avaient des aspirations différentes de celles des jeunes usager·ère·s de LS, mais ils·elles ne voulaient pas que *La Strada* mute pour rester conforme aux attentes des plus ancien·ne·s.

Ainsi, il fut décidé d'occuper un espace abandonné situé à quelques centaines de mètres de leur ancien LSCA. Plus tardivement, les activistes firent de CR une coopérative, afin de régulariser le travail des personnes qui géraient le restaurant (une dizaine actuellement), au succès notable (figure 47).

CR offre de nombreuses activités politiques, sociales et culturelles (cours d'italien pour migrant·e·s, présentations de livres, groupes de travail thématiques, etc.), dont certaines focalisées sur les besoins du quartier et d'autres servant un horizon plus vaste. Des générations différentes s'y côtoient (figures 48, 49), et les activités sont parfois organisées dans le parc voisin, que les activistes autogèrent également (figure 50).

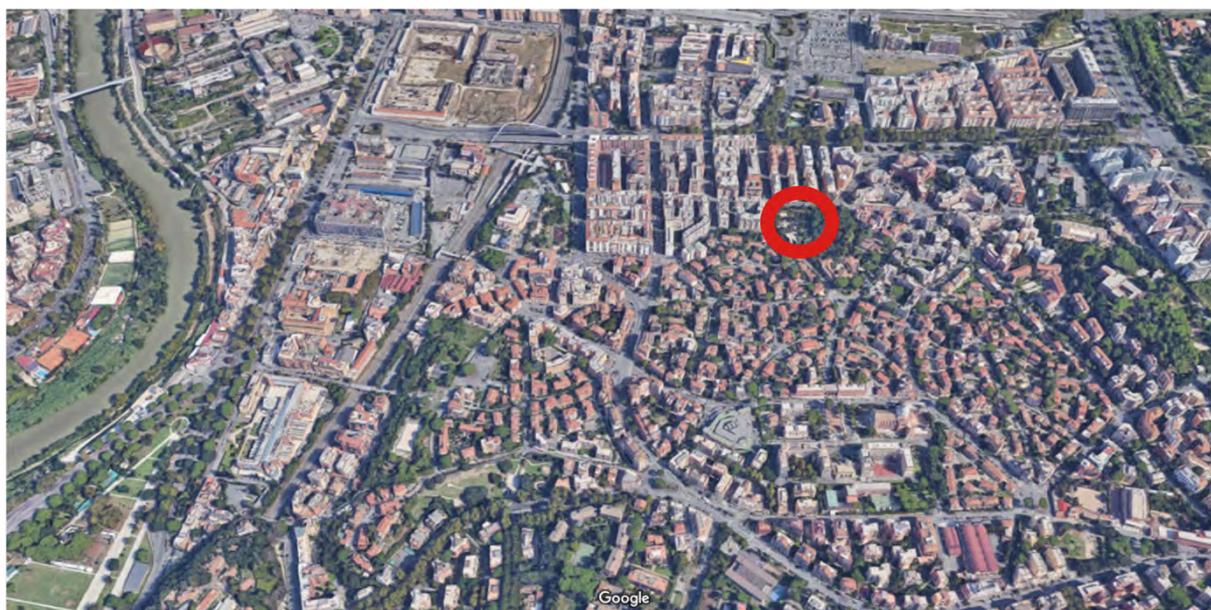


Figure 45 — Vue aérienne du quartier de Garbatella vecchia (cité-jardin ouvrière) et Ostiense (avec les équipements industriels le long du fleuve Tibre). Encerclé en rouge, Casetta Rossa (élaboration à partir du fond de carte Google maps, 2019).



Figure 46 — Vue aérienne de Casetta Rossa et du parc que les militant-e-s de ce LSCA (auto)gèrent (élaboration à partir du fond de carte Google maps, 2019).



Figure 47 — Le système de la coopérative a permis de rendre légales les transactions. Ici un ticket de caisse après un repas à CR (photo : Simone Ranocchiarì, 20 octobre 2020).



Figure 48 — CR pendant un service à 12h (photo : <https://comune-info.net/la-partita-gioca-casetta-rossa/>, 2016).



Figure 49 — CR un mardi d'octobre vers 14h (photo : Simone Ranocchiari, 20 octobre 2020).



Figure 50 — Événement organisé par CR dans le parc situé à côté du LSCA et que les militant-e-s (auto)gèrent (photo : <http://casettarossa.org/galleria/>).

3.1.4. Casale Alba 2 (C2)

Cette ancienne maison de campagne se situe dans un grand parc de la périphérie nord-est de Rome, juste à côté de la prison de *Rebibbia* (figures 51, 52). Elle a été occupée en 2013 par une assemblée d'habitant·e·s qui se réunissaient avant dans la bibliothèque du quartier afin de s'opposer à l'extension de la prison voisine du parc. En effet, il avait été prévu que cette maison soit transformée en un Institut de détention atténuée pour mères incarcérées (*Istituto di Carcerazione Attenuata per Madri detenute*, ou ICAM). Bien que cela ne le fût pas à l'unanimité, l'assemblée d'habitant·e·s décida, en 2013, d'occuper l'espace menacé.

Après une période de restructuration, *Casale Alba 2* est aujourd'hui un LSCA qui, comme CR, est fortement intégré à la vie de quartier et a des usagers·ères de générations variées (figures 53 à 57). C2 propose des cours (musique, herboristerie, etc.) et des événements culturels, politiques et sociaux. Ses activistes participent en outre à l'entretien et au nettoyage du parc.

L'assemblée de C2 ne se préoccupe pas seulement de la maison et du parc — même si cela reste important, comme le confirme le rôle très actif joué par C2 dans la mobilisation contre la privatisation d'une autre maison du parc —, mais aussi d'autres enjeux locaux, comme la fermeture d'une structure sanitaire située dans le quartier.

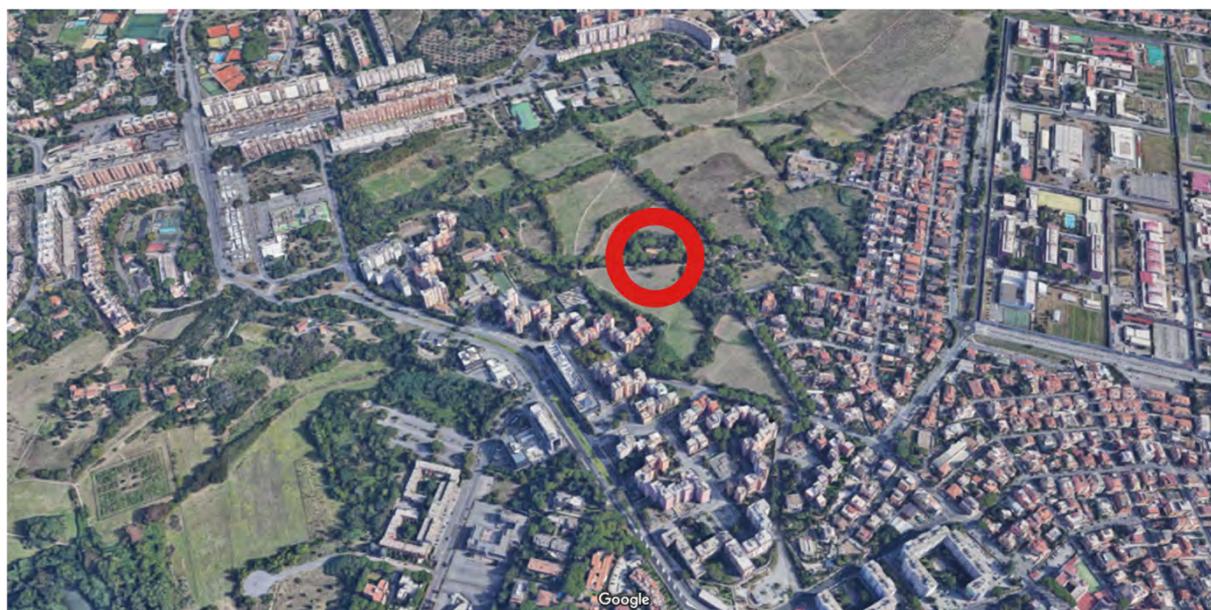


Figure 51 — Vue aérienne du quartier de Rebibbia (on peut voir une portion de la prison en haut à droite) et du parc d'Aguzzano où se trouve C2, encerclé en rouge (élaboration à partir du fond de carte Google maps, 2019).



Figure 52 — Vue aérienne de Casale Alba 2, à l'intérieur du parc d'Aguzzano (élaboration à partir du fond de carte Google maps, 2019).



Figure 53 — Activistes et usager-ère-s de plusieurs générations (photo : Facebook « Casale Alba Due », publiée le 1^{er} novembre 2019).



Figure 54 — Les diners organisés par les militant-e-s au Casale Alba 2 sont l'occasion de faire se rencontrer les gens du quartier (photo : Facebook « Casale Alba Due », publiée le 1^{er} novembre 2019).



Figure 55 — Photo du public assistant à l'initiative avec le dessinateur de bd Zerocalcare (photo : Facebook « Casale Alba Due », publiée le 24 avril 2019).



Figure 56 — Journée en défense de C2 (photo : Facebook « Casale Alba Due », publiée le 28 octobre 2019).



Figure 57 — Usager·ère·s et militant·e·s se retrouvant à l'extérieur de C2. On peut bien voir l'écran sur lequel les activistes projettent des films lors des soirées cinéma en plein air (photo : Facebook « Casale Alba Due », publiée le 19 janvier 2022)

3.1.5. (Omnia sunt) Communia (CO)

Cet « espace de secours mutuel » — un des noms utilisés par le collectif — a été occupé en 2013 par un collectif politique issu d'un ancien parti trotskyste, autrefois bien implanté dans la vie universitaire.

Après avoir dû rapidement quitter 2 espaces occupés précédemment (le premier, parce que non conforme aux attentes, le deuxième en raison d'une expulsion), le collectif se stabilise ainsi en 2013 dans un ancien garage du quartier universitaire de *San Lorenzo* (figures 58, 59). L'occupation de ce nouveau site fut marquée par un ralentissement des activités, dû en partie au fait que *Communia* avait quitté d'anciennes fonderies du même quartier, un lieu aux qualités architecturales remarquables et qui avait attiré beaucoup de nouveaux·elles militant·e·s. Avec l'expulsion et l'occupation du garage — de moins grande qualité —, le collectif avait rétréci et il lui faudra quelques mois pour retrouver l'élan nécessaire pour continuer les activités précédemment entamées et remettre en état le lieu (figures 60 à 62).

Très orienté vers les étudiant·e·s et la vie de quartier, CO se caractérise par un ancrage politique fortement revendiqué. Ce lieu offre une salle d'étude autogérée ouverte tous les jours (voir figure 63), un espace géré par une communauté migrante — l'atelier de couture *Karalò* (voir figure 64) — et différents cours. Il mène également différents projets et activités politiques et culturels. C'est le seul parmi ces cinq lieux à avoir un collectif féministe et LGBTQI dédié.



Figure 58 — Vue aérienne du quartier de San Lorenzo, avec les faisceaux ferroviaires qui amènent à la gare centrale (Roma Termini), qui se trouve en bas à droite dans la photo. La Tangenziale Est (autoroute surélevée) est également visible. Encerclé en rouge on peut voir Communia (élaboration à partir du fond de carte Google maps, 2019).

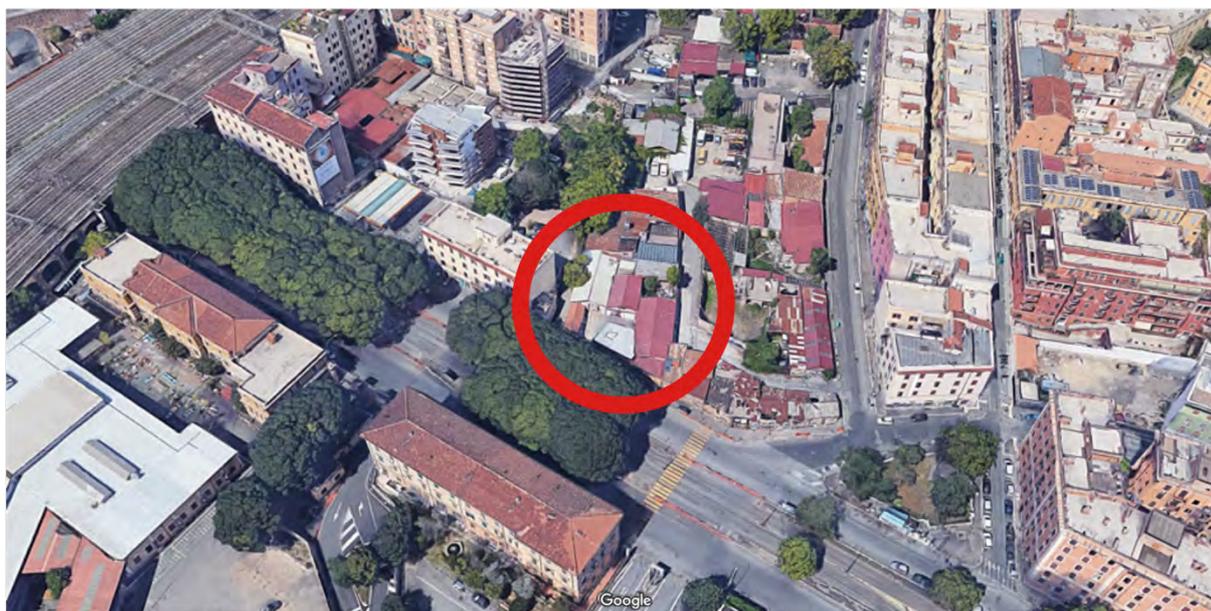


Figure 59 — Vue aérienne de Communia (élaboration à partir du fond de carte Google maps, 2019).



Figure 60 — L'ex-garage Piaggio qui accueille aujourd'hui Communia (photo : Mimmo Frassinetti, romagraffiti.com, publiée le 10 août 2015).



Figure 61 — Un événement dans la salle principale de Communia (photo : Simone Ranocchiaro, 16 novembre 2016).



Figure 62 — Un événement dans la cour de CO (photo : Facebook Communia, publiée le 16 juin 2016).



Figure 63 — La salle d'étude autogérée de Communia, Sharewood (photo : Facebook Sharewood, publiée le 21 novembre 2017).



Figure 64 — L'ancien atelier de couture Karalò, à Communia (photo : Facebook Communia, publiée le 22 avril 2018).

3.2. Portraits des 22 activistes interviewé·e·s

Initialement, je souhaitais mener des entretiens avec des activistes qui se trouvaient dans leur lieu autogéré depuis des temps variés (*personnes ayant occupé le LSCA, des activistes ancien·ne·s, moyen·ne·s et nouveaux·elles*), d'âges différents (en respectant la structure par âge du LSCA observée), ainsi que certain·e·s activistes ayant fait défection (*ex-activistes*). L'ambition étant de couvrir un panel représentatif du « corps militant » de chaque LSCA. Les disponibilités des personnes et des collectifs ont toutefois fait que les 22 activistes interviewé·e·s ne couvrent pas tous les profils possibles, et ce en particulier pour CR.

3.2.1. Portrait de groupe

Les tableaux ci-dessous (2 et 3) informent des principales caractéristiques sociales des 22 activistes interviewé·e·s et d'éléments sur leur militantisme dans leurs LSCA respectifs (selon les paramètres de sélection retenus, comme l'ancienneté ou la présence d'ex-militant·e·s dans l'échantillon).

	Tou·te·s		FP		VG		CR		C2		CO	
	(n = 22)		(n = 5)*		(n = 4)		(n = 3)		(n = 6)		(n = 5)	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
SEXE												
homme	13	59 %	3	60 %	2	50 %	1	33 %	5	83 %	2	40 %
femme	9	41 %	2	40 %	2	50 %	2	67 %	1	17 %	3	60 %
ÂGE												
25-34	9	41 %	1	20 %		0 %	1	33 %	3	50 %	4	80 %
35-44	4	18 %	2	40 %	1	25 %	1	33 %		0 %	1	20 %
45-54	3	14 %		0 %	2	50 %	1	33 %		0 %		0 %
55-64	4	18 %	1	20 %		0 %		0 %	3	50 %		0 %
>65	1	5 %		0 %	1	25 %		0 %		0 %		0 %
PARENTALITÉ												
Sans enfant	16	73 %	5	100 %	1	25 %	3	100 %	3	50 %	5	100 %
Avec enfant(s)	6	27 %		0 %	3	75 %		0 %	3	50 %		0 %
EMPLOI												
Artiste (+ petits boulots)	3	14 %	2	40 %	1	25 %		0 %		0 %		0 %
Chômeur·euse (+ petits boulots)	5	23 %	2	40 %		0 %	1	33 %	1	17 %	1	20 %
Employé·e	7	32 %	1	20 %	1	25 %	1	33 %	2	33 %	2	40 %
>>> <i>Emploi à durée déterminée</i>	3	14 %	1	20 %		0 %	1	33 %	1	17 %	1	20 %
>>> <i>Emploi dans des coopératives, des ONG</i>	3	14 %		0 %	2	50 %		0 %		0 %	1	20 %
Étudiant·e (+ petits boulots)	5	23 %		0 %		0 %	1	33 %	2	33 %	2	40 %
Retraité·e	2	9 %		0 %	1	25 %		0 %	1	17 %		0 %
NIVEAU D'ÉTUDES												
Études universitaires complétées	7	32 %	1	20 %	1	25 %	1	33 %	2	33 %	3	60 %
Études universitaires en cours	3	14 %		0 %		0 %	1	33 %		0 %	2	40 %

Études universitaires abandonnées	5	23 %	1	20 %	0 %	1	33 %	3	50 %	0 %		
Non universitaires	7	32 %	3	60 %	3	75 %	0 %	1	17 %	0 %		
ORIGINE SOCIALE DES PARENTS												
Populaire	6	27 %	1	20 %	1	25 %	2	67 %	2	33 %	0 %	
Moyenne	11	50 %	3	60 %	2	50 %	1	33 %	3	50 %	3	60 %
Moyenne-haute	4	18 %	1	20 %	1	25 %	0 %	1	17 %	1	20 %	
LIEU D'ORIGINE												
Rome	16	73 %	2	40 %	2	50 %	2	67 %	6	100 %	4	80 %
>>> Rome ville	14	64 %	2	40 %	2	50 %	1	33 %	6	100 %	3	60 %
>>> Rome, périphérie métropolitaine	2	9 %		0 %		0 %	1	33 %		0 %	1	20 %
Sud	5	23 %	3	60 %	1	25 %	1	33 %		0 %	1	20 %
>>> petite ville	3	14 %	1	20 %	1	25 %	1	33 %		0 %	1	20 %
>>> ville moyenne	1	5 %	1	20 %		0 %		0 %		0 %		0 %
>>> grande ville	1	5 %	1	20 %		0 %		0 %		0 %		0 %
Centre	1	5 %		0 %	1	25 %		0 %		0 %		0 %
ANCIENNETÉ DANS LE LSCA												
De vieille date	7	32 %	1	20 %	1	25 %	1	33 %	3	50 %	1	20 %
Moyenne	7	32 %	2	40 %	1	25 %			1	17 %	3	60 %
Nouveaux·elles arrivé·e·s	8	36 %	1	20 %	2	50 %	2	67 %	2	33 %	1	20 %
ANCIEN·NE·S MILITANT·E·S												
Ex-militant·e·s	6	27 %	1	20 %	1	25 %			2	33 %	2	40 %
>>> ayant participé à la 1 ^{re} occupation	5	83 %			1	100 %			2	100 %	2	100 %
MILITANT·E·S ACTIFS, SELON LEUR PARTICIPATION À LA 1^{re} OCCUPATION												
Oui	10	45 %	1	20 %	1	25 %	1	33 %	3	50 %	4	80 %
Non	13	59 %	4	80 %	3	75 %	2	67 %	3	50 %	1	20 %
* Gina est comptée en tant qu'activiste actuelle de CR et ex-activiste du FP												

Tableau 2 — Portrait de groupe

Le pourcentage d'hommes ayant accepté de participer est légèrement supérieur à celui des femmes, mais cela n'est pas le cas dans l'ensemble des LSCA.

L'âge des activistes varie entre 25 et 70 ans. Les personnes entre 25 et 34 ans sont les plus nombreuses. Lieu par lieu, la situation est cependant variée. À CO, les personnes interviewées sont jeunes (la personne la plus âgée a 36 ans), ce qui correspond bien à sa vocation estudiantine. Concernant C2, le nombre des personnes interviewées est réparti entre des personnes de moins de 30 ans et autour de 60 ans, à l'image de ce LSCA, qui voit cohabiter des jeunes et des personnes plus âgées. Les enquêt·e·s de VG ont autour de la quarantaine, avec une personne à 70 ans. La répartition par cohorte des autres LSCA est moins spécifique.

La parentalité correspond le plus souvent aux tranches d'âge logiquement attendues : plus les activistes sont âgé·e·s, plus on en trouve ayant eues enfants.

Les employé·e·s sont la catégorie la plus répandue (7 personnes, 32 %). 3 travaillent dans une coopérative ou une ONG, et 3 ont des contrats à durée déterminée dans différents

domaines. Seule une personne a un emploi stable en dehors d'une ONG. Viennent ensuite les chômeur·euses et les étudiant·e·s (les deux groupes à 23 %), suivi·e·s par les artistes — certain·e·s ont parfois des « petits boulots » — et les retraité·e·s (2). Les activistes enquêté·e·s ont ainsi le plus souvent des niveaux de revenu faibles et fluctuants. À noter que les artistes sont tou·te·s réparti·e·s entre le FP et VG et les étudiant·e·s entre CO, C2 et CR.

En ce qui concerne la formation : 32 % des activistes interviewé·e·s ne sont jamais passé·e·s par l'université ; 32 % ont terminé ce cursus tertiaire (dont une personne avec un doctorat et travaillant dans le milieu académique avec un contrat à temps déterminé) ; 23 % ont commencé des études universitaires, mais ne les ont pas achevées ; 14 % sont étudiants. Pour cette donnée, VG et CO sont aux extrêmes : à Communia, toutes les personnes interviewées sont allées à l'université (aucune n'a abandonné) ; à VG, seulement une personne est passée par une institution de ce type.

Le statut socioprofessionnel des parents montre une majorité de classes moyennes (50 %), puis des classes populaires (27 %) et, enfin, des classes moyennes supérieures (18 %). Cette dernière comprend notamment des professions telles que médecin, journaliste, etc. Aucun·e activiste ne s'est présenté·e comme issu·e d'une classe sociale très aisée. Les données ne varient guère selon les LSCA.

Relativement au lieu d'origine, la plupart des enquêté·e·s ont grandi à Rome ou aux environs (73 %) : 64 % dans la commune-centre et 2 personnes (9 %) dans sa province. Suivent les personnes originaires du sud du pays (23 %), dont la plupart de petites villes (deux personnes de Calabre, une du Molise), une d'une ville moyenne (Bénévent, Campanie) et une de Naples (Campanie). Les enquêté·e·s de C2 sont tou·te·s romain·e·s, en relation avec à l'ancrage très local de ce lieu autogéré. À CO, les personnes originaires de Rome sont majoritaires, alors que c'est moins le cas pour les autres LSCA.

3.2.2. Fiches des personnages

Afin de se repérer dans l'analyse qui suivra et qui consistera à décomposer les trajectoires de vie de ces activistes — leurs carrières militantes — en séquences et facteurs, je propose ici des résumés biographiques de chacun·e des 22 militant·e·s interviewé·e·s, présenté·e·s en ordre alphabétique.

J'avais donné libre choix aux participant·e·s que soit mentionné leur vrai prénom ou que j'anonymise par un prénom fictif.

A. Aldo (ex-activiste C2)

Aldo a 60 ans (2019). Il est routier et déménageur. Il a grandi à *Piazza Bologna*, un quartier de classe moyenne supérieure à l'est du centre de Rome. Orphelin de père, il passera son enfance avec sa mère, sa tante et sa cousine, vivant de la retraite de réversion du défunt. Sa famille n'était pas politisée. À l'école secondaire (un institut public technico-commercial), il ne s'implique que peu dans les mouvements sociaux qui animent son établissement et le monde étudiant de l'époque. Il participe *a latere* à des manifestations, mais sans jamais entrer dans un collectif ou groupe organisé. Il s'inscrit à la faculté d'architecture (qu'il ne terminera pas), où il prend part, mais toujours marginalement, aux mouvements sociaux, qui, à l'époque, baissent en intensité après l'agitation des années 1970. Il participe toutefois à des comités de quartier,

sous impulsion d'ami·e·s.

Tout en partageant des idées de gauche, il n'apprécie pas toujours l'attitude de certain·e·s militant·e·s. Son parcours de politisation a été lent et hésitant, jusqu'à ce qu'il s'engage dans l'association *On the road*, vers 28 ans. Il y arrive grâce à son colocataire de l'époque, qui y était actif. L'association gérait un bus à deux étages, sur un terrain vague, où s'organisaient des activités culturelles. Après 20 ans, le groupe se désagrège peu à peu, et Aldo aussi décide de le quitter. Quand il déménage dans le quartier où se trouve actuellement C2, avoir un enfant en bas d'âge lui permet de connaître d'autres parents. Parmi ceux-ci, Lello, avec qui — entre autres — il fondera un comité (COCOQUI) pour se battre contre la construction d'antennes dans le quartier et pour d'autres luttes territoriales. C'est avec ce comité qu'il participera à l'assemblée de quartier — née pour contrer l'expansion de la prison voisine sur le parc — qui ensuite occupera *Casale Alba 2*. Après presque 6 ans dans ce LSCA, Aldo décide, avec Lello et d'autres activistes, de quitter le collectif de C2 à la suite de conflits avec le reste de l'assemblée. Ce groupe reprendra par la suite les activités de leur comité, COCOQUI.

B. Alessio (C2)

Alessio a 28 ans (2019) et vient de finir un master en anthropologie. Il cherche du travail dans des organisations non gouvernementales. Originaire d'une famille de classe moyenne, il a grandi dans un quartier relativement aisé, proche de C2. Depuis environ un an, il participe de plus en plus au collectif de *Casale Alba 2*, ainsi qu'au *forum* qui rassemble — autour des enjeux liés au parc où se trouve ce LSCA — d'autres associations du quartier. Avant cette expérience, il s'était engagé dans un projet de politique participative organisé par la mairie — de gauche — de son arrondissement (*Grande come una città*).

C. Alfonso (ex-activiste VG)

Alfonso a 70 ans (2019), est retraité et écrit des livres d'histoire. Né en Calabre, dans le sud d'Italie, il suit d'abord les traces de son père — catholique et antifasciste — en s'engageant dans la politique démocratique chrétienne (*Azione cattolica*). Arrivé à Rome pour des études universitaires, il connaît le bouillonnement politique de la fin des années 1960 et rejoint alors un groupe maoïste. À l'université, il étudie dans plusieurs facultés sans les compléter, avant d'être embauché dans une usine *Olivetti*. Il y fera des activités syndicales. Il reprend des études, obtenant un diplôme en histoire avec un mémoire sur le colonialisme italien en Afrique. Grâce à cette nouvelle formation, il devient professeur d'école. Au début des années 1980, il prend une année sabbatique et part en Amérique. Il sera marqué par ce voyage, et notamment par le contraste entre le nord et le sud de la frontière USA-Mexique. À son retour, il décidera de s'engager dans les milieux s'occupant des migrations et, plus particulièrement, à *Ligue pour les droits et la libération des peuples*. Avec cette organisation, il occupera un pavillon des anciens abattoirs : c'est la naissance de *Villaggio Globale* en 1990. Figure de ce LSCA, Alfonso en animera la vie politique et culturelle pendant des années, avant qu'un groupe de personnes étant hostile aux militant·e·s de vieille date émousse sa motivation au milieu des années 2000. Ayant de plus eu un enfant dont il devait s'occuper à un âge avancé — plus de 50 ans — il décide de quitter VG. Il continue son engagement dans d'autres luttes.

D. *Carla (ex-activiste CO)*

Carla a 28 ans (2019) et travaille de manière épisodique dans le social. Elle a grandi dans une ville proche de Rome. Elle fréquentera un lycée artistique situé au centre de la capitale. Dans sa famille, l'on ne parle pas trop de politique. Lors du mouvement étudiant dit *l'Onda*, (2008-2012) qui anime les universités et les lycées de tout le pays, elle prend part aux actions qui s'organisent dans son lycée et se rend aux manifestations, mais sans que cela l'amène à une politisation. Pour que celle-ci ait lieu, il faut attendre que Carla arrive à la faculté des lettres de l'université «*La Sapienza*», où elle se mêle aux collectifs universitaires, participe très activement aux mouvements étudiants et commence à fréquenter les LSCA, qu'elle ne connaissait pas du tout avant. C'est avec ce collectif qu'elle occupera *Communia* en 2013. Après plusieurs années dans ce LSCA, elle décide de faire défection. Le rôle de premier plan qu'elle avait dans l'organisation était toujours plus difficile à tenir, entre autres parce qu'à cela s'ajoutait le fait que la précarité du monde du travail l'épuisait. Elle coupera presque toute relation avec CO.

E. *Cinzia (C2)*

Cinzia a 57 ans (2019) et travaille comme opératrice sociosanitaire — avec un contrat à durée déterminée — dans un hôpital universitaire de Rome. Elle a grandi dans un quartier populaire et périphérique de la banlieue est de Rome, dans une famille modeste et non politisée. D'esprit rebelle, elle s'implique dès l'école secondaire dans les mouvements qui animent son époque : elle s'y politise et participe à toutes les manifestations (ce qui n'est pas très bien reçu par sa famille). Elle continuera de le faire par la suite, y compris pour défendre ses conditions d'emploi et celles des autres. Elle ne va pas à l'université, mais suit une formation en herboristerie, puis d'opératrice sociosanitaire. Il y a trente ans, grâce à une association qui organise des excursions en montagne, elle prend part à une mobilisation qui s'oppose au bétonnage du parc où se trouve actuellement *Casale Alba 2*. À la naissance de son enfant, elle déménage dans le quartier concerné par cette lutte avec son mari, car il s'agit d'un environnement plus vert (grâce au parc dont ils·elles avaient empêché la destruction) et moins cher que celui où ils vivaient auparavant. Des années après, elle découvre que le parc est à nouveau menacé. Elle rejoint le groupe de quartier qui s'oppose au projet et qui occupera C2 en 2013. Depuis, elle y est toujours active et est aussi responsable du laboratoire d'herboristerie.

F. *Fabio (VG)*

Fabio a 37 ans (2019) et travaille à la coopérative de son LSCA, *Villaggio Globale*, où il milite depuis plus de 15 ans, malgré de longues pauses. Né à Rome, il ne termine pas l'école secondaire et vit dans un fourgon avec un ami, bougeant de lieu occupé en lieu occupé pour participer à des fêtes. Vers 20 ans, il se retrouve à VG. Il n'a été jamais intéressé par la politique, voire se considère antipolitique. Le côté militant des centres sociaux le repoussait. VG lui donne l'impression d'être moins politisé que les autres et plus axé sur le travail. Le fait qu'on lui donne la possibilité d'apprendre un métier et de s'y loger contribue à son attachement au LSCA. Quelques années après, il participe à la fondation de la coopérative par laquelle les activistes firent en sorte de régulariser le travail effectué à VG. Il fait partie des *jeunes* qui pousseront Alfonso et d'autres activistes plus ancien·ne·s à quitter VG. Il est un des animateurs de la période où dans ce LSCA s'organisent de nombreuses fêtes de musique techno. Il prend ultérieurement conscience des dégâts provoqués et participe — avec d'autres camarades — à

transformer profondément VG.

G. *Francesco (C2)*

Francesco a 27 ans (2019), est étudiant en histoire et travaille comme entraîneur de hockey, tout en décrochant parfois des contrats précaires avec la *Società Geografica Italiana*. Il grandit à Rome, dans un quartier plutôt aisé au sein d'une famille de classe moyenne et politisée à gauche. Dès l'adolescence, il fréquente les centres sociaux pour leurs soirées et leurs concerts. Il se politise au lycée, où il est très actif dans les mouvements et organisations étudiantes. Une fois à l'université, il laisse de côté la politique militante, mais, après quelque temps, il commence d'avoir envie de participer à un lieu autogéré. Après une collaboration avec un LSCA, *Red Lab*, il décide de faire son mémoire de recherche sur *Casale Alba 2*, qu'il connaissait par l'intermédiaire d'amis·e·s. Cette étude sera pour lui l'occasion d'en intégrer, petit à petit, le collectif, où il est aujourd'hui très actif, bien qu'il ait été contraint de déménager loin de C2.

H. *Gabriella (VG)*

Gabriella a 54 ans (2019) et travaille dans une ONG active notamment en Afrique. Elle a grandi dans un quartier bourgeois de Rome (*Parioli*), son père était conseiller fiscal et sa mère femme au foyer. Ses parents n'étaient pas politisés et ne votaient pas à gauche. Il en allait de même de son entourage. L'établissement secondaire qu'elle fréquente dans son quartier était très peu exposé aux mobilisations et à l'activisme politique. Gabriella s'y intéresse pourtant : seule, elle se rend aux manifestations, mais elle n'intègre aucun groupe militant. Son mariage avec un architecte plus âgé lui donne l'occasion de fréquenter pendant quelque temps des milieux plus engagés. L'attitude machiste de cet homme la pousse à divorcer. Mère seule avec deux enfants, Gabriella pense surtout à travailler. C'est justement par son activité professionnelle que, finalement, elle s'engagera. Tout d'abord, un travail dans une entreprise de distribution de documentaires, dont des films engagés, la sensibilise, par exemple, aux enjeux migratoires. Lorsque ses enfants deviennent plus autonomes, elle s'implique davantage pour différentes causes. Son nouveau travail dans une ONG lui permet, enfin, de se sentir engagée, tout en pouvant subvenir aux besoins de sa famille. Passionnée d'architecture, elle eut le projet de créer un laboratoire de menuiserie pour aider à l'intégration des migrant·e·s. Une connaissance lui parle des espaces offerts par *Villaggio Globale*, qu'elle rejoint afin de pouvoir y réaliser son projet, qu'elle a concrétisé depuis environ un an.

I. *Gianni (ex-activiste FP)*

Gianni a 62 ans (2019). Il est au chômage et fait des petits boulots. Il a grandi à *Centocelle*, le quartier populaire et de gauche de la périphérie est de Rome où se trouve le *Forte Prenestino*. Sa famille était plutôt modeste et de gauche. Dès son adolescence, il se revendique communiste et, une fois arrivé à l'école secondaire, il entre dans l'organisation d'extrême gauche *Lotta Continua*. Il vit avec intensité l'effervescence politique des années 1970, toujours en première ligne. Au moment où la lutte s'intensifie et devient parfois violente, il vit en cavale en France, pendant un an, pour échapper à la répression. Une fois retourné à Rome, il cherche avec ses camarades une manière différente d'agir politiquement, dans un contexte où la peur et la déception semblent empêcher toute ardeur sociale. Avec des camarades de son quartier, il fonde un journal, *Vuoto a rendere*, création qui s'accompagne de plusieurs événements

politiques, culturels et festifs ayant pour but d’animer la vie de ce quartier et de réveiller la conscience sociale. Après quelques années durant lesquelles ce collectif organise des concerts devant la forteresse abandonnée qu’était le FP, en 1986 ils·elles décident d’y entrer et de l’occuper. Pratiquement toute la vie de Gianni se passe alors *dans* ce lieu et *pour* ce lieu, jusqu’à ce qu’après une trentaine d’années de militance au FP, il décide que le moment est venu de se dédier à autre chose, tout en considérant très positivement cette expérience de vie et en ayant toujours de bons rapports avec ce LSCA.

J. *Gina (ex-activiste FP, actuellement CR)*

Gina a 38 ans (2019) et est chercheuse en biologie avec contrat à durée déterminée à l’université. Elle a grandi dans une région du sud du pays, le Molise, dans une famille non politisée. Dès son enfance, elle fait beaucoup de sport, ce qui lui évite de faire ce qu’elle décrit comme l’activité plus commune des jeunes de son village, soit « se bourrer la gueule » et fumer. Par l’intermédiaire d’un ami, elle participe à l’antenne locale du Parti Communiste Italien (PCI), sans pour autant se sentir politisée. Une fois arrivée à Rome pour y suivre l’université, elle rencontre un garçon romain qui fréquentait les milieux militants et les centres sociaux, un monde pour elle complètement nouveau. À cette époque, elle suit le cours de photographie que sa colocataire de l’époque donnait au *Forte Prenestino*. Après quelque temps, les militant·e·s de ce LSCA proposent aux usager·ère·s des cours de rejoindre le collectif : après quelques hésitations Gina accepte, et participera à l’ouverture d’un nouvel espace au sein du FP, la salle de thé. Après environ 6 ans passés au FP, elle décide de le quitter, car il y avait eu un fort *turn-over* et parce que commencer un doctorat rendait difficile d’avoir trop d’engagements parallèles. Pendant 10 ans, elle s’éloigne complètement de la militance, privilégiant d’autres activités — comme les excursions en montagne — jusqu’à ce qu’un an avant notre entretien, elle ressente l’envie de s’engager à nouveau. Elle rejoint donc le collectif de *Cassetta Rossa*, un LSCA qu’elle fréquente de manière assidue et qu’elle trouve radicalement différent de FP. Au moment de l’entretien, elle est militante à CR depuis moins d’un an.

K. *Giovanni (CR)*

Giovanni a 46 ans (2019) et est au chômage à la suite de problèmes de santé. Il travaillait auparavant comme concepteur de projets sur mandats. Il a grandi dans un quartier du quadrant sud de Rome et a toujours beaucoup fréquenté le quartier où se trouve *Cassetta Rossa*, *Garbatella*, populaire (aujourd’hui de moins en moins) et historiquement très à gauche (une caractéristique qui reste). Il vient d’une famille peu politisée et fréquente dès son enfance la paroisse, un site de socialisation important de l’époque. Lors d’une manifestation étudiante, il est frappé par la capacité de ses camarades de lycée plus âgé·e·s de gérer des moments de tension. Cette expérience contribuera à son choix de s’activer politiquement dans différents mouvements de son époque. Il fait aussi une expérience de bénévolat à la Croix Rouge. Arrivé à l’université, il poursuit son engagement dans des collectifs universitaires, tout en continuant à garder contact avec ses ami·e·s et camarades de *Garbatella*. Cette époque — le tournant des années 1990 — est l’*âge d’or* des centres sociaux occupés et autogérés : Giovanni et ses camarades décident d’y contribuer. Un groupe de personne réunissant à la fois des activistes issus des collectifs universitaires et d’autres basé·e·s dans le quartier de *Garbatella* se forme à cette fin. En 1994 (quand Giovanni a 21 ans), c’est ce groupe de personne qui occupe le CSOA *La Strada* (LS), une expérience très forte pour Giovanni et ses autres camarades. Ce CSOA

devient un point de référence politique et culturel majeur de la ville. En 2001 cependant, Giovanni et d'autres activistes de vieille date de LS ont l'idée d'occuper un nouvel espace afin d'y mettre en place des activités plus adaptées aux personnes de leur âge, qui commençaient à avoir des enfants et des aspirations différentes. En partant, leur but était de ne pas dénaturer LS en l'adaptant aux attentes de ses occupant·e·s historiques, car ce lieu attirait de nombreux·euses jeunes. Cela se fit par l'occupation de CR, dont les évolutions dépasseront très vite les attentes initiales de Giovanni et ses camarades. Depuis cette date, cet activiste est toujours à CR, dont il est une figure de premier plan.

L. *Ivan (FP)*

Ivan a 44 ans (2019). Performeur et *drag queen*, il travaille occasionnellement dans des bars et des soirées. Il a grandi à Naples, dans une famille de centre gauche relativement aisée. Très jeune, il voulait devenir une star de la télévision. Cet objectif fait qu'au lycée il ne s'intéresse pas vraiment à la politique, mais fréquente les centres sociaux de sa ville natale pour des soirées et des concerts. La présence d'hommes gay le marquera profondément. Il commence des études universitaires sans les finir. Il va à Milan, où il a une expérience professionnelle à la télévision de quelques années, avant de déménager à Rome où sa mère habitait depuis quelques temps. Il ne s'intéressait toujours pas à la politique, mais il fréquentait le FP lors des grands événements. Un jour, il fait connaissance d'un militant de ce LSCA qui lui propose de faire des shifts au bar. Après deux ans de collaborations occasionnelles, les militant·e·s lui demandent d'intégrer l'assemblée de gestion du FP. La mort de sa mère l'amènera à se rapprocher davantage de ce lieu et de ce collectif. Au moment de l'entretien, il vit — provisoirement — au FP, dont il fait partie depuis désormais une quinzaine d'années.

M. *Janis (CO)*

Janis a 30 ans (2020) et, après des études de lettres, cherche toujours un travail, tout en faisant plusieurs boulots alimentaires. Elle a grandi dans un quartier de classe moyenne basse à Rome Sud, dans une famille de classe moyenne et non politisée. Elle fréquente les scouts, ce qui sera une expérience importante pour elle, et fait de nombreux sports. Elle fréquente un lycée artistique du centre de Rome, où elle participe aux mouvements étudiants, mais sans s'y politiser. À l'université, elle entre dans des collectifs universitaires : ce sera un point de basculement important. Grâce à ces groupes militants, elle fréquente le monde des LSCA, ainsi que différents réseaux militants et contreculturels. Elle participe à l'occupation de *Communia* en 2013. Au moment de l'entretien, elle fait partie du collectif de CO, même si elle n'y a pas connu que des moments de satisfaction.

N. *Lello (ex C2)*

Lello a 63 ans (2019) et est retraité. Il a grandi dans un quartier populaire de l'est de Rome, dans une famille prolétaire où l'on insiste sur l'importance du respect des autres. Sa politisation a lieu à l'école secondaire, où il obtiendra un diplôme professionnel en informatique. À son arrivée dans cet établissement, il y rencontre un jeune professeur, qui parle politique à Lello et aux autres étudiant·e·s, et les invite à donner un coup de main au théâtre du quartier où l'intellectuel engagé Dario Fo met en scène une pièce. Là-bas, vers 14 ans, il entre en contact avec le groupe d'extrême gauche *Avanguardia Operaia*, avec lequel il milite pendant une quinzaine d'années. Quand ce mouvement s'éteint — au début des années 1980 —, il fonde

une librairie avec des camarades (« *I gerani* »), dans laquelle il mène différentes collaborations avec d'autres librairies indépendantes et militantes, ainsi qu'avec des centres sociaux. Cette expérience dure une dizaine d'années. Entre-temps, il est actif dans d'autres expériences, par exemple en tant qu'enseignant d'informatique pour les migrant·e·s dans une maison du peuple. Il devient père vers 40 ans. Ayant déménagé dans le quartier de C2, il fait connaissance d'Aldo et de parents de petits enfants, comme lui. Il fonde avec elles·eux un comité qui se bat contre la construction d'antennes et pour d'autres enjeux locaux (COCOQUI). Avec ce groupe, il rejoindra l'assemblée qui occupera C2. Après presque 6 ans passés dans ce LSCA, il décide de le quitter avec Aldo et d'autres camarades. Ils·elles reprennent toutefois des activités avec leur ancien comité. Il se dit hyperactif et mène en parallèle plusieurs luttes et participe à d'autres groupes et associations.

O. *Lorenzo (FP)*

Lorenzo a 35 ans (2020). Il est DJ et musicien et fait occasionnellement d'autres boulots alimentaires. Il a grandi dans un quartier de Rome sud-est relativement aisé. Sa famille était plutôt de droite et sa mère particulièrement religieuse. Il n'a jamais été très politisé, mais, par hasard, il approche le monde des centres sociaux. En effet, depuis toujours passionné de musique, il joue avec une association qui, un jour, l'amène pour un concert au *Forte Prenestino*. Il découvre les milieux alternatifs qu'il commence de fréquenter de manière assidue. Au lycée, il participe à l'occupation d'un espace avec un groupe d'ami·e·s, qui ne dure cependant que quelques jours. Dès la fin du lycée, il s'insère de plus en plus au FP : les femmes qui géraient la salle de thé lui demandent d'intégrer leur groupe. Pendant une période, il vit dans une maison occupée située juste à côté de ce LSCA. L'expérience au FP — qui continue depuis 15 ans — est très importante pour lui. Il associe même son *coming out* à ce LSCA. Parfois, il prend des pauses, notamment pour le travail, qui l'oblige occasionnellement à quitter Rome. Malgré tout, il ne se considère toujours pas comme étant particulièrement politisé, même si le FP l'a sûrement sensibilisé à ces questions.

P. *Luca (CO)*

Luca a 26 ans (2020) et est étudiant universitaire. Il a grandi dans un quartier populaire de l'est de Rome, dans une famille plutôt de gauche, mais pas particulièrement politisée, avec laquelle il vit toujours. Au lycée, il s'intéresse aux questions politiques, même si cela ne se traduit pas par un engagement. Il fréquente un lycée artistique, un milieu très ouvert aux questions politiques, sociales et sociétales, qui le marque profondément. Quand, en 2017, une connaissance lui propose d'aller à une réunion du collectif LGBTQI et féministe de *Communia*, il pense qu'enfin il peut concrétiser son intérêt pour la politique qui, jusque-là, n'avait été que théorique. Depuis, il a intégré l'assemblée plénière de *Communia* et compte parmi les militant·e·s de nouvelle génération les plus actif·ve·s.

Q. *Marina (FP)*

Marina a 25 ans (2019), est étudiante universitaire et a diverses activités alimentaires. Elle a grandi à Bénévent, une ville moyenne du sud du pays, dans une famille de gauche à la situation économique fragile. Adolescente, sa passion pour le skateboard l'amènera à rejoindre le collectif de son premier LSCA, car ce lieu disposait d'un espace pour pratiquer ce sport. Lors d'un séjour à Rome, elle découvre avec sa cousine le FP, qui l'impressionne énormément. Après

un séjour à Londres, elle déménage dans la capitale, où elle fréquente le FP pour un cours de théâtre, ainsi que pour sa copine de l'époque, qui était militante dans ce LSCA. Elle finit par intégrer l'assemblée de la salle de thé et ensuite la plénière du *Forte Prenestino* vers 2016. Son engagement continue depuis 4 ans.

R. *Matteo (CO)*

Matteo a 36 ans (2019) et est employé dans une coopérative. Il a grandi à Rome, dans un quartier plutôt bourgeois à l'ouest du centre de Rome. Sa famille, juive et de gauche, lui a transmis la passion de la politique ; c'est d'ailleurs en famille qu'il fera sa première manifestation, un événement qui le marque beaucoup. Au lycée, il est très actif dans les mobilisations étudiantes, motivé entre autres par divers événements : le G8 à Gênes, où un opposant d'à peine 18 ans est tué par la police ; la guerre en Iraq ; la réélection de Berlusconi. À cette époque, il fréquente déjà les centres sociaux. Arrivé à l'université, il étudie dans une faculté plutôt de droite, où, avec des camarades, il arrive quand même à lancer un collectif politique de gauche, avec lequel il occupera un espace, même si cela ne durera que quelques jours. Par ses camarades, il s'approche d'une mouvance trotskyste, puis d'un parti politique, *Sinistra Critica*. Malgré sa fréquentation des centres sociaux, il porte un regard critique sur la ligne politique de ces expériences. Avec le mouvement de l'*Onda*, son activisme dépasse celui de sa faculté et de son université. Lorsqu'avec ses camarades les plus proches ils·elles décident de mettre un terme à leur collaboration au parti *Sinistra Critica*, le collectif qui résultera de cette scission — avec des renforts issus des collectifs universitaires liés — occupe Communia en 2013. Depuis, il est toujours actif dans ce LSCA, même si le travail l'empêche de le fréquenter en manière assidue : parfois, il n'arrive pas à s'y rendre plus d'une fois par semaine pour les réunions plus importantes.

S. *Michel (C2)*

Michel a 28 ans (2019). Il est étudiant universitaire. Insatisfait, il compte abandonner pour devenir tatoueur (le 2^e entretien que j'ai eu avec lui a confirmé son départ). Il a grandi dans un quartier très populaire de la banlieue est de Rome. Son père était d'extrême droite et est mort peu de temps avant l'entretien ; sa mère est schizophrène, ce qui oblige Michel à s'en occuper et à ne jamais pouvoir trop s'éloigner de la maison. Pendant l'adolescence, il développe un goût pour les visions politiques radicales (p. ex. l'anarchisme), impulsé aussi par sa passion pour le punk rock. Pourtant, il ne s'engage pas : au maximum, il fréquente des centres sociaux pour des soirées et des concerts ou encore le logement occupé où sa sœur vit, sans que cela le tente de passer d'une adhésion à certaines valeurs à un engagement concret. L'université le déçoit rapidement, mais sa fréquentation lui permet d'avoir plus de confiance en lui et de connaître une personne qui le poussera à s'impliquer dans des luttes. Il développe de plus en plus l'envie de s'engager, d'autant qu'après la mort de son père, il a besoin de faire quelque chose de différent, de changer. Il se rend à *Casale Alba 2* quand Zerocalcare, son dessinateur de bd préféré, y est pour une initiative. Après celle-ci, des militant·e·s lui proposent un transport en voiture jusqu'à chez lui — de l'autre côté du parc — en échange de son aide pour le rangement. Cette première interaction sera le premier pas vers son engagement à C2. Au moment du 1^{er} entretien, Michel était engagé dans ce LSCA depuis un an.

T. Oda (VG)

Oda a 45 ans (2019). Elle est artiste. Elle a grandi dans une famille d'artistes, modeste, dans la ville toscane d'Arezzo. La tradition anarchiste de cette ville se transmettra à Oda, notamment par le biais de son professeur de musique. Elle déménage chez sa grand-mère à Rome pour y fréquenter un lycée artistique situé en plein centre de la ville (le même que Carla et Janis de CO). Si elle s'intéresse déjà à la politique, elle est dégoûtée par l'attitude de ses camarades de lycée, trop *artistes* pour être, à ses yeux, des sérieux·ses opposant·e·s au système. Ce manque de rigueur caractérise selon elle aussi les centres sociaux, lieux qu'elle fréquente parfois pour leur offre culturelle, mais qu'elle ne trouve pas intéressants politiquement. Pendant des années — après le lycée, elle fait des études dans une académie spécialisée dans l'art de la médaille —, elle ne trouve aucun groupe politique qui lui corresponde, jusqu'à ce qu'elle prenne connaissance du *Parti Communiste International*, par un journal qui lui est donné lors d'une manifestation où elle se rendait en solitaire, comme usuellement. Dans ce parti, elle trouve ce qu'elle cherchait : une forme plus rigoureuse et organisée de marxisme, aux antipodes des formes libertaires ou artistiques qu'elle avait pu connaître dans les centres sociaux ou à son lycée. Elle milite depuis plus de 10 ans dans ce groupe. Son rapprochement d'avec les LSCA a lieu quand elle découvre que *Villaggio Globale* offrait des espaces de travail pour les artistes et les collectifs qui en auraient besoin. Elle intègre cet espace autogéré — qui a beaucoup changé entre temps —, malgré son aversion pour ce milieu politique, tout en restant militante dans son parti.

U. Rachele (ex-militante CO)

Rachele a 30 ans (2019). Elle est étudiante et a diverses activités alimentaires. Elle a grandi dans une famille de classe moyenne d'une petite ville du sud du pays (Calabre). Ses parents ne sont pas politisés, mais des dynamiques internes à la famille ont contribué à éveiller en elle, dès son plus jeune âge, une sensibilité pour la condition de la femme, qui se transformera par la suite en passion pour le féminisme. Elle s'est toujours sentie différente de ses pairs et cela se traduisait dans une attitude rebelle, qu'elle avait du mal à canaliser dans quelque chose de concret, vu le peu de possibilités offertes par son contexte natal. Elle participera pendant quelque temps à un mouvement local contre la mafia, mais il faudra attendre son arrivée à Rome pour un engagement. Arrivée à l'université, elle participe aux mouvements qui animent à cette époque l'université, malgré son caractère solitaire et introverti. Elle participe d'abord à l'occupation de sa faculté et rejoint le collectif avec lequel — par la suite — elle occupera Communia. Ces expériences militantes changent profondément son caractère et son rapport au corps (elle découvre d'ailleurs sa non-hétérosexualité). Elle joue un rôle important dans le collectif féministe et LGBTQI de Communia, qui l'enthousiasme beaucoup. Après 5 ans passés dans ce LSCA (8 si on considère aussi les années passées au collectif), elle fait le choix de le quitter à la suite d'une profonde déception vis-à-vis de ses camarades. Elle a depuis presque complètement coupé les ponts avec son ancien collectif. En 2022 elle ouvre, avec d'ancien·ne·s camarades, une librairie LGBTQI.

V. *Silvia (CR)*

Silvia a 32 ans (2019) et elle est en train de terminer un master à l'université. Elle fait en parallèle plusieurs travaux dans le social. Elle a grandi dans une ville à une trentaine de kilomètres au sud de Rome, dans une famille de classe moyenne, peu politisée, mais très active dans le bénévolat social, ce qui lui donne, dès son plus jeune âge, une grande sensibilité aux injustices. Au lycée — non marqué politiquement —, elle fait partie du petit groupe de ses camarades de classe qui se rendent aux manifestations. Entre-temps, elle s'engage dans plusieurs formes de bénévolat, à Caritas, par exemple, ou comme clown-docteur. Elle commence par la suite l'université à Rome, tout en habitant dans sa ville. Elle y entre en contact avec les collectifs universitaires et participe activement aux mouvements étudiants. C'est par cet intermédiaire qu'elle a sa première expérience militante dans un LSCA, *Esc Atelier (ES)*, un lieu autogéré très impliqué — entre autres — à l'université. Après un an, elle décide de le quitter pour avoir plus de temps pour ses autres activités, comme le bénévolat. Vers 30 ans, elle fait le choix de s'impliquer à *Casetta Rossa*, un lieu qu'elle aime particulièrement et où elle se rendait auparavant juste pour manger au restaurant. Elle a un véritable coup de cœur pour ce LSCA, où, malgré la distance d'avec son domicile, elle joue un rôle très actif depuis 2017 environ.

Conclusion de la première partie

Les éléments de cadrage des analyses empiriques ont été organisés en trois chapitres.

Dans le premier chapitre, j'ai exposé les objectifs heuristiques de cette recherche, la problématique et les questions qui ont guidé mon parcours, ainsi que les réflexions y relatives d'ordres théorique, épistémologique, morphologique et technique.

Concernant la problématique, j'ai montré le phénomène de l'autogestion urbaine à Rome et plus spécifiquement l'importance de ses lieux à vocation politique et socioculturelle. Comprendre ces lieux implique de s'intéresser aux personnes qui ont permis leur existence ou qui les animent. Partant, l'objectif principal de recherche est de révéler comment l'on devient militant de ces lieux autogérés, comment l'on persiste dans cet engagement ou encore comment et pourquoi l'on décide de s'en éloigner. Ce questionnement vise donc à analyser les lieux autogérés de Rome par l'entrée des *carrières militantes* de leurs activistes.

La présentation du **pôle théorique** a exposé mes références théoriques. Celles-ci s'articulent à deux approches : une de nature sociologique — relevant notamment de la sociologie des mouvements sociaux et plus particulièrement de l'approche par les carrières militantes — ; l'autre de nature *spatialisée*. Par ce dernier terme, j'entends donner une attention particulière à la dimension spatiale de la société, en mobilisant les déclinaisons de la géographie humaine ou au prisme de référentiels plutôt transdisciplinaires (l'*Actor Network Theory*, la théorie des réseaux sociaux, etc.). J'ai montré en quoi s'intéresser aux parcours de vie des activistes des lieux autogérés fait s'intéresser *aussi* aux lieux eux-mêmes. Je m'inscris ainsi dans une approche géographique qui voit les lieux non pas comme des unités toujours « déjà-là » (Retaille, 2014, p. 9), mais comme le fruit d'un mouvement, mouvement — au moins dans sa composante humaine — en grande partie stimulé par les émotions, dont cette recherche explorera la dimension conative.

Le **pôle épistémologique et réflexif** a présenté la manière dont j'ambitionne de produire des connaissances et mon positionnement en tant que chercheur et individu. J'ai énoncé en quoi mener une recherche sur un terrain connu peut comporter des aspects positifs, mais aussi certaines limites. J'ai également souhaité rendre compte des raisons qui m'ont amené à entreprendre une recherche « engagée » : tout en ayant privilégié ma casquette de chercheur à celle d'activiste, je voulais que mon étude serve aux mouvements étudiés. Les « risques » liés au matériau empirique principal de cette recherche, soit la parole des participant·e·s, ont aussi fait l'objet d'une attention particulière. Tout en reconnaissant qu'elle implique une part d'imprécision, voire clairement d'illusion, j'ai montré en quoi la parole est une source d'information essentielle à la connaissance. J'ai ensuite expliqué pourquoi j'ai fait le choix de me servir de mon expérience d'ex-militant d'un des LSCA étudiés. Sans, bien évidemment, figurer parmi les enquêté·e·s, mon vécu fait partie de ce dont j'ai rendu compte. J'ai également interrogé le rôle — longtemps négligé — de l'émotionnel dans les recherches scientifiques et la manière dont je m'y intéresse, malgré les défis inhérents à en faire des « objets » d'études.

Enfin, j'ai traité de **l'éthique de la recherche**. Il s'est agi notamment de réfléchir aux retombées que ma recherche peut avoir sur les participant·e·s à l'étude, ainsi que sur la manière de concevoir la relation entre chercheur·e et enquêté·e. Guidé par les réflexions sur la

dynamique du don/contre-don, j'ai fait le choix de toujours donner quelque chose *en échange*, refusant la logique de recherche dite *extractive*, qui consiste à aller sur le terrain, prendre ce dont on a besoin et partir. Au contraire, par une restitution à toutes les étapes, je souhaite témoigner ma reconnaissance aux participant·e·s, en leur montrant et en discutant avec eux des connaissances qu'ils·elles ont contribué à produire (par exemple l'atlas cartographique sur l'expérience des LSCA) et en prenant l'engagement de traduire en italien la thèse une fois terminée. Plus généralement, j'ai choisi de considérer les relations avec les enquêté·e·s avant tout comme des relations humaines, plutôt que croire aux vertus de la distanciation. Enfin, j'ai mené une réflexion sur l'anonymisation, un procédé que certain·e·s participant·e·s refusent.

Dans le **pôle morphologique**, j'ai présenté les modalités par lesquelles cette recherche a pris forme, en montrant notamment les types de raisonnements qui soutiennent ma posture de recherche et le type de démarche heuristique visé. Tout d'abord, j'ai exposé en quoi ma recherche se place au-delà de la dichotomie classique induction/déduction et la pertinence de recourir à l'abduction, à interpréter comme le moment de création théorique découlant de l'expérience et de l'observation de terrain. Ensuite, j'ai montré les raisons qui me font appréhender les phénomènes par une approche « compréhensive », c'est-à-dire en accordant une attention particulière au sens que chaque être humain donne à son agir, sans évidemment négliger les forces macrosociales.

Le premier chapitre se conclut sur le **pôle technique**, où j'ai exposé les méthodes utilisées, qu'elles soient quantitatives (le questionnaire, l'analyse statistique, l'analyse des réseaux sociaux et la cartographie associée) ou qualitatives (l'ethnographie, les entretiens compréhensifs semi-directifs). Dans cette section, j'ai rendu compte de comment j'ai sélectionné les cas d'étude et ses participant·e·s, ainsi que la manière dont j'ai organisé le terrain de recherche.

Dans le deuxième chapitre, j'ai présenté des **éléments de contexte**. À partir des nombreuses et diverses expériences d'autogestion urbaine à Rome, j'ai témoigné des modalités par lesquelles il est possible de les comprendre et de les conceptualiser. J'ai fait état des multiples manières de classer ces pratiques, en expliquant pourquoi j'ai retenu plus particulièrement celle qui se base sur les finalités des expériences d'autogestion. À partir de cette classification, j'ai montré comment j'ai élaboré la définition de lieux (politico-)socio-culturels autogérés (LSCA), par laquelle je vise à délimiter le sous-ensemble spécifique de l'autogestion urbaine auquel est dédiée cette étude. Cette définition m'a permis de recenser 55 LSCA actifs sur le territoire de la commune de Rome. Ensuite, dans la dernière sous-section, j'ai exposé — à l'aide d'une cartographie — les caractéristiques principales des 55 LSCA recensés ainsi que leurs relations.

Enfin, dans le troisième chapitre, j'ai décrit les **protagonistes de cette étude** : les 5 lieux autogérés retenus pour la phase qualitative de la recherche, ainsi que les 22 activistes interviewé·e·s. Il convient maintenant de traiter des carrières militantes de ces activistes et de l'importance de celles-ci pour la genèse et les évolutions des lieux autogérés romains étudiés.

PARTIE II — Les carrières militantes des activistes des LSCA romains: comment y devient-on militant? Comment et pourquoi l'on y continue ou l'on en part?

Becker : « Partez du principe que ce que vous voulez étudier a une histoire et non des causes » (Bessin et al., 2010, p. 256).

Comment les activistes des lieux autogérés de Rome sont-ils-elles devenu·e·s militant·e·s? Comment et pourquoi certain·e·s continuent leur activité militante depuis des années, alors que d'autres ont choisi de tout abandonner? Dans cette partie, j'y répondrai à partir du matériel empirique récolté grâce aux entretiens menés avec 22 activistes et ex-activistes des 5 lieux autogérés de Rome et à l'(auto)ethnographie.

Comprendre la manière dont les activistes s'engagent, persistent ou abandonnent l'activité militante implique de devoir raisonner à partir de la dimension biographique. Dans cette optique, il a été vu que l'approche par les « carrières » et plus particulièrement les « carrières militantes » se révèle particulièrement adaptée. Rappelons ce qu'en dit Fillieule (2001, p. 201) : appliquée à « *l'engagement politique, la notion de carrière permet de comprendre comment, à chaque étape de la biographie, les attitudes et comportements sont déterminés par les attitudes et comportements passés et conditionnent à leur tour le champ des possibles à venir, restituant ainsi les périodes d'engagement dans l'ensemble du cycle de vie* ».

Les carrières militantes sont un enjeu sociologique, mais aussi géographique. En effet, s'intéresser aux parcours de vie qui amènent à devenir militant·e·s des LSCA signifie s'intéresser au *mouvement* qui amène à la naissance, à la pérennisation ou à l'échec de ces espaces urbains particuliers que sont les lieux autogérés. M'associant au renversement de perspective qui pose le mouvement comme « *premier fait géographique* » plutôt que le lieu (Retaille, 2014, p. 8), et considérant le militantisme au sein des LSCA comme un « *opérateur spatial[...], c'est-à-dire une entité qui possède une capacité à agir avec "performance" dans l'espace géographique des sociétés concernées* » (Lussault, 2007, p. 19), étudier ce *mouvement* social qu'est le militantisme signifie *aussi* étudier les lieux qu'il produit.

Afin d'analyser ce mouvement qui amène à la production de ces lieux, mes questionnements sont organisés autour de trois *moments* qui structurent les carrières en général, et, dans mon cas, celles des activistes de lieux autogérés de Rome. En effet, suivant Agrikoliansky (2017), qui à son tour se réfère à Darmon (2008, p. 173-174), « *on peut isoler trois séquences déterminantes qui possèdent chacune leurs logiques propres et impliquent des questions de recherche différentes regroupées autour de trois thèmes : commencer, continuer, abandonner* ». Cette partie s'organisera ainsi autour de ces trois *séquences*, chacune caractérisée par le recours à des référentiels théoriques et conceptuels distincts.

La première, dédiée à la « séquence commencer », sera traitée dans le chapitre 4 et concerne le passage à l'acte. Il s'agira donc ici de « *retracer l'histoire de la rencontre entre une trajectoire individuelle et une organisation ou un mouvement social* » (Agrikoliansky, 2017, p. 174).

La « séquence continuer », traitée dans le chapitre 5, portera sur les conditions qui amènent « *ceux qui passent à l'action [à] durablement s'engager dans une action collective* » (Pudal & Fillieule, 2010, p. 176), c'est-à-dire, la militance dans les LSCA.

Enfin, la « séquence abandonner », traitée dans le chapitre 6, présentera et analyser des parcours de désengagement ou — en d'autres termes — les raisons de faire défection et ses modalités.

Chapitre 4 — Commencer: à la recherche des facteurs du « passage à l'acte »

La première question qui conduit à formuler la notion de carrière est celle du passage à l'acte : comment devient-on militant ? Cela invite à retracer l'histoire de la rencontre entre une trajectoire individuelle et une organisation ou un mouvement social. Or, d'une certaine manière, la carrière militante n'est qu'une — petite — partie d'une carrière plus large qui l'englobe : l'ensemble de la trajectoire sociale (Agrikoliansky, 2017, p. 174).

Afin d'apporter des réponses possibles au questionnement concernant la manière dont *on passe aux actes*, de comment l'on devient concrètement militant·e d'un lieu autogéré, il faut s'attarder sur plusieurs facteurs, qui touchent l'individu et ses multiples univers sociaux, mais aussi la société au sens large. Nous analyserons le processus de politisation, les premières participations à des mobilisations, ainsi que les engagements militants initiaux des activistes des LSCA sélectionnés. Nous verrons comment certains événements de la vie privée peuvent impacter la carrière militante, par exemple en réduisant la « disponibilité biographique » à l'engagement, ou encore en provoquant des « ruptures biographiques » susceptibles de réorienter une trajectoire.

Il s'agira aussi de rendre compte de quand et comment les activistes en question ont approché le monde des LSCA et de cerner leurs impressions concernant ce milieu. Ensuite, nous reconstruirons les dynamiques qui ont amené les enquêté·e·s à entrer en contact avec leur futur LSCA ou avec les collectifs qui ont précédé l'occupation de l'espace matériel en question. Pour conclure, nous traiterons du rôle joué par la localisation de leur LSCA respectif sur le choix de s'y engager, en focalisant sur l'importance des proximités physiques (distance d'avec son propre domicile, son lieu d'étude ou travail par exemple) ou affectives, entretenues avec le territoire où ce lieu autogéré se situe.

Ces facteurs ont été sélectionnés à partir des matériaux empiriques issus des entretiens et de l'ethnographie.

4.1. Les empreintes familiales

La famille joue un rôle central dans la socialisation primaire, et malgré le fait que l'approche des carrières ait tendance à ne pas en surestimer le poids (Agrikoliansky, 2017), il est certain que « *celle-ci imprime sa marque sur les premières années de l'existence* » (Fillieule et al., 2019, p. 53). Le rôle de la famille dans la politisation et le choix de s'engager est, dans certains cas, indéniable, mais en même temps extrêmement varié. En effet, « *[entre] la reproduction fidèle des orientations familiales à l'engagement et leur reniement, s'intercale toute une gradation d'appropriations qui peuvent passer par une succession d'étapes où l'individu s'éloigne ou se rapproche tour à tour, consciemment ou non, de sa matrice parentale* » (Fillieule et al., 2019, p. 53).

Il faut avant tout clarifier la manière dont ont été répartie·e·s les enquêté·e·s selon leurs empreintes familiales :

- Celles et ceux qui n'énoncent pas, à premier abord, une influence de leur famille sur leur politisation. Il s'agit souvent de familles politiquement de droite ou sans engagement politique.
- Les enquêté·e·s qui considèrent que, sans qu'elle soit particulièrement politisée, leur famille leur a transmis des valeurs les ayant influencé·e·s dans leur carrière politique. Il s'agit, par exemple, de parents qui ne sont pas de gauche, mais qui ont toujours poussé à la réflexion critique, ou encore de parents qui n'étaient ni ouvertement de gauche, ni ouvertement militants, mais qui ont été actifs dans des associations caritatives.
- Les personnes qui ont affirmé que leur parcours d'activiste s'inscrivait en droite ligne de celui de leur famille, de gauche et engagée.

Sur l'ensemble des activistes enquêté·e·s, ce qui domine est de ne pas venir d'une famille très marquée à gauche ou engagée. Les personnes dont les parents ne sont pas de gauche (voire de droite) sont majoritaires à 68%.

4.1.1. Les empreintes familiales énoncées comme faibles : entre découverte et reniement

11 activistes sur un total de 22 considèrent que leur milieu familial n'a pas du tout influencé leur carrière militante. Il s'agit notamment d'activistes dont les parents ne leur ont jamais parlé de politique ou qui se revendiquaient de droite.

Les personnes dont les parents ne leur parlaient pas de politique ou qui n'étaient pas politisés ont plutôt eu tendance à le faire grâce à d'autres socialisations (que l'on analysera plus finement par la suite), comme le monde de l'école (p. ex. les camarades d'école ou d'université ou encore certain·e·s enseignant·e·s). Dans certains cas, l'activiste découvre les orientations politiques (passées et présentes) de ses parents seulement une fois qu'elle/lui-même est devenu·e militant·e (comme dans le cas de Carla, activiste de CO).

Quant aux personnes qui ont des parents qui s'affirmaient de droite, leur politisation peut être interprétée en termes de « *reniement* » (Fillieule et al., 2019, p. 53), à comprendre comme une revendication d'être « hors normes » par rapport au milieu d'origine, que ce soit en termes de positionnement politique ou selon d'autres facteurs, tels que l'orientation sexuelle, le style vestimentaire, le goûts musicaux, etc. Il ne s'agit donc pas d'un engagement « à gauche » simplement parce que leurs parents étaient « à droite ». De plus, cette revendication ne se fait pas systématiquement en opposition avec les seuls parents. C'est le cas, par exemple, de Cinzia (C2). Cette activiste s'est politisée — au sens propre du terme — grâce à ses fréquentations du lycée, mais elle n'hésite pas à reconnaître le rôle joué par les dynamiques présentes dans sa famille pour le développement de son attitude « rebelle ». Ce qui l'a marqué le plus est que ses tantes « se permettaient de dire [à son] père ce qu'était juste et ce qui ne l'était pas¹⁴ ». Elles représentaient, à ses yeux, l'exemple de « l'abus de pouvoir (*prevaricazione*) » qui générait en elle « un sens d'injustice » qui s'est traduit, dès l'adolescence, par une forte « envie de rébellion », qu'elle a canalisée par la suite en un activisme politique au lycée, jusqu'à devenir une véritable « plaie (*spina nel fianco*) » pour sa famille, qui, évidemment, n'approuvait ni son

¹⁴ «*Si permettevano di dire a mio padre quello che era giusto quello che non era giusto fare*».

attitude ni cet engagement.

Pour Rachele (ex-activiste de CO), les positionnements politiques plutôt orientés à droite de sa famille ne l'ont pas influencée en tant que tels. Certes, occasionnellement, elle discutait de politique avec ses parents, mais, à l'époque, elle ne se situait pas encore très clairement sur l'échiquier politique. Cependant, ce qui a eu une forte influence sur elle sont les rapports de genre au sein de sa famille, notamment celle de son père, des paysans pauvres. Son père haïssait profondément son propre père, car celui-ci « était violent, il tabassait tout le monde et tabassait sa mère ¹⁵ ».

En réaction, le père de Rachele n'a jamais été machiste et a toujours été respectueux de son épouse ; un exemple positif qui l'a poussée dès son jeune âge, à avoir un regard méfiant vis-à-vis des violences familiales et conjugales. Quant à sa grand-mère maternelle, Rachele la décrit comme « très cultivée », directrice d'école, maire adjoint de son village et qui « parlait même l'anglais, fait incroyable pour quelqu'un de son âge et de ce contexte ¹⁶ », c'est-à-dire une zone rurale de la région plus pauvre d'Italie, la Calabre. Son mari était camionneur. Rachele a toujours eu une « admiration inégalable » pour sa grand-mère. Cela n'a pas empêché qu'aux yeux de tous, avant d'être une femme cultivée, directrice d'école et maire adjoint « elle était LA femme, la femme de mon grand-père. Et elle était traitée avant tout comme la femme de mon grand-père, dans une manière super traditionnelle ¹⁷ ». Le constat de ce qui était pour Rachele une incongruence, voire une injustice, l'a amenée à questionner, bien avant de s'intéresser à la politique générale, la place de la femme dans le monde social. Rachele se construira donc en opposition à cette dynamique familiale, qu'elle n'arrivait ni à accepter ni à comprendre, et qui la sensibilisera très tôt à la question féministe.

Notons, enfin, le cas de Lorenzo (FP). Le fait que ses parents aient été certes religieux et conservateurs, mais sans prosélytisme, lui a permis d'approcher de l'univers de la gauche radicale au sein des LSCA, bien que ses parents n'en partageaient absolument pas les valeurs. La mère de cet activiste est aujourd'hui moins impliquée dans le milieu conservateur catholique qu'avant : on peut faire l'hypothèse que l'engagement de son fils — ainsi que son homosexualité — y a contribué.

4.1.2. Les empreintes familiales moyennes

4 personnes ont été classées ainsi. Il s'agit là de personnes qui reconnaissent une influence de leurs parents ou de leur famille, bien qu'il ne s'agisse pas forcément de familles politisées à gauche. Ces activistes considèrent qu'il y a un *héritage* familial dans le développement de leurs activistes successifs, à l'instar d'Alfonso, un ancien activiste de VG âgé de 70 ans, qui décrit son père comme un « *militante democristiano* », donc plutôt de centre droit, mais qui — conformément à l'échiquier politique de l'époque — était farouchement antifasciste. L'influence de ce père sur la carrière militante de son fils est évidente : il militera

¹⁵ «Era violento, picchiava tutti, picchiava mia nonna... ».

¹⁶ «Era molto colta, parlava l'inglese, che era una cosa assurda per qualcuno della sua età e in quel contesto poi ».

¹⁷ «Era LA donna, era la moglie di mio nonno capito. E veniva trattata da moglie di mio nonno, in modo super tradizionale ».

tout d’abord dans le même camp politique, avant de se convertir à l’extrême gauche lors de son entrée à l’université à Rome, autour de 1968.

De même, dans cet ensemble, l’on trouve des personnes ayant été influencées par leurs parents à cause de leurs visions progressistes (qui ne correspondent pourtant pas selon leurs dires à une véritable conscience de gauche), comme Oda, une activiste de VG. Dans le cas de Silvia (CR), ses parents lui ont transmis une passion pour le volontariat social ; cette activiste passera tout d’abord par un type d’engagement similaire à celui de ses parents avant d’aller vers un militantisme plus marqué à gauche, non sans critiquer rétrospectivement les aspects les plus *apolitiques* de l’action caritative¹⁸. Pour Alessio (militant à C2 depuis peu), ses parents ne sont « économiquement pas de gauche [mais] humainement oui¹⁹ » : pour lui, les positions politiques de ses parents ne l’ont sûrement pas amené vers la gauche radicale, mais le goût pour la discussion et certaines de ses valeurs personnelles sont clairement revendiquées comme un héritage de sa famille.

Dans certains cas, comme ceux de Giovanni (CR) ou d’Alfonso (VG), des parents plutôt du centre-droit transmettent à leurs enfants des valeurs susceptibles de contribuer au déploiement de leur carrière militante. Cela tend à se reproduire pour la génération des parents ayant vécu la 2^e Guerre mondiale ou née pendant le baby-boom qui a suivi : de nombreux partis situés alors à droite se caractérisaient par un fort antifascisme (p. ex. la démocratie chrétienne), comme en témoignent des activistes plus âgés.

4.1.3. Les empreintes familiales en héritage

2 activistes ont des parents qui sont ou étaient plutôt de gauche, mais sans avoir été militants. Cette configuration se caractérise par une influence sur les valeurs transmises aux enfants, sans que cela mène à une filiation directe.

4 activistes sur un total de 22 ont des parents de gauche militants ou anciennement militants. Pour deux de ces quatre activistes, leur famille a joué un rôle fondamental : ainsi, pour Gianni (militant historique de FP, 61 ans), le fait que ses parents étaient communistes a déterminé — « dans cette époque très polarisée » — son identification en tant que communiste dès son plus jeune âge. Malgré le chemin qu’il a pris n’ait pas été totalement partagé par ses parents, cet héritage reste incontestable. De manière similaire, Matteo (CO, 36 ans) vient d’une famille juive qui l’a toujours sensibilisé à l’antifascisme — sa première manifestation, à moins de 10 ans, y était liée. Sa mère était également militante quand elle était jeune, et ses comptes rendus de l’époque très active entre la fin des années 1960 et les années 1970 ont toujours fasciné cet activiste. Dans ce cas également, le choix de s’engager, même s’il n’était pas imposé ni même induit par ses parents, est à voir comme lié à cet héritage familial. Un autre cas est celui de Francesco (C2). Dans sa « famille, on est tous très à gauche²⁰ ». Son père est un ancien

¹⁸ On verra, dans la section relative au fait de prendre *soin* à travers l’espace (7.4.2.), l’utilité de distinguer la « *charity* », supposément apolitique, et la « *solidarity* », qui implique, au contraire, une politisation (Spade, 2020).

¹⁹ “*Economicamente non di sinistra, umanamente sì*”.

²⁰ “*Nella mia famiglia siamo tutti molto di sinistra*”.

militant de la gauche radicale, sa mère « une super hippie de gauche²¹ », son grand-père un ancien résistant (« *partigiano* »). Il s'agit là du cas peut-être le plus classique de transmission — d'une génération à l'autre — d'une forme de radicalité politique qui prend, cependant, des formes de mise en pratique qui diffèrent selon les individus et les contextes. Ainsi, Francesco reconnaît « [qu'il avait] sûrement déjà une certaine *forma mentis* [avant de s'engager], [car il a] été éduqué d'une certaine manière²² ».

4.1.4. Les empreintes familiales : bilan

La première étape de la séquence « commencer », nous a permis d'analyser l'impact des visions et des pratiques politiques des familles sur la carrière militante des 22 activistes interviewé·e·s. Tout d'abord, j'ai choisi de classer les enquêté·e·s selon qu'ils·elles aient ou non reconnu une influence de leur famille sur leur parcours politique. Certains activistes n'ont pas explicitement mis en relation, lors des entretiens, leur parcours militant et le contexte familial. Il s'agit des familles non politisées ou de droite. D'autres activistes ont reconnu dès le début leur « *fidélité à héritage sociopolitique parental* » (Fillieule et al., 2019, p. 54) ou plus généralement familial. Leurs familles sont ouvertement de gauche, voire composées d'anciens militants. Enfin, certains activistes reconnaissant l'influence des parents, ne la considère pas comme ayant été politisée ou particulièrement de gauche.

De fait, l'héritage familial sur la carrière politique est toujours présent, qu'il s'agisse d'un processus que l'on peut sommairement définir « d'imitation » ou de « reniement ».

Cet héritage se transmet de manière complexe. Même dans les cas où il est possible d'entrevoir un lien assez direct entre le positionnement ou l'engagement politique de parents et la carrière militante de leurs enfants, le processus qui a lieu ne peut être réduit à une simple forme d'« imitation ». En effet, les activistes évoquant de fait un héritage relatent que la famille a été un lieu propice pour les sensibiliser à certains enjeux, pour leur transmettre certaines valeurs, sans pour autant que cela se traduise forcément par une *reproduction* du parcours militant ou politique de leurs familles. De ce point de vue, ces empreintes familiales ne sont pas radicalement différentes de celles des activistes qui n'ont pas explicitement énoncé une influence familiale, mais en ont bien connu une au travers d'un reniement, d'une opposition, certes plus sur le plan des valeurs et des sensibilités que dans une insertion dans un panorama politique précis. D'autres facteurs que le reniement peuvent contribuer à orienter la carrière militante des activistes, comme les rapports de genre présents au sein de la famille ou des traits de caractères qui vont au-delà du clivage gauche/droite ou religieux/non religieux.

²¹ « *Una super fricchettona di sinistra* ».

²² « (...) sicuramente una certa forma mentis già ce l'avevo. sono stato educato in un certo modo ».

4.2. Les socialisations prépolitiques

Durant la transition entre les socialisations primaire et la secondaire²³ (le passage de l'enfance à l'âge adulte), d'autres univers sociaux contribuent à la modification de l'*habitus*. Dans notre cas, ces « socialisations concurrentes » sont comprises notamment par leur rôle dans le déploiement de la carrière militante des activistes des lieux autogérés. Par le terme de « *socialisations prépolitiques* », emprunté à Agrikoliansky (2017, p. 175), j'entends un ensemble varié d'expériences non politiques qui peuvent jouer un rôle « *dans la formation d'un goût pour l'action collective et des savoir-faire nécessaires pour s'y engager durablement* » (Agrikoliansky, 2017, p. 174). Si, très souvent, l'on s'attarde notamment sur la socialisation religieuse, je propose d'entendre ce terme de manière très large : ainsi, on ne trouvera pas seulement dans cet ensemble des expériences au sein d'institutions ou organisations (religieuses, sportives, etc.), mais également le sentiment d'appartenance à des groupes — réels ou idéels —, qui peut s'exprimer et se déployer par des goûts musicaux, l'orientation sexuelle, le style vestimentaire, la consommation de certaines substances psychotropes, etc.

Dans les cas de nos activistes, l'on analysera cette dimension tout d'abord en se focalisant sur l'ensemble des enquêté·e·s, pour ensuite chercher des régularités selon le lieu d'appartenance.

4.2.1. Un panel diversifié

Sur l'ensemble des enquêté·e·s, l'on constate que nombreux·euses activistes citent, parmi les facteurs ayant contribué à leur politisation ou leur rapprochement au monde l'autogestion, des expériences sociales qui peuvent difficilement être considérées comme faisant partie des « engagements précédents ». Environ la moitié des enquêté·e·s a cité des socialisations prépolitiques, qui peuvent avoir des natures très variées.

A. Le scoutisme

Trois enquêté·e·s citent — non sans gêne, vu l'affiliation catholique de leurs groupements — le scoutisme comme ayant joué un rôle dans leur carrière militante. Par exemple, pour Janis (CO), les scouts sont « au niveau politique, peut-être la première chose, même avant le lycée, qui m'a fait réfléchir sur ce qui se passait dans le monde en dehors de mon petit monde à moi²⁴ ». Ce qu'elle retient de cette expérience est que, pour la première fois, elle a été poussée à réfléchir de manière critique et de faire des activités qui étaient « même assez politiques ». Par exemple, avec son groupe, ils·elles ont participé à différentes initiatives contre la mafia, comme des manifestations, mais aussi une visite dans un quartier populaire de Naples réputé pour la présence de la criminalité organisée. Malgré qu'a posteriori elle est « un peu critique sur certaines choses » elle sent que ces expériences « étaient une manière pour s'approcher un peu de ce qu'il y a en dehors de toi-même, pour comprendre un peu ce qui se

²³ « Par ailleurs, la succession primaire-secondaire est fréquemment remise en question par l'action socialisatrice très précoce (et, en certains cas, de plus en plus précoce) d'univers sociaux différents de l'univers familial ou d'acteurs étrangers à l'univers familial » (Lahire, s.d., s.p.).

²⁴ « a livello di politica forse è la prima cosa, ancora prima del liceo, che mi ha un po' fatto riflettere su come andava il mondo all'infuori del mio mondo piccolo ».

« passe autour de toi ²⁵ ».

Alessio (C2), lui, croit que si le scoutisme n'a pas été important « du point de vue politique », cette expérience a été très importante pour son « engagement social » (sensibilité à la pauvreté, à l'accueil des migrant·e·s, etc.), l'amenant au monde de l'associationnisme et du volontariat.

Janis et Alessio trouvent que l'influence du scoutisme va au-delà du « *framing* » — c'est-à-dire, selon la formulation de Goffman, la manière de positionner, percevoir, identifier et étiqueter les événements qui ont lieu dans son propre espace de vie et dans le monde²⁶ (Benford & Snow, 2000, p. 614) —, soit dans leur rapport aux autres. En effet, les pratiques quotidiennes et la manière de vivre collectivement un espace matériel propre au scoutisme ont d'une certaine manière *préfiguré* leurs expériences militantes successives. Janis considère que la phase finale des scouts, entre 16 et 20 ans, ressemble quelque peu à l'expérience militante qu'elle a pu vivre dans les LSCA et qu'elle y vit toujours : « On est tous ensemble, on parle, on a des moments collectifs de discussion. En effet, ça rassemble un peu à une dynamique [militante] !²⁷ ». Quant au rapport à l'espace matériel et au groupe qui l'anime, elle trouve aussi des similitudes entre le scoutisme et son expérience militante, y compris à l'université. Bien que son activité de scoute se faisait dans un espace « plus limité, plus petit et qui a duré moins », elle considère que le rapport entretenu avec cet espace se caractérisait « effectivement [par] des dynamiques qui sont très similaires : ainsi, même cet espace-là était un peu une deuxième maison, le groupe un peu la deuxième famille ²⁸ ». Malgré qu'elle « ne pense pas que c'était cela qui [l']a amenée au militantisme », elle donne à cette expérience un poids dans le développement de son esprit critique, de sa capacité à vivre et réfléchir collectivement, ainsi que de son aptitude à s'approprier collectivement un lieu. Pour Alessio, le bilan est plus mitigé : s'il reconnaît « l'esprit de communauté » et « tout faire ensemble » comme des caractéristiques communes au militantisme dans son LSCA et au scoutisme, a posteriori il se rend compte que dans ce dernier « au début tu es en quelque sorte obligé », alors que dans le militantisme « c'est toi qui choisis tout : c'est toi qui y vas et tu dis "je fais ça" ».

De fait, les activistes ayant fait cette expérience du scoutisme relatent avoir connu de nombreux et nombreuses autres militant·e·s des LSCA qui, aussi, ont été scouts pendant leur enfance ou leur adolescence.

²⁵ « *Ed erano anche un modo per avvicinarsi un pochino a quello che c'era al di fuori di te. A capire un po' quello che ti succede intorno* ».

²⁶ Traduction de l'auteur. Texte original : « *'to locate, perceive, identify and label' occurrences within their life space and the world at large* ».

²⁷ « *Stiamo tutti insieme, parliamo, facciamo momenti in cui discutiamo. Effettivamente assomiglia un po' a una dinamica...(sorridendo) effettivamente ci assomiglia!* ».

²⁸ « *(...) anche quella effettivamente ci sono dinamiche molto simili, quindi un po' anche quella era un po' la seconda casa, il gruppo era un po' la seconda famiglia...era molto più piccolo, molto più limitato anche. Era anche più piccolo, è durato di meno...* ».

B. *La paroisse*

Une autre expérience de socialisation prépolitique qui ressort des entretiens est celle de la paroisse. Bien que Giovanni (parmi les fondateurs de CR), comme les activistes ayant fait l'expérience des scouts, soit aujourd'hui athée, il retient cependant de la paroisse certains aspects qui sont, à son avis, directement liés à sa sensibilisation à la politique. La paroisse était « le seul espace de rencontre possible » dans son quartier : tous les enfants de son quartier sont passés par là, de ceux qui par la suite « sont devenus des criminels jusqu'à ceux qui sont devenus des prêtres²⁹ ». Mais ce qui est important pour sa carrière militante est qu'au sein de la paroisse il a été amené à

réfléchir autour du fait que c'était important d'essayer de s'impliquer sur des thématiques qui concernaient la vie de tous et qui donc impliquaient la possibilité d'améliorer les choses. Et je pense que c'est un peu le même esprit [que l'engagement militant]³⁰.

Ce sera toutefois sa rencontre avec la politique au sein des mouvements sociaux (tout d'abord étudiants) qui le « fascinera » le plus, car

il y avait l'élément que pour moi était fondamental, qui était de donner de la place à la protestation, à la rage que normalement on a dedans, encore plus forte à l'adolescence, de la défouler aussi avec une modalité de comportement : les manifestations³¹, le conflit...³²

Cependant, la fréquentation de la paroisse n'implique pas forcément l'acquisition de ce type de valeurs. Par exemple, Gina (ex FP, actuellement CR), bien qu'elle ait fréquenté la paroisse et fait tous les sacrements, trouve que ce milieu n'a jamais eu prise sur elle et qu'aucune valeur positive ne lui a été transmise.

C. *La pratique sportive*

Un autre type d'expérience prépolitique qui ressort des entretiens est la pratique sportive, même si le bilan apparaît plutôt mitigé. Fillieule *et al.* (2019) dans leur ouvrage sur le syndicalisme en Suisse, montrent comment le sport peut participer à la socialisation à l'engagement notamment par l'exemple de l'appartenance à un « *groupe ultra d'un club de football* », au sein duquel l'enquêté en question a pu « *développe[r] son rapport contestataire au monde et des valeurs de solidarité chers au milieu syndical* » (p. 73). Dans le cas des activistes interviewé·e·s, c'est le fait d'appartenir à une équipe qui joue un rôle important. En effet, selon Gina (ex FP, actuellement CR), quand bien même elle pratiquait un sport « très individualiste », l'athlétisme, appartenir à une équipe, qui se « déplaçait pour les transferts et les compétitions » a contribué à développer ses capacités à faire partie d'un groupe et constitue

²⁹ « (...) da quelli che sono diventati dei criminali a quelli che sono diventati preti ».

³⁰ « (...) ragionare intorno al fatto che fosse importante in qualche modo provare a impegnarsi su alcune tematiche che riguardavano la vita di tutti. e quindi riguardavano la possibilità di migliorare le cose e diciamo un po' lo spirito è stato lo stesso ».

³¹ En italien, « *la piazza* », littéralement « la place », métaphore spatiale pour décrire les manifestations.

³² « *C'era l'elemento che per me era fondamentale che era quello di dare anche spazio alla protesta, alla rabbia che normalmente uno c'ha dentro e che nell'adolescenza hai ancora più forte. dargli comunque sfogo e anche una modalità di comportamento c'è l'idea della piazza, del conflitto anche* ».

sans doute sa « première expérience collective et [elle l’a] appréciée beaucoup³³ ».

Pour Francesco (C2), la pratique sportive a aussi été importante pour l’esprit de groupe, mais le côté « ordre et discipline » inhérent à la pratique sportive a toujours été quelque chose qu’il n’appréciait guère.

L’ethnographie et la littérature existante confirment que le sport peut aussi jouer un rôle important parce que de nombreuses activités sportives sont offertes par les LSCA ou par les « *palestre popolari* » (Guillaume, 2015 ; V. & M., 2015) — des salles de sport autogérées très liées aux LSCA. Ainsi, même en étant en dehors de l’univers militant, l’offre sportive à bon marché peut amener des personnes à fréquenter ces lieux ; la présence d’équipes (p. ex. Atletico San Lorenzo) peut également être l’occasion de se rapprocher, par le sport, de l’univers militant des LSCA.

D. *La pratique musicale et artistique*

Les arts apparaissent aussi comme un vecteur possible de politisation, parce que les LSCA, lieux d’activisme politique et de production culturelle, rendent possible d’approcher leur univers par le pôle *politique* ou par le pôle *culturel*, puis — de manière plus ou moins directe — de les associer. En d’autres termes, l’on peut fréquenter un LSCA pour son offre artistique ou culturelle sans avoir un intérêt particulier pour la politique et finir par s’y laisser influencer par les aspects politiques, entamant ainsi un processus de politisation.

L’exemple de la musique est particulièrement illustratif. En effet, les LSCA étaient — et sont encore en partie aujourd’hui — des hauts lieux culturels pour certaines scènes musicales (Branzaglia et al., 1992; Mudu, 2004, 2012b). Les lieux autogérés et notamment les centres sociaux ont historiquement fonctionné en tant qu’*incubateurs* musicaux, notamment dans les années 1990. Par exemple, le groupe napolitain « *99 Posse* », issu du centre social « *Officina 99* » (Behan, 2007), a permis de populariser les centres sociaux — notamment grâce aux références à ce mouvement très présentes dans les paroles de leurs chansons — en montrant la haute valeur culturelle. Les centres sociaux ont aussi été — et dans une moindre mesure, le sont toujours — des scènes importantes de l’agenda musical romain et national, comme en témoignent les concerts d’artistes célèbres qu’y ont eu lieu — p. ex. les concerts des « *Beasty Boys* » (Last.fm, 2004) et « *[d’]Einstürzende Neubauten* » (Magliulo, 2004) à *Villaggio Globale* en 2004. L’activité musicale de nombre de ces lieux — qui hébergent de manière récurrente des concerts et des soirées d’artistes locaux et, plus occasionnellement, d’artistes internationaux — en a ainsi fait au fil des années des lieux culturels alternatifs et bon marché. Aimer certains styles musicaux (p. ex. le reggae, techno, dub, etc.) très présents dans ces lieux a fonctionné pour certains activistes, notamment Francesco (C2), comme un stimulus pour une fréquentation précoce des lieux autogérés.

L’importance de la musique comme *aimant* concerne aussi Lorenzo (FP), musicien dès son plus jeune âge, qui a été conduit pour la première fois dans le lieu dont il deviendra par la suite militant par la coopérative socioculturelle de son quartier, où il y jouait de la musique à

³³ “(...) *facevo atletica, uno sport comunque molto individualista però eravamo anche una squadra quindi andavamo in giro a fare le trasferte, per le varie gare... quella è stata la mia prima esperienza collettiva e mi è piaciuta molto*”.

l'adolescence. Fabio (VG) s'est aussi approché du monde l'autogestion tout d'abord pour l'offre festive que ces lieux offraient. Il ne s'y est pourtant jamais intéressé à la politique, mais la possibilité de travailler dans ce domaine au VG a été un des facteurs qui l'ont amené à intégrer ce lieu.

Si la musique joue un rôle particulier, d'autres arts contribuent à l'attrait des lieux autogérés. Un artiste proche du monde de l'autogestion est ainsi le dessinateur de BD Zerocalcare. Ce personnage célèbre de la scène culturelle italienne contemporaine n'hésite pas à participer et animer des initiatives qui se produisent dans ces lieux ou même à produire des BD spécialement pour certains d'entre eux, comme la bande dessinée qu'il a publiée dans le magazine *Internazionale*, entièrement dédiée aux menaces d'éviction de *Casale Alba 2* (C2). Un des activistes interviewé·e·s dans cette recherche, Michel, s'est intéressé à C2 grâce à un événement où était présent ce dessinateur de BD. Passionné de dessin et grand fan de cet artiste, Michel décida de se rendre à cet événement, malgré de nombreuses hésitations. Ce sera l'occasion de connaître les activistes de C2, ce qui fut l'étincelle qui l'amènera à s'y engager. Dans son cas, l'intérêt pour la politique était déjà présent, mais ne débouchait guère sur un engagement concret. On voit donc que, dans son cas, le pôle culturel de C2 a été l'occasion de raviver et de canaliser son intérêt pour la politique.

Rappelons aussi la visite de la chorégraphe Pina Bausch au *Forte Prenestino* en 1998 (Adnkronos, 1998). Le théâtre, et plus généralement la récitation, sont des arts qui sont présents en mesure variable dans les lieux autogérés. L'occupation du *Teatro Valle* entre 2011 et 2014 (Borchi, 2017) a vu l'implication de nombreux travailleurs et travailleuses du spectacle, dont certain·e·s acteur·trice·s connu·e·s du grand public (RQuotidiano, 2011). Cette expérience a obtenu une grande visibilité même au niveau international (Lisarelli, 2014). Il y a également l'*Angelo Mai*, lieu autogéré occupé depuis 2011, qui héberge des événements de théâtre. Certaines de ces pièces, comme MDLSX, de Silvia Calderoni — actrice très liée au monde l'autogestion et à ce lieu en particulier (Fantasia, 2021) — sont représentées dans d'autres pays dans des théâtres bien moins underground, comme le Grütli à Genève, le théâtre Paris-La Villette ou encore le Théâtre National Wallonie-Bruxelles. Pour finir, le *Nuovo Cinema Palazzo*, un autre lieu autogéré romain très axé sur le théâtre, a fonctionné comme incubateur pour un de ses activistes, Marcello Fonte, gagnant du prix d'interprétation masculine au Festival de Cannes en 2018, et qui s'est d'ailleurs largement mobilisé contre l'éviction de ce LSCA en 2019 (Boccacci, 2019). Dans le cas de ma recherche, même si aucun des LSCA étudiés ne donne une centralité particulière au monde du théâtre, dans certains des 5 LSCA des cours de cet art sont offerts. C'est le cas par exemple du FP, et c'est justement la participation à un cours de théâtre dans ce lieu qui contribuera à l'engagement de Marina au *Forte Prenestino* (FP).

Enfin, l'exemple d'Oda (VG) montre comment la possibilité donnée aux artistes de prendre en gestion un espace au sein d'un LSCA peut contribuer à attirer des personnes qui à la base ne partageaient en rien l'approche politique des lieux autogérés. Si pour Oda c'est avant tout un lieu où elle peut — enfin — exercer sa profession d'artiste, cette possibilité l'a amenée à côtoyer — avec des réserves — un milieu sociopolitique qu'au vu de ses visions politiques (marxistes-léninistes liées au Parti communiste international) elle considérait — et considère encore en partie aujourd'hui — comme radicalement opposées aux siennes.

Ces exemples témoignent de comment l'importance accordée à la culture, et plus particulièrement aux arts, dans les LSCA a pu contribuer à attirer et parfois même à politiser des enquêté·e·s. Cependant, certain·e·s activistes — comme Lorenzo (FP) ou Fabio (VG) —, arrivés aux lieux par la musique, ne s'y sont pas politisés au sens classique du terme (intérêt pour le politique), du moins pas avant quelques années d'engagement dans un LSCA. Cet intérêt pour certains styles musicaux leur a donc permis de se familiariser avec le milieu de l'autogestion sans forcément entrer dans un processus *classique* de politisation (p. ex., ils n'ont jamais revendiqué une idéologie politique précise, ne se sont jamais impliqués dans les activités militantes et politiques des lieux autogérés, mais exclusivement dans celles sociales, festives et culturelles). Pour d'autres, comme Francesco (C2), qui étaient déjà politisé·e·s, la musique leur a permis de s'approcher de l'univers des LSCA, alors que — sans cet attrait musical — ils·elles auraient probablement pu continuer leur engagement militant dans des organisations plus classiques (associations, partis, syndicats, etc.).

Dans d'autres cas, les goûts musicaux ont poussé certain·e·s activistes à faire propres les références politiques des artistes de certains genres musicaux. Ainsi, Michel (C2), qui a grandi avec « pain et punk rock (*pane e punk rock*) », s'est retrouvé face à des positions politiques radicales, en particulier anarchistes. Cela n'a pas comporté une politisation — pour laquelle il faudra attendre, dans son cas, l'arrivée à l'université —, mais l'a fait se familiariser avec une *forma mentis* radicale, sans impliquer un rapprochement avec les LSCA. En d'autres termes, la politisation par certains styles musicaux peut également avoir lieu *en solitaire*.

E. *Le sentiment d'être « autre »*

De manière générale, la question de l'identification à des sous-groupes sociaux typiques des adolescent·e·s — notamment si l'on s'identifie en tant qu'*alternatif*, donc en dehors du *mainstream* — peut aussi favoriser le rapprochement à la scène contreculturelle dont les lieux autogérés, et en particulier les centres sociaux.

Cette question d'avoir été, notamment pendant l'adolescence, « alternatif » revient à plusieurs reprises. Ainsi, Luca (CO) déclare par exemple qu'il a toujours remarqué « être une voix discordante par rapport aux autres (*di essere una voce fuori dal coro*) » ; Rachele (ex-CO) dit qu'elle ne sait pas d'où venait sa passion précoce pour la politique, mais elle croit que c'est peut-être dans la conscience d'être différente de ses pairs.

S. tu as toujours été politisée ?

R. Non...

S. et d'où est venue donc cette politisation ?

R. Tu sais, je ne sais d'où c'est venu...peut-être parce que je sentais être différente. Je me sentais différente et donc je m'excluais volontairement (...) et peut-être, en m'excluant des contextes où les choses étaient acceptées, je maintenais une vision critique, je maintenais une autonomie de pensée³⁴.

³⁴ “*Sai, non sa da dove mi è venuta questa cosa...forse perché percepivo di essere diversa. Mi sentivo diversa e mi escludevo volontariamente (...) e forse escludendomi dai contesti in cui le cose venivano accettate, mantenevo una visione critica, mantenevo un'autonomia di pensiero*”.

Et, a posteriori, elle croit que son orientation sexuelle (elle s'est *découverte* lesbienne beaucoup plus tard, quand elle était déjà militante à Communia) peut avoir joué un rôle :

S. tu penses qu'il y a un lien avec la sexualité ?

R. En y réfléchissant maintenant, probablement oui. Aussi parce que je me rappelle que l'adolescence tournait beaucoup autour du sexe, que ce soit au lycée, dans la société... je me rappelle que les maximums 2 ou 3 fois où je suis sorti sur la place à l'adolescence c'était comme ça : on sortait, on faisait une promenade avec les amies, on regardait les garçons, avec les amies on disait : 'ah, celui-là est mignon !'. Moi j'en avais marre, c'était vraiment quelque chose qui ne m'intéressait pas du tout !³⁵

En considérant qui n'est pas hétérosexuel·le parmi les enquêté·e·s, l'orientation sexuelle, même non assumée, paraît ainsi jouer un rôle, lors de l'adolescence, dans le fait de se sentir *différent·e* de ses pairs. Cependant, ce n'est pas une *cause* : on peut être homosexuel·le et se caler dans la norme (et par la suite, dans l'homonormativité ?), ou être hétérosexuel·le et sentir différent·e de la norme ou de la culture *mainstream* pendant son adolescence (comme pour de nombreux·euses enquêté·e·s). Certain·e·s enquêté·e·s se trouvant dans cette situation ont élaboré leur homosexualité une fois que leur militance avait déjà commencé (attribuant même un rôle libérateur à cette activité). Ainsi, ce sentiment d'être autre se place sur un plan « prépolitique », que l'on peut difficilement, au moins dans les cas de nos enquêté·e·s homosexuel·le·s, assimiler à une dynamique selon laquelle « [l]e sentiment d'être 'ouvrier', 'noir', 'homosexuel·le', 'femme', etc. et de pouvoir fièrement revendiquer cette appartenance constitue un puissant moteur d'engagement visant à la "reconnaissance" » (Agrikoliansky, 2017, p. 178). Cependant, une fois pris conscience de sa propre homosexualité, on peut être amené·e à s'intéresser et à vouloir s'engager dans la politique féministe ou LGBTQI, comme fut le cas pour Luca (CO), qui a fréquenté *Comunia* tout d'abord par le collectif féministe-LGBTQI « *Degender* ».

F. *La consommation de stupéfiants*

Un autre aspect, lié aussi à la musique, concerne la consommation de stupéfiants. Depuis au moins les années 1990, les centres sociaux se caractérisent par un fort anti-prohibitionnisme (Mudu, 2012b), notamment pour le cannabis (CSOA Forte Prenestino, 2016 ; Mudu, 2012a). Certain·e·s activistes, comme Francesco (C2), ont ainsi expliqué que leur goût pour certains styles musicaux et « pour les pétards » les avait attiré·e·s dès l'adolescence vers les LSCA. Plusieurs militant·e·s interviewé·e·s ont déclaré avoir particulièrement apprécié de pouvoir y fumer librement, alors que c'était fortement réprimé ailleurs.

Même si cela ne traite pas forcément de l'expérience directe des militant·e·s, selon Fabio (FP), des jeunes du quartier — qui se retrouvaient souvent en face du pont-levis du FP pour fumer du cannabis ou dans un des locaux de ce LSCA — ont petit à petit commencé à

³⁵ " S. pensi ci sia un legame con la sessualità ?

R. Pensandoci adesso probabilmente sì. Anche perché mi ricordo che l'adolescenza girava tantissimo intorno al sesso, al liceo, la società...mi ricordo che le 2-3 volte massimo in cui sono uscita in piazzetta nell'adolescenza, era questa: uscivi, ti facevi la passeggiata con le amiche, si guardavano i ragazzi, con le amiche dicevi 'ah, quello è carino!'. Io mi scocciaivo... era una cosa che proprio non mi interessava per niente!"

s'impliquer dans les tâches du lieu, aidant par exemple au ménage. Aucun·e de ces jeunes n'est pour l'instant encore devenu·e un·e véritable militant·e, mais cela montre le rôle que l'anti-prohibitionnisme peut avoir sur la capacité des LSCA à attirer certain·e·s usager·ère·s, mais aussi à en repousser d'autres, comme dans le cas de Cinzia (C2) ou Michel (C2) par exemple.

G. *Les ami·e·s d'enfance*

« *Le cercle d'amis peut aussi se révéler un puissant vecteur de politisation* » (Fillieule et al., 2019, p. 74), comme pour Gianni (FP) et, associé notamment à la paroisse, pour Giovanni (CR). Pour le premier, avoir toujours été inséré dans un réseau dense d'ami·e·s installé·e·s dans le même quartier — avec lequel·le·s il explorait la forteresse qu'il occupera une vingtaine d'années plus tard — a été une expérience constitutive de son goût pour l'action et l'organisation collective. Pour le second, toutes ses expériences militantes ont été conduites en lien avec sa « bande (*banda*) » de quartier, qui tournait, au moins initialement, autour de la paroisse du quartier. Plusieurs membres de cette *bande* sont encore très proches et certain·e·s gravitent encore aujourd'hui autour de CR.

H. *Le contexte*

Le contexte dans lequel l'on a grandi peut aussi contribuer — autant que la famille ou les socialisations prépolitiques — à développer une certaine sensibilité vis-à-vis des questions politiques. Grandir dans un quartier ou dans une région très marquée à gauche, ou encore fréquenter un lycée avec une forte tradition militante peuvent — de concert avec d'autres facteurs — pousser à une politisation précoce. Il en va ainsi de Gianni (FP), qui grandit dans le quartier populaire et historiquement *rouge* de Centocelle. Oda (VG) souligne aussi que le contexte géographique où elle a grandi, la ville d'Arezzo en Toscane — à l'époque très marquée à gauche et avec « une grande tradition anarchiste³⁶ » — a également contribué à sa sensibilisation politique. Plus particulièrement, ce sera son maître de musique qui lui transmettra, dès ses 11-13 ans, des valeurs susceptibles d'influencer son rapport au monde et à la politique :

Déjà à la période du collège [j'avais] à faire avec un fantastique anarchiste qu'était notre... disons... maître de bande. C'était ce monsieur, salarié par la commune pour apprendre aux enfants à jouer [la musique]. Pour un salaire de misère, il enseignait tous les jours à tous les enfants d'Arezzo et environs. Qui le souhaitait rentrait dans la bande et lui il fournissait même les instruments. Donc à cette époque j'ai commencé, et à partir de la passion pour la musique tu te passionnes aussi aux personnes. C'était là peut-être le départ, le fait de faire les choses non nécessairement parce qu'il y a une motivation économique, mais parce qu'il y a un idéal derrière... cela ne signifie pas que je suis anarchiste, mais ce type d'anarchisme-là était très fascinant³⁷.

³⁶ « *Una grande tradizione anarchica* ».

³⁷ « *Già dal periodo delle medie avessi a che fare con un fantastico anarchico che era il nostro diciamo... maestro di banda. E quindi quando questo signore, era stipendiato dal comune praticamente per insegnare ai ragazzini a suonare. Lui per uno stipendio misero insegnava tutti i giorni a tutti i ragazzini di Arezzo e dintorni (ride). Chi voleva entrava in banda e lui forniva anche gli strumenti. Quindi io all'epoca iniziai e dalla passione per la musica poi ti appassioni anche le persone, no? E forse lì è stato l'incipit, il fatto di fare le cose appunto non necessariamente perché c'è una motivazione economica ma perché c'è una spinta ideale dietro... non che io sia*

Bien que cette expérience soit centrée autour de la musique, c'est plutôt le contexte géographique de cette région italienne — avec sa « grande tradition anarchiste » — qui fait de cette activité un vecteur de sensibilisation précoce aux valeurs politiques progressistes. En effet, ce n'est pas tant jouer de la musique avec un enseignant anarchiste qui importe, mais plutôt que ce cours s'insère dans un contexte où la place pour ces valeurs était bien plus importante qu'ailleurs : selon Oda « en Toscane se respirait un autre air³⁸ », par rapport à d'autres contextes, comme celui de Rome qu'elle connaîtra par la suite.

Un dernier exemple concerne Rachele (CO). Cette activiste est originaire de Calabre, région avec une forte présence de la *ndrangheta*, la grande organisation de type mafieux. Dans son cas, la présence de cette organisation et l'omerta généralisée de la population seront un vecteur indirect de sensibilisation et de développement d'un goût pour la rébellion.

4.2.2. Des « préparcours » souvent hétérogènes au sein des LSCA

Si l'on se penche sur la question des socialisations prépolitiques à travers le lieu d'appartenance des activistes, on se rend compte que les seuls qui paraissent montrer une certaine régularité sont CR et FP.

Les activistes du premier lieu ont tous et toutes exprimé l'importance de certaines expériences prépolitiques, notamment les scouts, la paroisse et l'équipe sportive.

Pour ceux et celles du FP, les activistes évoquent des références différentes au premier regard, mais qui sont, de fait, reliées par « l'âme » de ce lieu : la contre-culture et la *communauté*. Ces activistes citent notamment : la musique et les arts ; le skateboard, un sport (et l'identité et la culture qui lui sont associées) perçu comme fortement underground ; un cercle d'amis de quartier très soudé.

4.2.3. Les socialisations prépolitiques : bilan

Raisonné sur des socialisations dites « prépolitiques » nous a permis de décloisonner l'image du parcours militant comme relevant exclusivement de la sphère politique strictement entendue. En effet, les entretiens ont permis de comprendre que des expériences relevant de domaines très divers — et apparemment déconnectés de la sphère du politique — peuvent contribuer à entamer un processus de politisation et/ou un rapprochement à l'univers des LSCA. Il s'est agi de retrouver les traces qui amènent à développer une prédisposition à l'engagement militant et non de reconstruire — comme on fera dans la sous-partie suivante — la manière dont le processus de politisation s'est développé.

On a vu comment des expériences comme celles du scoutisme ou de la paroisse — malgré leur nature religieuse en fort contraste avec les visions politiques successives des enquêté·e·s — sont interprétées par les activistes comme des moments précurseurs dans le développement des manières de se rapporter à la société et aux autres qui caractériseront les phases ultérieures de leur vie. Le sport aussi peut être vu comme une pratique permettant à la

anarchica, però ripeto (ride) quel tipo di anarchismo era molto affascinante”.

³⁸ “(...) sicuramente in Toscana si respirava un'altra aria”.

fois de forger un esprit de groupe, mais aussi comme une manière de se rapprocher des LSCA au vu de leur offre dans ce domaine. La musique et les arts au sens large apparaissent également comme des vecteurs importants de rapprochement à l'univers des LSCA, notamment quand l'on privilégie des styles musicaux particulièrement présents dans l'offre récréative et culturelle de ces lieux ou des pratiques artistiques, telles que le théâtre. Certains traits de caractère, son orientation sexuelle ou son identité de genre peuvent en outre participer — avec d'autres facteurs — à développer un sentiment « d'être différent·e » et amener à se rapprocher de l'univers contreculturel, dont les LSCA sont de hauts lieux, mais aussi à développer une envie de rébellion qui peut amener à une politisation précoce. Enfin, la consommation de stupéfiants — notamment le cannabis — peut induire à un rapprochement précoce au monde des LSCA, ces derniers étant des espaces marqués par un fort anti-prohibitionnisme, et donc propices pour consommer ces substances sans le risque d'être amendé·e·s. Le contexte géographique, plus ou moins marqué par une certaine vision politique ou des problèmes sociaux spécifiques, est aussi un facteur dont il faut tenir compte pour comprendre la manière dont les enquêté·e·s commencent — dès leur plus jeune âge — à développer un goût pour la politique.

Il convient de s'arrêter sur une différence qui a émergé quant aux expériences prépolitiques de nos enquêté·e·s : d'un côté, ces expériences prépolitiques peuvent contribuer à la politisation des personnes en question, sans que cela comporte forcément un rapprochement avec les LSCA ; de l'autre côté, les expériences prépolitiques peuvent amener à un tel rapprochement, mais sans forcément comporter une politisation *stricto sensu* (le développement pour un goût ou une passion pour la politique). Ce dernier type de parcours, comme on le verra par la suite, implique cependant que les enquêté·e·s en question se familiarisent avec l'univers contreculturel dont relèvent les LSCA, ce qui amène à une adhésion — même si souvent plus superficielle que celle des enquêté·e·s les plus politisé·e·s — aux valeurs dont cet univers se fait porteur, à savoir le refus du système politique et économique dominant, l'antiprohibitionnisme, l'antiracisme, le féminisme, etc.

4.3. Les premières participations à des mobilisations (PPM) et les premiers engagements militants (PEM)

Il s'agira de rendre compte de trois moments distincts, mais étroitement liés entre eux : (1) la phase de politisation ; (2) les premières participations à des mobilisations (PPM) ; (3) les premiers engagements militants (PEM).

Si, dans la littérature, on trouve une tendance à réunir ces différentes phases sous le terme général de « politisation » — Fillieule *et al.* (2019, p. 70) la définissent comme « *le processus par lequel les individus (...) développent un intérêt pour la politique et y interviennent comme acteurs* » —, il est dans cette recherche préférable de bien distinguer ces moments. En effet, la distinction entre ces trois termes est motivée par la volonté d'éviter une confusion entre des phases qui peuvent non seulement avoir lieu à des moments différents (ces moments peuvent être synchroniques ou avoir lieu avec un décalage temporel, parfois important), mais aussi se caractériser par des formes distinctes.

En effet, développer un intérêt pour la politique n'implique pas forcément une forme de passage à l'acte. Aussi, l'engagement militant (ou militantisme) se distingue du *simple engagement*, car « *[l'on] peut être engagé sans être militant, mais on ne peut pas être militant sans être engagé* » (Festival du film documentaire engagé, 2003, s.p.). Le premier relèverait ainsi d'un « *“entre-deux”, espace privilégié de métissage, de rencontres, de possible* » (s.p.), qui précéderait une intégration à un groupe militant. En effet,

[l']engagement, c'est d'abord réfléchir sur le rapport aux autres : animal, homme, pierre, arbre, vent, étoile... Dans le militantisme, il y a un combat pour ou contre une cause déterminée, par rapport à un groupe social précis et donc dans un langage spécifique. Toute l'action de l'individu et du groupe est alors orientée par rapport à cette cause alors que, dans l'engagement, il y a d'abord et avant tout une réflexion sur l'autre, sur le rapport au pouvoir (s.p.).

Sans forcément partager *in toto* cette distinction — je ne crois pas que « *toute action de l'individu ou du groupe* » soit forcément et seulement « *orientée par rapport à cette cause* » — je trouve cette distinction adéquate afin de complexifier ce troisième facteur de la séquence commencer. En effet, on verra que si la politisation peut avoir lieu sans aucune forme de passage à l'acte, le « *premier engagement* » peut aussi impliquer une participation à des mobilisations, mais cette participation ne se traduit pas toujours par un *engagement militant* au sein d'un groupe ou d'une organisation. Cependant, afin de simplifier la compréhension et d'éviter des malentendus, je donc privilégier le terme de « *premières participations à des mobilisations* », qui sous-entend les premières fois où les activistes ont adhéré « *à une mouvance générale, un mouvement social* » (Orfali, 2011, p. 48). En effet, dans ce type d'adhésion, « *[i]l s'agit d'œuvrer dans un but précis à différents niveaux, essentiellement idéels, voire idéologiques, mais pas forcément au niveau pratique. Contrairement aux partis politiques ou aux associations militantes, point n'est besoin de coller des affiches ou d'agir concrètement. L'adhésion relève alors surtout de l'affiliation à des idées, une politique, un esprit de groupe. Elle n'oblige pas à une participation active* » (Orfali, 2011, p. 48), alors que le terme de « *premier engagement militant* » (PEM) vise à décrire la première fois où les activistes interviewé·e·s ont rejoint un groupe ou une organisation dont la visée principale est l'activisme politique ou social.

Avant de procéder à l'analyse de chacun de ces moments, je vais d'abord les définir et, par la suite, expliquer le rapport que ces phases entretiennent entre elles.

1. À la différence de la section précédente, portant sur les socialisations prépolitiques — soit sur les facteurs ayant influencé le développement de certaines prédispositions au militantisme dans les lieux autogérés —, par l'analyse de la phase de politisation l'on rendra compte du moment où les enquêté·e·s ont commencé à développer un intérêt pour les questions politiques et sociales. Ce moment est difficile à reconstruire rétrospectivement, mais les données issues des entretiens donnent assez d'indications pour situer dans le temps biographique et social l'émergence de cette sensibilité. Le terme que je privilège est celui de « *politisation* », même si, comme l'on a dit, celui-ci peut se révéler ambigu, car, suivant Fillieule *et al.*, « *[nous pouvons] définir la politisation comme le processus par lequel les individus (...) développent un intérêt pour la politique et y interviennent comme acteurs* » (2019, p. 70). Dans mon approche,

je me référerais à cette intervention en tant qu'acteur plutôt par le terme de « premier engagement militant » (PEM). Par **politisation** j'entends ainsi plutôt l'émergence d'une sensibilité politique, sans que celle-ci implique nécessairement une forme de passage à l'acte. Dans les cas où cet intérêt pour la politique implique également la participation à des manifestations politiques, cet aspect sera spécifié.

2. Le terme de « **premières participations à des mobilisations** » (PPM) servira à décrire le moment où la politisation prend la forme d'un engagement *souple*, qui n'implique pas donc l'intégration à un groupe militant (politique ou social) organisé, mais qui implique bel et bien la participation à un mouvement social : on trouvera donc dans cet ensemble la participation aux mobilisations étudiantes (en solitaire, mais aussi celle faite collectivement, mais sans pour autant impliquer un engagement militant, par manque de conscientisation politique aboutie, participation juste occasionnelle, etc.).
3. Par « **premier engagement militant** » (PEM) au contraire, j'entends la première fois où les activistes interviewé·e·s ont rejoint un groupe, une organisation ou un collectif dont l'objectif principal est l'activité politique et/ou sociale. Dans cet ensemble, on trouvera donc : la participation active aux mobilisations étudiantes avec un collectif (lycée, université) ; la participation active à d'autres mobilisations avec un collectif (environnementales, locales, féministes, LGBTQI, contre la mafia, etc.) ; le bénévolat dans des ONG, des associations caritatives, des groupes de défenses des droits humains, etc. Si l'engagement est sous forme d'activités professionnelles rémunérées, même si elles sont subventionnées par l'État (p. ex. lors d'un service civil), cela sera spécifié.

4.3.1. Âge biographique prédominant et typologies de politisation, PPM et PEM

Dans ce premier volet, il s'agira de rendre compte de la position dans le cycle de vie où chacune de ces phases a débuté chez les activistes interviewé·e·s, ainsi que les formes prises par ces différents processus.

A. Politisation

La plupart des enquêté·e·s déclarent s'être politisé·e·s à l'époque du lycée, et certain·e·s même avant, vu que, déjà très jeunes, ils·elles se réclamaient d'une idéologie ou étaient sensibles à diverses questions, même sans avoir, évidemment, une véritable conscience politique (p. ex. grâce à des expériences prépolitiques). Cependant, cette politisation prend des formes et des degrés très différents.

Ceux et celles qui ont déclaré s'être politisé·e·s précocement — c'est-à-dire avant ou en début d'adolescence — viennent tou·te·s de familles de gauche (Gianni, FP ; Francesco, C2) ou actives sur certaines thématiques (antifascisme pour Matteo, CO ; travail social pour Silvia, CR). Si l'on regarde celles et ceux qui situent l'émergence de leur sensibilité politique à l'époque du lycée (10 activistes sur 22), la situation apparaît plus complexe. En effet, la plupart ont été politisé·e·s (à des intensités variables) notamment parce que dans leur lycée il y avait une participation aux mouvements sociaux étudiants de l'époque. Autrement dit, la période dans laquelle ils·elles ont vécu était particulièrement polarisée entre gauche et droite les a amenés à se positionner. D'autres, même s'ils·elles ne fréquentaient pas forcément un établissement scolaire très marqué politiquement, ont été sensibilisé·e·s par leurs ami·e·s, qui les ont parfois amené·e·s à fréquenter des lieux autogérés ou encore des partis ou organisations

politiques ou sociales. Certain·e·s de ces activistes, bien qu'ils·elles fréquentaient ces lieux ou ces organisations, comme Gina (ex FP, actuellement CR), ils·elles ne se considéraient pas « super [politisé·e·s] », mais plus simplement ayant « idéalement envie d'être [actifs-ves] pour la société³⁹ ». Comme l'on a vu précédemment, les « socialisations prépolitiques » peuvent aider à expliquer les facteurs ayant contribué à l'émergence de cet intérêt et de cette sensibilité à la politique.

Deux personnes ont des profils intermédiaires, Janis et Carla de *Communia*. En effet, ces deux activistes avaient commencé à participer à des mouvements vers la fin du lycée, mais elles reconnaissent qu'à l'époque elles n'avaient pas encore clairement acquis une conscience politique ou une idéologie. Ce sera, pour les deux, la participation aux mouvements sociaux universitaires qui a marqué une prise de conscience de leur positionnement et des différentes idéologies. Le mouvement étudiant de *l'Onda* (entre 2008 et 2011) et, plus particulièrement, le collectif avec lequel elles occuperont *Communia* marqueront cette étape. Les ami·e·s de l'université ont joué un rôle important dans leur entrée dans ce mouvement.

Un activiste, Michel (C2), s'était déjà partiellement intéressé à certaines positions politiques, notamment par le biais de son genre musical préféré (punk rock), mais c'est la faculté d'anthropologie qu'il a fréquentée et — surtout — un ami politisé qu'il a rencontré à l'université qui l'ont poussé à se renseigner de manière plus cohérente et à prendre position sur des questions politiques.

Enfin, on trouve trois personnes qui ont déclaré ne jamais vraiment s'être politisées. Dans le cas de Ivan (FP), ce sentiment a duré jusqu'à ce qu'il se rende compte que « la politique est aussi ce que tu fais tous les jours⁴⁰ ». Parmi ces 3 activistes, il faut distinguer deux types de *non-politisation*. Le premier est celui des deux activistes du FP, Ivan et Lorenzo. Ils ne se sont jamais intéressés à la politique, et en tout cas pas pendant l'adolescence. Ainsi, Ivan, parlant de cette période, dit : « Je voulais être une star de la télévision, je n'étais pas politiquement engagé⁴¹ ». Alors que Lorenzo-FP « n'étais pas un de ces adolescents qui ont lu le Capital⁴² », même s'il écoutait des groupes musicaux militants. Toutefois, avec le temps, être devenus militants du FP — pour le côté social, culturel et festif de ce lieu — les a certainement sensibilisés. Cette sensibilisation est venue assez tardivement, et elle ne s'est pas traduite par un approfondissement systématique des idéologies ou des écrits politiques (« Je n'ai toujours pas lu le Capital⁴³ », confirme Lorenzo), ni par une participation constante aux manifestations (si ce n'est pour les quelques manifestations qui les intéressent directement, comme la gay pride, ou encore celles relatives au quartier où se trouve le FP). Cependant, être actifs dans un lieu autogéré les a sensibilisés de manière indirecte sur les questions politiques et s'est par exemple traduit, pour Lorenzo, par une modification de son rapport au travail. Ainsi, après des

³⁹ « (...) mi piaceva idealmente essere attiva nella società (...) ».

⁴⁰ « All'inizio pensi che non ti interessa la politica poi pischello me ne sono accorto presto che la politica poi è pure quello che fai tutti i giorni ».

⁴¹ « Volevo fa' la star della televisione non ero politicamente impegnato ».

⁴² « Non ero uno di quei sedicenni che si è letto il Capitale ».

⁴³ « Per ritornare al discorso di prima che non ho mai letto il Capitale ».

années où cet activiste alternait militance au FP et travail dans une multinationale de *fast fashion*, il trouve aujourd'hui inadmissible de contribuer à ce type d'activité économique.

La troisième personne non politisée est assez unique dans mon échantillon, même si cela ne veut pas dire qu'elle le soit dans l'ensemble des lieux autogérés. Fabio (VG) n'a pas seulement jamais été politisé, mais il a aussi une vision très négative de la politique et du militantisme politique classiquement entendu. Ainsi, au moment où il est entré en contact avec les LSCA, il considérait que la plupart étaient « trop politisés » pour lui, qui « ne croi[t] pas à la politique, n'importe quelle qu'elle soit⁴⁴ ». Ainsi, s'il s'est retrouvé dans ce lieu, c'est parce qu'il pensait que, bien qu'à l'époque ce lieu était assez actif politiquement, il s'y sentait libre de ne pas s'intéresser à la politique et de privilégier le côté professionnel que ce lieu offrait à l'époque (il y avait de nombreux concerts qui employaient, initialement informellement et par la suite sous forme de coopérative, différentes personnes). Aujourd'hui, il n'a pas changé d'avis, et pour lui ces lieux sont avant tout des lieux d'agrégation et de possibilités d'y accomplir un type de travail « différent ».

En regardant, à travers le prisme du lieu d'appartenance, le moment de la politisation est distribué de manière assez homogène sur l'ensemble des lieux. Ainsi, les activistes de C2 et CO se sont principalement politisé·e·s à l'époque du lycée et certain·e·s à l'université. La situation est plus ou moins la même pour CR, l'ensemble des activistes s'étant politisé·e·s à l'époque du lycée. Cependant, vu que le nombre de personnes interviewées y est plus petit que par rapport aux autres, en inférer une généralité serait abusif. Concernant FP et VG, on y trouve des profils variés, avec des personnes s'étant politisées tôt et d'autres plus tardivement. Cependant, une caractéristique évidente concernant ces deux lieux est qu'on y rencontre les trois seuls activistes qui considèrent ne jamais s'être véritablement politisé·e·s au sens classique du terme. Au FP, en particulier, on trouve 2 des 3 activistes n'ayant pas achevé leur politisation. Cela semble cohérent avec le caractère fortement (contre)culturel et festif qui — entre autres — caractérisait ces lieux à l'époque de l'engagement de ces personnes.

B. PPM

Pour ce qui concerne l'âge biographique au moment des PPM, l'ensemble des activistes signalent la fin de l'adolescence (les dernières années de lycée) comme le moment où ils·elles participent pour la première fois à des mouvements sociaux, des manifestations ou des activités sociales. Seulement 3 activistes (Ivan, FP ; Lorenzo, FP ; Fabio, VG) se sont joints à des mouvements sociaux tardivement (ou jamais), même s'ils fréquentaient déjà les lieux autogérés et sans pour autant que cette fréquentation se traduise par une participation aux mobilisations ou à leurs activités politiques.

Pour les types de PPM, on trouve principalement les mouvements étudiants, mais avec quelques exceptions : le bénévolat dans un hôpital (Silvia, CR) ; la section locale du PCI (Gina, ex-FP, CR) ; l'antimafia (Rachele, ex-CO) ; le centre social local (Marina, FP) ; *Azione Cattolica* (Alfonso, ex-VG).

⁴⁴ “*Io non credo proprio nella politica, qualunque essa sia*”.

C. PEM

En ce qui concerne l'âge biographique du PEM, la situation est plus diversifiée. Une majorité (14 activistes sur 22) a identifié, comme moment de leur premier engagement militant, l'époque du lycée — vers la fin de l'adolescence —, et seulement une minorité (8 activistes) a eu leur PEM à un âge plus tardif.

Les collectifs ou organisations rejointes par la majorité sont hétérogènes, mais l'on peut néanmoins identifier trois groupes : les personnes s'étant engagées dans les grands mouvements sociaux de leur époque (7 activistes) ; ceux et celles ayant rejoint des organisations politiques ou des associations en dehors des grandes mobilisations (4 personnes) ; ceux et celles ayant directement rejoint un LSCA à l'adolescence (3 activistes) :

1. Au sein du premier groupe, l'on a des personnes qui ont milité de manière active au sein de leur lycée ou avec leurs camarades de classe (Giovanni, CR ; Alessio, C2 ; Matteo, CO), ainsi que ceux et celles qui ont rejoint des organisations étudiantes plus larges (Francesco, C2). Ces personnes se sont jointes aux grands mouvements sociaux qui ont animé le pays dans les dernières décennies : *la Pantera* (la Panthère), mouvement social étudiant des années 1990 ; le mouvement *No Global*, en lien avec le G8 de Gênes en 2001 ; et, enfin, *l'Onda* (la vague), actif à partir de 2008. D'autres, plus âgé·e·s, ont participé activement aux mouvements des années 70, qui mêlaient revendications étudiantes et mobilisations plus larges (Gianni, ex-FP ; Lello, ex-C2 ; Cinzia, C2 ; mais aussi Alfonso, ex-VG, même s'il avait déjà été actif avant dans *Azione Cattolica*).
2. Pour les personnes s'étant engagées dans des organisations en dehors des grandes mobilisations, l'on trouve un ensemble varié de situations : Gina (ex-FP, CR) rejoindra, poussée par un ami, la section locale du Parti communiste italien (PCI), seul lieu politique et culturel dans son village potentiellement proche de sa sensibilité ; Rachele (ex-CO), également originaire d'un village du sud, se tournera vers une association antimafia ; alors que Silvia (CR) suivra les traces de ses parents, en s'impliquant tout d'abord dans le bénévolat dans les hôpitaux ; enfin, Alfonso (ex-VG), activiste septuagénaire, suivra aussi initialement la voie parentale, s'engageant, toujours dans un village du sud, dans *Azione Cattolica*, une association laïque catholique dont son père faisait également partie. Les personnes originaires de villages ou petites villes du sud ont souvent dit que leur choix a été influencé par le peu d'alternatives qui s'offraient à elles·eux dans leur terre d'origine.
3. Enfin, d'autres ont rejoint directement un lieu autogéré (Lorenzo, FP ; Marina, FP ; Fabio, VG), mais seulement l'une d'entre elles·eux (Marina, FP) a effectivement participé et organisé des mobilisations dans son LSCA de l'époque.

Les PEM peuvent également être multiples, comme dans le cas de Giovanni (CR), qui, en plus d'être actif dans les mouvements étudiants, s'engagera aussi, pendant quelque temps, à la Croix Rouge avec un ami et camarade de lycée.

Concernant les activistes ayant eu leur PEM plus tardivement, l'on trouve ceux et celles ayant rejoint un collectif à l'époque de l'université (entre 20 et 25 ans) ou qui l'ont fait entre 30 et 40 ans :

1. Concernant les types de PEM des activistes s'étant engagé·e·s pour la première fois à l'époque de l'université, deux, Janis (CO) et Carla (ex-CO), ont intégré tout d'abord des collectifs universitaires (comme une partie de ceux et celles inséré·e·s avant dans les mouvements lycéens). Deux autres ont directement rejoint le collectif d'un lieu autogéré, où ils sont encore militants (Luca, CO et Michel, C2).
2. Pour les autres, l'on a : Ivan (FP), qui ira au *Forte Prenestino*, d'abord comme barman lors des événements, autour de ses trente ans ; Oda (VG), qui rejoindra d'abord, brièvement, le groupe du journal *Lotta Comunista* (lutte communiste) et, par la suite, un autre journal communiste, *Programma Comunista* (programme communiste), ainsi que le *Partito Comunista Internazionale*, éditeur de cette publication ; Aldo (ex-C2) se ralliera, vers la trentaine, à une association socio-culturelle, après une participation marginale aux mouvements sociaux de son époque ; Gabriella (VG) a, elle, pris part à des ONG vers ses quarante ans.

4.3.2. Les décalages temporels entre politisation, PPM et PEM

Le processus de politisation chez les enquêté·e·s débute généralement au même moment que ou peu avant les PPM. En effet, la plupart des activistes interviewé·e·s se sont politisé·e·s au lycée, souvent en concomitance avec les mouvements sociaux étudiants qui constituent également les premières mobilisations auxquelles ces personnes participent. Seulement quatre activistes, tous et toutes provenant de familles de gauche ou actives dans le caritatif, ont entamé cette politisation avant. Les personnes qui se sont politisées plus tard l'ont fait également parallèlement avec leurs PPM.

Pour les premières participations à des mobilisations (PPM) et le moment du premier engagement militant (PEM) des enquêté·e·s, ces moments coïncident la plupart du temps. Cependant, 6 activistes ont déclaré un décalage entre ces deux moments. Pour certain·e·s ce décalage est juste de quelques mois, pour d'autres il faudra attendre plus longtemps pour que la politisation et l'engagement se transforment en un véritable engagement militant.

Ainsi, Gabriella (VG) et Oda (VG) se sont politisées déjà à l'époque du lycée, moment dans lequel elles ont commencé à participer aux mobilisations de la gauche (étudiantes ou non). Cependant, ni l'une ni l'autre n'avaient pas réussi à intégrer un groupe militant à cette époque. Gabriella participait donc « en solitaire (...) aux manifestations, car [ses] amis n'y allaient pas, personne n'y allait, mais [elle] en étai[t] attirée⁴⁵ ». Elle y allait donc pour « écouter » :

La politique, j'ai commencé à la suivre dans les places⁴⁶. Dans les places, mais toute seule. Je n'avais aucun type d'agrégation⁴⁷, je ne l'avais pas trouvée⁴⁸.

⁴⁵ “(...) diciamo che ecco semmai io quello che facevo in solitudine era partecipare alle manifestazioni perché appunto non ci andavano i miei amici, non ci andava nessuno però io lo sentivo attrattive per me. Era qualcosa che... per cui andavo, andavo e ascoltavo”.

⁴⁶ « in piazza », expression italienne signifiant « lors des manifestations ».

⁴⁷ « aggregazione », dans le sens de groupe dont elle faisait partie.

⁴⁸ “(...) per cui io un po' la politica l'ho cominciata a seguire lì in piazza. in piazza però da sola, cioè non avevo un'aggregazione di qualche tipo, non l'avevo trovata”.

On remarque que le « choix » de l'homme avec qui elle se mariera est à son avis lié à cette *soif* de militantisme qu'elle n'avait pas réussi à assouvir. Ainsi, elle croyait que son mari, plus âgé qu'elle, était « politisé, car il était un architecte des années 70⁴⁹ ». Elle participera un peu plus activement à la politique avec lui, avant de découvrir que, plutôt que l'architecte engagé qu'elle imaginait, « malheureusement il était un mâle années 70, pas très (...) paritaire⁵⁰ ». Leur histoire se terminera en raison de leurs divergences quant à la place de l'homme et de la femme au sein du couple : « Je cherchais un modèle d'un certain type. Vu que je ne l'ai pas trouvé, j'ai dû abandonner, mais cela a sûrement été une tentative⁵¹ ». Il faudra attendre beaucoup de temps avant qu'elle s'engage dans un groupe « militant », notamment par le biais de la société de distribution cinématographique spécialisée en documentaires engagés où elle travaillera. La vision de ces documentaires et la prise de conscience du désintérêt du marché pour ce type de produits contribueront à une sensibilisation pour le Sud global et les migrations. Cette nouvelle politisation se traduira par la suite en militantisme quand — après une période au chômage — elle commencera à travailler, presque par hasard, dans une ONG spécialisée dans la coopération en Afrique. Malgré qu'il s'agisse d'un emploi rémunéré, pour Gabriella il s'agit bel et bien d'un engagement militant, qui l'amènera à s'investir dans différents projets, toujours axés sur les mêmes thématiques (dont les migrations).

Oda (VG), de son côté, participait aussi toute seule aux manifestations, même si elle avait la possibilité de s'y impliquer avec ses camarades de lycée mobilisé·e·s. Cependant, déjà à l'époque, elle ne partageait pas les visions à son avis prédominantes dans son lycée (artistique). Pour elle, leur vision politique était « la pire du pire (*il peggio del peggio*) ». À son avis, ils avaient un « sens pseudo intellectuel de la liberté inconditionnelle des artistes... les soi-disant artistes... quelque chose de véritablement nauséabond (*en parlant de manière très sérieuse*)⁵² ». Si ces mots forts sont le fruit de la distance radicale qu'elle a pu prendre avec le temps — et grâce à l'adhésion au parti marxiste-léniniste dont elle fait toujours partie —, en termes de stratégie politique, elle était déjà à l'époque opposée à ce type de vision (« à l'époque je n'étais pas complètement dégoûtée, mais presque⁵³ »). Elle avait commencé à se former par la lecture d'ouvrages politiques, au départ anarchistes, grâce à son enseignant de musique d'enfance, et marxistes par la suite. Ce qu'elle n'appréciait guère, c'était

ce sens de liberté sans limites, sans frontières. Cette illusion de la liberté de pensée. Il n'y avait pas un discours un minimum historique, historicisé sur ce qu'est l'individu au sein d'une société dans une époque donnée. C'était « je pense, je fais, j'y vais. Je fais ce que je veux,

⁴⁹ “(...) io lo pensavo politicizzato perché era un architetto degli anni 70”.

⁵⁰ “(...) per poi scoprire che era purtroppo ahimè un maschio anni 70 però non troppo — come dire? — paritario”.

⁵¹ “(...) io sicuramente cercavo un modello di un tipo e poi non trovandolo e ho dovuto abbandonare però quello era sicuramente un tentativo”.

⁵² “(...) questo senso intellettualoide della libertà incondizionata degli artisti...dei cosiddetti artisti... ma era veramente una cosa vomitevole (parlando in modo molto serio)”.

⁵³ “Per cui no all'epoca ero non dico schifata ma quasi”.

la liberté ». Oui, la liberté... un crachat sur une toile. Voilà, je suis un artiste⁵⁴.

Vu qu'elle « ne se retrouvai[t] pas avec ces groupes » de camarades de lycée, elle participait aux manifestations « toute seule ». Jusqu'à ce qu'elle s'approche d'un groupe lié à une revue marxiste, *Lotta Comunista*. Toutefois, elle n'appréciera pas non plus ce groupe, jusqu'à ce qu'elle s'approche de *Programma Comunista*, le journal du *Partito Comunista Internazionale*, qui eut lieu par l'intermédiaire d'amis qui « prenaient le journal, mais qui n'étaient jamais arrivés au parti⁵⁵ ». Petit à petit, elle s'est « passionnée aux idées » et elle est entrée dans le parti où elle milite maintenant depuis une dizaine d'années et qui constitue, selon elle, son seul engagement militant, sa participation au VG étant, de son point de vue, liée exclusivement à son activité professionnelle de peintre.

Pour les autres quatre activistes, la distance temporelle entre engagement et engagement militant est plus réduite. Ils·elles commencent à participer à des mobilisations au lycée, mais ce ne sera que quelques années plus tard (entre les 20 et les 25 ans) qu'ils·elles intégreront un groupe militant. Certaines différences sont cependant à préciser. Ainsi, Janis (CO) et Carla (ex-CO) commenceront à participer aux manifestations et mobilisations dans la dernière année de lycée, de concert avec leurs camarades de classe, vu que *l'Onda* avait mobilisé pratiquement tous et toutes les étudiant·e·s de leur institut. Cependant, malgré qu'elles participent à différentes actions (p. ex. des *flash mobs*), elles ne se considèrent pas encore politisées : leur participation était le fruit de l'effervescence qui régnait dans leur lycée, pas de leur conscientisation politique. Ce sera dans la deuxième année d'université qu'elles commenceront vraiment à s'intéresser au politique, grâce au collectif universitaire avec lequel, par la suite, elles participeront à l'occupation de *Communia*.

Dans les cas Luca (CO) et Michel (C2), l'époque du lycée correspond à une période où ils se sentent déjà sensibilisés au politique — de manière assez sommaire — et où ils participent aux manifestations, avec des ami·e·s ou en solitaire. Les lieux autogérés où ils sont actuellement militants seront pour eux le premier groupe militant qu'ils intégreront quelques années plus tard. Luca n'avait intégré aucun groupe ou lieu autogéré avant *Communia*, car il n'avait pas eu « un contact (*un aggancio*) » qui l'aurait introduit dans ce monde qui — au premier regard — « peut sembler fermé à l'extérieur⁵⁶ ». Quand une amie lui proposera de rejoindre le collectif féministe et LGBTQI de *Communia*, il décide de « saisir l'opportunité (*prendere la palla al balzo*) », car après des années de discussions entre amis, il sentait que l'occasion de « faire quelque chose » de concret s'était enfin présentée. Pour Michel, l'occasion d'intégrer C2 sera aussi l'aboutissement d'un parcours qui l'avait vu se sensibiliser de manière assez solitaire. Cependant, s'il n'avait pas intégré un groupe avant, ce n'était pas seulement parce qu'il ne ressentait pas de feeling particulier (malgré il soit rentré en contact, notamment par le biais de

⁵⁴ « (...) non mi piaceva questo senso di libertà senza limite senza confini. Questa illusione della libertà di pensiero. Non c'era un discorso minimamente storico, storicizzato di quello che è l'individuo all'interno di una società in un determinato tempo. Era "io penso faccio vado, faccio quello che mi pare, la libertà". Sì, la libertà. Mmmm. Uno sputo su una tela, ah ecco sono un artista ».

⁵⁵ « (...) frequentavano che magari prendevano il giornale ma non erano arrivati al partito ».

⁵⁶ « (...) penso spesso sia difficile avvicinarsi a un posto anche come *Communia* perché può sembrare chiuso dall'esterno ».

sa sœur, avec d'autres collectifs) : avant l'université et la rencontre avec un camarade de cours particulièrement politisé (« je pense qu'il est la personne la plus intelligente que j'ai jamais rencontrée⁵⁷»), il ne se sentait pas assez formé et en confiance pour s'activer concrètement dans la politique.

On voit, par les exemples de Gabriella (VG) et Oda (VG) que, malgré une « disponibilité biographique » (Agrikoliansky, 2017) propice à l'engagement, celle-ci peut se traduire en un engagement individuel, plutôt que collectif, car l'entourage ou encore l'offre militante peut fonctionner comme un frein à l'entrée dans un engagement militant. Les exemples de Janis (CO), Carla (ex-CO) et Michel (C2) montrent que, à l'inverse, un entourage très actif en politique ne se traduit pas automatiquement par un engagement militant : leur disponibilité biographique n'était probablement pas encore suffisante pour faire le pas. Enfin, l'exemple de Luca (CO) montre que l'image véhiculée par des groupes militants (y compris des lieux autogérés) peut inhiber la participation⁵⁸, au moins jusqu'à ce qu'un contact direct (dans son cas, une amie) lui permette de traduire sa propre sensibilité politique en un engagement militant.

4.3.3. Politisation, PPM, PEM et contexte sociopolitique et géographique

Le fait de se politiser, de participer à des mobilisations ou de s'engager dans une organisation n'est pas dissociable du contexte sociopolitique général qui caractérise chaque époque. Pour nos enquêtés, l'on se rend compte que le temps social et le temps biographique peuvent favoriser ou pas à un certain type de parcours militant. Ainsi, Alfonso (ex-VG), étudiant universitaire à Rome pendant les bouillonnements de 1968, a radicalisé ses positions politiques grâce à l'humus socio-culturel qui caractérisait cette époque. De manière similaire, Gianni (ex-FP) souligne la « forte polarisation » qui existait dans l'Italie des années 1970 : « Si tu venais d'une famille communiste tu étais communiste⁵⁹ ». L'agitation sociale, qui caractérisait l'Italie de ces années-là, ainsi que son lycée l'amèneront à un engagement précoce dans une organisation politique de la gauche radicale (*Lotta Continua*). Le même discours est valable pour Giovanni (CR), qui avait 17-18 à l'époque de la mobilisation étudiante dite *la Pantera*. Son rapprochement d'avec le militantisme — prédisposé par les expériences prépolitiques — a lieu justement en concomitance avec ce mouvement. Le fait que dans son lycée il y avait des collectifs très actifs dans ce mouvement social a facilité son entrée dans le monde militant. Presque vingt ans après, le mouvement de « *l'Onda* » a été un fort stimulus pour nombreux·euses activistes plus jeunes, comme Matteo (CO), Francesco (CR), Janis (CO), Carla (ex-CO), Rachele (ex-CO), Silvia (CR), etc.

En revanche, plusieurs enquêtés n'ont jamais pris part à de grands mouvements sociaux avant d'entrer en contact avec le monde des LSCA. C'est le cas de Ivan (FP), Lorenzo (FP), Gina (ex-FP, CR), ou encore de Fabio (VG). Il est légitime de se demander si en rapportant l'âge biographique de ces personnes avec le temps social, le manque de participation à ces

⁵⁷ “Lui è una persona intelligentissima, cioè penso sia la persona più intelligente che ho mai conosciuto”.

⁵⁸ À noter que pour Francesco (C2) aussi les lieux autogérés avaient l'air d'être des groupes fermés à l'extérieur. Comme on verra, cet activiste utilisera un *escamotage* afin d'intégrer, comme il le souhaitait depuis longtemps, un de ces lieux.

⁵⁹ “(...) se venivi da una famiglia comunista tu eri comunista”.

mobilisations pourrait être dû au fait que l'époque que l'on a observée comme étant la plus propice à l'engagement juvénile dans un mouvement social — le lycée ou l'université, donc entre 14 et 25 ans environ — ne se caractérisait pas par une effervescence sociale de type grand mouvement étudiant. Toutefois, en regardant leurs années de naissance, le contexte politique ne semble pourtant pas pouvoir expliquer le manque de participation à de grands mouvements sociaux pour l'ensemble de ces enquêté·e·s. Pour Ivan (FP), né autour de 1975, lors du mouvement de *la Pantera* de 1990, il était peut-être trop jeune pour y prendre part, mais je tends plutôt à retenir qu'à l'époque d'autres sujets l'intéressaient plus que la politique. On ne peut donc exclure qu'il ne s'agisse pas uniquement d'un manque d'opportunités. En effet, Giovanni (CR), qui a seulement 2 ans plus que lui, s'est lui politisé lors de ce mouvement social. L'exemple de Gina (ex-FP, CR), Lorenzo (FP) et Fabio (VG), né·e·s entre 1982 et 1985, est similaire. Ils·elles avaient entre 16 et 21 ans lors du grand mouvement social dit « Antimondialisation » (*No Global*, en Italie) qui a eu son climax dans le pays lors du G8 de Gênes en 2001 et lors de l'anti-sommet appelé *Genoa Social Forum* (décembre 2000-octobre 2001). D'autres activistes du même âge se sont politisé·e·s ou radicalisé·e·s justement lors de ce mouvement social, comme dans le cas de Matteo (CO).

Une autre piste possible est celle du contexte géographique où se trouvaient ces personnes à l'époque. Elle est toutefois à exclure pour les personnes qui ont grandi dans une grande ville (2 à Rome, 1 à Naples). Pour Gina cet argument peut cependant se révéler pertinent, au vu du peu d'« écho » qu'avaient selon elle les mobilisations nationales dans son village natal. Cependant, une fois arrivée à Rome en 2001, l'*effet G8 de Gênes* se fait sentir sur elle aussi : « J'ai commencé à avoir une perception politique élargie quand je suis venue à Rome, évidemment, et vu qu'en 2001 il y a eu Gênes, à partir de ce moment-là tout ça s'est encore plus amplifié⁶⁰ ». Cependant, cette influence se limite à accroître sa sensibilité politique et contribue à son choix de s'engager — justement à cette période-là — au FP, sans pourtant qu'elle prenne part activement à ce mouvement social. Pour les trois activistes restant·e·s, la seule piste capable d'expliquer leur *exception* quant au manque de participation à un grand mouvement social est à trouver plutôt sur le plan personnel. Les trois se focalisaient plutôt sur d'autres intérêts — la musique pour Lorenzo (FP), le monde du spectacle pour Ivan (FP) et les fêtes pour Fabio (VG). Ce n'est pas un hasard que ce soient justement ces trois activistes qui sont les seuls qui ne se considèrent toujours pas véritablement politisés et qui se focalisent donc plutôt sur le pôle contreculturel des LSCA que sur le politique et militant.

Outre le contexte politique et géographique, le type d'établissement scolaire que l'on fréquente peut aussi jouer un rôle. Ainsi, de nombreux·euses activistes ayant pris part aux mouvements sociaux à l'époque du lycée ont mis en avant l'effervescence politique de leur établissement. La présence de collectifs très actifs lors des grands mouvements sociaux ou encore l'occupation et l'autogestion du lycée⁶¹ par les étudiant·e·s a souvent été mis en avant

⁶⁰ « (...) la percezione politica ce l'ho iniziata avere proprio in maniera allargata quando sono venuta a Roma, ovviamente, perché nel 2001 c'è stata Genova quindi da lì si è ancora più amplificata questa cosa ».

⁶¹ Une exception est celle de Gina (ex-FP, CR), qui en raison du peu d'écho qu'avaient les mobilisations nationales dans sa ville natale, trouvait que l'occupation de son lycée ne faisait pas sens. Elle n'y avait pas pris part.

comme un facteur important de politisation. D'autres enquêté·e·s ont pointé cependant le calme qui régnait sur ces questions dans leur lycée. C'est le cas par exemple de Gabriella (VG), qui souligne que le type de son lycée (technicien-commercial) et le contexte géographique de ce dernier (Parioli, un quartier bourgeois et traditionnellement de droite de Rome) n'ont pas aidé à son épanouissement politique, l'obligeant, comme l'on a dit, à participer aux manifestations en solitaire. Le lycée artistique *Ripetta*, fréquenté, à des époques différentes par trois enquêtées, semblerait se caractériser aussi par un type particulier de militantisme : si cette manière de militer a eu un certain attrait pour Carla (ex-CO) et Janis (CO), il a fortement repoussé Oda (VG). Enfin, le cas de Rachele (ex-CO) montre comment à la fois le type de lycée et le contexte géographique peuvent freiner une politisation et/ou un engagement politique précoce : avoir fréquenté un établissement scolaire catholique dans un contexte rural du sud du pays a été perçu comme un facteur fortement limitant pour cette activiste.

4.3.4. Politisation, PPM, PEM : bilan

Ce parcours autour des questions de la politisation, des premières participations à des mobilisations (PPM) et des premiers engagements militants (PEM) nous montre différents éléments pour la compréhension des carrières militantes de mes enquêté·e·s.

Tout d'abord, concernant la politisation, l'adolescence et en particulier le lycée sont des moments clé dans le développement d'un intérêt pour les questions politiques et sociales. En effet, environ la moitié des activistes interviewé·e·s déclarent s'être intéressé·e·s concrètement au politique dans cette phase de vie. Le fort activisme politique qui caractérise certains lycées est mis en avant comme étant le contexte propice au développement de cette inclination. Le contexte politique plus général compte aussi, vu que plusieurs activistes ont eu un premier contact avec le militantisme lors des grands mouvements sociaux qui ont investi le pays, notamment à quatre reprises : les années 1970 ; le début des années 1990, le début des années 2000 et la fin des années 2000. Cela montre encore une fois l'importance de raisonner non seulement en termes biographiques, mais également en termes de contexte social et politique, veillant à porter « *attention aux processus et à la dialectique permanente entre histoire individuelle, institution et contextes* » (Pudal & Fillieule, 2010, p. 171-172). En l'instar du lycée, l'université apparaît aussi comme un lieu clé de politisation, lorsqu'elle est animée par des mobilisations étudiantes. À noter cependant que les activistes qui identifient leur politisation à cette époque avaient eu peu de contacts avec l'activisme politique lycéen, à leurs dires essentiellement pour deux raisons : (1) à cause du contexte géographique ou scolaire peu actif, qui les a contraint·e·s en quelque sorte d'*attendre* de rejoindre l'université pour avoir la possibilité de militer ; (2) à cause du type d'établissement scolaire qu'ils·elles fréquentaient, qui pouvait être ou peu politisé ou politisé d'une manière inadéquate par rapport aux attentes du/ de la futur·e activiste en question.

Un nombre réduit d'enquêté·e·s a commencé à s'intéresser à la politique déjà dès l'enfance ou dès le début de l'adolescence. Certes, cela ne signifie pas qu'à l'époque ces activistes avaient déjà une vision politique claire. Cependant l'héritage sociopolitique très marqué à gauche de leurs familles ou le contexte sociogéographique où ils·elles ont évolué les avaient déjà conduites à l'époque à se revendiquer comme de gauche (voire communiste) ou en tout cas à être sensibles aux questions politiques et sociales.

Pour d'autres activistes, le processus de politisation n'a jamais vraiment commencé. En effet, la présence de ces activistes dans le monde des LSCA s'est faite pour l'attrait que la dimension culturelle, musicale et festive de ces lieux a joué sur elles·eux : la participation, voire l'adhésion à des LSCA, n'a donc pas comporté dans ces cas une politisation stricto sensu (intérêt pour les questions politiques et sociales), mais a cependant rapproché — voire fait adhérer au moins partiellement — ces personnes des valeurs dont les LSCA en question se font porteurs.

Les parcours nous ont également permis de différencier le processus de politisation de l'activation politique strictement entendue. J'ai choisi de distinguer celle-ci en deux moments distincts : les premières participations à des mobilisations (PPM) et les premiers engagements militants (PEM). Les premiers consistent en une adhésion souple aux mouvements contestataires, voire en la simple participation à des manifestations. Les PEM au contraire, représentent le moment où les enquêté·e·s se sont concrètement activé·e·s dans des collectifs ou des organisations politiques ou sociales. Les deux moments coïncident souvent et ont le plus souvent lieu au lycée ou à l'université. Dans certains cas cependant, la politisation et l'envie de s'activer n'ont pas débouché sur un engagement concret au vu d'un entourage social proche peu enclin ou qui n'avait pas réussi à stimuler une véritable adhésion chez la personne concernée, malgré sa politisation et sa participation *passive* à des mobilisations.

Pour le type de premier engagement militant (PEM), une bonne partie identifie ce moment aux collectifs du lycée, notamment lors de grandes mobilisations étudiantes. D'autres personnes se sont activées dans d'autres types d'organisation, comme des associations caritatives, des partis politiques ou encore directement dans des LSCA. Les personnes qui sont allées directement vers un lieu autogéré l'ont le plus souvent fait à l'adolescence, attirées notamment par le côté contreculturel, artistique, sportif ou social de ces lieux.

L'hétérogénéité caractérise donc les parcours militants des enquêté·e·s. On constate le rôle fondamental que peuvent jouer les institutions scolaires et éducatives, comme le lycée et l'université, notamment lorsqu'elles ont été animées par des grandes mobilisations étudiantes.

4.4. La disponibilité biographique et les turning points

Afin de comprendre les conditions qui peuvent amener du « passage à l'acte » vers un engagement militant, il est important de prendre en compte également ce qui se passe dans la vie *privée* des (futur·e·s) activistes. Comme l'approche par les « carrières militantes » l'a montré, les multiples sphères qui composent la *biographie* d'un individu ne peuvent pas être ignorées, si l'on a l'objectif de comprendre comment l'on devient militant·e.

Au sein de la littérature sur la sociologie des mouvements sociaux, la notion de « disponibilité biographique » (Agrikoliansky, 2017, p. 176) est particulièrement centrale. Celle-ci se réfère à « *[the] absence of personal constraints that may increase the costs and risks of movement participation, such as full-time employment, marriage, and family responsibilities* » (McAdam, 1986, p. 70). L'idée est que tout engagement (et particulièrement certains types d'engagements) requiert une « disponibilité » en termes de temps : ainsi, certaines professions peuvent entraver plus que d'autres la capacité des individus à s'engager, mais aussi

certaines conditions personnelles (p. ex. le fait d’avoir des enfants) peuvent également contribuer à limiter la disponibilité biographique à l’engagement (Siméant, 2001). Par exemple, la disponibilité biographique peut être limitée par d’autres engagements parallèles, ou la mise en concurrence de divers univers normatifs qui peuvent constituer, selon les termes de Becker, des « *paris adjacents* » (1960, cité dans Agrikoliansky, 2017, p. 176). En effet, « *l’acteur est inscrit dans une organisation sociale plus large faite d’une multitude d’univers sociaux qui engendrent nécessairement nombre de paris adjacents, parfois inconsciemment ou malgré soi, et qui orientent plus ou moins fortement les actions entreprises ailleurs et ultérieurement* » (Garneau, 2020, p. 17). En autres termes, la disponibilité biographique n’est pas juste une question temporelle, mais elle s’articule aussi autour des *conflits* et concurrences qui peuvent émerger entre les multiples univers sociaux que l’on sera amené·e·s à traverser.

Raisonnement en termes de disponibilité biographique signifie donc ne pas seulement réfléchir au *temps* nécessaire à l’engagement, en se limitant donc à ce qui est facilement *mesurable*, mais qui risquerait de passer à côté d’autres facteurs — relevant toujours de la sphère individuelle — qui peuvent tout aussi bien jouer un rôle important dans le choix d’entreprendre un engagement militant. Raisonnement en termes de « ruptures biographiques » (Fillieule, 2001a, p. 206) — comme un divorce, un déménagement, un deuil, des états psychologiques particuliers, etc. — contribue à mieux comprendre la manière dont les choix qui déterminent les différentes étapes des trajectoires militantes s’opèrent. Ainsi, des événements très personnels — notamment par leur impact psychologique — peuvent influencer tout autant les carrières militantes que des caractéristiques *statiques*, telles que le statut parental ou le type de profession exercée.

La distinction faite par Strauss (1992, cité dans Pudal & Fillieule, 2010, p. 172) entre « changements institutionnels » et « accidents biographiques » me paraît, à cet égard, particulièrement pertinente :

Dans « Miroirs et masques », Strauss [1992] analyse ainsi ce qu’il appelle les « changements institutionnalisés » (changements de statut provoqués par exemple par l’entrée dans la vie active, le mariage, etc.) et les « accidents biographiques » (crises, échecs, deuils, etc.) en mettant particulièrement l’accent sur les processus de « désidentification » et « d’initiation » qui peuvent produire des changements durables et irréversibles

Le terme d’« accident » a cependant une connotation négative qui peut induire en erreur, car des changements *positifs* peuvent tout autant avoir un impact sur la carrière — comme p. ex. une promotion au travail ou « l’admission au concours d’une grande école » (Bessin et al., 2010, p. 258). Je garderai donc le terme de « rupture biographique » pour les événements de la vie privée qui impactent les carrières militantes et le terme de « disponibilité biographique » pour décrire l’ensemble des statuts, des responsabilités ou des activités qui favorisent ou limitent la possibilité de s’engager notamment à cause du manque de temps ou de la volonté d’éviter tout risque.

Un autre terme issu de la littérature scientifique sera mobilisé : la notion de « *turning point* ». Ce concept a un rôle central dans la littérature sur les parcours de vie et les carrières (Abbott, 2010). Les *turning points* qui surviennent dans la vie des individus sont des événements qui sont capables de réorienter une trajectoire de vie : il y aurait donc un *avant* et

un après un *turning point*, car, « *les turning points donnent lieu à des conséquences plus importantes que les trajectoires précisément parce qu'ils génèrent des changements de direction ou de régime, et qu'ils le font de manière déterminante* » (Abbott, 2010, p. 197).

Les *turning points* n'ont pas une nature spécifique, tout comme les « ruptures biographiques » :

La question de la disponibilité biographique, telle qu'on peut la (re)formuler dans l'analyse de carrière, conduit à placer au centre de l'analyse le rôle des ruptures biographiques qui peuvent produire des turning points favorisant ces reconversions : départ à la retraite, déménagement, divorce ou rupture amoureuse, maladie (Voegtli, 2004 ; Voegtli, 2016 ; Broqua, 2006) (Agrikoliansky, 2017, p. 176).

Pour Abbott, les *turning points* sont avant tout un concept narratif. Ils acquièrent cette nature de *tournants* seulement rétrospectivement, « *qui ne sont définis comme ayant eu lieu qu'une fois observé ce qui s'est passé après* » (Abbott, 2010, p. 199)

L'autre question qui se pose Abbott — et que je me suis posé aussi en me confrontant à mes données empiriques — est celle de savoir quelle est la *durée* de ces *turning points* et si le terme de *point* est pertinent :

La littérature sur les parcours de vie a souvent défendu une conception plus large et moins stricte des turning points. Les auteurs de ce courant ont souvent défini les turning points comme des « processus ». Ainsi Hareven et Masaoka [1988, p. 274] écrivent : toute transition est un turning point potentiel. Sous certaines conditions, les transitions sont perçues et ressenties comme des turning points dans le parcours de vie, comme des processus qui continuent d'avoir, sous des formes variées, une influence sur les événements ultérieurs [...] Un turning point n'est pas un événement isolé de courte durée. Il n'a pas non plus pour conséquence le passage instantané d'une phase à une autre. Un turning point est un processus qui entraîne l'altération du cours de la vie, une « correction du cours ». Du coup, un turning point demande certaines stratégies et certains choix (Abbott, 2010, p. 199).

Si très peu d'événements ponctuels paraissent bien avoir eu un rôle majeur dans l'orientation des carrières de mes enquêtés, s'interroger sur la durée des *turning points* amène à se poser la question du début de ce processus. Effectivement, un *changement* doit bien avoir un *commencement*. Selon Abbott, l'on est habitué à penser la reproduction sociale comme statique, alors qu'en réalité un changement constant caractérise toute institution sociale, même celles à l'apparence la moins changeante. Afin de résoudre ce dilemme, Abbott se penche sur la nature de la réalité sociale au sens large :

Il est possible d'expliquer la reproduction comme un phénomène qui est produit, parfois, par le changement perpétuel ; il est en revanche impossible d'expliquer le changement comme un phénomène qui serait produit, parfois, par un état de stase perpétuel. En faisant du changement notre constante, nous changeons également ce qu'il nous faut expliquer. Il devient désormais nécessaire de rendre raison de la reproduction, de la constance, de la qualité d'être une chose, et non plus du développement et du changement (Abbott, 2010, p. 203).

Ainsi, le statut des *turning points* serait plutôt celui de moments (de durée variable) où les relations qui assurent une stabilité apparente sont mises à mal, provoquant ainsi la réinstauration d'un régime de changement, qui peut — ou pas — se cristalliser à nouveau dans

une forme de stabilité apparente.

Les turning points ont ainsi une durée et une étendue. Ils prennent du temps. Ceci découle pour une part de leur caractère intrinsèquement narratif. Paradoxalement, ils sont aussi instantanés, au sens où toute la vie sociale est faite de moments successifs. Affirmer qu'il peut y avoir du changement instantané suppose une ontologie sociale fondée sur le processus et le changement, ontologie au sein de laquelle la stabilité n'est qu'une apparence. Partant, le statut théorique des turning points est mieux fondé si on les considère comme des points où les réseaux de relation encastrés qui assurent ordinairement la stabilité se dissolvent et où le changement permanent, qui est le régime normal de la vie sociale, reprend le dessus (Abbott, 2010, p. 208).

Il est donc fondamental de prendre en compte à la fois la question de la « disponibilité biographique », celle des « ruptures biographiques », ainsi que celle des « turning points », car toutes ces dimensions peuvent jouer un rôle dans le choix de nos enquêté·e·s de s'engager dans un lieu autogéré. Plusieurs facteurs d'ordre psychologique, émotionnel, relationnel, professionnel, etc., peuvent faciliter ou entraver le choix de s'engager (ainsi que celui de *continuer* ou encore d'*abandonner*).

L'analyse de ces moments de bifurcation et d'incertitude, dans lesquels l'identité sociale se recompose, plus ou moins, permet de saisir comment l'engagement militant peut parfois surgir dans ces interstices de la vie sociale comme une opportunité facilitant le travail de redéfinition identitaire ou de mise en cohérence de la trajectoire (Agrikoliansky, 2017, p. 176).

4.4.1. Carrière militante dans les LSCA et disponibilité biographique

En ce qui concerne la disponibilité biographique, la plupart des enquêté·e·s ont commencé un engagement militant dans une période où leur situation professionnelle leur garantissait une certaine flexibilité en termes de temps. Ainsi, la majorité des enquêté·e·s ont entrepris leur premier engagement lorsqu'ils·elles étaient étudiant·e·s, au lycée ou à l'université, condition que l'on peut considérer comme propice à un engagement du fait notamment de l'absence de responsabilités familiales, expliquant « *la forte propension des étudiants à l'activisme* » (Agrikoliansky, 2017, p. 175).

Dans certains cas cependant, le jeune âge et le fait d'être étudiant n'empêchent pas d'être sans responsabilités familiales. Ainsi, Michel (C2), à cause de la condition pathologique de sa mère, sera pendant longtemps freiné dans le fait de s'engager. Ce poids persiste encore aujourd'hui, mais comme on le verra ultérieurement, des événements lui permettront de faire avec, même avec difficulté.

Parmi celles et ceux qui n'étaient pas étudiant·e·s au moment de leurs engagements militants, on retrouve des personnes ayant des métiers assez flexibles et/ou précaires. Ainsi, Ivan (FP) se partageait entre des expériences professionnelles discontinues dans le monde du spectacle ou du divertissement et parallèlement travaillait comme barman. Un ami barman lui proposera de faire des shifts dans un des bars de FP lors de grands événements. Cette participation occasionnelle se transformera ensuite en collaboration fixe, permettant à Ivan d'intégrer ce LSCA qu'il fréquentait auparavant seulement en tant qu'utilisateur. Quant à Fabio (VG), il n'avait pas d'emploi et vivait « en vadrouille » dans son fourgon. Dans son cas aussi, les opportunités professionnelles offertes par son LSCA ont contribué à faire en sorte qu'il s'y

implique.

Pour d'autres, leur disponibilité biographique à l'engagement a été réduite par les charges professionnelles et familiales. Toutes les mères interviewées, soit Gabriella (VG), Oda (VG) et Cinzia (C2) ont fait part de leurs difficultés à concilier ce rôle avec leurs projets personnels. Dans le cas de Gabriella, l'envie de s'activer politiquement sera estompée par le fait d'avoir des enfants.

S. tu rappelles ce qui t'a permis de faire le pas [vers l'activation militante] ?

G. bah... le dévoilement de la vérité, non ? En réalité, à moment donné... j'ai deux enfants, qui sont aujourd'hui plus ou moins grands. Donc, jusqu'à un certain âge, je travaillais, je faisais la maman à temps plein, donc oui, je suivais des choses [activités sociales et politiques], mais malheureusement pas de manière active. Quand j'ai eu un peu plus de temps — banalement, quand mes enfants pouvaient prendre le bus — j'ai commencé à avoir aussi un peu plus de temps pour suivre des choses, et de là (...) j'ai pu me remettre en route même physiquement et donc commencer à participer à réunions et assemblées⁶².

Dans le cas d'Oda, être une mère célibataire de deux filles n'a apparemment pas posé de problèmes pour sa militance au sein du Parti communiste international, mais l'a empêché de continuer son travail d'artiste, car elle n'avait pas assez d'argent pour payer la location d'un atelier. Ainsi, la proposition d'avoir un espace de travail pas cher (en participant juste aux dépenses) au VG sera pour elle l'occasion de reprendre ce travail.

(...) alors, d'un point de vue financier je ne pouvais pas me permettre [d'être artiste] et à part le discours économique, avant d'il y a deux ans [quand elle a obtenu un espace de travail au VG], je n'arrivais pas... car étant mère de deux filles et complètement seule (je n'ai ni de parents ni d'ex-mari, absolument personne), je n'arrivais pas logistiquement à avoir un espace où aller travailler. Pour ça, dans ma carrière artistique j'ai un trou d'environ 10 ans. Parce que ou je faisais la maman ou rien (rigolant) ! [Le VG] a été enfin l'occasion pour recommencer à travailler, sinon je n'aurais jamais réussi... surtout pas comme ça. Pour ça, depuis que j'ai l'atelier tout se passe beaucoup mieux. Il y a certes l'exigence de travailler, pour payer ce tout petit loyer. Sinon tu n'y arrives pas. Mais surtout ça a été l'occasion pour pouvoir travailler. L'espace, la liberté. C'est fondamental⁶³.

Enfin, dans le cas de Cinzia, le fait de former une famille et de devenir mère agit

⁶² *“Beh....beh... lo svelamento della verità, no? cioè a un certo punto, io ho due figli adesso appunto più o meno grandi, per cui fino a una certa età, io lavoravo, facevo la mamma a tempo pieno, per cui le cose le seguivo ma in maniera purtroppo non attiva. Quando ho avuto un po' più di tempo - banalmente i miei figli potevano prendere l'autobus - per cui ho avuto un po' più di tempo per seguire alcune cose e da lì appunto (...) perché ho potuto rimettermi su strada proprio anche fisicamente e quindi cominciare a partecipare a riunioni ed assemblee”.*

⁶³ *“(...) allora, io economicamente non me lo potevo permettere e a parte il discorso economico io prima di due anni fa non riuscivo - essendo madre di due figlie e completamente sola mia (io non ho né i genitori né l'ex marito, proprio nessuno) non riuscivo logisticamente ad avere uno spazio dove andare a lavorare perché non ce la facevo. Infatti nella carriera artistica io c'ho un buco di circa dieci anni. Perché o facevo la mamma o niente (ride). (il Villaggio Globale) è stata finalmente l'occasione per riprendere a lavorare altrimenti non ce l'avrei fatta... insomma non in questi termini. Infatti da quando c'è lo studio la cosa è andata molto meglio. Beh sì c'è intanto l'esigenza di lavorare perché appunto per pagare comunque quel minimo di affitto, lavorare! Sennò non ce la fai. E poi soprattutto c'è l'occasione per poter lavorare: lo spazio, la libertà. È fondamentale”.*

également comme un frein sur son militantisme. En effet, après une jeunesse très active, la maternité la pousse à chercher à calmer son attitude rebelle, avec un succès relatif. D'ailleurs la dernière expérience militante avant l'occupation de C2 a lieu, comme elle tient à souligner, avant d'avoir des enfants.

C. Tu sais quoi? Pendant une période j'ai même essayé de réprimer ces choses [l'attitude rebelle, par exemple au travail contre les injustices], mais après... ça ressort! (*elle rigole*)

S. Pourquoi les réprimer?

C. Les enfants, la famille... Tu te dis, je dois bien me porter (*en rigolant*)! Mes enfants se moquent de moi, ils disent que je suis fichée (*en rigolant*).

S. Quand il y a eu la mobilisation pour le parc, là quand vous vous êtes attaché·e·s aux arbres, c'était une période où tu étais toujours active?

C. Eh oui, je n'avais pas encore d'enfants... donc oui⁶⁴.

Le fait d'avoir des enfants ne l'empêchera pas pourtant de fréquenter, en tant qu'usagère, les lieux autogérés qu'elle considère comme les plus adaptés aux enfants en jeune âge, où, par exemple, l'on trouve des activités qui leur sont dédiées.

J'étais à *la Torre* [un LSCA] même quand mes enfants étaient petits (...). C'est vrai qu'il y a la petite salle où tu te rends compte qu'ils fument des pétards, parce que je ne suis pas débile. Mais il y a aussi l'espace où on ne fume pas, où il y a plein d'activités qui sont bien pour les enfants⁶⁵.

Cependant, pour la voir s'impliquer à 100% dans une expérience militante, il faudra attendre, comme on le verra, une « rupture biographique » majeure.

La plupart des activistes qui ont vu leur disponibilité biographique se réduire à cause des responsabilités familiales — et plus particulièrement celles relatives aux enfants — sont ainsi des femmes. Certes, l'échantillon de mes enquêté·e·s n'est pas représentatif, mais les éléments à disposition semblent suggérer que la formation d'une famille est plus souvent un frein pour les femmes que pour les hommes. Si les quelques pères interviewés soulignent aussi qu'avoir les enfants les a obligés à trouver « un nouvel équilibre » — si l'on veut éviter de reproduire « le vieux modèle avec la maman qui s'occupe des enfants et le mari 'partisan' ou

⁶⁴ “C. *sai che c'è, che forse per un periodo ho anche provato a reprimere queste cose... ma poi escono!* (*ride*).

S. *perché reprimerle?*

C. *Poi cominci, i figli, le cose, la famiglia... dici, fammi sta bona (ride)! i miei figli mi prendono in giro, dicono che sono schedata. ah ma'!* (*ridendo*)

S. *quando è arrivata la storia del parco quella di quando vi siete legati agli alberi era un periodo in cui eri ancora attiva?*

C. *eh si, ancora non avevo i figli per cui si...”.*

⁶⁵ “(...) *perché anche alla torre io ci sono andata tanto anche quando i figli erano piccoli, attività cose... cioè, si è vero che c'è la stanzetta dove ti accorgi che si fanno le canne perché non è che mica sei scemo. però c'è anche lo spazio dove non si fuma, quest'area si fanno tante attività carine per i bambini”.*

‘*garibaldino*’⁶⁶», comme le raconte Aldo (ex-C2) —, ils sont les seuls à mettre en avant aussi les aspects positifs de la paternité pour leur expérience militante. Ainsi Aldo, ancien militant de *Casale Alba 2* âgé de 60 en 2019, met en exergue que « le fait d’avoir des enfants en bas d’âge te permet de connaître d’autres parents, qui ont les mêmes nécessités et de partager des activités des enfants⁶⁷ ». C’est grâce à ce groupe de parents que se constituera le comité de quartier avec lequel il participera à l’occupation de C2. De manière similaire, Lello, 63 ans, ami et ancien militant de C2 avec Aldo, considère que devenir père l’a certes obligé à changer sa manière de se sociabiliser, mais a également été le moteur de nouvelles rencontres très fertiles d’un point de vue politique.

L’existence d’autres engagements peut aussi diminuer la disponibilité à s’engager. Janis (CO) précise qu’au moment où elle commence l’université — où elle s’engagera dans le collectif qui l’amènera à l’occupation de *Communia* quelques années plus tard —, elle avait déjà quitté la plupart des activités qu’elle menait, pendant le lycée, plusieurs fois par semaine (scout, sport, etc.). Cela lui a permis de disposer du temps nécessaire pour le militantisme, ce qui, juste quelques années auparavant, aurait été presque impossible au vu de ses nombreuses activités extrascolaires. Aujourd’hui, le procédé s’est en quelque sorte inversé pour elle : en effet, le militantisme à *Communia* impacte fortement sa disponibilité biographique pour d’autres activités. Ainsi, bien que le sport soit une de ses grandes passions, elle se trouve obligée d’en faire moins, car elle doit participer à des réunions au minimum deux fois par semaine.

4.4.2. Les ruptures biographiques

La question des ruptures biographiques est apparue comme centrale dans les entretiens menés avec les activistes des lieux autogérés de Rome, au moins en qui concerne la séquence du commencement de cette activité militante. Presque la totalité des enquêtés m’a fait part d’événements survenus dans leur vie qui ont eu un impact sur leur choix de s’engager. Certains de ces événements sont plus banaux que d’autres. Il s’agira de comprendre quels événements peuvent être qualifiés de *turning points* : en effet, même si des événements personnels peuvent impacter nos choix, tous ne se révèlent pas comme des facteurs contribuant à « *des changements de direction ou de régime (...) de manière déterminante* » (Abbott, 2010, p. 197).

De nombreuses activistes ont considéré comme marquant le fait de déménager à Rome depuis de plus petites villes, notamment du sud du pays, mais également depuis la région de Rome.

Sans surprise, les activistes originaires du Sud (Rachele, ex-CO ; Gina ex-FP, CR ; Ivan, FP ; Marina, FP ; Alfonso, ex-VG) ont tous lié ce déménagement au fait de se retrouver à militer dans un lieu autogéré de la capitale. Le déménagement à Rome, notamment depuis une petite ville, implique aussi un changement de perspective sur ce qu’est l’activité politique au sens au large. Ainsi, pour Ivan, qui vient de Naples — ville dont l’aire métropolitaine est plus peuplée que la capitale et qui se caractérise par un très fort activisme politique dans le monde

⁶⁶ “(...) o si torna al vecchio modello per cui la mamma si occupa dei figli e i mariti fanno i garibaldini o i partigiani”

⁶⁷ “Avere dei bambini piccoli ti permette di conoscere altri genitori che hanno le stesse necessità e di fare insieme le attività coi bambini”.

de l'autogestion —, déménager à Rome sera important tout simplement parce que cela lui a permis d'entrer en contact avec le FP. Mais ce déménagement n'est pas décrit par cet activiste comme un moment qui a radicalement changé sa manière de voir les choses, car il avait déjà commencé à fréquenter des lieux autogérés dans sa ville natale et, surtout, il n'a pas rejoint FP en raison de son activité politique.

Pour les personnes qui viennent de villages ou de villes moyennes du sud, le constat est différent. Toutes et tous les activistes font part de la découverte d'une manière autre de faire et de concevoir la politique, que ce soit dans les années 1960 (Alfonso, ex-VG), dans les années 2000 (Gina, ex-FP, CR) ou 2010 (Marina-FP ; Rachele, ex-CO).

Pour Alfonso, le fait d'arriver à Rome, depuis la Calabre, pour fréquenter l'université — dans un moment de fort bouillonnement politique (autour de 1968) — marquera un changement radical : il passera du militantisme dans un groupe catholique de sa région natale à l'un dans un groupe maoïste lorsqu'il fréquentait l'université.

Pour Gina, l'arrivée à Rome coïncide avec le développement « d'une perception de la politique (...) élargie⁶⁸ » à cause notamment du G8 de Gênes (qui comme l'on a vu, constitue un point marquant pour d'autres activistes aussi). Est-ce que si elle était restée dans sa ville natale cela aurait eu le même impact sur elle ? On ne peut pas le savoir, mais qu'elle fasse part du peu de résonance que les mobilisations étudiantes avaient dans son lieu d'origine amène à faire l'hypothèse que la réponse aurait été plutôt négative. De plus, à l'époque du G8 (2001) elle fréquentait déjà les lieux autogérés, ce qui est, selon cette activiste, une des *nouveautés* de la capitale qui l'ont le plus marquée. Arrivée à Rome, elle a eu la *chance* de se mettre en couple avec un garçon qui fréquentait beaucoup les lieux autogérés, ce qui lui a permis de « rentrer en contact avec la ville dans une manière différente, non comme une fille de la province. Parce que je pense que si j'avais eu la vie classique de quelqu'un qui arrive à Rome pour les études, probablement je n'aurais pas fait certains choix ou j'aurais mis bien plus longtemps à les faire⁶⁹ ». Ce n'est donc pas juste le déménagement en soi qui lui a ouvert les portes de ce monde jusqu'à lors méconnu, mais une série de facteurs, comme rencontrer son copain de l'époque. Ce qui est certain, c'est que cette découverte des LSCA marquera sa vie profondément : pendant 6 ou 7 ans, elle sera militante du FP, pour ensuite redémarrer une autre expérience militante à CR après une dizaine d'années de pause. À la fois le déménagement et l'entrée dans une nouvelle relation marqueront donc un pas important dans sa vie en général et dans sa carrière militante plus spécifiquement.

Dans le cas de Marina, Rome a toujours été un monde à part. Même si elle était déjà active dans le seul lieu autogéré de sa ville natale (une ville moyenne du sud), elle gardait le souvenir de sa première visite au FP à 15 ans. Une visite qui l'a profondément marquée et qui sera déterminante quand, bien des années après, elle déménagera dans la capitale. Après son arrivée à Rome, elle se dédiera à des activités qui — sans que ce soit un projet conscient —

⁶⁸ “Cioè, la percezione politica ce l'ho iniziata avere proprio in maniera allargata quando sono venuta a Roma”.

⁶⁹ “(...) entrare anche nella città in un modo diverso, non da fuori sede, perché penso che se avessi avuto la classica vita dei fuori sede forse delle scelte non le avrei fatte oppure ci avrei messo più tempo a farle”.

l'amèneront à devenir activiste de ce premier lieu autogéré, qui l'avait autant marquée.

Pour Rachele, le déménagement à Rome constitue une rupture biographique majeure dans sa manière de concevoir la politique et, plus généralement, de vivre. En effet, depuis l'adolescence, elle sentait « une rage » qu'elle souhaitait canaliser dans un engagement pour la société. Dans son village natal en Calabre, il n'y avait pas grand-chose qui puisse lui convenir. La participation à un mouvement antimafia qui animait certaines des villes moyennes de sa région sera un palliatif temporaire. Cependant, en arrivant à Rome pour l'université, tout change : le bouillonnement politique de sa faculté sera pour elle l'occasion qu'elle attendait depuis longtemps, mais que la situation géographique de son lieu d'origine l'avait empêchée de saisir.

J'étudiai au DAMS [faculté d'arts, musiques et spectacle] à l'université de Roma Tre en 2010 et cette année-là on a occupé la faculté. Je n'avais encore jamais fréquenté d'autres choses [militantes], rien. Et je commençais à me passionner au fait de faire la politique, vu que c'était quelque chose que j'ai toujours voulu faire quand j'étais en Calabre. Là-bas, je participais à des mobilisations antimafia, j'étudiais le féminisme... mais juste comme ça, je n'avais eu aucune expérience parce que je vivais dans un village minuscule et je n'avais pas ces possibilités. Donc quand on a occupé la faculté du DAMS j'ai découvert que moi aussi je pouvais faire tout ça et j'ai commencé à suivre les différents groupes [militants]⁷⁰.

Pour d'autres personnes originaires de petites villes de la banlieue de Rome, déménager pour l'université dans la capitale ou tout simplement commencer à la fréquenter de manière plus assidue pour les cours ouvrira un champ de possibilités jusqu'alors inconnues. Pour Carla (ex-CO), déménager à Rome augmentera d'un côté sa disponibilité biographique, car elle n'aura plus besoin de faire de longs allers-retours comme à l'époque du lycée (qui était toujours à Rome) : elle sera libre d'investir son temps comme elle le veut, sans plus être liée aux contraintes de vivre avec sa mère. C'est justement dans cette période 100% romaine qu'elle découvrira le militantisme à l'université et, par cet intermédiaire, aussi les lieux autogérés, dont elle ignorait complètement l'existence auparavant. Pour Silvia (CR), la situation est différente. En effet, elle n'a jamais quitté sa ville natale située à une quarantaine de kilomètres de Rome, mais, depuis l'université, elle a commencé à la fréquenter quotidiennement : ce sera cette fréquentation assidue, notamment grâce à l'université, qui lui permettra de faire le pas d'un activisme axé sur le volontariat dans des associations caritatives et sociales, jusqu'à la militance politique strictement entendue, dans les collectifs universitaires lors des mouvements sociaux étudiants et — également par cet intermédiaire — dans le premier LSCA où elle a été militante.

Enfin, pour plusieurs activistes, l'on voit que leur situation sentimentale a contribué — même si initialement perçue comme indirecte — à donner une tournure différente à leurs carrières militantes.

⁷⁰ “Allora, io facevo il DAMS a Roma tre nel 2010 e abbiamo occupato il DAMS...e però ancora non avevo frequentato altre cose, niente. E mi stavo appassionando a questa cosa di fare politica, che ho sempre desiderato fare quando stavo in Calabria, che facevo antimafia, mi studiavo varie cose del femminismo... cose così però, non avevo mai avuto nessuna esperienza perché vivevo in un paesino microscopico e non avevo queste possibilità. Quindi quando abbiamo occupato il DAMS ho scoperto che potevo farla e ho cominciato a seguire i gruppi”.

Ainsi, Alessio (C2), réalisera, seulement une fois que je lui ai posé la question, que son choix de s'activer plus concrètement dans des expériences militantes (C2 et peu avant *Grande come una città*, un mouvement citoyen de son quartier) a coïncidé avec des phases délicates de sa vie sentimentale. En effet, quelque temps auparavant, il s'était séparé de sa copine de l'époque et après une période — « comme tout le monde » — de « tendances dépressives, pour s'en sortir il faut trouver une manière pour occuper son temps⁷¹ ». Et c'est là qui intervient l'engagement militant :

Effectivement, cette période-là a coïncidé avec la période où on s'est séparés, après j'étais mal et après je me suis, justement, prodigué pour faire des choses et cela a coïncidé avec cette période de grande activité (...). Ces moments où tu dois te redécouvrir, et tu te dis : « je voulais faire ça aussi parce que je ne l'ai jamais fait », et enfin tu le fais⁷².

Dans le cas de Cinzia (C2), le divorce paraît aussi avoir joué un rôle, pas forcément dans le choix de participer à l'occupation de C2, mais au moins dans son investissement avec élan dans l'activité politique — afin de « ne pas penser », de « débrancher » — et d'être disponible à la création de liens humains forts avec ses camarades de lutte. Le lieu deviendra ainsi un refuge, un exutoire, un « espace très très important » pour elle-même.

[Au C2] se créent des rapports et des relations. Plein de fois, lors de journées un peu critiques — parce que j'ai deux enfants adolescents, ou parce qu'à cette période-là je me suis séparée — ici ça a été un espace très très important. Important pour moi, Cinzia. Au-delà de ce qu'on faisait c'était pour moi aussi une manière pour faire autre chose, ne pas penser, faire quelque chose...débrancher, voilà⁷³.

Pour Michel (C2), il ne voit pas de lien avec sa vie sentimentale et amoureuse — il était en couple avec la même fille que maintenant au moment où il s'est engagé —, mais la question que je lui pose l'amène à faire un lien avec un événement marquant de sa vie : la mort de son père⁷⁴. En effet, le deuil de ce parent — avec qui il avait une relation problématique, y compris en raison de ses visions politiques de droite, voire d'extrême droite — a été pour lui « une des choses qui l'a changé le plus ces dernières années⁷⁵ ». Cette mort a provoqué chez lui la sensation que « [s]es chaînes s'étaient brisées⁷⁶ ». Il s'est senti « libre » — malgré la maladie de sa mère — et en nécessité de trouver un « milieu qui peut [l']accueillir et [le] faire sentir

⁷¹ “(...) all'inizio spinte depressive e poi per uscirne fuori si trova il modo per... occupare il tempo”.

⁷² “Effettivamente quel periodo là ha coinciso con il periodo in cui mi sono lasciato, in cui sono stato male e poi mi sono prodigato per fare cose e ha coinciso con un periodo di grande attività (...) è un momento in cui devi scoprirti, in cui dici 'ah devo fare questo perché non l'ho mai fatto' e poi lo fai”.

⁷³ “(...) si creano dei rapporti e delle relazioni. Io tante volte qui magari erano giornate un po' critiche, vuoi perché avevo due figli adolescenti, vuoi perché in quel periodo mi sono anche separata, è stato uno spazio importantissimo. Ma proprio per me Paola. Ma al di là di quello che si faceva era anche un modo per fare altro, non pensare, fare una cosa...un po' staccare, ecco”.

⁷⁴ La mort d'une personne proche s'est révélée importante pour la carrière militante d'un autre activiste, mais plutôt en changeant sa manière de militer. Cette question sera traitée dans la séquence continuer.

⁷⁵ “Una delle cose che più ha cambiato me stesso in questi ultimi anni è stata la morte di mio padre”.

⁷⁶ “Come se mi si fossero spezzate delle catene e mi sono sentito in qualche modo libero”.

bien⁷⁷ ». Cette rupture biographique l'a donc poussé à ne plus se contenter d'une adhésion juste théorique à certaines positions politiques, mais de la rendre concrète par le militantisme. Cela, bien que, pendant des années, il vivait tout type d'engagement ou de responsabilité en dehors de sa mère comme intolérable.

Une des choses qui m'a changé le plus en ces dernières années c'était la mort de mon père. Une des réactions que j'ai eues c'était justement celle de me reconstruire en quelque manière. Et donc, je recherchais quelque chose qui me permette de me reconstruire en quelque sorte. Et donc [une influence] de la part de ma vie sentimentale, non ; mais sûrement à niveau affectif, parce que j'ai eu cette perte... et je te dis la vérité, c'était vraiment très bizarre parce que j'ai senti... comme te dire ? Comme si mes chaînes s'étaient brisées, et je me suis senti d'une certaine manière libre. Bon, on n'est pas en train de faire une séance de psychanalyse donc je ne vais pas approfondir, mais cette chose-là a vraiment joué un rôle très très important sur ce que j'ai fait par la suite, sur ma manière de penser, pour comme je suis maintenant, etc. Donc il y a eu un niveau affectif oui, qui sûrement m'a aidé à entrer faire partie du Casale Alba 2. J'ai vraiment recherché un milieu qui puisse m'accueillir et me faire sentir bien. Mais aussi parce que, et je crois que c'était chose était déjà ressortie quand on s'est vus pour le [premier] entretien, je pense que ces lieux-là soient aussi thérapeutiques⁷⁸.

Les événements de la vie privée peuvent ainsi orienter les parcours de vie, impactant fortement les carrières militantes. Un déménagement, un deuil ou une séparation peuvent favoriser ou entraver certains choix, comme celui de s'engager dans un LSCA.

4.4.3. Les turning points

Certaines ruptures biographiques peuvent être des *turning points*, c'est-à-dire des événements (ou processus) ayant produit un changement durable dans la carrière des enquêtés.

En ce qui concerne la séquence du commencement, la mort du père de Michel (C2) et, surtout, le processus de changement personnel entamé avec ce deuil constituent un véritable *turning point*, car — rétrospectivement — cet activiste relie cette expérience à son choix de passer de l'autre côté de la barricade : plutôt que regarder les mobilisations depuis l'extérieur, il décide de s'y lancer.

Il est difficile de dire de même du divorce de Cinzia (C2), car je ne dispose pas de

⁷⁷ Michel (C2) n'hésite pas à définir ce lieu comme étant « thérapeutique ». Cet aspect sera approfondi dans la sous-partie sur le « care ».

⁷⁸ «Una delle cose che più ha cambiato me stesso in questi ultimi anni è stata la morte di mio padre. Uno degli impulsi che ho avuto è stato proprio quello di ricostruirmi in qualche modo. E quindi ero in cerca di qualcosa in cui andare poi a ritrovare anche un po' me stesso diciamo. Quindi nella mia vita sentimentale a livello amoroso sicuramente no, ma a livello affettivo in generale sì, perché comunque c'è stata quella perdita lì... E ti dico, quel momento lì è stato molto strano perché ho sentito proprio una sorta di... come ti posso dire? Come se mi si fossero spezzate delle catene e mi sono sentito in qualche modo libero. Mo, non stiamo facendo la seduta di psicanalisi quindi non approfondisco, però questa cosa qui ha giocato tantissimo su quello che poi sono andato a fare, sulla mentalità mia per come è cambiata, per come sto adesso etc. Quindi c'è stato un evento a livello affettivo sì, che sicuramente mi ha aiutato ad entrare comunque al Casale sì. Ho proprio ricercato un ambiente che mi potesse accogliere e far stare bene insomma. Ma pure perché, e credo che questa cosa sia già venuta fuori quando ci siamo visti per l'intervista, io comunque quei luoghi là li ritengo anche terapeutici”.

données assez précises. Cette expérience a en tout cas été pour elle un facteur ayant favorisé une certaine manière de s'engager, de vivre les relations, mais elle n'a pas forcément « réorienté [sa] route » en provoquant « des changements de direction ou de régime (...) de manière déterminante » (Abbott, 2010, p. 191-197).

La séparation entre Alessio (C2) et sa copine peut-elle être considérée un *turning point* ? Si l'on prend, comme proposé dans la littérature, les *turning points* comme un processus, on pourrait être tenté d'y répondre positivement. En effet, malgré qu'Alessio avait presque oublié le lien pouvant exister entre son entrée active dans le militantisme et cette rupture amoureuse, il a admis que son envie de s'activer politiquement a été, au moins en partie, une réaction à cette phase douloureuse de sa vie émotive. Mais est-ce que cela est suffisant pour affirmer qu'une rupture provoque un engagement militant ? Certainement pas. L'individu vivant un *turning point* se retrouve réorienté vers une série d'autres trajectoires possibles. En d'autres termes, Alessio aurait bel et bien pu choisir de déménager à la campagne et de commencer une vie d'agriculteur, mais il aurait eu certainement eu plus de difficultés à se dire « je vais devenir astronaute ». En effet, malgré la part indéniable de subjectivité qui caractérise les carrières, c'est parmi un ensemble relativement réduit de possibilités de sortie à cette crise émotive que Alessio a choisi l'activisme, conditionné par « l'inertie » de ses trajectoires antérieures (Abbott, 2010) et de l'héritage de ses socialisations précédentes. En effet, « [l]a carrière se présente comme la connexion d'une suite de trajectoires à forte inertie dans un parcours de vie » et, selon la conception d'Abbott, les *turning points* renvoient « une image implicite du processus social comme comprenant des trajectoires programmées et à forte inertie, dont le nombre et l'attractivité sont bien définis » (Abbott, 2010, p. 195-196).

Cependant, il ne faut pas forcément une « rupture biographique » définie pour qu'un *turning point* ait lieu. En effet, des événements externes à sa biographie peuvent également impacter le cours de la vie, comme pour Giovanni (CR). Cet activiste considère qu'avoir assisté pendant l'adolescence à une manifestation a contribué à ce qu'il devienne militant. Il avait été particulièrement fasciné par la capacité de ses camarades plus âgés de gérer « avec responsabilité et courage (*con responsabilità e coraggio*) » une situation très tendue. Peut-on dans ce cas considérer un événement singulier comme le point de basculement vers une autre phase de vie ? Oui et non. Oui, car ce simple événement a pu servir de déclencheur d'une série de prises de décisions qui ont amené Giovanni vers le militantisme. Non, car cet événement ne peut pas être pris de manière isolée par rapport aux « contraintes », aux « disponibilités » et aux « occasions », ainsi qu'aux trajectoires précédentes et à leur « inertie » (Abbott, 2010, p. 196). Cet activiste a évolué à la fois dans un contexte historique propice, car riche en mobilisations — d'où l'importance, propre à l'approche des carrières, d'accorder « attention aux processus et à la dialectique permanente entre histoire individuelle, institution et contextes » (Fillieule & Pudal, 2010, p. 171) —, mais aussi lors de certains « changements institutionnels » propres à cet activiste. Ainsi, que ce tournant se situe à l'époque du lycée n'est pas anodin : l'âge (adolescence) influence la manière dont on canalise ses envies. Selon ses mots, la conscience « de l'importance de s'investir sur des thématiques qui concerne la vie de tous⁷⁹ » — qui avait

⁷⁹ « (...) il fatto di comunque ragionare intorno al fatto che fosse importante in qualche modo provare a impegnarsi su alcune tematiche che riguardavano la vita di tutti. E che quindi riguardavano la possibilità

émergé lors de sa fréquentation de la paroisse pendant l'enfance — s'est enrichi de la « rage que normalement tu as dedans et qu'à l'adolescence est encore plus forte⁸⁰ » et qui s'est dirigée sur la voie qui, à l'époque, était pour lui la plus accessible et convenable : les manifestations dans les rues, et plus généralement les mouvements sociaux étudiants.

Pour Alfonso (ex-VG), la carrière militante de cet ancien activiste de 70 ans montre comment un *turning point* peut s'articuler sur un temps assez long et se composer de plusieurs événements. Quand il obtient, grâce à un concours, un poste fixe d'enseignant de lycée, Alfonso décide de prendre une « année sabbatique (*anno sabbatico*) » afin de pouvoir voyager et découvrir le monde. Ce « changement institutionnel » provoque chez lui une « rupture biographique » sous forme d'un très long voyage en Amérique latine. Pendant celui-ci — qui l'a influencé dans son ensemble —, un moment particulier reste particulièrement marquant pour sa carrière militante : la traversée de la frontière entre Mexique et États-Unis. C'est pour lui l'occasion de voir avec ses propres yeux les injustices qui font que certains pays et certains peuples vivent dans la prospérité alors que d'autres sont dans la misère : « Passer un pont, passer le Rio Bravo et trouver un autre monde, complètement un autre monde⁸¹ ». C'est à partir de cette expérience de voyage — dont le passage de cette frontière est le symbole — que se produit un changement profond dans sa manière de militer : après avoir été un activiste catholique, un maoïste et un syndicaliste dans l'usine dans laquelle il travaillait, Alfonso commencera à se dédier, dès son retour à Rome, à la question des migrations, qui l'amèneront, avec la *Ligue des droits des peuples*, à occuper Villaggio Globale en 1990. On voit bien, par cet exemple, que les *turning points* sont bien plus que des *points*, mais peuvent surgir d'un ensemble d'expériences interconnectées qui produisent un changement radical.

De manière similaire, le *turning point* qui amènera Lorenzo (FP) à y devenir militant, et plus généralement, à entrer dans le monde de l'autogestion, a une certaine durée et, surtout, son épilogue est tellement surprenant que l'activiste même avait *oublié* la manière dont il en était arrivé là. Adolescent, Lorenzo a une grande passion pour la musique, qu'il exprime en jouant dans les ateliers musicaux d'une coopérative sociale de son quartier. Cette expérience a, certes, une composante « sociale », mais de manière très différente du monde de l'autogestion, car cette coopérative est insérée dans le réseau officiel — « le côté institutionnel (*il lato istituzionale*) », comme le dit l'enquêté. Pourtant, cette première socialisation dans un environnement distinct d'une école de musique privée entame un processus de rapprochement vers l'*underground*, qui se concrétisera par un concert que cette même coopérative organisera au *Forte Prenestino*. C'est grâce à cette expérience que Lorenzo-FP connaîtra ce(s) lieu(x), ce qui changera complètement sa manière de vivre la ville, la sociabilité et la musique : depuis presque 20 ans, il évolue dans ce milieu, auquel il est profondément attaché.

Dans le cas de Luca (CO) aussi, il est possible de comprendre la manière dont un événement unique peut servir de point de basculement entre deux phases de vie distinctes. Une

di migliorare le cose”.

⁸⁰ “(...) *alla rabbia che normalmente l c'ha dentro e che nell'adolescenza hai ancora più forte*”.

⁸¹ “*Passare un ponte, passare il fiume rio bravo e trovare un altro mondo, completamente un altro mondo*”.

amie lui propose d'aller avec elle à une réunion du collectif féministe et LGBTQI de *Communia*. Après cette première réunion, Luca intégrera d'abord ce collectif, puis l'assemblée plénière du lieu autogéré. Cependant, encore une fois, il est nécessaire de souligner que si, sans ce contact, il ne serait probablement pas entré à *Communia*, cela ne peut pas être pris de manière isolée de ses trajectoires précédentes. Luca était intéressé à la politique depuis le lycée, il discutait de questions sociales et politiques avec ses ami·e·s, participait aux manifestations... mais jamais il n'avait osé traduire cet intérêt en véritable engagement militant. Du coup, quand son amie lui propose d'aller à la réunion, cet événement n'est pas pour lui une porte sur un monde auquel il n'avait jamais réfléchi, mais bien la possibilité d'entreprendre le « pas » qui encore lui manquait.

S. Et quand [cette copine] t'a dit d'aller avec elle à *Degender* [le collectif féministe et LGBTQI de *Communia*], toi tu as eu quelle réaction ? Qu'est-ce qu'il s'est passé dans ta tête ?

L. Ce qui s'est passé dans ma tête ça a été de me dire que c'était peut-être le bon moment pour commencer à faire quelque chose parce que, justement, depuis que je suis rentré à l'université, comme je t'ai déjà dit, j'ai toujours eu des discussions [sur ce sujet] avec mes amis... mais il me manquait de faire le step suivant de me mettre en discussion avec d'autres personnes, et chercher à faire le step suivant, c'est-à-dire : « peut-être on va vraiment réussir à faire quelque chose ». J'avais une volonté assez forte de pouvoir me mettre en jeu et peut-être changer les choses... saisir la balle au bond, comme on dit !⁸²

D'autres *turning point* ne relèvent pas de la sphère privée ou relationnelle. Matteo (CO), en particulier, mais aussi Giovanni (CR) et, dans une mesure plus limitée, Gina (CR), seront frappé·e·s par la mort du jeune manifestant Carlo Giuliani lors des protestations contre le G8 de Gênes en 2001. Cet événement marquera toute une génération militante, mais pour certain·e·s, il sera un point de basculement. On peut concevoir cet événement comme un « choc moral » ou « *moral shock* ⁸³ » — c'est-à-dire un événement capable de déclencher une forte réaction émotive influençant le choix de s'engager (Jasper, 1997). Matteo, qui avait 17 ans à l'époque, a été « profondément frappé à niveau politique⁸⁴ » par la mort de ce jeune, plus âgé de seulement quelques années, tué par un policier. Pour lui, d'autres événements ont été

⁸² “S. e quando ti ha detto di venire a *Degender* tu che reazioni hai avuto, che ti è passato per la testa?”

L. mi è passato per la testa che forse era il momento giusto per iniziare a fare qualcosa perché appunto, da quando poi sono entrato all'università ho sempre avuto, come ti dicevo prima, parlando con amici, avendo sempre confronti...però mi mancava tipo quello step successivo di potersi mettere in discussione con altre persone e cercare di fare lo step successivo del “magari riusciamo a fare qualcosa”. C'era una volontà abbastanza forte in me di portermi mettere in gioco e magari cambiare le cose...ho tipo colto la palla al balzo come di dice!”

⁸³ Voici la définition donnée par Traïni dans le Dictionnaire des mouvements sociaux (Traïni, 2009, p. 101-102) : « Par cette expression de choc moral, il s'agit plus précisément de désigner un type d'expérience sociale se caractérisant par quatre traits complémentaires : cette expérience sociale résulte d'un événement inattendu ou d'une modification imprévue, plus ou moins brusque, de l'environnement des individus ; elle implique une réaction très vive, viscérale, ressentie physiquement parfois même jusqu'à l'écoeurement, la nausée, le vertige ; elle conduit celui qui y est confronté à jauger et juger la manière dont l'ordre présent du monde semble s'écarter des valeurs auxquelles il adhère ; enfin, cette expérience sociale suscite un sentiment d'épouvante, de colère, de nécessité d'une réaction immédiate, qui commande un engagement dans l'action, et ce en l'absence même des facteurs favorables généralement soulignés par les théories de l'action collective ».

⁸⁴ “(...) mi aveva parecchio scosso a livello politico”.

marquants : « Les tours jumelles en septembre 2001, la guerre en Afghanistan après, Berlusconi qui avait à nouveau gagné les élections et peu après la réforme Moratti qui avait été dévastatrice pour l'école et l'université⁸⁵ ». À cela, s'ajoute l'état de délabrement du lycée public qu'il fréquentait. Tous ces facteurs — dont la mort de Carlo Giuliani a sûrement été l'élément le plus « émotionnel, vu qu'un garçon était mort comme ça ⁸⁶» — ont contribué à sa décision de ne plus participer seulement passivement aux mobilisations de son lycée, mais d'y prendre un rôle actif.

L'ambiance, « ludique (*ludico*) » (« c'était vraiment beau, car il y avait plein plein d'étudiants qui passaient, plein d'idées... bref, il y avait une ambiance chouette⁸⁷ »), qui s'instaure lors l'occupation du lycée, qui a lieu en concomitance d'autres événements, sera la confirmation du bien-fondé de son choix. Partant, prendre ces événements de manière isolée ne suffirait pas à expliquer pourquoi l'on est devant un *turning point* : c'est l'interaction entre un « choc moral », les dispositions à l'engagement que Matteo avait avant (famille de gauche, sensibilisation à l'antifascisme et à l'antiracisme et à toute forme d'autoritarisme) et les possibilités offertes par le cadre de vie dans lequel il évoluait qui expliquent le rôle de la mort de Carlo Giuliani dans l'évolution de sa carrière. Comme le souligne Traïni, il est important d'éviter que le recours à la notion de *choc moral* se prête à des explications tautologiques ; sa solution est donc de se demander

[pourquoi] les futurs activistes étaient-ils disposés à être choqués par tel événement ou par tel aspect de leur environnement ? Ce qui implique ici que le concept soit associé à une analyse de la socialisation et des expériences successives qui caractérisent la carrière des activistes étudiés (Traïni, 2009, p. 104).

4.4.4. Disponibilité biographique, ruptures biographiques et turning points : bilan

Nous avons présenté la manière dont des événements de la sphère privée ou publique peuvent contribuer à (ré)orienter les parcours de vie des enquêtés et à favoriser, ou à entraver, l'activité militante.

Le type d'emploi, la présence ou pas d'enfants, d'autres engagements parallèles, etc. sont des facteurs déterminant la « disponibilité biographique », surtout si elle est entendue en termes de temps dont on dispose pour se dédier à l'activité militante. Concernant les tâches familiales, les femmes paraissent plus impactées que les hommes dans le soin et le suivi des enfants : pour mes enquêtées, la maternité s'est souvent révélée un frein au militantisme, obligeant l'ensemble de mères interviewées à mettre en pause cette activité jusqu'au moment où les enfants sont devenus autonomes. À l'inverse, les pères interviewés dressent un bilan plus

⁸⁵ «Poi c'erano state le torri gemelle nel settembre del 2001 e poi la guerra in Afghanistan e poi aveva vinto Berlusconi le elezioni, e subito c'era stata questa riforma Moratti che era tremenda per le scuole e anche per l'università».

⁸⁶ «(...) era più emotivo diciamo, perché comunque un ragazzo era morto così».

⁸⁷ «(...) era proprio bello andare all'occupazione, non era solo una roba "ah devo stare là, a fare il piantone, a controllare che succede". Era proprio bello, perché c'erano tantissimi ragazzi che passavano, tante idee...c'era proprio un clima figo insomma».

contrasté : la présence d'enfants leur impose aussi des changements de mode de vie, mais s'est souvent révélée être un atout pour le militantisme, car la paternité leur a permis de rencontrer d'autres parents avec les mêmes nécessités et avec lesquels ils ont entamé un parcours militant.

Les « ruptures biographiques », c'est-à-dire les événements qui provoquent des discontinuités dans le parcours de vie sont aussi importants pour comprendre la manière dont les enquêté·e·s se sont approché·e·s du militantisme. Les déménagements, les séparations ou encore les deuils, peuvent ainsi fonctionner comme des stimuli pour découvrir d'autres manières d'occuper son temps ou tout simplement être l'occasion de fréquenter des milieux jusqu'alors inconnus.

Mais jusqu'où va l'effet de ces ruptures ? À cet égard, le concept de « *turning point* » se révèle particulièrement utile. Certaines ruptures biographiques et/ou événements peuvent être interprétés ainsi, c'est-à-dire des événements (ou processus) ayant produit un changement durable dans la carrière des enquêté·e·s, comme que lors d'une rupture biographique liée à la mort d'un père, ou encore la traversée de la frontière Mexique - États-Unis.

4.5. Le début de la fréquentation des LSCA: dynamiques et impressions des premiers contacts

Nous approfondirons ici la manière dont les personnes interviewées sont entrées dans le monde des LSCA. Si certain·e·s ont évolué depuis leur jeune âge dans ce milieu, d'autres ont connu ces lieux relativement tard, par exemple à travers d'autres expériences militantes. Il s'agira tout d'abord de retracer l'âge biographique et l'époque de leur premier contact avec le monde de l'autogestion ; par la suite on s'arrêtera sur les modalités de cette prise de contact (par qui ou par quoi on rentre en contact avec les LSCA) ; enfin, nous rendrons compte des premières impressions que les enquêté·e·s ont eu de ces lieux. À cet égard, le rôle joué par les « ambiances » (Thibaud, 2015) des LSCA dans leur capacité à attirer ou repousser des potentiel·le·s nouveaux·elles activistes sera abordé.

4.5.1. L'âge de la première fréquentation des LSCA

La plupart des activistes interviewé·e·s ont commencé à fréquenter l'univers des lieux autogérés avant le début de leur expérience militante dans un de ces lieux. Seulement 3 activistes (Janis, CO ; Carla, ex-CO et Rachele, ex-CO), toutes du même lieu (Communia) et du même âge (nées entre 1988 et 1991) ne fréquentaient pas, voire connaissaient à peine, les lieux autogérés avant d'entrer dans le collectif universitaire avec lequel elles occuperont par la suite *Communia*. Le militantisme à l'université leur fera découvrir non seulement le monde des lieux autogérés (qu'elles ne connaissaient pas directement, voire en avaient une image négative, comme dans le cas de Rachele), mais produira un radical changement dans la manière de se rapporter à la ville de Rome.

9 activistes sur 22 commencent à fréquenter ces lieux pendant l'adolescence. La plupart viennent de Rome ou d'une autre grande ville (Naples, pour Ivan, FP). Le cas de Marina (FP) apparaît comme assez particulier par rapport aux autres. Elle se rendra pour la première fois dans un LSCA, le *Forte Prenestino*, lors de vacances à Rome. À son retour dans sa ville natale, une ville moyenne d'environ 60 000 habitants dans le sud du pays, elle commencera à

fréquenter le seul LSCA présent et en deviendra militante.

Dans la plupart des cas, cette fréquentation a débuté avec les ami·e·s de l'époque ou les camarades du lycée. Le premier lieu autogéré fréquenté est normalement le plus proche du domicile familial. Dans la plupart des cas, ces fréquentations étaient essentiellement liées à des soirées festives, des concerts, ou pour profiter de boissons à bon marché et de la possibilité de fumer du cannabis sans encourir dans le risque d'avoir une amende. Dans certains cas, cette fréquentation commence aussi pour d'autres activités, comme dans le cas de Francesco (C2), qui a participé à des réunions liées aux mobilisations de son lycée et qui étaient hébergées dans un LSCA (*Csa Intifada*). Si l'on croise ces données avec celles relatives à la période de politisation, commencer plus tôt à fréquenter ces lieux n'implique pas forcément une politisation plus précoce. Au contraire, toutes les personnes qui ne se sont jamais vraiment politisées ont commencé très tôt à fréquenter ces lieux, montrant ainsi que les lieux autogérés peuvent tout à fait être perçus comme des lieux de vie, d'agrégation, de (contre)culture, de divertissement sans que leur dimension politique et militante soit intégrée. Parmi ce groupe, il y a cependant plusieurs activistes qui ont été réceptifs·ves dès le début à cette dimension politique, comme Gina (ex-FP, CR), qui sera frappée par les messages politiques qui décoraient les murs lors de sa première soirée dans un LSCA. Tous et toutes ont commencé à fréquenter ces lieux avant leur premier engagement militant, sauf pour Marina (FP), car elle a, certes, visité (et en été impressionnée) un lieu autogéré avant, mais, par la suite, le lieu qu'elle fréquentera pendant son adolescence est aussi le lieu de son premier engagement militant.

Pour les personnes qui ont commencé à fréquenter les LSCA un peu plus tard, soit à l'époque de l'université (20-25 ans), la plupart l'ont fait après leur premier engagement militant. Toutes ces personnes ont connu les lieux autogérés par l'intermédiaire du groupe militant où elles s'étaient engagées (Janis, CO ; Carla, ex-CO ; Rachele, ex-CO ; Silvia, CR). Deux des trois personnes pour lesquelles ce n'était pas le cas (Gina, ex-FP, CR ; Oda, VG) ont commencé à fréquenter ces lieux quand elles ont déménagé à Rome, notamment pour profiter de leur offre culturelle et sociale. Michel (C2), de son côté, commencera à fréquenter ces lieux autour de ses 20 ans, par l'intermédiaire d'un ami, notamment pour des événements festifs, et cela bien avant son premier engagement militant.

Enfin, on trouve des personnes ayant commencé à fréquenter ces lieux à l'âge adulte. Gabriella (VG) a toujours été extérieure à cet univers, jusqu'à ce qu'elle commence à fréquenter un lieu autogéré (*Casetta Rossa*). Déjà adulte, elle intégrera des activités militantes (son travail dans une ONG et les autres mobilisations et campagnes parallèles auxquelles elle a accès à travers son emploi). Il en est presque de même de Gianni (ex-FP) et Alfonso (ex-VG), dont la situation est cependant différente en raison de leur âge (61 et 70 ans respectivement en 2019). Gianni commencera à fréquenter la première génération de lieux autogérés pendant ses premiers engagements dans les années 70, même si ceux-ci étaient très différents de ceux d'aujourd'hui. Il participera d'ailleurs à l'occupation du *Forte Prenestino*. Alfonso aussi, un des occupants du *Villaggio Globale* en 1990, peut être considéré, à l'instar de Gianni, comme un des fondateurs du mouvement des lieux autogérés contemporains. Avant cette occupation, il avait déjà commencé à fréquenter les LSCA des années 1980.

4.5.2. Par qui les enquêté·e·s entrent-ils en contact avec les LSCA ?

Les enquêté·e·s ont connu ou sont entré·e·s en contact avec le monde des LSCA par différents intermédiaires, que l'on peut résumer en deux grands ensembles non étanches : les amitiés et connaissances ; l'activisme et d'autres activités.

Plus de la moitié (11 ou 12 si on considère aussi Gianni, ex-FP, à cheval entre les deux ensembles) des enquêté·e·s sont entré·e·s en contact avec les LSCA par l'intermédiaire d'ami·e·s ou connaissances. Cela ne signifie pas qu'ils·elles peuvent toujours identifier une personne précise qui les aurait introduit·e·s dans ce milieu, mais plutôt que leur fréquentation a commencé grâce au bouche-à-oreille, à la renommée ou l'attrait de certains lieux dans leur milieu social de l'époque. Cela est particulièrement le cas pour les personnes qui ont connu les LSCA pendant l'adolescence. Dans ce cas, les premiers LSCA connus ou fréquentés sont essentiellement ceux qui sont situés dans leurs quartiers d'origine, et, c'est souvent le·a frère/sœur d'un·e camarade d'école qui fréquentait déjà ces lieux qui sert d'inspiration, pour l'enquêté·e et ses ami·e·s, pour partir à la découverte de ces lieux underground, comme l'indique Alessio (C2) :

[Les LSCA] étaient quelque chose de connu dans le quartier, il y avait Puzzle [un LSCA] juste derrière chez moi. Et souvent ces lieux avaient aussi des bars, la restauration, et donc deviennent des lieux de consommation, et c'est dans ce sens-là aussi qu'on vient à les connaître. [Dans mon cas], il y avait un ami en particulier que je connais dès que j'étais petit, aux scouts, et avec qui j'étais à l'école après et on allait avec lui dans les lieux autogérés⁸⁸.

Pour les personnes qui étaient adolescentes à l'époque de l'*âge d'or* du mouvement des centres sociaux (années 1990 et début 2000), l'importance de ces lieux dans le panorama culturel — et surtout musical — faisait du passage dans les LSCA une étape presque obligée de la vie de tout adolescent d'une grande ville comme Rome. Les personnes qui ne sont pas originaires de Rome ou d'une autre grande ville semblent pouvoir définir de manière plus aisée la personne à l'origine de cette prise de contact : son copain romain, pour Gina (ex-FP, CR), lorsqu'elle déménage à Rome pour ses études universitaires ; sa cousine, pour Marina (FP), lors de vacances à 15 ans.

Quant à l'autre ensemble, celui des personnes qui ont connu les LSCA par l'intermédiaire d'autres activités, on se rend compte que ces activités sont variées. Si dans la plupart des cas le premier contact avec les LSCA a lieu par l'intermédiaire d'activités militantes et si l'intermédiaire le plus commun est les collectifs universitaires (Silvia, CR ; Janis, CO ; Carla, ex-CO ; Rachele, ex-CO), d'autres formes de militantisme jouent aussi ce rôle. Dans le cas d'Alfonso (ex-VG), actif dans de multiples organisations au cours de sa vie, entrer en contact, voire collaborer, avec les LSCA s'est imposé en raison du rôle clé joué par ces lieux

⁸⁸ *“Erano una cosa conosciuta nel quartiere perché c'era puzzle proprio dietro casa...anche perché a volte erano bar, ristorazione...quindi diventano luoghi di consumo. anche in quel senso uno li viene a conoscere...c'era un mio amico in particolare che conosco fin da piccolo agli scout e con cui poi mi sono ritrovato insieme nella stessa classe e con cui andavamo negli spazi”.*

dans la période qui précède l'occupation du *Villaggio Globale*. Il en va de même de Lello et d'Aldo (ex-C2) : ces lieux étant des pôles importants de l'activité politique et culturelle romaine des 4 dernières décennies, cela les a amenés à fréquenter, par leurs multiples activités militantes, ces lieux bien avant d'occuper eux-mêmes *Casale Alba 2*. Cependant, cette prise de contact par des activités peut se faire par d'autres biais, comme pour Gabriella (VG), qui connaîtra ces lieux par une activité professionnelle. À noter cependant qu'il ne s'agissait pas de n'importe quel travail, mais d'une occupation avec une forte composante sociale, que Gabriella n'hésite pas à définir comme une forme de militantisme. Lorenzo (FP) connaîtra les LSCA grâce à une activité artistique. En effet, avant de commencer à fréquenter les LSCA avec ses ami·e·s, il connaîtra le FP pour un concert avec la coopérative sociale avec laquelle il jouait de la musique.

Est-il possible de trouver des régularités dans les profils des personnes retombant dans l'un ou l'autre ensemble ? Les personnes qui ont connu les LSCA par l'intermédiaire d'ami·e·s ou connaissance l'ont souvent fait à l'adolescence ou en tant que très jeune adulte, et il s'agissait le plus souvent d'un ou de lieux situés dans leur quartier d'origine. Les personnes qui ont connu ces lieux par des activités l'ont usuellement fait plus tard. Le groupe plus important est celui des personnes ayant connu ces lieux par l'intermédiaire des collectifs universitaires où ces personnes étaient militantes. Trois personnes sur les quatre appartenant à ce groupe vivaient dans des quartiers ou des villes dépourvues de LSCA. Une seule de ces personnes (Janis, CO) vivait à cette époque dans un quartier situé à une proximité relative de certains lieux autogérés. Cependant, elle fréquentait à l'époque un lycée du centre historique de Rome, quartier dépourvu de LSCA. Les personnes qui ont connu ces lieux grâce à leurs multiples activités militantes sont relativement âgées : ce sera notamment l'importance de ces lieux au cours des années 1980 et 1990 qui les amènera à fréquenter les LSCA. Le cas de Lorenzo (FP), qui a connu ces LSCA tout d'abord grâce à la coopérative où il jouait la musique, est assez particulier, car il considère que cet intermédiaire a probablement juste anticipé cette fréquentation et qu'elle aurait probablement eu lieu de toute façon en raison de la proximité géographique de son quartier d'origine avec de nombreux LSCA.

4.5.3. Les premières impressions des LSCA

Afin de bien encadrer ces premiers contacts avec le monde des LSCA et les conséquences que ceux-ci auront sur la carrière militante des enquêt·e·s, il faut se pencher sur les impressions suscitées par ces lieux. Il s'agira dans cette partie de récolter les premiers matériaux empiriques servant à l'analyse des « ambiances » (Thibaud, 2015) des LSCA⁸⁹. En d'autres termes, le but est celui de comprendre quel effet les premières expériences de ces lieux produira sur les futur·e·s militantes et si l'on peut trouver dans ces premières impressions les germes de leurs futurs engagements dans ce milieu.

Pour le faire, j'ai choisi d'organiser ces impressions en positives, négatives, contrastées, neutres. Ces impressions sont assez hétérogènes, mais la plupart des fois elles portent sur les dynamiques sociales rencontrées dans ces lieux, mais aussi, même si plus rarement, sur des aspects concernant l'espace matériel.

⁸⁹ La réflexion sur les ambiances sera approfondie dans la partie 3 de cette thèse.

A. *Les impressions positives : une socialité différente.*

Les personnes qui ont fait part d'impressions totalement positives lors de leurs premiers contacts avec le monde des LSCA citent différentes caractéristiques qui les ont particulièrement marqué·e·s. Celles-ci sont assez variées, mais toutes se réfèrent principalement à des aspects immatériels ou symboliques, plutôt qu'à des qualités relevant de l'expérience de l'espace matériel de ces lieux. Parmi ces différents aspects, l'un est récurrent : ce qui les a le plus impressionné·e·s, c'est le type de socialité hors du commun qu'on peut trouver dans les lieux autogérés.

Marina (FP), par exemple, a été fortement impressionnée par sa première visite au FP quand, à 15 ans, elle était partie à Rome pour voir sa cousine. Cette expérience peut être vue comme son coup de foudre avec le monde de l'autogestion en général et le centre social *Forte Prenestino* en particulier : « Quand je suis rentrée au *Forte [Prenestino]* à 15 ans, ce jour-là avec ma cousine j'ai pensé "Wôw, je veux rester dans cet endroit"⁹⁰ ».

Ce qu'elle avait particulièrement apprécié c'était, outre le lieu en soi (qu'elle avait trouvé magnifique), le type de socialité qu'elle y a trouvé. Cette journée, qu'elle « ne pourr[a] jamais oublier », l'a marquée.

Il y avait plein de monde qui mangeait ensemble sur ces énormes tables, et moi je pouvais juste m'asseoir au milieu d'inconnus et parler. Alors qu'à Bénévent tu es toujours en petits groupes, parce que tu connais les gens et tu t'assois avec les personnes que tu connais. C'est difficile à penser que tu sors toute seule et tu commences comme ça à socialiser⁹¹.

De plus, à son âge, dans la plupart des situations, les gens la traitaient comme un enfant, alors qu'ici elle a tout de suite réussi à être vue comme plus que cela :

Je me rappelle que j'avais quinze ans et je me suis assise toute seule. Ma cousine m'a laissé là en disant 'je vais chercher des aubergines'. Pendant son absence, je parlais avec les gens qui n'étaient pas du tout choqués par mon âge. Ils me parlaient comme si j'étais une personne normale... pas du genre 'ah, elle a quinze ans, elle ne vaut rien' (elle dit en rigolant). Donc j'ai pensé : « Wôw ! »⁹²

Motivée par cette expérience, une fois rentrée à Bénévent, elle se convaincra de s'impliquer plus dans le centre social local, un « endroit complètement perdu (*un posto dimenticato da Dio*) » — « ce n'était rien comparé⁹³ » au FP —, et dans lequel il y « avait de

⁹⁰ «*Quando sono entrata al forte, che avevo quindici anni, semplicemente quella giornata con mia cugina, ho pensato 'wow, io voglio stare in questo posto'».*

⁹¹ «*C'era una marea di gente che pranzava insieme in queste tavolate enormi, e io mi potevo sedere in mezzo a della gente che non conoscevo e parlare, mentre a Benevento comunque è molto diviso in gruppetti, perché comunque è una città piccola : nel senso, conosci le persone e ti siedi con le persone che conosci, non è che esci da solo e cominci a socializzare».*

⁹² «*(...) mi ricordo che avevo quindici anni e mi sono seduta da sola e mia cugina mi ha lasciato la 'vado a prendere le melanzane' e io intanto parlavo con la gente e non era manco sconvolta che io avessi quindici anni e mi parlava come se fossi una persona normale... e non tipo "ah ha quindici anni non vale un cazzo" (ride), quindi ho pensato proprio WOW!».*

⁹³ «*(...) non era niente a confronto».*

temps en temps des concerts, mais sinon rien⁹⁴ ». Malgré cela, et motivée par l'impact de sa visite au FP, elle s'attachera à ce lieu, notamment après y avoir construit un skate park avec ses amis.

Francesco (C2), qui fréquente les LSCA depuis son adolescence pour les soirées de ses genres musicaux préférés (dub, reggae, techno, etc.), a eu dès le début une impression très positive de ces lieux, tant pour la programmation et le faible prix des concerts que pour l'esprit qu'y règne, notamment le manque de « sélection » à l'entrée sur la base de l'habillement. Ce qui l'a toujours attiré c'est « le type de socialités qui s'y créent⁹⁵ ». A l'instar de Marina, il donne comme exemple les repas dans les LSCA, car il est extrêmement rare de trouver des lieux où l'on peut « manger pour peu d'argent tous ensemble, sur une table en bois⁹⁶ ». Selon lui, l'on peut toujours trouver cela en contexte rural, par exemple lors des fêtes de village, mais, en ville, il y a essentiellement deux options pour manger : les fast-foods et les restaurants. Au sein de ceux-ci, « ça ne se fait pas de s'asseoir à table à côté d'autres gens et commencer à parler avec les autres. Dans ces espaces [les LSCA] au contraire tu peux⁹⁷ ».

Ces premières impressions se sont ensuite enrichies de l'expérience qu'il fera de ces lieux pour autre chose que des événements musicaux ou des repas. À l'adolescence, il commencera à faire des réunions dans un LSCA (*Csa Intifada*) avec le collectif étudiant dont il faisait partie au lycée. Ce qui l'a profondément marqué, c'est que dans les LSCA, l'on ne « subit » pas seulement l'espace dans lequel on se trouve, mais l'on peut d'une certaine manière le déterminer. Il l'a particulièrement apprécié à l'époque, car « quand tu es jeune, les espaces que tu fréquentes d'habitude, que tu traverses (...) sont des espaces où toi tu n'es que la cinquième roue du carrosse, toujours très contrôlé, comme à la maison ou à l'école. Là-bas [dans les LSCA] tu ne l'es pas, tu es libre⁹⁸ ». Cette liberté, cette confiance accordée à des adolescents a aussi influencé le comportement que Francesco avait dans ces lieux, car la liberté ne signifiait pas pour lui « que tu es libre de tout casser⁹⁹ ». Au contraire :

J'aimais bien le fait que tu es libre de t'organiser et d'organiser [des choses, des activités]. Par exemple, j'aimais bien qu'on se mît là à organiser, à faire le câblage ou encore à déplacer les enceintes pour préparer une soirée. C'était ça que j'aimais, et ça l'est encore aujourd'hui : le fait de dire 'on organise quelque chose qui vient de notre inventivité et de notre capacité à l'organiser' (...) où c'est toi à proposer, et tu ne subis ou reçois juste¹⁰⁰.

⁹⁴ “ (...) ci facevano ogni tanto dei concerti ma non c'era niente ”.

⁹⁵ “ (...) mi piaceva molto le dinamiche, proprio le socialità che si creano ”.

⁹⁶ “ (...) dove si mangia con poco, su un tavolo di legno tutti insieme ”.

⁹⁷ “ (...) non ci sta che ti siedi vicino al tavolo o accanto e ti metti a parlare con gli altri (ridendo)! invece in questi spazi si ”.

⁹⁸ “ (...) da giovane, gli spazi che di solito frequenti, attraversi, (...) sono spazi dove tu sei l'ultima ruota del carro, controllissimo, a scuola, a casa spesso... e invece la non sei controllato, sei libero ”.

⁹⁹ “ (...) non me la vivevo come sei libero di spaccare etc. ”

¹⁰⁰ “ Non me la vivevo come sei libero di spaccare etc. ... mi piaceva il fatto che sei libero di organizzarti e di organizzare. e quindi, che ne so, mi piaceva che ci mettevamo li a organizzare, a fare il cablaggio, piuttosto che a spostare le casse per preparare la serata... per dire. per me era questo bello, così come tuttora. il fatto di

Alessio (C2), qui a commencé à fréquenter les LSCA à l'adolescence pour les soirées dansantes, en garde un souvenir très positif. Lui qui « n'avai[t] jamais aimé les discothèques, le fait de devoir mettre une chemise¹⁰¹ » a particulièrement aimé l'esprit décontracté de ces lieux, « le fait que tout le monde était bien plus tranquille¹⁰² ». En effet, ainsi que Francesco (C2) le dit, ces lieux se distinguaient des boîtes où la plupart des adolescent·e·s faisaient leurs premières sorties nocturnes par le fait « qu'il n'y avait personne qui te demandait un dress code ou quelque chose d'autre. C'était un peu la même situation [de pouvoir danser sur de la musique], mais sans avoir le fait gênant qu'il y avait quelqu'un qui était là et qui pouvait t'embêter¹⁰³ ». À cet égard, les LSCA n'étaient pas que des lieux de divertissement alternatifs, mais aussi des espaces de liberté.

Gina (ex-FP, CR), avant d'arriver à Rome et de rencontrer son copain de l'époque qui lui servira de cicérone dans le monde des lieux occupés et autogérés, ne connaissait pas ces lieux, qui n'existaient pas dans son village natal. Elle se rappelle la première fois où elle a été dans un LSCA, pour le Nouvel An.

Cela a été assez impressionnant, car, par exemple, j'étais habituée que les endroits où il y a la musique sont les discothèques, il n'y avait pas grande chose d'autre, ou encore les concerts en plein air l'été. Alors que le fait de voir un lieu où tu étais là et passivement une série de messages t'arrivait si juste tu regardais autour de toi : affiches, symboles... Oui, cela m'a pas mal impressionné. C'était agréable¹⁰⁴.

Ce qu'elle appréciait c'était donc qu'au-delà du divertissement, le lieu semblait essayer de transmettre « aussi un contenu, quelque chose à transmettre à la personne qui utilisait cet espace¹⁰⁵ », une socialité différente de celle qu'elle aurait pu trouver dans des salles de concert *normales* : s'amuser certes, mais tout en réfléchissant à ce qui se passe dans le monde que nous vivons. À partir de ce moment-là, elle commence à fréquenter d'autres LSCA, dont le FP quelques mois plus tard, à la fois pour des événements culturels, musicaux et politiques.

Ivan (FP) a été pour la première fois dans un LSCA à 15 ans, mais il n'en pas été un usager assidu jusqu'à ce qu'il rentre au FP, autour de la trentaine. Il ne se rappelle plus ses impressions d'alors des LSCA, si ce n'est que lors de sa première soirée dans un centre social

dire, organizziamo noi un qualcosa che viene dalla nostra inventiva e capacità di organizzazione (...) in cui sei te a fare una proposta, e non a subirla o riceverla e basta”.

¹⁰¹ “(...) non mi erano mai piaciute le discoteche, mettersi le camicie così”.

¹⁰² “Mi era piaciuto che si stesse tutti più tranquilli, non c'era nessuno che ti chiedeva il dress code o quant'altro”.

¹⁰³ “Vabbè era anche una delle prime volte che andavo a ballare...perché non mi erano mai piaciute le discoteche, mettersi le camicie così...andiamo la. E mi era piaciuto che si stesse tutti più tranquilli, non c'era nessuno che ti chiedeva il dress code o quant'altro... quindi era quella un po' la situazione, senza avere il cordoglio di qualcuno che stava la e poteva romperti le scatole per esempio”.

¹⁰⁴ “(...) fu abbastanza d'impatto come cosa perché io ero abituato ad esempio che posti dove c'era musica per me erano le discoteche non c'era molto altro. oppure dei concerti all'aperto d'estate quindi invece vedere un posto in cui poi stavi li e passivamente c'erano tutta una serie di messaggi che t'arrivavano se ti guardavi intorno dai manifesti, simboli eh... sì, mi impressionò abbastanza. era piacevole”.

¹⁰⁵ “(...) anche un contenuto, qualcosa da trasmettere alla persona che fruiva di quello spazio”.

de Naples, sa ville natale, il avait vu à une soirée « des pédés (*dei froci*) ». Découvrant à l'époque son homosexualité, ce moment a été important pour lui, malgré le fait qu'il se consacrait à d'autres milieux et d'autres buts (« devenir une star de la télévision (*diventare una star della televisione*) »). Quoi qu'il en soit, ce constat d'hétérogénéité sociale l'influencera sur un temps long.

Silvia (CR) a commencé à fréquenter les LSCA grâce à sa militance dans les collectifs universitaires. L'image qu'elle s'en fera est radicalement différente des stéréotypes qui selon elle caractérisent ces lieux, c'est-à-dire un lieu de « glandeurs » ou « un espace où les gens se droguent et c'est tout ¹⁰⁶ ». Ce qu'elle découvre ce sont au contraire des acteurs qui « ont fait un pont entre le vide qu'il y avait [dans l'espace abandonné qu'ils-elles ont occupé] et l'administration locale¹⁰⁷ » ; des lieux où « on expérimente la collectivité ».

B. Les impressions négatives : fermeture vers l'extérieur et mauvais état du bâti

D'autres activistes ont, au contraire, un souvenir plutôt négatif de leurs premières expériences dans le monde des LSCA. Ces impressions relèvent à la fois de l'espace matériel et d'aspects plus sociaux.

Rachele (ex-CO) a connu — comme d'autres camarades de Communia — les lieux autogérés avec le militantisme dans les collectifs universitaires. Avant, elle savait à peine ce qu'ils étaient, et les a priori qu'elle en avait ne l'attirait pas : le type de socialité qu'elle y imaginait — « techno, sexe et drogue (*techno, sesso e droga*) » — ne lui convenait pas. En réalité, sa vision change quand elle aussi occupe un lieu et, surtout, cette expérience militante l'aidera désinhiber les aspects de son caractère qui la bloquaient le plus : la socialité et la sexualité. Cependant, à l'époque — et en partie aujourd'hui —, elle avait l'impression que ces lieux étaient « peu ouverts au reste de la ville¹⁰⁸ » et que le fait d'avoir un espace matériel était certes utile, mais pas non plus « l'élément décisif de la lutte¹⁰⁹ ».

Oda (VG) a fréquenté très peu les centres sociaux (le type de lieu autogéré prédominant à l'époque de sa jeunesse) : « J'y avais été pour des concerts quand j'étais jeune ¹¹⁰ ». Elle y allait pour leurs intérêts « du point de vue ludique », car, « même si je suis communiste, c'est trop poussé vers un activisme qui est un peu trop une fin en soi ¹¹¹ ». Lorsqu'elle évoque ses premières visites dans le lieu qu'elle anime aujourd'hui (elle préfère réserver le terme de militante à son *vrai* engagement politique, au sein du Parti communiste international), elle se rappelle un concert « très amusant », quand elle avait 22 ans. Pour elle ce n'était qu'un lieu où s'amuser, mais pas comme les autres : « À mon avis [le VG] faisait partie d'une manière de faire des activités sûrement plus libres, mais aussi plus chaotique, moins organisée et même

¹⁰⁶ « (...) un contenitore in cui la gente si droga e basta ».

¹⁰⁷ « (...) sociale ha fatto da ponte tra il vuoto che c'era e l'amministrazione locale ».

¹⁰⁸ « (...) sapevo della loro esistenza ma erano posti che vivevano a sé, poco aperti alla città ».

¹⁰⁹ « (...) l'elemento decisivo della lotta ».

¹¹⁰ « Sì c'ero stata per i concerti quando ero giovane ».

¹¹¹ « (...) anche se io sono comunista, è troppo spinto verso un attivismo un po' fine a sé stesso ».

moins sérieuse pour certains aspects¹¹² ». Elle se souvient en particulier « qu'à part les concerts, il n'y avait pas grande chose de plus. L'aspect était, je m'en souviens, non délabré, mais abandonné à soi-même¹¹³ ». Le VG, avant la récente transformation, était pour elle « sale, délabré, ce qui a — je le reconnais — un charme. Mais c'est un charme destructeur qu'honnêtement je ne partage pas du tout¹¹⁴ ». D'ailleurs, malgré qu'elle soit aujourd'hui active dans un lieu autogéré, elle trouve toujours que d'un point de vue politique elle n'a rien à partager avec cet univers, notamment celui des centres sociaux.

Je rentre et je vois que la moitié des gens pense de pouvoir impacter sur le monde tout simplement avec la bonté ou simplement avec le pacifisme — je trouve le pacifisme bien plus énervant que les pétards. C'est ça qui m'irrite le plus. L'agir juste pour agir. (...) je n'ai jamais fait partie des centres sociaux parce que l'impression qu'ils me donnaient était celle-là : l'activisme juste pour foutre le bordel¹¹⁵.

Pour Michel (C2), les premières impressions étaient plutôt négatives. En effet, cet activiste, relativement nouveau au C2 et qui fréquentait les LSCA initialement seulement pour s'amuser, se rappelle que lors de la première soirée qu'il avait faite au FP, cette forteresse occupée lui apparaissait « assez délabrée (*diroccato*), ça me donnait un peu de mélancolie¹¹⁶ ». Mais ce n'est pas juste l'état du bâti qui avait contribué à une « topophobie¹¹⁷ » — c'est-à-dire, « une désaffection, un désamour, voire de la crainte éprouvée pour un lieu » (B. Lévy, 2006, p. 135) —, mais également l'état de participant·e·s à l'événement : « Je n'ai jamais eu un bon rapport avec les drogues, elles m'ont toujours un peu effrayé. Donc le fait de voir toutes ces personnes dans cette soirée qui était dans un si mauvais état, sincèrement, m'a rendu triste¹¹⁸ ». La deuxième impression est de nature différente. Il s'agit de la première fois où, il y a plusieurs années, il s'était rendu à C2, le lieu où il milite actuellement. Il y avait été avec deux amis avec lesquels il jouait la musique pour demander s'ils pouvaient utiliser la salle de musique de C2. Les activistes ont montré leur disponibilité, mais ont également demandé, en contrepartie, un

¹¹² “Perché per me faceva parte di un modo di fare attività, sicuramente più libera, però anche più caotica, meno organizzata. Anche meno seria, per certi versi”.

¹¹³ “L'aspetto era comunque, mi ricordo, non dico fatiscente, però di abbandono a sé stesso”.

¹¹⁴ “Poi ripeto il Villaggio ancora di più perché era proprio una landa abbandonata. Sporca, fatiscente che, per carità, ha il suo fascino ma è un fascino distruttivo che sinceramente non condivido”.

¹¹⁵ “Quindi se entro lì dentro vedo appunto che la metà della gente pensa di poter influire sul mondo semplicemente con la bontà o semplicemente col pacifismo io trovo molto più fastidioso il pacifismo che le canne. È quello che mi da fastidio. O appunto l'agire tanto per agire. Trovo più deleterio quello è quello mi da fastidio quindi non ho mai fatto parte dei centri sociali perché la sensazione era quella. Dell'attivismo tanto per far casino”.

¹¹⁶ “(...) non mi ha fatto una bellissima impressione perché mi sembrava un posto comunque abbastanza diroccato, mi metteva un po' di malinconia”.

¹¹⁷ Ce concept, ainsi que son opposé, « topophilie », originellement formulé par Yi-Fu Tuan en 1974 (B. Lévy, 2006) sera approfondi dans la partie 3 relative aux ambiances.

¹¹⁸ “La prima impressione vera forse ce l'ho avuta al forte che non mi ha fatto una bellissima impressione perché mi sembrava un posto comunque abbastanza diroccato, mi metteva un po' di malinconia. Io non sono mai andato troppo d'accordo con le droghe, mi hanno sempre un po' spaventato. Quindi vedevo tutta la gente in quella serata che stava così, ridotta male, mi ha messo tristezza sinceramente”.

minimum « de collaboration » de leur part « pour faire quelque chose », ce qui était repoussant pour le Michel (C2) de l'époque, qui « étai[t] très libre [qui] ne voulai[t] se soumettre à rien. [Il l'est] encore aujourd'hui, mais avant c'était quelque chose qui [le] limitai[t], alors que maintenant non, [il] fai[t] des compromis, parce que c'est normal¹¹⁹ ». En effet, s'il comprend aujourd'hui ce type d'exigence de la part des activistes (« c'est donner et prendre, non ?¹²⁰»), à l'époque c'était pour lui le signe d'un « lieu peut-être totalisant, où tu rentrais et tu devais forcément faire des choses pour pouvoir en faire d'autres¹²¹».

C. *Les impressions contrastées: entre fermeture, ghettoïsation et liberté*

Matteo (CO) de son côté, commence à fréquenter les LSCA à 16-17 ans pour les concerts. Le VG était le premier lieu qu'il a fréquenté : il l'aimait beaucoup, car il y régnait une liberté différente de celle que l'on pouvait trouver dans les salles de concert privées. À l'époque ce lieu — et d'autres — était à son *âge d'or*, tous les groupes musicaux engagés qu'il écoutait à l'adolescence y jouaient. Cependant, ces lieux n'étaient pour lui rien de plus que de divertissement, certes engagé, mais pas des lieux d'élaboration et d'activation politique. Quand il découvrira que les LSCA servent aussi ces objectifs, il était déjà en train de se rapprocher du trotskysme, mouvance politique qui partageait peu avec ce monde social et qui lui en donnait un regard biaisé. Le lieu qu'il était amené à fréquenter le plus, car de nombreux·euses activistes de son université y militaient, *Acrobax* (AX), lui avait donné une mauvaise impression : les occupant·e·s étaient pour lui « un peu fermés, un peu sectaires¹²²». Il ne se sentait pas du tout d'entrer dans le collectif d'occupation, car il pensait qu'il aurait « dû faire partie d'une meute pour y rentrer¹²³». Il appréciait « les choses qu'ils mettaient en place », mais il ne lui semblait pas du tout « un lieu ouvert¹²⁴ » : trop « pur et dur (*duro e puro*) ». Il trouve toutefois que le lieu a radicalement changé.

Dans le cas de Lorenzo (FP), qui fréquente les lieux autogérés et plus particulièrement le FP, où il est militant, depuis son adolescence, la rencontre avec ces lieux a eu des côtés à la fois positifs et négatifs. Quand il a connu autour des 15-16 ans FP grâce à la coopérative où il jouait la musique, il a été fasciné, et en particulier par la salle de thé (une des activités du FP qui, comme les autres, est gérée par une assemblée spécifique). Il y venait très souvent avec ses ami·e·s du lycée, parce qu'ils·elles pouvaient boire des thés pas chers, fumer des « pétards » à l'intérieur et écouter de la très bonne musique : « J'aimais vraiment beaucoup la salle de thé. Elle était belle et accueillante¹²⁵ ». Les activistes — que des femmes — qui l'animaient étaient

¹¹⁹ “Poi ero molto libero, non volevo stare né sottostare a nulla, lo sono anche adesso (ride), però prima era una cosa che proprio mi limitava, adesso no, scendo a compromessi perché è normale insomma”.

¹²⁰ “È un dare e avere, no?”

¹²¹ “Quindi l'impressione che avevo avuto quella volta lì, era quella di un luogo forse **totalizzante**, dove entravi e dovevi fare delle cose necessariamente se volevi farne altre”.

¹²² “(...) erano un po' chiusi, un po' settari”.

¹²³ “(...) mi sembrava che avrei dovuto far parte di un branco per entrare là dentro”.

¹²⁴ “Nonostante poi mi piacessero le cose che facevano. Però non mi sono sentito...non mi era sembrato un luogo aperto”.

¹²⁵ “(...) mi piaceva moltissimo la sala da tè. era bella era accogliente”.

« des sorcières (*delle streghe*) », mais très gentilles et disponibles : ce sont elles qui ont poussé Lorenzo à intégrer le groupe. Pourtant, pour le reste du FP, il était certes impressionné, mais, en même temps, il se sentait « rejeté ». Cette fermeture aux personnes qui ne sont pas reconnues par le groupe est d'ailleurs, à son avis, « encore un des gros soucis du FP¹²⁶ ». Mais la force d'attraction générée par la salle de thé et surtout, par ces animatrices, est l'essentiel : sans ces personnes, jamais il ne serait rentré dans le collectif.

Même si les premières impressions de Francesco (C2) concernant les LSCA étaient positives, il faut souligner que lui aussi fait part d'une certaine fermeture de ce milieu. Quand je lui demande si au vu de toute cette admiration, il n'avait pas eu envie d'entrer dans un collectif, il met en avant la sensation qu'« il y eût une certaine exclusivité ou un passage par amitiés afin d'être introduit¹²⁷ » dans le collectif d'un LSCA. Cela était renforcé par le fait que Francesco se sentait « un enfant de la classe moyenne (*un figlio della classe media*) », ayant grandi dans un quartier perçu comme bourgeois et plutôt de droite. Plutôt que la fermeture des LSCA en soi, il accuse a posteriori le travail sur lui-même que sa provenance sociale et géographique lui a imposé. Ce témoignage fait écho aux ressentis d'autres personnes comme justement Matteo (CO) et Lorenzo (FP).

Fabio (VG) a aussi eu une impression contrastée de ces lieux. S'il aimait le côté « agrégateur » de ces lieux, leur côté militant et leur caractère à l'apparence fermée le repoussaient fortement : « J'avais vu d'autres lieux de Rome, d'autres centres sociaux, mais je les trouvais un peu différents de ma manière d'être : un peu extrêmement politisés, disons libres, mais d'autres ghettos en guillemets. D'autres ghettos, peut-être un peu plus ouverts (...), plus proches de ma pensée, ma réalité, mais je les trouvais quand même ghettoisés¹²⁸ ». Cette impression de fermeture, de militantisme pur et dur rappelle l'image de la « meute » avancée par Matteo (CO), mais qu'il faut analyser en tenant compte du rejet total pour la politique qui caractérise Fabio. En outre, ces lieux étaient à son avis très « blancs », bien plus au moins du VG, où il choisira de s'arrêter avec son fourgon, car c'était le lieu autogéré dont il avait eu la meilleure impression. Le caractère métissé du VG, qu'à l'époque était *spécialisé* sur l'interculture et les migrations, apparaissait à Fabio comme « plein de chaleur (*tanto calore*) », notamment par rapport aux autres lieux, qui étaient à son avis « beaucoup plus blancs (*molto più bianchi*) », avec « une prévalence d'Italiens (*una prevalenza di italiani*) ».

Pour Cinzia (C2), qui fréquente depuis longtemps les lieux autogérés, les impressions dépendent certes du LSCA, mais également du moment dans lequel on en fait l'expérience. Ainsi, elle garde un souvenir plutôt positif du premier lieu occupé et autogéré qu'elle fréquente dans son quartier, l'ancienne maison du peuple de *Torre Maura* occupée pour devenir un centre social. Ce lieu n'existe plus, et, parce qu'il s'agit d'une occupation de la première génération

¹²⁶ «Penso che sia ancora uno dei grossi problemi del FP».

¹²⁷ «(...) ci fosse una certa esclusività o un passaggio sempre per amicizie, diciamo. per essere introdotti».

¹²⁸ «Siccome avevo visto altri posti di Roma, altri centri sociali... però li trovavo un po' diversi dal mio essere... un po' estremamente politicizzati, diciamo liberi però... altri ghetti tra virgolette... altri ghetti magari più aperti... come si dice? più vicini al mio pensiero, alla mia realtà però li trovavo un po' ghettizzati pure loro».

des LSCA, elle n'hésite à définir ce lieu comme étant « complètement différent » de ceux qu'elle a fréquentés par la suite. Un de ces lieux, le FP, avait pour elle une image particulièrement négative, notamment en raison de son « ambiance », et ce surtout la nuit et lors de soirées dansantes. Elle a toujours eu l'impression qu'il y avait un « air toxique », ce qui la renvoyait aux mauvais souvenirs des ravages de l'héroïne sur les jeunes. Elle continue à fréquenter ce lieu, mais plutôt la journée, quand l'ambiance du lieu change radicalement. À la même époque cependant, d'autres lieux autogérés étaient pour elle bien plus agréables, comme le *Centro di Iniziativa Popolare* (CIP) — un lieu autogéré de tradition marxiste-léniniste — ou le *Casale Falchetti* (CF), une occupation née d'anciens activistes du FP et aujourd'hui se caractérisant par une population plus âgée et moins *underground*. Dans ces lieux, les gens « dansent et chantent (*ballano e cantano*) » (il y a souvent des cours de danses et chants traditionnels) et n'avaient pas du tout cet « air toxique (*aria tossica*) » si repoussoir pour Cinzia.

D. Les impressions « neutres »

Enfin, d'autres personnes comme Carla (ex-CO) et Janis (CO), qui ont commencé à fréquenter les LSCA seulement par le collectif universitaire avec lequel elles occuperont par la suite *Communia*, ne gardent pas un souvenir particulier de ces lieux. Il s'agissait pour elles, essentiellement, de lieux d'activisme politique et de divertissement en lien avec leur activité politique principale. Mais c'est cette dernière, et son lieu d'exercice principal, l'université, qui focalisait à l'époque toute leur attention. Une fois qu'elles ont occupé un lieu — *Communia* — leur regard évolue, mais toujours au prisme de leur propre occupation.

4.5.4. Le début de la fréquentation des LSCA: bilan

Dans cette section je voulais comprendre quand et comment les enquêté·e·s ont approché pour la première fois des LSCA. L'analyse s'est articulée en trois moments : tout d'abord il s'est agi de situer l'âge biographique et social du début de cette fréquentation ; ensuite, les dynamiques qui les ont amenés à connaître — voire à commencer à fréquenter ces lieux — en essayant d'identifier le médium ayant permis ce contact ; enfin, les entretiens ont fourni des éléments utiles pour saisir les impressions que ces premiers contacts avec les LSCA ont provoquées chez les activistes.

La moitié des enquêté·e·s ont connu ou commencé à fréquenter les LSCA quand ils·elles étaient adolescent·e·s. Ce contact s'est fait le plus souvent par l'intermédiaire d'amis ou de connaissances. Des ami·e·s plus âgé·e·s fréquentant déjà le(s) LSCA proches du domicile servent d'inspiration à nos futur·e·s militant·e·s qui commencent alors à se rendre dans les LSCA pour profiter de leur offre musicale, culturelle ou de la possibilité de boire et manger à un coût limité. Lorenzo (FP) est un cas particulier, car il entrera en contact avec le LSCA grâce à la coopérative dans laquelle il jouait la musique. Les personnes qui ont connu plus tard les LSCA l'ont fait notamment par l'intermédiaire d'autres activités militantes comme les collectifs universitaires, mais aussi des activités rémunérées que l'on peut associer à la militance, comme le fait de travailler dans une ONG.

Enfin, si l'on traite des impressions suscitées par les premiers contacts et fréquentations des LSCA, celles-ci peuvent être à la fois positives, négatives, contrastées ou neutres, sans que cela ait empêché les enquêté·e·s de devenir elles·eux-mêmes des activistes de lieux autogérés par la suite.

Les impressions positives paraissent liées au type de socialité que l'on peut rencontrer dans ces lieux : s'asseoir à la même table que des inconnu·e·s et discuter librement avec est quelque chose qui a été mis en avant par plusieurs enquêté·e·s. Que les personnes fréquentant ces lieux n'aient pas donné d'importance à l'âge des enquêté·e·s (Marina, FP) ou encore à leur style vestimentaire (Francesco, C2 ; Alessio, C2) sont des éléments qui ont été mis en avant, ainsi que la liberté qui régnait dans ces lieux (Matteo, CO ; Francesco, C2) et la possibilité d'y organiser des activités et pas juste de les « subir » (Francesco, C2). L'espace matériel compte positivement au moins pour une enquêtée (Gina, ex-FP, CR) : les affiches et tags politiques présents sur les murs du premier LSCA où elle se rendit lui avaient donné l'impression que, dans ces lieux, il était possible de conjuguer divertissements et contenus plus profonds.

Cependant, d'autres personnes ont souligné des aspects plutôt négatifs. Ceux-ci concernent à la fois les dynamiques sociales, l'espace matériel et l'ambiance, plus généralement entendue. Concernant les premières, plusieurs enquêté·e·s ont pointé l'impression de fermeture à l'extérieur de certains de ces lieux (Lorenzo, FP ; Francesco, C2 ; Matteo, CO) ou encore leur caractère trop communautaire, voire sectaire ou ghettoïsé (Matteo, CO ; Fabio, VG). L'esthétique de ces lieux, leur état « délabré » a été évocateur de sentiments tels que la mélancolie (Michel, C2) ou comme expression d'une manière d'être au monde et de faire la politique jugée néfaste (Oda, VG). Enfin, Cinzia (C2) critique l'ambiance qui peut régner dans certains lieux à des moments particuliers (p. ex. la nuit) : l'impression d'un « air toxique », lié à des expériences douloureuses d'abus de psychotropes qu'elle a pu voir dans sa jeunesse.

Comme ces impressions négatives n'ont pas empêché ces personnes de s'engager par la suite dans les LSCA, les a priori qui peuvent précéder la fréquentation de ces lieux ainsi que les impressions négatives initiales paraissent souvent se briser ou s'atténuer grâce à différents facteurs. Tout d'abord, lorsque les enquêté·e·s fréquentent des LSCA différents, qui se révèlent plus adaptés à leur profil. Dans d'autres cas, c'est la connaissance plus approfondie des LSCA dont ils·elles avaient eu une expérience négative qui atténue ces premiers ressentis négatifs. Ou, enfin, lorsque son propre collectif politique fait le choix de se lancer dans la pratique d'occupation (comme pour *Communia*), devenir soi-même occupant·e participe au développement d'un nouveau regard sur ces lieux et cette pratique.

Cependant, même atténuées, ces premières impressions laissent une marque durable sur l'esprit des enquêté·e·s. À titre d'exemple, les personnes qui étaient frappé·e·s par l'impression de fermeture de ces LSCA, continuent à la critiquer aujourd'hui dans leur militance. Ceux et celles qui louaient la liberté régnant dans les LSCA sont toujours convaincu·e·s de son importance. Ou encore, la militante qui critiquait l'ambiance « toxique » du FP tient à ce que dans son LSCA soient mis en place des solutions visant à rendre cet espace agréable et accueillant pour toutes et tous.

4.6. Les motivations à créer ou rejoindre les collectifs des LSCA

Il s'agira de rendre compte de ce qui disent nos enquêté·e·s du pourquoi ils ont créé, ou rejoint des collectifs existants. Il s'agira aussi de rendre compte des impressions suscitées par ces LSCA et ces collectifs chez les enquêté·e·s, afin de comprendre pourquoi et comment ce premier contact s'est transformé en véritable engagement.

4.6.1. Le souhait d'occuper un lieu

La manière dont les activistes interviewé·e·s ont rejoint, sous une forme ou l'autre, la première fois le collectif de *leur* LSCA reflète l'histoire de chaque lieu, son identité et ses caractéristiques initiales (comme dans le cas de VG, les LSCA peuvent aussi radicalement se transformer). Ainsi, deux des LSCA les plus anciens (occupés entre les années 1980 et 1990) ont émergé de la volonté de créer des espaces de liberté dans des quartiers populaires. L'occupation est faite par des collectifs fortement enracinés dans les quartiers respectifs, composés d'ami·e·s d'enfance et de militant·e·s politiques très attaché·e·s au territoire du LSCA. C'est le cas notamment du *Csoa Forte Prenestino* et de la première occupation faite par Giovanni (CR), le *Csoa La Strada*. Il s'agit donc de deux centres sociaux occupés et autogérés (Csoa), le format de lieu autogéré plus populaire à l'époque.

Pour les enquêté·e·s du *Forte Prenestino*, un seul a participé à l'occupation, Gianni (ex-FP). La formation du collectif a lieu quelques années avant l'occupation du FP, le 1^{er} mai 1986. Gianni, était rentré depuis peu à Rome — à *Centocelle*, son quartier d'origine et du FP, auquel il est toujours très attaché — après une période d'illégalité en France où il devait fuir de la répression des dites « années de plomb (*anni di piombo*) ». À cette époque, il avait envie, comme d'autres anciens camarades, de trouver une manière de s'activer à nouveau politiquement, mais sur des bases différentes de celles qui avaient caractérisé les années 70 (violences et répression). Ainsi, « le groupe *historique* des camarades de *Centocelle* [le quartier du FP] ¹²⁹» — qui était constitué des personnes « de différents horizons politiques, mais avec qui on avait grandi ensemble, politiquement et pour beaucoup entre nous même à niveau amical¹³⁰ » — commence à se réunir afin de penser à « comment recommencer, redémarrer... [non seulement la politique], mais nous-mêmes aussi ¹³¹ ». De là est née « l'idée d'un journal, "*Vuoto a perdere*" ». Ce sera à travers ce journal — qui avait été pensé comme une nouvelle manière de faire la politique après le choc des années de plomb — qu'en 1986 le groupe occupera le *Forte Prenestino*.

Pour *Casetta Rossa*, Giovanni est le seul des enquêté·e·s à avoir pris part à l'occupation en 2001. Cet activiste avait cependant occupé avant un autre LSCA, le *Csoa La Strada* (LS). Le parcours qui a amené Giovanni à cette première occupation est en partie similaire à celui de Gianni, même si, étant plus jeune, il n'a pas connu les tensions des mouvements des années 70. Giovanni avait été actif dans les mouvements du lycée et de l'université et il était toujours très

¹²⁹ "(...) *il gruppo diciamo storico di Centocelle delle compagne e dei compagni*".

¹³⁰ "(...) *di varia provenienza politica, ma eravamo persone che eravamo cresciute insieme comunque, politicamente e molti di noi anche a livello amicale propri*".

¹³¹ "(...) *decisero di pensare come ripartire, come rimettere in moto...ma anche sé stessi, anche noi stessi*".

attaché aux ami·e·s de son quartier, *Garbatella*, avec lesquels il partageait aussi la passion pour la politique. L'envie d'occuper LS surgit de manière assez naturelle : à l'époque — on est autour de 1994 —, il y avait « la grande vague » du mouvement des centres sociaux occupés et autogérés. Ainsi, par des « amitiés en commun », se forme un lien entre les camarades de l'université — qui « après avoir fait des années de militance à l'université voulaient commencer à la faire dans les territoires ¹³² » — et ceux et celles de *Garbatella* « qui depuis longtemps voulaient aussi trouver un lieu pour faire des activités, un centre social¹³³ ». Il s'ensuit « une période assez longue de rencontres et réunions pour préparer l'occupation¹³⁴ », qui se concrétisera en 1994.

Relativement au 2^e lieu que Giovanni a occupé, *Casetta Rossa* (CR), la manière dont il entre en contact avec les groupes qui occuperont ce lieu est différente. Ce lieu peut être considéré comme un *spin-off* du centre social *La Strada* (LS). En effet, Giovanni et d'autres parmi les militant·e·s les plus anciens de LS se rendent compte qu'avec l'âge leurs nécessités avaient changé. Ils·elles ne voulaient pas pourtant dénaturer LS — qui avait une cible et une fréquentation assez jeune — et se demandèrent s'il était « possible de construire un lieu similaire, mais qui réponde à des exigences plus transversales entre les générations¹³⁵ ». Ainsi, ce groupe de militant·e·s âgé·e·s occupe en 2001 « cet espace qui était abandonné, cette petite maison au milieu d'un parc¹³⁶ ».

L'autre LSCA occupé à cette époque et dès 1990, *Villaggio Globale*, malgré qu'il était lié aux Csoa, n'avait pas été conçu avec les mêmes objectifs et finalités. Plutôt qu'un centre de culture, de socialité et de politique alternative, ce lieu était initialement orienté vers les personnes migrantes et l'échange interculturel. Alfonso, après son voyage en Amérique latine, avait rejoint la « Ligue pour les droits et la libération des peuples ». L'idée d'occuper un lieu — dans une période de grand succès des centres sociaux occupés et autogérés — naît de la collaboration avec une radio – *Radio Proletaria* à l'époque, *Radio Città Aperta* aujourd'hui. Alfonso y tenait une émission sur l'interculture, qu'il avait appelé, justement, « *Villaggio Globale* ». Les gens de la radio avaient déjà occupé un espace, et proposeront donc à Alfonso et aux autres de la Ligue de faire le même, en occupant un espace abandonné dans le même complexe, l'ancien abattoir. Idée qu'ils·elles mettront en action peu après, donnant ainsi naissance au *Villaggio Globale*.

Les parcours ayant amené à l'occupation des lieux plus récents sont très variés. Le cas de CR, on l'a dit, est indissociable de celle du Csoa *La Strada*, car l'occupation de CR a été le

¹³² “(...) che aveva fatto anni di militanza nell'università che voleva insomma iniziare a farla nei territori, provare a fare quel tipo di salto lì”.

¹³³ “(...) un gruppo invece di compagni e compagne del quartiere di Garbatella e di questa zona che da tempo anche loro volevano trovare un posto per fare attività un centro sociale”.

¹³⁴ “(...) abbiamo fatto un periodo abbastanza lungo di incontri e riunioni per preparare questa occupazione”.

¹³⁵ “(...) è possibile costruire uno spazio simile, comunque, che però risponde alle esigenze più trasversali tra le generazioni”.

¹³⁶ “(...) questo spazio che era abbandonato questa casetta in mezzo a un parco”.

fait d'un groupe de militant·e·s de ce LSCA. Si les histoires de l'occupation de ces deux lieux — et en conséquence les parcours de vie qui ont amené à leur occupation également — se chevauchent, leur évolution successive diffère fortement.

Le cas de *Communia* reflète sa vocation étudiante. En effet, si l'université est un point de passage important dans le processus de politisation de nombreux·euses activistes de l'ensemble des LSCA étudiés, cet aspect paraît encore plus prégnant pour CO, car l'occupation du lieu a été faite par un collectif implanté à l'université. Certes, une partie des membres les plus ancien·ne·s du collectif entretenait auparavant des liens avec un parti politique (*Sinistra Critica*), mais l'ensemble des personnes ayant participé à l'occupation (y compris ses membres plus ancien·ne·s) étaient à l'université. Les activistes-occupant·e·s les plus jeunes ont perçu à l'époque l'occupation comme un prolongement du mouvement étudiant qu'ils·elles avaient vécu dans les trois ans qui ont précédé l'occupation.

Matteo (CO), le plus ancien militant de *Communia* interviewé, avait contribué à fonder un collectif politique au sein de sa faculté. Avec ses amis — avec lesquels il se rencontrait « dans le petit parc à côté de [l'université] » —, ils décident d'organiser un événement « en souvenir de Gênes¹³⁷ », soit des protestations contre le G8 où Carlo Giuliani était mort. Cela passera par l'occupation d'une « petite salle » des étudiant·e·s que, selon elles·eux, des militant·e·s de droite, assez nombreux·euses dans leur faculté, risquaient d'investir. Il s'ensuit des années de militantisme très actives. Des amis du collectif l'amènent à s'inscrire dans le parti d'extrême gauche *Rifondazione Comunista*, dont ils sortent en groupe assez vite pour rejoindre un petit parti, *Sinistra Critica*, dont ils se sépareront aussi pour des divergences stratégiques. De nombreux et nombreuses militant·e·s de ce groupe étaient actif·ve·s dans différents collectifs universitaires — à *Roma Tre* et à *La Sapienza*. Le groupe qui occupera *Communia* en 2013 naît de leur rencontre.

Les activistes plus jeunes qui ont participé à l'occupation de CO, soit Rachele (ex-CO), Janis (CO) et Carla (ex-CO), ont toutes eu comme première expérience militante le collectif de la faculté de lettres de l'université *La Sapienza*. Les trois se sont approchées de ce collectif en 2010, de manière autonome ou avec d'autres étudiant·e·s de leur volée. À leurs dires, ce rapprochement a été possible notamment grâce au bouillonnement qui animait leur université lors de leurs premières années d'études supérieures, caractérisés par le mouvement social d'envergure nationale dit *l'Onda*. Deux entre elles ont rejoint le collectif ensemble : elles avaient été attirées par une série de photos qui portaient sur la place du corps de la femme dans les publicités et qui était exposée dans les couloirs de leurs facultés par ces collectifs. Elles ont ensuite rejoint leur première assemblée qui se tenait dans *l'aula 6*, la salle autogérée par les étudiant·e·s dans la faculté de lettres de *La Sapienza*. Rachele avait toutefois commencé ses études dans une université différente. Inscrite à l'Université *Roma Tre*, Rachele s'active politiquement quand, dans le cadre du mouvement de *l'Onda*, elle découvre que certain·e·s de ses camarades avaient occupé leur faculté. Depuis longtemps, elle avait envie de s'activer

¹³⁷ “(...) ci trovavamo nel parchetto vicino a scienze politiche a Roma Tre, e volevamo fare un'iniziativa sempre in ricordo di Genova”.

politiquement, mais le peu d'offres qui caractérise son lieu d'origine avait toujours étouffé cette envie. Arrivée à l'université, elle perçoit avec joie que *quelque chose bouge* dans sa faculté. Elle prend donc contact avec des personnes mobilisé·e·s, même si elle n'en connaissait aucune. Pendant cette période d'activisme à *Roma Tre*, elle fait lien avec le collectif de *La Sapienza* et décide de changer d'université juste pour cela et y fait connaissance des deux autres camarades de *Communia* citées auparavant. Trois ans après leur entrée dans le collectif, la décision d'occuper *Communia* est prise et les trois activistes évoquées y sont favorables. Le mouvement de *l'Onda* s'était d'ailleurs presque complètement éteint. Ainsi, l'idée d'occuper était vue par ces militantes comme une manière de prolonger et de *pérenniser* le travail politique et social mené avec succès pendant le mouvement de *l'Onda*. *Communia* sera donc occupé en 2013.

En ce qui concerne *Casale Alba 2*, occupé en 2013 — les activistes enquêté·e·s sont plus âgé·e·s (entre 27 et 63 ans en 2019) que ceux et celles de *Communia* —, l'occupation s'est faite suite à un appel à se mobiliser contre l'extension de la prison voisine, lancé par l'association qui gérait à l'époque la bibliothèque située dans le parc où se trouve C2. L'occupation n'a pas été dirigée ou planifiée par cette association, mais est le fruit de discussions — parfois conflictuelles — au sein du groupe d'habitant·e·s, d'associations, de collectifs et de comités locaux qui se sont réunis à la suite de cet appel. L'histoire de C2 reflète son fort ancrage local, ainsi que l'hétérogénéité qui caractérise — encore aujourd'hui — le collectif qui gère le lieu.

Aldo et Lello, après de nombreux autres engagements que chacun a mené de son côté, se sont rencontrés dans le quartier du C2 dans lequel Lello avait récemment déménagé. Cette rencontre a eu lieu par le biais de leurs enfants, un facteur de socialisation important pour ces deux activistes. Cette amitié née autour de leur statut de parents s'est par la suite enrichie par la découverte de nombreux intérêts communs. Quand ils ont pris connaissance du projet d'installer des antennes de télécommunication dans leur quartier, ils ont alors décidé de fonder un comité, initialement axé sur cette lutte, pour ensuite s'ouvrir à d'autres problématiques environnementales. Ce comité leur a permis d'élargir davantage leur cercle de connaissances dans ce quartier, et c'est grâce à ce réseau de contacts qu'ils ont été convoqués — en tant que comité — par les gérants de la bibliothèque à la réunion visant à discuter des mesures à prendre contre l'extension de la prison dans le parc.

Le cas de Cinzia, est différent, car elle était avec des amies dans le parc à côté de chez elle (le parc d'*Aguzzano*, où se trouve C2) pour une promenade. Cinzia s'était déjà battue 30 ans auparavant contre un autre projet menaçant le parc. Quand elle et ses amies décident de passer à la bibliothèque du quartier, « où de temps en temps il y avait des initiatives¹³⁸ », elles découvrent une affiche qui décrivait le projet de construction dans l'enceinte du parc d'un édifice annexe à la prison voisine. Après cela,

on commence à parler avec qui gérait la bibliothèque à l'époque, et, de fil en aiguille, on a commencé à se rencontrer là-bas. Il y avait aussi les jeunes qui se rencontraient et discutaient de cela et comme ça, de manière très spontanée est né le besoin de créer une

¹³⁸ "(...) dove ogni tanto c'erano delle iniziative".

assemblée et de là...¹³⁹

Aldo, Lello et Cinzia se sont ainsi retrouvés à la première réunion organisationnelle du collectif. Tous ont évoqué le fait, assez rare pour Rome, que le parc ce jour-là était couvert de neige.

On trouve donc des activistes qui se sont joints au collectif qui occupera par la suite le LSCA un peu par hasard ou grâce à des amis, mais aussi d'autres qui ont formé ou rejoint le collectif grâce aux liens qu'ils entretenaient avec les réseaux locaux structurés, qu'ils soient politiques, sociaux ou culturels, comme Gianni (ex-FP), Giovanni (CR) — pour l'occupation de LS, Lello (ex-C2) et Aldo (ex-C2). Toutefois, au moins pour les deux premiers activistes, ces réseaux locaux s'entremêlent avec leurs réseaux amicaux de longue date. De plus, les liens entretenus avec des réseaux à plus grande échelle (les collectifs universitaires dans le cas Giovanni pour l'occupation de LS et les réseaux politiques plus généralement entendus — y compris les tout premiers LSCA — pour Gianni) ont aussi joué un rôle de support et d'entraide fondamental pour la réalisation de l'occupation. Dans le cas de Lello et Aldo, cette dimension amicale semble moins centrale. Le fait de rejoindre le collectif qui occupera le lieu semble plutôt lié à des relations entre activistes présents sur le même territoire.

4.6.2. L'intérêt pour l'offre de services des LSCA

Plusieurs personnes sont entrées en contact avec leur LSCA grâce aux cours, événements, équipements, etc. présents.

Gina (ex-FP, CR) a choisi de fréquenter un cours de photographie au FP, plutôt que dans un lieu privé, par l'intermédiaire d'autres personnes. C'était sa colocataire qui donnait ce cours et son copain de l'époque qui l'avaient introduite dans le monde de l'autogestion. Au FP, les occupants avaient proposé aux personnes qui fréquentaient les différents cours offerts de s'engager davantage dans le lieu, proposition que Gina acceptera. Marina (FP) a aussi commencé son engagement au FP notamment grâce à la fréquentation d'un cours, mais de théâtre. Rester souvent au LSCA après le cours l'a amené à connaître des activistes, qui lui ont proposé de s'engager afin de proposer des activités liées à ses études de beaux-arts. Gina (10 ans après avoir quitté le FP) et Silvia (CR) fréquentaient elles le restaurant de *Casetta Rossa*. Quand elles ont vu que les militants cherchaient des bénévoles pour leur festival d'été, elles ont décidé d'y participer et cela a été le premier pas vers engagement dans le collectif.

Les équipements dans les LSCA jouent aussi le rôle d'attracteurs. Marina (FP), qui pratiquait le skateboard à l'époque de son adolescence à Bénévent, avait été attirée par le seul centre social autogéré de cette ville du fait qu'il disposait d'une piste de patins à roulettes, puis elle et ses amis se mirent à l'œuvre pour construire un skate park, plus adapté à cette pratique sportive. Quant à Lorenzo (FP), s'il est allé au FP la 1^{ère} fois pour un concert, c'est en grande partie la fréquentation assidue de salle de thé de ce LSCA qui l'amènera à intégrer le collectif. En ce qui concerne Fabio (VG), *Villaggio Globale* était le lieu plus adapté à sa situation de

¹³⁹ “(...) ci siamo messi a parlare con chi gestiva all'epoca la biblioteca e una cosa tira l'altra abbiamo cominciato ad incontrarci lì, c'erano anche i giovani che si incontravano e parlavano di questa cosa e poi anche così in modo molto spontaneo è nato anche sul bisogno di creare un'assemblea e da lì...”.

relative errance, car il lui donnait la possibilité d’y stationner avec son fourgon et des possibilités de rémunération.

Quant aux nouvelles activistes du *Villaggio Globale*, soit Oda et Gabriella, elles y sont allées grâce un « tuyau (*soffiata*) » — pour utiliser l’expression de la première —, selon lequel il y était offert des espaces « à bas prix » à des artistes, ou plus généralement à des personnes voulant monter des projets. Il n’était pas question de payer un loyer, mais de contribuer aux dépenses du lieu. La possibilité d’avoir un espace gratuitement — ou à bas prix — en échange d’une implication dans un collectif peut se faire dans d’autres LSCA, par exemple pour des groupes de théâtres ou des musicien·ne·s — comme dans le cas de Michel (C2) — qui n’auraient pas les moyens de louer un espace privé. La différence à VG est que l’usage de ces ateliers (au moins une dizaine) devient privatif : il y a certes une vie communautaire, des décisions à prendre collectivement, mais chaque artiste ou chaque groupe utilise de manière exclusive l’espace qui lui est assigné.

Disposer d’un simple espace pour réviser peut aussi jouer un rôle. Initialement, Silvia (CR) s’était rapprochée du collectif de sa faculté, car il y avait peu de lieux pour étudier. Ce collectif y disposait à cette fin d’une salle autogérée, tout en essayant en plus d’y sensibiliser les usager·ère·s aux thématiques sociales et politiques¹⁴⁰. C’est donc en cherchant un espace pour réviser qu’elle sera amenée s’investir dans le collectif de sa faculté, très lié au lieu autogéré Esc, au sein duquel elle militera tout d’abord, avant de rejoindre CR.

Le cas de Francesco (C2) est plus particulier. Rappelons qu’il ne se sentait pas légitime à devenir activiste à cause de l’origine sociale de sa mère — originaire d’une famille noble du sud (son père est un ouvrier originaire du nord du pays), d’avoir grandi dans un quartier plutôt bourgeois et d’avoir fréquenté un lycée de droite. Il lui a fallu « se débarrasser de cette partie de son identité¹⁴¹ » avant de se sentir à l’aise et légitime dans ce milieu. C’est par l’intermédiaire d’activités liées à l’université qu’il a trouvé le *stratagème* pour faire le pas vers l’engagement dans un LSCA. Cela a tout d’abord eu lieu à travers un projet d’enseignement dans les écoles fait avec un autre LSCA, *Red Lab* (RL), auquel une amie et camarade d’université proche du milieu des LSCA, qui « connaissait [sa] manière de penser¹⁴² », lui a proposé de participer. Cela lui a permis de collaborer — même sans en être complètement partie prenante — avec RL. Il décide ensuite de faire son mémoire de master sur les LSCA et en particulier sur *Casale Alba 2* : c’était « comme frapper à leur porte, car ils allaient devoir me faire rentrer et me montrer ce qu’il s’y passait. C’était clair déjà que j’y serais retourné !¹⁴³ ». Se rendre dans ce lieu comme

¹⁴⁰ Notons que les militant·e·s de *Communia* qui ont été recruté·e·s avant l’occupation sont aussi toutes et tous passé·e·s par la salle autogérée de leur faculté (une autre faculté que celle de Silvia). Alessio (C2) passera lui aussi dans un de ces lieux (*Il Lucernario*, occupé dans la cité universitaire par le collectif *Sapienza Clandestina*). Cependant, les positions à son avis trop radicales de ce collectif feront en sorte qu’il ne fera jamais le pas d’usager à militant. D’ailleurs, *Sharewood*, la salle de travail pour étudiant·e·s autogérée de *Communia* est — au moins dans les intentions — un lieu privilégié de recrutement. Bien que je n’aie interviewé aucun·e activiste qui est arrivé·e à *Communia* grâce à cette salle, l’observation m’a confirmé que certain·e·s activistes l’ont fait.

¹⁴¹ “(...) *dovevo prima scrollare anche questa parte della mia identità diciamo*”.

¹⁴² “(...) *perché questa mia amica conosceva il mio modo di pensare*”.

¹⁴³ “*D’altra parte, è vero che la mia idea di fare una tesi sopra gli spazi occupati, il Casale Alba due e il*

chercheur — malgré les difficultés inhérentes à l'ambiguïté de ce statut — lui a donc permis de s'approcher du collectif, de petit à petit briser la glace, puis de s'intégrer pleinement dans le collectif de C2.

Il est toutefois à noter que l'offre des LSCA — quel qu'en soit le type — ne peut être considérée comme un facteur suffisant pour rejoindre un collectif existant, donc sans avoir participé à la création d'un LSCA. Connaître quelqu'un au sein d'un collectif a été essentiel pour quatre activistes sur les onze ayant intégré un LSCA existant ; certain·e·s considèrent que cela leur a permis de se sentir « légitimé·e·s » à s'engager en tant que militant·e. Marina (FP) s'est certes impliquée au FP grâce au cours de théâtre qu'elle y suivait. Cependant, s'être mise en couple avec une fille qui était à l'époque militante du FP a contribué à son entrée dans le collectif, même si, au début de l'entretien, elle réduisait l'importance de cette médiation. Cette entrée « facilitée » semble être perçue plutôt négativement par cette activiste, qui essaye de relativiser ce *piston* potentiel en disant que presque tou·te·s les activistes sont passé·e·s par la même dynamique : « Je suis rentrée [au FP] par l'intermédiaire d'une autre personne, et cela c'est quelque chose qui se savait au FP et je me suis sentie un peu 'mais c'est qui cette meuf'. Même si je crois que presque toutes les personnes rentrent ainsi...¹⁴⁴ ».

S'il est évident que le caractère de chaque personne compte dans la perception de fermeture ou d'ouverture d'un LSCA, et qu'entrer dans un collectif où on connaît déjà des personnes n'implique pas forcément que le lieu en question soit quelque peu *fermé*, cela n'est pas improbable. Considérant qu'un bon nombre d'enquêté·e·s souligne l'impression de fermeture que certains de ces lieux peuvent donner, cet aspect amène à se questionner sur l'ouverture de ces collectifs vis-à-vis à l'extérieur, si l'on ne veut pas se limiter à recruter des personnes particulièrement entreprenantes, ne serait-ce que parce qu'un caractère timide a souvent été mis en avant comme étant un frein à la prise de contact avec les LSCA, malgré une réelle motivation.

Quoi qu'il en soit, la caractéristique principale des LSCA — soit conjuguer activisme politique et offre culturelle et sociale dans et par un espace matériel — sert ainsi d'aimant pour attirer des nouvelles et nouveaux militant·e·s. Et cela en dépit de l'image, souvent véhiculée par les enquêté·e·s mêmes, d'une certaine fermeture de ces lieux face aux nouveaux·elles arrivant·e·s.

4.6.3. L'ambiance des LSCA et des collectifs

Les ressentis, émotions et perceptions relatives à « l'ambiance » de ces lieux ou de ces collectifs sont des critères importants d'engagement (arrivé au collectif/au LSCA, occupation du LSCA). Le concept d'« ambiance », entendue comme l'expérience sensible, et toujours multisensorielle, d'un lieu et/ou d'une situation (Thibaud, 2015) est essentiel car, s'agissant d'analyser des formes d'activisme politique spatialisées (un activisme qui s'opère donc sur et par des lieux matériels), on peut concevoir *l'ambiance* en tant que « *dispositif de*

mammut, si presentava come una richiesta di... come un bussare alla loro porta. perché di fatto mi dovevano far entrare e vedere quello che succedeva. e da là si capiva già che sarei tornato”.

¹⁴⁴ “Anche perché sono entrata tramite un'altra persona, e questo secondo me si sapeva al Forte e mi sono sentita da un lato tipo "ma chi cazzo è questa". come poi entrano quasi tutte le persone credo”.

sensibilisation », faisant partie de « *l'ensemble des supports matériels, des agencements d'objets, des mises en scène, que les acteurs étudiés déploient afin de susciter des réactions affectives qui prédisposent ceux qui les éprouvent à soutenir la cause défendue* » (Traïni et al., 2019, p. 19)¹⁴⁵.

Cette analyse des *ambiances* a pour intention de rendre compte des premières *impressions* des enquêté·e·s concernant autant l'espace architectural et ses propriétés — que ce soit avant ou après l'occupation, la fréquentation de ces lieux, le type d'accueil reçu, le contexte géographique et humain, etc. En d'autres termes, il s'agit de comprendre quel effet l'expérience d'un espace — social et matériel — a eu sur les enquêté·e·s et sur leur choix de s'engager dans un collectif militant.

Que les personnes qui deviendront militant·e·s de lieux aient eu une expérience positive de leurs ambiances dès les premiers contacts est en soi quelque chose d'assez évident, mais son degré d'importance varie. Pour certaines personnes, l'ambiance du lieu apparaît comme moins importante que pour d'autres (p. ex. ceux et celles qui étaient plutôt attentifs·ves au programme politique ou encore à la bienveillance des personnes). En outre, certain·e·s enquêté·e·s ont eu une expérience contrastée, voir négative de ces lieux : il s'agira donc de comprendre ce qui peut les avoir amené·e·s, malgré cela, à en devenir militant·e·s.

Nous aborderons les impressions relatives à chaque lieu pour les personnes qui en sont devenues militantes quand le LSCA en question était déjà occupé. Pour les personnes qui ont initié l'occupation de leur(s) LSCA — le pluriel est dû au fait que certains LSCA ont changé de lieu plusieurs fois ou que certaines personnes ont participé à l'occupation de plusieurs lieux —, on traitera des LSCA mais aussi des différents collectifs d'occupation et moments d'occupation des ceux-ci. Chaque nouvelle étape d'occupation, à l'ambiance potentiellement changeante, représente en effet — en quelque sorte — un nouvel engagement et nécessite la répétition du choix de s'engager.

A. FP

Une seule personne parmi les enquêté·e·s a participé à l'occupation du FP : il s'agit de Gianni (ex-FP), dont il a été un des occupants en 1986. Cette forteresse de la seconde moitié du XIX siècle avait déjà pour lui une forte valeur affective et symbolique. Ayant grandi à *Centocelle*, le quartier où se trouve le *Forte Prenestino*, Gianni avait l'habitude d'entrer dans la forteresse avec ses amis quand il était adolescent :

Quand j'étais petit on venait [au *Forte Prenestino*], en sautant la grille quand on était adolescents, avec certains [amis] qui sont devenus des camarades par la suite. Avec deux d'entre eux, on arrivait, on sautait... et le fait de rentrer dans ce lieu nous donnait un sens de liberté. On y allait pour jouer, on faisait des matchs avec d'autres amis, des enfants. Et on allait faire des matchs dans la place d'armes [une des deux grandes places de la forteresse], à poil ! Imagine quel sens de liberté cela pouvait nous donner. On se déshabillait et nus on jouait au foot. Et quand on était petits, on avait toujours un rêve. Un rêve à moi et de certains autres [enfants]. Après il y en a qui se sont perdus, car les gens grandissent. Seulement quelques-uns ont pris ce chemin, celui de prendre cet endroit. C'est que cet endroit est trop beau. Trop beau, on devait

¹⁴⁵ Cette analyse sera approfondie dans la partie 3.

trouver une manière... c'était vraiment un rêve, car un rêve de quand on était petits est devenu réalité. Quand tu dis, 'un rêve dans la vie' c'était ça. Quand on était petits on rêvait de prendre c'est endroit et finalement c'est ce qui s'est passé, exactement ce qui s'est passé¹⁴⁶.

Pour eux, accéder à cette forteresse abandonnée leur « donnait un sens de liberté » inimaginable. À un tel point que, une fois sauté le mur, ils « se [mettaient] à poil et [jouaient] au foot ». Ce lieu, avec ses murs en pierre, les tunnels, le tour de garde, était « trop beau ». Tellement beau qu'ils se disaient : « On doit trouver une manière de le prendre ».

Des années après, à la suite des années de répression des « *Anni di piombo* », Gianni, comme d'autres camarades, a envie de recommencer à faire de l'activisme politique en trouvant une formule différente. Par des réseaux militants et amicaux, se forme alors « un énorme groupe, très hétérogène¹⁴⁷ », qui crée un journal (« *Vuoto a rendere* ») et prône des formes joyeuses et agrégatives de militer, afin de marquer une différence par rapport à la violence qui avait caractérisé les années 1970. L'ambiance est très positive : les cortèges étaient « remplis de musique » et chaque année, en lien avec le 1^{er} mai, ils·elles organisaient un concert devant le FP pour celle qu'ils·elles appelaient la « fête du non-travail (*festa del non lavoro*) ». Gianni, après des années difficiles, retrouve enfin l'enthousiasme et le plaisir de militer. C'est ce « mélange explosif » — composé de « camarades qui venaient des années 1970, des premières bands punks de Rome, qui sont nées à *Centocelle*, et une grande variété de jeunes (...) prolétaires, qui vivaient entre la légalité et l'illégalité¹⁴⁸ » — qui occupera à la suite du 3^e concert du 1^{er} mai le *Forte Prenestino*.

Les premières images pleines de rêves, vues par les yeux d'un enfant, ne diffèrent pas de l'image que Gianni a toujours aujourd'hui de ce lieu ni de celles de ce 1^{er} mai de 1986 quand, après le concert, ils·elles occupent ce lieu. Après le concert « on lève une pancarte sur la scène avec écrit "la fête continue"¹⁴⁹ ». Alors, « on est tous rentrés dedans et on a occupé le Forte à 3000 personnes¹⁵⁰ ». À l'époque, l'état dans lequel se trouvait le FP n'était pas des meilleurs :

¹⁴⁶ "(...) da piccolo venivo e scavalcavamo qui da adolescenti con alcuni che poi sono diventati miei compagni, con due, venivamo e scavalcavamo e ci dava un senso di libertà entrare in questo posto e andavamo a giocare, facevamo le partite con altri amici, dei bambini, e andavamo a fare le partite in piazza d'armi nudi! Cioè, immagina che senso di libertà che ci dava. Ci spogliavamo nudi e giocavamo a pallone. E da piccoli avevamo sempre un sogno. Proprio il sogno mio e di alcuni altri, poi la gente si è persa perché la gente cresce... alcuni solo hanno fatto una strada, quello di prenderci questo posto. Cioè questo posto è troppo bello. È troppo bello, dobbiamo trovare un modo... e veramente è stato un sogno. Perché da piccoli, poi un sogno che si è concretizzato. Quando dici un sogno nella vita veramente è stato quello. Da piccoli sognavamo di prenderci questo posto, e alla fine è andata così, è andata proprio così".

¹⁴⁷ "(...) un gruppone enorme, molto variegato".

¹⁴⁸ "(...) compagni e compagne che venivano dagli anni 70, e le prime band punk di Roma, che sono nate a 100celle e un marasma di giovani, giovani allora...giovani proletari dicevano, che vivevano fra la legalità e l'illegalità".

¹⁴⁹ "(...) alzavamo lo striscione sul palco in cui c'era scritto 'la festa continua'".

¹⁵⁰ "Entrammo tutti dentro e occupammo il forte in 3000 persone".

« C’était rempli de déchets, on a travaillé pendant un mois [pour le rendre utilisable]¹⁵¹ ».

Le fait que le FP soit dans cet état n’a pourtant pas démotivé les occupant·e·s, excité·e·s à l’idée d’avoir reconquis un « lieu unique et magique. Qui créait la magie dedans et donnait une force vraiment puissante¹⁵² ». Après être entré·e·s, la fête a continué à l’intérieur pendant toute la nuit, jusqu’au « lendemain quand les gens sont partis et on est resté·e·s nous¹⁵³ », le gens du collectif. C’est là que l’occupation commence. Malgré la fatigue de devoir remettre en état cet énorme espace abandonné, ils·elles étaient très motivé·e·s, parce qu’ils·elles voulaient « avoir un lieu pour redémarrer, on voulait remettre en mouvement toutes ces énergies qui avaient été frustrées et castrées par la période qu’on avait vécu avant, très lourde et très répressive. Et de là on a commencé à prendre des slogans comme “si je ne peux pas danser, ce n’est pas ma révolution”¹⁵⁴ ». Le sens sous-tendu par ce slogan est celui qui caractérisera cette occupation, composée de « personnes très très différentes entre elles¹⁵⁵ », et qui a su redonner à Gianni, après des années difficiles, l’enthousiasme de militer. Dans ces premiers temps, l’ambiance du lieu, du collectif, des gens qui traversaient cet espace était vibrante : « Pas que moi... tous on était à 3000 ! Vraiment à 3000. Une énergie et une puissance remarquable. La vie était née à nouveau. Tu sentais vraiment la vie qui explosait dans toi. (...) C’était vraiment plein d’émotions, les années les plus puissantes de ma vie¹⁵⁶ ». Ces années, le lieu, les personnes, l’énergie qui caractérisait cette renaissance de l’activisme pour Gianni et ses ami·e·s et camarades, ont rendu cette première année incroyable :

La première année était la folie. Il y avait tout le temps des initiatives, des travaux. Et tu avais cet endroit qui était magnifique ! C’était un rêve. Il n’y a nulle part d’autre un endroit pareil. Nulle part. Nulle part au monde, pour de vrai. (...) On était amoureux, on est et on a été amoureux. C’était un amour. À propos de parler d’émotions, c’était un amour. Cela a été vécu comme un amour, un véritable amour¹⁵⁷.

Cette insistance sur l’amour n’est pas anodine : c’est l’ensemble de cette expérience — le lieu, les gens, les activités, la phase politique et biographique — qui provoque chez Gianni

¹⁵¹ *“Era pieno di mondezza, abbiamo lavorato per penso un mese... con l’aiuto di tanta gente che veniva, ci dava una mano e abbiamo... praticamente un lavoro enorme per rimetterlo a posto”.*

¹⁵² *“(...) noi abbiamo sempre saputo e sentito di avere un posto unico, sicuramente, e magico. Che creava magia dentro e dava una forza veramente grossa”.*

¹⁵³ *“Il giorno dopo la gente se ne andò e rimanemmo noi”*

¹⁵⁴ *“Noi volevamo appunto avere un luogo per ripartire, volevamo mettere in moto tutte quelle energie che erano state frustrate, castrate da tutto il periodo che avevamo vissuto prima, molto pesante, molto repressivo. E li cominciammo, come dire, a prendere slogan come ‘se non posso ballare non è la mia rivoluzione’”.*

¹⁵⁵ *“(...) persone molto, molto diverse tra di loro”.*

¹⁵⁶ *“Ma non solo io... stavamo a 3000! Veramente a 3000, un’energia e una potenza che veramente sentivi notevole. Era rinata veramente la vita. Sentivi proprio la vita che ti esplodeva dentro. (...) Quindi è stato veramente emozionante, sono stati gli anni più potenti, veramente, della mia vita”.*

¹⁵⁷ *“(...) il primo anno è stato la follia. Era te l’ho detto un continuum di iniziative, lavori. Poi avevi questo posto che era bellissimo!! Era un sogno, un posto così non esiste da nessuna parte. Da nessuna parte. Da nessuna parte al mondo, veramente. (...) Noi eravamo innamorati, siamo e siamo stati innamorati. È stato un amore. A proposito di parlare di emozioni era un amore. È stato vissuto come un amore, veramente un amore”.*

un engouement sans pareil. Un engouement qu'il partage avec d'autres des personnes qui ont vécu ce moment et ce lieu, comme le démontre que le livre publié en 2016 pour fêter les 30 ans d'occupation du FP porte le titre de « Fortopie – histoires d'amour et d'autogestion (*Fortopia – Storie d'amore e d'autogestione*) » (CSOA Forte Prenestino, 2016).

Plusieurs années se sont écoulées déjà, quand les autres enquêté·e·s arrivent au FP. Le lieu a changé, au moins dans sa forme : de plus en plus d'espaces ont été aménagés, l'eau et l'électricité arrivent pratiquement dans tous les recoins de la forteresse. Mais son charme reste, comme témoigne l'ensemble des militant·e·s et ancien·ne·s militant·e·s interviewé·e·s, même celles et ceux qui militent désormais ailleurs, comme Gina (ex-FP, actuellement CR). Découvrant avec enthousiasme à cette époque-là le monde de LSCA, complètement absents de son lieu d'origine, Gina est bien contente de fréquenter le FP pour un cours de photographie tenu par sa colocataire. Malgré son atmosphère « humide », voire « congelée » (« le climat [au FP], surtout l'hiver, est quelque chose de mortel¹⁵⁸ »), FP a exercé une forte fascination sur elle. Les personnes ne lui semblaient cependant pas toutes accueillantes, ce d'autant plus qu'elles se connaissaient entre elles depuis longtemps. Pourtant, quand les occupant·e·s demandent aux participant·e·s des différents cours tenus dans ce lieu de s'impliquer plus dans la gestion du FP, elle n'hésite pas une seconde, acceptant de s'y engager davantage. En effet, il s'agissait pour elle d'une « occasion pour rentrer plus en contact avec cette réalité et aussi [se] mettre un peu en discussion¹⁵⁹ ».

Pour Lorenzo (FP), la découverte du FP à son adolescence a été un point de basculement majeur : il n'a jamais abandonné ce lieu ni le monde des lieux autogérés. S'il se sentait « rejeté » par un bon nombre d'occupant·e·s, il s'est senti tout de suite chez lui dans le petit espace de la salle de thé. Cette partie du FP, que Gina a contribué à fonder, l'a conquis dès le départ et non seulement pour la possibilité d'y fumer librement ou de consommer des boissons à bas prix, mais parce que « totalement queer », il l'a fait « sentir libre » et l'a fait « tomber amoureux de cet endroit¹⁶⁰ ».

Comme l'on a dit, malgré ces impressions positives, un élément négatif sort à plusieurs reprises dans les entretiens : l'impression d'une certaine « fermeture » des militant·e·s de ce lieu vis-à-vis des nouveaux et des nouvelles arrivé·e·s. La moitié des enquêté·e·s de FP ont relaté avoir trouvé chez nombreux·euses activistes de ce lieu une attitude très fermée envers les nouveaux et nouvelles venu·e·s. De fait, cela reflète la manière dont le FP est structuré. En effet, ce LSCA est composé de plusieurs *sous*-espaces (p. ex. la salle de thé, le pub, la cave à vin, etc.), chacun géré de manière indépendante par un collectif et une assemblée à soi. Tous ces espaces réfèrent à l'assemblée plénière, qui est composée par l'ensemble de ces sous-groupes. Les activistes interviewé·e·s fréquentaient la plupart du temps un seul de ces sous-espaces, avant de commencer à participer également à l'assemblée plénière. Dans chacun de

¹⁵⁸ « (...) il clima soprattutto d'inverno è una cosa ammazza cristiani ».

¹⁵⁹ « Figo, è un'occasione per entrare più in contatto con questa realtà e mettermi anche un po' in discussione, ecco ».

¹⁶⁰ « (...) ci sono stati veramente dei piccoli personaggi qua dentro che mi hanno fatto innamorare di questo posto ».

ces espaces, probablement en raison de la dimension plus réduite qui les caractérise, ils·elles se sont facilement senti·e·s à l’aise, au contraire de l’assemblée plénière, vue comme « un organisme très compliqué » pour interagir (Gina, ex-FP, CR). En d’autres termes, si dans de nombreux cas les activistes de ce LSCA leur ont paru peu accueillant·e·s, certains espaces du FP et certain·e·s de ses activistes ont su se montrer suffisamment ouvert·e·s pour donner envie aux enquêté·e·s de rejoindre le collectif de ce lieu autogéré.

B. VG

Une seule personne parmi les enquêté·e·s du *Villaggio Globale* était présente lors de l’occupation de ce LSCA en 1990 : Alfonso (ex-VG). Au début de l’occupation — avant les différentes transformations du lieu qui forceront cet activiste à partir autour de 2003 — le VG était un « *porto di mare* », avec beaucoup de va-et-vient. En effet, le caractère de lieu de rencontre entre différentes cultures rendait ce LSCA changeant selon l’activité du jour. Un jour VG accueillait des « lectures laïques de la Bible (*letture laiche della Bibbia*) », un autre il devenait « un temple bouddhiste (*un tempio buddista*) » ou encore « un temple hindou du Sri Lanka (*un tempio hindù dello Sri Lanka*) ». Ce caractère interculturel se perdra par la suite, à la grande déception de Alfonso qui, âgé de plus de 50 ans, décide de se retirer.

Au contraire d’Alfonso, Fabio a vécu le VG dans presque toutes ses phases. Quand, très jeune, il y a débarqué avec son van, au début des années 2000, le VG, malgré sa popularité croissante, gardait encore son caractère multiculturel. Fabio, a tout de suite aimé ce lieu qu’il trouvait « moins ghetto » que les autres lieux autogérés de l’époque : on y trouvait les migrant·e·s qui gravitaient autour du VG, mais aussi les Kurdes du *centro socio-culturale Ararat* (toujours existant), les « gitans (*zingari*) », ainsi que « des Polonais et plein de gens, comme on dit, sans-abri...qui vivaient en roulotte...¹⁶¹ ». Cette ambiance *bohémienne* et multiculturelle était très attrayante pour Fabio, qu’y a trouvé une ambiance qu’il aimait, ce qui l’a poussé à y rester.

Le premier souvenir de Oda concernant l’abattoir où se trouve le VG remonte à bien avant l’occupation, à la période de son enfance, lors d’une visite à sa grand-mère qui habitait dans le petit logement du centre historique de Rome où l’activiste réside aujourd’hui. L’image qu’elle garde est « d’une cruauté infinie (*una crudeltà infinita*) ». L’abattoir à l’époque n’avait pas encore vécu les différentes rénovations qui en font aujourd’hui un lieu partiellement réhabilité. Cette structure construite à la fin du XIXe siècle, et qu’aujourd’hui abrite, entre autres, la faculté d’architecture de l’université *Roma Tre*, un pôle du musée d’art contemporain *Macro* et la *Città de l’Altra Economia* (CAE), était dans un état délabré.

Pour Oda, Rome en général avait une apparence décadente comparée à sa terre d’origine, la Toscane (« à l’époque je n’avais pas conscience de ce qu’était Rome, pour moi c’était comme Mars, vu que je vivais à Arezzo, en Toscane qui était vraiment une autre planète !¹⁶² »). Et ce morceau de ville en particulier — encastré entre les berges du Tibre, qui y

¹⁶¹ “(...) e poi c’era quell’altra parte che appunto era frequentata da curdi, da polacchi, un sacco di gente tra virgolette come si dice, senza casa”.

¹⁶² “All’epoca io non avevo coscienza di cosa fosse Roma, per me era come Marte (ride) perché vivevo ad Arezzo in Toscana che era proprio veramente un altro pianeta!”.

reprennent partiellement leur état sauvage, l'ancien quartier ouvrier de *Testaccio* et le *Monte dei Cocci* (littéralement, Mont des tessons), ancienne décharge vieille de presque 2000 ans — lui apparaissait comme sauvage et laissé à soi-même. Elle se souvient d'une scène en particulier : « Un après-midi avec un gros soleil et une chaleur énorme. La place [de l'abattoir] était remplie de végétation haute, et je me rappelle qu'il y avait un chien-loup qui avait couru derrière une chatte qui venait d'avoir des chatons, et il les avait tous massacrés¹⁶³ ».

Bien plus tard, autour de la vingtaine, elle reviendra dans ce lieu pour des concerts — sans en partager l'esprit *centre social* qui le caractérisait à l'époque. Elle trouvait ce lieu amusant, mais, bien qu'il fût occupé depuis quelques années déjà, presque « délabré et abandonné à soi-même ». Quand elle y reviendra pour s'installer dans un des ateliers d'artistes mis à disposition, elle trouvera le lieu beaucoup changé — sans surprise, vu les changements tant du complexe de l'abattoir en soi que de VG lui-même. Le *Villaggio Globale* d'aujourd'hui lui semble se caractériser par « une gestion plus judicieuse, plus sensée, plus réfléchie¹⁶⁴ ». Ces changements ne sont pas le seul facteur qui l'a poussée à intégrer un lieu qui fait partie d'un mouvement qu'elle critique fortement (que le lieu soit relativement proche de son domicile, ainsi que la possibilité d'avoir pour peu de frais un espace pour son travail d'artiste sont des aspects centraux pour Oda), mais ont certainement contribué à rendre acceptable pour cette militante le fait d'intégrer un lieu autogéré.

Gabriella, au contraire, ne connaissait pas VG avant d'y arriver. Comme l'on a dit, elle y vint grâce au *tuyau* d'une connaissance, qui lui avait suggéré de prendre contact avec Aurora (l'activiste avec le plus de responsabilités au sein de VG), afin de comprendre s'il y avait la possibilité d'utiliser un espace pour mettre en place son projet d'atelier social centré sur la construction avec le bois. Gabriella « n'avai[t] pas d'image prédéfinie¹⁶⁵ » du VG : dès le début elle a trouvé cet espace « beau », mais ce qui l'a le plus frappée c'étaient les personnes qu'elle y a rencontrées et en particulier Aurora. Gabriella trouve que cette activiste, « qui est un peu l'âme de ce lieu », a accueilli avec « naturalité (*naturalezza*) » le projet et inclus Gabriella, par exemple en lui donnant les clés « sans [la] connaître, en [lui] faisant confiance¹⁶⁶ ». Cette « confiance, ouverture qu'elle a su [lui] donner sans [la] connaître a été pour [elle] un élément humain très fort, vraiment très fort¹⁶⁷ ». Ainsi, c'est plutôt grâce à cette expérience humaine qu'elle s'est, tout de suite, « sentie chez [s]oi, également car celui-ci est un lieu où l'atmosphère est créée par les personnes qu'y sont¹⁶⁸ ». Dans ce lieu, qu'elle percevait comme étant constitué

¹⁶³ « (...) un pomeriggio assolatissimo con un caldo enorme, il piazzale era pieno di erba alta e mi ricordo che c'era un cane lupo che aveva rincorso una gatta che aveva appena fatto i cuccioli, e sto cane aveva massacrato tutti i cuccioli del gatto ».

¹⁶⁴ « (...) una gestione più oculata, più sensata, più ragionata ».

¹⁶⁵ « (...) non avevo un'immagine predefinita ».

¹⁶⁶ « (...) potermi dare le chiavi così senza conoscermi fidandosi ».

¹⁶⁷ « La fiducia l'apertura che mi ha dato senza conoscermi per me è stato un elemento umano molto forte, molto forte ».

¹⁶⁸ « (...) mi sono trovata a casa, anche perché e questo è uno spazio dove in realtà l'atmosfera la crea che ci sta dentro ».

avant tout par ses animateurs·trices, accueillant·e·s et bienveillant·e·s, elle a tout de suite eu aussi envie de contribuer à le construire avec les futur·e·s participant·e·s à son atelier.

C. CR

Parmi les enquêté·e·s de *Casetta Rossa*, un seul a participé à l'occupation : Giovanni. Cet activiste avait auparavant occupé un autre LSCA, *La Strada* (LS). Afin de bien comprendre ses perceptions des ambiances des collectifs et des LSCA lors de chacune de ses étapes d'engagement, il convient de s'arrêter sur le collectif qui a amené à l'occupation de LS (en 1994), sur les premières expériences de ce lieu et, enfin, sur l'occupation de CR (2001).

Le groupe qui a occupé LS était composé d'ami·e·s et camarades du quartier de Giovanni, ainsi que d'activistes connu·e·s dans les collectifs universitaires où cet enquêté avait également milité. La période qui précède l'occupation est très riche : ils·elles font des réunions et des concerts de financement dans d'autres lieux autogérés. Motivé·e·s par le succès et la résonance médiatiques d'une manifestation contre l'éviction d'un centre social à Milan (le *Leoncavallo*) ils·elles décident d'accélérer et en moins d'un mois ils·elles occupent LS. C'est une nouvelle phase de la vie militante de Giovanni qui s'ouvre : le fait d'occuper un espace situé dans un quartier (le sien) est bien différent de faire de l'activisme en tant qu'étudiant à l'université. La période qui a suivi l'occupation a été de « grand enthousiasme et plein d'envies, mais en même temps difficile et complexe, car la complexité d'un quartier, d'un territoire, est autre chose que celle d'une université, même si grande comme La Sapienza ¹⁶⁹ ». Gérer ce petit lieu au centre de ce quartier populaire, mais vibrant, du sud de Rome a été pour Giovanni, qui pourtant connaissait bien ce territoire, « chaque jour une découverte, parce que tu dois te confronter avec toute l'humanité possible et imaginable : des enfants (...) jusqu'aux personnes âgées ¹⁷⁰ ». LS était véritablement « une porte ouverte sur la rue (...) : tout et n'importe quoi finissait par y rentrer et y trouver un abri ¹⁷¹ ». Ce mélange d'usager·ère·s et d'activistes (« on était cent quand on a occupé ¹⁷² »), était source de grand enthousiasme et d'énergie : Giovanni y passait toutes ses journées, du matin au soir.

10 ans après, lui et un groupe d'autres activistes de LS ont l'idée d'occuper un autre espace. Certain·e·s des activistes les plus âgé·e·s du groupe commençaient à sentir la nécessité d'avoir un lieu qui corresponde mieux à leur âge. Cette occupation se fera donc, encore une fois, avec des personnes que Giovanni connaissait bien. Quand ils·elles occupent CR, cet endroit n'était qu'une « maisonnette abandonnée depuis des années, sans même pas de toit ¹⁷³ »,

¹⁶⁹ *“lo ricordo con grande entusiasmo e grande voglia però era molto difficile complessa perché la complessità di un quartiere di un territorio è altra rispetto a quella di un territorio come l'università anche se è grande come La Sapienza”*

¹⁷⁰ *“(...) ogni giorno una scoperta perché ti confronti con tutta l'umanità possibile immaginabile: appunto dai ragazzini (...) agli anziani”.*

¹⁷¹ *“(...) una porta aperta sulla strada proprio, non so se tu lo conosci ma apri la porta e stai per strada, ci finiva dentro tutto, tutto. E trova anche riparo tutto perché è uno spazio accogliente in cui nessuno ti dice che non può stare e quindi le persone che hanno più difficoltà”.*

¹⁷² *“(...) quando abbiamo occupato, eravamo cento”.*

¹⁷³ *“(...) una casetta abbandonata senza nemmeno il tetto da anni”.*

située « au milieu d'un parc lui-même complètement abandonné, inculte, avec tout dedans, des seringues, vraiment de tout¹⁷⁴ ». L'état délabré des lieux ne fut pas un frein à l'investissement de Giovanni et de ses camarades. Cependant, malgré que de nouvelles personnes se sont vite rajoutées au collectif, par rapport à l'occupation de LS,

cela a été très différent, parce les émotions éprouvées pendant les premiers jours de l'occupation de LS ne sont absolument pas comparable à quand on a commencé ici [à CR]. Pas parce qu'ici c'est quelque chose de moins important, mais parce qu'ici j'y suis arrivé avec 15-16 ans d'activisme dans le même territoire [avec LS qui est juste] à 200 mètres d'ici¹⁷⁵.

Le bagage d'expériences de Giovanni et que ce LSCA fût au début presque un *spin-off* de LS ont donc fait en sorte que l'occupation de CR n'a pas eu pour lui (« mais peut-être pour d'autres personnes ici oui ») « la même portée de fondatrice, constituante qu'a été le centre social *La Strada*, bien que c'était très très important¹⁷⁶ ».

Pour les autres activistes arrivé·e·s plus tard, l'ambiance de CR a joué un rôle fondamental dans leur choix de s'y engager.

Silvia par exemple, lors sa première fois à CR — où elle a fait un dîner pour fêter ses 30 ans —, est « tombée amoureuse de l'endroit et des personnes¹⁷⁷ ». La situation géographique de ce lieu — une petite maison dans un parc autogéré, au cœur d'un quartier de logements sociaux construits dans les années 1920, sur le modèle des « *garden cities* » (De Michelis, 2009) — l'a particulièrement frappée (comme c'est d'ailleurs le cas pour une autre militante de ce lieu, Gina). Le sens de dépaysement provoqué par l'*ambiance* presque champêtre de ce quartier — pourtant encerclé par d'importants axes routiers, et de hauts immeubles résidentiels plus récents — est un élément central de l'expérience sensible du lieu relaté par Silvia : « un lieu spécial (*un posto speciale*) », qui peut faire oublier qu'on se trouve au centre d'une grande capitale européenne et qui lui « donne un sens de paix¹⁷⁸ ».

Le fort « *sense of community* » qui, selon, De Michelis (2009, p. 518) caractérise *Garbatella* constitue un élément d'attractivité majeure de ce quartier pour Silvia : par rapport à l'anonymat du reste de la ville, il y est plus facile de tisser de liens (surtout pour Silvia, qui

¹⁷⁴ “(...) in mezzo a un parco il parco stesso era totalmente abbandonato, era incolto c'era di tutto siringhe tutto come puoi immaginare”.

¹⁷⁵ “(...) è stato molto diverso. molto diverso perché le emozioni provate nei primi giorni occupazione del centro la strada non sono assolutamente paragonabili a quando abbiamo iniziato qui. no perché è una cosa meno importante questa ma perché ci arrivi con...ci sono arrivato con più...di quasi 15 anni sedici anni di attivismo nello stesso territorio a 200 metri”.

¹⁷⁶ “Per me, personalmente e magari per altre persone qua dentro si, però per me non ha avuto quel portato fondativo, costituente che pure ha avuto il centro sociale la strada. Però è stato molto molto importante”.

¹⁷⁷ “(...) ufficialmente 2 anni e mezzo fa so' venuta con la scusa di festeggiare i 30 anni sono venuta qua, mi sono affascinata, innamorata proprio del posto, delle persone”.

¹⁷⁸ “Mi è piaciuta subito Garbatella, questo posto in mezzo ai lotti... che quando ritorni mi dà un senso di pace”.

« aime tchatcher¹⁷⁹ »). En effet, « les vieilles dames se penchent aux fenêtres (...) et te racontent leur histoire qui est un peu entrelacée à celle du quartier¹⁸⁰ ». Ces traits de la partie plus ancienne du quartier (« *i lotti* ») se reproduisent également à CR. Ce lieu est en effet fréquenté par toutes les tranches d'âges, des enfants en bas d'âge jusqu'à des personnes parfois très âgées (ce qui est cohérent avec l'idée de la fondation même du lieu, celle de créer un lieu « transversal aux générations »). Cette mixité intergénérationnelle est un aspect qui a profondément attiré Silvia, cette activiste avec une longue expérience dans le caritatif et qui a connu, autour de ses vingt ans, un autre lieu autogéré. Elle a enfin trouvé à CR de quoi, même en termes d'âge, se faire sentir bien.

Pour Gina aussi, un des aspects qui l'a le plus marqué est qu'on ressent, en fréquentant CR, qu'il y a « un contact profond avec la communauté de *Garbatella*¹⁸¹ ». Ce sens de communauté n'est pas seulement propre au quartier, mais se vit dans les interactions au sein de CR : « Il y a une atmosphère très agréable, où l'on voit que c'est une vraie communauté¹⁸² ». Ce lieu lui apparaît comme étant très perméable. Elle trouve qu'un des aspects qui le rendent spécial est qu'il est « particulièrement simple à fréquenter, car il y a un restaurant¹⁸³ », idéal pour s'y rendre avec ses « amis qui ne sont pas particulièrement intéressés à aller dans un lieu occupé et autogéré¹⁸⁴ ». À son avis, CR « est toujours parfait parce qu'accueillant pour tous¹⁸⁵ » : elle ressentait déjà cela quand elle le fréquentait en tant qu'usagère. En outre, cette chercheuse en sciences naturelles décrit ce lieu, par la diversité de ses usagers et ses activistes, comme étant « biodivers », surtout comparé au FP, où elle avait été militante, plus de dix ans auparavant. Selon elle, cette diversité se ressent et contribue à « envoyer un message différent à l'extérieur, même en termes de facilité d'accessibilité¹⁸⁶ ». Cette hétérogénéité sociale, cette ouverture, ce sens de la communauté, cet enracinement dans le quartier ont été des éléments qui ont contribué à son choix de s'engager à CR, alors qu'elle vivait une nouvelle phase de sa vie.

L'accueil qui leur a été réservé par les activistes de ce LSCA est un autre aspect qui a marqué ces deux enquêtés, en comparaison avec leurs expériences militantes précédentes. Gina, en particulier, met en avant qu'à *Casetta Rossa* on demande, au début des assemblées

¹⁷⁹ « (...) *ho conosciuto un sacco di gente del posto, perché mi piace chiacchierare quando vado per i lotti con le signore che si affacciano, due chiacchiere* ».

¹⁸⁰ « (...) *le signore che si affacciano, due chiacchiere...e quindi ti raccontano la loro storia che è un po' intrecciata alla storia del quartiere* ».

¹⁸¹ « *Un contatto profondo con la comunità di Garbatella* ».

¹⁸² « *Si perché è molto partecipato...è molto carina come atmosfera cioè si vede che è proprio una comunità* ».

¹⁸³ « *Qua è un posto particolarmente semplice da frequentare perché c'è il ristorante* ».

¹⁸⁴ « *Io, per esempio, lo propongo sempre ai miei amici che magari non interessa particolarmente andare in un posto occupato autogestito invece la Casetta Rossa è sempre perfetto perché è accogliente per tutti* ».

¹⁸⁵ « *Casetta rossa è sempre perfetto perché è accogliente per tutti* ».

¹⁸⁶ « *Mentre Casetta Rossa è un posto biodiverso, ecco. Questo è sicuramente molto... un messaggio anche all'esterno differente quindi anche in termini di fruibilità* ».

ouvertes au public, à chacun et chacune de se présenter. Ce tour de parole initial peut sembler une pratique anodine, mais témoignerait de l'envie des activistes de ce LSCA de vouloir mettre à l'aise les nouveaux·elles venu·e·s, de ne pas les faire se sentir exclu·e·s en ne sachant pas situer et identifier les intervenant·e·s. Cela est particulièrement frappant pour Gina, qui, lors des premières assemblées plénières au FP, s'était sentie inhibée par le peu d'attention prêtée aux nouveaux·elles arrivant·e·s, et par l'impression — sans pouvoir les comprendre — que les dynamiques entre les militant·e·s étaient régies par des relations de longue date, ce qu'elle avait trouvé excluant. Ainsi, le fait de voir que les militant·e·s de *Casetta Rossa* essayaient de mitiger cette sensation fut quelque chose d'extrêmement positif et attrayant.

D. C2

Dans le cas de *Casale Alba 2*, trois des six personnes interviewées (Cinzia et les deux ex-activistes, Aldo et Lello) ont participé à l'occupation de ce LSCA. Il s'agira donc d'abord d'essayer de cerner les perceptions et ressentis relatifs au collectif d'occupation et à son ambiance pour passer ensuite à celles relatives à C2 au moment de l'occupation. Pour les autres trois activistes, on essaiera de comprendre la manière dont ils percevaient ce lieu et ses animateurs·trices au moment de leur engagement.

Le groupe qui occupera ce lieu autogéré se réunit pour la première fois sous l'impulsion de l'association qui gérait la bibliothèque de quartier et qui ne visait pas forcément à occuper cet endroit, mais plutôt à lancer un espace de discussion sur l'avenir du parc où se situe C2, menacé par les plans d'extension de la prison voisine. Le groupe est hétérogène : l'on pouvait y rencontrer des jeunes, des étudiants universitaires, des représentants d'associations et comités locaux ainsi que des « personnes un petit peu plus âgées, comme nous¹⁸⁷ » (Aldo). Parmi elles, il y en avait qui avaient des « expériences politiques précédentes », d'autres qui n'en avaient pas et d'autres encore — notamment les jeunes — qui étaient les plus « motivés d'un point de vue militant¹⁸⁸ » (Aldo). Cinzia, de son côté, connaissait de vue 5 ou 6 personnes en plus de ses amies. Très vite cependant, à force de faire des assemblées, ce groupe commence à se structurer et se connaître. « Ce n'était pas facile de mettre ensemble autant de personnes, et il y avait aussi des personnes qui n'étaient pas si favorables à l'occupation¹⁸⁹ » (Cinzia). Si cette hétérogénéité était le signe que cet appel à se mobiliser avait bien réussi, cela a contribué aussi au fait que, comme raconte Cinzia, « malheureusement, des visions différentes concernant la gestion ont émergé » : une partie de personnes s'éloignera du collectif quand celui-ci décide d'occuper illégalement l'ancienne ferme qu'est *Casale Alba 2*.

Si les discussions furent difficiles et amenèrent à des scissions dues à des visions tactiques différentes, il y eut une grande motivation au moment où le collectif occupa C2. « C'était le moment le plus chaotique, mais aussi le plus beau¹⁹⁰ », raconte Cinzia. Les activistes ont dû travailler beaucoup pour rendre vivable l'espace qui était en état d'abandon :

¹⁸⁷ “(...) delle persone un po' più avanti con gli anni, com noi”.

¹⁸⁸ “(...) i più motivati da un punto di vista militante”.

¹⁸⁹ “Non è stato facile perché poi mettere insieme tante teste, insomma c'erano anche delle persone che non erano così favorevoli all'occupazione”.

¹⁹⁰ “(...) è stato il momento anche più caotico ma anche più bello”.

Je me rappelle encore le froid et le fait qu'on sortait des toilettes des tonnes de terres, d'herbe, de tout... Mais on était motivés, tous ensemble. Les jeunes ont changé les fenêtres... c'était sûrement la période la plus belle ! (Cinzia, C2)¹⁹¹

Le début de l'occupation a donc été une période « exigeante, mais belle, riche à niveau émotionnel ¹⁹² » (Cinzia), caractérisé par la présence d'un « groupe très soudé¹⁹³ » (Lello). Selon Aldo, cette bonne ambiance est aussi due au « contexte, car c'est un endroit très beau, une ferme au milieu de la nature, il y a quoi de mieux ? ¹⁹⁴ ».

Quand les autres enquêté·e·s arrivent à C2, le lieu a évolué, comme son collectif, qui cependant se caractérise encore par une hétérogénéité, notamment en raison de l'âge de ses militant·e·s. C'est cela qui leur saute aux yeux, « qu'il y ait des personnes de toute origine sociale, des personnes de 80 ans comme des garçons de 16 ans, voire 14 certains¹⁹⁵ » (Alessio). Dans le cas de Francesco, qui comme Alessio connaissait déjà des jeunes militant·e·s de ce LSCA, entrer dans le collectif de C2 lui permettra de « connaître un peu mieux [le C2] au-delà de mes amis ou de la soirée musicale ou culturelle ¹⁹⁶ ». Il commence à comprendre « le quotidien de C2, que j'ai beaucoup aimé et j'ai décidé que je voulais aussi y collaborer ¹⁹⁷ ». Son rôle de *chercheur* dans ce LSCA lui permettra de découvrir un côté de C2 qu'il ne connaissait pas à travers ses visites occasionnelles ou par l'intermédiaire de ses ami·e·s militant·e·s. Il sera, lui aussi, fortement fasciné non seulement par ce caractère intergénérationnel — les plus âgé·e·s le mettaient mal à l'aise au début, mais ils les appréciera par la suite —, mais aussi par l'investissement fort du LSCA pour et dans le quartier, par l'espace matériel lui-même et, surtout, par le fait qu'il s'agisse d'un lieu autogéré situé dans un grand parc et que ce parc ne soit pas juste un décor, mais la raison même d'être de C2. Les activités des militant·e·s ne s'arrêtent pas aux quatre murs de ce bâtiment, mais sont toujours en lien avec le parc, qui est d'ailleurs entretenu, entre autres, par les activistes de C2.

Enfin, Michel a été frappé tout d'abord par le grand et chaleureux accueil que les militant·e·s de ce LSCA ont su lui donner : « c'était ça à mon avis la force qui m'a fait rentrer dans le groupe¹⁹⁸ ». Lui, avec sa situation familiale délicate, a effectivement trouvé un réconfort dans cet accueil, dans des personnes qui, dès le début, « te font sentir bien, parce qu'elles t'accueillent d'une certaine manière, parce qu'elles sourient et partagent des choses, parce

¹⁹¹ “(...) mi ricordo ancora il freddo e dai bagni abbiamo tirato fuori quintali di terra, erbe, cose... però eri motivato cioè tutti insieme... i ragazzi hanno fatto le finestre... è stata la parte più bella sicuramente!”

¹⁹² “Insomma, è stato impegnativo ma bello, ricco a livello emotivo insomma”.

¹⁹³ “(...) un gruppo molto coeso”.

¹⁹⁴ “Io credo che ci ha aiutato sicuramente il contesto, perché è un posto bello, un casale in mezzo alla natura, meglio di così”.

¹⁹⁵ “(...) ci sono persone di tutte le estrazioni sociali, ci stanno persone di 80 anni e ragazzi di 16 anni, pure 14 alcuni”.

¹⁹⁶ “(...) ho iniziato a conoscere un po' meglio aldilà degli amici o della serata musicale o anche culturale”.

¹⁹⁷ “(...) mi è molto piaciuto e ho deciso che avrei voluto anche io collaborare”.

¹⁹⁸ “Infatti quella è stata secondo me la forza che mi ha trascinato all'interno del gruppo”.

qu'elles discutent avec toi, parce que ce sont des personnes intelligentes. Tout ça, ça m'a vraiment captivé !¹⁹⁹». Le contexte géographique de C2 a joué aussi un rôle important pour Michel. Qu'il ne s'agisse pas d'un lieu autogéré quelconque, mais d'un LSCA situé dans un parc, était un facteur important pour lui qui tient beaucoup « à la cause environnementale²⁰⁰ ». Militer au C2 signifie aussi « avoir cet aspect particulier qui fait que tu dois entretenir le parc, le fait que C2 soit littéralement immergé dans le vert et... ce coucher de soleil qui descend, là derrière les arbres... c'est beau, beau, beau !²⁰¹ ».

E. CO

Dans le cas de *Communia*, il est nécessaire de faire une distinction entre les collectifs qui ont précédé l'occupation ainsi qu'entre les trois différents lieux que le collectif a occupé en l'espace de quelques mois en 2013. Le premier lieu (dit *Communia 1*) n'a duré que quelques jours ; le deuxième (*Communia 2*), quelques mois, mais a profondément marqué les activistes l'ayant vécu ; enfin, le troisième (*Communia 3*) a été occupé environ un mois après l'éviction de *Communia 2* et est toujours occupé.

Pour les collectifs qui ont précédé l'occupation, leur nombre varie selon l'enquêté·e. Matteo, le plus âgé des enquêté·e·s de *Communia*, fait l'expérience de plusieurs organisations et collectifs, lesquels, après certaines transformations, ont amené à la formation de celui qui a finalement occupé *Communia* en 2013. Relativement au premier collectif qu'il fonde avec ses camarades d'universités, il se rappelle l'ambiance positive et amusante qui a caractérisé ces années d'intense militantisme. L'affinité entre elles·eux l'amènera à les suivre également, pour une brève parenthèse, dans un parti politique trotskyste et, par la suite, de continuer le militantisme à l'université jusqu'à arriver à *Communia*.

Trois autres activistes et ex-activistes de *Communia* (Rachele, Carla et Janis) mettent quant à elles en avant la bienveillance et l'accueil chaleureux que les membres du collectif leur ont réservé et qui a constitué un facteur majeur dans le choix de s'impliquer dans le collectif et, par la suite, d'occuper le LSCA.

Quoi qu'il en soit, le moment de l'occupation est déterminant. Ainsi, toutes les personnes interviewées font part d'excitation et d'enthousiasme, liés à la prise de risque et aux forts liens humains qui se développent dans une telle situation, mais aussi en raison de la faculté de pouvoir se projeter dans des activités futures grâce au fait de disposer d'un lieu matériel. Rester ensemble dans un lieu récemment occupé — afin de le *protéger* d'une éventuelle éviction, mais aussi pour effectuer les travaux nécessaires pour rendre ces espaces vivables —

¹⁹⁹ “(...) delle persone che comunque ti fanno star bene perché ti accolgono in un certo modo, so sorridenti insomma, condividono le cose, se parla, so' persone intelligenti...mi ha proprio tipo catturato 'sta cosa”.

²⁰⁰ “(...) io alla causa ambientale sono sempre stato attento”.

²⁰¹ “(...) quindi averci questo particolare qui della verde che devi cura', il fatto che il casale sia immerso proprio nel verde, che quando stai lì cioè... quel tramonto che scende da dietro gli alberi là, che ti fa... è fa bello, bello bello!”.

a souvent été mis en avant comme un élément de forte cohésion collective et comme une occasion pour tisser de forts liens avec les autres occupant·e·s. Cependant, cet enthousiasme paraît diminuer en intensité chez les personnes ayant vécu plusieurs occupations : ainsi, Giovanni (CR), relate que malgré toute sa « puissance », l'occupation de CR n'est en rien comparable à celle de LS qui avait eu lieu presque 10 ans avant.

Pour *Communia*, les membres de ce collectif ont occupé en quelques mois 2 lieux différents avant de prendre place dans le 3^e qui existe encore aujourd'hui. Le premier lieu n'était pas du tout adapté à leurs projets, mais malgré cela, les activistes soulignent l'enthousiasme que cette première occupation a généré chez elles·eux. Très peu de temps après cependant, ils·elles partent de ce premier lieu et occupent un bâtiment aux qualités architecturales et spatiales remarquables. L'occupation de ce lieu — qu'ils·elles appellent informellement *Communia 2* — constitue le point le plus haut de l'expérience militante des personnes interviewées, aussi au vu des qualités spatiales mentionnées. Quand, quelques mois après — à la suite de l'éviction de *Communia 2* —, ils·elles occupent un nouvel espace (*Communia 3*) aux qualités spatiales et architecturales bien moindres, leur état d'esprit apparaît bien différent. Les plus faibles qualités de ce lieu les obligent à revoir à la baisse les perspectives qu'ils·elles avaient, en plus d'un sentiment de « déjà fait ». Les qualités de l'espace matériel est donc un élément important dans la constitution de l'état psychologique provoqué par le fait d'occuper, en collectif, un lieu autogéré.

Pour ce qui concerne les personnes ayant rejoint un LSCA après le moment de la 1^{ère} occupation, leurs ressentis sont assez variés, et paraissent réfléchir fortement la situation de chaque lieu autogéré à une époque donnée. Cependant, il est possible de retrouver certains thèmes récurrents.

Carla (ex-CO), avait beaucoup apprécié son entrée dans le collectif. Le bon accueil des militant·e·s lui avait fait dès le début une très bonne impression, confirmée par la suite par les dynamiques internes au groupe :

J'ai retrouvé des dynamiques qui me plaisaient, j'aimais bien les discours, j'aimais bien le fait qu'on garde les temps [de parole], car c'est une pratique féministe. J'aimais bien qu'il y avait plein de femmes qui parlaient²⁰².

Janis (CO) et Rachele (ex-CO) partagent cette vision positive de leur entrée dans le collectif, mais, a posteriori, elles interprètent l'attitude de ceux et celles qui ont été par la suite leurs camarades pendant des années, comme des stratégies afin de recruter des nouveaux·elles militant·e·s. Ainsi, Janis nous dit :

Ils ont été très accueillants. Maintenant je dirais qu'ils l'ont fait pour... tu sais, quand on essaye de recruter du monde. Mais ils ont été très accueillants et disponibles. Je me rappelle que je me sentais en grande difficulté, parce que j'avais face à moi des personnes qui en savait bien plus que moi (...). La politique : ils avaient étudié, lu, ils étaient bien plus informés que moi..., (...) mais pour moi au moins ça a été un milieu très ouvert et très inclusif. [Un milieu] où tu es la bienvenue même si tu n'y connais rien, pour partager, dire ce que tu penses, même

²⁰² “*C'erano dinamiche che mi piacevano, mi piacevano i discorsi, mi piaceva il fatto che si tenessero i tempi perché era una pratica femminista, perché mi piaceva come c'erano tante donne che parlavano*”.

si c'est différent de ce que je pense moi²⁰³.

Selon Rachele, qui est arrivée une année après les autres, cet indéniable bon accueil et bonne ambiance qui régnait au collectif est imputable au fait que le mouvement étudiant de *l'Onda* était en phase décroissante. Quand elle entre au collectif, en 2011, c'était juste « avant le dernier coup, juste avant la mort absolue (...) ils étaient trois. Donc quand je suis arrivée, ils n'en croyaient pas leurs yeux. Ils disaient : "incroyable, il y a une personne!". Ils étaient tellement contents !²⁰⁴ ». Malgré ce constat, elle garde un souvenir très positif de ces années : « On aurait dit que c'était toujours une grande fête²⁰⁵ ».

En ce qui concerne l'espace matériel du premier espace que le collectif occupera, les témoignages n'en font pas l'éloge : il s'agissait d'un hangar inintéressant d'un point de vue architectural et, surtout, avec un risque de pollution par amiante. Carla s'étonne qu'ils-elles puissent avoir pensé que ce lieu pouvait être adapté à leur projet :

En réalité, je ne sais pas pourquoi [cet endroit] nous avait paru adapté, parce que quand on est rentrés dedans on s'est rendu compte que ce n'était pas exactement ce qu'il nous fallait... un unique et gigantesque hangar. Ce n'était pas du tout adapté au type d'activités qu'on avait en tête²⁰⁶.

L'enthousiasme du début d'un processus d'occupation a certes rendu ces journées intenses et significatives, mais le véritable *coup de cœur* a lieu avec l'occupation de *Communia 2*. À noter, qu'à part Luca, le seul enquêté qui a rejoint le collectif après l'occupation de *Communia 3*, tou·te·s les autres étaient déjà bien impliqué·e·s dans le collectif et avaient aussi participé à l'occupation de *Communia 1* et *2*. Cependant, le fait de passer d'un collectif implanté à l'université à une expérience d'autogestion d'un espace urbain, marque un point de basculement majeur pour ces activistes, déjà à cause du contexte de la militance, mais aussi parce que le collectif initial s'enrichit de nombreuses autres personnes attirées par cette nouvelle occupation.

L'occupation de *Communia 2*, après l'expérience contrastée du hangar dit *Communia*

²⁰³ "Sì, loro sono stati molto accoglienti. E ora, direi che l'hanno fatto per...sai quando uno cerca di aggregare le persone... però sono stati molto accoglienti, e anche molto disponibili. Io mi ricordo che mi trovo un sacco in difficoltà perché mi trovo davanti a persone che ne sapevano tantissimo più di me, di come funzionavano appunto le riforme e tutte queste cose. La politica... avevano studiato, letto, molto più informati quindi mi sentivo un sacco all'inizio – e per tutto il primo anno direi – pure un po' a disagio, perché dicevo "oddio io non so niente, non voglio di' una parola". Però effettivamente è un ambiente molto aperto. Per me almeno è stato un ambiente molto aperto e molto inclusivo. Per cui pure se te non sai niente stai qua...per condividere, per dire la tua, puoi dire la tua anche se non è come la mia".

²⁰⁴ "(...) era morto tutto... cioè si era proprio agli sgoccioli. era il 2011, prima dell'ultima botta finale, diciamo, prima della morte assoluta. perché dopo che sono andata io c'è stata una mezza ripresa e poi è morto tutto. però davvero io sono andata che erano in tre. quindi io sono andata che loro stavano così, non ci credevano! (ridendo) dicevano, 'no, c'è una persona!!' erano felicissimi, capito?"

²⁰⁵ "Sembrava sempre una grande festa!".

²⁰⁶ "Non so perché ci era sembrato così appropriato in realtà, perché poi entrando dentro ci siamo resi conto che non era esattamente appropriato... un capannone unico gigantesco...non era esattamente adeguato al tipo di attività che avevamo in mente noi comunque da lì".

I, provoque un enthousiasme sans pair chez les enquêté·e·s. Ces anciennes fonderies, classées comme bien d'archéologie industrielle et situées dans un des coins les plus vivants du quartier étudiant de *San Lorenzo*, apparaissent aux yeux de ces enquêtés comme « un château (*un castello*) », terme utilisé tant par Rachele que par Carla, ou encore un « palais royal (*reggia*) », mot utilisé par Janis. Les grands espaces, la qualité architecturale, le contexte urbain avoisinant vivant et plein de passage sont des facteurs qui provoquent un sentiment de joie que tou·te·s les enquêté·e·s évoquent :

À *Communia 2* on est rentré et on a dit : « noooooon, incroyable. On a fait bingo ! c'est ça l'endroit que tout le monde voudrait ». C'était merveilleux. C'était grand, c'était beau... et en effet je pense qu'on y a investi bien plus d'énergies [que dans l'occupation suivante]²⁰⁷

Pour Carla aussi, l'occupation de ce lieu a été enthousiasmante : « c'était un endroit où ton imagination va au-delà des limites²⁰⁸ ». Le souvenir de ce lieu, de ses grands espaces, de son toit, « de ces aubes sur la terrasse qui étaient la chose la plus belle de toutes²⁰⁹ », émeut encore Carla. Mais ce n'était pas juste l'espace matériel à provoquer cet état, mais également le fait que

beaucoup de personnes en plus s'étaient agrégées, on aurait dit que ça allait pouvoir devenir quelque chose de gros. Et ça, c'était trop beau. J'avais l'impression qu'on faisait quelque chose de très beau pour nous et pour les autres, pour la ville en quelque sorte²¹⁰.

Pour Matteo cependant, un élément change la donne avec cette occupation : l'attrait que cet espace autogéré exerce sur de nombreuses personnes externes au monde du militantisme — qui « voyaient un espace à disposition et voulaient y faire des choses » — a rendu cet espace certes plus mixte, mais a aussi provoqué « une séparation entre qui était plus intéressé par cet aspect et qui était intéressé par l'aspect plus politique²¹¹ ».

L'occupation de *Communia 3* a lieu environ un mois après l'éviction des anciennes fonderies. Le nouveau lieu que les activistes occupent est bien plus modeste dans sa structure architecturale et bien moins stratégique dans sa localisation. Il s'agit en effet d'un ancien garage, situé dans un îlot constitué de structures artisanales semi-abandonnées et pour la plupart en état délabré. En plus, cet ancien garage donne directement sur *via dello Scalo San Lorenzo*, une des routes qui bordent le quartier de *San Lorenzo*, est qui est un axe de transport très

²⁰⁷ “*A Communia 2 siamo entrati e abbiamo detto ‘nooooo vabbè!! cioè abbiamo proprio fatto tombola capito ! questo è il posto che tutti vorrebbero!’ . era stupendo! era grande, era bello... infatti ci abbiamo investito molte più energie secondo me. cioè o comunque lo facevamo con più passione. a parte che ho lavorato alla costruzione proprio fisicamente molto meno che a Communia 2*”.

²⁰⁸ “(...) era un posto dove diciamo la tua immaginazione va oltre i limiti”.

²⁰⁹ “(...) quelle albe su quel terrazzo lassù erano proprio la cosa più bella”.

²¹⁰ “(...) si erano aggregate tante persone in più, sembrava potesse essere una cosa molto grossa. E questo era molto bello, avevo l'impressione che stessimo facendo qualcosa di molto bello per noi e per gli altri, per la città in qualche modo”.

²¹¹ “*Semplicemente vedeva uno spazio a disposizione e voleva farci delle cose (...). E quindi lì si è creata una separazione fra chi magari era più interessato a questo aspetto e chi invece era interessato all'aspetto più politico*”.

bruyant, accueillant une ligne de tramway, une autoroute surélevée, une route à double voie très fréquentée outre à être traversé par le faisceau ferroviaire qui relie le réseau principal des trains à la gare centrale de *Termini*. Le déclassement constitué par ce changement de lieu est partagé par la plupart des interviewé·e·s, qui, à quelques exceptions près, étaient quand même favorables au fait de retrouver au plus vite un espace pour continuer les activités après l'éviction soudaine de *Communia 2*.

Rachele (ex-CO) pourtant, affirme :

Pourquoi on a fait ça alors que peut-être en attendant un peu plus on aurait pu avoir un endroit plus beau ? C'est que *Communia 3* est directement sur *Scalo* [*San Lorenzo*], tu vois ? C'est un mauvais endroit, un dépotoir (*postaccio*). Tu as vraiment la sensation d'être dans un garage... bon, tu es dans un garage en fait.²¹²

Pour les autres enquêté·e·s ayant vécu l'occupation, plutôt que le lieu en soi, ce qu'ils·elles se rappellent le plus c'est la sensation de désespoir provoquée par la vision de l'état dans lequel se trouvait le lieu au moment où ils·elles sont rentré·e·s dedans. Ainsi, Carla (ex-CO) raconte son choc :

Tu vas me dire (*en rigolant*) quelle était la sensation que j'ai éprouvée quand on a occupé *Communia 3* ! Car j'ai commencé à pleurer comme une conne quand on a monté les volets... je me rappelle, je me tourne vers [Matteo-CO] et je lui dis : « Moi je ne veux pas nettoyer toute cette merde »²¹³.

Effectivement, après l'expérience de *Communia 2* et de ses grands et beaux espaces, cet ancien garage — au début au moins — n'a pas su toucher le cœur des activistes, comme dit Janis (CO) :

Quand je suis rentrée pour la première fois dans *Communia 3* j'ai été prise par la panique parce que c'était dégueulasse. Ce n'était pas comme aujourd'hui. C'était une merde. Donc, rentrer là-dedans et dire 'oh putain, cet endroit...'. Alors qu'on était dans un palais royal, maintenant on se retrouve dans cette merde d'égout qui pue la merde et qui est rempli jusque-là de poubelles. Je ne veux pas rester ici, je ne l'aime pas... bon, je ne veux pas rester (*en rigolant*) ... ça n'a pas duré beaucoup²¹⁴.

Ce choc initial s'estompe petit à petit, car si le lieu matériel avait changé, le projet de *Communia* se voulait toujours le même, comme l'affirme Janis :

C'était toujours *Communia*, donc le projet c'était toujours de donner des services qui sont absents, en faisant en sorte que les personnes qui traversent cet endroit et qui utilisent ces

²¹² "(...) ma perché siamo dovuti passare da quella cosa quando magari aspettando un po' di più avremmo potuto avere una cosa bella...(ridendo). che poi *Communia 3* è proprio su *scalo*... capito? È un *postaccio*. e hai proprio la sensazione di garage. È un garage !! (ride)".

²¹³ "Mi dirai (ridendo) più che altro quale è stata la sensazione che hai provato occupando *Communia 3*! perché io mi sono messa a piangere come un'idiota quando abbiamo alzato quelle serrande perché...mi ricordo, mi giro verso Matteo e faccio... 'io non la voglio pulire tutta questa merda!'"

²¹⁴ "Quando sono entrata la prima volta dentro *Communia 3* mi è preso il panico perché faceva schifo... perché non era come adesso. Era una merda. Quindi proprio entrare lì dentro e dire "madonna sto posto". Stavamo in una reggia... ora siamo in questa merda di fogna che puzza di merda e ha la monnezza alta così, non ci voglio stare qui, non mi piace... non ci voglio stare (ride). Vabbè, è durato poco".

services ne soient pas juste des usagers, mais tu peux les impliquer, tu peux parler de politique avec... tu peux leur faire prendre parole sur ce qui se passe autour d'eux. C'était très différent, c'est clair, parce qu'un endroit où tu vis 24h sur 24, où tu dors, et tu vis c'est une chose... *Communia 3*, c'était différent. Au début, pendant très longtemps on n'a pu rien y faire, donc c'était même difficile d'imaginer quel type d'activité politique on aurait pu y mener²¹⁵

En d'autres termes, ce lieu, « qui était vraiment hostile à n'importe quelle activité sociale, à n'importe quelle activité humaine²¹⁶ » (Janis), se transforme jusqu'à pouvoir accueillir, sans les *fastes* de *Communia 2*, les activités que les militant·e·s y voulaient.

Quand Luca arrive à *Communia*, l'ancien garage était occupé et autogéré depuis déjà 4 ans. Il n'a pas connu *Communia 2*, donc il était moins choqué que les militant·e·s plus âgé·e·s par ce lieu, « qui bien qu'il soit décadent a quand même son charme²¹⁷ ». Même pour lui ce lieu n'était et n'est toujours pas « l'endroit le plus beau sur terre²¹⁸ », avec cette « odeur de rat et de mort²¹⁹ » qu'y règne souvent. Ce qui a vraiment marqué le début de son expérience militante était surtout les personnes rencontrées. En ayant commencé sa militance au collectif féministe-LGBTQI de *Communia*, « *Degender* », c'est cet espace social qu'il a connu en premier. S'il n'a pas réussi dès tout de suite à y intervenir, car « à l'époque [il] était beaucoup plus fermé et timide²²⁰ », il a senti que *Degender* étant animé par des « camarades qui ont fait des cours féministes ou qui traitent des thématiques LGBTQI (...) il y a quand même une construction différente (...) de l'assemblée²²¹ », qui fait ne jamais se sentir hors place, ni sous pression. En d'autres termes, à *Degender* il a trouvé une « dynamique assemblée collective qui te fait sentir à l'aise²²² ». Cet environnement bienveillant et accueillant a été un stimulus important pour confirmer son choix et s'engager.

4.6.4. Les faits saillants des motivations : bilan

Pour les personnes à l'origine de l'occupation d'un LSCA, les collectifs qui précèdent la fondation du lieu autogéré stricto sensu se caractérisent le plus souvent par la nécessité d'avoir un groupe soudé, motivé par la prise de risque et non inquiet de la masse de travail qu'une telle action implique. Cependant, si cela est vrai pour le FP, le VG, CO et *La Strada*

²¹⁵ “*Era sempre Communia, per cui il progetto era sempre dare dei servizi che non ci sono, facendo in modo che le persone che attraversano questo posto e che usufruiscono i questi servizi non sono solamente utenti ma poi effettivamente li puoi coinvolgere, puoi parlarci di politica, cercare di... non so, fargli prendere un po' parola per quel che succede intorno a loro... era molto diverso perché un posto in cui ci stai 24 ore su 24, ci dormi ci vivi e una cosa. Communia 3 era un po' diverso. All'inizio, per un sacco di tempo, non ci abbiamo potuto fare nulla, per cui era pure difficile immaginarsi che tipo di attività politica potevamo farci li dentro*”.

²¹⁶ “*(...) era proprio un posto ostile a qualsiasi attività sociale, a qualsiasi attività umana!*”

²¹⁷ “*(...) per quanto può essere decadente comunque ha il suo fascino*”.

²¹⁸ “*(...) non è il posto più bello della Terra*”.

²¹⁹ “*Odore di topo e di morte*”.

²²⁰ “*(...) ero un botto più chiuso e più timido*”.

²²¹ “*(...) con compagne che hanno fatto corsi femministi o comunque trattando tematiche LGBTQI che mi riguardano in primo piano c'è comunque pure una costruzione diversa secondo me dell'assemblea*”.

²²² “*(...) una dinamica assembleare collettiva ti fa sentire a proprio agio*”.

(LS, le premier espace autogéré occupé par Giovanni, CR), les exemples de CR et de CS amènent à nuancer.

Les personnes rencontrées dans les LSCA importent. En ce qui concerne C2 et CR, c'est avant tout l'hétérogénéité de leurs militant·e·s et usager·ère·s qui a été mise en avant (que ce soit en termes d'âge, de provenance sociale ou encore de style vestimentaire). Pour utiliser les mots de Gina (ex-FP, CR), la « biodiversité » de CR, est un élément qui l'a particulièrement frappée, comparée au LSCA où elle était militante 10 ans avant, FP, où elle trouvait que toutes les personnes — malgré des âges différents — partageaient le même style (tatouages, piercings, mêmes styles d'habits, etc.). Reste que, pour FP, les avis divergent. Si Gina trouvait ce lieu trop uniforme socialement, pour Lorenzo (FP), les militant·e·s y sont hétérogènes. Quoi qu'il en soit, cette question de l'hétérogénéité est un enjeu important, car elle est perçue comme un signe de réussite de la volonté de rendre ces lieux perméables au quartier. Concernant VG, cet aspect n'a pas été mis en avant par les activistes arrivées dans ce lieu dans les dernières années, alors que le caractère multiculturel et multiethnique qui caractérisait ce lieu autogéré dans ses phases précédentes est l'aspect qui a le plus impressionné positivement Fabio (VG) quand il est arrivé dans ce LSCA au début des années 2000. Le cas de *Communia* est particulier, car ce lieu est principalement à vocation étudiante (même s'il accueille également des personnes migrantes).

Une ambiance accueillante du lieu est également essentielle. Sur ce point, l'ensemble des enquêt·e·s de C2, CR et VG confirment que leur LSCA y correspond, même si cela ne signifie pas qu'entrer leur collectif respectif a été aisé, car d'autres facteurs — comme l'identité perçue ou le caractère — entrent aussi en jeu (p. ex. dans le cas de Francesco, C2). Le bilan est plus mitigé pour FP et CO. Les enquêt·e·s de ces deux LSCA se sont senti·e·s à l'aise et bien accueilli·e·s seulement dans les sous-groupes où ils ont commencé leur militance. Toujours pour FP, la moitié des enquêt·e·s considèrent que plusieurs militant·e·s donnent l'impression d'être fermés aux nouveaux·elles venu·e·s, et se rappellent leur première assemblée plénière comme d'un moment très dur à vivre. Concernant CO, Luca (CO) relate des mêmes difficultés, considérant de plus un manque de background féministe chez certain·e·s militant·e·s, qui faciliterait les échanges, et de problèmes liés à un collectif composé par un nombre de personnes important.

Les « services » offerts par les LSCA contribuent évidemment aux raisons d'y devenir activiste. Pour FP, c'est la socialité désinhibée et la place de premier plan accordé à l'art — et notamment à la musique — qui a été mise en avant ; pour VG, c'est l'orientation peu politisée et très axée sur la possibilité de fournir des espaces de travail que l'ensemble des enquêt·e·s ont souligné ; pour CR et C2, c'est la volonté de mettre en place des activités pour et avec le quartier et le territoire avoisinants qui ont été signalées comme déterminantes ; enfin, pour CO, c'est le fait que ce lieu offre la possibilité d'*enfin* faire de la politique (à l'occurrence étudiante, féministe et LGBTQI, mais pas exclusivement) que les enquêt·e·s ont fortement appréciée.

Enfin, les qualités spatiales et architecturales de l'espace matériel ainsi que le cadre paysager ou urbain dans lequel se trouve le LSCA sont mis en avant par des enquêt·e·s de plusieurs lieux autogérés. Que certains des LSCA étudiés se trouvent dans des espaces verts accentue cette appréciation. *Casale Alba 2* se trouve dans un grand parc et celui-ci est considéré comme partie intégrante de l'activité militante et de gestion de ce lieu, et ce pour l'ensemble

des personnes ayant rejoint C2, que ce soit après ou avant l'occupation. Le cas de *Casetta Rossa* est similaire. Les militant·e·s prennent soin de la gestion et de la manutention du petit parc dans lequel CR est située. Dans le cas de *Forte Prenestino* et *Villaggio Globale* — respectivement une ancienne forteresse militaire et d'anciens abattoirs, les deux du XIXe siècle — les qualités et les dimensions de leurs imposantes architectures sont ce qui est le plus mis en avant. Cependant, pour eux, des aspects négatifs sont aussi soulignés, dont leur état parfois délabré, ainsi que, dans le cas du FP, son humidité et son « microclimat » très froid (Gina, ex-FP, CR). Le cas de *Communia* est différent. L'espace occupé actuellement par ce collectif n'a pas de grandes qualités architecturales ni un emplacement particulièrement agréable (malgré sa centralité), mais ce LSCA compense cela par d'autres aspects et avec le temps les militant·e·s ont réussi à le rendre plus accueillant. Reste qu'il convient d'insister sur l'importance jouée par l'espace matériel dans l'engagement militant au sein de ces lieux.

4.7. Le rôle du quartier où se situe le LSCA

Le rapport entre les activistes et le territoire où se trouve le lieu autogéré joue dans le processus d'engagement. La localisation peut être une entrave au choix de s'engager : même en appréciant le lieu, si celui-ci est trop distant de son propre domicile, cela peut rendre l'engagement compliqué. Quant au fait d'entretenir un rapport affectif particulier avec le quartier en question, il peut contribuer à l'engagement.

Réfléchir à l'importance du quartier où se situe chaque LSCA permet non seulement de comprendre l'influence de la localisation sur les carrières militantes, mais donnera aussi la possibilité de décrypter le rapport que chaque lieu autogéré entretient avec son territoire environnant. En d'autres termes, il convient de se demander si le bassin d'activistes se limite aux personnes résidant à proximité du LSCA ou si, au contraire, il se caractérise par un rayonnement plus vaste. Pour définir plus finement le rayonnement de chaque lieu, les données seront croisées avec celles relatives à la centralité et connectivité des LSCA issues du questionnaire (*cf.* chapitre 2).

4.7.1. Proximité et distance

Habiter ou travailler à proximité de son LSCA est d'importance pour comprendre pourquoi le choix porte sur tel ou tel lieu autogéré. La distance entre le domicile des militant·e·s et le LSCA est également à prendre en compte pour comprendre le rayonnement de ces lieux (p. ex. si un lieu a une vocation locale ou plus large). Nous verrons, pour chaque LSCA, s'il est proche du domicile, du lieu de travail ou d'étude des enquêté·e·s interviewé·e·s, en croisant ces données avec celles issues des questionnaires.

Un seul lieu se révèle avoir un enracinement presque exclusivement local : *Casale Alba* 2. En effet, sur les 6 personnes interviewées, 3 vivent juste à côté de C2, alors que les trois autres ont toujours vécu dans les quartiers limitrophes (à maximum 5 km de distance, soit peu selon les standards romains). Un des enquêté·e·s a même déménagé pour être plus proche de son LSCA (il était celui qui habitait le plus loin), ce qui a radicalement changé son rapport à ce lieu. Par la suite, il a été contraint à déménager à plus de 15 km de C2, ce qui est source de stress pour son activité militante. Plusieurs enquêté·e·s, mettent en avant l'importance de cette proximité (Alessio, Michel, Cinzia), sans laquelle ils·elles n'auraient pas pu fréquenter autant

ce LSCA, notamment quand, comme dans le cas de Michel, les contraintes familiales et le fait de ne pas avoir de voiture ou scooter, restreignent fortement les possibilités de mouvement. Les données relatives au questionnaire confirment l'enracinement local de ce LSCA : sur les 5 ayant répondu, 3 vivent dans le quartier et 2 dans les quartiers limitrophes. Cela n'est guère étonnant, car il s'agit d'un quartier résidentiel, dans lequel il n'y pas beaucoup de raisons pour s'y rendre, si l'on n'habite pas en proximité. Cependant, le grand parc urbain dans lequel se situe C2 attire également les habitant·e·s des quartiers environnants. Les données relatives à la centralité et connectivité de ce lieu (*cf.* chapitre 2) confirment cet enracinement, même si le travail de réseautage opéré dans ces dernières années a fait en sorte que ce lieu soit de plus en plus connecté aux réseaux militants romains. Au vu du contexte géographique où se trouve ce LSCA et du type de rayonnement qui semble le caractériser, il n'est pas étonnant que ses militant·e·s résident dans la plupart des cas dans le même territoire.

Le deuxième lieu qui se caractérise — avec toutefois moins d'intensité — par un enracinement local est *Villaggio Globale*. L'ensemble des personnes interviewées vivent dans les quartiers limitrophes, et la seule personne ayant répondu au questionnaire vit dans le quartier même où se trouve ce LSCA. L'importance de la proximité à ce lieu a été mise en avant par Oda comme une des raisons qui l'ont poussée à demander de pouvoir installer son atelier de peinture dans cet espace. Ce lieu, qui était auparavant un des plus célèbres de Rome, apparaît toutefois aujourd'hui bien plus à l'écart (*cf.* chapitre 2) et moins connecté que les autres LSCA sélectionnés.

En ce qui concerne *Forte Prenestino*, il y a une forte présence d'activistes qui vivent dans le quartier ou qui ont un lien important avec ce dernier. C'est le cas de Gianni (ex-FP), un des fondateurs de ce LSCA, qui malgré différents déménagements est toujours resté très attaché à *Centocelle*, quartier du FP où il a grandi. Ivan, originaire de Naples, vit aujourd'hui dans le FP même et avant habitait dans des quartiers limitrophes. Gina (ex-FP, CR), à l'époque où elle était militante au FP, a changé plusieurs fois de quartier, mais elle vivait relativement près de celui-ci. Lorenzo a vécu dès son enfance dans un quartier relativement proche (5-6 km), et après nombreux déménagement, a emménagé dans un quartier adjacent. Marina est celle qui a longtemps habité le plus loin, dans un quartier situé à presque 20 km du FP. Cela n'a pourtant pas été un frein à sa fréquentation de ce LSCA, même si aujourd'hui le fait d'avoir déménagé dans un quartier limitrophe a facilité la tâche. Trois des quatre activistes ayant répondu au questionnaire vivent aussi à *Centocelle* et un·e dans un quartier limitrophe. Le quartier de *Centocelle*, historiquement périphérique et populaire, mais bien connecté, devient aujourd'hui de plus en plus connu pour ses restaurants et bars et attire ainsi des personnes d'autres quartiers de la ville. FP est le LSCA le plus fréquenté de Rome par les activistes des autres lieux et également un des plus connectés en ce qui concerne les collaborations. Selon Gianni, la présence du FP pousserait même certaines personnes à déménager dans le quartier :

Le FP était né avec l'idée d'ouvrir cet espace au quartier et pour le quartier. Après, le fait qu'il soit si grand a attiré plein de gens de beaucoup d'endroits différents, et il a pris une connotation métropolitaine avant tout. Nombre des occupants du FP, toujours aujourd'hui, ne sont pas originaires de *Centocelle*, mais y ont déménagé. Au FP, il y avait des occupants qui

venaient chaque jour depuis *Ostiense, Garbatella...*²²³

Dans le cas de *Cassetta Rossa*, seul son fondateur, Giovanni, est originaire du quartier et y a — presque — toujours vécu, même si l'augmentation des prix l'a récemment contraint à déménager dans un quartier voisin. Si le nombre réduit de personnes interviewées et de répondants au questionnaire rend moins aisé de poser des hypothèses pour ce LSCA, la tendance qui émerge de l'analyse des lieux de résidence des activistes de CR est celle d'une relative variété, couplée à un certain enracinement local. En effet, d'un côté, une des personnes interviewées, Silvia, vit toujours dans sa commune d'origine, situé à plus de 25 km ; de l'autre, Gina, qui a habité plusieurs quartiers de Rome, vit aujourd'hui (et au moment de son engagement) dans un quartier limitrophe. Avoir vécu dans le quartier même de CR — qu'elle a profondément apprécié — est une des raisons qui lui ont permis de connaître ce LSCA et fréquenter CR bien avant son intégration. Le quartier de CR est assez central, à proximité de la troisième grande université publique de Rome et se situe dans une zone de plus en plus populaire pour son offre culturelle, gastronomique et pour sa vie nocturne.

Enfin, *Communia* est le LSCA le moins marqué par un fort ancrage territorial de ses militant·e·s. Dans le cas de CO, deux des activistes interviewées ont vécu dans le quartier de CO quand elles y étaient militant·e·s, alors que les autres vivent ou ont toujours vécu dans des quartiers — relativement — éloignés. Cependant, presque tou·te·s les activistes fréquentaient *San Lorenzo*, car il s'agit d'un quartier central, bien connecté et surtout très marqué comme étant le quartier étudiant de Rome, un des plus connus quartiers *rouges* (de gauche) et pour son rôle de pôle majeur de la vie nocturne romaine — notamment celle plus alternative. Ce n'est pas donc pas un hasard que la plupart des personnes interviewées étudient ou ont étudié à l'université *La Sapienza*, située à quelques centaines de mètres. D'ailleurs, bien qu'aucune des personnes interviewé·e·s soit originaire du quartier de *San Lorenzo* (selon l'ethnographie, cela tend à être généralisé dans ce LSCA), nombre de ses activistes ont vécu ou vivent près ou dans les quartiers limitrophes à cause de la proximité avec l'université.

4.7.2. Le rapport au lieu et au quartier : entre attachement et appartenance

Nous cernerons quel type de rapport les personnes interviewées entretiennent avec le quartier de leur LSCA, et notamment si, et dans quels cas, l'on peut parler « d'attachement au lieu » ou de « sentiment d'appartenance au lieu » (Guérin-Pace, 2007). Par le premier, on entend une « relation affective » avec un lieu qui « *se traduit par un sentiment de bien-être en ce lieu et a contrario un sentiment de perte si on est obligé de le quitter* » (Guérin-Pace, 2007, p. 155), alors que l'appartenance est plutôt à entendre comme « *une manifestation de l'identité spatiale qui se traduit par un sentiment d'inscription spatiale sur un territoire* » (p. 151). Il s'agira donc d'analyser les profils étudiés à la lumière de cette double manière d'appréhender le rapport au quartier et à la localisation du lieu autogéré. Les liens entre mobilisations politiques et sentiments d'appartenance et attachement spatial ont été d'ailleurs démontrés dans la littérature

²²³ “Il Forte era nato con l'idea di aprire questo posto al quartiere per il quartiere e poi dopo il fatto che è così grande, ha attratto così tanta gente da tutte le parti che di fatto ha preso una connotazione cittadina innanzitutto. Tantissimi degli occupanti del Forte, ancora adesso, adesso poi sono venuti ad abitare molti a Centocelle, ma non erano di Centocelle. Il forte aveva occupanti che ogni giorno venivano che ne so, da Ostiense, da Garbatella...”.

(Caro, 2020).

En ce qui concerne le sentiment d'attachement au lieu relatif aux quartiers où se situent les LSCA, certain·e·s activistes ont un rapport affectif fort avec ceux-ci, notamment lorsque qu'ils étaient aussi ceux de leur enfance. Trois activistes se retrouvent dans cette situation : Gianni (ex-FP), Giovanni (CR) et Lello (ex-C2). Les trois sont très attachés au quartier, et pour eux, le fait d'occuper les respectifs LSCA est indissociable de leur sentiment d'attachement au quartier et, dans certains cas, à l'espace matériel même du lieu autogéré.

Gianni, a déménagé à l'âge de 5 ans dans le quartier de *Centocelle*, où se trouve le *Forte Prenestino*. Bien qu'il ait vécu dans d'autres quartiers — et un an en France, dans l'illégalité — « [il n'a] jamais coupé les liens avec *Centocelle*, car toutes [ses] choses étaient ici, tous [ses] amis, [ses] ami·e·s. Tous [ses] intérêts sont ici, donc même quand [il] vivai[t] hors de *Centocelle* [il] le fréquentai[t]. C'est ici [qu'il] a grandi²²⁴ ».

L'admiration et l'attachement profond qu'il porte à *son* quartier émergent avec force quand, lors de l'entretien, il en décrit les traits rebelles et dissidents (même par rapport aux autres groupes révolutionnaires) qui depuis des décennies caractérisent ce territoire :

[Dans la section locale de l'organisation d'extrême gauche *Lotta Continua*] on était déjà différents à l'époque. En réalité on a toujours été différents, parce que *Centocelle* n'a jamais été assimilé dans grandes organisations d'extrême gauche, ça a toujours été un *melting pot* de situations différentes. Par exemple, à *Centocelle* il n'y a jamais eu [l'organisation d'extrême gauche] *Autonomia Operaia*, ce qui était impossible à Rome, parce qu'ils étaient partout. C'était la force la plus forte, sans doute. Donc *Centocelle* a toujours été un laboratoire. Et il a toujours été considéré comme un laboratoire politique et social, aussi pour son histoire. Une histoire de Résistance, [c'est un quartier qui, à la suite de la 2e guerre mondiale, a reçu la] médaille d'or à la Résistance. C'était un repaire de partisans... mais pas seulement. Il n'y avait pas juste les GAP [les Groupes d'Action Patriotique, groupes de résistants contre le nazi-fascisme sous l'égide du Parti communiste Italien], mais aussi de *Bandiera Rossa*, une organisation d'extrême gauche qui était en dehors du CNL [le Comité National de Libération]. Cette organisation avait 300 membres à *Centocelle*. Les GAP eux ils avaient aussi 300 membres... ils étaient pairs. Bref, il y avait une présence très politisée. C'est donc aussi son histoire qui a toujours déterminé cette effervescence politique et culturelle²²⁵.

Au sein de ce quartier auquel Gianni est fortement attaché, la forteresse du FP

²²⁴ “Non ho mai rotto il filo con *Centocelle* perché tutte le mie cose erano qui, tutti i miei amici, le mie amiche, cioè tutti i miei interessi sono qui; quindi, anche quando abitavo fuori da 100c io frequentavo 100c, quindi...ci sono cresciuto”.

²²⁵ “Eravamo già diversi allora comunque. Cioè diversi lo siamo sempre stati, perché 100celle non è stata mai assimilata alle grandi organizzazioni dell'estrema sinistra, è stata sempre un *melting pot* di situazioni diverse. Per esempio, a *Centocelle* non c'è mai stata l'autonomia operaia, cosa che a Roma era impossibile, perché era da tutte le parti. Erano la forza più forte, assolutamente. Quindi questa cosa è sempre stata una cosa...un laboratorio 100 celle è stato sempre. Ma anche considerato sempre un laboratorio politico e sociale. Anche perché per la sua storia, storia di Resistenza, medaglia d'oro alla resistenza, era un covo di partigiani... ma non solo di partigiani, era un covo non solo dei GAP ma di *Bandiera Rossa*, che l'organizzazione di estrema sinistra che era fuori dal CNL e a *Centocelle* contava 300 aderenti. 300! I Gap erano 300, erano pari... insomma voglio dire, una presenza molto politicizzate. Quindi ha una storia molto...che ha determinato sempre questa effervescenza politica e culturale”.

représentait — avant son occupation — un vide, une coupure à l'intérieur du territoire. Le fait de le « prendre » était donc une façon de restituer à *Centocelle*, à ses habitant·e·s, un fragment qui avait été, injustement, soustrait « à l'usage public ²²⁶ ». L'acte d'amour que représentent pour Gianni l'occupation et l'autogestion de ce LSCA est ainsi également à envisager comme un acte d'amour pour son quartier.

Si l'on est face à une forme d'attachement au lieu dans le cas du rapport entre Gianni et *Centocelle*, car celui-ci désigne « un phénomène complexe qui souligne un lien affectif positif entre des individus et des lieux familiers » (Sebastien, 2016, p. 24), il est moins aisé de déterminer si on peut également y voir une forme d'appartenance, soit une « forme d'identité spatiale qui se traduit par un sentiment d'inscription spatiale sur un territoire » (Guérin-Pace, 2007, p. 151). Cependant, certains éléments amènent à considérer que cet attachement à *Centocelle* « implique un lien fort au lieu jusqu'à ce qu'il devienne partie de l'identité de l'individu » (Sebastien, 2016, p. 24). L'opération de restitution évoquée requiert une forme de légitimité, que seul un ancrage territorial fort peut donner. En d'autres termes, il serait difficile de croire que les militant·e·s de l'époque auraient pu revendiquer et afficher une telle légitimité à occuper ce grand morceau du territoire de *Centocelle* sans se sentir légitimé·e·s à le faire par une forme d'appartenance au lieu. Dans le cas de Gianni, fortement attaché au quartier et au lieu en question, cette occupation est la réalisation d'un rêve ancien : la reprise d'un espace qu'il fréquentait *en cachette* avec ses ami·e·s d'enfance. On peut donc faire l'hypothèse que pour lui et pour les autres personnes ayant grandi dans ce quartier, « l'attachement se mue en cause d'engagement et devient un vecteur de mobilisation parce qu'il permet “le développement d'une identité spatiale collective et un engagement politique en faveur du lieu aimé” (Sebastien, 2016, p. 23) » (Caro, 2020, p. 2). C'est à partir d'une condition commune — celle de militant·e·s du quartier ayant souffert durant les années de la répression — qui se forge cette envie collective de « récupérer nos espaces et remettre en marche une nouvelle vie ²²⁷ » (Gianni) par l'occupation et l'autogestion d'un espace important — et abandonné — de leur territoire.

D'après les données issues des entretiens, l'attachement de Giovanni (CR) au quartier où il a grandi, *Garbatella*, semble prendre avant tout la forme d'un attachement social. La distinction entre attachement social (ou « attachement à la communauté ») et attachement au lieu n'est pourtant pas toujours très claire (Sebastien, 2016). En effet, dans la littérature, « [l]'attachement se manifeste d'abord par des liens locaux sociaux qui par extension touchent ensuite le territoire [ce qui] a conduit à confondre attachement au lieu et attachement à la communauté, la réelle distinction entre le social et le spatiale étant rarement établie dans la littérature » (Sebastien, 2016, p. 25). Mon hypothèse est que cet attachement à une communauté, s'il est situé dans un territoire spécifique, se superpose à un attachement plus spécifiquement spatial. Cela ne signifie pas pourtant qu'il n'existent pas « un attachement au lieu (...) en relation directe avec les entités physiques inhérentes à ce lieu » (Sebastien, 2016, p. 25), mais que l'on peut déduire, à partir des liens avant tout interpersonnels et humains, les bases d'un sentiment d'un attachement au lieu. Cela notamment parce que ce qui fait un « lieu »,

²²⁶ “(...) di restituire il Forte al quartiere, all'utilizzo pubblico”.

²²⁷ “(...) riprenderci i nostri spazi e di rimettere in moto una nuova vita”.

est qu'il s'agit d'un espace qui est approprié, créé par des représentations, densifié par des relations sociales, mis en discours, etc. (Debarbieux, 1995 ; Monnet, 1998 ; Tuan, 1979). Ainsi, les forts liens que Giovanni entretient toujours avec ses ami·e·s d'enfance, qui l'accompagneront après à l'école, à l'université et dans ses expériences militantes, sont inséparables du quartier où ces amitiés se sont développées. Quand, lors de l'entretien, je lui demande s'il n'a jamais été tenté de rentrer dans un des LSCA qu'il fréquentait à l'adolescence, il me répond comme suit :

Non. Et non parce que je ne partageais pas [ce qu'ils·elles faisaient], mais parce que (...) j'ai une limite, qui est celle de m'attacher beaucoup, presque à niveau de bande, aux personnes. Donc le groupe dont j'ai toujours fait partie, le groupe originaire, est né à l'école, va après ensemble à l'université, va au [Centre social] *La Strada*, et une partie arrive même jusqu'ici [à CR]. Après chaque passage il y a des parties qui se sont éparpillées en Amérique, en Angleterre, en France, partout. Mais après on se retrouve toujours. Et une partie est encore ici et c'est donc avec ce groupe que j'ai toujours imaginé quoi faire. Je n'ai jamais pensé d'aller tout seul ailleurs, dans un autre LSCA.²²⁸

Cet esprit de groupe est indissociablement lié au quartier où ces amitiés se sont formées et ont évolué. Ce n'est pas un hasard que, quand Giovanni et ses ami·e·s de la « bande » seront à l'université, ils penseront revenir dans le quartier pour occuper leur premier LSCA. Tout simplement, c'était pour eux ce territoire qu'il fallait investir, *Garbatella* était et est toujours leur quartier.

Dans le cas de Lello, il n'a jamais déménagé du quartier où se trouve *Casale Alba 2 (Rebibbia)*. Malgré ses multiples engagements pour la sauvegarde de ce territoire, que ce soit avec le comité où il était actif avant de rentrer à C2 ou avec ce dernier, il a également été actif dans d'autres quartiers. D'ailleurs, les entretiens montrent un attachement au quartier certes, mais bien moins affiché que dans les deux cas précédents.

D'autres personnes, bien qu'elles n'aient pas grandi dans le quartier de leur LSCA, font part de son importance dans leur choix de s'y engager. Ainsi, pour l'ensemble des militan·te·s de Communia, occuper un lieu dans le quartier étudiant de *San Lorenzo* — que toutes et tous fréquentaient depuis avant l'occupation — est apparu comme un choix naturel. Cette fréquentation assidue a provoqué un lien affectif avec ce territoire qui, même s'il n'est pas comparable à celui des habitants historiques comme Gianni ou Giovanni, a contribué à faire de l'idée de s'activer dans et pour ce territoire une stratégie souhaitable. Dans le cas de *Casetta Rossa*, les deux militantes qui ne sont pas originaires de *Garbatella* ont dit que leur appréciation de ce territoire a contribué à leur choix de s'engager dans ce LSCA. Ainsi, Gina a vécu pendant quatre ans à *Garbatella*, « un endroit fantastique [où] le seul bruit que tu entendais c'était la

²²⁸ “No. No perché non condividessi ma perché io ho un mio modo... cioè un limite mio è quello di legarmi molto, quasi al livello di banda, alle persone per cui fundamentalmente, diciamo il gruppo in cui sono sempre stato, il gruppo proprio originario, nasce a scuola, va all'università, va alla strada e arriva qui pure un pezzo. poi in ogni passaggio dei pezzetti sono finiti in America, Inghilterra, in Franchia, ovunque... però poi ancora ci si ritrova e tutto quanto. però un pezzetto sta ancora qua e quindi è stato con quel gruppetto che ho sempre immaginato cosa fare. non ho mai pensato vado io in solitaria in un altro posto, in un altro spazio...”

fontaine et les hurlements des supporters de l'AS Roma le dimanche après-midi²²⁹ ». Si maintenant elle n'en habite pas très loin, elle garde un souvenir nostalgique de son séjour dans le quartier, que, d'une certaine manière, la militance à CR lui permet de revivre en partie. Silvia, de son côté, a commencé à connaître le quartier grâce au service civil qu'elle faisait dans une association voisine de CR. Depuis elle est « tombée amoureuse (*mi sono innamorata*) » de ce LSCA et de son quartier, ce qui l'a amené à s'y engager jusqu'à se sentir véritablement « adoptée par *Garbatella* et par *Casetta Rossa*²³⁰ ».

Si les militant·e·s de *Villaggio Globale* mettent moins en avant cet attachement au quartier, ceux et celles de *Casale Alba 2*, pour la plupart originaires des quartiers avoisinants, montrent un fort lien affectif avec le parc où se trouve ce LSCA. D'autres militant·e·s, comme Cinzia ou Aldo par exemple, n'ont pas grandi dans le quartier, mais y ont vécu pendant longtemps, avec un attachement très fort au parc de C2 (Cinzia, 30 ans avant l'occupation de C2, s'était même déjà battue pour la sauvegarde du parc en s'attachant aux arbres avec d'autres activistes), mais aussi à la communauté du quartier (comme en témoignent les multiples engagements locaux de ces deux activistes).

De fait, l'attachement au quartier apparaît comme un des facteurs pouvant expliquer le choix de s'engager dans un LSCA. Cependant, dans certains cas, l'on peut se demander si l'attachement au quartier ne serait pas aussi, voire plutôt, une *conséquence* de l'engagement dans un LSCA plutôt que l'inverse. Cette question, qui relève donc principalement des conséquences du militantisme sera abordée ultérieurement dans la « séquence continuer ».

4.7.3. Le rôle du quartier où se situe le LSCA : bilan

Comparer les lieux de résidences des activistes de chaque LSCA étudié nous a permis de traiter du rayonnement de chaque lieu autogéré. C2 apparaît comme un lieu autogéré avec un fort enracinement local. Ses activistes vivent ou proviennent souvent du quartier où se situe le LSCA ou des quartiers environnants. Les lieux de résidence des activistes d'autres LSCA cependant, comme le FP, CR ou CO, sont plus éparpillés sur le territoire métropolitain, mais ces LSCA se caractérisent par une bonne connexion aux axes de transports et, dans le cas de *Communia* notamment, par la proximité avec l'université. Que ce lieu se situe à *San Lorenzo*, quartier étudiant par excellence de Rome, est fondamental pour comprendre pourquoi des personnes résidentes parfois très loin de ce lieu se sont trouvées à y militer. Dans le cas de VG, la proximité relative entre le domicile de Oda et Gabriella et ce LSCA, est aussi un facteur ayant contribué au choix de s'y engager qui a été mis en avant.

Cependant, la proximité au domicile ou au lieu de travail et d'étude ne suffit pas pour expliquer le rôle joué par la localisation dans le choix de s'engager. Ainsi, la question de l'attachement au lieu, voire de l'appartenance au lieu (Guérin-Pace, 2007), est aussi importante pour comprendre pourquoi le choix de s'engager ou d'occuper un LSCA s'est fait

²²⁹ "(...) un posto fantastico. sì, l'unico rumore che sentivi era la fontanella e gli urli dei romanisti la domenica pomeriggio".

²³⁰ "Diciamo che sono stata adottata da Garbatella e da CR da 2 anni e mezzo".

spécifiquement sur les espaces matériels en question. Cet attachement apparaît avec force dans les récits des personnes ayant grandi dans les quartiers en question, mais il apparaît, de manière plus diluée, chez les personnes ayant habité — même temporairement — dans ces territoires ou qui encore se sont trouvées à les fréquenter pour différentes raisons.

L'attachement semble parfois se concentrer plutôt sur un des *objets* qui composent le territoire — p. ex. le parc où est situé C2. Cela fait écho au constat de Sebastien (2016), selon lequel ce sont souvent des entités particulières qui suscitent des émotions, notamment s'il s'agit d'éléments naturels. Reste que sans cet attachement, ces personnes n'auraient peut-être pas investi ces lieux et l'on ne peut exclure qu'elles se seraient tournées vers d'autres types d'engagements, voire qu'elles n'auraient pas du tout milité. La question de savoir si le militantisme dans un LSCA peut stimuler une forme d'attachement au lieu et plus généralement au territoire quand celui-ci n'était pas présent au départ reste ouverte et sera abordée plus tard.

4.8. Tentative de proposer une typologie des parcours militants

L'analyse nous a montré la grande hétérogénéité des parcours qui amènent à devenir militant·e d'un lieu autogéré. Pourtant, afin de simplifier et de rendre immédiatement assimilables les traits plus caractéristiques des trajectoires des activistes des LSCA, il est souhaitable de proposer des profils idéal-typiques, malgré leur caractère inévitablement sommaire et non exhaustif. 4 militant·e·s idéal-typiques peuvent faciliter la compréhension de mon propos.

Si chaque profil varie selon différents facteurs, il y a un élément transversal : d'une manière ou d'une autre, l'ensemble des activistes s'est senti, à un moment ou l'autre, *hors norme*. Que ce soit en raison d'un caractère introverti, voire sombre, d'une orientation sexuelle différente, des goûts musicaux à contrecourant, d'un intérêt précoce pour les questions politiques, etc., quasiment tou·te·s se sentaient d'une certaine manière différent·e·s de la majorité de leurs pairs. La seule exception concerne certain·e·s des activistes plus âgé·e·s et plus particulièrement Gianni (ex-FP) et Giovanni (CR), qui décrivent un contexte où se politiser venait presque de soi. Pourtant, ce regard sur le passé est, d'une certaine manière, biaisé. En effet, l'altérité qui caractérise l'ensemble des enquêté·e·s peut être de nature individuelle (un·e contre tou·te·s) ou collective (faire partie d'un groupe *alternatif* par rapport à une norme générale). Le cas décrit par ces deux activistes relève plutôt d'une altérité collective : le groupe de personnes s'étant politisé avec elles·eux était important, mais il est illusoire de croire qu'il ne s'agissait pas d'une exception par rapport à la norme dominante, même dans les années les plus mouvementées d'un point de vue politique.

Dans les profils idéal-typiques, le nom revêt un rôle fondamental. L'intitulé de chaque profil permet de saisir les aspects saillants que l'on souhaite mettre en exergue dans chaque parcours. Il condense le contenu, mais pas seulement : il pose une hiérarchie parmi les multiples messages que l'on souhaite transmettre par les profils. Mais à l'instar des profils — et même plus — l'intitulé est une réduction, une simplification. Choisir un intitulé plutôt qu'un autre signifie — par souci d'immédiateté — occulter des aspects qui peuvent être tout autant importants.

4.8.1. Les militant·e·s infatigables

Le premier profil idéal-typique décrit ces activistes qui ne sont jamais resté·e·s bras croisés. Dès son premier engagement — souvent à l'adolescence — le·a militant·e infatigable n'a presque jamais lâché prise.

Le·a militant·e infatigable s'est politisé·e très jeune, suivant les traces de ses parents, pour s'y opposer ou sous l'impulsion d'autres expériences ou personnes (p. ex. le scoutisme, un·e enseignant·e particulièrement politisé·e, un lycée très actif, etc.).

Le type d'engagements que ce personnage entreprend change selon le contexte — familial, social, historique ou géographique. Si, pour toutes les personnes ayant inspiré ce profil, le lycée apparaît comme le lieu et l'époque privilégiés de leurs premiers engagements, ceux-ci peuvent prendre des formes différentes. Par exemple, Alfonso (ex-VG), qui a passé son adolescence dans une région du sud d'Italie dans les premières années 1960, s'approchera tout d'abord de l'organisation catholique et antifasciste où son père était militant, faute d'alternatives concrètes, avant d'entrer dans un groupe maoïste lors de ses études universitaires à Rome. Gianni (ex-FP), plus jeune de dix ans, se revendiquant communiste dès ses 9-10 ans, s'engagera pour la première fois à *Lotta Continua*, une organisation d'extrême gauche (opéraïste) qui émergeait avec force dans son quartier, *Centocelle* — quartier populaire, de gauche et « hérétique (*eretico*) » de Rome — dans les années 1970. Silvia (CR), se mobilisera dans les mouvements étudiants lors du lycée, tout en continuant à se dédier, comme ses parents, au volontariat social (p. ex. en faisant la clown dans les hôpitaux pédiatriques).

Ces premiers engagements forment et structurent l'identité même du/de la militant·e infatigable, qui à chaque étape successive de son existence n'envisage pas de renoncer à la militance.

Les typologies d'engagements qui se succèdent sont aussi variables (maoïsme, associationnisme, mouvements universitaires, syndicats, syndicats étudiants). Ce qui rassemble toutes les personnes ayant inspiré ces profils, est que — avec des modalités et des temporalités différentes selon leur âge, social et biographique — toutes arrivent à un moment ou l'autre à fonder ou rejoindre un LSCA. Pour les plus âgé·e·s, le choix d'occuper un espace sera le fruit d'un choix politique ; les plus jeunes y arriveront notamment par l'intermédiaire des mouvements dont ils faisaient partie.

4.8.2. Les jeunes underground

Le·a jeune underground ne s'est presque jamais intéressé·e à la politique, « [il·elle] n'étais[t] pas un[·e] de ces adolescent[·e]·s qui ont lu le Capital », comme dit Lorenzo-FP.

Pourtant, il·elle s'est toujours senti·e différent·e, que ce soit pour ses goûts musicaux, sa passion pour le cannabis, pour son style vestimentaire ou pour quelque chose qu'à l'époque il·elle n'arrivait pas encore à identifier, mais qu'il·elle découvrira rétrospectivement être son orientation sexuelle. Certes, ce sentiment d'altérité n'amène pas automatiquement toutes les personnes qui le ressentent à fréquenter les LSCA — et encore moins à s'y engager. Pourtant, ces lieux ont, bien plus que d'autres espaces militant·e·s, la capacité d'offrir un espace de contreculture et d'attirer des personnes qui n'auraient jamais rejoint un groupe politique. Le·a

jeune underground trouvera propice de rejoindre un LSCA — notamment le FP ou le VG si on considère juste les 5 étudiés dans cette recherche —, pour y mener des activités artistiques et musicales, pour collaborer à la gestion d'espaces dédiés au divertissement (p. ex. le bar d'un LSCA), voire pour trouver refuge avec son fourgon dans une phase mouvementée de sa vie.

Avec le temps et la fréquentation de ces lieux, les jeunes underground ne se sont pas forcément politisé·e·s au sens strict du terme, mais ils·elles ont réussi à se sensibiliser à certaines questions politiques et sociales, à développer un regard critique. Parfois, ils·elles se rendent aux manifestations avec leurs camarades, refusent des travaux dans des multinationales ou, même, se renseignent sur les nouvelles mobilisations en cours. Pourtant, l'adhésion aux valeurs prônés par leur LSCA reste souvent superficielle d'un point de vue intellectuel, mais sincère et profonde dans ce qui relève de l'identitaire et de l'émotionnel. Avec le temps, le LSCA semble réussir à faire trouver un équilibre — professionnel et psychologique — à ces jeunes underground.

4.8.3. Les militant·e·s presque-par-hasard

En suivant le flot, les militant·e·s presque-par-hasard ont participé à de grands mouvements étudiants ou à l'organisation d'activités au sein de la section locale d'un parti de gauche. Cette participation ne découlait pas d'une quelconque conscience politique ou d'un intérêt particulier pour les questions sociales. Dans certains cas, elle pouvait au plus exprimer une vague envie d'être « active pour la société », comme raconte Gina (ex-FP, CR). Dans d'autres cas encore, à l'adolescence, des expériences comme le scoutisme peuvent ouvrir un premier intérêt pour les sorts de la société et la vie en collectivité, mais toujours sans que cela implique de réflexions politiques.

Sorti·e·s du lycée, les militant·e·s presque-par-hasard se retrouvent à fréquenter le monde de l'université. À ce moment, pour des raisons différentes, mais toujours sans intentionnalité, tou·te·s entrent en contact avec le(s) monde(s) militant(s). Que ce soit par l'intermédiaire d'un·e ami·e, en se rendant — attiré·e·s par une affiche — avec des camarades de l'université à l'assemblée d'un collectif universitaire ou, encore, en faisant la connaissance d'un·e étudiant·e très politisée, les militant·e·s presque-par-hasard découvrent un monde qu'ils·elles n'avaient qu'entrevu ou avaient ignoré auparavant.

Petit à petit ces militant·e·s presque-par-hasard font le pas de l'engagement, poussé·e·s par la curiosité et des idées nouvelles. Un contexte propice, par exemple animé par des mouvements sociaux, ou la stupeur face à l'énergie du monde des LSCA quand on vient d'une petite ville du sud, participent évidemment à un tel engouement.

4.8.4. Les militant·e hors-place

Le dernier profil idéal-typique concerne des personnes qui, tout en ayant été caractérisées depuis relativement tôt (p. ex. dès l'adolescence) par un sentiment de révolte, voire une claire envie de lutter, n'ont réussi à s'engager que bien plus tard.

Pourtant, le·a militant·e hors-place a bien essayé de trouver une situation adaptée pour canaliser sa rage ou son désaccord par rapport au monde et à la société. Souvent, c'est le contexte dans lequel ces militant·e·s évoluent qui les a bloqué·e·s. Par exemple, Gabriella (VG) s'est trouvée isolée parmi ses ami·e·s du quartier bourgeois où elle a grandi ; Oda (VG),

détestait l'attitude d'artiste engagé qu'elle retrouvait dans son lycée des beaux-arts ; Rachele (ex-CO), s'est mobilisée dans le seul mouvement présent dans sa terre natale, la Calabre, antimafia et dont elle sera vite déçue ; Michel (C2), tout en ayant des personnes engagées proche de lui, n'a pas trouvé pendant longtemps une situation où il se sentait assez à l'aise.

Parfois, le·a militant·e hors-place fréquente les manifestations en solitaire ou tout simplement se renseigne, lit et étudie les questions politiques. L'occasion de faire le pas vers un véritable engagement arrive après des recherches qui durent parfois des années, de manière quasi inattendue, sans être forcément recherchée : grâce à un *piston* pour un poste dans une ONG ; grâce à un journal communiste reçu dans une manifestation ; grâce à une initiative dans un LSCA avec son dessinateur de BD préféré ; par l'occupation de sa faculté par un groupe disparate d'étudiant·e·s mobilisé·e·s. Les militant·e·s hors-place arrivent enfin à trouver leur place. Pour certain·e·s enquêté·e·s, cela a lieu à 22 ans, pour d'autres à 40. Pourtant, tou·te·s ont ressenti leur engagement comme la fin d'un parcours, comme le couronnement d'un rêve et, en même temps, une nécessité. L'engagement leur a fait enfin trouver leur place, au moins pour un temps.

Retour autoethnographique sur la séquence « commencer »

Tout au long de cette séquence, un personnage me venait toujours à l'esprit sans que son prénom ne soit jamais explicité : moi-même. En raison de mon expérience d'ex-activiste d'un des lieux autogérés étudiés, il aurait été impossible — et non souhaitable — de détacher mon expérience vécue de celles que j'ai récoltées et analysées. Si mon expérience est donc sous-jacente dans l'ensemble du texte, ces encadrés servent à rendre plus aisé au·à la lecteur·trice de me situer par rapport à ma recherche.

La première séquence de ma carrière militante n'a été ni exceptionnelle ni tout à fait banale. Tout en y trouvant des passages que l'on ne retrouve pas forcément chez les autres enquêté·e·s, nombre de ses aspects m'ont permis de confirmer la plausibilité de mon analyse.

Mes parents étaient de gauche, comme leurs parents et grands-parents avant elles-eux. A l'âge à laquelle j'ai « connu » ma mère et mon père, ils n'étaient plus la·le militant·e qu'elle·il avait pu être dans leur jeunesse. Toutefois, les histoires concernant leur période de grand engagement, commencé pour elle-lui autour de la tumultueuse année 1968 (à leurs 17 ans), m'ont profondément marqué, au point de désirer ardemment me transporter en arrière dans le temps. C'est avec mes parents que je me suis rendu à mes premières manifestations, c'est pour mon oncle — candidat d'un parti de gauche à la province — que j'ai distribué des tracts électoraux pour la première fois. C'est dans le parti le plus proche de la sensibilité de ma famille que, au lycée, j'ai eu ma première (et très courte) expérience d'engagement militante.

Les expériences politiques du lycée (la participation passive, mais consciente, au mouvement de l'Onda et la brève militance dans un parti) m'avaient laissé totalement sur ma faim. J'aurais pu alors me considérer parmi les militant·e·s hors place : je n'arrivais pas à trouver des situations qui auraient justifié un engagement sérieux et constant. Arrivé à l'université, les choses ne me semblaient pas plus propices : les ami·e·s étaient « cool », mais le collectif politique de ma faculté ne m'attirait pas plus que celui du lycée. Je me réfugiai donc dans une appartenance théorique à l'extrême gauche et dans mes fantasmes des luttes du passé.

Ce qui a fait bousculer les choses vient du hasard : le garçon avec lequel je me suis mis en couple lors de ma deuxième année d'université était engagé dans le même collectif que Carla, Janis et Rachele, à l'université la Sapienza. Animé par cette passion amoureuse, j'ai suivi ce garçon et ses camarades dans l'occupation de l'université (la mienne et la sienne), manifesté en occupant une autoroute surélevée, échappé aux matraques et aux lacrymos dans les rues du centre... Bref, j'ai goûté au plaisir de la révolte, de lutter collectivement, de ressentir l'émotion de la foule qui se bat, nuit et jour, pour la même cause. J'ai satisfait ma faim. Cette époque m'a permis de connaître un univers : celui des LSCA. Mon quartier n'offrait aucun espace de ce type, et cette découverte m'a permis de me rendre compte que non seulement j'aimais l'activisme, mais aussi que ma ville était bien plus intéressante que l'image que je m'en étais faite.

Les liens noués à cette époque me pousseront par la suite vers Communia. En effet, le collectif universitaire de mon (désormais) ex-copain et de mes nouveaux-elles ami·e·s — duquel je ne faisais partie qu'à moitié — décide d'occuper ce lieu. J'ai alors participé activement à cette expérience, qui était d'autant plus intéressante que je venais de m'installer dans le quartier de San Lorenzo. Les quelques mois d'autogestion de ce château qu'était Communia 2 m'ont profondément marqué, au point de me pousser à réorienter mon parcours de formation de l'architecture vers les sciences humaines.

4.9. Séquence commencer : bilan

Cette première séquence des carrières militantes des activistes des lieux (politico-)socio-culturels autogéré de Rome, nous a permis de comprendre les multiples facteurs qui peuvent — de manière plus ou moins directe — amener au choix de s’engager dans ces lieux.

A. *Empreintes familiales et socialisations prépolitiques*

Tout d’abord, raisonner sur les empreintes familiales nous a permis de défaire certaines images préconstituées concernant l’héritage sociopolitique familial des militant·e·s. Ainsi, seule une petite minorité des enquêté·e·s vient de familles de gauche ou d’ancien·ne·s militant·e·s. La plupart des personnes interviewées viennent en réalité de contextes familiaux qui ne sont pas marqués politiquement et même, dans certains cas, de familles de droite. Ce n’est donc pas uniquement être d’une famille de gauche qui aurait favorisé les parcours militants des enquêté·e·s, par des mécanismes comme « l’imitation » (Fillieule et al., 2019). Au contraire, l’ensemble des familles exercent une influence sur les carrières, que ce soit par le « reniement » (Fillieule et al., 2019) ou encore par la transmission de valeurs qui vont au-delà du clivage gauche-droite et que les enquêté·e·s considèrent, a posteriori, comme fondamentales pour leurs engagements militants successifs.

La réflexion autour des socialisations prépolitiques a été l’occasion de montrer que des expériences non politiques peuvent jouer un rôle « *dans la formation d’un goût pour l’action collective et des savoir-faire nécessaires pour s’y engager durablement* » (Agrikoliansky, 2017, p. 174). Des expériences comme le scoutisme ou la fréquentation de la paroisse peuvent apparaître, aux yeux des activistes, comme des moments précurseurs de leurs engagements successifs. Ne serait-ce que parce que ces expériences les ont poussé·e·s pour la première fois à s’intéresser au sort du monde et du reste de la société ou, parce que ces expériences ont été un apprentissage à la vie en collectif. Les pratiques sportives ou artistiques peuvent également contribuer à orienter les carrières vers l’engagement dans les LSCA. L’esprit de groupe propre aux équipes sportives ou l’offre culturelle, sportive et musicale des lieux autogérés jouent ce rôle pour plusieurs raisons. Elles développent un esprit de groupe (p. ex. dans le cas d’équipes sportives), elles amènent à se rapprocher d’univers artistiques et musicaux marqués par un esprit de rébellion (p. ex. le punk). De plus, que les LSCA offrent de nombreuses possibilités pour pratiquer ou assister à des cours et des manifestations sportives et artistiques amène certaines personnes à fréquenter ces lieux très tôt. Cette fréquentation précoce ne se traduit toutefois pas forcément par une politisation stricto sensu (intérêt pour la politique), mais contribue à se rapprocher de l’univers contreculturel et de ses valeurs. D’autres facteurs interviennent, comme se sentir différent·e des autres (que ce soit pour sa sexualité, son caractère, ses goûts musicaux ou son style), ce qui peut pousser à cultiver un sentiment de rébellion propice à l’engagement. Consommer des substances psychoactives, comme le cannabis, peut aussi encourager certaines personnes à fréquenter les LSCA dès l’adolescence, en raison de la tolérance y relative qui caractérise ces lieux. Enfin, le contexte social et géographique dans lequel les activistes grandissent peut développer un intérêt précoce pour la politique, comme dans le cas d’activistes ayant grandi dans des quartiers ou des régions particulièrement marquées à gauche.

B. Politisation, premières participations à des mobilisations (PPM) et premiers engagements militants (PEM)

Il s'est agi de rendre compte des temporalités et des modalités par lesquelles les activistes ont vécu leur politisation, leurs premières participations à des mobilisations (PPM) ou encore leurs premiers engagements militants (PEM). La première décrit le processus par lequel les futur·e·s militant·e·s ont entamé leur « politisation », à entendre comme l'émergence d'une sensibilité et d'un intérêt pour la politique, sans que cela implique nécessairement une forme de passage à l'acte. Par PPM, j'entends la première fois où les activistes ont pris part à des mobilisations, sans une intégration à un groupe militant (politique ou social) organisé. On trouve donc, dans cet ensemble, la participation à des mobilisations, en solitaire, ou faites collectivement, mais sans engagement militant (par manque de conscientisation politique aboutie, possibilité de participation uniquement occasionnelle, etc.). Enfin, le PEM est la première fois où les personnes intègrent un groupe militant organisé ou acquièrent un rôle organisationnel dans un groupe militant plus informel.

Seul un petit nombre d'enquêté·e·s a commencé à s'intéresser à la politique dès l'enfance ou dès le début de l'adolescence, notamment sous l'impulsion de familles très à gauche ou actives dans le caritatif. Le lycée est le lieu et le moment où, majoritairement, les enquêté·e·s se sont politisé·e·s, ont pour la première fois participé à des mobilisations (PPM) et se sont engagé·e·s dans des groupes politiques (PEM). Cela a souvent été en lien avec d'importants mouvements sociaux étudiants, et plus particulièrement lorsque l'établissement scolaire fréquenté était actif d'un point de vue militant. L'université est donc aussi un lieu important de politisation, de mobilisation et d'engagement (collectifs universitaires, syndicats étudiants, etc.). Dans d'autres cas, cependant, ces phases ont lieu sans lien évident avec des mouvements sociaux. Le PEM correspond alors souvent à une adhésion à des associations (p. ex. caritatives), des LSCA, des partis ou des organisations politiques (p. ex. *Azione Cattolica* ou le *Partito Comunista Italiano*).

Enfin, pour trois activistes, la politisation n'a jamais eu lieu : leur rapprochement d'avec des LSCA s'est fait par leur attrait contreculturel, sans jamais provoquer un intérêt pour les questions politiques et sociales. Ces personnes ne se considèrent toujours pas politisées — au sens d'intéressées activement à la politique —, mais, grâce à la fréquentation des LSCA, elles ont incorporé et assimilé les valeurs qui caractérisent ce milieu (antifascisme, antiracisme, antisexisme, refus du système capitaliste, antiprohibitionnisme, etc.).

Si PPM et PEM coïncident souvent d'un point de vue temporel, c'est d'autant moins le cas quand le contexte où ces personnes évoluent n'est pas propice à leur engagement, comme pour celles et ceux ayant grandi dans des zones rurales, quand l'entourage social proche était peu enclin à se mobiliser ou, encore, quand le type de mobilisation qui caractérisait le milieu de la personne concernée n'était pas jugé conforme à ses propres attentes.

C. Disponibilité biographique et turning points

Nous avons témoigné du rôle que certains événements de la vie privée — ou des événements publics avec un fort impact personnel — peuvent avoir sur l'activité militante des activistes interviewé·e·s. Par exemple, le type d'emploi, le fait d'avoir des enfants, sont à comprendre comme des facteurs pouvant impacter la « disponibilité biographique » au

militantisme des enquêté·e·s. Certaines activistes ont dû arrêter toute activité militante lorsqu'elles ont eu des enfants, d'autres ont vu le temps pouvant être dédié à l'activisme réduit par le passage du statut d'étudiant·e à celui de travailleur·euse. Ce que l'on appelle des « ruptures biographiques », c'est-à-dire des événements qui provoquent des discontinuités dans le parcours de vie, sont aussi des éléments importants pour comprendre la manière dont les enquêté·e·s se sont rapproché·e·s du militantisme. Les déménagements, les séparations ou encore les deuils peuvent servir de stimulus pour découvrir d'autres manières d'occuper son temps ou tout simplement devenir l'occasion de connaître des milieux jusqu'alors inconnus. De même, des événements publics peuvent provoquer des « chocs moraux » capables d'éveiller l'envie de s'engager. Certains de ces événements et processus peuvent être interprétés en tant que « *turning points* », car leurs effets sur le parcours de vie des enquêté·e·s a été durable et déterminant pour les phases suivantes de leurs carrières.

D. *Le début de la fréquentation des LSCA*

Nous avons présenté la manière dont les activistes ont rejoint des LSCA (par qui et à quel moment de leur vie) ainsi que les impressions que la fréquentation de ces lieux a suscitées chez elles·eux. La moitié des enquêté·e·s a connu de ces lieux lors de l'adolescence, le plus souvent par l'intermédiaire d'ami·e·s ou connaissances, et afin de profiter de leur offre musicale et culturelle et de la possibilité d'y manger et boire à prix réduit. Un autre élément important est que ces lieux — se caractérisant presque tous par un fort antiprohibitionnisme — offraient la possibilité de fumer du cannabis sans risquer d'être amendé·e·s par la police. Les personnes qui ont connu ces lieux plus tardivement vivaient souvent dans des quartiers ou des régions où ces lieux n'existaient pas. Ils·elles entreront alors en contact avec les LSCA le plus souvent par l'intermédiaire d'autres activités militantes (p. ex. des collectifs universitaires, un emploi rémunéré dans une ONG, etc.).

Les impressions que ces lieux ont suscitées chez les activistes sont variées : pour certain·e·s, elles furent très positives, comme pour les personnes qui en ont apprécié la socialité « différente » ou le fait que même les activités à l'apparence les moins engagées — comme les soirées dansantes — étaient des occasions de se sensibiliser aux questions politiques et sociales, par exemple par l'intermédiaire des tags et des affiches qui décoorent souvent les murs de ces lieux. Cependant, d'autres personnes ont mis en avant des aspects plutôt négatifs, comme l'impression que les communautés de ces lieux étaient fermées envers les nouveaux·elles arrivant·e·s, voire qu'elles semblaient trop « ghettoïsées ». L'esthétique underground, tant appréciée par certain·e·s, apparaît pour d'autres comme évocatrice de sentiments mélancoliques, au vu de l'état jugé délabré de certains de ces lieux. Cependant, même ces impressions négatives semblent s'atténuer au fur à mesure que ces personnes deviennent elles-mêmes des occupantes de LSCA, car pratiquer cette activité aide à en relativiser les défauts ou à vouloir agir pour que ces derniers disparaissent ou s'atténuent grâce à son propre investissement.

E. *Les motivations à créer un collectif ou à rejoindre un LSCA existant*

Nous avons aussi reconstruit les modalités par lesquelles les activistes fréquentent le LSCA où ils·elles deviendront militant·e·s ou, dans les cas des personnes ayant participé à l'occupation de leur lieu autogéré, avec les collectifs qui précèdent l'occupation strictement entendue. Les modalités par lesquelles les collectifs d'occupations se forment reflètent

l'histoire et les caractéristiques de chaque lieu. À titre d'exemple, le collectif qui occupera le FP est né de l'envie d'amie·s et camarades d'extrême gauche du quartier où ce LSCA se trouve, *Centocelle*, de trouver une manière nouvelle de faire de la politique après les dures années du terrorisme et de la répression qu'ont caractérisé les années 1970 en Italie. *Villaggio Globale* lui, naîtra de la collaboration entre une radio militante et la *Ligue pour les droits et la libération des peuples*. *Casetta Rossa* est issue du groupe de militant·e·s les plus âgé·e·s d'un autre LSCA, *La Strada*, désirant créer un lieu plus adapté aux personnes avec des enfants, sans devoir dénaturer le lieu autogéré *mère*. *Communia*, lieu autogéré à vocation étudiante, est née de la décision des membres de collectifs universitaires de trouver une manière de continuer l'activisme politique malgré le recul du mouvement social étudiant dit *l'Onda*, qui avait agité le pays pendant plusieurs années. *Casale Alba 2* est née d'un appel à se mobiliser lancé par l'association gérant la bibliothèque de quartier. Cet appel a permis à un groupe très hétérogène d'habitant·e·s et d'associations de se réunir et de décider d'occuper cet espace menacé par l'extension de la prison voisine.

Les enquêté·e·s sont entré·e·s en contact avec ces collectifs de différentes manières : certain·e·s de manière autonome, par exemple après avoir vu des affiches invitant à des réunions. D'autres ont participé à la création de ces collectifs grâce aux réseaux amicaux, militants ou associatifs dans lesquels ils·elles étaient inséré·e·s.

Pour les personnes ayant rejoint un collectif existant, deux grandes tendances se dessinent : une, qui fait que ces personnes se sont rapprochées de leur futur LSCA grâce aux activités, équipements ou événements que ces lieux offrent ; l'autre qui voit ces personnes rejoindre un LSCA par l'intermédiaire d'amie·s ou connaissances actifs·ves dans ces lieux. L'analyse des impressions qu'entrer en contact avec ces collectifs ou avec ces LSCA a provoquées chez les enquêté·e·s affine notre compréhension des mécanismes qui amènent à l'engagement. Ainsi, le dynamisme et la bienveillance des camarades des collectifs a souvent été mis en avant comme un facteur clé dans le choix de poursuivre l'engagement. Le moment de l'occupation d'un LSCA, en particulier, est décrit comme un moment très dense en émotions et en liens sociaux qui contribuent fortement à réitérer, même dans cette nouvelle phase, l'engagement pris avec le collectif. De manière générale, les qualités architecturales et spatiales des LSCA sont des facteurs qui influencent le choix de s'y engager. Cela est mis en avant par les activistes de lieux dont l'architecture est particulièrement remarquable, de ceux qui se trouvent dans des espaces verts ou dans des contextes géographiques considérés comme particulièrement agréables. Pour les personnes ayant rejoint des LSCA existants aussi, l'espace matériel compte, même si c'est avant tout le type d'accueil et les comportements des personnes qui animent ces lieux qui paraissent déterminants. Dans les cas de LSCA qui comprennent en leur sein plusieurs sous-groupes (p. ex. un collectif féministe, ou des collectifs qui gèrent des activités spécifiques de chaque lieu), la prise de contact avec le groupe paraît plus aisée que par rapport aux groupes plus vastes (p. ex. les assemblées plénières), inhibitoires par la plupart des enquêté·e·s.

F. Le rôle du quartier dans l'engagement

Nous avons rendu compte du rôle joué par la localisation des LSCA dans le choix de s'y engager. La proximité d'un LSCA à son propre domicile ou à son lieu de travail ou d'étude est importante. Sans surprise, les LSCA dont les lieux de résidence de leurs militant·e·s sont

les plus variés sont ceux qui se situent à proximité des axes de transports majeurs ou à proximité de lieux de travail ou d'étude (p. ex. la cité universitaire). Le rapport affectif avec le quartier où se situe un lieu autogéré est également un facteur déterminant : l'attachement à ce lieu, voire un véritable sens d'appartenance au quartier, sont ainsi des aspects à prendre en compte pour expliquer pourquoi et comment ces personnes se sont retrouvées à militer spécifiquement dans ces LSCA.

G. Profils idéal-typiques

Enfin, nous avons résumé les analyses de cette première séquence à travers 4 profils idéal-typiques. Ceux-ci, imparfaits et sommaires comme toute typologie, permettent néanmoins de mettre en avant les aspects saillants et certaines des régularités des parcours de vie des activistes des LSCA. Par le profil du/de la militant·e infatigable, j'ai souhaité montrer, surtout, les parcours de ces militant·e·s qui — après une politisation précoce — ont enchaîné différents engagements jusqu'à arriver dans leur LSCA. Le·a jeune underground est une personne qui ne s'est jamais vraiment intéressée aux questions politiques, mais ses goûts alternatifs l'ont amenée assez précocement vers les milieux underground et contreculturels, dont les LSCA font partie. Ces personnes ont ainsi intégré le collectif d'un lieu autogéré sans intérêt pour les questions politiques, ou avec un intérêt très limité. Le·a militant·e presque-par-hasard, correspond aussi à une personne qui pendant longtemps ne s'est pas intéressée à la politique, ou de manière peu active. Pourtant, à un moment de sa vie, les circonstances l'ont amenée à s'engager, changeant complètement sa vision du monde. Enfin, le·a militant·e hors-place, décrit quelqu'un·e qui tout en ayant depuis longtemps une sensibilité aux questions politiques, voire un besoin de canaliser son envie de révolte par un engagement, n'a pas trouvé pendant un certain temps un contexte qu'il·elle juge adapté pour s'engager. Après des recherches infructueuses, voire un renoncement pendant une partie de sa vie, un jour le·a militant·e hors place trouve enfin — de manière inattendue — l'occasion qu'il·elle avait espérée pendant si longtemps, et, partant, « sa place ».

Comprendre la manière dont on commence une expérience militante dans un lieu autogéré n'est pas aisé, au vu de la multitude de facteurs qui entrent en jeu. Cependant, à travers l'identification de ces facteurs clés — qui ne sont évidemment pas exhaustifs —, j'ai pu esquisser un premier schéma explicatif capable de rendre compte de la manière dont ces parcours s'articulent, que ce soit à travers le prisme de l'espace et de son ambiance, de la socialisation primaire ou des émotions suscitées par des événements de la vie privée ou publique.

Ce même schéma sera maintenant appliqué à la prochaine séquence des carrières militantes de nos enquêté·e·s, celle relative à l'inscription dans le temps de cet engagement : la séquence « continuer ».

Chapitre 5 — Continuer : la délicate balance entre forces centrifuges et centripètes

L'objectif est de répondre à cette question : « *Dans quelles conditions ceux qui passent à l'action peuvent-ils durablement s'engager dans une action collective ?* » (Pudal & Fillieule, 2010, p. 176). Je montrerai les mécanismes qui amènent à l'intégration des nouveaux·elles militant·e·s, lors de cette délicate phase de transition entre le début de l'engagement et sa stabilisation. Ensuite, il s'agira de comprendre les mécanismes qui conduisent les activistes à rester attaché·e·s à leur LSCA. Militer peut donner de grandes satisfactions, mais aussi être très coûteux, en termes de fatigue, de risques ou d'investissements émotionnels. Persister dans l'engagement signifie devoir trouver l'équilibre entre l'envie d'abandonner et l'envie de continuer ou, autrement dit, entre les forces centrifuges et les forces centripètes de la militance.

Après avoir exposé ces forces, je témoignerai d'en quoi elles participent à produire des sentiments d'attachement et d'appartenance, à la base même de la persistance dans l'engagement. Nous verrons comment, dans certains cas — et à certains moments des carrières militantes —, les forces centripètes peuvent se transformer en forces centrifuges. Je montrerai aussi comment les événements de la vie privée peuvent contribuer à produire à la fois des mécanismes centripètes et centrifuges. Comprendre pourquoi on persiste dans l'engagement est particulièrement important pour la pérennisation des lieux autogérés. Il y a donc un enjeu « militant » lié à ce questionnement.

Je me baserai principalement sur les matériaux empiriques issus des entretiens avec des activistes ayant milité dans leur LSCA pendant des laps de temps très variables : entre quelques mois pour certain·e·s et 30 ans pour d'autres.

5.1. Transition, la phase d'intégration au groupe

Les phases immédiatement successives à l'engagement sont autant déterminantes que celles qui amènent au choix de s'engager (*commencement*), car entrer en contact avec un LSCA et continuer dans l'engagement militant sont deux choses différentes. En effet, une fois prise la décision de s'engager dans un lieu, s'ouvre une phase dans laquelle les militant·e·s ne se sentent pas encore intégré·e·s au groupe. Cette phase délicate est déterminante, car le fait de ne pas se sentir forcé·ment à l'aise peut induire à une défection précoce. Ici, je rendrai compte de la manière dont les activistes ont réussi, pas après pas, à intégrer le collectif gérant le lieu, à s'y attacher et à se sentir reconnu·e·s en tant que membre du groupe.

Une fois pris le choix de s'insérer dans un collectif, s'ouvre habituellement pour les activistes une première période où l'enthousiasme de la nouveauté se mélange à un *malaise* qui peut notamment surgir lors des moments collectifs, comme les assemblées. Ce *malaise* se nourrit principalement de la sensation — due au manque d'expérience — de ne pas avoir beaucoup à apporter au collectif : selon Janis (CO), les membres plus anciens de *Communia* « avaient étudié, lu, ils étaient bien plus informés que moi [sur les questions politiques], donc pendant la première période — même toute la première année — je ne me sentais pas à l'aise

parce que je me disais ‘merde, je ne sais rien de rien, je ne veux pas dire un seul mot’²³¹».

Ce malaise est parfois dû au fait qu’étant nouveau·elle, on ressent une certaine difficulté à cerner et donc à intégrer les dynamiques du groupe. À propos du *Forte Prenestino*, Gina (ex-FP, CR) dit qu’on y risque parfois de se trouver face à des « personnes qui avaient entre elles des dynamiques précédentes, historiques, maintenant déjà bien établies. Donc [le groupe de militant·e·s] semblait un organisme très compliqué avec lequel interagir, même juste pour prendre parole et tu te sentais toujours ‘merde, je vais mourir là !’ ».

Ces sensations font que les nouveaux·elles arrivant·e·s ont tendance à se comporter discrètement, à « marcher sur la pointe des pieds (*in punta di piedi*) », selon l’expression utilisée par Silvia (CR) et Ivan (FP). La plupart des enquêté·e·s a identifié une *tactique* comme particulièrement propice à surmonter ce malaise et faciliter l’intégration au groupe : le fait de s’occuper de tâches qui ne demandent pas une grande expertise. Se dédier avec zèle à ces tâches de « basse main-d’œuvre (*bassa manovalanza*) », pour utiliser l’expression ironique de Gina (ex-FP, CR), montre aux autres membres du groupe sa propre motivation et permet de se sentir légitimement partie prenante du groupe en ayant effectué un travail pour le collectif. Évidemment, ces tâches contribuent aussi à connaître mieux les autres militant·e·s, car elles nécessitent de passer du temps sur place.

Ces tâches peuvent prendre différentes formes. Janis (CO) fait part de ce qu’elle et les autres nouveaux·elles arrivant·e·s s’occupaient au début « des choses super pratiques, genre, tu écris des *dazibaos* [affiches écrites à la main], tu fais une banderole²³² ». Ces tâches ne demandent pas de grande expertise, « mais même ça, ça te fait sentir ‘OK, je fais ma part aussi, même si je ne fais pas toute la réflexion qu’il y a derrière je fais quelque chose’ ». Même si Janis ne se sentait pas encore prête à intervenir dans les discussions politiques ou dans les décisions, accomplir des choses « sur un plan très concret, pratique », comme « donne[r] des flyers et [dire] deux conneries aux gens²³³ », la faisait se sentir « légitimée même si ce que je faisais n’était pas la même chose que ce que faisaient les personnes qu’y étaient depuis bien plus longtemps que moi, mais au moins je faisais quelque chose²³⁴ ».

Gina (ex-FP, CR) a réussi à surmonter ses difficultés à s’intégrer, car à son entrée au *Forte Prenestino* « il y avait beaucoup de choses à faire, même pratiques, c’est-à-dire de remettre en état l’endroit [de la future salle de thé], le rénover, le nettoyer...²³⁵ » ce qui a fait

²³¹ “Avevano studiato, letto, molto più informati quindi mi sentivo un sacco all’inizio – e per tutto il primo anno direi – pure un po’ a disagio, perché dicevo ‘oddio io non so niente, non voglio di’ una parola’”.

²³² “All’inizio quello che facevamo noi erano cose super pratiche. Tipo, scrivi un *tazebao*, fai uno *striscione*”.

²³³ “(...) però pure quello ti fa sentire “ok sto facendo la mia” anche se non faccio il ragionamento dietro sto facendo qualcosa. Magari do i volantini e dico due cazzate alle persone. Effettivamente l’inizio era molto sul piano concreto/pratico”.

²³⁴ “Quindi sì, all’inizio mi sentivo legittimata pure per il fatto che stavo facendo delle cose che magari non erano le stesse che facevano persone che ci stavano da molto più tempo di me, ma comunque stavo a fa’ qualcosa”.

²³⁵ “C'erano da fare tante cose anche pratiche, cioè rimettere a posto il posto, in qualche modo anche

que « [elle n’a] pas eu trop de difficultés à rentrer dans le mécanisme, parce qu’il y avait juste [besoin de] volonté et [d’]idées à investir...[donc d’]énergie surtout²³⁶ ». Ainsi, elle se joint tout de suite au « groupe de personnes plus actives qui ont commencé à faire des choses²³⁷ ». Cela, à son avis, a facilité son intégration au FP, car la reconnaissance d’un nouveau membre passe aussi par « combien de choses pratiquement tu fais, même de la basse main-d’œuvre²³⁸ ». Elle a, par exemple, « passé les premiers six mois à poncer des meubles avec une [autre] fille qui était [aussi] rentrée [dans le collectif au même moment et qui] était très bonne en menuiserie²³⁹ ». Si, par manque de compétences, Gina se limitait essentiellement à « obéir » à sa camarade plus experte, cela fut important, car

c’était un indice de combien tu crois dans le projet [car] en pratique sans tout cet effort la salle de thé n’aurait jamais vu le jour. Et donc tu fais tout ce travail et tu deviens, évidemment, partie intégrante du projet. Tu le sens vraiment comme étant à toi, sur ta peau. Parce que tu y as passé des journées et des journées. Et cela, ça se perçoit même de l’extérieur. Un peu ça se voit, donc quand [les militant·e·s de plus longue date] voient l’implication, tu es évidemment plus légitimé à parler par rapport à qui passe de temps à autre... et après parle de choses qu’il ne connaît même pas bien²⁴⁰.

Un autre exemple est celui de Michel (C2). Ce jeune activiste a rejoint, peu après son arrivée à C2, un sous-groupe qui menait un projet sur l’histoire du quartier. Michel, pour montrer son envie de faire, s’est proposé d’effectuer une tâche simple, mais utile pour tout le monde : retranscrire les entretiens. Ce travail — qui ne demandait pourtant pas de compétences particulières — a fait Michel se sentir plus légitime : c’est cet investissement qui a « véritablement marqué [son] entrée [dans le groupe]²⁴¹ ».

Cependant, des différences existent entre les LSCA dans leur manière de faciliter — ou pas — cette intégration initiale. Ainsi, Gina qui a été militante dans deux LSCA, FP et CR, remarque que, dans ce dernier, elle s’est dès le début sentie à l’aise, à cause de l’ambiance du lieu et du fait qu’elle-même avait plus d’expérience, mais aussi grâce à des pratiques propres à

ristrutturarlo, pulirlo”.

²³⁶ *“Poi insomma non ho avuto tante difficoltà ad entrare nel meccanismo perché era solo... volontà e idee da investire, energia sostanzialmente”.*

²³⁷ *“(...) si formò subito un sotto gruppo di persone più attive che iniziarono a fare delle cose quindi...è andata!”.*

²³⁸ *“Perché ad un certo punto è anche una questione di quanto poi cioè poi secondo me è anche proprio quante cose praticamente fai. anche bassa manovalanza”.*

²³⁹ *“Per esempio io passai i primi sei mesi a scartavetrare (ride) mobili insieme a una delle ragazze che insomma che era entrata in sala da tè che era molto brava a fare le cose di falegnameria”.*

²⁴⁰ *“Quello era indice poi anche di quanto credi nel progetto, praticamente senza tutto sto smazzo la sala da te mai non avrebbe mai preso il volo. e quindi quando fai tutto quel lavoro ovviamente diventi parte integrante del progetto. cioè te lo senti proprio tuo, sulla tua pelle perché ci hai passato giornate e giornate. e quindi e questo anche da fuori si percepisce. un po' si vede, quando vedono l'impegno ovviamente anche lì sei più legittimato a parlare rispetto a chi ci passa una volta ogni tanto e poi... diciamo... parla di cose che magari a quel punto neanche ben conosce insomma”.*

²⁴¹ *“Poi alla fine ti dico, diciamo che l'entrare proprio dentro la realtà è stato col tavolo di storia”.*

ce LSCA. Rappelons qu'à CR, chaque personne se présente au début des assemblées, ce qui facilite, selon Gina, l'intégration de ceux et celles qui ne connaissent pas encore tout le monde. Un autre facilitateur, que l'on retrouve aussi à C2 par exemple, est la constitution de groupes de travail thématiques, ce qui permet aux nouveaux·elles arrivant·e·s de pouvoir se mettre à l'épreuve dans un milieu plus restreint et autour de thématiques et tâches qui leur correspondent au mieux. De plus, comme indiqué précédemment, plusieurs LSCA sont organisés en sous-groupes (p. ex. la salle de thé du FP ou le collectif LGBTQI de CO) et ceux-ci ont toujours été indiqués par les enquêté·e·s comme étant des lieux où l'intégration se fait de manière plus aisée par rapport aux moments pléniers.

Un autre élément particularisant est que les nouveaux·elles activistes sont suivi·e·s par des militant·e·s plus expérimenté·e·s, afin de faciliter l'intégration et l'acquisition des compétences nécessaires au déroulement de l'activité militante. Parmi les 5 LSCA étudiés dans cette recherche, cela ne semble être systématisé qu'à *Communia*. Tou·te·s les enquêté·e·s de ce lieu ont témoigné d'avoir été suivi·e·s par des militant·e·s plus expérimenté·e·s lors de leurs premières interventions dans des assemblées publiques ou des mobilisations, un mécanisme qui rassemble à une sorte de parrainage. Janis, par exemple, raconte que

les premières fois où je me retrouvais à parler dans une situation plus ouverte [par rapport au collectif féministe et LGBTQI ou l'assemblée de *Communia*] il y a avait toujours quelqu'un qui m'aidait avant. Donc j'écrivais avec une autre personne l'intervention (...) et à mon avis c'est ça qui [aidait] l'inclusivité. Dans le sens, ils n'ont pas dit tout d'un coup « vasy, lance-toi » ; il y avait toujours quelqu'un de plus grand qui t'écoutait, qui t'aidait sur les doutes, te donnait des explications là-dessus. Les plus *grands* [dit avec emphase] étaient comme des parents du collectif (...) ceux qui choyaient les plus petits comme nous.²⁴²

Cette pratique, que Janis trouve avoir été un signe important d'inclusivité, est considéré négativement — depuis son départ de *Communia* — par Rachele. Selon cette activiste, suivre ainsi les militant·e·s les moins expérimenté·e·s serait une tactique *malsaine* pour faire adhérer ces personnes à l'organisation en leur donnant l'impression d'y jouer un rôle important.

Le seul LSCA où un enquêté, Michel, a fait part d'une modalité d'intégration approchante est *Casale Alba 2*. Cet activiste cependant, n'évoque toutefois pas un suivi par une personne en particulier, mais un suivi « diffus », où « il n'y avait pas une figure en particulier, c'était tout le monde — presque tout le monde (...) — [qui] essayait de me clarifier des choses, c'était quelque chose de généralisé²⁴³ ». L'ambiance conviviale de ce lieu, mais aussi

²⁴² “Le prime volte che io intervenivo o sono intervenuta in una situazione di assemblea magari un po' più grande del collettivo, perché come collettivo eravamo che so, 12. Forse all'inizio ancora di più, ma comunque è un ambiente piccolo in cui ti vedi tutte le settimane o ti vedi tutti i giorni, o ti vedi frequentemente. E le prime volte in cui mi trovavo a parlare in una situazione più aperta, c'era sempre qualcuno che mi aiutava prima. Per cui magari scrivevo insieme ad un'altra persona l'intervento, scrivevo insieme ad un'altra persona l'introduzione... questo secondo me è la cosa che faceva inclusività. Nel senso che non è che mi hanno detto a un certo punto 'vai, buttati'. C'era sempre qualcuno di più grande che un po' ti stava a sentire, ti ascoltava, sui dubbi ti aiutava, te li chiariva. C'erano quelli più grandi (detto con enfasi), (...) che un po' erano quelli che coccolavano i più piccoli, come noi”.

²⁴³ “Non c'è stata una figura in particolare, erano tutti, quasi tutti insomma (...) cercavano di chiarirmi delle cose, io facevo domande pure perché ignorante dell'ambiente e tutto è stata una cosa più generalizzata”.

« [s']activer au niveau pratique » a permis à Michel, pourtant très timide et introverti au départ, « de prendre confiance un peu avec tout le monde²⁴⁴ ».

5.2. La persistance : une balance constante entre forces centrifuges et forces centripètes

Persister dans l'engagement n'est pas chose aisée, notamment quand l'enthousiasme du début s'estompe et que la nouveauté devient routine. Après un certain temps, les militant·e·s semblent souvent tiraillé·e·s entre des forces centrifuges, qui les poussent à vouloir abandonner cette activité très demandante en termes de temps et d'effort, et des forces centripètes, qui, au contraire, les poussent à vouloir maintenir l'engagement pris.

Dans la littérature de la sociologie des mouvements sociaux, la manière la plus classique de comprendre ce processus par lequel on pèse les pour et les contre de l'activité militante est celle de raisonner en termes de « coûts » et « rétributions du militantisme » (Agrikoliansky, 2017). Selon cette conception — fondée sur l'idée du calcul rationnel entre pertes et gains —, si l'on persiste dans l'engagement c'est parce qu'*on en tire* plus de ce que l'on donne. Selon cette vision, la persistance ou l'abandon de la pratique militante seraient donc le fruit de l'analyse du rapport entre les coûts (apports négatifs) et les rétributions (apports positifs) du militantisme. Comme le posait Mancur Olson et rappelé par Sainteny, « *les groupes sont censés procurer des avantages collectifs à leurs membres potentiels [car] l'adhésion ou la participation au groupe représente des coûts (temps, argent...) tels que ces membres potentiels ont, en fait, peu d'intérêt à rejoindre ces groupes* » (Sainteny, 1995, p. 131).

Ces « avantages », en réalité, devraient être à la fois collectifs, mais aussi individuels, car « *l'action collective n'apporte que rarement des résultats* », ce qui fait que « *si un groupe arrive à se créer et à perdurer, c'est en fournissant à ses membres non seulement des biens collectifs, mais aussi des biens individuels qui résulteront de leur entrée dans le groupe* » (Sainteny, 1995, p. 131). Ce raisonnement « utilitariste » a été fortement critiqué par Bourdieu, plaidant pour la reconnaissance de ce que « *le militantisme "peut être à lui-même sa propre fin et sa propre récompense"* » (p. 132). En réalité, si on conçoit les rétributions comme non seulement matérielles, mais également immatérielles (p. ex. en termes de satisfaction pour la réussite d'une mobilisation), ces approches ne paraissent pas contradictoires (Sainteny, 1995).

L'approche des carrières militantes ajoute une nouvelle dimension à l'analyse en termes de coûts et rétributions, en les plaçant dans le dynamisme propre aux carrières. Ainsi,

envisager les rétributions dans une perspective processuelle amène en effet à abandonner une perspective « objectiviste » qui considérerait les rétributions et les coûts comme fixés une fois pour toutes, ou déterminables a priori par l'analyste. L'évaluation du « coût » d'une action et de son « utilité » repose sur le sens que les acteurs confèrent à ce qu'ils font ; significations qui dépendent elles-mêmes des phases antérieures de la trajectoire biographique (donc de ce qu'ils sont disposés à considérer comme profitable ou coûteux) et de la dynamique même de leur itinéraire d'engagement (Agrikoliansky, 2017, p. 177).

²⁴⁴ « *Dandomi da fare a livello pratico (...) ho preso confidenza un po' con tutti* ».

Selon cette perspective, les rétributions se caractérisent par quatre aspects fondamentaux :

Premièrement, celles-ci comportent à la fois une dimension objective et subjective, ce qui veut dire que les rétributions effectivement tirées du militantisme ne sont pas forcément perçues par les acteurs. Deuxièmement, elles peuvent être à la fois espérées avant l'engagement et poursuivies ensuite, mais aussi, et peut-être surtout, pour les militants 'de base' qui n'ont pas toujours grand-chose de bien tangible à attendre d'un engagement, découvertes dans le cours de l'action, produites en quelque sorte par l'expérience militante. Troisièmement, les coûts se confondent parfois avec les bénéfices (Hirschman, 1983, p. 151). Quatrièmement, les rétributions varient au gré de l'évolution des contextes et des expériences individuelles (Pudal & Fillieule, 2010, p. 177).

Retenir le dernier point est essentiel dans l'approche par les carrières, car analyser l'activité militante dans une perspective processuelle implique de réfléchir de manière temporelle, par exemple en expliquant comment la trajectoire antérieure peut impacter les choix et perceptions d'aujourd'hui ou pourquoi celle qui était avant perçue comme une rétribution sera perçue, avec le temps, comme un coût. On sera ainsi amené à se poser des questions de ce type : « À quelles conditions les bénéfices retirés de cet engagement se maintiennent-ils et pourquoi les rétributions en viennent-elles parfois à s'épuiser ? » (Pudal & Fillieule, 2010, p. 177).

Si les termes de coûts et de rétributions me paraissent adéquats dans certains cas, ils peuvent parfois induire à une certaine confusion. C'est pour cela que, tout en mobilisant les réflexions issues de ces traditions, je structure mon analyse autour de deux termes alternatifs : forces centrifuges et forces centripètes. Les premières décrivent les dynamiques, ressentis et sensations qui poussent les militant·e·s à vouloir abandonner leur pratique militante ; les secondes décrivent un vaste ensemble d'aspects de l'expérience militante qui, au contraire, conduisent le militant·e·s à persister dans l'engagement pris. Ce choix dérive du fait qu'il peut bien y avoir des forces centrifuges que l'on peut difficilement décrire en termes de coûts ; similairement, certaines forces centripètes ne peuvent pas être décrites en tant que « rétributions », mais révèlent, par exemple, plutôt de la sphère des coûts. De même que pour les coûts et les rétributions, des dynamiques, qui agissent comme forces centripètes à un moment donné pour une personne donnée, peuvent devenir des forces centrifuges à un autre moment ou pour une autre personne.

Pour cela, l'analyse en termes de forces centrifuges et centripètes se fera dans une perspective dynamique qui se rapporte à l'histoire de vie de chacun des militant·e·s interviewé·e·s. Ces forces peuvent prendre la forme de coûts ou de rétributions — autant matérielles qu'immatérielles (symboliques, sociales, émotionnelles, affectives). Dans cette perspective, la persistance dans l'engagement consiste en un processus d'évaluation constante entre les aspects repoussants et attractifs de la pratique militante. Persister signifie alors que la balance entre forces centrifuges et forces centripètes tendra plutôt vers ces dernières. Si la balance penche trop longtemps du côté des coûts, on risque d'assister à la défection. Je considérerai aussi en quoi la disponibilité et les ruptures biographiques, bien que faiblement adaptées à la dichotomie centripète/centrifuge, contribuent in fine à la persistance ou au départ des activistes concerné·e·s.

5.2.1. Forces centrifuges et coûts du militantisme: un risque maîtrisé

Presque tou·te·s les enquê·t·e·s ont déclaré avoir éprouvé au moins une fois l'envie d'arrêter leur expérience militante, de prendre une pause ou, pour le moins, de « desserrer (*allentare*) » (Janis, CO) l'emprise de l'activisme sur leur vie. Différents aspects de la pratique militante génèrent des forces centrifuges : la fatigue ; le manque de satisfaction et la perte d'intérêt ; les dysfonctionnements des systèmes de décision ; les conflits et leur gestion.

On en traitera, mais également des *solutions* qui ont permis, à celles et ceux qui ont persisté dans leur engagement, de compenser ces forces centrifuges. Les cas où, au contraire, ces forces centrifuges amènent à une défection seront traités dans le chapitre suivant, dédié à la séquence abandonner.

A. Fatigue

La fatigue qui dérive de la pratique militante est l'aspect qui a été le plus mis en avant par les enquê·t·e·s en tant que force centrifuge. Cette sensation, qui peut aller jusqu'à l'épuisement, est due à la fois à des facteurs spécifiques à ce type d'activisme et plus généraux.

Une des raisons pour laquelle militer dans un LSCA est particulièrement fatigant est sa nature chronophage. Disposer d'un espace matériel ouvert au public implique non seulement de devoir s'occuper des activités que l'on associe traditionnellement à l'activisme politique (faire des réunions, des collages, distribuer des flyers, organiser et participer à des manifestations, etc.), social (p. ex. organiser des cours d'italien pour les migrant·e·s) ou culturel (organiser des projections, des concerts, etc.), mais aussi des activités de gestion ordinaire et extraordinaire de l'espace matériel en question. Avoir un lieu implique de devoir le nettoyer régulièrement, d'y réaliser des travaux — au début des travaux de mise en état, ensuite de manutention —, mais aussi de faire des shifts lors des événements ouverts au public, de devoir ouvrir et fermer le lieu chaque jour pour permettre aux personnes externes d'utiliser les équipements mis à disposition, etc. Cette *double tâche*, qui caractérise l'activisme dans les LSCA est particulièrement marquée pour les lieux autogérés où l'activité de militantisme politique est importante, comme dans le cas de *Communia*.

Après l'occupation de ce LSCA, il était devenu pour Carla (ex-CO) très fatigant de devoir continuer à la fois à animer les mobilisations à l'université et de gérer l'espace que son collectif avait occupé. Cette double tâche a obligé les activistes « à prendre des rythmes ultramilitants, beaucoup plus envahissants de sa propre vie, parce que cela signifie que tu ne peux faire rien d'autre. Il y a des périodes où tu ne fais vraiment que ça ²⁴⁵».

Percevoir ces aspects de gestion en tant que coût semble s'accroître au fil du temps, en raison de la routinisation et de l'atténuation de l'enthousiasme qui caractérise le début d'une occupation ou d'un engagement militant. En effet, comme nous le dit Giovanni (CR),

au début tout est beau et facile. Tu es là et tu fais tout, tout le monde fait tout, que ce soit nettoyer les toilettes ou participer à des initiatives politiques plus « hautes » disons. Après tout devient plus compliqué, il y a la fatigue, il y a l'habitude... personne n'a plus envie de nettoyer les toilettes, parce que c'est normal, tout le monde a envie de faire des choses bien, pas

²⁴⁵ “*La abbiamo cominciato ad assumere dei ritmi ultramilitanti molto più invasivi della propria vita, perché a un certo punto significa che fai solo quello, ci stanno dei periodo che veramente fai solo quello*”.

des choses moches et donc oui, même la gestion ordinaire d'un espace devient fatigante²⁴⁶.

Au début de l'activité militante, l'enthousiasme fait supporter de faire des tâches fatigantes ou ennuyantes. Rachele (ex-CO), en décrivant sa première année en tant que militante, déclare qu'elle «étai[t] heureuse même de se fatiguer²⁴⁷». Faire ces activités démontre également son envie de se rendre utile et est l'occasion de connaître davantage les nouveaux·elles camarades. Michel (C2), qui était militant dans son LSCA depuis seulement quelques mois ne cache pas le bonheur que nettoyer le parc et ensuite discuter avec ses camarades lui ont procuré :

Ce matin on a fait le nettoyage du parc, après on a discuté un peu à C2 et après, sur le chemin vers chez moi, je me sentais super heureux. Je pense vraiment avoir trouvé ma dimension, je suis trop content²⁴⁸.

Cette dimension structurellement énergivore du militantisme dans les LSCA peut en outre s'accroître à cause de l'impact que certains événements ont sur sa propre disponibilité biographique. Le fait de passer du statut d'étudiant·e à celui de travailleur·euse implique une réduction du temps que l'on peut dédier à cette activité, comme dans le cas de Matteo (CO). Ou encore, même en étant étudiant·e, les échéances peuvent rendre compliqué de concilier les études avec le militantisme. Luca (CO), par exemple, en retard avec ses examens pour terminer son cursus en architecture, considère que militer dans un LSCA est parfois très dur, s'agissant «d'une activité parallèle que tu fais en conduisant une vie qui est déjà fatigante en soi²⁴⁹». Lorenzo (FP), aussi, fait part du changement causé par un nouvel emploi. Jusqu'à ses 23 ans, il avait plus de temps, mais à la suite de cette prise d'emploi, il n'arrivait plus à suivre le pas : «Comment fais-tu à travailler 8 heures par jour, 40 heures par semaine et après le soir venir ici ? Qui es-tu ? Le travail c'est ce qui m'a toujours éloigné d'ici, le vrai travail, celui qui te permet de vivre et de payer ton loyer²⁵⁰».

Un déménagement peut aussi compliquer la donne. Ainsi, Francesco (C2), après avoir déménagé dans le quartier de son LSCA pour en être plus proche (avec des effets bénéfiques sur son intégration), s'est retrouvé peu avant notre entretien à devoir habiter à plus de 15 km de ce lieu autogéré. Faire une heure de voiture pour participer à une assemblée est non seulement très fatigant, mais a également changé les rapports qu'il entretient avec ses camarades qui, au

²⁴⁶ *“All'inizio è tutto bello e facile. cioè ci stai e fai tutto, tutti fanno tutto, dalle cose da puli il cesso insomma a... partecipare a iniziative politiche più alte diciamo. dopo diventa tutto più complicato e poi c'è la fatica, c'è l'abitudine... di puli' i cessi nessuno c'ha voglia, perché è normale... tutti vogliono fare cose belle, non brutte. e quindi poi sì, diventa anche faticosa la gestione ordinaria di uno spazio”.*

²⁴⁷ *“Io ero felice anche di stancarmi, quando che ne so quando facevamo le feste quando facevamo la notte bianca che si andava a dormire alle 11 del giorno dopo. ero felicissima di essere stanca”.*

²⁴⁸ *“Stamattina abbiamo fatto la pulizia del parco, poi ci siamo fatti una chiacchiera al casale, e stavo a torna a casa ed ero tipo felicissimo. quindi penso che ho proprio trovato la dimensione mia, sono veramente contento”.*

²⁴⁹ *“Perché è una cosa parallela che fai conducendo una vita che già comunque ti stanca, perché comunque studiando banalmente, mi dovrei laureare fra un anno e mezzo mi dovrei levare questi 9 esami!”.*

²⁵⁰ *“Come fai a lavorare 8 ore al giorno, 40 ore alla settimana e la sera veni' qua... chi sei? Mi ha sempre allontanato da qui il lavoro, quello vero, quello che ti fa campa', ci devi pagare l'affitto”.*

contraire, habitent le quartier. Cependant, le fait d’apprécier ce qu’il a pu construire dans ce lieu, mais aussi que C2 risque d’être expulsé, sont des aspects qui compensent cette force centrifuge qu’est la distance entre son domicile et son LSCA. Il ressent aussi une forme de responsabilité par rapport à l’engagement pris, notamment face au risque d’éviction.

Pendant toute l’année où j’ai habité à *Rebibbia* [le quartier de C2], j’étais toujours présent. J’habitais à 400 mètres de C2. Aujourd’hui que je n’y habite plus, je peux mettre même une heure pour y arriver, mais je continue à fréquenter pratiquement tou[tes les activités] à 100%, comme un des plus actifs. Même si je commence déjà à sentir la fatigue du temps de transport. Mais d’un autre côté, [à C2] s’est créé quelque chose qui est beau pour moi et ce n’est pas parce que j’ai déménagé que je partirai d’un coup. Je pense qu’il s’agit de relations humaines et sociales qui sont difficiles à trouver à nouveau, donc je fais même volontiers cette heure ou deux de voiture par semaine, même si c’est clair que ça change aussi le type de rapport que tu peux avoir avec les gens du quartier. En plus, une des choses qui a influencé mon choix de continuer à fréquenter [C2] à 100% est le fait qu’on risque d’être expulsé·e·s. Donc je ne pouvais pas dire « les gars, c’était cool, j’habite à Via Portuense, si on vous expulse je suis navré, tenez-moi au courant, à bientôt ! »²⁵¹.

La mauvaise répartition des tâches aussi peut frustrer et fatiguer les personnes qui s’occupent, plus que les autres, de prendre en charge les aspects plus pratiques de la gestion. Alessio (C2), bien qu’il aime faire ce type de tâche avec d’autres personnes pour l’ambiance qui peut s’y créer, constate que « quand tu le fais pendant un an entier, tu as plus envie de le faire ²⁵²».

B. Les déceptions par rapport à l’organisation

Avec le temps, on peut également perdre l’intérêt et la passion du début, tant au niveau individuel que collectif. S’il n’y pas un afflux suffisant de nouveaux·elles activistes, la routinisation et l’habitude peuvent faire baisser le niveau général d’enthousiasme et motivation, avec des répercussions sur le plan individuel également. Le temps peut permettre également de dévoiler, petit à petit, des aspects du fonctionnement interne du collectif et de ses membres plus ancien·ne·s qui déçoivent. Rachele (ex-CO), par exemple, s’est rendue compte que *Communia* — dont le collectif est issu en partie d’un ancien parti politique d’extrême gauche — fonctionnait en réalité comme un parti. Pourtant, ces dynamiques et ces dévoilements ne suffisent pas à pousser Rachele, au moment où elle en pris conscience, à abandonner son LSCA.

²⁵¹ “Tutto l’anno che sono stato a Rebibbia ero sempre presente, abitavo a, penso veramente meno di 400 metri dal casale alba due, una traversa praticamente, e però ancora oggi che non so più a Rebibbia ma dalla parte opposta di Roma, quando faccio le assemblee ci posso mettere pure un’ora ad arrivare, continuo a frequentare tutto diciamo, praticamente al cento per cento, come uno dei più attivi anche se comincio già ad accusare un po’ la fatica del doversi trasportare. però da una parte perché si è creato qualcosa che per me è bello e non è che siccome mi sono trasferito segherei da un giorno all’altro... penso siano dei rapporti sia umani sia sociali che sono difficili da ritrovare, quindi me la faccio anche volentieri un’ora di macchina a settimana, o due per andare... però chiaramente è un po’ diverso il tipo di rapporto anche con l’altra gente del quartiere che si può avere... e in ultimo ha influito nella scelta di continuare a frequentare al cento per cento, il fatto che siamo sotto sgombero. quindi non è potevo dire (ridendo) ‘ragazzi è stato bello!! io abito a via Portuense, se vi sgomberano mi dispiace, fatemi sapere, ci sentiamo!’”.

²⁵² “Quando lo fai per un anno intero non lo vuoi più fare”.

Elle le fera toutefois ultérieurement.

Les changements qui ont lieu dans le LSCA peuvent aussi décevoir. Après le départ de nombreux·euses militant·e·s à la suite d'un conflit, Carla (ex-CO) trouvait que Communia n'était « qu'une coquille vide ²⁵³ ». L'impression « [d']avoir perdu beaucoup de ce qu'on avait construit²⁵⁴ » peut ainsi se transformer en déception à la force centrifuge.

C. Les dysfonctionnements des dynamiques internes

Différents aspects concernant le fonctionnement du groupe qui gère le LSCA ont été pointés du doigt en tant que potentielles forces centrifuges : la lenteur et le peu d'efficacité des assemblées ; les rapports de pouvoirs qui souvent se cachent derrière la prétendue horizontalité, celle que dans les années 1970 Jo Freeman (1972) appelait « la tyrannie de l'absence de structure (*tyranny of structurelessness*) » ; les rôles pris par certaines personnes et certains groupes et leurs répercussions sur le fonctionnement du LSCA.

En ce qui concerne les assemblées, leur fonctionnement parfois lent et peu efficace a souvent été pointé du doigt comme un aspect repoussant de l'activité militante dans les lieux autogérés. Ainsi, Lorenzo (FP) ne mâche pas ses mots :

L'assemblée du FP a un gros souci (...) on a un système qui t'amène vraiment à bout de forces. Tu sors d'ici et tu es mort. Il n'y a pas de modérateur... ici on ne vote pas, combien on est d'accord et combien ne le sont pas. Ici on discute jusqu'à trouver un point commun. Donc très souvent, on n'arrive pas à un point commun pendant des années. Tu repousses, tu repousses... tu en parles, t'en parles, t'en parles...²⁵⁵

La volonté d'arriver à un consensus n'est pas propre qu'au FP, mais est typique de l'ensemble de lieux étudiés. Ce témoignage fait écho à ceux d'autres enquêté·e·s. Lello (ex-C2) — qui, dans ses 63 ans de vie, a eu de nombreuses autres expériences militantes — souligne la « fatigue » que le fait de participer aux assemblées peut provoquer, car ces dernières « épuisent la patience et prennent beaucoup de temps²⁵⁶ ». Alessio (C2) déclare qu'il « pense que personne n'aime le moment de l'assemblée, presque jamais ²⁵⁷ ».

Pour lui, ce problème n'est pas spécifique à son LSCA, mais à l'ensemble des « assemblées de gauche », car ces dernières

ont une idiosyncrasie à elles, c'est-à-dire qu'elles n'arrivent jamais à être efficaces. Elles sont toujours très pédagogiques, on parle beaucoup de choses très belles, de choses qui

²⁵³ “Sono successo tante cose nel frattempo, è cambiato anche il progetto politico nel frattempo... Communia per ora è un guscio un po' vuoto”.

²⁵⁴ “Insomma si è perso molto quello che avevamo”.

²⁵⁵ “L'assemblea del FP ha un grosso problema, non so le altre assemblee, forse funzionano diversamente... sicuro, ne ho vista qualcuna. Abbiamo un sistema che ti porta veramente allo stremo. Esci da qui che sei morto. Non c'è un moderatore... qui non è che si vota, quanti so' d'accordo e quanti no. Qua si discute finché non si arriva a un punto comune. Quindi molto spesso non si arriva a un punto comune per anni. e la rimandi, la rimandi, ne parli, ne parli, ne parli, ne parli”.

²⁵⁶ “ (...) da stanchezza, perché poi queste assemblee portano via tanta pazienza e tanto tempo (...)”.

²⁵⁷ “Ehm, penso che il momento assembleare non piaccia a nessuno, quasi mai, se devo essere sincero”.

sont très partageables, mais sans jamais arriver à point concret. Donc je reste là, très beau, je fais un exercice rhétorique, oratoire. Mais merde, de quoi on a parlé ? On a dit quoi ? D’habitude, rien. Au pire on arrive à ajouter un contenu plus concret en 5 minutes, après avoir passé 45 minutes à ne rien dire. Pour ça je dis que personne n’aime les assemblées, de manière générale²⁵⁸.

À ce manque de pragmatisme et de capacité à prendre des décisions de manière efficace, s’ajoute un autre élément qui rend les assemblées dures à supporter : « Celui qui compte est, après tout, celui qui est plus charismatique²⁵⁹ » (Matteo, CO). Ainsi, une personne à l’aise pour intervenir dans les assemblées — que ce soit en raison de son caractère ou de son expérience militante — le fait souvent au détriment des activistes qui ont « difficulté à parler devant à plusieurs personnes » (Alessio, C2). « Souvent ça arrive que ce soient toujours les mêmes personnes à parler [alors que] d’autres ne parlent jamais (...) cela n’est pas une bonne chose » selon Alessio, car « une assemblée est communautaire, donc tout le monde doit avoir le droit de parole et de jugement ²⁶⁰ ». Lorenzo (FP) croit que ce n’est pas « qui a plus de charisme, mais qui a plus de confiance en soi. Ou on peut dire, qui a le mix mortel entre charisme, *uniqueness*, *talent*, *nerves*... la drag parfaite ! (*en rigolant*) ». Malgré l’ironie, il est certain que « des personnes qui ont des idées très belles n’arrivent pas à les faire valoir parce qu’elles n’ont pas la confiance adéquate pour parler au bon moment ²⁶¹ ». Selon Matteo — qui s’est forgé son opinion grâce aussi à ses camarades féministes —, dans les assemblées il y a de « dynamiques de pouvoir et de genre qui sont évidentes », et qui font que « la politique assembléeire est très masculine, avec des interventions [des camarades hommes] qui parlent pendant des heures devant tout le monde ²⁶² ». Toutefois, les dynamiques de genre ne peuvent pas tout expliquer. Rappelons que l’idée de la « tyrannie d’absence de structure » ait été inspirée à Freeman par le mouvement américain de libération des femmes (Freeman, 1972).

Si l’on voulait rendre les assemblées réellement participatives, il faudrait, selon Alessio, « demander clairement à la personne qui ne parle pas “toi, tu en penses quoi ?”. Si quelqu’un

²⁵⁸ “*Secondo me le assemblee di sinistra hanno una loro idiosincrasia, cioè non riescono mai ad essere operative. Sono sempre super didascaliche, si parla parecchio di cose molto belle, di cose molto condivisibili, senza però mai arrivare ad un punto concreto. Quindi io sto là, bellissimo, facciamo esercizio retorico, oratorio. Ma che cazzo abbiamo detto? Cosa si è detto? E di solito niente. O comunque si riesce ad aggiungere un livello concreto in 5 minuti, dopo che hai passato 45 minuti a dire nulla*”.

²⁵⁹ “*(...) alla fine conta chi è più carismatico*”.

²⁶⁰ “*Ha difficoltà a parlare davanti a più persone, o capita spesso che parlano sempre gli stessi, per esempio, che c’è gente che non parla mai. E secondo questa non è una buona cosa perché un’assemblea poi è comunitaria, per cui tutti quanti devono avere diritto di parola e anche di giudizio*”.

²⁶¹ “*Non è che chi ha più carisma e chi è più sicuro di sé. Si possiamo mettere un mix mortale di carisma, uniqueness, talent, nerves (ride), un mix mostruoso fra tutte queste cose ti rende... una drag perfetta! (ridendo). È così. Forse sì. Nel senso che poi... è così. Sicuramente delle persone che hanno delle idee molto belle non riescono a farle valere perché non hanno la sicurezza giusta di parlare nel momento giusto*”.

²⁶² “*Si mettono dinamiche di potere e di genere evidenti, che poi... quello che ci dicono sempre le compagne — io ho intrecciato il femminismo abbastanza presto — è che la politica assembleare è molto maschile, fatta con l’intervento di tot ore che parla davanti a tutti*”.

ne parle pas, il ne faut pas laisser passer comme ça ²⁶³». Ignorer cela fait que les assemblées ne jouent pas toujours le rôle qu’elles devraient jouer, surtout envers les militants qui débutent : « Quand tu vas à une assemblée et tu vois toujours les mêmes personnes qui parlent tu te dis : bon, ils sont en train de tchatcher entre eux, personne ne demande rien à personne... je ne veux surtout pas parler moi !²⁶⁴ ».

Au VG, dans les dernières années, les activistes ont trouvé à cela une solution radicale : il n’y a plus vraiment d’assemblée. Les décisions sont en effet prises de manière directe par les personnes qui fréquentent l’espace au quotidien. S’il faut prendre une décision tou·te·s ensemble, les militant·e·s organisent des assemblées « très opérationnelles, où il y a quelque chose à faire, on dit comment on va le faire, qui fait quoi... donc, de ce point de vue, elles ne sont pas du tout les assemblées classiques où tu as envie de te tirer une balle !²⁶⁵» (Gabriella, VG). Pourtant, cette *solution* ne serait pas convenable pour tout le monde ni dans tous les LSCA, car l’assemblée, malgré tous ses défauts, est, pour de nombreux·euses activistes, un espace et un moment fondamental.

D’autres forces centrifuges sont celles qui dérivent des dynamiques qui concernent non seulement l’assemblée, mais les rapports entre les activistes au sens large.

Une question clé concerne les rapports de genre. Si les discours sur cette question se focalisent notamment sur l’assemblée — au vu de son importance dans le fonctionnement de la plupart des LSCA —, des rapports de genre inégaux nuisent également en dehors de cet espace spécifique. C’est le cas, par exemple, dans la manière dont les tâches se répartissent entre militantes et militants, ou encore pour des dynamiques de pouvoir qui découlent du rôle de certains militants (et parfois militantes) plus âgés vis-à-vis d’activistes femmes plus jeunes. Di Felicianantonio (2018) traite d’un épisode de ce type qui a eu lieu à *Communia*. L’expérience de Rachele (ex-CO) sur ce point est édifiante, mais on y reviendra spécifiquement dans la séquence abandonner.

Différentes personnes peuvent avoir des attentes divergentes. Cela a été particulièrement évoqué pour *Communia*. Dario, un militant de longue date de ce LSCA, fait part du décalage qu’il peut y avoir entre des personnes qui fréquentent CO, notamment pour l’espace matériel, sans forcément s’intéresser à la politique et les militant·e·s plus politisé·e·s. À certaines périodes, *Communia* attirait des personnes qui « simplement, voyaient un espace à disposition pour y faire des choses. Même des belles choses à niveau artistique », mais qui « n’étaient pas intéressées à parler de la manifestation X (...) ou de ce qui se passait dans le gouvernement ». Cela n’a pas créé des conflits, mais a contribué à « cré[er] une séparation entre qui était plus intéressé à cet aspect [le fait de disposer d’un espace matériel] et qui au contraire

²⁶³ “Quindi uno deve proprio chiedere a quella persona che non parla “tu che ne pensi?” non è che uno non parla e quindi lo lasci andare”.

²⁶⁴ “Quando tu vai a un’assemblea e vedi sempre gli stessi che parlano, dici: vabbè, questi stanno a fa una chiacchierata fra di loro, nessuno chiede niente a nessuno... guarda, io non voglio parlare eh!”.

²⁶⁵ “No no queste sono assemblee se vuoi anche molto molto operative per cui se c’è a fare qualcosa come la facciamo, chi fa cosa... insomma no da questo punto di vista non sono le classiche assemblee che ti spariresti! (ride)”.

était intéressé au côté plus politique²⁶⁶ ». En d’autres termes, « pas toujours qui veut faire un cours de musique est intéressé à venir à l’assemblée politique du LSCA, et c’est quelque chose qui est compliqué à gérer²⁶⁷ ».

Pour Janis, cette question « a été un gros problème », car cela a créé une forme de « schizophrénie », qui faisait que « *Communia* était pour quelqu’un seulement un espace physique, pour quelqu’un d’autre seulement un projet [politique]²⁶⁸ ». Selon Janis, cela a fait s’installer un schéma particulier : certains des militant·e·s plus âgé·e·s — qui avaient fait notamment l’expérience du parti politique dont est partiellement issu le collectif qui a occupé *Communia* — « refusaient l’espace matériel, n’y venaient jamais, ça les dégoutait. Ils rentraient, pétaient un câble et faisaient juste les réunions, alors que ceux·celles qui [étaient tous les jours dans le lieu], quand il y avait les réunions partaient²⁶⁹ ». Cela amena à ce que des personnes étaient « très présent[es] dans la gestion quotidienne, mais très peu dans la gestion politique du lieu, et cela est quelque chose qui nous a créé un problème²⁷⁰ ». Ce problème se répercute sur l’assemblée et dans la manière dont certaines personnes la vivent. Luca, par exemple, témoigne des grandes difficultés qu’il a eues à se sentir à l’aise dans cet espace fondamental pour le fonctionnement de *Communia*, car il ne connaissait pas aussi bien les activistes les plus âgé·e·s que les personnes qui fréquentaient le lieu au quotidien. En effet, ces personnes

étant plus âgées, vu qu’elles travaillent, ne fréquentent plus le lieu comme on peut le fréquenter nous, étudiants universitaires ou personnes qui ont des parcours différents. Et cela a une influence. Eux, j’ai appris à les connaître bien plus lentement que les gens que je vois chaque semaine même en dehors des assemblées. Et là tu te retrouves avec une assemblée de 20 personnes qui traitent de thématiques cool, mais quand même difficiles (...) il y a un engagement politique différent, et ça te laisse pris au dépourvu²⁷¹.

Alfonso (ex-VG) évoque une dynamique inverse au *Villaggio Globale*, où il trouve que

²⁶⁶ “Sì, magari la gente si avvicinava e non gli interessava parlare della manifestazione X, lo studio del corteo, di quello che succedeva al governo... Semplicemente vedeva uno spazio a disposizione e voleva farci delle cose. Cose anche belle a livello artistico. E quindi lì si è creata una separazione fra chi magari era più interessato a questo aspetto e chi invece era interessato all’aspetto più politico”.

²⁶⁷ “Non sempre quello che vuole fare il corso di musica è interessato a stare nell’assemblea politica dello spazio. E quindi questa cosa è complicato bilanciarla”.

²⁶⁸ “La schizofrenia è che a un certo punto sembra che *Communia* per qualcuno era solo un posto fisico, per qualcuno era solo un progetto”.

²⁶⁹ “Quindi c’era chi rifiutava il posto fisico, non ci veniva mai, gli faceva schifo, entrava e sbroccava e faceva solo riunioni e chi invece lo faceva tutti i giorni e invece quando si facevano le riunioni se ne andava”.

²⁷⁰ “Nel senso che chi sta più nel posto viene meno alle assemblee. Magari è molto presente nella gestione quotidiana del posto, ma poco nella gestione politica del posto, e questa è una cosa che ci ha creato un problema”.

²⁷¹ “Invece molto spesso magari loro essendo grandi, lavorando magari non frequentano più lo spazio come possiamo frequentarlo noi universitari o persone che hanno altri percorsi. E ciò influisce. Pure loro li ho imparati a conoscere molto più lentamente rispetto magari appunto a gente che vedevo ogni settimana magari al di fuori delle assemblee... e te li ritrovi là in un’assemblea di 20 persone dove, comunque, si trattano dei temi fichi però comunque impegnativi. Nel senso che comunque se hai un primo approccio da militante... che poi pure questa cosa della militanza comunque è diverso dal parlarne così... c’è un impegno politico diverso, ti trovi un po’ spiazzato”.

s'était installée une véritable « dictature de la présence (*dittatura della presenza*) », selon laquelle seules les personnes qui pouvaient passer très souvent du temps dans le LSCA avaient droit de parole et de décision, ce qui l'a poussé à abandonner ce lieu qu'il avait pourtant contribué à fonder. Gina (ex-FP, CR) parle, elle, de dynamiques partiellement similaires, lors de sa première expérience en tant que militante dans un LSCA, au *Forte Prenestino*. Dans ce LSCA, Gina ressentait comme « une barrière impénétrable liée au fait que la majorité des personnes qui géraient (...) étaient au FP depuis des années, donc elles étaient vraiment un groupe très compact et c'était facile de se sentir toujours comme quelqu'un d'extérieur, malgré tu en faisais aussi partie et tu contribuais²⁷² ». Ce ressenti était accentué par le fait qu'au vu ses autres engagements externes au FP (p. ex. l'université), elle « ne passai[t] pas 10 heures par jour [là-bas], [elle y allait] seulement quand [elle] devai[t] y faire des choses. Et cela, socialement, évidemment créait (...) un peu de détachement par rapport au fait de se sentir entièrement partie du FP²⁷³ ». Si « cela a toujours été une partie un peu conflictuelle » de son activisme au FP, « elle faisait aussi partie du jeu, car je revendiquais aussi cette manière de faire partie du FP, c'est-à-dire que tu n'as pas besoin d'être toujours planté là-dedans pour être part du projet²⁷⁴ ».

D. Les conflits et leur gestion

Les conflits qui peuvent intervenir entre individus ou entre groupes au sein d'un LSCA sont évidemment des forces centrifuges importantes qui, comme on verra dans la séquence abandonner, peuvent amener certains activistes à quitter leur lieu autogéré. On traitera des typologies principales de conflits rencontrées dans cette étude, en se concentrant de manière détaillée exclusivement sur les conflits qui n'ont pas directement amené au départ des activistes concernés.

Les conflits rencontrés seront organisés autour de quatre pôles :

1. les conflits dus à des attentes et stratégies différentes ;
2. les conflits autour des styles de vie ;
3. les conflits interpersonnels qui peuvent devenir collectifs, voire politiques ;
4. les conflits autour des tâches.

Ces conflits ont — selon des modalités variables — amené au départ des personnes concernées, raison pour laquelle ces récits seront détaillés dans le chapitre suivant, la séquence « abandonner ».

²⁷² “(...) una cortina di impenetrabilità legata al fatto che la maggior parte persone che lo gestivano (...) erano anni che stavano al Forte quindi erano proprio un gruppo compatto e quindi era facile sentirsi sempre qualcuno sempre esterno, nonostante poi stavi anche tu lì dentro e contribuivi”.

²⁷³ “Non è che stavo lì che so 10 ore al giorno cioè andavo lì solamente quando dovevo fare delle cose e questo ovviamente socialmente creava una serie... un po' di distacco rispetto poi al sentirsi interamente parte del Forte”.

²⁷⁴ “Quindi questa è stata sempre una parte un po' conflittuale, però anche quella faceva parte del gioco in qualche modo quindi anche un po' mi rivendicavo anche il modo di starci, cioè non è che devi stare sempre infognato là dentro per essere parte di quel progetto”.

1. Aldo et Lello (ex-C2) — avec d’autres camarades — se sont souvent trouvés en désaccord avec le choix de l’assemblée, notamment sur le positionnement politique de *Casale Alba*. Ces deux activistes prônaient une attitude *super partes* de leur LSCA, alors que la majorité des membres de l’assemblée avaient opté pour un soutien explicite à des acteurs de la scène politique d’extrême gauche de la ville. Selon ces deux activistes, ces désaccords provoquent une véritable ostracisation à leur égard, qui a rendu insupportable leur fréquentation de l’assemblée et leur permanence dans le LSCA. Le cas d’Alfonso (ex-VG) est proche. Cet activiste, qui faisait partie du noyau originaire des militant·e·s du *Villaggio Globale*, s’est vu mis à l’écart par les nouveaux·elles arrivé·e·s qui avaient, à son avis, une vision différente des buts à atteindre et de la modalité par laquelle le faire. La possibilité d’ostraciser a été rendu possible par ce que cet activiste a appelée « la dictature de la présence (*dittatura della presenza*) », laquelle, comme l’on a vu, consiste à délégitimer les activistes qui, au vu d’autres engagements (p. ex. familiaux ou professionnels), ne peuvent pas passer autant de temps le LSCA que d’autres personnes. Un autre exemple est relatif à *Communia*. Un groupe formé de certain·e·s des activistes les plus ancien·ne·s et d’autres qui étaient dans ce LSCA depuis relativement longtemps ont prôné une restructuration de l’activité de ce lieu en accord avec d’autres membres du réseau national dont ce lieu fait partie, et ce sans consulter ou inclure de manière adéquate les autres personnes dans ce choix. Le groupe s’est alors divisé. Cette division et la perte de camarades de longue date fut une force centrifuge pour certain·e·s activistes, comme Carla (ex-CO), qui s’est sentie profondément isolée et fatiguée, entre autres, parce que « ceux avec lesquels j’ai grandi politiquement, avec lesquels j’ai fait tous ces passages, avec lesquels on a réussi à créer tout ça, il n’y a plus personne qui est encore à mes côtés²⁷⁵ ». Carla cessera son militantisme.
2. Parfois, des conflits peuvent avoir lieu à cause du style de vie de certain·e·s militant·e·s., notamment en lien avec la consommation de substances stupéfiantes. Giovanni (CR) y fut confronté dans les années 1990, lors de sa première expérience dans un LSCA, au *centro sociale La Strada* (LS). Le conflit — qui a eu son origine dans la consommation de drogues dures de la part de certain·e· militant·e·s et dans le risque avéré que le deal rentre dans les murs de ce LSCA — a mis à dure épreuve son souhait de rester dans ce LSCA, qu’il avait contribué à créer. À cette époque, des camarades de LS « étaient en train de prendre un style de vie pas très positif pour eux », en raison d’un usage de drogue. Cela n’était pas juste problématique, car « très dangereux pour la vie des personnes qui étaient, d’une manière ou l’autre, activistes de ce lieu », mais aussi parce que cela avait amené « les dynamiques de la rue » jusqu’à dans le lieu autogéré, avec « le risque de devenir comme d’autres LSCA [de l’époque], trop compromis avec certaines dynamiques des quartiers et territoires [où ceux-ci se trouvent]²⁷⁶ ». Le risque

²⁷⁵ “Sono cambiate le persone, siamo molti di meno. quelli fra l'altro con cui io avevo più... con cui sono politicamente cresciuta con cui ho fatto tutti questi passaggi con cui sono arrivata a creare insieme tutta 'sta roba non ce ne ho più una a fianco”.

²⁷⁶ “(...) è stato molto alto il rischio di diventare come altri spazi troppo compromessi con alcune dinamiche che succedono nei quartieri nei territori, c'è stato, c'è stato. e secondo me è stato molto difficile e molto

était accru par le fait que, selon Giovanni, les centres sociaux sont et étaient

très exposés [à ce genre de situations, car] n'ayant pas de filtres, de compromis, et en refusant aussi une médiation institutionnelle dans le rapport avec les personnes — c'est-à-dire, on n'appelle jamais la police, justement même — mais la confrontation avec toute la complexité d'un quartier t'amène à rencontrer aussi ces genres des choses, comme montre le parcours de certains espaces de cette ville²⁷⁷.

Cette situation a créé un conflit « très fort », y compris avec « une partie du quartier », avec « le risque que puisse gagner cette partie moche de la rue ». Les militant·e·s ont alors « discuté, [elles-ils] se sont disputé·e·s énormément ». Pour Giovanni, c'était « un moment très dur, vraiment du point de vue émotif » : « Je n'avais plus envie de fréquenter ce lieu dans cette manière-là, pour comment il était en train de devenir²⁷⁸ ». Les activistes de l'époque ont alors décidé de fermer le LSCA pendant quelque mois, afin de « se reconstruire, de reconstruire une idée ». Ainsi, le centre social « *La Strada* est resté fermé pendant presque un an. En même temps on a couvert une discussion, ré-imaginé quoi faire, on a rouvert et tout a été bien²⁷⁹ ».

3. Des conflits de nature interpersonnelle peuvent également avoir lieu : la « constitution libidinale » des mouvements sociaux — c'est-à-dire, « *[t]he structure and "economy" of their members' effectual and sexual tie* » (Goodwin, 1997, p. 53) — peut non seulement renforcer l'esprit de groupe et la fidélité à l'engagement, mais également fonctionner comme une force centrifuge. Par exemple, quand une relation amoureuse, sexuelle ou amicale avec un·e autre camarade — qui avait jusque-là augmenté l'envie de passer du temps dans le LSCA — tourne mal. Ce qui était alors une force centripète devient une force centrifuge.
4. Enfin, des conflits entre des membres peuvent aussi avoir lieu à partir de désaccords concernant la manière dont les tâches sont accomplies, qu'elles soient de nature politique ou gestionnelle. Ainsi, le fait de laisser l'espace sale, alors qu'on avait pris la responsabilité de le nettoyer, par exemple, peut provoquer un conflit — dont les conséquences sont rarement pérennes —, mais qui peut amener, pendant un temps, le

pericoloso anche per la vita delle persone in qualche modo che erano attivisti di quello spazio e che secondo me stavano, in un periodo, assumendo uno stile di vita non troppo positivo per loro per loro. e quindi dall'incontro con sostanze”.

²⁷⁷ “*Perché logicamente i centri sociali sono spazi molto a rischio, in cui c'è una fragilità grossa perché sono molto esposti, non avendo filtri, compromessi, rifiutando anche in qualche modo una mediazione istituzionale nel confronto con le persone, cioè non si chiama mai la polizia... giustamente...comunque il confronto con tutta la complessità del quartiere ti porta all'incontro anche con queste cose qui, insomma basta vedere il percorso di alcuni spazi di questa città*”.

²⁷⁸ “*Anche scontro molto forte c'è stato con un pezzo di quartiere, il rischio che vincesse, diciamo, quella parte brutta della strada, non la strada centro sociale ma la strada fuori dal centro sociale, c'è stato è lì tra di noi abbiamo discusso, abbiamo litigato tantissimo, io ho vissuto un momento tosto da un punto di vista proprio emozionale.... non mi andava più a me di frequentare quel posto in quella maniera e la come stava diventando*”.

²⁷⁹ “*La strada chiusa per qualche mese quasi un anno, nel mentre abbiamo aperto una discussione, ri-immaginato cosa fare tutto quanto, abbiamo riaperto ed è andato tutto bene*”.

militant·e auquel/à laquelle on a fait des reproches d'avoir moins envie de fréquenter son LSCA.

5.2.2. Forces centripètes: l'importance des rétributions et du coût d'un abandon

Les « forces centripètes » sont celles qui poussent les activistes à persister dans leur engagement au sein leur LSCA. Elles peuvent également se *retourner*, et devenir à leur tour des forces centrifuges.

Ces forces centripètes, qui peuvent prendre la forme de « rétributions » du militantisme — matérielles ou immatérielles —, mais pas que, seront organisées autour de 7 pôles : les rétributions sociales du militantisme ; les rétributions financières ; les résultats et les réussites des activités militantes en tant que rétributions ; les conséquences psychologiques et identitaires du militantisme en tant que rétributions ; les socialités et leurs émotions en tant que rétributions ; les dynamiques collectives en tant que rétributions ; le coût à quitter le LSCA.

A. Les rétributions « sociales » du militantisme

Classiquement, on entend les rétributions comme des *récompenses* que l'organisation accorde à ses membres pour en garantir la fidélité. Ces rétributions peuvent prendre alors la forme de postes rémunérés, de rôle de prestige et/ou de pouvoir, mais aussi de « *divers bénéfices d'estime de soi, de puissance (accès à des informations à diffusion restreinte, sentiment d'importance, satisfaction d'agir, pouvoir sur les choses et sur les personnes), de "notabilisation" (reconnaissance, prestige, titres à intervenir dans divers espaces publics) et par l'estime, l'affection, parfois l'admiration, des compagnons de lutte* » (Gaxie, 2017, s.p.). Avant de voir les cas où ces rétributions impliquent un échange monétaire ou d'autres types de *récompenses*, nous allons focaliser sur les bénéfices immatériels qui peuvent découler de l'activité militante.

Les premières rétributions sociales concernent l'intégration des nouveaux·elles militant·e·s au sein du groupe et leur reconnaissance par les activistes plus âgé·e·s, qui se marque et se sédimente souvent parce qu'on leur donne des responsabilités. Silvia (CR), par exemple, raconte être

rentrée en marchant sur la pointe des pieds, dans le sens que j'écoutais beaucoup et je préférais faire des choses pratiques (...). Avec le temps on m'a donné la possibilité de prendre de petites responsabilités, de prendre soin des espaces, d'avoir la possibilité de présenter des choses que je retenais adaptées pour cet endroit, qui auraient pu être intéressantes... cela a été beau, très beau²⁸⁰.

Pour Michel (C2) aussi, le fait de se rendre compte, quelques mois après son arrivée, qu'il est « en quelque sort part de la famille, parce que [il est] reconnu à l'intérieur [de C2]²⁸¹ » est une rétribution sociale extrêmement forte : la reconnaissance de sa propre valeur, du fait que

²⁸⁰ “Io sono entrata molto in punta di piedi nel senso che comunque ascoltavo molto... preferivo fare cose pratiche però poi dire la prima, però non ho preteso nulla. Poi nel tempo mi è stata data la possibilità di piccole responsabilità, di curare degli spazi, di avere la possibilità di... presentare anche cose che io ritenevo idonee per questo posto, che potevano essere interessanti... quello è stato bello, molto bello”.

²⁸¹ “Quindi piano piano ho preso il via e mo mi sento tipo parte della famiglia perché so' uno riconosciuto all'interno del Casale diciamo”.

lui aussi fait partie du groupe.

Être reconnu·e en tant que membre du groupe peut être marqué par un geste très pratique, mais à la fois aussi très symbolique, comme dans le cas d'Ivan qui se sentira membre du groupe à part entière dès le moment où « ils [lui] ont donné les clés [du *Forte Prenestino*], il y a 6 ans, presque 7²⁸² ». Cela implique une prise de responsabilité qui signifie et symbolise la confiance que les membres du groupe font à un·e militant·e.

Une fois que l'on est reconnu·e au sein du lieu autogéré en question, un autre type de rétribution sociale du militantisme entre en jeu : le fait d'être reconnu·e à l'extérieur de son LSCA, en tant qu'activiste d'un tel ou autre lieu autogéré. Cela se passe le plus souvent au sein du milieu de l'autogestion, ou, plus généralement, des mouvements contestataires locaux. Si certaines personnes ne paraissent pas apprécier particulièrement le fait d'être associé·e à leur LSCA, pour d'autres c'est une raison d'orgueil. Luca (CO), trouve « beau » d'être reconnu en tant qu'activiste de *Communia* ou du collectif LGBTQI de ce LSCA, et cela « n'est pas cool juste parce que c'est cool [d'être reconnu comme un occupant]. C'est cool parce que j'ai envie de faire et parce que c'est un lieu où je me sens bien, sûr et où on traite des thématiques qui m'intéressent. Pour ça, je me sens à l'aise à dire “ Je suis Luca de *Degender*”²⁸³ ».

Certes, tous les lieux autogérés n'ont pas la même aura, comme en témoigne Lorenzo (FP). Il se sent fier d'être reconnu en tant qu'activiste du plus célèbre centre social romain (« ça me fait plaisir d'être reconnu en tant que [militant] du FP²⁸⁴ »), et ajoute, presque comme une concession aux militant·e·s des LSCA moins en vue : « Je pense que c'est cool aussi d'être reconnu comme militant de *Strike* ou militant de *Communia*, parce que je pense que même ces lieux ont acquis un tout petit peu de personnalité²⁸⁵ ». Selon Ivan (FP), qui préfère éviter de se revendiquer ouvertement en tant que Ivan du *Forte Prenestino*, les gens « disent [être du FP] pour sembler plus cool²⁸⁶ ».

Enfin, cette reconnaissance peut aller au-delà de la simple appartenance à un LSCA, notamment dans le cas de lieux autogérés très actifs dans les mobilisations romaines — par exemple *Communia* —, où ce qui semble compter le plus est d'être reconnu·e en tant qu'activiste politique de premier plan. On peut être adoubé ainsi quand, par exemple, l'on intervient souvent dans les assemblées, quand on fait des discours appréciés lors des manifestations ou quand on est considérée comme la personne de référence sur un certain domaine (p. ex. les luttes féministes). Être reconnu·e en tant qu'activiste de tel ou tel LSCA s'enrichit ainsi de ce que Gaxie appelle la « *notabilisation* » (*reconnaissance, prestige, titres à*

²⁸² “Quando mi hanno dato le chiavi, 6 anni fa. 7 quasi”.

²⁸³ “Bello! Comunque è fico, non è fico perché è fico. È fico perché avendo la voglia di fare e avendo uno spazio in cui mi sento bene, sicuro e in cui si trattano tematiche che mi interessano. Quindi mi sento a mio agio a dire “sono Luca del collettivo *Degender*”, quindi mi sento bene insomma”.

²⁸⁴ “Mi fa piacere sentirmi se vengo riconosciuto come del Forte”.

²⁸⁵ “E penso che sia fico essere riconosciuto anche come Tizio di *Strike* o Tizi di *Communia*. Perché poi secondo me un pochino una personalità questi spazi l'hanno presa”.

²⁸⁶ “Sono pochi anni che dico di essere uno del Forte. Perché alla fine il Forte... fa pure un po'... che poi secondo me lo dicono fuori per farsi fichi”.

intervenir dans divers espaces publics) et par l'estime, l'affection, parfois l'admiration, des compagnons de lutte » (2017, s.p.), qui ne découle donc pas simplement de l'appartenance au LSCA, mais également de qualités personnelles, comme le charisme ou les qualités rhétoriques.

Si cela peut avoir lieu de manière *naturelle* ou construite par l'expérience, selon l'activiste de *Communia*, Rachele et selon les observations issues de l'ethnographie, cette notabilisation peut aussi être *induite*. Mettre en avant une personne peut être une tactique mise en place par les activistes le plus âgés afin de fidéliser ou responsabiliser certain·e·s des militant·e·s les plus prometteur·euse·s. Cela se fait, par exemple, en demandant à telle ou telle personne d'introduire une assemblée politique (en l'aidant à préparer le discours p. ex.) ou en la poussant à intervenir plus souvent. Les effets de ces petits *moments de gloire* peuvent être forts, comme dans le cas de Rachele qui, après avoir introduit une assemblée importante du mouvement féministe romain et commencé à représenter le collectif LBGTQ de *Communia* dans toutes les réunions a commencé à se « sentir puissante », à « sentir part des leaders. Je me sentais incluse, je me sentais une parmi elles·eux²⁸⁷ ». Cette sensation était très « belle », car elle se sentait être « un élément décisif (*un elemento decisivo*) » dans le mouvement féministe qui animait Rome à cette époque. C'est cet aspect fortement motivant qui l'a aidée à s'accrocher à *Communia*, au moins pour un temps, malgré les multiples forces centrifuges qui mettaient — depuis longtemps — à rude épreuve sa persistance dans ce LSCA.

Le terme de « reconnaissance » ou « *recognition* » en anglais est bien évidemment un terme complexe qui peut se prêter à de nombreux usages. De manière générale, on peut l'entendre comme étant « *a social and dynamic relationship between subjects that defines their position within social interaction* » (Bétrisey et al., 2018, p. 136). Si l'on peut parfois être reconnu·e comme membre d'un groupe social spécifique — p. ex. d'un ou de LSCA —, la reconnaissance est liée avec la notion d'appartenance et donc avec celui de formation de l'identité (Bétrisey et al., 2018).

B. Les rétributions financières

Même si les rétributions financières ne prennent que rarement la forme de postes rémunérés — comme cela peut être le cas pour des militant·e·s d'un parti qui peuvent, par exemple, accéder à « *des postes de pouvoir dans l'appareil d'État, lorsque le parti arrive au pouvoir* » (Sainteny, 1995, p. 132) —, on peut trouver au sein de LSCA des formes de compensation ou d'incitation monétaire. Souvent, celles-ci prennent la forme d'indemnisation face au *travail* effectué pour le LSCA, et sont présentées comme des dispositifs censés permettre un minimum de soutien économique aux activistes qui — au vu de la nature chronophage de ce type de militantisme — se retrouvent souvent face à devoir choisir entre un travail rémunéré correctement et l'activité militante.

Au *Forte Prenestino* on pratique, dans certains cas, une forme de remboursement à destination des activistes qui font des shifts dans les différents espaces de restauration dont ce lieu dispose et qui sont ouverts plusieurs jours par semaine. Au FP, ce *remboursement* est appelé « *autorevenu (autoreddito)* ». Les activistes interviewé·e·s tiennent à souligner qu'il ne s'agit

²⁸⁷ “*Ho aperto la prima riunione assoluto di "io decido", andavo a fare la rappresentante di Degender in tutte le riunioni... mi sentivo parte dei... leader! quindi mi sentivo inclusa cioè mi sentivo una di loro*”.

pas d'un travail et donc non plus d'un salaire — « ça n'a jamais été un vrai travail pour moi, aussi parce que l'autorevenu est ce qu'il est... on ne prend pas beaucoup d'argent ²⁸⁸ », raconte Ivan, FP) —, et la faiblesse de ce remboursement en fait plus une compensation à valeur symbolique qu'un véritable revenu.

À *Communia*, même s'il y a eu dans le passé une réflexion sur ce type de mécanisme afin de contribuer à combattre la précarité dans laquelle sont la plupart de ses activistes, on a donné priorité à un type de rémunération différente. En raison du peu de disponibilité financière dont ce lieu dispose, et, en cohérence avec l'histoire de ce lieu — dont le collectif vient d'un ancien parti politique —, fournir une compensation financière ne se fait que pour des « figures » politiques et organisationnelles, celles que Carla (ex-CO) appelle même des « fonctionnaires (*funzionari*) ». Ainsi, Carla et un·e autre activiste recevront pendant un certain temps une petite rémunération, afin de gérer la coordination nationale du réseau dont fait partie *Communia* et prendre soin du site web (qui fonctionnait aussi comme journal de l'organisation). Le fait de rémunérer des personnes pour ces tâches peut être interprété comme étant un héritage direct de la phase où CO était encore un parti : cette habitude avait été abandonnée avec l'occupation, mais s'est réimposée face au constat qu'il fallait avoir quelqu'un qui s'occupe avec plus d'attention de certains aspects organisationnels. Ces deux « fonctionnaires » étaient rémunéré·e·s très peu, environ 300 euros par mois, ce qui ne les soustrayait pas à la nécessité d'avoir un autre travail à côté, mais qui constituait une reconnaissance — plus symbolique que matérielle — pour la grande quantité de travail et de temps dédié à l'organisation. Cet argent provenait essentiellement des contributions du réseau national et était entièrement issu des activités d'autofinancement.

À *Casale Alba 2*, le statut que les activistes se sont donné interdit toute forme de transaction au-delà des formes d'autofinancement des activités du groupe. Ainsi, même les cours sont gratuits.

D'autres LSCA ont choisi une voie encore différente. *Villaggio Globale* et *Casetta Rossa* possèdent chacune une coopérative. À CR, la coopérative emploie les personnes qui travaillent au restaurant (qui a les horaires d'ouverture d'un restaurant « normal », ainsi qu'un système de taxation usuel — après avoir payé on reçoit un ticket de caisse comme dans n'importe quel restaurant). Le personnel de ce restaurant est de profil varié, avec une bonne représentation de personnes migrantes originaires d'Afrique subsaharienne. Pour VG, la coopérative a été mise en place au début des années 2000, quand cet espace accueillait de grands concerts et disposait une quantité d'argent supérieure à celle nécessaire à l'autofinancement des activités culturelles et militantes. C'est dans cette phase où, comme le dit Fabio (VG), « on donnait du travail à plein plein de personnes ²⁸⁹ », que les militant·e·s décident de fonder une coopérative. C'était une manière pour « combattre le travail au black, vu que plein de lieux [autogérés] luttent contre le travail au black, mais font eux-mêmes du travail au black », ou le « *caporalato rosso* » pour utiliser la définition de Alfonso (ex-VG).

²⁸⁸ “Comunque, non è mai stato un vero lavoro questo per me. Comunque, anche perché l'autoreddito è quello che è... non è che ci prendiamo tanti di quei soldi...”.

²⁸⁹ “S'è dato da lavorare a tantissime persone”.

Éviter cela était encore plus importante au VG qu’ailleurs, car ce lieu hébergeait des personnes de nombreuses nationalités, dont certaines sans papiers : la reconnaissance légale du travail effectué leur permettait en quelque sorte une sortie plus aisée de la précarité, voire de la clandestinité. Par exemple, Malek, gardien marocain de ce LSCA depuis plus de 20 ans, « va toucher sa retraite à travers la coopérative et il va rentrer au Maroc, ou il restera ici...c’est son choix ²⁹⁰» (Fabio, VG). Ce changement de statut permettait donc de voir reconnu légalement, mais aussi symboliquement, tout travail effectué au sein de ce LSCA, comme témoigne Fabio :

Avec la coopérative (...) tu donnes une reconnaissance à ce qu’une personne fait, aussi parce que, si tu t’occupes du nettoyage, cela ne veut pas dire que tu ne travailles pas ; si tu fais la sécurité, ça ne signifie plus que tu ne le fais pas ; si tu fais l’ingénieur du son, ça ne signifie pas que tu n’es pas ingénieur du son. En d’autres termes, tu dois quand même laisser une trace du travail fait²⁹¹.

L’organisation sous forme de coopérative ne constitue pas une forme de rétribution seulement pour ces aspects pratiques. Pour Fabio, qui a eu des expériences professionnelles aussi dans d’autres coopératives, ce qui change vraiment c’est que cette forme légale n’a pas changé l’esprit de communauté qui caractérise ce LSCA, et c’est exactement cet aspect-ci qui le tient si fortement accroché à *Villaggio Globale*. Ainsi, dans les coopératives « normales », dont il a fait l’expérience, tout d’abord « on pense chacun à son salaire²⁹² ». Alors qu’à VG, « le facteur humain est toujours très haut, ce que dans d’autres endroits tu ne trouverais jamais... frerot, les coopératives bureaucratiquement normales ne sont pas comme ça, j’y ai travaillé²⁹³ ».

Le niveau humain est toujours très haut. On peut discuter, on peut être bien... je peux appeler et dire « les gars, je suis triste aujourd’hui je ne peux pas venir », mais il n’y avait pas une raison vraie, réelle, dans le sens d’une vraie justification. « Je ne peux pas venir », comme une personne normale [car la coopérative a comme destinataires des ‘personnes défavorisées’ (*soggetti svantaggiati*)], je peux avoir bien mes raisons, comme parfois je peux avoir des périodes où je bosse mieux ou pire. Ce n’est pas que personne ne te dit rien : tu t’améliores, à travers les discussions, en regardant la réalité. C’est normal (...), il y a une complicité de groupe, je ne sais pas comment l’expliquer. Tout simplement un niveau plus humain²⁹⁴.

Cette forme d’organisation n’aura pas le même effet sur tout le monde, car, la création de la coopérative marquera le début d’un conflit qui verra Alfonso (ex-VG), un des fondateurs

²⁹⁰ “*Mo lui prenderà la pensione e quindi se ne tornerà in Marocco, resterà qua...deciderà lui*”.

²⁹¹ “*Tramite la cooperativa (...) dai riconoscimento al lavoro che una persona fa... anche perché se tu fai le pulizie qua non significa che non fai le pulizie... cioè se fai la sicurezza non significa che non la fai... se tu fai il fonico non significa che non sei fonico...cioè comunque... devi lasciare una traccia lavorativa*”.

²⁹² “*Si pensa allo stipendio*”.

²⁹³ “*C’è sempre un fattore umano molto alto che in altri posti, zi’, non troveresti... cioè le cooperative burocraticamente normali non sono così... cioè ci ho lavorato*”.

²⁹⁴ “*Il livello umano è sempre altissimo. nel senso possiamo discutere, possiamo stare bene nel senso... posso chiamare e dire ‘regà oggi so’ triste non posso venire’ ma non è che c’era un motivo vero, reale... tipo davvero la giustificazione. “non posso veni”, come una persona normale, posso avere i miei motivi... come magari posso lavorare un periodo più giusto o più male. Non è che nessuno ti dice niente. Migliori, attraverso le discussioni attraverso sempre guardando la realtà. È normale (...) c’è una complicità di gruppo, non so come dirtelo. È un livello solo più umano*”.

de ce LSCA, quitter définitivement le *Villaggio Globale*.

À noter que la question de *l'autorevenu*, de la forme de la coopérative, et plus généralement de la manière dont les centres sociaux (modèle originaire des LSCA) envisagent leur rapport au travail et à l'argent, a suscité un débat important dans les années 1990. Certaines des réflexions des animateurs·trices des centres sociaux de l'époque ont été rassemblées dans un livre titré « Centres sociaux : quelle entreprise ! Au-delà du ghetto : un débat fondamental (*Centri sociali : che impresa ! Oltre il ghetto : un dibattito cruciale*) » (Moroni & Farina, 1995) ou encore, dans un livre autoproduit par différents centres sociaux romains, intitulé « Des nouvelles frontières pour l'autoproduction-espace-revenu du temps-hypothèses de libération (*Nuove Frontiere per l'autoproduzione-spazio-tempo reddito-ipotesi di liberazione*) » (Grande Raccordo Autoproduzioni, 1996).

Enfin, toutes les personnes qui donnent des cours — mais qui sont cependant souvent externes à l'assemblée du LSCA en question — reçoivent un remboursement pour leur activité à partir du prix d'abonnement payé par les fréquentateurs·trices (sauf, comme on a dit, pour C2, où toutes les activités sont gratuites).

C. Les résultats et les réussites des activités militantes en tant que rétributions

Les forces centripètes peuvent aussi trouver leur origine dans l'activité militante même et dans les satisfactions que celle-ci peut provoquer : une mobilisation réussie, des événements à succès, avoir créé un espace fréquenté et apprécié, la satisfaction de se rendre compte qu'avec sa propre action on a été capable de changer — un peu, au moins — la ville et donc la société (en créant un espace différent et en contre-tendance des dynamiques urbaines dominantes), ou même se rendre compte du *privilège* que cette activité a permis, soit contribuer à la (re)création de l'espace urbain, sans faire partie des « puissants », ou encore la satisfaction d'avoir matériellement et collectivement construit quelque chose avec ses propres mains. Considérons point par point ces différents types de rétributions à l'aide d'exemples issus des entretiens.

Tout d'abord, comme le dit Luca (CO), « qu'il s'agisse d'une soirée ou d'une mobilisation²⁹⁵ », avoir mené « un parcours qui a donné des résultats positifs [apporte] des satisfactions à la fois personnelles, mais aussi (...) pour le collectif²⁹⁶ ».

Contribuer à organiser un festival autour des bandes dessinées au FP, qui deviendra par la suite un festival à résonance à internationale (le *Crack Festival*), a été un des moments les plus satisfaisants de l'expérience de Gina (ex-FP, CR) au *Forte Prenestino*. Ou, dans le cas de Lello (ex-C2), le simple fait de rentrer dans la classe où il donnait des cours d'informatique à des personnes migrantes, et voir que chaque semaine — et contre toute attente — la salle était pleine, c'était quelque chose qui « [le] rechargeait (*mi ricaricava*) » et lui donnait la satisfaction nécessaire pour surmonter la fatigue due à ses multiples engagements.

De même, selon la personne concernée et la phase de sa carrière militante, des petites

²⁹⁵ « *Banalmente dalla serata a una mobilitazione* ».

²⁹⁶ « *Dei percorsi che poi hanno avuto i propri risultati positivi si. Ci sono state soddisfazioni sia personali che penso pure per il collettivo* ».

choses, comme préparer une pancarte « et après voir cette pancarte à la tête d'un cortège²⁹⁷ » peuvent être ressenties en tant que rétributions importantes. Selon Janis (CO), « la pancarte c'est juste une connerie, un objet. Mais effectivement tu te dis : "moi aussi j'ai mis un peu du mien dans tout ça. Et dans cette histoire il y a des centaines des milliers de personnes"²⁹⁸ ». Et c'est cette petite contribution, surtout au début de la carrière militante, qui a amené Janis à se dire : « OK, donc moi aussi je suis en train de construire [tout ça]²⁹⁹ ».

Organiser des mobilisations réussies ou capables de mobiliser un nombre important de personnes peut aussi être perçu comme une rétribution significative, car, comme l'énonce Francesco (C2), quand « tu fais des choses avec tes propres mains et tu en vois le résultat c'est une grande satisfaction³⁰⁰ ». Plusieurs militant·e·s de C2 mettent ainsi en avant la réussite de la mobilisation contre la transformation d'un autre immeuble présent dans le parc dans une activité commerciale. Pour Francesco, le fait de « gagner la lutte pour éviter qu'une spéculation privée puisse avoir lieu au sein du parc, dans une réserve naturelle, a été une grande satisfaction³⁰¹ ». Un propos partagé par aussi par Cinzia (C2), qui trouve que « ça te donne aussi la force de continuer, quelque chose comme ça³⁰² ».

Dans les LSCA, l'éviction ou le risque d'éviction sont des moments importants, où les activistes doivent démontrer leurs capacités à mobiliser au-delà du cercle purement militant, ce qui en fait de ces moments des véritables mises à l'épreuve du travail politique et social mené jusque-là. Le succès des mobilisations qui ont suivi l'éviction de *Communia 2*, par exemple, ont servi à donner du sens à toutes les énergies, à la fatigue et au temps dédiés à l'autogestion d'un espace, comme en témoigne par Janis :

Une autre chose que je me rappelle et qui m'avait beaucoup motivée, c'était de voir la réponse du quartier lors du cortège qui après a occupé [*Communia 3*]. Pas seulement du quartier [mais] de [toute] la ville. Parce que le jour où on nous a expulsés on a fait une assemblée et il y avait beaucoup de monde, et c'était ça qui m'a poussé à me dire « OK, alors tout cet effort, toutes ces heures, toute cette fatigue servent à quelque chose ». Le cortège qu'on a fait après et qui a amené à l'occupation [de *Communia 3*], c'était un cortège d'une dimension que je n'ai jamais vu dans le quartier. Donc c'est quelque chose qui te pousse à dire : « OK, alors je le fais parce que ça fait sens ». Alors c'est vrai que cet endroit, outre que c'est un endroit trop cool, qui fait des choses super cool, sert vraiment à la ville, au quartier. Cela a joué un rôle fondamental dans ma motivation à réoccuper un nouvel espace³⁰³.

²⁹⁷ "Poi quello striscione lo vedi alla testa di un corteo".

²⁹⁸ "Mo magari uno striscione è una cazzata, un oggetto. Però effettivamente ti dici, 'anche io ci ho messo la mia in questa cosa. In questa cosa ci sono centinaia, migliaia di persone'".

²⁹⁹ "Ok, allora anche io sto costruendo".

³⁰⁰ "Quando riesci a fare alcune cose con le tue mani e vedi il risultato è una soddisfazione grossa".

³⁰¹ "Vincere una vertenza ed evitare che venisse fatta una speculazione privata dentro il parco, una riserva naturale, è stata una grossa soddisfazione".

³⁰² "Ti dà la forza anche per andare avanti, una cosa così".

³⁰³ "Però un'altra cosa che mi ricordo e che mi aveva fomentato molto, è che dallo sgombero al corteo che ha rioccupato, era stato molto bello vedere la risposta del quartiere. E non solo, della città. Nel senso che il giorno in cui ci hanno sgomberato abbiamo fatto un'assemblea in cui c'era un sacco di gente, e questa era un'altra

Cette réflexion de Janis amène au dernier aspect des résultats de l'activisme dans les LSCA comme rétribution dont nous traiterons : le fait de se rendre compte que l'occupation d'un lieu autogéré équivaut à *arracher* un droit que les personnes ordinaires n'ont que rarement, c'est-à-dire le fait de déterminer, de manière autonome, un fragment de l'espace urbain. En effet,

[l]a plupart des gens s'intègrent aux structures de l'espace construit plutôt qu'ils ne le déterminent. C'est particulièrement vrai des espaces publics (...): les particuliers n'ont ni le droit ni les moyens de les rendre conformes à leurs goûts et à leurs aspirations, [car, entre autres,] les droits fonciers sont au fondement de la société (Claval, 2012, p. 201)

Ainsi, la possibilité de pouvoir *déterminer*, même avec peu de moyens et peu de marge de manœuvre, un morceau de la ville — qui, s'il n'est pas réellement public, se veut au moins semi-public, car ouvert presque quotidiennement à tout le monde — apparaît comme un élément attractif de ce type de militantisme, mais aussi comme une forme de rétribution non négligeable.

Dans ces espaces arrachés aux logiques classiques de gestion et de détermination de l'espace urbain — qui oscillent donc entre les deux pôles du « privé » et du « public », en ne donnant que rarement la possibilité d'une troisième voie, celle du « commun » (Dardot & Laval, 2014) — les militant·e·s essayent de mettre en place leurs projets — avec plus ou moins de succès —, fondés souvent sur une idée différente d'être ensemble, comme individus et comme société. Une des particularités de ce type de militantisme réside dans le fait que ces pratiques s'apparentent d'une certaine manière à des « *prefigurative politics* » — « *popularly imagined as "being the change you wish to see"* » (Jeffrey & Dyson, 2021, p. 641) —, car elles sont tangibles et parce qu'elles agissent sur un espace matériel qui est *déjà-là* et qui accueille donc *déjà* une vie quotidienne organisée — malgré tous ses défauts et ses incohérences — selon des principes que les activistes souhaiteraient voir appliqués à la société dans son ensemble.

Comme le disent Chatterton & Pickerill en se référant à des mouvements autonomes britanniques, « *everyday practices are used to build hoped-for futures in the present, but that this process is experimental, messy and contingent, and necessarily so* » (2010, p. 1), les LSCA sont des « espaces d'expérience », pour utiliser le terme mobilisé par Pleyers pour décrire un vaste ensemble d'expériences qui vont des communautés zapatistes jusqu'aux « *zones autonomes anticapitalistes* » lors des manifestations contre le G8 (Pleyers, 2013, p. 121). Ces espaces d'expériences sont « *des lieux suffisamment autonomes et distanciés de la société capitaliste qui permettent aux acteurs de vivre selon leurs propres principes, de nouer des relations sociales différentes et d'exprimer leur subjectivité* » (Pleyers, 2013, p. 120). Il s'agit donc, « *[d']espaces où sont expérimentées et vécues des pratiques alternatives. Ce sont à la fois de lieux de lutte et les antichambres d'un monde nouveau* » (Pleyers, 2013, p. 120).

La rétribution suite, par exemple, à une occupation, est, d'une certaine manière,

cosa che mi ha fatto dire "ok, allora tutto questo sforzo, tutte queste ore, tutta questa fatica serve". Il corteo che poi abbiamo fatto ed ha portato all'occupazione, era un corteo che io non ho mai visto un corteo dentro un quartiere così grosso. Quindi è pure un po' una cosa che ti fa dire "va bene, allora lo sto facendo per un senso", allora davvero questo posto oltre ad essere un posto fichissimo, che fa cose fichissime serve pure proprio nella città, nel quartiere... questo ha fatto tanto pure sul mio fomento nel rioccupare un altro posto".

immédiate, quand bien même les militant·e·s ont conscience qu’il ne s’agit que d’un tout petit morceau de l’espace urbain qui « ne va pas changer les sorts de cette ville de Rome, mais on contribue à faire quelque chose de plus³⁰⁴ », comme le dit Silvia (CR). Un petit pas, mais « dans monde où on est tous fait en compartiments et chacun pris par ses choses, déjà le fait de réussir à développer une idée commune, la construire, la réaliser, donne (...) un niveau de satisfaction, de bien-être, de qualité de la vie meilleure³⁰⁵ », selon Gina (ex-FP, CR). Des satisfactions qui viennent aussi du fait de construire matériellement — de ses propres mains — et collectivement un lieu de ce type.

Le fait de gérer un espace comme les LSCA ne provoque pas seulement des satisfactions collectives au vu de l’impact que celui-ci peut avoir sur l’environnement urbain où il se trouve, mais implique aussi des répercussions sur un plan plus individuel. Selon Gina (ex-FP, CR), ce lieu en contretendance, qui préfigure la société souhaitée, « c’est aussi un peu le résultat de tes actions. Ce lieu existe parce que je contribue au fait qu’il puisse continuer à vivre³⁰⁶ ». Pour Silvia (CR), s’activer dans un lieu autogéré auquel elle croit est source d’une satisfaction profonde, qui n’a pas besoin d’être démontrée par un grand résultat tangible tout de suite, mais qui réside dans le simple fait de s’être activé pour soi et pour les autres :

La satisfaction, ce sens de bien-être. J’ai fait quelque chose, ma journée n’est pas perdue. J’ai fait quelque chose. Même si ce faire quelque chose ne signifie pas qu’il doit être inscrit dans les annales ou sur un livre, mais aussi que simplement, tu te regardes au miroir et tu te dis : « j’ai fait quelque chose ». Ça ne changera pas les sorts, il y aura toujours des guerres, les gens continueront à mourir de faim... mais j’ai continué à secouer ma conscience et petit à petit je pourrais secouer la conscience des autres. Le tout et tout de suite est délétère, ça n’arrivera jamais³⁰⁷.

D. Les conséquences psychologiques et identitaires du militantisme en tant que rétributions

Parfois, ces rétributions peuvent prendre des formes très personnelles. Plusieurs enquêté·e·s sont *reconnaissant·e·s* de l’impact que leur LSCA a eu sur certains traits de leur caractère. La timidité et le manque de confiance en soi paraissent se réduire grâce au militantisme. Des personnes qui étaient à la base plutôt solitaires, comme Rachele, Carla ou encore Luca de *Communia*, soulignent le changement que l’expérience militante a eu sur leur manière de se mettre en relation aux autres. La dimension collective — voire

³⁰⁴ “Non si cambierà le sorti di questa città di Roma, però si contribuisce a fare qualcosa in più”.

³⁰⁵ “Poi in questo mondo in cui siamo tutti fatti a compartimenti, ognuno è preso dalle sue cose già il fatto di riuscire a sviluppare un’idea comune, costruirla, realizzarla, secondo me dà comunque un livello di soddisfazione, di benessere, di qualità della vita migliore”.

³⁰⁶ “Un po’ è anche il risultato delle tue azioni. il posto esiste perché ci sono anche io che contribuisco al fatto che possa continuare a vivere quindi”.

³⁰⁷ “Sì, la soddisfazione... quel senso di... sto bene. Ce l’hai, ho fatto qualcosa, la mia giornata non è stata persa. Ho fatto qualcosa. Che forse il fare qualcosa non vuol dire che deve essere scritto negli annali o deve essere scritto su un libro, ma anche semplicemente che tu ti guardi allo specchio e ti dici “io ho fatto qualcosa”. Non cambierà le sorti, le guerre ci saranno, la gente morirà di fame, però ho continuato a scuotere la mia coscienza e piano potrei scuotere le coscienze degli altri, a piccoli passi. Il tutto e subito è deleterio, non arriverà mai”.

communautaire —, qui caractérise de nombreux LSCA, est un stimulus important pour apprendre à être ensemble, et cela encore davantage quand on se trouve à devoir passer beaucoup de temps dans l’espace matériel, que ce soit pour jardiner, remettre en état l’espace juste après l’occupation, ou tout simplement pour sa gestion quotidienne. Certes, ces changements de caractères sont fonction de l’ambiance du lieu et du groupe, du fait d’être bien accueilli·e, voire accompagné·e notamment dans les premiers temps de l’engagement militant.

Carla (ex-CO) était « une personne timide, qui ne parle pas beaucoup qui a — ou mieux qui avait, je pense avoir changé beaucoup — des difficultés à [se] rapporter avec les autres, à [se] sentir acceptée, à [se] laisser impliquer³⁰⁸ ». Sans qu’il soit possible d’établir une relation claire de cause à effet, elle croit que la militance a joué un rôle important dans ce changement. Dès le moment où elle s’est approchée du collectif de l’université (avec lequel elle occupera *Communia* par la suite), elle a senti « être accueillie comme dans une sorte de famille, dans un groupe qui te donne cette sensation d’appartenance³⁰⁹ ». Cet accueil facilitera son intégration, et, couplé à l’intérêt pour les thématiques traitées, contribuera à « activ[er, chez elle,] un processus irréversible³¹⁰ » qui la transformera de la personne solitaire qu’elle était en une personne qui cherche toujours la compagnie d’autres personnes afin s’activer dans des projets collectifs. Carla était une personne solitaire, timide et silencieuse, elle s’est transformée en un véritable *animal social* : « Je sens que toute seule je n’arrive pas à faire grande chose, alors qu’avec les autres je donne beaucoup et je reçois beaucoup. Cette chose m’aide à sortir une belle énergie (...) pour ça j’ai aimé cette réalité où les gens font des choses, qui sont infatigables dans leur tentative de communiquer sur des thématiques qui sont fondamentales³¹¹ ».

Rachele (ex-CO), avant de s’engager, était « une personne très différente (...) très introvertie [elle] ne parlai[t] avec personne³¹² », grâce aux collectifs universitaires d’abord et à *Communia* ensuite elle a « découvert une dimension complètement nouvelle. J’ai découvert que c’était beau d’être toujours en groupe, tous ensemble³¹³ ».

La timidité, la difficulté à parler en public et plus généralement le manque de confiance en soi caractérisaient certain·e·s militant·e·s avant leur engagement. Prendre part à une activité

³⁰⁸ “Una persona timida, che parla poco, che fa — faceva, penso (ride) penso di essere cambiata parecchio — difficoltà a rapportarsi con altri, quindi, difficoltà a sentirsi accettata, a lasciarsi coinvolgere”.

³⁰⁹ “Dall’altro sentivo di essere accolta in una specie di famiglia ...si in un gruppo, che ti dà pure quella sensazione di appartenenza a qualcosa”.

³¹⁰ “Si è attivato un processo irreversibile praticamente”.

³¹¹ “Io mi sento che da sola riesco a fare poco; invece, con gli altri do tanto e ricevo e questa cosa mi tira fuori una bella energia quindi per questo (...) mi è piaciuta questa realtà in cui c’è la gente che faceva cose, instancabile per provare a comunicare delle tematiche che sono fondamentali”.

³¹² “Io ero una persona molto diversa, ero molto introversa, non parlavo con nessuno...ero anche...avevo un mood molto cupo, molto triste”.

³¹³ “Ho scoperto una dimensione tutta nuova proprio. ho scoperto che era bello stare sempre tutti in gruppo, tutti insieme”.

militante est vu comme pouvant atténuer ces traits, voir les inverser³¹⁴. Certes, certains des lieux autogérés — comme le *Villaggio Globale* ou le *Forte Prenestino* — ont une culture militante politique moins marquée que d'autres, comme *Communia* ou *Casetta Rossa*, où l'art oratoire est perçu comme étant la caractéristique principale des soi-disant *leaders*. Toutefois, même dans les lieux autogérés les moins *politisés* au sens classique du terme, la prise de parole a une certaine importance, ne serait-ce qu'en raison de la centralité du rituel de l'assemblée générale. En d'autres termes, parler en public, par exemple en intervenant lors d'une assemblée, apparaît comme un passage obligé pour tout militant. Pour certain·e·s, parler en public reste dur même après des années, et ces militant·e·s ne le font que rarement ; pour d'autres, l'expérience militante semble avoir complètement changé ce trait de caractère. Luca (CO), par exemple, au début « était beaucoup plus fermé et timide³¹⁵ » que maintenant, et ce ne sera que « après 3 ou 4 assemblées [qu'il] a réussi à intervenir³¹⁶ ». C'est le fait de se confronter à ces moments de discussions et d'en comprendre l'importance qui l'amènera à « faire un travail sur [soi]-même³¹⁷ » : « Maintenant, j'interviens dans le collectif [LGBTQI de Communia] sans soucis, et même dans [l'assemblée] plénière (...). Maintenant que c'est la troisième année [de militantisme], je me sens confiant en moi³¹⁸ ». Rachele, en commençant à militer, a « senti un changement soudain, et tout d'un coup [elle s'est] sentie super sûre [d'elle-]même³¹⁹ », probablement parce que « l'euphorie de faire quelque chose de rebelle (...) a comme éliminé toutes les autres pensées³²⁰ ». Le fait d'avoir enfin trouvé une manière de faire ce qu'elle souhaitait depuis longtemps, donc de défouler sa rage intérieure à travers le militantisme, a permis ce changement de caractère radical. Peu après le début de son expérience militante, elle avait déjà presque dépassé tous ses blocages :

Même lors des premières années de collectif [à l'université], je m'exposais toujours, dans les manifestations je parlais tout le temps, s'il y avait des choses à faire je les faisais. Je n'avais pas honte parce que j'étais lancée, c'était ça que je voulais faire... le reste ne m'intéressait pas³²¹.

Que ce soit d'enfin avoir réussi à canaliser sa rage, ou qu'elle « ne sentai[t] pas de

³¹⁴ Ces changements ne trouvent pas toujours leur origine dans le militantisme. Dans le cas de Michel (C2), l'expérience militante à *Casale Alba 2* a sûrement renforcé sa confiance en lui, mais ce qui l'a aidé en premier à sortir des côtés les plus introvertis de son caractère a été l'université, bien qu'il ne l'appréciât guère.

³¹⁵ "(...) *ero un botto più chiuso e più timido*".

³¹⁶ "*Penso saranno passate 3 o 4 riunioni prima che riuscissi ad intervenire*".

³¹⁷ "*Ho fatto un lavoro su me stesso*".

³¹⁸ "*Adesso tipo nel collettivo intervengo senza problemi. Anche nella plenaria, con tutto che magari, adesso è il 3° anno, adesso mi sento tipo confident*".

³¹⁹ "*Mi ricordo il cambiamento che ho sentito subito drasticamente è stato che da lì mi sono sentita sicurissima di me*".

³²⁰ "*Quell'euforia di fare quella cosa riot (ridacchiando)... è bello, ti fa sentire anche potente. però sì, il pensiero di fare qualcosa ha eliminato tutti gli altri pensieri*".

³²¹ "*Pure i primi anni di collettivi alla sapienza io mi esponevo sempre. in piazza parlavo sempre, se c'erano le cose da fare le facevo, non mi vergognavo...perché io ero lanciata, volevo fare quello. non mi interessava*".

jugement³²² », ce qui est certain est que pour Rachele, mais aussi pour Carla et Luca, il y a un avant et un après l'engagement militant. Ce témoignage de Carla résume quels sont les effets que peut avoir le fait de militer :

Le militantisme m'a changé énormément. Quand j'ai commencé, j'étais une gamine avec 2000 complexes d'ado, mais le contexte militant m'a aidée à dépasser plein de mes limites — par exemple à faire l'effort de parler, à dépasser la timidité pour m'exprimer avec les camarades ou à communiquer avec le reste du monde. (...) ça m'a rendue plus sûre de moi-même et de mes capacités. Par exemple, je ne me serais jamais considérée comme une leader alors que plein de personnes m'ont reconnue en tant que telle. Ça m'a rendue plus ouverte, plus critique, plus sûre. Ça m'a aussi épuisé au-delà des limites, mais c'est une autre histoire. Je le referai sans aucun doute³²³.

Enfin, l'expérience militante dans les LSCA peut aussi avoir un impact important sur l'identité des militant·e·s. Cet impact peut prendre différentes formes, comme le sentiment d'appartenance à un groupe, mais aussi quelque chose de plus intime. Deux activistes ont découvert leur homosexualité en partie grâce aux LSCA où ils·elles étaient engagé·e·s (Rachele, ex-CO ; Lorenzo, FP), et un troisième associe certains de ses premiers pas vers la découverte de son orientation sexuelle à ses premières fréquentations des lieux autogérés.

Pour Lorenzo, ce sera surtout trouver, au *Forte Prenestino*, des références culturelles LGBTQI et féministes très fortes qui le « libérera ». En effet, à ses 19-20 ans,

le simple fait de voir [un activiste] mettre Britney Spears m'a fait sentir libre sur certains plans. Comme m'a fait sentir libre que la salle de thé a toujours été totalement *queer*, bien que ce fût totalement féministe et que les *mâles* ne pouvaient pas faire partie du lieu, ils n'avaient pas droit d'y faire des shifts³²⁴.

Cette âme féministe d'origine avait petit à petit laissé la place à « un noyau totalement *queer* qui avait hâte, en réalité, d'englober toute une série [de personnes au-delà des femmes]³²⁵ », ce qui a fait que quand Lorenzo est arrivé, encore hésitant sur son orientation sexuelle, il s'est « retrouvé dans un milieu où l'on m'a dit : “écoute, n'importe ce que tu es,

³²² “Forse perché non sentivo giudizi”.

³²³ “La militanza mi ha cambiato moltissimo, quando ho iniziato ero una ragazzina con duemila turbe adolescenziali, ma il contesto militante mi ha aiutato a superare molti miei limiti (ad esempio sforzarsi a parlare, superare la timidezza per esprimermi con compagne e compagni e comunicare al resto del mondo), il femminismo mi ha fatto mettere in discussione e mi ha permesso di ragionare su aspetti di me che consideravo problemi miei e che invece sono riuscite a contestualizzare nella società in cui viviamo. Mi ha reso più sicura di me e delle mie capacità, pensa ad esempio al fatto che io non mi sarei mai considerata leader e invece molte persone mi hanno riconosciuto come tale. Mi ha reso più aperta, più critica, più sicura. Mi ha anche esaurito oltre ogni limite ma questa è un'altra storia. Comunque lo rifarei senza ombra di dubbio!”.

³²⁴ “Il semplice fatto di entrare qua dentro e vedere Ciccio che metteva Britney Spears mi ha fatto sentire libero in certi piani. Come mi hanno fatto sentire libero su certi piani qua dentro il fatto che la sala da tè è sempre stata totalmente queer, nonostante che fosse stata totalmente femminista, e non ci potevano stare dei maschi qui dentro, che non te li facevano fare i turni”.

³²⁵ “Però quando io sono arrivato c'era un nucleo totalmente queer che invece non vedeva l'ora di inglobare tutta una serie”.

c'est OK"³²⁶». Ce milieu a donc fortement contribué à son *coming out*, « ça c'est certain, j'en suis sûr³²⁷ ».

Pour Rachele aussi, le rôle du militantisme et des LSCA est indéniable dans la découverte de sa sexualité. Le fait de prendre confiance en elle et d'apprécier passer du temps avec ses camarades débouchera, lors de l'occupation de *Communia 2*, à ses 23 ans, sur une découverte de la sexualité, qu'elle avait largement ignorée jusque-là.

Depuis *Communia 2*, c'est ma vie qui a changé. Je dormais et je vivais tous les jours à *Communia 2*, je me lavais... je restais là ! J'ai commencé à me relationner avec le sexe et avec mes désirs sexuels que... avant tout ça ne m'intéressait pas, tu t'en rends compte ? C'était quelque chose qui ne m'intéressait pas. Ce n'est pas que tu dis, tu sens quelques chose... non, je n'en avais vraiment rien à foutre (*en rigolant*)!³²⁸

Cette première découverte sera suivie, quelques années après, par une deuxième étape encore plus importante d'un point de vue identitaire, avec un *coming out*, qui n'a pas juste été influencé, mais rendu possible « par (*tramite*) *Degender* », le collectif féministe et LGBTQI de *Communia*. Sa passion pour le féminisme et la « découverte de tout ce monde de femmes » l'amèneront « à la découverte du lesbisme³²⁹ ». Son rôle de premier plan dans le collectif et dans les mouvements féministes qui animent Rome ces années-là (*Io decido, Non una di meno*), ainsi que sa proximité avec des personnes LGBTQI, contribueront à rendre son propre lesbisme toujours plus tangible, avec le soutien de sa camarade féministe de *Communia* la plus ancienne et la plus en vue, Pamela, elle-même lesbienne, avec laquelle elle aura une liaison.

Bien que, dans certains cas — comme dans celui de Rachele —, les rapports avec le LSCA se soient par la suite fortement détériorés, tou-te-s ces activistes reconnaissent le rôle joué par le militantisme pour initier chez elles-eux des changements radicaux, perçus comme libérateurs et émancipateurs. Ces changements ne peuvent qu'être interprétés que comme des rétributions immatérielles, psychologiques et identitaires, qui marquent certainement une forme profonde d'attachement à ces lieux et à ces personnes.

E. Les sociabilités, les relations interpersonnelles et leurs émotions en tant que rétributions

Les rétributions qu'on peut retirer de l'activité militante concernent aussi les « sociabilités » militantes. Par ce terme, théorisé tout d'abord par Georg Simmel en 1917, on entend « *“la forme ludique de la socialité”, c'est-à-dire comme “un jeu au cours duquel chacun fait ‘comme si’ tous étaient égaux”* » (Renou, 2020, p. 546). La sociabilité concerne l'ensemble

³²⁶ “*Quindi mi sono trovato proprio in un ambiente in cui m'hanno detto ‘guarda, qualsiasi cosa sei è tranquillo’*”.

³²⁷ “*Quello lì sicuramente, ne sono sicuro*”.

³²⁸ “*Da Communia 2 è proprio cambiata la mia vita. Infatti, io a Communia 2 ci vivevo e ci dormivo tutti i giorni, mi lavavo, stavo là! però è proprio cambiata la mia vita. ho cominciato a relazionarmi con il sesso. e con i miei desideri sessuali che prima... cioè proprio non mi interessava, capito? era una cosa che mi interessava. non è che dici lo senti... no proprio non me ne fregava un cazzo! (ride)*”.

³²⁹ “*Poi nel frattempo con Degender, la scoperta di tutto questo mondo di donne è stata la scoperta del lesbismo*”.

des dynamiques interpersonnelles caractérisées par « *l'absence de finalité explicite et l'égalité a priori des participants, indépendamment de leurs positions et prestiges sociaux respectifs* » (Renou, 2020, p. 546). Dans le cas des LSCA, les sociabilités apparaissent comme une composante fondamentale de l'activité militante, les lieux autogérés — un peu comme les maisons du peuple au tournant du XX siècle (Cossart & Talpin, 2012) — étant avant tout des espaces matériels hybrides, où se réunissent à la fois des fonctions de sociabilité et d'activisme politique.

Cette dimension éminemment *sociable* des LSCA — avec, p. ex., leurs soirées, les concerts, leurs repas collectifs, etc. — contribue à faciliter la naissance et le développement des nombreuses relations amicales, amoureuses ou sexuelles entre militant·e·s. Cette phrase de Gianni-FP est emblématique : « Ici [au *Forte Prenestino*] je n'y faisais pas juste de la p-o-l-i-t-i-q-u-e, entre guillemets, mais j'y faisais ma vie, mes relations sociales ³³⁰».

Ces sociabilités peuvent être considérées — le plus souvent — comme des forces centripètes, car elles « renforcent la loyauté des membres envers le mouvement ou l'organisation », car « [s]i les militants deviennent des compagnons d'une cause, voire d'une lutte, s'ils sont réunis également, à certains moments privilégiés, en partageant les difficultés, les conversations et le repas, alors le ciment du groupe mobilisé tendra à se solidifier » (Renou, 2020, p. 546). La sociabilité est à rapprocher de ce que « Jeff Goodwin (1997) désigne comme la “constitution libidinale” des mouvements sociaux qui reflète l'intensité en leur sein des relations interpersonnelles, amicales, conjugales, sexuelles » (Agrikoliansky, 2017, p. 178), et qui est capable de resserrer les activistes sur leurs groupes militants, car « les liens de camaraderie, d'amitié, voire d'amour qui constituent un puissant ciment du collectif » (p. 177).

Comment les sociabilités et la constitution libidinale qui caractérisent l'activisme dans les LSCA peuvent-elles fonctionner comme des rétributions engendrant de fortes forces centripètes pour les activistes concerné·e·s ?

Une grande partie des activistes interviewé·e·s a souligné l'importance des moments de sociabilité pour la construction d'un esprit de groupe et pour la cohésion du collectif. En outre, le fait que le militantisme dans les LSCA se caractérise par la présence d'un espace matériel fixe — et fréquenté par de nombreux·euses activistes de manière quasi quotidienne — est un aspect qui amplifie les occasions de sociabilité. En comparaison des militant·e·s d'un parti ou d'un syndicat, les activistes des LSCA passent une bonne partie de leur temps dans l'espace matériel qu'ils·elles autogèrent, que ce soit pour la gestion ordinaire de l'espace (nettoyage, travaux, shifts, ouverture/fermeture des équipements ouverts au public), pour des moments et laps de temps particuliers (tenue d'événements, périodes post-occupation où il faut faire les guets et en même temps mettre le lieu en état, ou encore périodes à risque d'éviction) ou tout simplement pour y *glander*. Cela semblerait d'ailleurs quelque chose d'assez particulier à ce type de militantisme, voire en contretendance.

Selon certain·e·s auteur·e·s, l'on assisterait à une « dissociation croissante » entre lieux

³³⁰ “Perché io qui non ci facevo solamente la ‘p-o-l-i-t-i-c-a’ fra virgolette, ma io qui ci facevo la mia vita, le mie relazioni sociali”.

de vie et de loisir et lieux de militance, ce qui a des conséquences importantes en termes des sociabilités militantes (Fillieule, 2005). En d’autres termes, le modèle de la section du parti ou de la maison du peuple comme lieu d’activisme politique, mais aussi comme lieu de vie et de sociabilité, serait un modèle de moins en moins présent. Que les LSCA, au contraire, soient encore porteurs de ce modèle reflète la volonté d’une partie de ce mouvement de prolonger et de reproduire, par la pratique de l’autogestion de lieux d’entraide et de socialité, le modèle mutualiste du XIX^e siècle (Communi.net, 2014), dont les maisons du peuple sont un élément essentiel (Cossart & Talpin, 2012). À l’instar des maisons du peuple, être militant·e d’un LSCA signifie disposer d’un espace matériel pour y mener de nombreuses activités autres que l’activité politique strictement entendue, ce qui accroît les occasions de sociabilité entre les militant·e·s.

Les moments festifs apparaissent aussi comme particulièrement importants, de nombreux lieux autogérés fonctionnant également comme bars et organisent des soirées et concerts. Ces occasions festives offrent aux militant·e·s la possibilité de connaître leurs propres camarades de manière plus décontractée que lors des moments de militantisme plus classiques. En effet, comme le raconte Gina (ex-FP, CR), il n’est pas toujours aisé « de rentrer en contact avec l’autre » dans « la partie la plus engagée³³¹ » de l’activité militante, comme une assemblée ; c’est pour cela, que « la partie la plus ludique sert à connaître l’autre et donc à interagir avec, aussi d’une manière plus directe, donc sans le biais de toute une série d’idées³³² ». Lorsque les militant·e·s « boivent des coups » après une réunion, ou dansent jusqu’au petit matin à une soirée organisée dans leur LSCA ou dans un autre, cela favorise l’émergence de « moments de partage où tu te laisses aller, [où les dynamiques] entre les personnes changent. Ce qui fait que c’est sûrement un moment important [pour l’esprit du groupe]³³³».

Dans les lieux autogérés qui hébergent des soirées technos — le FP, mais aussi, dans une moindre mesure, *Communia* —, ces moments festifs sont souvent associés aux substances stupéfiantes et aux effets désinhibiteurs que celles-ci peuvent avoir. La présence de drogues dans certains LSCA est une question parfois problématique, tant en raison des dégâts que les abus de certain·e·s militant·e·s ou fréquentateur·trices ont pu provoquer que pour ne pas être réduit au stéréotype des LSCA comme *lieux de défonce* que certains médias véhiculent. Cependant, l’usage de substances peut également contribuer à la cohésion du groupe. Lorenzo (FP) souligne aussi l’importance des moments festifs associés à la consommation de substances stupéfiantes dans la création de liens humains avec ses camarades. Marina (FP) dit également que

fête signifie irrémédiablement, malheureusement ou heureusement, drogues. Et drogues signifie aussi hilarité, qui signifie aussi perdre les filtres un peu, car tu es plus heureux, tu es là

³³¹ “C’è la parte più impegnata, però siccome quella parte di costruzione è anche una parte molto dialettica, faticosa da entrare in contatto con l’altro”.

³³² “La parte più ludica serve a conoscere l’altro e quindi a interagirci in modo, diciamo, anche più diretto quindi non mediato da tutta una serie di idee”.

³³³ “(...) un momento di condivisione in cui tu ti rilassi, le dinamiche cambiano fra le persone, quindi è importante, sicuramente”.

pour festoyer, pour oublier les soucis, les merdes de tous les jours. Donc tu as aussi une âme plus prédisposée (...) à créer des liaisons, qu'il faut évidemment soigner aussi dans la vie lucide³³⁴.

Certain·e·s activistes de *Communia* font aussi part des soirées festives en tant que facilitatrices de cohésion de groupe. Ainsi, il peut arriver que les militant·e·s de ce lieu se retrouvent en groupe des soirées (p. ex. techno) à *Communia* même ou dans d'autres LSCA plus axés sur ce type d'événements (comme p. ex. le *Forte Prenestino* ou d'autres). Dans ce contexte particulièrement décontracté, que ce soit sans ou avec l'aide de substances stupéfiantes, les activistes approfondissent les liens qui les unissent, dépassant gênes et blocages, notamment les militant·e·s les plus timides. Certes, ces témoignages concernent notamment les LSCA les plus jeunes (comme CO) ou les plus axés sur les cultures musicales et festives (comme le *Forte Prenestino*), mais les militant·e·s des autres LSCA font aussi état de l'importance de ces moments, même si ceux-ci prennent plutôt la forme d'une bière après une réunion ou d'un repas partagé entre camarades.

Quoi qu'il en soit, que de nombreux LSCA hébergent des soirées et des concerts favorise la sociabilité non seulement entre les activistes d'un même lieu autogéré, mais aussi entre ceux et celles de différents LSCA. Se rendre dans un autre LSCA pour un événement festif contribue ainsi à étendre les réseaux amicaux, amoureux et sexuels au-delà de son propre lieu autogéré, et, par là aussi, à développer une identité et un sentiment d'appartenance transversal à l'ensemble des LSCA. Les militant·e·s ont ainsi la sensation d'être reconnu·e·s au sein d'un ensemble vaste d'expériences militantes, ou, comme le dit Matteo (CO), « ça t'enthousiasme, car tu as l'impression de faire partie de quelque chose de grand³³⁵ ». Le fait de se reconnaître dans cette socialité-là, que Carla (ex-CO) a appelée « la bulle de l'autogestion (*bolla dell'autogestione*) », soit le réseau de lieux autogérés et collectifs, crée un sentiment d'« appartenance », comme le dit Rachele (ex-CO). En effet, « c'est comme une tribu, je ne sais pas comment le dire différemment. C'est la tribu où tu reconnais³³⁶ ». Comme le disent Pudal & Fillieule, « [l]a socialisation au sein des organisations passe également par une redistribution plus ou moins profonde des réseaux de relation dans lesquels les militants sont pris, dans la sphère militante comme dans les autres sous-mondes sociaux » (2010, p. 110). « [A]dhérer à une organisation, c'est avant tout appartenir à un groupe, avec ses frontières et son univers de signification, c'est participer de son *illusio* ; c'est interagir avec d'autres membres, de manière plus ou moins régulière, c'est donc se construire une place ou une identité » (Pudal & Fillieule, 2010, p. 110).

Ces liens et les sentiments d'appartenance qui en découlent sont des forces centripètes, car « [l]es liens de sociabilité favorisent (...) les mécanismes de la "communion" identifiés par

³³⁴ "Festa significa irrimediabilmente, purtroppo o per fortuna, droga...e droga significa anche... momento di ilarità in generale significa anche andare senza filtro un po', perché sei più contento, sei li per festeggiare. per dimenticarti dei problemi, delle rotture di cazzo di tutti i giorni... quindi hai pure un animo più predisposto, sei più senza filtri, quindi in realtà secondo me si crea un po' un legame, che poi ovviamente va coltivato nella vita lucida però".

³³⁵ "All'inizio ti fomenta, perché ti senti parte di qualcosa di grande".

³³⁶ "(...) è come una tribù (ride). Non so come dirlo diversamente. è la tribù in cui ti riconosci".

Rosabeth Kanter (1968, 1972 ; voir aussi Fillieule, 2005b) au travers desquels les militants se sentent appartenir à un “tout” : l’organisation, le groupe, la cause, justifiant le dévouement pour un engagement qui se réalise alors sans compter » (Agrikoliansky, 2017, p. 178).

Ce ne sont toutefois pas juste les moments festifs qui contribue à la « constitution libidinale » des LSCA. Deux autres types de présence dans les lieux autogérés participent au développement de liens humains forts entre les militant·e·s. Le premier (1) concerne les périodes de fréquentation intense du LSCA, notamment pendant les premières semaines après l’occupation. Le deuxième (2) concerne la fréquentation régulière de l’espace, moins *intense*, mais qui au vu de son caractère presque quotidien contribue aussi — voire davantage — à resserrer les liens entre les militant·e·s.

En ce qui concerne le type de présence (1), les périodes de fréquentation intense qui caractérisent les semaines ou les mois qui suivent l’occupation ont été racontées par tou·te·s les activistes les ayant vécues comme des périodes très chargées émotionnellement, ou comme « un boom d’émotions ³³⁷», selon Janis (CO). Durant ces périodes, selon Giovanni (CR), « tu étais tout le temps là-bas, tu ne voyais rien d’autre (...) tu avais hâte d’arriver au [LSCA] pour faire tout ce que tu devais faire ³³⁸». Pour Gianni-FP, c’est toute la première année après l’occupation du *Forte Prenestino* qui était de « la folie (...) un continuum d’initiatives, de travaux (...) c’était un rêve ³³⁹». Lors de ces phases, par nécessité, mais aussi par enthousiasme, les militant·e·s investissent une grande partie de leur temps dans leur LSCA. D’après Cinzia (C2), c’est à ce moment-là que les activistes sont « tous ensemble », pour les travaux — avec toutes les difficultés que cela implique —, mais aussi pour passer du temps avec les autres, ce qui en a fait une période « exigeante, mais belle, riche à niveau émotionnel³⁴⁰ ». Ces périodes où certain·e·s activistes étaient dans leur LSCA « jour et nuit, 24 heures sur 24 » (Janis, CO), s’avèrent propices à densifier les relations avec les camarades du collectif, à les connaître au-delà des réunions et des manifestations. Car, comme en fait part Janis, le moment qui suit l’occupation n’est pas seulement

une phase d’intense activité politique [mais aussi intense] du point de vue de la socialité, de l’émotivité, du temps que tu dédies au fait d’être ensemble, à la dimension collective. On vivait tous ensemble. Donc ce n’était pas juste une question politique, c’était vraiment une manière de vivre³⁴¹.

C’est la découverte de l’*autre* dans toutes ses facettes, l’établissement d’un lien profond, le partage d’une expérience intense et unique, qui, pour de nombreux·euses activistes, comme

³³⁷ “(...) è stato tipo un boom di emozioni”.

³³⁸ “Restavi lì, non vedevi altro (...) non vedi l’ora di arrivare al centro sociale a fare tutto quello che devi fare”.

³³⁹ “Il primo anno è stato la follia. Era te l’ho detto un continuum di iniziative, lavori. Poi avevi questo posto che era bellissimo!! Era un sogno, un posto così non esiste da nessuna parte”.

³⁴⁰ “Insomma, è stato impegnativo ma bello. Ricco a livello emotivo insomma”.

³⁴¹ “Quella fase è stata oltre che una fase di intensa attività politica...proprio a livello di socialità, di emotività, di cose... di tempo che dedicavi proprio anche allo stare insieme, una dimensione collettiva...vivevamo tutti insieme. Quindi non era solo una questione di politica, era proprio un modo di vivere a un certo punto”.

Janis, « a été la chose la plus chouette que j’ai jamais faite ³⁴² ». Selon Rachele (ex-CO), durant cette période, ils·elles se retrouvaient à vivre dans « un monde à part » où « tu es toujours ensemble, toujours bien ensemble » et qui pourrait même « remplacer le monde [de l’extérieur] ³⁴³ ». Les relations nouées alors sont très fortes, créatrices d’attachement non seulement aux camarades impliqué·e·s, mais aussi à l’expérience militante dans le LSCA.

Ce n’est pas uniquement lors de ces périodes intenses que les relations se nouent et se renforcent. La fréquentation assidue d’un LSCA (2) peut aussi contribuer à la naissance de relations amicales fortes, voire permettre aux liens tissés dans ces moments intenses de sédimenter et d’évoluer vers quelque chose de plus durable et constant. En effet, que ce soit parce que l’on fréquente le lieu autogéré presque tous les jours pour y travailler (comme dans le cas des activistes-étudiant·e·s de *Communia* qui s’y rendent pour réviser), pour les multiples tâches que ces lieux requièrent (ouverture du lieu, nettoyage, service au bar ou à la cantine autogérée), ou pour un activisme politique très assidu ou tout simplement, car on aime bien s’y poser, de nombreux militant·e·s passent beaucoup de temps dans leur LSCA. Cela contribue à faire du lieu autogéré une véritable « deuxième maison (*seconda casa*) », pour utiliser les mots de Luca (CO), et des autres camarades une « famille autre, choisie (*un’altra famiglia, scelta*) », selon Lorenzo (FP). Ce n’est pas juste l’intensité des expériences vécues ensemble qui facilitent l’émergence de relations fortes, mais aussi la régularité avec laquelle les militant·e·s se voient, qu’ils·elles soient, d’une certaine manière, toujours *disponibles* les un·e·s pour les autres, mais aussi bien évidemment, qu’ils disposent d’un espace matériel pour le faire. Pour Janis (CO), « tu sais que [dans le LSCA] il y a toujours des personnes sur lesquelles tu peux compter ³⁴⁴ ». Luca (CO) en témoigne aussi :

Tu as un souci, tu te sens en difficulté (...) c’est évident que, même dans un lieu pareil [comme *Communia*] sur 30 personnes tu te lies d’amitié de manière plus intense seulement avec certaines, mais je pense qu’il y a cette dynamique qui fait que si tu as un souci on essaye d’aller l’un vers l’autre directement (...) [si tu te sens seul, tu viens] tu bois une bière, tu parles avec les personnes qui sont sur place sur le moment. C’est certain, ça m’est déjà arrivé ³⁴⁵.

L’espace matériel et social des LSCA est un point de repère important, un monde à part, presque une « petite île heureuse (*isoletta felice*) », comme le dit Janis (CO). Pour Lorenzo (FP), que le *Forte Prenestino* « ne soit pas juste une deuxième maison [mais] qu’ici il y [ait] un morceau de famille, celle [qu’il] a choisi ³⁴⁶ » fait qu’y arrivant, il sait qu’il y aura toujours quelqu’un pour l’écouter, pour le supporter ou juste une présence, quelqu’un avec qui parler : « Si tu vis ici (...) la solitude n’existe pas. Peut-être il y a la solitude ensemble, qu’est peut-être

³⁴² “(...) è stata la cosa più figa che ho fatto”.

³⁴³ “State sempre insieme, state sempre bene ed è uno spazio ancora più piccolo... che può di per sé sostituire il mondo”.

³⁴⁴ “Sai che ci sono sempre delle persone su cui puoi contare”.

³⁴⁵ “Magari hai un problema, ti senti in difficoltà (...). Però appunto, anche in un luogo del genere, ovvio che magari su 30 persone stringi amicizia con alcune in maniera più intensa di altre. Però appunto penso che c’è questa dinamica per cui se uno magari ha un problema cerca di venirsi incontro direttamente (...) ti fai una birra, parli con qualcuno che trovi...sicuro senza dubbio. È capitato”.

³⁴⁶ “Qui non è solo una seconda casa ! qui c’è un pezzo di famiglia, quella che mi sono scelto”.

pire, mais il n’y a pas de solitude comme on l’entend d’habitude³⁴⁷». Lorenzo a « vécu tout ici », il a « été accompagné dans les moments difficiles », « [s]on premier test VIH après avoir fait une connerie », il l’a fait avec une camarade d’ici : c’est dans ce lieu et avec ses camarades, dans cette *maison autre* et avec cette *famille choisie*, qu’il a trouvé réconfort et soutien, où il a pris les décisions importantes et affronté les moments difficiles, « des passages qui pour [lui] sont importants et qui sont inoubliables³⁴⁸ ».

D’après Gianni (ex-FP), le *Forte Prenestino* est aussi une « grande famille » ; bien plus qu’un lieu de militance, il était pour lui un véritable « support de vie (*supporto di vita*) ».

Michel (C2) n’hésite pas à définir son militantisme à *Casale Alba 2* comme étant « thérapeutique ». En effet, ce jeune activiste, qui, au moment, de l’entretien était entré dans le collectif de C2 seulement depuis quelques mois, vivait et vit toujours une situation familiale difficile, avec sa mère schizophrène et son père décédé depuis peu. Quand il débarque dans ce lieu autogéré pour voir un dessinateur de BD qu’il apprécie beaucoup, il a été « captivé » par le fait de trouver des gens qui l’ont accueilli « en souriant, qui partagent les choses, qui discutent, qui sont intelligentes³⁴⁹ ». Cette première impression s’est vue confirmée par l’expérience qu’il a pu faire de ce lieu : « Pour moi venir ici, outre être un engagement à moi, personnel — parce que j’aime bien pouvoir faire quelque chose pour les gens —... je ne sais pas, c’est comme si c’était thérapeutique, ça me relaxe, je m’y sens bien³⁵⁰ ».

Sa recherche d’un « milieu qui pouvait [l’]accueillir et faire sentir bien³⁵¹ » l’a amené jusqu’à C2, et lui a donc révélé que « ces lieux [peuvent] être thérapeutiques dans un certain sens³⁵² », ce qui constitue, sans aucun doute, une force centripète très forte, pour lui comme pour les autres activistes ayant partagé, d’une manière ou d’une autre, cette sensation que les lieux autogérés peuvent être des maisons et des familles autres, voire — comme on le verra davantage ultérieurement — de véritables lieux de *care*. Les relations dont les enquêtés ont fait part peuvent en effet être comprises comme des formes de *care* — si l’on en prend une définition large, comme celle proposée par Tronto, selon laquelle le *care* serait « *everything that we do to maintain, continue and repair ‘our world’ so that we can live in it as well as possible. That world includes our bodies, our selves, and our environment, all of which we seek to interweave in a complex, life sustaining web* » (Tronto, 1993, p. 103, cité dans de la

³⁴⁷ “*Se proprio vivi qui dentro (...) non esiste la solitudine. E questa è una cosa molto bella. Forse esiste la solitudine insieme, che è peggio. Però non esiste la solitudine per come la intendiamo noi*”.

³⁴⁸ “*Il primo test dell’HIV dopo che avevo fatto una cazzata l’ho fatto con Aurelia, che era della sala da tè, l’ho conosciuta qui quando avevo 20 anni. capito, ho proprio dei passaggi che per me sono importanti e sono indimenticabili*”.

³⁴⁹ “*Persone che comunque ti fanno star bene perché ti accolgono in un certo modo, so sorridenti insomma, condividono le cose, se parla, so' persone intelligenti*”.

³⁵⁰ “*(...) mi ha proprio tipo catturato sta cosa. infatti per me vieni qua oltre un impegno mio personale perché mi piace poter fare qualcosa pure per la gente... non lo so è tipo terapeutico, tipo proprio mi rilassa... sto bene...*”.

³⁵¹ “*Ho proprio cercato un ambiente che mi potesse accogliere e poter far stare bene*”.

³⁵² “*Quei luoghi li ritengo proprio terapeutici in un certo senso*”.

Bellacasa, 2012, p. 198).

Raisonné en ces termes peut aider à éclaircir non seulement l'importance que peut jouer la dimension spatiale dans le développement de relations de *care*, mais aussi à comprendre en quoi les lieux du *care* peuvent être différents de ceux auxquels on associe d'habitude ces pratiques et investir des « tiers espaces » (*spazi altri* par rapport au lieu de travail ou de résidence), de telle sorte qu'ils soient, selon Oldenburg, « *a home away from home* » (1999, p. 59). Cette dimension de *care*, presque jamais explicitée par les collectifs d'autogestion, me paraît jouer un rôle important dans la capacité des lieux à la fois à attirer des militant·e·s et, surtout, à les faire persister dans leur engagement.

Pour Francesco (C2), les liens humains, qu'il sait pouvoir toujours trouver dans son LSCA sont un des éléments les plus importants de son militantisme et, plus généralement, des lieux autogérés, ce d'autant plus que cette dimension sociale et *sociabile* est, selon lui, de plus en plus rare dans la société contemporaine. C'est « le contact humain, social, avec les personnes, le fait d'être inclus dans une réalité sociale dynamique et particulièrement active sont des choses qui valent bien une heure d'embouteillages [qu'il lui faut pour se rendre dans son LSCA]³⁵³ ». C'est essentiel, car « il y a très peu de moments de rencontre, très peu d'espaces sociaux à Rome. Il y a quoi ? Le centre commercial, la salle de sport...ou ça [les LSCA]. Aussi parce que les places et les rues le sont de moins en moins³⁵⁴ ». Pour lui, cet aspect social et sociable des LSCA est fortement attractif du fait de sa personnalité :

J'ai toujours souffert pour [ce manque d'espaces de rencontre]. Je suis quelqu'un qui se retrouve à manger tout seul à l'appart — maintenant de moins en moins, quand j'étais jeune beaucoup plus — j'essaye tout de suite d'inviter quelqu'un ou je vais chez quelqu'un. J'ai grandi dans une maison qui était toujours pleine de monde, donc je pense vraiment que le modèle *portion individuelle* est mauvais. Et c'est le modèle avec lequel grandissent de millions de jeunes, de personnes... parce que ça te rend un animal sauvage. Alors que je crois qu'on est des animaux sociaux. Il n'y a pas un putain de singe qui vit tout seul de son côté, on était tous des singes qui vivaient ensemble et on souffre à mon avis quand chacun a son arbre qui est loin, à 500 mètres l'un de l'autre...³⁵⁵

Enfin, tous les aspects cités peuvent aussi contribuer au développement des relations amoureuses et/ou sexuelles. Les relations de ce type dont les enquêté·e·s ont fait part dans les

³⁵³ “(...) secondo me proprio il contatto umano, sociale, con le persone...l'essere inclusi in una realtà sociale anche dinamica per cui bella, particolare attiva, sono cose che insomma valgono un'ora di traffico diciamo (ride)!”

³⁵⁴ “Ci sono pochi momenti di aggregazione, ci sono pochissimi spazi sociali a Roma. che hai? il centro commerciale o la palestra...o questi. perché le piazze e le strade sempre di meno. sempre più social...e via dicendo”.

³⁵⁵ “(...) e io questo l'ho sempre sofferto. io sono uno che se si trova a mangiare solo a casa, adesso di meno, prima soprattutto un po' più giovane, provo subito a invitare qualcuno o vado io da qualcuno. e sono cresciuto in una casa che era sempre un porto di mare, per cui...penso sia proprio sbagliato il modello di vita monoporzione, che sempre di più cresce milioni di giovani e di persone, perché ti fa diventare un animale selvatico. invece secondo me noi siamo degli animali sociali... non c'è una cazzo di scimmia che viveva da sola per cazzi suoi, eravamo tutte scimmie che vivevano insieme e soffriamo secondo me in realtà quando ognuno ha il suo albero lontano, 500 metri da l'altro...”.

entretiens ont provoqué à la fois un engouement encore plus important pour l'activité militante, mais aussi, dans certains cas, elles se sont transformées en forces centrifuges. La relation entre Rachele (ex-CO) et Pamela, une des *leaders* de ce LSCA, dégénérera jusqu'à contribuer au départ de Rachele. Reste que, pour elle, avoir une relation contribuait à rendre encore plus « excitant » le fait de militer, « surtout parce que ce n'était pas une relation reconnue, tu vois ? On était la *leader maxima* et l'*apprentie leader* qui baisaient en secret, qui guidaient un collectif qui était à son sommet... donc oui, c'était trop beau³⁵⁶ ». Cette dimension secrète et le fait que Rome était animée à cette époque par de grandes mobilisations féministes contribuaient alors à rendre centripète cet aspect de la constitution libidinale. D'autres activistes considèrent qu'avoir une relation avec un·e camarade a eu un effet de ce type, mais, de fait, toutes les relations relatées lors des entretiens se sont terminées, en engendrant plus d'effets négatifs que positifs.

F. Les dynamiques collectives en tant que rétributions

Les matériaux empiriques nous permettent d'observer 4 aspects de ces dynamiques que les enquêté·e·s ont mis en avant comme ayant augmenté leur attachement à l'organisation — donc centripètes —, voire ayant compensé directement des forces centrifuges qui les tentaient d'abandonner : (1) les dynamiques propres à l'assemblée, comme p. ex. son rôle dans les conflits entre militant·e·s ou dans la *gestion émotionnelle et relationnelle du groupe* ; (2) la capacité du groupe à être ouvert et perméable ; (3) la capacité à fonctionner avec une bonne coordination (p. ex. avec une répartition équilibrée des tâches) ; (4) la flexibilité du groupe face à la nécessité pour certain·e·s activistes de réduire leur participation aux activités militantes pour des raisons personnelles.

Tout d'abord (1), de nombreux·euses activistes ont fait part de l'importance des moments de discussion collective, comme les assemblées. Certes, on a vu que celles-ci sont également souvent critiquées, car elles peuvent se révéler parfois peu horizontales et peu accueillantes, voire ennuyantes et énergivores. Cependant, leur pouvoir dans la résolution des conflits ou leur rôle médiation entre les différentes âmes qui composent le groupe ont également été mis en avant par les militant·e·s interviewé·e·s.

Marina (FP) par exemple, se dit parfois : « “J'en peux plus de tout ça”, car parfois j'ai l'impression que [dans les LSCA] il y a la même hypocrisie qu'il y a dans la société là dehors³⁵⁷ ». Pourtant, cette force centrifuge est compensée par le fait que même si parfois « il y a les mêmes dynamiques qu'à l'extérieur [dans les LSCA], il y a la possibilité d'en parler (...) et c'est ça qui me fait dire “OK, je veux rester dans ce lieu”³⁵⁸ ». Pour Marina, ce qui compte — et ce qui marque la différence entre un lieu autogéré et le reste de la société — est la possibilité d'affronter collectivement les problèmes et les conflits. On peut « enlever le masque

³⁵⁶ “Soprattutto perché non era una relazione riconosciuta. cioè hai capito? noi eravamo la leader massima e la leader figlioccia che scopavano in segreto, che portavano avanti un collettivo sulla cresta dell'onda. perché era sulla cresta dell'onda. quindi si era bellissimo”.

³⁵⁷ “No, io non la voglio più questa roba” perché a volte mi sembra che è un'ipocrisia come la società fuori”.

³⁵⁸ “Penso che è vero che è come la società fuori, perché ci sono uguali le dinamiche dell'esterno, però lì c'è l'opportunità di parlarne (...) e questo è quello che mi fa dire ‘ok voglio rimanere in questo posto’”.

et dire “attends, OK, il y a eu ce truc [mauvais qui s’est passé], pourquoi ? Parlons-en ensemble, trouvons un compromis”. C’est ça la force qui me pousse à me dire que je veux rester, que je veux continuer à vivre des lieux comme ça ³⁵⁹».

Dans le cas où un·e activiste veut « résoudre des désaccords avec la violence », ou « aller contre les autres » ou encore « pointer du doigt quelqu’un d’autre³⁶⁰ », Marina a su voir que cela a servi de « stimulus pour résoudre le problème³⁶¹ », par exemple en discutant en assemblée : « On se regarde droit dans le visage, et on ne tourne pas autour [des questions], où on ne joue pas l’innocent, où on ne masque pas la chose, mais on dit : “attends, peut-être je suis un gamin, peut-être je me suis trompé parce que la vie me met la rage, peut-être j’ai pété un câble pour ça ou peut-être vous avez raison”... c’est-à-dire faire un pas en arrière³⁶² ». Ce sont ces assemblées qui ont été pour elle « les assemblées les plus belles, qui m’ont donné la chair de poule, j’ai même pleuré une fois ³⁶³».

L’importance de l’assemblée en tant que moment de discussion collective voué à *prendre soin* des rapports entre les différents membres du groupe a été mise en avant par d’autres activistes également. Alfonso, ex-activiste et fondateur de *Villaggio Globale*, raconte qu’à partir d’un certain moment, ils·elles avaient commencé à mettre en place

ce qu’on appelait [la] « manutention du groupe ». On l’avait faite quand il y avait des tensions, les assemblées de gestion étaient ça aussi. [En effet, à] l’assemblée de gestion on décidait les choses à faire, mais c’était aussi une manière pour tenir le groupe ensemble. Concrètement des discussions interminables (*rigole*), quand tu es dedans tu te dis « bastaaaaa », mais après tu te rends compte qu’il s’agit de moments importants dans la vie d’un groupe³⁶⁴.

Cette « manutention du groupe », cette capacité à rendre l’assemblée un moment où l’on ne discute pas juste de gestion ou de politique, mais où l’on affronte aussi les tensions qui peuvent surgir à partir de questions d’ordre personnel est quelque chose que Giovanni (CR) a également mis en avant par rapport aux soucis liés à la consommation et au deal de drogue qui avaient concerné son premier LSCA, le *Csoa La Strada*. En discuter en assemblée, et parfois se disputer, jusqu’à trouver un point d’entente, leur avait permis de rouvrir l’espace.

³⁵⁹ “Togliersi quella maschera e dire “aspetta, ok, sì, c’è stata questa roba però perché c’è stata? parliamone assieme, veniamoci incontro”, che è in realtà è la forza che mi fa dire voglio rimanere...voglio continuare ad attraversare gli spazi così”.

³⁶⁰ “Risolvere le cose con la violenza o darci addosso e puntare il dito”.

³⁶¹ “Un input a cercare di risolvere la cosa”.

³⁶² “Ci guardiamo in faccia per quello che è, senza girarci intorno, fare i finti tonti, mascherare la cosa e dire ‘aspetta, forse sono un ragazzino, forse ho sbagliato perché so’ incazzato per la mia vita, forse ho sbroccato per questo oppure forse avete ragione voi’... cioè fare il passetto indietro”.

³⁶³ “Sono state le assemblee più belle in cui veramente mi è venuta la pelle d’oca, in una ho pianto anche”.

³⁶⁴ “Si chiamava ‘manutenzione del gruppo’. l’avevamo fatta quando ci stavano dalle tensioni. che poi in fondo le assemblee di gestione erano questo. All’assemblea di gestione si decidevano le cose da fare ma era anche la forma per tenere insieme il gruppo. Ma di fatto certe cose interminabili (*ride*) però forse quando ci stai dentro dici ‘bastaaaaa’, però ti rendi conto che invece sono momenti importanti della vita di un gruppo”.

Tout le monde ne partage pas cette vision du rôle de l'assemblée. Lorenzo (FP) croit que l'assemblée a été « trop souvent » un lieu de discussion pour des soucis qui relèvent de la sphère privée. « Si tu as un souci et si ce souci est personnel tu peux le résoudre sans passer par l'assemblée ³⁶⁵ » : car, « le *Forte Prenestino* est hétérogène, il y a des gens qui travaillent (*en rigolant*), des gens qui font des choses... on ne peut pas rester ici à parler de celui qui a volé une courgette l'autre jour, et maintenant ils sont *vénères* parce que les deux habitent à côté, etc. Je n'ai rien à foutre moi !³⁶⁶ ». Son idée n'est pas cependant pas que l'assemblée ne doive jamais traiter de ces questions, au contraire, « il est important que tu amènes ces raisonnements en assemblée, mais ces raisonnements ne doivent pas se saturer³⁶⁷ ». Face à ce risque, « le contact direct pour moi c'est beaucoup plus important ». Cela évite de surcharger les assemblées (« 3 jours d'assemblée à parler de la même chose³⁶⁸ ») et que la personne qui l'emporte soit la plus charismatique et la plus sûre d'elle. Rappelons que Lorenzo (FP) est un des trois activistes qui considère ne s'être jamais politisé au 100%, ce qui peut expliquer en partie son peu de confiance en ce genre d'arène de discussion, où l'art oratoire joue un rôle essentiel pour emporter les convictions.

L'assemblée est vue comme une force centripète également par Janis (CO), mais pour d'autres raisons, en relevant la fonction politique et militante. « Faire une assemblée par semaine où je parle avec des personnes de ce qui se passe dans le monde³⁶⁹ » est souhaitable, bien que l'assemblée

puisse être fatigante, plein de fois t'as vraiment pas envie, t'as rien à dire, tu as l'impression qu'on ne parle de rien parce qu'au final tu n'obtiens rien... le fait de ne pas la faire signifierait pour moi de m'arrêter, de me sortir de la réalité, je ne voudrais pas ça. Peut-être aussi parce que je n'ai jamais fait sens, peut-être c'est une sorte d'addiction, sûrement en partie³⁷⁰.

Une autre dynamique collective centripète (2) concerne la capacité du groupe à être ouvert vers l'extérieur, à être perméable et capable d'attirer de nouvelles personnes. Cette capacité est non seulement un signe de succès dans la manière de militer, mais aussi, d'un point de vue pragmatique, parce que cela influence les dynamiques mêmes du groupe. Giovanni (CR) souligne l'importance « de se garder ouverts à la participation », tout particulièrement à partir

³⁶⁵ “*Se tu un problema ce l'hai puoi anche non passare dall'assemblea se il tuo problema è personale*”.

³⁶⁶ “*il FP è così eterogeneo... qui c'è gente che lavora (ride facendo accento del sud), qua c'è gente che fa, non potemo sta qua a parla' di quello che gli ha rubato la zucchina l'altro giorno e mo stanno a rosica' perché so' tutti e due abitanti, vivono vicino e non lo so, vogliono lo stesso... a me non lo so, che cazzo me ne frega a me!*”.

³⁶⁷ “*(...) è importante nel senso che è importante che tu porti questi ragionamenti in assemblea, ma non devono diventare saturi*”.

³⁶⁸ “*3 giorni assemblea di seguito a parla' della stessa cosa*”.

³⁶⁹ “*Fare un'assemblea a settimana in cui parlo con le persone di cosa succede nel mondo mi sembra impossibile*”.

³⁷⁰ “*Per quanto possa essere stancante, tante volte non hai proprio voglia, non hai un cazzo da dire... ti sembra di parlare del nulla, perché poi comunque non ottieni nulla... però non farlo mi sembrerebbe di fermarmi, non so... di tirarmi fuori dalla realtà, e non mi andrebbe. Però anche perché non sono mai stata senza. Non so se è una mezza dipendenza, sicuramente in parte*”.

du moment où l'enthousiasme du début s'estompe et où « tout devient plus compliqué, il y a la fatigue, il y a l'habitude... personne n'a plus envie de nettoyer les toilettes, parce que c'est normal, tout le monde a envie de faire des choses bien, pas des choses moches et donc oui, même la gestion ordinaire d'un espace devient fatigante³⁷¹ ». Dans cette situation, il s'avère particulièrement important

de se garder toujours ouverts à la participation (...) parce que sinon une communauté humaine, que ce soit d'activistes ou d'autres, est toujours proche du *burn-out*, toujours proche de l'aliénation dans le fait de vivre un lieu et finir par le détester, car tu peux passer des années à faire plus ou moins toujours la même chose, alors que le fait de renouveler, trouver personnes qui participent avec toi, qui amènent des nouvelles idées... alimenter toujours la vie du lieu avec des nouveautés est le meilleur antidote dont on dispose, mais que l'on n'a pas toujours été capable d'avoir, même aujourd'hui³⁷².

Savoir attirer des nouveaux·elles activistes n'est pas à considérer comme centripète seulement parce que cela soulage les activistes plus anciens, renouvelle leurs motivations et apporte de nouvelles idées dans le collectif. Cela diminue aussi le risque le repli sur soi en tant que collectif, « parce que c'est plus facile à prendre des décisions si on n'est pas nombreux plutôt que quand on est beaucoup ». À CR, ils s'étaient rendu compte « qu'on arrivait à prendre des décisions sur des groupes *Whatsapp*, toujours entre nous, toujours les mêmes. Et ce n'est pas bien, ça facilite certaines choses, mais ce n'est pas bien parce qu'à long terme ça tue le lieu [autogéré] même. On se renferme, on se fatigue, on se dispute et après on pète un câble, on se divise : de 100 on devient 20, après 10 après 3 et le lieu doit fermer, comme beaucoup [des lieux autogérés] l'ont fait³⁷³ ». Si, comme on a dit, ce type de dynamique ne choque pas les militant·e·s actuel·le·s de *Villaggio Globale*, pour Giovanni (CR) cela est problématique, car « la démocratie est une chose complexe, lente, articulée, très belle : c'est un processus³⁷⁴ », dont il faut savoir prendre soin, en portant attention aux systèmes de prise de décision et en ménageant l'ouverture des collectifs.

Ensuite (3), réussir à mener à bien collectivement les tâches et les activités nécessaires pour faire *tourner la machine* du LSCA, par exemple par une répartition équitable des tâches (y compris en termes de genre), est un élément centripète mis en avant par la plupart des

³⁷¹ “Dopo diventa tutto più complicato e poi c'è la fatica, c'è l'abitudine... di puli' i cessi nessuno c'ha voglia, perché è normale... tutti vogliono fare cose belle, non brutte. e quindi poi sì, diventa anche faticosa la gestione ordinaria di uno spazio”.

³⁷² “Mantenere sempre aperto alla partecipazione uno spazio sociale che sia la strada che sia la casetta rossa è fondamentale perché sennò una comunità umana che sia di attivisti o altro è sempre prossima al burn out, sempre prossima comunque all'alienazione nel vivere uno spazio e alla fine rischia di odiarlo, no? perché puoi passare anni a fare sempre più o meno le stesse cose a gestire... e invece il fatto di rinnovare trovare a persone che partecipano con te, che portano nuove idee e alimentare sempre la vita dello spazio con novità, è diciamo l'antidoto migliore che si può usare che però non sempre siamo stati in grado di avere tutt'oggi”.

³⁷³ “Ormai arrivavamo a decidere sui gruppi whatsapp sempre tra di noi, sempre gli stessi... non va bene non va bene è facile ti facilita alcune cose ma non va bene, e alla lunga uccide lo spazio stesso. quindi si richiude poi ti stanchi e poi litighi e poi scazzi e ti dividi da cento diventi 20 poi 10 poi 3 e poi lo spazio chiude, come intanti sono chiusi in questa città”.

³⁷⁴ “La democrazia è una cosa complessa, lenta, articolata, bellissima: è un processo (...)”.

enquête·e·s. Effectuer des travaux d’entretien ou de nettoyage — qui peuvent être des tâches lourdes et ennuyantes — acquiert une valeur positive quand elles sont menées collectivement, comme lors des premiers mois d’occupation ou quand elles deviennent l’occasion pour partager de bons moments ensemble.

Enfin (4), un dernier aspect largement évoqué concerne les pauses ou le ralentissement de l’activité militante de la part de certain·e·s activistes. Prendre de l’air, faire baisser la pression, s’occuper d’autre chose pendant une période, etc. est centripète, car cela peut éviter de tomber dans un *burn-out*. Cela dépend donc de la manière dont le collectif réagit à de telles demandes. S’il a tendance à faire culpabiliser la personne qui veut ralentir ou s’éloigner provisoirement, cela produira dans l’immédiat une force centripète — la personne concernée préférera probablement éviter ce choix —, mais avec un effet pervers à long terme : un détachement du militantisme. La flexibilité du collectif par rapport à ces questions semble fonctionner comme une garantie de fidélité.

Lorenzo (FP) a dû parfois diminuer son implication au FP, car le travail, ses passions ou encore des questions strictement personnelles ne lui laissent pas le temps, l’envie ou l’énergie de se dédier à temps plein à son LSCA. Il n’a jamais vécu cela avec culpabilité, même si certain·e·s camarades parfois — comme une des plus chères amies — ont tendance à vivre leur engagement au FP selon ce que Lorenzo, « pour la taquiner », appelle « sens de culpabilité chrétien³⁷⁵ ». Pour lui, cela

ne va pas du tout. Parce qu’on ne peut pas blâmer les personnes parce qu’elles n’utilisent pas leur temps ici. (...) Le temps est précieux (...) [et] à part être précieux, le temps que tu utilises ici dépend de tes nécessités. Si je partage un projet avec toi, je te fais confiance. Et [si tu ne peux pas passer beaucoup de temps ici], ça veut dire qu’à ce moment-là tu ne peux pas faire plus.³⁷⁶

Pour que l’autogestion marche, il faut de « l’autoconscience (*autocoscienza*) » : « Ce n’est pas moi qui dois te dire ce que tu dois faire, comment tu dois gérer ton temps, ici ou dehors. C’est à toi de le savoir³⁷⁷ ». Les autres militant·e·s ont toujours bien réagi aux pauses que Lorenzo a prises. Il considère que c’est parce qu’il en avait bien expliqué les raisons : « Si tu communique bien, ça ne va pas être mal pris. Si tu ne communique pas, tu laisses espace à l’imagination. (...) Tu dis, “les gars j’ai besoin de temps, je fais ça, ça et ça”³⁷⁸ ». Et ce n’est pas important seulement parce que cela peut éviter des malentendus, « mais parce que si tu ne dis pas comment tu utilises ton temps précieux, tu renonces à une part de partage, qu’à mon

³⁷⁵ “*Io rompergli il cazzo lo chiamo un po’ cristiano, senso di colpa cristiano*”.

³⁷⁶ “*Secondo me è totalmente scorretto. Perché non puoi recriminare le persone perché non utilizzano il tempo qui dentro. (...) il tempo è prezioso (...) a parte che è prezioso, è che il tempo che utilizzi qua dentro è proprio in base alle tue necessità. Se io sto a dividere un progetto con te, io mi fido di te. E vuol dire che in quel momento tu non gliela puoi fa’*”.

³⁷⁷ “*Non sono io a doverti dire quello che devi fare, come devi gestirti il tuo tempo, fuori o qui dentro. Cioè questa cosa la sai te*”.

³⁷⁸ “*Se tu comunichi non viene vista male. Se tu non comunichi, lasci campo a tutta un’immaginazione infinita. Che qua dentro ancora di più. E dici, regà in questo momento ho bisogno di tempo, sto a fa questo, questo e questo*”.

avis est super importante parce qu'ici tout est basé sur... les affects, un peu ³⁷⁹». Le fait d'avoir toujours communiqué quand il avait besoin de lâcher prise, et que ce soit toujours bien reçu, est un des aspects qui ont contribué à lui donner l'envie de toujours retourner au FP.

Pour Cinzia (C2), prendre une pause ou tout simplement s'éloigner un peu de son LSCA est fondamental afin de prendre du recul et ne doit jamais être mal vu par le collectif. Dans son cas, à un moment donné, elle a décidé de « participer moins aux activités [du LSCA, en allant] moins souvent aux assemblées³⁸⁰ ». Bien qu'il ne s'agisse que d'un petit recul de son activité militante, cela était néanmoins important pour Cinzia, parce qu'elle avait « besoin d'être moins mêlée, impliquée dans toutes les dynamiques. Parce que je pense que si tu vois le verre depuis trop près, tu n'arrives pas à mettre au point, comme tu le ferais si tu étais plus éloignée³⁸¹ ». En d'autres termes, il importe de prendre du recul pour éviter de se laisser trop emporter et d'oublier « que le lieu [autogéré] tu ne dois jamais le considérer ta propriété (...) l'erreur la plus grande que tu peux faire est de le considérer comme ton enfant, et qui doit donc être à ton image, car après tu commences à te prendre la tête : "Ah, lui il a fait ça, l'autre a fait comme ça"³⁸² ».

Ce besoin de prendre du recul, qui contribue à la persistance, n'est pas toujours aussi bien reçu. Une année, Luca (CO) « étai[t] plein de charges de travail [pour l'université], [et il a dû] ralentir. Je n'arrivais pas à suivre et rester dans les temps³⁸³ ». Ce « ralentissement (*allentamento*) » n'a pas été bien pris par ses camarades, car « si nos forces diminuent (...) cela implique que d'autres personnes doivent s'en charger³⁸⁴ ». Quand plusieurs personnes étaient absentes en même temps, « il y a eu une sorte de crise au sein du lieu [autogéré]³⁸⁵ », car être en sous-effectifs ne leur permettait pas de continuer à mener à bien toutes les activités. Luca, malgré la fatigue, a compris ce souhait des militant·e·s de mettre au premier plan l'intérêt du collectif : « Il faut essayer de dédier du temps et faire chacun sa part (...) [même si] tu commences à te fatiguer, mais je pense que ce soit normal ³⁸⁶». Pourtant, le risque est que cela provoque une rupture définitive.

³⁷⁹ "(...) se tu non dici come il tuo tempo prezioso lo stai utilizzando, qui viene meno una parte di condivisione, che secondo me è importantissima perché qua è basato tutto su...l'affetto un pochino".

³⁸⁰ "Ho partecipato meno a tutte le attività del casale (...), sono andata un pochino meno alle assemblee".

³⁸¹ "Più che altro bisogno di essere meno invischiata in tutte le dinamiche perché penso che se tu il bicchiere lo vedi da una distanza ravvicinata non lo metti a fuoco come se lo vedi da lontano".

³⁸² "Lo spazio non lo devi mai considerare tuo che è un grosso errore in cui cadi. e l'errore più grande in cui puoi cadere è quello di considerarlo figlio tuo per cui deve essere a tua immagine e somiglianza. e ti cominci ad arrabbiare: a quello ha fatto così, quello ha fatto colà".

³⁸³ "Una pausa magari sì, perché banalmente l'anno scorso ero pieno di carico di studio, quindi magari dovevo rallentare. Non riesco a stare nei tempi o appresso a determinate cose".

³⁸⁴ "(...) dal momento in realtà in cui le nostre forze sono diminuite, non stare al passo magari in determinate cose o percorsi fa sì che poi sono altre persone che devono prendersi quel carico".

³⁸⁵ "(...) quindi c'è stato un po' una sorta di crisi all'interno dello spazio".

³⁸⁶ "Uno deve cercare di dedicarci del tempo e fare la propria parte (...) inizi a stancarti ma penso sia anche normale".

G. Le coût de quitter le LSCA

Rester militant·e d'un lieu autogéré, malgré les forces centrifuges qui peuvent pousser au départ, est parfois moins lié à des rétributions qu'au fait que quitter le militantisme a un coût. Le « coût de la sortie » (qui peut être à la fois « psychique et matériel ») « renvoie à toute une série de facteurs » comme l'étendue des sacrifices consentis pour entrer dans le groupe (...), la socialisation plus ou moins forte au sein du groupe, qui se traduit notamment par le renforcement de l'attachement émotionnel, lequel varie en fonction du degré de renonciation aux relations sociales extérieur au groupe (réseaux familiaux et amicaux), les règles enfin qui président à la défection (...) » (Fillieule, 2005, p. 19).

Rejoindre et s'intégrer dans un collectif militant n'est pas toujours aisé, et partir peut dès lors être perçu comme un *gaspillage*, car « plus il a fallu faire de sacrifice pour entrer dans un groupe et s'y maintenir, plus le coût de la défection est élevé. Le coût de l'activisme en détermine en quelque sorte le prix » (Pudal & Fillieule, 2010, p. 181). C'est ce que l'on peut appeler les « mécanismes du sacrifice et de l'investissement » (Fillieule, 2005, p. 40)

Les liens sociaux avec les autres membres du groupe constituent un frein au départ, notamment quand on a renoncé à une bonne partie des relations externes au groupe ou à l'univers militant. Il est évident que s'il n'est jamais aisé d'arrêter une activité que l'on mène de manière intense depuis longtemps, les mécanismes que Rosabeth Kanter appelle la « renonciation » et la « communion » peuvent amplifier les coûts à quitter le militantisme. Ces mécanismes consistent, respectivement, dans le fait de se priver des relations extérieures au groupe militant pour le premier et, quant à la communion, elle concerne « toutes les manières de renforcer le sentiment d'appartenance à une communauté soudée par la mise en œuvre d'une dialectique unanimité-exclusion » (Fillieule, 2005, p. 41). La variable temporelle compte aussi dans l'intensité de ces coûts : quand on est militant·e·s depuis plus de 30 ans comme Gianni (ex-FP), pour lequel le *Forte Prenestino* était « vraiment [sa] vie. [Sa] vie. Je n'ai rien fait d'autre³⁸⁷ », on imagine bien qu'arrêter, passer à autre chose n'est pas aisé et crée une « peur du vide »

Passer des années — voire, dans le cas de Gianni, des décennies — à militer presque quotidiennement dans un LSCA et y nouer la plupart de ses relations fait que se priver de ce qui a structuré son existence est difficile à envisager. Pour que s'envisage réellement un départ, il faut que l'on soit prêt·e à se projeter dans un rôle *alternatif* à celui porté jusque-là.

Les militants qui auraient envie de partir ou de diminuer l'ampleur de leur activité tiennent aussi compte des coûts potentiellement induits sur les autres membres du collectif. Carla (ex-CO), qui, au moment de notre premier entretien n'avait toujours pas abandonné *Communia*, disait ne pas réussir à faire défection à cause du sens de responsabilité qu'elle avait « envers le monde, envers le fait de faire quelque chose de somme tout utile³⁸⁸ ». Quand je lui demande si c'est envers la société ou plutôt envers les autres membres du collectif qu'elle ressentait cette responsabilité, elle répond :

³⁸⁷ “*Proprio la mia vita. La mia vita. Non ho fatto altro che questo*”.

³⁸⁸ “*Verso il mondo. verso il fare qualcosa di utile comunque*”.

un peu envers les deux. Non, en réalité je n'ai pas la présomption de dire que ma contribution va changer le monde, donc je te dis que probablement c'est plutôt envers les autres [que j'ai ce sens de responsabilité], mais en même temps peut-être que mon action a aussi un impact [même si petit]³⁸⁹.

En d'autres termes, ce sens de responsabilité peut concerner plusieurs aspects à la fois : le projet du LSCA, que l'on ne veut pas voir s'affaiblir à cause de son propre départ ; les autres membres du collectif que l'on ne veut pas surcharger ; mais aussi un sens de responsabilité vis-à-vis du monde que l'on espère, en tant que militant·e, changer. Janis (CO) et d'autres enquêté·e·s en témoignent également.

5.2.3. Attachement et appartenance : les résultantes des forces centripètes

Les différentes forces centripètes contribuent à créer de l'attachement et un sentiment d'appartenance. Ces deux sentiments jouent un rôle fondamental dans le choix des activistes de continuer à militer dans un LSCA.

A. Attachement

L'attachement peut être défini comme un « *sentiment d'affection durable qui unit aux personnes ou aux choses* » (Le Robert, s.d.). Selon certain·e·s psychologues sociaux·les, l'attachement a longtemps été considéré comme un besoin *en soi* de l'être humain (comme témoigne sa présence dans la pyramide de Maslow), mais « *l'attachement n'est plus envisagé comme une motivation en tant que telle, mais plutôt comme un outil, un instrument mis à disposition des êtres humains dans leur démarche d'accomplissement d'autres objectifs qu'ils poursuivent* » (Uzerbyt & Demoulin, 2019, s.p.).

Spécifiquement appliqué aux mouvements sociaux, « *[o]n peut définir simplement le concept d'attachement comme un état psychologique qui pousse un individu à demeurer pris dans une organisation (sustained participation)* » (Fillieule, 2005, p. 40). L'attachement, plutôt que n'être considéré que comme une force centripète parmi d'autres, peut être compris comme étant leur résultante, ou comme la force qui résume, condense et fédère toutes les autres. Dans l'approche par les carrières militantes, l'attachement est à aussi envisager comme « *le produit* » de l'engagement (Fillieule, 2005, p. 40).

À noter que si « *l'attachement est à la fois antécédent à l'engagement et le produit de celui-ci* » (Fillieule, 2005, p. 40), nous mobiliserons exclusivement ce concept comme produit de l'engagement. L'analyse de l'attachement comme facteur pouvant contribuer à expliquer le choix de s'engager a été faite dans la séquence « commencer ».

Si, de manière générale, l'attachement peut être considéré comme un état psychologique qui *attache* les activistes à leur organisation, les enquêté·e·s se confrontent à plusieurs types d'attachement : l'attachement à l'organisation ; l'attachement à ses membres ; l'attachement à l'univers social de l'autogestion ; et, enfin, l'attachement au lieu autogéré en tant qu'espace matériel et à son territoire. Les trois premières peuvent être assimilées à des formes « d'attachement au groupe » (Uzerbyt & Demoulin, 2019) ou « d'attachement à la communauté » (Sebastien, 2016), alors que le dernier s'apparente à une forme d'attachement

³⁸⁹ “Un po' tutti e due... cioè vabbè, non ho la presunzione di dire che il mio contributo cambierà il mondo quindi ti dico gli altri forse a 'sto punto. E forse la mia azione ha un impatto però”.

au lieu (Caro, 2020; Guérin-Pace, 2007; Sebastien, 2016). Ces différentes formes d'attachement ne sont pas à considérer comme étanches et varient selon l'enquêté·e et le temps, à la fois en intensité ainsi qu'en importance pour la persistance dans l'engagement militant. Ces formes d'attachement semblent en outre être *nourries* par les autres forces centripètes vues dans les parties précédentes.

Les trois types d'attachement que l'on peut considérer comme des formes « d'attachement au groupe » (Uzerbyt & Demoulin, 2019) ou d'« attachement à la communauté » (Sebastien, 2016) correspondent aux différentes *échelles* des groupes où les militant·e·s sont inséré·e·s : l'attachement aux autres camarades, au LSCA en tant qu'organisation et, enfin, au monde social des LSCA.

L'attachement aux autres militant·e·s du LSCA est le fruit des sociabilités et de la *constitution libidinale* (les liens d'amitiés, de camaraderie et d'amour) de ces mouvements. En effet, les « *sociabilités (...) favorisent l'attachement à une organisation et surtout à ses membres* » (Agrikoliansky, 2017, p. 177). En outre, celles que l'on a appelées les conséquences psychologiques de l'engagement contribuent aussi à créer un sentiment d'attachement aux camarades, p. ex. envers les camarades qui ont contribué au *coming out* de certain·e·s activistes. La reconnaissance du rôle que ces personnes ont pu jouer dans des transformations de soi, si importantes, produit donc une forme d'attachement.

En ce qui concerne l'attachement à l'organisation, les résultats et réussites de l'activité militante induisent des sentiments positifs et des satisfactions qui contribuent au développement d'un attachement envers le LSCA entendu en tant qu'organisation. Le fait de réussir une mobilisation comme collectif augmente évidemment l'attachement envers celui-ci. De même, les dynamiques collectives que les activistes jugent positivement (p. ex. le fait d'affronter d'une manière adaptée les conflits qui peuvent surgir au sein du collectif) renforcent ce sentiment, car l'on aura l'impression d'être un *organisme* cohérent et fonctionnel. Les rétributions sociales génèrent aussi de l'attachement : qu'une organisation ait permis la *notabilisation* de certain·e·s activistes au sein d'un LSCA contribue à que ceux/celles-ci s'attachent davantage à l'organisation. Les rétributions financières sont également capables d'influencer cet attachement, car elles symbolisent le souhait de l'organisation de tenir compte des besoins matériels de ses membres. Enfin, les conséquences psychologiques et identitaires du militantisme jouent un rôle essentiel dans l'attachement. Rappelons que des LSCA ont permis à certain·e·s de changer de caractère, de découvrir et d'assumer des côtés de soi cachés.

L'attachement au monde social propre à l'autogestion — cet espace social que certain·e·s militant·e·s ont appelé « la bulle de l'autogestion (*la bolla dell'autogestione*) » — résulte aussi de multiples forces centripètes. Les sociabilités et les rétributions sociales en particulier semblent pouvoir faciliter l'émergence de ce sentiment. Les sociabilités dont les enquêté·e·s ont fait part se réfèrent certes souvent à leurs LSCA respectifs, mais intéressent aussi d'autres lieux autogérés et leurs membres : des relations amicales ou amoureuses peuvent ainsi unir plusieurs lieux, contribuant à structurer un sentiment d'attachement ou même d'appartenance à la « bulle ». Les rétributions sociales de *notabilisation* et de *reconnaissance* au sein du LSCA diffusent aussi dans les réseaux militants. Enfin, les mobilisations d'un LSCA soutenues par d'autres lieux peuvent développer un attachement transversal à l'ensemble du

milieu autogéré.

Toutefois, ces trois formes d'attachement se caractérisent toutes, à des intensités variables, par ce que Rosabeth Kanter a appelé la « renonciation », c'est-à-dire le « *retrait de toute relation sociale en dehors du groupe* » (Pudal & Fillieule, 2010, p. 181). De fait, les activistes des LSCA concentrent l'essentiel de leurs relations à leur collectif et aux milieux militants. Cette quasi-*exclusivité* contribue, selon Kanter, à l'attachement des individus à leur organisation (Pudal & Fillieule, 2010), mais aussi plus généralement à l'univers militant des LSCA.

Enfin, l'attachement au LSCA en tant qu'espace matériel, résulte des sociabilités, des réussites et des résultats de l'activité militante.

Pour les sociabilités, comme vu antérieurement, le fait de disposer d'un lieu matériel est très important pour nouer des relations. La possibilité de fréquenter ces lieux de manière quotidienne permet une identification de son propre LSCA en tant qu'une *maison autre* et des autres militant·e·s en tant que membres d'une *famille alternative et choisie*. Sans la possibilité de disposer d'un tel espace de vie quotidien, on peut douter que relations entre les activistes acquerraient autant d'intensité. En d'autres termes, cet actant non humain qu'est l'espace matériel influence la manière dont les relations sociales entre les humain·e·s se structurent (Reckwitz, 2002). Les liens de sociabilité produisent donc à la fois un attachement aux membres du collectif, mais aussi à l'espace matériel même, car c'est lui qui participe à l'épanouissement de ces liens humains.

Les résultats de l'activité militante contribuent aussi au développement de l'attachement au lieu. Remettre en état, construire avec ses propres mains ou, tout simplement, prendre soin au quotidien de ces espaces et en voir les résultats sont des activités qui contribuent à la création d'un attachement à l'espace matériel. Les propos de Carla (ex-CO) à cet égard exemplifient bien la manière dont ce lien peut surgir. Cette activiste s'était beaucoup investie dans les travaux de remise en état de Communia et par la suite aussi sur sa gestion ordinaire. Le fait de le rénover, de s'investir pratiquement dans la transformation du lieu matériel est pour elle un élément marquant de son rapport au lieu : « Moi cet endroit je l'ai reconstruit pour de vrai... [il] y a vraiment une partie de moi qui est étalée sur les murs, je les ai tous peints³⁹⁰ ». Pour Carla, il ne s'agit pas juste de quantifier « combien de choses [elle a] fait, car [elle a] mis vraiment beaucoup de [soi]-même dans ce lieu » au point qu'elle sentait que « quand il faudra le quitter ça va être un coup très dur à encaisser³⁹¹ ». Le lieu, après des années d'investissement personnel pour le transformer et l'animer, « est [devenu] une émanation directe [d'elle-même] » ; un lieu qu'elle « ne peu[t] pas oublier du jour au lendemain³⁹² ». La relation, matérielle et symbolique, avec le lieu a été tellement intense pour Carla qu'il semble *fusionner* avec elle, jusqu'à en

³⁹⁰ “Io quel posto l'ho ricostruito, capito... quel posto ha proprio parte di me spalmata sulle pareti, l'ho ridipinte tutte io”.

³⁹¹ “Ché poi non è tanto quante cose ho fatto però io in quel posto ho messo tanto, tantissimo di me e quando dovremmo andare via sarà una botta clamorosa”.

³⁹² “(...) è come se fosse una mia emanazione diretta, non è che dall'oggi al domani me lo dimentico. Cioè, sto incastrata purtroppo”.

devenir une « émanation directe ».

Gianni (ex-FP) voit que son LSCA « s’est transformé beaucoup et donc moi aussi je me suis transformé avec lui, et les autres camarades aussi. On s’est transformés les uns les autres et on s’est transformés avec le lieu³⁹³ ». Michel (C2) souligne que vivre son lieu autogéré, de l’*habiter*, d’en prendre soin amène à une transformation du lieu lui-même, qui « change avec [s]a présence³⁹⁴ ». Qu’il s’agisse de le nettoyer, de le transformer, de l’animer ou de l’habiter, ce qui est certain est que le lieu, matériellement entendu, ne reste pas passif face à cette relation, mais au contraire *répond* en se transformant, en reflétant les actions et les pratiques des actants humains impliqués dans cette relation (Yaneva, 2008). Agir sur le lieu, le transformer, *provoque des réactions* de la part de cet actant non-humain qui est le lieu, qui se transforme grâce aux actions et à la présence des activistes. Ces *réactions* du lieu provoquent en retour des émotions chez les activistes, qui participent à leur tour à resserrer les liens non seulement être les activistes, mais également entre le lieu et ses *habitant·e·s*, une relation que l’on peut définir donc en tant qu’« attachement au lieu ». L’intensité particulière de ce rapport qui se noue entre les activistes et les lieux autogérés est confirmée par le fait que la totalité des interviewés reconnaît n’avoir jamais eu un rapport si intense avec d’autres lieux, exceptée avec leur propre maison *principale*.

B. Appartenance et identité

L’appartenance peut être définie comme étant « *ce qui me fait sentir membre d’un groupe, d’une communauté* » (Delage et Pedrot, 2005, cité dans Liébert, 2015, s.p.). Chaque personne a de multiples appartenances, qui peuvent être classées en « *appartenances primaires[,] qui sont des appartenances obligées qui s’imposent à la personne* » (le fait d’être blanc·he ou noir·e par exemple) et « *secondaires[, qui] sont au contraire des appartenances construites ou choisies par la personne* » (Liébert, 2015, s.p.), comme le fait d’appartenir à la catégorie des géographes ou des anarchistes par exemple. La première forme d’appartenance vécue par une personne, serait, la plupart des fois, celle relative à la sphère parentale qui trouverait, selon certains auteurs, son origine dans « *la relation d’attachement avec la mère, mais aussi avec tout le groupe familial* » (Liébert, 2015, s.p.). L’identité d’une personne, elle, découlerait de ces multiples appartenances, ce qui fait qu’« *attachement, appartenance et identité apparaissent (...) comme les trois maillons d’une chaîne qui constituent la personne humaine* » (Liébert, 2015, s.p.).

L’identité est, elle, « *constituée par l’ensemble des caractéristiques et des attributs qui font qu’un individu ou un groupe se perçoivent comme une entité spécifique et qu’ils sont perçus comme telle par les autres* » (Castra, 2012, p. 72). L’identité est souvent comprise de manière duale, avec d’un côté « l’identité individuelle » et de l’autre « l’identité collective » (Baudry & Juchs, 2007). La première peut être vue comme étant structurée par plusieurs composantes (p. ex. l’identité personnelle, l’identité sociale, l’identité pour soi ou pour autrui), mais peut être décrite de manière synthétique comme « *le produit de la socialisation, [et comme ce] qui*

³⁹³ « (...) *si è trasformato molto. E anche io mi sono trasformato con lui proprio, con gli altri. Ci siamo trasformati a vicenda e ci siamo trasformati con il posto* ».

³⁹⁴ « *Comunque ti dà quella sensazione di posto tuo che vivi e quindi cambia anche con la tua presenza* ».

permet la constitution du “Soi” » (Castra, 2012, p. 72). Quant aux « identités collectives », elles

trouvent leur origine dans les formes identitaires communautaires où les sentiments d'appartenance sont particulièrement forts (culture, nation, ethnies...) et les formes identitaires sociétaires qui renvoient à des collectifs plus éphémères, à des liens sociaux provisoires (famille, groupe de pairs, travail, religion...). L'individu appartient ainsi de manière simultanée ou successive, à des groupes sociaux qui lui fournissent des ressources d'identification multiples (Castra, 2012, p. 72).

Les identités collectives sont donc la résultante de multiples appartenances propres à chaque individu, car

[d]'une part, la façon dont les individus se conçoivent eux-mêmes dépend, en partie, des caractéristiques structurelles et culturelles des groupes auxquels ils appartiennent ; d'autre part, ce qui définit le groupe — l'identité collective — est, en partie, le résultat des relations entre les individus qui en sont membres et leurs activités communes (Breton, 1994, p. 59, cité dans Pilote, 2003, p. 38)

Ce qui fait que « *[l]e sentiment d'appartenance à des groupes sociaux est un concept qui permet de mettre en évidence l'articulation entre les dimensions individuelles et collectives du processus de construction de l'identité* » (Pilote, 2003, p. 38).

Dans le cas de nos enquêtés, les forces centripètes rencontrées dans leur activité militante contribuent à créer un attachement à différentes échelles (membres du groupe, organisation, monde social de l'autogestion, lieu matériel). Cet attachement peut également se traduire par une forme d'appartenance secondaire à ces différents groupes dont les enquêtés font partie, ce qui est renforcé par des mécanismes qui ont lieu au sein des organisations militantes, comme la « renonciation » et la « communion », concepts formulés pour la première fois en ces termes par Rosabeth Moss Kanter en 1968 :

*La renonciation désigne le retrait de toute relation sociale en dehors du groupe, dans le but d'assurer un maximum de cohésion interne. (...) La communion, autrement dit le *we feeling*, marque toutes les manières de renforcer le sentiment d'appartenance à une communauté soudée par la mise en œuvre d'une dialectique unanimité-exclusion* (Pudal & Fillieule, 2010, p. 181).

Dans les LSCA, ces deux aspects du militantisme peuvent se manifester de manière forte, parce que l'existence d'un espace matériel à gérer implique une coprésence régulière des militants, dans leur lieu autogéré ou dans d'autres LSCA romains.

La « communion » se manifeste par une distinction entre le *monde dedans* et le *monde dehors*, une métaphore souvent mobilisée par les enquêtés pour distinguer les lieux autogérés (y compris dans leur ensemble) du reste de l'espace urbain et de la société. À *Communia* on décrit parfois — de manière ironique — les personnes non militantes comme les « moldus (*babbani*) » en référence aux non-sorciers de la saga d'Harry Potter. Cela parce que, comme raconte Janis (CO) :

On est vraiment comme une meute, je crois que les personnes le voient de l'extérieur... je me retrouve très souvent à passer du temps avec des personnes qui fréquentent *Communia*. Et on est... peut-être pas une famille, mais on a notre manière de socialiser, d'être ensemble que je ne trouve avec personne d'autre. Ce qui est, justement, quelque chose de propre à un groupe,

à une meute, je ne sais pas comment dire...³⁹⁵

Pour Rachele (ex-CO), le monde l'autogestion (« la bulle de l'autogestion »), « c'est comme une tribu, je ne sais pas comment le dire différemment. C'est la tribu où tu reconnais (...) c'est ton appartenance³⁹⁶ ». Cette appartenance à la « tribu » militante opposée au monde des « moldus » contribue à créer une véritable identité collective, celle des militant·e·s de l'autogestion — ou des espaces occupés (*spazi occupati*) ou des espaces sociaux (*spazi sociali*) comme diraient la plupart des activistes —, voire des identités collectives spécifiques à chaque LSCA et déclinées selon leurs caractéristiques.

Cette intense socialisation entre militant·e·s produit aussi une forme de « renonciation », qui passe parfois par un sentiment d'inadéquation à communiquer et à passer du temps dans le monde extérieur : « Je me sentais toujours plus inapte à passer du temps dans le monde dehors³⁹⁷ » raconte Rachele par rapport aux premiers mois après l'occupation de *Communia 2*. Cela a poussé certain·e·s militant·e·s à restreindre de plus en plus leurs cercles d'ami·e·s aux autres militant·e·s, dans un mécanisme de « renonciation ». Janis raconte que son rapport

avec beaucoup de personnes [qu'elle fréquentait] avant [de devenir militante] a changé énormément... je n'ai pas coupé les ponts, mais le rapport avec elles·eux a changé un peu. Parce que je n'arrivais plus à parler de certaines choses, je me sentais moins à l'aise à parler de politique, du monde. Je me suis un peu éloignée et je me suis rapprochée beaucoup d'un autre milieu et d'autres personnes, qui étaient toutes plus actives, militantes³⁹⁸.

Ce sentiment de se sentir de moins en moins à l'aise avec les *moldus*, couplé au fait que militer dans un LSCA prend beaucoup de temps, amène, comme pour Janis, à ce que l'on se retrouve dans une situation où « [sa propre] socialité pass[e] par *Communia* ou par les lieux occupés [autogérés], totalement, à 100%³⁹⁹ ». Les *autres* seront alors tous les autres groupes militants, y compris des autres LSCA, comme en témoigne Rachele. Cette militante avait encore envie de faire de la politique, mais était de plus en plus déçue par *Communia*. Mais elle ne se sentait pas la force de partir, car « je ne pouvais pas [militer] ailleurs... figure-toi, tous les autres [LSCA] étaient des ennemis, ils se trompaient tous!⁴⁰⁰ ». Même si, dans les faits, les militant·e·s de *Communia* ont toujours eu des rapports — politiques et amicaux — avec une

³⁹⁵ “I ‘babbani’. Esatto, secondo me noi siamo tantissimo tipo un branco. Penso che quando le persone vedono da fuori... alla fine mi trovo spesso a stare (enfasi su ‘stare’) con delle persone che frequentano communia. E comunque siamo un po’... no una famiglia, però abbiamo un modo di socializzare, di stare, che io non trovo con nessun altro. Che è una cosa appunto un po’ da gruppo... branco... non so come dire”.

³⁹⁶ “(...) è come una tribù (ride). Non so come dirlo diversamente. è la tribù in cui ti riconosci (...) è la tua appartenenza”.

³⁹⁷ “Mi sentivo sempre più inadeguata a stare nel mondo fuori”.

³⁹⁸ “(...) è cambiato tantissimo pure che con un sacco di persone che frequentavo prima ho abbastanza...non troncato i rapporti, però è cambiato un po’ il rapporto con loro. Perché mi trovavo meno a parlare di alcune cose...mi trovavo meno a parlare della politica, del mondo...un po’ mi sono allontanata, mi sono avvicinata molto ad un altro ambiente e ad altre persone. Che erano tutte più attive, militanti”.

³⁹⁹ “La mia socialità passava per *Communia*, o per gli spazi occupati. Del tutto, totalmente, al 100%”.

⁴⁰⁰ “Non potevo farle da qualche altra parte... figurati erano tutti nemici, erano tutti sbagliati!”.

grande partie des LSCA, une des militantes *leaders* prônait selon Rachele ce « fidéisme (*fideismo*) » de manière radicale : « Même si elle-même elle ne le faisait pas : elle disait qu'on ne pouvait même pas sortir avec [les militant·e·s] des autres LSCA »⁴⁰¹. Rachele, à l'époque novice, « y croyai[t]... pour moi eux c'étaient des ennemis autant que les autres [les gens de droite par exemple] »⁴⁰².

Ces mécanismes, qui peuvent donc être induits par l'organisation ou se manifestent de manière plus spontanée, sont à l'origine d'un fort sentiment d'appartenance et rendent parfois le coût de quitter l'organisation prohibitif. Ce sentiment d'appartenance est parfois reconnu, voire revendiqué, par les militant·e·s, comme Rachele, pour laquelle le monde de l'autogestion était devenu « une tribu où tu te reconnais », ou encore Luca (CO), qui déclare se sentir profondément satisfait quand il est reconnu en tant que militant de *Communia*. D'autres fois, les militant·e·s semblent plus réticents à reconnaître explicitement cette appartenance, mais le fait que tou·te·s aient reconnu — et parfois critiqué comme dans le cas de Matteo (CO) — le caractère d'*entre-soi* des LSCA confirme la pertinence de parler d'appartenance.

5.2.4. Quand la dynamique s'inverse : de forces centripètes en forces centrifuges

La dichotomie « coût » et « rétributions » peut se révéler peu propice dans certains cas. En effet, « *les coûts se confondent parfois avec les bénéfices* » (Pudal & Fillieule, 2010, p. 177), voire les uns peuvent se transformer en les autres. Ce qui « *rendait l'activisme attractif dans une première séquence de l'engagement peut devenir sans effet, voire constituer progressivement un coût* » (Agrikoliansky, 2017, p. 180).

Les relations sociales internes au LSCA apparaissent souvent comme une force centripète importante, mais « *il faut néanmoins souligner que les liens de sociabilité ne favorisent pas toujours l'engagement : dans certains cas, ils desservent même le processus d'attachement à l'organisation ou à la cause* » (Agrikoliansky, 2017, p. 178). Le cas de Rachele (ex-CO) illustre cela. Pour cette activiste, la « constitution libidinale » propre à la militance dans le monde social de l'autogestion avait été un élément attrayant, lui ayant permis de découvrir — entre autres — sa sexualité, de vivre des relations sexuelles et amoureuses avec d'autres femmes et d'y trouver une copine, mais cette même relation a contribué à son départ. De manière similaire, la longue relation que Carla (ex-CO) a entretenue avec un autre camarade de son LSCA a initialement joué un rôle positif pour la militance, mais une fois que celle-ci s'est terminée, la situation a radicalement changé.

Les deux activistes n'avaient pas forcément envie de se voir tous les jours à *Communia*, mais y étaient contraintes par l'activisme politique et leurs nombreuses amitiés en commun. Par la suite, la nouvelle relation que son ex-copain commencera avec une autre militante de *Communia*, dont Carla était très proche, rendra encore plus difficile cette cohabitation, contribuant — en plus d'autres facteurs — à l'éloignement de cette activiste de son LSCA. Le cas de Marina (FP) fait aussi écho à ce retournement de dynamique. Le fait que sa copine de l'époque était une militante du FP était un des facteurs qui ont contribué à la faire entrer dans

⁴⁰¹ “*Anche se poi le faceva diversamente, però diceva che non potevamo neanche uscire con quelli degli altri spazi*”.

⁴⁰² “*Io ci credevo... cioè per me quali erano nemici tanto quanto gli altri*”.

ce LSCA. Cependant, quand les deux se séparent, Marina hésitera à rester au FP. Les phases qui ont suivi sa séparation avec cette ancienne militante ont été caractérisées par des conflits parfois violents qui ont fortement bouleversé Marina, notamment en raison de la façon dont le collectif souhaitait les résoudre. Cependant, c'est la capacité du collectif à changer de direction et à traiter ces situations grâce au dialogue qui ont fonctionné comme un aimant pour Marina, qui, reprenant confiance dans son LSCA, y restera.

Les sociabilités relatives à la « bulle de l'autogestion » — donc au monde social des LSCA plus généralement entendu —, qui s'étaient révélées être fortement centripètes, peuvent aussi se transformer jusqu'à être perçues négativement. Pour Matteo-CO, le fait de reconnaître les visages des camarades des autres LSCA et plus généralement du monde militant romain lors des mobilisations ou des événements culturels « ça t'enthousiasme, car tu as l'impression de faire partie de quelque chose de grand, après un peu tu te dis 'oh merde, on est toujours les mêmes' »⁴⁰³. Reconnaître et être reconnu·e est motivant au début, mais, par la suite, cela devient le symbole d'un échec, de l'incapacité de ces mouvements — sauf certaines exceptions — à attirer davantage de personnes, d'y amener de nouveaux visages. Carla (ex-CO) considère que les nombreuses mobilisations où les activistes comme elles sont impliqué·e·s donnent l'impression de faire des choses et de toucher des publics différents, mais en réalité ce n'est qu'une illusion, car les nouveaux·elles participant·e·s restent un bien rare :

Finalelement, ce sont toujours les mêmes personnes que tu vois réunies en formes différentes pendant toute la semaine, chaque jour avec une autre thématique, mais on est toujours les mêmes, tu comprends ? Donc c'est ça la bulle, un monde vraiment petit où est toujours les mêmes à faire des choses différentes, donc on a l'impression de faire des millions de choses... on les fait en fait, mais enfermés entre nous (...) quelque chose comme [la mobilisation féministe] *Non una di meno* sont des cas à part, mais sinon ce sont vraiment des choses enfermées dans ce cercle-là⁴⁰⁴.

De plus, les liens sociaux très forts qui unissent les militant·e·s, renforcés par la présence d'un espace matériel à gérer ensemble, poussent les activistes à la « *communion* » et la « *renonciation* » (Pudal & Fillieule, 2010, p. 181). Cette forte entente, cette fusion même entre les militant·e·s peut cependant en arriver à écœurer, ce qui agit comme une force centrifuge. Cela ne signifie pas forcément que l'on veuille arrêter le militantisme. Parfois, cet écœurement peut se révéler une occasion de trouver une nouvelle manière de se rapporter au militantisme :

Avant ma socialité passait par *Communia* ou par les lieux occupés [autogérés], totalement, à 100%. Mais à un moment donné j'en avais marre d'avoir toujours à faire avec les mêmes personnes... oui, c'est facile de parler de politique avec quelqu'un avec qui tu es d'accord... mais à moment donné j'ai envie de savoir aussi ce qu'en pensent les personnes avec lesquelles je ne suis pas d'accord. Donc, un peu à un niveau d'intérêt politique, un peu à un

⁴⁰³ “*All'inizio ti fomenta, perché ti senti parte di qualcosa di grande, dopo un po' dici "oh cazz o, qua siamo sempre gli stessi"*”.

⁴⁰⁴ “*Alla fine sono sempre le stesse persone che tu vedi riunite in forme diverse per tutta la settimana, ogni giorno un'altra tematica... però sempre quelle siamo, capito? quindi è questa la bolla, un mondo veramente piccolo in cui siamo sempre gli stessi a fare cose diverse quindi ci sembra di fare milioni di cose — le facciamo pure — però chiuse fra di noi, con sbocchi di partecipazione enorme, per dirti, una cosa tipo non una di meno però lì è un po' un caso a parte. però spesso sono proprio cose chiuse in questo cerchio qua*”.

niveau d'intérêt humain... c'était trop. Je me suis dit, je veux avoir des relations avec des personnes de *dehors*. Avant c'était quelque chose qui ne me plaisait pas du tout, alors que dernièrement j'aime beaucoup parler de politique avec qui n'a pas les mêmes idées que moi. Parce que j'en ai marre de parler avec ceux qui ont les mêmes idées que moi, aussi parce qu'on n'est pas nombreux. J'en peux plus, merde ! Je veux essayer de convaincre aussi quelqu'un qui n'est pas d'accord⁴⁰⁵.

Enfin, certaines rétributions sociales peuvent aussi se transformer en coûts. Avoir des responsabilités peut devenir fortement centrifuge. Pour Carla (ex-CO), le rôle de premier plan qu'elle a acquis au cours des années s'est traduit en une multiplication des responsabilités, qui ont rendu sa militance de plus en plus difficile à supporter, contribuant à son départ. Silvia (CR) aussi fait part de l'ambivalence des responsabilités : le « sens de responsabilité (...) si tu ne le gères pas, ça peut te bouffer complètement, ça t'anéantit⁴⁰⁶ ». Pour elle, « c'est beau d'avoir des responsabilités, mais trop de responsabilités t'anéantissent ». Sa solution est de savoir dire non parfois et surtout d'apprendre « à déléguer⁴⁰⁷ » :

La communauté, la collectivité t'aide à partager, à partager la responsabilité, un peu pour toi, un peu pour moi, un peu pour lui, un peu pour elle... au final c'est un nous. Donc ça t'apprend à te sentir plus légère⁴⁰⁸.

5.2.5. Disponibilités biographiques, ruptures biographiques: quand les événements de la vie privée stimulent des forces centripètes ou centrifuges

Ce ne sont pas seulement les dynamiques propres à l'activité militante qui — par leurs effets sur les activistes — peuvent les pousser à persister ou au contraire à vouloir abandonner le militantisme. La disponibilité biographique et les ruptures biographiques des militant·e·s peuvent évidemment avoir aussi un impact sur le choix de persister, ou non, dans l'engagement au sein d'un LSCA, en favorisant l'émergence de certaines forces centripètes et centrifuges.

Comme l'on a vu, le concept de « disponibilité biographique » vise à décrire — par définition — la disponibilité de chaque personne à militer. Le fait d'avoir un travail à temps plein et/ou être un parent célibataire est un élément qui peut rendre moins aisé le choix de militer. La réduction de la disponibilité à militer peut augmenter la fatigue et le risque de *burn-*

⁴⁰⁵ *“Prima la mia socialità passava per Communia, o per gli spazi occupati. Del tutto, totalmente, al 100%. Poi a un certo punto mi so pure un po' stufata, di avere sempre a che fare con le stesse persone... si è facile parlare di politica con qualcuno con cui sei d'accordo. Però dopo un po', io voglio sapere pure cosa ne pensano le persone con cui non sono d'accordo. Per cui un po', al livello di interesse politico... un po' proprio a livello di interesse umano... era troppo. Mi sono detta ba', voglio avere delle relazioni con delle persone fuori (...) prima era una cosa che mi infastidiva molto, ultimamente mi piace un sacco parlare di politica con chi non ha la mia stessa idea. Perché mi so' stufata di parlare con le persone con le mie stesse idee, anche perché siamo pochi comunque. Mi so rotta il cazzo! Voglio provare a convincere pure qualcuno che non è d'accordo...è troppo facile, è troppo... è facile fa' il collettivo femminista quando ci guardiamo in faccia tutte le settimane e siamo tutte d'accordo”.*

⁴⁰⁶ *“(...) senso di responsabilità. Che tante volte però ho dovuto imparare a gestire perché molte volte se non lo gestisci poi ti fagocita, ti annienta il senso di responsabilità”.*

⁴⁰⁷ *“Ho imparato anche a delegare”.*

⁴⁰⁸ *“La comunità, la collettività ti aiuta a dividere... cioè... a dividere la responsabilità un pezzetto a te, un pezzetto a me... un pezzetto a lui, un pezzetto a lei... che poi è un noi. Quindi ti impara a sentirti più leggera”.*

out. Quant aux « ruptures biographiques », celles-ci décrivent les événements de la privée qui peuvent impacter la carrière militante des activistes, comme un deuil, une séparation, un déménagement, etc.

Avoir un travail, des travaux à rendre pour ses études ou des tâches familiales à mener peuvent contribuer à rendre de plus en plus fatigant le fait de militer. Matteo (CO), une fois trouvé un travail régulier et à temps plein, se trouvera contraint à réadapter sa militance à CO. À cause de sa « journée [de travail] pleine, de 8-9 heures, dans un endroit qui est loin d'où je vis et aussi de *Communia*⁴⁰⁹ », cet activiste peut de moins en moins vivre son LSCA « dans le quotidien⁴¹⁰ » par rapport à avant. Matteo incarne bien le profil de l'activiste relativement âgé, qui n'est plus étudiant et dont le passage à la vie active le contraint d'aller « moins souvent [dans son LSCA], peut-être juste à l'assemblée du lundi⁴¹¹ ».

Dans d'autres cas, certains changements dans la vie peuvent permettre de s'engager davantage, comme c'est le cas des parents — notamment des mamans — qu'ont vu leurs disponibilités biographiques augmenter dès que leurs enfants sont devenus autonomes (Cinzia, C2 ; Gabriella, VG ; Oda, VG). Dans d'autres cas, comme celui d'Alfonso (ex-VG), le fait de devenir père à un âge avancé (autour de 50 ans) était au contraire pour lui quelque chose qui l'a plutôt contraint à revoir à la baisse son engagement, car à cet âge « les énergies commençaient un peu à diminuer⁴¹² ».

Les ruptures biographiques peuvent aussi influencer la manière dont on pratique la militance. C'est le cas par exemple d'Ivan (FP). La mort de la mère de cet activiste marquera un changement important dans sa manière de militer et cela pour deux raisons différentes. La première est que cette dimension de *maison autre* et de *famille alternative* que les LSCA peuvent acquérir lui donnera l'occasion de trouver du réconfort. Lors de ce moment difficile, il se rapprochera de plus en plus de son LSCA et des autres activistes, car « ici je me suis senti un peu en famille », et parce qu'entre les militant·e·s du *Forte Prenestino* « on se dispute et on s'aime, comme on fait dans une famille d'habitude, ce sont les mêmes dynamiques⁴¹³ ». La deuxième raison marquant un changement est d'ordre matériel. Avec la mort de sa mère, Ivan reçoit un héritage qui lui a permis de travailler moins et donc « d'avoir plus de temps à utiliser pour être ici [au *Forte Prenestino*]⁴¹⁴ ». Le côté *vénal* de ce deuil se traduira donc en une plus importante disponibilité biographique, qui n'aurait cependant pas débouché réellement sur un investissement plus important dans le LSCA, si celui ne se caractérisait pas pour Ivan par cette dimension presque « thérapeutique » (comme dirait Michel, C2). Ces deux aspects de cette

⁴⁰⁹ “*Ho una giornata piena da 8-9 ore, in un posto molto lontano sia da dove vivo sia rispetto a Communia*”.

⁴¹⁰ “*Nella quotidianità*”.

⁴¹¹ “*Ci vado meno, magari il lunedì*”.

⁴¹² “*Le energie cominciavano (ride) un po' a diminuire*”.

⁴¹³ “*Poi perdendo mia madre... io poi... la cosa famiglia, la cosa personale che qua mi sono sentito un po' più in famiglia comunque*”.

⁴¹⁴ “*Mia madre se ne è andata e mi ha lasciato parecchi soldi... cioè parecchi, ci pago l'affitto per 2-3 anni... quindi avevo da tempo da spendere pure per stare qua*”.

rupture biographique feront en sorte que si avant cet événement le *Forte Prenestino* occupait « un bon 60% [de la vie de Ivan], (...) depuis que ma mère est morte même un 80%⁴¹⁵ ».

Le déménagement de Francesco (C2) dans le quartier de son LSCA, *Casale Alba 2* et, par la suite, vers un quartier situé de l'autre côté de la ville, sont également à considérer comme des ruptures biographiques impactant sa façon de militer. Devenir un habitant du quartier — comme la plupart des activistes de ce LSCA — changera profondément sa manière se rapporter à son LSCA : son intégration dans le groupe s'accélèrera grâce à ce nouveau *statut*. Par la suite, devoir déménager à plus de 15 km de son LSCA changera à nouveau à la donne, en négatif cette fois-ci. Cette distance réduira sa disponibilité biographique, en le contraignant à faire « une heure d'embouteillages⁴¹⁶ » pour pouvoir participer aux réunions.

⁴¹⁵ “Un bel 60 %. Poi te l’ho detto, da quando è morta mia madre pure 80%”.

⁴¹⁶ “Un’ora di traffico”.

Retour autoethnographique sur la séquence « continuer »

Si, pour tou-te-s les enquêté-e-s, persister dans l'engagement signifie maintenir constamment un équilibre entre les forces centrifuges et centripètes, cet équilibre n'a, pour moi, pu être effectif que par périodes, toujours relativement courtes.

En effet, si le début de mon expérience militante à Communia a été enthousiasmant — peut-être un des moments plus beaux de ma vie, grâce à la construction d'un espace pour et avec le quartier —, je m'organisais déjà, encore au climax de cette expérience, pour quitter à nouveau ma ville et continuer mes études à Paris, où j'avais déjà passé une année pour mon Erasmus. L'expulsion de Communia 2 à moins d'un mois de mon déménagement a rendu ce départ plus sombre, mais aussi plus facile, car je savais que cette expérience si attachante s'était terminée et je ne me sentais pas prêt à me lancer dans une nouvelle occupation.

Mon idée de continuer à militer pour Communia tout en habitant à Paris fut difficile à réaliser, mais j'essayé de faire de mon mieux pour éviter une coupure radicale. En France, je fréquentais d'autres milieux militants, sans m'y engager formellement ; à Rome je continuais d'aller aux assemblées quand je revenais, mais ma présence était tout à fait marginale, sauf pendant les séjours les plus longs. Deux expériences m'ont permis de garder un lien fort avec Communia : les Rencontres Internationales des Jeunes révolutionnaires (RIJ) les étés et mon idée de faire mon mémoire de master (et par la suite ma recherche doctorale) sur les lieux autogérés.

Les RIJ — des rencontres qui rassemblent dans un site, différent chaque été, des jeunes militant-e-s d'extrême gauche du monde entier — m'ont permis à la fois d'étendre mon réseau militant à l'étranger, mais aussi de garder un rapport avec les camarades de Rome (voire d'y rencontrer les nouveaux). Contribuant, par cette expérience à la fois politique et profondément humaine, à cimenter — même à distance — mon appartenance au groupe.

Ensuite, rentrer à Rome pendant un an pour le terrain de ma recherche de master m'a permis de m'engager à nouveau de manière continue dans le militantisme romain, voire plus qu'avant. Pourtant, la double casquette de chercheur et de militant était difficile à porter, et je sentais que les forces centrifuges prenaient le dessus sur les pourtant nombreuses satisfactions personnelles et collectives que l'expérience militante me réservait de jour en jour. La fatigue était aussi indéniable et l'envie de penser à autre chose que les LSCA se faisait de plus en plus pressante — voir à ce sujet, le chapitre que j'ai dédié à cette expérience dans un ouvrage collectif (Ranocchiarì, 2018).

Le début de mon doctorat à Lausanne marquera le début d'une nouvelle phase, car je pensais encore à l'époque pouvoir continuer à vivre à Rome, et donc d'y maintenir mes engagements. Pourtant, le fait de déménager en Suisse de manière stable, tout en menant une recherche sur Rome, a ouvert une toute nouvelle phase dans mon rapport à l'engagement ; une phase qui m'amènera petit à petit vers la défection.

5.3. Séquence continuer: bilan

La deuxième séquence des carrières militantes des activistes des lieux (politico-)socio-culturels autogérés de Rome a permis de comprendre les mécanismes qui font que les activistes persistent dans leur engagement. La persistance est le fruit d'une balance constante entre des forces qui poussent les activistes à partir (forces centrifuges) et d'autres à rester (forces centripètes). On persistera seulement si la balance tend vers cette dernière.

5.3.1. Transition, la phase d'intégration au groupe: bilan

Les premiers mois après l'engagement sont une phase délicate: les nouveaux·elles arrivant·e·s ne se sentent pas encore partie prenante du groupe et à l'aise en toute circonstance. L'intégration de ces activistes est un enjeu crucial pour que ce malaise initial n'amène pas à une défection précoce. Afin que les nouveaux·elles se sentent à leur place, différentes solutions sont possibles, qu'elles soient (1) des tactiques choisies directement par les activistes concerné·e·s ou (2) des mécanismes propres aux organisations elles-mêmes.

Pour ce qui relève du premier cas, se dédier à des tâches pratiques, qui ne demandent pas de compétences spécifiques — voire qui relèvent de la « basse main-d'œuvre (*bassa manovalanza*) », pour utiliser le terme ironique de Gina (ex-FP, CR) — semble être la manière la plus simple pour qu'on se sente légitimement appartenir au groupe. Qu'il s'agisse de distribuer des flyers, d'aider à rénover un espace, de poncer de vieux meubles ou de retranscrire des entretiens, être actif·ve montre aux activistes de plus longue date qu'on est motivé·e·s et qu'on croit au projet. De plus, cela permet de passer du temps sur place avec un objectif clair, en se familiarisant avec les autres membres du groupe et avec les lieux.

Certains mécanismes propres aux organisations peuvent également faciliter cette intégration. Selon Gina, qu'à CR, au début des assemblées, l'on demande à toutes les personnes de se présenter donne la sensation aux nouveaux·elles arrivant·e·s que le groupe est accessible et inclusif. De même, que certains LSCA soient organisés en groupes de travail thématiques de taille restreinte — p. ex. le groupe de C2 travaillant sur l'histoire du quartier; le groupe de CR qui travaille sur biodiversité — ou en sous-groupes — p. ex. la salle de thé ou le centre sportif du FP; le collectif féministe et LGBTQI de CO — rend les interrelations plus aisées. Enfin, un dernier élément concerne le suivi des arrivant·e·s, dans certains LSCA, par les activistes plus âgé·e·s. À CO, les activistes interviewé·e·s relatent avoir été accompagné·e·s avec grande attention dans la préparation de leurs premières responsabilités (p. ex. pour préparer l'introduction à une assemblée). Michel, de son côté, trouve qu'à C2 il n'y avait pas forcément des personnes se dédiant à cette tâche, mais que l'ensemble — ou presque — des activistes l'ont aidé à se familiariser avec les aspects les plus complexes de l'activité militante.

5.3.2. Les caractéristiques essentielles des forces centrifuges et centripètes

Après quelque temps, quand l'enthousiasme du début commence à s'estomper et que la nouveauté devient routine, les activistes se trouvent souvent tiraillé·e·s entre des élans de motivation envers la pratique militante et des envies de s'en éloigner pendant un moment, voire de manière définitive. Au sein de la sociologie des mouvements sociaux, l'approche la plus classique pour décrire cette dynamique raisonne en termes d'évolution des coûts et rétributions du militantisme, qui correspondent aux *pour* et aux *contre* de cette activité. Ceux-ci peuvent être à la fois matériels ou immatériels, collectifs ou individuels. Les rétributions peuvent se

transformer, au cours du temps, en coûts, et réciproquement. Selon cette perspective, continuer de s'engager, ou non, dépend d'un arbitrage entre les coûts et les rétributions.

Plutôt que « pour » ou « contre », j'ai décidé d'opter pour deux termes alternatifs : les forces centrifuges, qui décrivent les dynamiques, les ressentis et les sensations qui amènent les militant·e·s à vouloir abandonner leur pratique militante ; les forces centripètes, qui poussent au contraire à rester attaché·e·s à l'engagement et à l'organisation.

La fatigue est la force centrifuge la plus souvent mentionnée par les enquêté·e·s. En plus des activités classiquement associées au militantisme politique, social ou culturel qui caractérise ces lieux, il faut aussi s'occuper de la gestion ordinaire et extraordinaire de l'espace matériel (travaux, nettoyage, ouverture et fermeture, etc.). Dans les premiers temps de leur engagement ou de l'occupation du LSCA, l'enthousiasme fait que ces activités n'apparaissent pas comme un coût. Cependant, plus le temps passe, plus celles-ci deviennent énergivores. Des ruptures biographiques (p. ex. le passage du statut d'étudiant·e à celui de travailleur·euse) peuvent également rendre l'activisme encore plus fatigant.

Un deuxième type de force centrifuge concerne les changements de regard sur le LSCA et, plus généralement, les déceptions que certains événements plus ou moins récurrents peuvent provoquer chez certain·e·s militant·e·s. Les dysfonctionnements propres aux dynamiques collectives, comme la lenteur et l'inefficacité des assemblées ou les dynamiques de pouvoirs qui se cachent sous la prétendue horizontalité des LSCA (celle que Jo Freeman appelait « la tyrannie de l'absence de structure »), sont de puissantes forces centrifuges. Les conflits peuvent aussi donner l'envie d'abandonner son propre LSCA. Des quatre types de conflits identifiés — les conflits autour des tâches, les conflits autour des styles de vie, les conflits interpersonnels, les conflits concernant des visions différentes du LSCA —, les deux derniers sont ceux qui semblent le plus souvent amener à des fractures pouvant déboucher sur des scissions, voire sur des défections.

Si de nombreux·euses militant·e·s persistent dans leur engagement, c'est parce que des forces centripètes viennent compenser les envies de partir. Elles sont le plus souvent reliées à des rétributions, mais aussi parfois à des coûts induits par une cessation du militantisme au sein d'un LSCA.

Les « rétributions sociales du militantisme » relèvent notamment du fait d'être « reconnu·e·s » en tant que membre du groupe ou du LSCA, ce qui peut stimuler un sens d'appartenance et d'attachement. Il en va de même de la « notabilisation », soit être reconnu·e au sein du milieu militant comme étant une personne de particulièrement douée dans l'art de militer (p. ex. avoir de bonnes qualités oratoires ou analytiques).

Tout en étant rare, recevoir des « rémunérations financières » pour certaines des activités menées peut aussi favoriser l'attachement à l'organisation, notamment parce qu'elles sont, d'une certaine manière, des compensations à la fatigue de la militance dans un LSCA. L'idée de combattre *de facto* la précarité et le travail au black a aussi amené certains LSCA (p. ex. CR et VG) à former des coopératives pour pouvoir légaliser le travail effectué en leur sein.

Les « résultats et réussites des activités militantes » jouent également un rôle. Si l'on continue l'activité militante, c'est bien évidemment parce que cette pratique donne, en soi, des

satisfactions, comme lorsqu'une mobilisation ou un événement qu'on a contribué à organiser a du succès (p. ex. un festival autogéré de BD ou une mobilisation contre une spéculation immobilière). De plus, que les LSCA existent par et dans un espace matériel ajoute d'autres satisfactions, parfois *immédiates*, dont l'occupation elle-même : le collectif impacte concrètement l'espace urbain, change un morceau de ville. Il y a du plaisir à ce qu'un LSCA *arrache* le droit de pouvoir *déterminer* l'espace urbain, ce qui est d'habitude réservé aux autorités publiques et aux propriétaires. Que les LSCA soient des lieux matériels de vie et de socialité donne aussi à ces espaces une dimension *préfigurative* de la société souhaitée par les activistes. En ce sens, les LSCA apparaissent comme des « espaces d'expérience », c'est-à-dire « *des espaces où sont expérimentées et vécues des pratiques alternatives. Ce sont à la fois de lieux de lutte et les antichambres d'un monde nouveau* » (Pleyers, 2013, p. 120).

Une autre force centripète concerne « les conséquences psychologiques et identitaires du militantisme ». L'activité militante semble avoir des impacts importants sur des traits de caractère de certain·e·s activiste. Des personnes qui étaient, à la base, solitaires et introverties, se sont transformées en de véritables *animaux sociaux*. Si le militantisme en général — avec sa dimension collective — est, de base, un milieu favorable pour augmenter les capacités relationnelles, être militant·e d'un LSCA l'accentue. Lors des premiers mois d'occupation, et par la suite, les activistes doivent cohabiter et gérer un espace matériel de manière collective. La timidité paraît se réduire avec cette activité : parler en public est un aspect central du militantisme, et, dans les assemblées générales, un passage presque obligé, même pour les plus timides. Enfin, l'activisme dans les LSCA impacte aussi l'identité, dont la sexualité. Plusieurs enquêté·e·s ont fait part du rôle fondamental qu'a joué ce milieu dans la découverte de leur propre homosexualité et leur *coming out*. Les militant·e·s concerné·e·s — y compris ceux et celles qui depuis ont fait défection — en semblent reconnaissant·e·s aux LSCA. Partant, ces changements peuvent être interprétés comme des rétributions immatérielles, psychologiques et identitaires, qui suscitent une profonde forme d'attachement à ces lieux et aux personnes qui les fréquentent.

Les « sociabilités » sont donc d'importantes forces centripètes. Les LSCA, en tant qu'espaces matériels hybrides qui accueillent à la fois des activités politiques, culturelles et festives, sont propices au développement de fortes relations entre activistes (*constitution libidinale*). L'espace matériel implique une *densité corporelle*, une *proximité de corps* qui facilitent les échanges humains. Les moments festifs — qu'il s'agisse de soirées, de concerts ou juste de boire des bières — ont une place plus centrale dans ce type de militantisme que dans d'autres (p. ex. le militantisme dans un parti ou une ONG). Les enquêté·e·s soulignent l'importance de ces moments dans la construction de relations affectives entre activistes d'un même LSCA ou de LSCA différents : ces moments, où l'on est souvent plus désinhibé·e·s que lors d'événements plus strictement militants (p. ex. une réunion ou une assemblée), sont propices au développement de relations interpersonnelles et au renforcement de l'esprit de groupe, voire d'un sentiment d'appartenance à son propre LSCA ou, plus généralement, au monde de l'autogestion. Cependant, ce ne sont pas juste les moments festifs qui contribuent à la constitution libidinale des LSCA. Deux formes de fréquentation des lieux autogérés jouent un rôle tout aussi important : la fréquentation intense des LSCA lors des premiers mois d'occupation ou quand il y a un risque d'éviction ; la fréquentation ordinaire, régulière, presque

quotidienne, de l'espace. La première se caractérise par des émotions fortes et une proximité des corps pendant un laps de temps qui peut être relativement long (plusieurs semaines, voire plusieurs mois, où les activistes sont presque tout le temps ensemble). Ces moments sont l'occasion de découvrir l'autre sous toutes les facettes et de développer de relations interpersonnelles très fortes. Quant à la fréquentation ordinaire de l'espace, la dimension matérielle d'un lieu de rencontre et de sociabilité accessible au quotidien en fait, pour la plupart des enquêté·e·s, une « deuxième maison », un des rares lieux qui ne soient pas sa propre habitation, mais où l'on se sent chez soi. Par conséquent, les personnes qu'on y rencontre (p. ex. les camarades) deviennent les membres d'une « famille autre, choisie ». Les LSCA peuvent ainsi se transformer en véritables lieux de *care*, être des alternatives à la sphère strictement privée, qui fonctionnent, pour les militant·e·s, comme des repères où trouver un abri et du réconfort. Toutes ces dimensions relatives à la sociabilité dans les LSCA fonctionnent évidemment comme de fortes forces centrifuges.

Les « dynamiques » qui caractérisent les collectifs du LSCA peuvent aussi être centripètes. C'est le cas lorsqu'un groupe démontre sa capacité à gérer collectivement les conflits et les tensions entre membres. L'assemblée, par exemple, est un outil important pour faire, selon l'expression d'un enquêté, la *manutention du groupe*. De plus, l'aptitude du collectif à rester ouvert et perméable, à réussir à attirer des nouveaux·elles membres, est aussi considérée comme un attracteur. De plus, faire partie d'un groupe coordonné, où les tâches sont réparties de manière équitable, encourage les militant·e·s à rester attaché·e·s à leur LSCA. Enfin, la manière dont le collectif gère le souhait de certain·e·s activistes de lâcher prise pour se dédier à d'autres choses est d'importance. Si un collectif fait culpabiliser l'activiste voulant prendre une pause, cela aura une fonction centripète, car il·elle évitera de s'éloigner, mais avec le risque, à long terme, que cela favorise une défection par *burn-out*. À l'inverse, un LSCA où l'on accepte que l'on puisse avoir besoin de prendre des pauses dans sa militance semble plus propice à l'attachement durable au groupe, en raison d'une démonstration d'empathie collective.

Ce qui retient les militant·e·s de faire défection est parfois moins lié à des forces centripètes qu'au coût que partir d'une organisation génère. Quitter une activité qui a demandé tant d'effort et d'investissements peut être vu comme un gaspillage. De plus, les liens sociaux noués au sein de l'activité militante peuvent contribuer à freiner le départ, notamment quand la plupart de ses relations se sont concentrées dans le LSCA ou les milieux militants. Le fait d'avoir vécu la militance comme une expérience parfois totalisante peut favoriser l'émergence d'une « peur du vide », soit la difficulté d'envisager un rôle alternatif à celui de militant·e qu'on a porté jusque-là. Enfin, le sens de responsabilité — que ce soit envers les camarades, l'organisation ou la société pour laquelle on luttait — peut aussi freiner l'envie de partir.

5.3.3. L'attachement et l'appartenance: le risque de l'entre-soi

Les forces centripètes vues jusqu'ici ont comme résultante deux sentiments fondamentaux pour comprendre la persistance dans l'engagement: l'attachement et l'appartenance.

Les activistes des LSCA connaissent plusieurs formes d'attachement: (1) l'attachement aux camarades; (2) l'attachement à leur LSCA; (3) l'attachement au monde de l'autogestion;

(4) l'attachement au LSCA en tant qu'espace.

La première forme d'attachement résulte de plusieurs forces centripètes, notamment des sociabilités et de la *constitution libidinale* (les liens d'amitiés, de camaraderie et d'amour) de ces mouvements.

L'attachement à l'organisation est lié à plusieurs éléments : les résultats des activités militantes (p. ex. une mobilisation réussie qui poussera à s'attacher davantage à l'organisation) ; les dynamiques collectives positives qui caractérisent le groupe militant (p. ex. le fait de savoir gérer, en tant que collectif, les conflits interpersonnels) ; les rétributions sociales (p. ex. le fait que grâce à l'organisation un·e activiste soit *notabilisé·e* au sein des milieux militants contribue à qu'il·elle s'y attache davantage) ; les conséquences psychologiques et identitaires de l'engagement (p. ex. la reconnaissance vis-à-vis de l'organisation pour son rôle dans d'importants changements de caractère).

Quant aux mécanismes qui amènent à s'attacher au milieu des LSCA (« la bulle de l'autogestion »), l'interconnexion qui caractérise nombre de ces lieux fait qu'autant les sociabilités que les mobilisations (et donc leurs résultats) sont rarement le fait d'un seul LSCA. Par conséquent, on s'attachera, à des degrés variables, à la fois à son propre groupe, à sa propre organisation, mais aussi au milieu des LSCA au sens large.

Ces trois formes d'attachement sont accentuées par la « renonciation ». Les activistes des LSCA semblent souvent limiter l'ensemble de leurs relations à leur collectif et aux milieux militants. Cette quasi-*exclusivité* contribue, selon Kanter, à l'attachement des individus à leur organisation (Pudal & Fillieule, 2010), mais aussi, plus généralement, à l'univers militant des LSCA.

Enfin, en ce qui concerne l'attachement au LSCA en tant qu'espace matériel, celui-ci joue un rôle fondamental dans le développement des relations entre militant·e·s : le LSCA devient — à cause aussi de sa dimension matérielle — une « maison autre » et les camarades une « famille choisie ». L'attachement au lieu et celui aux personnes sont indissociables. Les résultats de l'activité militante contribuent à cet attachement : que ce soit parce que les activistes ont *sauvé* cet espace ou parce qu'ils·elles ont réussi, avec leurs propres mains, à faire d'un lieu abandonné un lieu vivant et accueillant.

Quant au sentiment d'appartenance, qui décrit le fait de se sentir membre d'un groupe, il résulte souvent du sentiment d'attachement à ce groupe. En d'autres termes, les différentes formes d'attachement qui caractérisent les rapports des activistes avec leur groupe, leur organisation et le monde de l'autogestion produisent un sentiment d'appartenance, à son tour renforcé par les mécanismes de la *communion* et de la *renonciation*.

Dans le cas de la communion, les activistes font une distinction entre un *nous* (militant·e·s) et les *autres*, avec un usage récurrent, dans les entretiens, de la métaphore du monde *dedans* (les LSCA) et celui de *dehors* (le reste de la société). Que les LSCA soient des espaces matériels où les activistes passent une bonne partie de leur temps participe à renforcer cette communion. Certain·e·s activistes se décrivent comme une « meute » ou une « tribu ». Ce mécanisme crée ainsi une forme d'appartenance à un groupe construit sur sa prétendue altérité par rapport au reste de la société.

La renonciation amplifie ce sentiment. Les difficultés à mener une vie sociale en dehors des cercles militants y contribuent : se retrouvant, dans certains cas, dans des situations où toute leur vie sociale se concentre dans les LSCA, les activistes se sentent de plus en plus inaptes au *monde* extérieur, ce qui les pousse encore davantage à se replier sur *leur tribu*. Ces formes d'appartenance, tout en étant le produit, sont de puissantes forces centripètes, en partie en raison des coûts induits à quitter l'organisation.

5.3.4. Quand les forces centrifuges et centripètes s'inversent

Toutefois, les forces centripètes peuvent se transformer en des forces centrifuges. La sociabilité et, plus généralement, la *constitution libidinale* des LSCA — perçue la plupart du temps comme un élément fortement attractif — peuvent pousser les militant·e·s à vouloir s'éloigner de leur lieu autogéré (p. ex. à la suite d'une séparation d'avec un·e autre militant·e).

De même, être reconnu·e dans un univers social relativement grand (p. ex. lors des soirées dans d'autres LSCA ou lors des manifestations) peut initialement se révéler être très motivant, mais, avec le temps, connaître tout le monde devient pour certain·e·s non seulement ennuyant, mais aussi la preuve de l'échec de ces mouvements à attirer de nouvelles personnes. De plus, la communion et la renonciation contribuent à donner aux relations entre militant·e·s des LSCA un caractère fusionnel, mais certain·e·s militant·e·s commencent de se sentir *écœuré·e·s* par ce milieu où ils·elles ont passé trop de temps, et cela se traduit par une envie de construire des relations ailleurs.

Enfin, les rétributions sociales peuvent aussi se transformer en coûts. Recevoir des responsabilités est initialement perçu comme un signe de la confiance que le collectif a en l'activiste concerné·e. Cependant, lorsque les responsabilités s'additionnent, elles montrent toute leur ambivalence : de gratifications, elles se transforment en fardeaux.

5.3.5. Disponibilité et ruptures biographiques et persistance

Les forces centripètes et centrifuges peuvent également être stimulées par des événements extérieurs à l'activité militante, qui concernent plutôt la vie privée des activistes.

Des ruptures biographiques, comme commencer à travailler, avoir un enfant, devoir écrire un rapport de fin d'études ou encore déménager très loin de son LSCA, sont des événements qui peuvent réduire le temps à disposition pour militer. Dans ces situations, on sera amené·e·s à ralentir ou aller vers un probable *burn-out*.

D'autres ruptures biographiques peuvent avoir un effet inverse sur la disponibilité à militer : des enfants qui s'autonomisent, un héritage qui permet de travailler moins, sont des aspects qui conduisent certain·e·s activistes à intensifier leur pratique militante.

Les ruptures biographiques influencent parfois la manière de militer sans être liées à des enjeux de disponibilité biographique. Le décès d'un·e proche ou une séparation peuvent amener certain·e·s militant·e·s à souhaiter prendre en charge de nouvelles responsabilités — ne serait-ce que pour se changer les idées —, ou tout simplement à chercher du réconfort dans cette « famille choisie » que peuvent être les LSCA, en les fréquentant ou en s'y engageant davantage.

Chapitre 6 — Abandonner : quand les doutes se concrétisent

Après avoir vu les mécanismes qui amènent une bonne partie des activistes des LSCA à persister dans l'engagement pendant des années, voire des décennies, nous montrerons ici pourquoi et comment certain·e·s activistes, au contraire, décident de quitter l'expérience militante au sein de leur LSCA. De même que pour l'engagement, le désengagement n'est pas « monocausal » : « *itinéraires individuels et histoire collective (de l'organisation, de la cause) doivent se croiser pour saisir la succession des étapes qui conduisent à des formes hétérogènes de retrait (Grojean, 2013)* » (Agrikoliansky, 2017, p. 180). De plus, comme l'écrit Fillieule, « *[l]a définition même de désengagement ne va pas de soi : il ne renvoie ni à une situation claire ni à un état définitif. Il faut l'entendre plutôt comme un processus qui, des premiers doutes à la rupture effective, peut s'étirer sur plusieurs années et prendre des formes inattendues* » (2001b, p. 157).

Nous témoignerons des processus — parfois longs — qui ont amené certain·e·s militant·e·s à quitter le lieu autogéré où ils·elles étaient militant·e·s. L'analyse du processus de désengagement des 7 ex-activistes interviewé·e·s a été effectuée en trois phases distinctes.

- La première vise à reconstruire l'émergence des premiers doutes quant à rester dans le collectif en essayant de retracer les germes du choix de faire défection.
- La deuxième vise à rendre compte de la manière dont le choix définitif de quitter le LSCA a eu lieu, en portant une attention particulière aux différents événements ayant pu déclencher enfin le passage à l'acte.
- Enfin, la troisième phase traite de comment évoluent les parcours des ex-activistes après la défection, en mettant l'accent sur la manière dont leur rapport au militantisme en général, et à leur LSCA en particulier, a évolué.

Ces observations serviront à élaborer une typologie des « partants » des LSCA romains étudiés.

6.1. Sur les traces des forces centrifuges, le long processus qui amène au départ

La décision de quitter le collectif d'un lieu autogéré est la dernière étape d'un processus long et sinueux. Des forces centrifuges et des forces centripètes peuvent tirailler les activistes, générer un vaste panel d'émotions, ressentis et envies, qui oscillent entre l'enthousiasme et le *ras-le-bol*. Nous rendrons ici compte de ce que Fuchs-Ebaugh (Fillieule, 2005) a appelé le « premiers doutes », jusqu'au passage à l'acte ou « point de retournement ».

On l'a dit, le désengagement n'est pas monocausal. Ainsi, plusieurs forces centrifuges peuvent agir, avec des conséquences différentes selon les personnes, mais aussi le contexte (général, mais aussi relatif à l'organisation). Il s'agira donc ici de retracer pourquoi et comment les premiers doutes ont émergé, souvent des années avant la défection définitive, amorçant un processus où forces centrifuges et centripètes se sont alternées et enchaînées jusqu'à arriver au point de rupture.

Cependant, même une fois que ces premiers doutes ont émergé, plusieurs éléments peuvent venir à ralentir le processus de désengagement. Pour se sentir véritablement capable de quitter son rôle de militant·e d'un LSCA, il faut que l'on soit prêt·e à envisager un rôle alternatif à celui que l'on avait tenu jusque-là. Se désengager signifie donc avoir su chercher et trouver des alternatives à l'activité militante et au rôle qui lui est associé.

Nous allons tout d'abord traiter ce qui a fait surgir les doutes chez les enquêté·e·s, puis montrer ce qui a contribué à allonger le temps séparant l'émergence de ces premiers doutes et le départ effectif. Enfin, la recherche d'alternatives au militantisme sera analysée, afin de comprendre son impact sur le processus de désengagement.

6.1.1. Les ordres de raison derrière l'émergence des premiers doutes

Fillieule, dans l'ouvrage « Le désengagement militant », focalise sur deux des « *ordres de raisons à l'émergence des premiers doutes* » présentés par Fuchs-Ebaugh (Fillieule, 2005, p. 30) : (1) le bousculement vers une perception négative de l'organisation et (2) le *burn-out*. Ils permettent de décrire à peu près l'ensemble des cas de figure rencontrés chez les 7 ex-activistes interviewé·e·s, à l'exception de Gianni et Gina, les deux ex-militant·e·s du *Forte Prenestino* (Gina est actuellement activiste de *Casetta Rossa*). L'expérience de ces deux activistes m'a fait ajouter aux deux ordres de raison mentionnés un troisième : les doutes qui dérivent de la prise de conscience du caractère trop chronophage et totalisant du militantisme vis-à-vis d'autres nécessités et besoins personnels.

Ces ordres de raison ne sont pas étanches, mais peuvent parfois se chevaucher, se sommer, jusqu'à conduire au choix final du départ.

A. *Le bousculement vers une perception négative de son organisation*

Le premier ordre de raison — tiré de Fuchs-Ebaugh — est relatif à la déception que l'on peut éprouver — après un certain temps — vis-à-vis de l'organisation dont on est membre. Pour le dire autrement, il s'agit de l'émergence d'un

sentiment que l'institution ne répond plus à la « bonne définition » par l'individu de ce qu'elle doit être ou faire. Cet écart peut être dû soit à un changement rapide dans l'organisation et qui laisse les anciens démunis (résultant, par exemple, d'un fort turnover), soit à un changement lent, mais qui finit par susciter une perception négative de l'organisation (Fillieule, 2005, p. 30).

Si Fuchs-Ebaugh fait exemple de la « *perte de sens éprouvée par nombre de nonnes* » (Fillieule, 2005, p. 30) à la suite du concile Vatican II, dans le cas de mes enquêté·e·s, ce schéma peut décrire des situations qui sont certes variées, mais qui concernent toujours des dynamiques internes à leur LSCA. S'y rapportent les défections de Rachele (ex-CO), d'Alfonso (ex-VG), d'Aldo et de Lello (ex-C2).

L'emprise occulte des membres plus expérimenté·e·s : le lent changement de perception de Rachele (ex-CO)

Le cas de Rachele s'apparente à un changement lent dans sa manière de percevoir son LSCA, *Communia*. La frontière entre perception et changement réel de l'organisation est labile, car l'état d'esprit de Rachele influencera fortement la manière dont elle percevra et ressentira les côtés négatifs de *Communia*. Les premiers doutes quant à son envie de rester dans le collectif

commencent seulement quelques mois après l’occupation de ce LSCA, en 2013, lorsque le collectif, après l’expulsion du lieu précédent, investit un nouvel espace. À cette période, Rachele était déjà active depuis 2 ans dans le collectif universitaire qui a réalisé l’occupation. Ses doutes surgissent, car elle commence de ressentir des changements dans les dynamiques propres à *Communia* : d’un côté, le changement de lieu semble avoir produit une forme d’activisme et d’attachement différent ; de l’autre, s’amorce, selon Rachele, un processus qu’elle interprète — a posteriori au moins — comme un véritable *dévoilement* des dynamiques caractérisant le fonctionnement de ce LSCA et qui n’étaient jusqu’alors pas visibles à ses yeux.

Le collectif venait d’être expulsé de *Communia 2*, immeuble qui se caractérisait par une bonne localisation au sein du quartier et une grande qualité architecturale ; un lieu que les activistes n’hésitent pas définir comme un « château (*castello*) » ou un « palais royal (*reggia*) ». Peu après, le collectif occupera le lieu actuel, dit *Communia 3*, un ancien garage situé sur un axe routier, ferroviaire et de tramway. Cette dégradation du lieu de militance réduit l’envie de Rachele de s’y attacher et de s’y activer « au niveau physique (*a livello fisico*) », par rapport à ce qu’elle avait fait à *Communia 2*. Ce changement de lieu correspond aussi à un changement dans la manière de militer du collectif. À l’époque de *Communia 2*, avoir à disposition un lieu d’une grande qualité permettait aux militant·e·s de s’impliquer dans différentes activités : « Le théâtre (...) les repas de quartier, le petit marché, l’exposition, les vidéos à tourner⁴¹⁷ ». Des activités que le nouveau lieu ne pouvait pas accueillir à l’époque, notamment en raison de l’état délabré dans lequel il se trouvait, avant les longs travaux qui lui ont permis — petit à petit — de devenir plus accueillant.

Rachele a aussi débuté une lente prise de conscience de ce qui lui apparaît comme étant la *vraie nature* de *Communia*. Quand le collectif occupe *Communia 3*, les éléments décrits ci-dessus contribuent, certes, à réduire l’enthousiasme de Rachele et de ses camarades. Toutefois, le malaise a aussi d’autres fondements. Elle a commencé « à sentir les premières envies d’abandonner », car l’activisme « ne me donnait plus de satisfaction, tout me semblait perdu. Je ne voyais plus les objectifs⁴¹⁸ ». Elle en vient à penser que les militant·e·s les plus âgé·e·s de son LSCA n’avaient pas renoncé aux logiques propres à la forme du parti (le collectif qui a occupé *Communia* étant né d’une scission au sein d’un parti trotskyste). Selon elle, ces logiques étaient juste gardées cachées : *Communia* « ressemblait à un parti, et c’était [exactement] ce que je ne voulais pas⁴¹⁹ ». Certains aspects concernant la manière dont les activistes les plus expérimenté·e·s organisaient l’activité militante — qui étaient passés inaperçus aux yeux de Rachele dans la phase s’activisme à l’université et à *Communia 2* — lui semblent de plus en plus évidents. Avant l’assemblée générale, il y avait toujours, à cette époque, une « coordination (*coordinamento*) », composée d’un nombre limité de personnes dont la plupart des militant·e·s de vieille date, ce qui faisait penser à Rachele que « physiquement [il y avait]

⁴¹⁷ “E poi c’era la progettualità legata al posto proprio. c’era il teatro, c’erano le iniziative da fare giù... iniziative politiche però. c’era la cena di quartiere, c’era il mercatino, la mostra, i video da girare (...)”.

⁴¹⁸ “Io ho cominciato già a sentire i primi i primi desideri di lasciare poco dopo che abbiamo occupato *Communia 3* (...) perché non mi dava soddisfazione... mi sembrava un po tutto perso. non vedevo più degli obbiettivi”.

⁴¹⁹ “Sembrava un partito che era quello che io non volevo”.

des dirigeants de parti... tu les voyais, et tu pensais “merde, c’est un parti (...)”⁴²⁰ ». Il n’est pas aisé de comprendre si, à l’époque, Rachele avait déjà pu développer une analyse de *Communia* en ces termes. Ce qui est certain cependant, c’est que ces forces centrifuges seront compensées par la création du collectif féministe *Degender* (« qui était ce que j’avais toujours voulu faire dans ma vie⁴²¹ »), ce qui poussera Rachele à se remotiver et à atténuer ses doutes pendant presque cinq ans.

Le turnover qui dénature le LSCA : les premiers doutes d’Alfonso (ex-VG)

Si, chez Rachele, c’est l’emprise des militant·e·s les plus ancien·ne·s qui a semé le doute, chez Alfonso (ex-VG), très âgé par rapport aux autres (70 ans au moment de l’entretien, 43 lors de l’occupation de *Villaggio Globale* en 1990 et presque 60 quand il abandonnera), c’est plutôt le *turnover* qui lui a donné envie de quitter le LSCA qu’il avait contribué à fonder. Le départ de cet activiste est dû essentiellement aux conflits qui l’ont opposé à la génération la plus jeune des militant·e·s.

Son départ effectif aura lieu une fois que la nouvelle organisation de ce LSCA — une coopérative sociale — permettra à la génération plus jeune de *prendre le pouvoir*. Toutefois, les premiers signes de ce conflit — et donc les premiers doutes d’Alfonso concernant sa permanence au VG — sont à chercher quelques années auparavant, relativement à des divergences sur la programmation de VG et sur l’attitude vis-à-vis des substances stupéfiantes. En 2002, « quelqu’un avait eu la bonne idée [de faire pousser] plein de plantes [de cannabis à VG, ce] qui mettait en danger la vie du [LSCA]⁴²² ». Pour Alfonso, ce n’était pas tant un problème de bien ou de mal, car « [s]ur les drogues, évidemment je suis antiprohibitionniste. Pendant quelques années, j’ai même participé aux campagnes antiprohibitionnistes : je me suis présenté à la centrale des *Carabinieri* [en disant] : “Monsieur le juge, j’ai planté une graine”, avec une plante [de cannabis à la main et donc je me suis autodénoncé⁴²³]. Le problème était que ce type de conduite pouvait mettre à danger le LSCA — cette action a lieu juste « après [le G8 de] Gênes, avec les hélicoptères qui passaient sur VG du matin au soir⁴²⁴ » —, mais aussi ses membres les plus vulnérables (p. ex. les sans-papiers). Ses demandes de se débarrasser des plantes n’étant pas écoutées, Alfonso décide de « donner sa démission par écrit, parce qu’il ne voulait pas être responsable de cette histoire⁴²⁵ ». Comme il le raconte en rigolant, « j’ai une morale à moi (...) : si je dois aller en prison parce que je défends le [LSCA], j’y vais avec fierté, même devant ma famille, je le défends, je n’ai rien dont avoir honte. Mais si je dois y aller pour

⁴²⁰ “Cioè vedevi proprio fisicamente i dirigenti di partito. cioè li vedevi...pensavi cazzo è un partito”.

⁴²¹ “Che era quello che io avevo sempre desiderato fare nella mia vita”.

⁴²² “Qualcuno ha avuto la buona idea di fare...insomma tante piante che mettevano a repentaglio la vita del centro”.

⁴²³ “Sulle droghe io chiaramente sono antiproibizionista. Qualche anno, anzi ho partecipato alle campagne antiproibizioniste: un giorno mi sono presentato alla caserma dei carabinieri ‘signor giudice ho piantato un seme’... con una pianta e quindi mi sono autodenunciato”.

⁴²⁴ “Dopo Genova e ci stavano gli elicotteri che passavano sul Villaggio Globale dalla mattina alla sera”.

⁴²⁵ “Avevo dato le dimissioni per iscritto perché mi non volevo essere responsabile di questa storia”.

des questions de drogue... moi ?! ⁴²⁶». Cette démission est pour lui un premier signe fort — partiellement ironique — que même lui, qui avait été un des animateurs les plus importants de ce lieu — voire le plus important — pouvait choisir de quitter le navire. « Après quelques jours [l’envoi de la lettre], les camarades mêmes [lui] disent : “Tu as fait quoi ? Laisse tomber”. Car ils avaient compris la situation, il y avait les hélicoptères... ⁴²⁷ ».

Ce premier épisode dont l’épilogue avait plutôt réconforté Alfonso ne resta cependant pas isolé. De nouvelles tensions surgiront, en effet, quand la génération la plus jeune des activistes commença à organiser de plus en plus souvent des soirées technos. Alfonso n’appréciait pas cette musique — « mais bon, ça, c’est une question de goûts⁴²⁸ » — et, surtout, était conscient que « la techno amène une série de questions liées par exemple à l’usage de substances [stupéfiantes]⁴²⁹ ». En soi, cela ne posait pas de problèmes pour Alfonso, qui a toujours été, comme on l’a dit, farouchement antiprohibitionniste, mais il était conscient du risque que la mafia puisse s’infiltrer dans un lieu autogéré, comme cela a été le cas dans d’autres LSCA romains.

Et ce n’était pas le seul souci. À cette époque, Alfonso « recevai[t] des appels à 2h du matin (...) des habitants des immeubles en face... je ne me suis jamais caché, quand la police municipale venait [en disant] “on veut le responsable”, je prenais mes documents et je disais “tiens” ⁴³⁰». De même, ce type d’activité mettait en danger non seulement le LSCA et Alfonso en tant que responsable, mais surtout les « immigrés sans permis de séjour [et donc] c’était un problème de responsabilité à leur égard ⁴³¹». Cette phase a ébranlé les rapports avec le quartier — liens qu’Alfonso et les militant·e·s plus âgé·e·s avaient tissés avec beaucoup d’effort — et qui avaient été jusque-là « optimaux ». VG, qui avait été un lieu traversé par des personnes d’extraction sociale, géographique, religieuse et politique différente, se transforme en un lieu occupé voué aux soirées underground, avec drogues et musique techno (ce qu’un des enquêté·e·s, Fabio, qui était un de ces *jeunes* à l’époque, a admis avec regret). Voir le LSCA changer de manière si radicale contribue fortement à la déception d’Alfonso. Toutefois, cela sera quand il comprendra que lui et les autres militant·e·s historiques ont perdu toute possibilité d’impacter la direction prise par ce LSCA, qu’il décidera définitivement de partir.

⁴²⁶ “C’ho una morale mia (ride), non so come dirti... se io devo andare in galera perché difendo il centro sociale ci vado con orgoglio e di fronte anche alla mia famiglia, lo difendo, non ho niente di cui vergognarmi. Ma se io devo andare in galera per questione di droga... io?!”.

⁴²⁷ “Dopo diciamo qualche giorno i compagni stessi mi hanno detto: “che hai fatto? Lascia perdere”. Non l’hanno perso in considerazione perché hanno capito la situazione, ci stavano gli elicotteri”.

⁴²⁸ “In cui facevano la musica techno ma indipendentemente dal fatto che è una musica che non mi piace, ma vabbè questa è questione di gusto”.

⁴²⁹ “La techno ti porta una serie diciamo di questioni legate per esempio all’uso di sostanze”.

⁴³⁰ “Io ricevevo telefonata alle due di notte di gente, di inquilini dei palazzi di fronte che appunto, io non mi sono mai nascosti... io quando venivano i vigili urbani ‘vogliamo il responsabile!’, prendevo il documento ‘tieni’”.

⁴³¹ “(...) che non ci fossero interventi di polizia perché ci stavano gli immigrati senza permesso di soggiorno. Ed era un problema di responsabilità nei confronti di questi”.

La croissante hégémonie du noyau ‘radical’ de l’assemblée de C2 : les premiers doutes d’Aldo et Lello (ex-C2)

Le cas d’Aldo et Lello (ex-C2) a des points communs avec celui d’Alfonso, car il s’agit aussi d’un groupe d’activistes qui se trouve être de plus en plus minoritaire. Cependant, les désaccords émergent de la forte hétérogénéité qui caractérise le collectif, et cela même avant l’occupation. Bien que certain·e·s des activistes plus jeunes soient souvent pointé·e·s du doigt par ces deux activistes, l’on n’est pas face à un différend d’ordre générationnel, car le groupe majoritaire qui s’opposera à celui d’Aldo et Lello était et est toujours composé de personnes de toutes âges (entre 80 et 16 comme témoigne Francesco).

Le litige qui amènera au départ de ces deux activistes et de 6-7 autres militant·e·s est lié à leur opposition à l’orientation politique vers laquelle le LSCA tendait : un positionnement qu’ils décrivent comme partial, proche de la gauche radicale, et plus particulièrement des autres LSCA romains, plutôt qu’apolitique, ce que ces deux activistes (pourtant eux-mêmes de gauche) auraient souhaité. Aldo et Lello ne se rendent pas compte tout de suite que leur vision était minoritaire. Un des premiers indices — repéré rétrospectivement — qui leur montrera qu’ils ne partageaient *in toto* les visions de ceux et celles qui avaient occupé avec eux *Casale Alba 2* est mis en avant par Lello. Cet activiste, qui avait donné pendant des années des cours d’informatique dans un autre lieu militant (une « maison du peuple (*casa del popolo*) »), allait faire de même dans le LSCA qu’il avait contribué à occuper. Il propose ainsi à l’assemblée de C2 de garder, pour cette activité, le nom qu’il utilisait aussi ailleurs : « école d’ordinateur (*scuola di computer*) ». Ce nom fut cependant « refusé » et « dans l’assemblée différentes voix se sont levées, les étudiants surtout, disant “non, école [ça ne va pas]”⁴³² ». Ce différend autour de la dénomination d’une des activités mises en place montrait — sans qu’Aldo s’en rende compte encore — que « tout ce qui parlait de quelque chose d’institutionnel ou administratif ne correspondait pas à leurs idéaux. Donc après différentes discussions on a adopté [le nom de] “laboratoire d’ordinateur”⁴³³ ». À l’époque, ce conflit ne semblait pas d’importance : « On a continué, on a collaboré, on a fait plein plein d’activités que je suis fier d’avoir fait avec ces personnes, avec Lello, avec plein d’autres personnes⁴³⁴ ». Pourtant, Aldo se rend compte que cette opposition « [au] mot école (...) aurait dû déjà nous faire réfléchir sur ce qui étaient des fixettes idéologiques de ce groupe de personnes⁴³⁵ ».

B. *Le burn-out*

Le deuxième ordre de raison concerne le « *burn-out, qui exprime à la fois la fatigue physique et morale, la baisse de satisfaction et la frustration par rapport aux attentes de départ* » (Fillieule, 2005, p. 30).

⁴³² “*In assemblea, si alzarono diverse voci, gli studenti soprattutto, che dissero ‘no, scuola...’*”.

⁴³³ “*Si iniziò a capire che qualunque cosa parlasse di istituzionale o di amministrativo non confaceva ai loro ideali...quindi io dopo varie discussioni, adottammo ‘laboratorio di computer’*”.

⁴³⁴ “*Abbiamo collaborato, abbiamo fatto tantissime attività di cui sono orgoglioso di avere fatto insieme a queste persone, insieme a Sergio, insieme a tante altre persone*”.

⁴³⁵ “*La parola scuola... quello ci doveva già far pensare su quelle che erano un po’ le fissazioni ideologiche di questo gruppo di persone*”.

Le sur-engagement de Carla (ex-CO)

Ce qui a fait douter Carla pour la première fois de l'opportunité de quitter son organisation est qu'au fur à mesure qu'elle avançait dans sa carrière *de* militante au sein de son LSCA, elle se sentait de plus en plus épuisée. Cette activiste était non seulement pratiquement tous les jours dans le LSCA pour s'occuper d'un projet dont elle était responsable et de la gestion ordinaire du lieu, mais elle était également très impliquée dans la vie politique de CO et chargée de gérer le site web et les réseaux sociaux de l'organisation — rôle pour lequel elle recevait aussi une petite compensation financière. Carla était donc arrivée au point d'avoir « l'impression que *Communia* (...) tenait entièrement sur elle⁴³⁶ ». La militance lui demandait effectivement un effort considérable :

C'était devenu très difficile de suivre tout parce que, tu le sais, outre au fait de devoir gérer l'espace matériel, je devais gérer le site, les réseaux sociaux, toutes les situations [relatives aux mobilisations politiques auxquelles on participait], en plus tu dois nettoyer *Communia*, faire les commandes pour le bar — « c'est qui qui garde la caisse avec l'argent ? ». Tu fais les comptes, les soirées, tu appelles celui-là, tu appelles l'autre... donc oui, j'étais déjà assez épuisée⁴³⁷.

Cependant, malgré cet épuisement, Carla a réussi pendant longtemps à faire avec. Son sur-engagement se justifiait par la confiance qu'elle continuait à avoir dans ce projet qui lui avait demandé autant d'effort et d'énergies — ce qui rappelle l'idée de Rosabeth Kanter selon laquelle « *plus il a fallu faire de sacrifice pour entrer dans un groupe et s'y maintenir, plus le coût de la défection est élevé* » (Fillieule, 2005, p. 40). En effet, « jusqu'à la fin je n'ai pas arrêté de croire [au projet], je ne voulais pas arrêter d'y croire et donc j'étais prête à me fatiguer énormément pour tout suivre⁴³⁸ ».

Que ses ami·e·s externes à l'organisation lui disent « [qu'elle] devai[t] quitter ou [au moins] réduire [son] engagement⁴³⁹ », vu qu'ils·elles « se rendaient compte [qu'elle] étai[t] toujours plus stressée, [qu'elle] n'arrivai[t] plus à suivre tout ce bordel⁴⁴⁰ », n'était pourtant pas suffisant à la convaincre de partir. Ces propos « créaient [chez elle] un effet perturbant, car d'un côté à l'intérieur de moi je savais qu'ils avaient raison ; de l'autre je pensais qu'en quittant [*Communia*] tout se serait écroulé et je ne voulais pas avoir cette responsabilité⁴⁴¹ ».

⁴³⁶ “*Io avevo l'impressione che Communia Roma, proprio come spazio fisico, si reggesse completamente sulle mie spalle*”.

⁴³⁷ “*Era diventato comunque difficile stare dietro a tutto perché tu lo sai oltre a stare dietro allo spazio fisico, stavo dietro al sito, ai social, a tutte le situazioni di movimento - metti non una di meno, le robe cittadine - in più devi pulire Communia, fai l'ordine del bar, la cassa chi ce l'ha? Fai i conti, le serate, chiama quello, chiama quell'altro... quindi sì, già stavo abbastanza esaurita*”.

⁴³⁸ “*Fino alla fine non ho smesso di crederci e non volevo smettere di crederci e quindi ero disposta pure a stancarmi tantissimo per stare appresso a questa cosa*”.

⁴³⁹ “*Che dovevo andarmene o che dovevo ridurre l'impegno*”.

⁴⁴⁰ “*I miei amici se ne accorgevano che ero sempre più stressata, che non ce la facevo più a stare appresso a tutto sto delirio*”.

⁴⁴¹ “*Dicevano che me ne dovevo andare e a me mi creava un effetto perturbante un po' questa cosa perché io da un lato dentro di me lo sapevo che avevano ragione, da un altro pensavo che andandomene sarebbe crollato*”.

À l'époque, elle pensait en plus : « Je n'aurais pas réussi à vivre sans *Communia*⁴⁴² ». Ce qui renvoie à l'idée selon laquelle « *plus les individus sont pris dans un système qui est le seul à distribuer les récompenses et les coûts, plus ils restent engagés* » (Fillieule, 2005, p. 41). La place prépondérante prise par *Communia* dans son quotidien lui empêchait d'envisager la possibilité de faire sans.

C. *La prise de conscience « tranquille » du caractère trop chronophage du militantisme*

Pour Gianni et Gina du *Forte Prenestino*, il n'y a ni déception ni *burn-out*. Les deux quitteront leur LSCA après une prise de conscience graduelle du besoin d'avoir plus de temps à dédier à d'autres choses que l'activité militante.

L'envie d'être aussi autre chose qu'un militant d'un LSCA : les premiers doutes de Gianni (ex-FP)

Gianni commence à ressentir l'envie de partir après presque 30 ans au *Forte Prenestino*. Approchant la soixantaine, il fait le constat que, depuis l'occupation du FP en 1986, ce lieu avait occupé totalement son existence : « Je n'ai fait rien d'autre que ça⁴⁴³ ». Si cela avait été une puissante force centripète jusque-là, il commence à voir aussi le côté négatif de cette immersion totale dans le militantisme : « Ma vie je l'avais vécu ici dedans, mais par exemple, en 30 ans dehors j'avais construit peu, même si j'avais construit énormément ici. Mais pas dehors, et j'ai commencé à penser que ce n'était pas vraiment... comment dire... sain⁴⁴⁴ ». Cela le pousse donc à être attentif à ses ressentis, et plus particulièrement à son « besoin de commencer à penser de [pouvoir] être aussi quelque chose d'autre [qu'un militant et fondateur du FP], de me transformer encore une fois [comme il avait pu faire après les années de cavale qui ont suivi sa participation à l'activité politique des années 1970], continuer la transformation!⁴⁴⁵ ».

En outre, il « n'arrivai[t] plus à donner [au FP], et quand tu n'arrives plus ça veut dire que tu as épuisé et que tu as besoin de te recharger⁴⁴⁶ ». Il s'est rendu compte que « le *Forte* avait été vraiment l'amour [mais que] quand tu te rends compte que dans l'amour il y a juste le quotidien[, la routine], mais il n'y a plus cette chose-là... c'est moche de continuer⁴⁴⁷ ». Ainsi,

tutto e non volevo avere questa responsabilità”.

⁴⁴² “*Pensavo anche che non ce l'avrei fatta a vivere senza Communia*”.

⁴⁴³ “*Proprio la mia vita. La mia vita. Non ho fatto altro che questo*”.

⁴⁴⁴ “*La mia vita l'avevo vissuta qua dentro... però per esempio in 30 anni io fuori avevo costruito poco, avevo costruito tantissimo qui. Ma fuori no, e questo cominciavo a pensare che non era proprio... come dire, salutare*”.

⁴⁴⁵ “*E quindi sentivo il bisogno di cominciare anche a pensare di essere anche altro, di trasformarmi un'altra volta. Continuare la trasformazione!*”.

⁴⁴⁶ “*Perché non riuscivo più a dare capito? E quando non riesci più a dare vuol dire che hai esaurito e che appunto hai bisogno di ricaricarti*”.

⁴⁴⁷ “*Il Forte è stato veramente l'amore, quando ti accorgi che con l'amore c'è la quotidianità solo e non c'è più quella cosa là... è brutto, continuare*”.

il commence à se dire : « Si je pars, je le fais pour retourner l'aimer⁴⁴⁸ ».

Il faudra attendre 6 ou 7 ans avant que ces premiers doutes se traduisent par un départ officiel de l'assemblée du FP.

La conciliation difficile du double rôle d'étudiante modèle et de militante : les doutes précoces et constants de Gina (ex-FP, CR)

Dans le cas de Gina, les doutes l'ont accompagné presque dès le début de son expérience au FP, son premier LSCA : « Le fait de m'engager dans ce projet prenait du temps — évidemment — à l'université, donc je l'ai toujours vécu avec un peu de culpabilité parce que ça prenait du temps sur ce que je devais faire, parce que j'étais ici [à Rome] pour ça⁴⁴⁹ ». Les satisfactions qu'elle tirait de cette expérience lui ont permis de « mettre de côté » ce sens de culpabilité qu'elle a pourtant, « toujours gardé⁴⁵⁰ ». Son expérience au FP durera entre 7 et 8 ans.

6.1.2. Les facteurs qui ralentissent le processus de désengagement

Nous avons vu que des forces centripètes — y compris le coût à quitter l'organisation — peuvent contribuer à compenser l'envie de partir des militant·e·s, repoussant la défection de plusieurs années, voire indéfiniment.

D'autres facteurs peuvent aussi entrer en jeu. Selon Fuchs-Ebaugh, la « verbalisation des doutes » par exemple, joue un rôle de premier plan dans le retardement ou l'accélération de la défection (Fillieule, 2005). En effet, elle pose que si — lorsqu'on parle de nos doutes à d'autres personnes — l'on obtient « *un écho favorable* », cela peut « *accélérer (...) le processus de désengagement* » (Fillieule, 2005, p. 30). Avec un retour négatif, au contraire, « *l'individu est conduit à réévaluer ses positions et à suspendre ses interrogations* » (p. 30). Toutefois, pour Carla (ex-CO), le fait de parler pendant des années de ses doutes et, en retour, qu'on lui conseille de partir, n'est pas ce qui l'a concrètement poussée au départ. De plus, énoncer le désir de prendre du recul — p. ex. en décidant de prendre une pause — et avoir un retour positif fut, à long terme, un facteur de persistance dans le militantisme. Cela semble donc décrire une dynamique inverse à celle mise en avant par Fuchs-Ebaugh, tout en confirmant — partiellement au moins — l'idée que la défection peut être « *très largement dépendante de la manière dont réagissent les autres* » (Fillieule, 2005, p. 30).

6.1.3. La recherche d'alternatives

Pour que l'idée de partir soit envisageable, il faut que les militant·e·s puissent envisager de perdre ce statut, ce « rôle » d'activiste d'un LSCA qui les avait accompagné·e·s parfois pendant longtemps. Selon Fuchs-Ebaugh, cela se concrétise dans une phase qui suit l'émergence des premiers doutes, et qu'elle appelle la « phase de recherche d'alternative ». Celle-ci

⁴⁴⁸ “E vado via proprio per ritornare ad amarlo”.

⁴⁴⁹ “Ovviamente impegnarmi in questo progetto toglieva anche tempo ovviamente all'università quindi me la sono sempre vissuta con un po di senso di colpa perché comunque stavo togliendo tempo a quello che dovevo fare perché ero lì per fare quello”.

⁴⁵⁰ “Li ho messi un po' da parte! Ce li avevo sempre però”.

correspond au moment où l'individu, ayant pris conscience de sa liberté de choix, recherche la sortie de rôle et évalue les avantages comparés d'éventuels rôles alternatifs. Le champ des possibles disponibles est là encore fortement déterminé par le soutien social dont bénéficie l'individu et des ressources mobilisables (notamment, la possibilité de se tourner vers d'autres groupes de référence) (Fillieule, 2005, p. 30).

Rachele (ex-CO), par exemple, dit que, quand son envie de partir avait commencé à se manifester avec force, ne pas savoir où elle aurait pu continuer à exprimer son envie de rébellion l'avait retenue. Contrairement à Carla (ex-CO), Gina (ex-FP, CR) ou Gianni (ex-FP) qui voulaient justement passer — même pour un temps — à autre chose que l'activité militante, Rachele n'arrivait à s'envisager autrement que comme activiste de *Communia* et de *Degender*, ce d'autant plus que certain·e·s membres de son organisation semblent avoir tout fait pour l'empêcher de trouver des alternatives dans les autres LSCA ou d'autres mouvements locaux. De plus, elle avait été habituée à voir tous les autres LSCA et groupes militants comme des concurrents, comme des groupes dont les analyses n'étaient pas aussi pertinentes que celle du sien.

Carla (ex-CO) avait, elle, conscience de rôles alternatifs à celui de militante de *Communia* qu'elle aurait pu assumer et qui lui auraient plus convenu. Elle ressentait que « tout son temps libre était sacrifié pour la militance. Et donc j'ai perdu plein de rendez-vous, plein d'événements, plein de choses avec mes amis, dans ma vie personnelle afin de pouvoir suivre *Communia* et tous les rendez-vous militants⁴⁵¹ ». En plus, à l'époque, elle était déjà impliquée dans un projet musical et artistique avec des ami·e·s, projet qui jouera un rôle important dans sa vie post-militantiste. Malgré son « investissement » très fort à CO, Carla avait évité de « *burning other bridges, cutting [her]self off other ways to allocate resources* » (Kanter, 1968, p. 506, citée dans Fillieule, 2005, p. 41). Reste qu'elle vivait les privations que son rôle de militante lui imposait « avec un peu de frustration (*un po' di frustrazione*) ». Savoir qu'il pouvait y avoir autre chose que le militantisme dans sa vie a facilité sa défection. Toutefois, comme elle le pose, « je n'ai pas laissé *Communia* en disant "je veux faire seulement [la musique]"⁴⁵² ». Cette alternative possible n'a fait que s'ajouter à d'autres éléments qui l'amèneront à passer à l'acte.

Aldo et Lello de *Casale Alba 2* ont toujours su qu'un éventuel départ ne les aurait pas empêchés de continuer à se battre pour leur quartier. Ces deux activistes ont rejoint le collectif qui occupera par la suite C2 en tant qu'animateurs d'un comité déjà actif dans le quartier depuis longtemps. Certes, abandonner C2 aurait impliqué perdre leur casquette de militants d'un lieu autogéré dans lequel ils avaient beaucoup investi, mais cela n'aurait pas eu comme conséquence de devoir renoncer — faute d'alternatives — à la lutte territoriale.

Pour Gianni (ex-FP), la « peur du vide » est très présente. Ayant passé 30 ans de sa vie presque exclusivement au *Forte Prenestino*, ce qui l'amène à envisager le départ est de

⁴⁵¹ "Tutto il mio tempo libero era sacrificato per la militanza e quindi ho perso un sacco di appuntamenti, un sacco di eventi... ho perso un sacco di cose con i miei amici, nella mia vita personale, per dover stare dietro a *Communia* e gli appuntamenti militanti".

⁴⁵² "Io non ho lasciato *communica* dicendo 'io voglio fare solo (...)'".

s'autoriser à imaginer des rôles autres que celui de fondateur et militant du FP.

Pour Gina (ex-FP, CR), candidater pour une bourse de doctorat sera pour elle l'occasion de se projeter — à 100% — dans son rôle de (future) scientifique, comme elle en avait envie depuis longtemps.

Enfin, le cas d'Alfonso (ex-VG) est particulier au vu de son âge et de son expérience. Son engagement militant, tout en étant important, se faisait en parallèle d'une activité professionnelle et, de ce fait, était moins central que pour d'autres enquêté·e·s, plus jeunes et moins expérimenté·e·s. Ainsi, la question des alternatives s'est posée avec moins de poids chez lui.

6.2. Le point de retournement

Les stades que l'on a présentés jusqu'ici ne sont que le prélude de la phase où les ex-militant·e·s se décident à passer à l'acte et de rendre effectif leur départ. Selon le schéma proposé par Fuchs-Ebaugh sur la « sortie de rôle », « *[l]es points de retournement désignent les événements déclencheurs qui vont susciter le passage à l'acte, l'annonce de la défection et la recherche d'un nouveau rôle après un travail d'ajustement identitaire dont le succès dépend encore des ressources mobilisables* » (Fillieule, 2005, p. 30).

Si l'on s'en tient aux récits des ex-militant·e·s interviewé·e·s, leur départ s'est fait pour des *raisons* qui ne se limitent pas aux premiers doutes qui les avaient initialement tenté·e·s de partir. Le plus souvent, en effet, à ceux-ci s'additionnent de nouvelles forces centrifuges, et notamment des situations de la vie privée et militante, qui font que le désir de quitter le LSCA se concrétise.

Ces forces-là ont 3 causes principales : (1) les conflits ; (2) le cumul de plusieurs raisons différentes dans une « tempête parfaite » ; (3) le temps et les ruptures biographiques.

Les modalités du départ varient également. Elles peuvent, par exemple, être « *isolée[s] ou au contraire s'opérer de manière collective, à l'occasion par exemple d'une scission ou tout simplement lorsque les départs se font dans une logique de groupe affinitaire* » (Fillieule, 2005, p. 20), ou encore, s'opérer de manière soit discrète, soit bruyante.

6.2.1. Les conflits collectifs entre militant·e·s comme point de rupture

Trois ex-activistes ont quitté leur LSCA à la suite d'un conflit avec d'autres camarades (Aldo et Lello, ex-C2 ; Alfonso, ex-VG). Le cas du départ d'Aldo et Lello de *Casale Alba 2* et celui du départ d'Alfonso (ex-VG) ont de nombreuses similitudes, car il s'agit dans les deux situations d'une rupture qui s'opère pas à pas, avec une série d'événements conflictuels qui accentuent de plus en plus la division entre leurs groupes et la majorité de l'assemblée des LSCA respectifs. Cette *escalade* d'événements amène donc à un point de retournement, lorsque la tension est devenue insoutenable pour ces ex-activistes, les poussant à renoncer à la confrontation ou à la recherche d'un compromis, à jeter l'éponge et à arrêter de fréquenter le lieu autogéré. Les raisons précises des conflits qui ont provoqué ces départs collectifs à C2 et VG sont cependant assez différentes.

A. Le départ de Lello et Aldo de C2

Rappelons qu'aux yeux de Lello et Aldo de C2, c'est le fait que la majorité de

l'assemblée pousse de plus en plus vers un positionnement proche de la gauche radicale romaine, loin de l'idée que ce lieu doive être apolitique et ouvert à toutes et à tous, qui est à la base du conflit. Lors des assemblées, Lello, Aldo et d'autres camarades se sentent de plus en plus isolé·e·s et toutes leurs propositions semblent être refusées par l'assemblée⁴⁵³. Les conflits ont lieu autour de questions d'ordre assez pratique : par exemple, est-ce qu'il est opportun d'afficher des drapeaux d'une lutte environnementale qui divise beaucoup l'opinion publique (le mouvement « NO TAV »), au risque qu'une partie du quartier n'apprécie pas ? Pour Lello et Aldo, la réponse devait être négative, alors que l'assemblée approuve cette résolution. Ces deux ex-activistes se sont farouchement opposés à une série d'événements en soutien à une radio militante marquée très à gauche (« *Radio Onda Rossa* »), que l'assemblée a finalement accepté de faire et, encore une fois, au risque « que tout le quartier se serait éloigné [de C2]⁴⁵⁴ ». Ces désaccords ne relèvent pas d'un décalage de visions politiques — Lello et Aldo aussi se considèrent de gauche. Leur opposition à que C2 soit vu comme un espace trop axé à gauche dérive de ce qu'Aldo et Lello tenaient particulièrement à que le plan initialement prévu pour les différents immeubles présents dans le parc, y compris C2, soit respecté. En effet, c'est autour du respect de ce plan que la lutte initiale contre la transformation de C2 dans une structure liée à la prison voisine était axée. « Le plan d'aménagement prévoyait que *Casale Alba 2* devenait une maison de la musique, ensemble avec les autres structures [du parc], donc une destination socioculturelle⁴⁵⁵ » raconte Aldo.

Partant, voir une de ces structures se transformer en quelque chose « de connoté politiquement (*connotato politicamente*) » était pour lui, comme pour Lello, fortement décevant : « On aurait voulu qu'on reste à l'intérieur des attentes prévues pour le parc⁴⁵⁶ ». Selon Aldo et Lello, le but initial de créer une « maison du partage (*casa della condivisione*) » ouverte à toutes et à tous était mis à côté, car « les différentes composantes [de l'assemblée] qui avaient [une certaine] sensibilité politique (...) ont commencé à prendre plus de place par rapport à ce qui pouvait être, au contraire, un contexte non connoté politiquement⁴⁵⁷ », comme le raconte Aldo. Cela n'était pas important pour eux seulement pour une question de cohérence, mais aussi parce qu'une « caractéristique d'un parc public [c'est le type d'espace où se situe C2] (...) c'est qu'il soit ouvert à tous, qu'il n'y a pas de conditionnements, de distinctions⁴⁵⁸ ».

⁴⁵³ La perception des conflits est cependant toujours à prendre avec prudence, comme en témoigne Cinzia (C2), considérant que l'attitude d'Aldo et Lello avant leur départ était justement de refuser toute proposition de l'assemblée.

⁴⁵⁴ «*Con le bandiere o di parte, tutto il quartiere si sarebbe allontanato*».

⁴⁵⁵ «*Il piano d'assetto prevede che nel Casale alba 2 diventasse una casa della musica, insieme alle altre destinazioni degli altri casali, quindi una destinazione socio-culturale*».

⁴⁵⁶ «*Però questo diciamo avremmo voluto che rimanesse all'interno di quello che erano le aspettative previste sul parco*».

⁴⁵⁷ «*Però poi negli ultimi anni, diciamo che le varie contraddizioni, le varie componenti che comunque avevano la sensibilità politica e via dicendo sono andati prendendo diciamo più spazio rispetto a quello che poteva essere invece un contesto diciamo non connotato politicamente*».

⁴⁵⁸ «*Caratteristica di un parco pubblico, che sia riserva o non sia riserva, è che sia aperto a tutti, che non ci siano condizionamenti, distinzioni*»,

Selon Aldo, la manière dont l'assemblée était en train de gérer C2 était pour eux une trahison par rapport cette finalité :

Après des décennies où on a lutté pour que ce type de destination s'affirme et après, au contraire, ça devient les locaux [d'une organisation] de n'importe quel type... même un club [de l'équipe de foot A.s.] *Roma*... au-delà de la connotation, si ça devient une structure qui a une forme identitaire, qui a des amis et des ennemis, ça ne peut pas être, de manière cohérente, une structure ouverte à tous⁴⁵⁹.

À ces désaccords de fond s'ajoute la perception que certain·e·s membres de l'assemblée des militant·e·s avaient tendance à *privatiser* le lieu autogéré, ce qui fut — évidemment — perçu comme radicalement opposé à l'esprit d'ouverture qui devrait caractériser ce lieu. Lello exemplifie ainsi cette tendance « [qu'il] appelle une personnalisation⁴⁶⁰ » : pendant un certain temps, C2 permettait d'organiser dans l'espace « pour ceux du quartier qui en faisait demande, des fêtes d'anniversaire, des fêtes de diplôme, voire des mariages⁴⁶¹ ». L'assemblée avait décidé d'arrêter, parce que cela engageait trop les activistes. Toutefois, Aldo et Lello ont « pris connaissance que [malgré le fait qu'officiellement ce n'était plus possible d'organiser des événements privés dans le lieu], l'ami d'un ami avait fait sa fête d'anniversaire [à C2] ; l'ami de l'ami avait fêté un mariage⁴⁶² ». Lello, décide alors de communiquer ce qu'il suit à l'assemblée :

Regardez, il n'y a rien de mal. À part le fait que vous auriez dû nous le communiquer parce qu'on est une assemblée ouverte à tous. Mais donc pourquoi on n'ouvre pas à tout le quartier ? Pourquoi cette chose ne devient-elle pas publique et tout le monde peut [y organiser des fêtes] ? Pourquoi seulement qui l'ami de l'ami ? On est en train de reproduire tous les schémas qui ont lieu dans un espace externe et qu'on a [toujours] cherché à contraster⁴⁶³.

Le dernier facteur rendant la situation insoutenable pour Lello et Aldo est la manière dont l'assemblée les traitait. Ainsi, comme le raconte Lello :

Personnellement je suis triste d'avoir dû partir, mais malheureusement il n'y avait plus les conditions. Je me sentais une minorité dans l'assemblée, une minorité où chaque chose que je disais était pratiquement ou boycottée ou « on en reparle la prochaine »⁴⁶⁴.

⁴⁵⁹ “Dopo decenni che si è lottato perché si affermasse quel tipo di destinazione, poi invece se diventa un po' una sede di qualsiasi tipo... club della Roma... mo al di là della connotazione, se diventa una struttura che ha una forma identitaria ed ha amici e nemici, non può essere coerentemente una struttura aperta a tutti”.

⁴⁶⁰ “Io la chiamo una personalizzazione, quasi ad personam”.

⁴⁶¹ “Mentre prima ospitavamo, per chi lo richiedeva nel quartiere, feste di compleanno, feste di laurea, addirittura matrimoni”.

⁴⁶² “Poi venimmo a sapere che l'amico dell'amico aveva fatto la festa di compleanno. L'amico dell'amico dell'amico aveva fatto la festa di laurea. L'amico dell'amico dell'amico aveva fatto festeggiato il matrimonio”.

⁴⁶³ “Guardate non c'è nulla di male. A parte che ce lo dovevate comunicare, perché siamo un'assemblea aperta a tutti. Ma allora perché non apriamo a tutto il quartiere? Perché sta cosa non diventa pubblica e lo possono fare tutti? Perché soltanto chi è amico dell'amico? Stiamo replicando praticamente gli schemi che avvengono in qualsiasi posto esterno che noi abbiamo cercato di contrastare”.

⁴⁶⁴ “A me personalmente dispiace molto essermene andato però purtroppo non c'erano più le condizioni. io mi sentivo dentro l'assemblea una minoranza, ma una minoranza in cui qualunque cosa dicessi veniva

À son avis, il n’y avait pas juste des désaccords, mais « une attitude » de rejet à leurs égards et qui a poussé Lello, lors « des derniers trois mois [avant sa défection officielle, à ne plus] participer à l’assemblée parce [qu’il se] sentai[t] évidemment frustré par cette situation ⁴⁶⁵ ». Être « boycotté de toutes les manières possibles » l’a fait arriver au point d’être « tellement déprimé à rester là-dedans, je continuais à participer aux assemblées, mais je ne savais plus quoi dire... désormais j’avais parlé de tout, mais je n’avais jamais été considéré, surtout dans les derniers temps⁴⁶⁶ ». Il pense qu’« initialement, on avait une assemblée qui était assez transversale, il n’y avait pas de verticalité, il n’y avait pas de pyramide, au contraire, on donnait une place importante aux minorités. Malheureusement avec le temps, on s’est rendu compte que les minorités étaient de plus en plus mises de côté⁴⁶⁷ ». Pour Aldo, cela allait bien au-delà d’une mise à l’écart des minorités. Selon lui, il y a eu clairement « le refus de parler de ce qui [les] intéressait, c’est-à-dire le conditionnement politique de C2, le fait qu’on l’appelle “maison du partage” [mais qu’]un vaste groupe [de personne] se voit refuser de discuter de ce qu’elles trouvent urgent⁴⁶⁸ ». Cela est pour lui

l’indice d’un évident changement de route, de modalité : le fait de ne pas vouloir en parler. Moi j’ai cette position, toi tu as une autre position, peut-être on n’en trouvera pas d’accord, peut être si, on peut chercher de trouver un compromis... ou même si on n’y arrive pas, on arrive à un conflit. Mais le fait de ne pas vouloir en parler rend explicite à mon avis le fait [qu’ils] sent[ent] C2 comme une propriété, dans le sens : cet endroit est à nous, si c’est comme ça OK, sinon tu peux juste avoir une fonction passive, moutonnaire⁴⁶⁹.

L’on est face à un processus similaire à celui schématisé par Fuchs-Ebaugh, selon lequel on assiste à l’émergence du « *sentiment que l’institution ne répond plus à la “bonne définition” par l’individu de ce qu’elle doit être ou faire* », à la suite d’un « *changement lent, mais qui finit par susciter une perception négative de l’organisation* » (Fillieule, 2005, p. 30). C’est quand la situation devient insoutenable qu’Aldo, Lello et 7-8 activistes décident de franchir le pas et de quitter ce qui avait été pendant 5 ans leur LSCA.

praticamente o boicottata oppure ‘se ne riparla la prossima’”.

⁴⁶⁵ “*Vedevo che c’era un atteggiamento... alla fine gli ultimi 3 mesi non ho partecipato più alle assemblee perché mi sentivo ovviamente frustrato da questa situazione*”.

⁴⁶⁶ “*Sono stato boicottato in tutti i modi. Quindi alla fine ero diventato talmente depresso a stare lì dentro, che partecipavo alle riunioni ma non sapevo più che dire... perché ormai avevo parlato di tutto e di più e non ero mai stato considerato soprattutto negli ultimi tempi*”.

⁴⁶⁷ “*Ti dico, inizialmente noi avevamo un’assemblea che era abbastanza trasversale, non c’era una verticalità, non c’era una piramide, anzi veniva dato ampio spazio alle minoranze. E purtroppo col passare del tempo ci siamo accorti che invece le minoranze venivano sempre più messe da parte*”.

⁴⁶⁸ “*C’è stata la negazione di parlare di quello che ci interessava, cioè il condizionamento politico all’interno del casale. Il fatto che in quella che si chiama casa della condivisione un nutrito gruppo gli viene impedito di discutere di quello che gli preme*”.

⁴⁶⁹ “*(...) è indice di un cambiamento proprio evidente di rotta, di modalità... il fatto proprio di non volerne parlare, io ho questa posizione, tu hai quest’altra posizione, forse non troviamo un accordo, forse lo troviamo, cerchiamo di arrivare ad una sintesi... o comunque non ci arriviamo, arriviamo a uno scontro. Il fatto di non volerne parlare, per me è esplicito il sentirsi il casale come una proprietà, nel senso che questo è il posto nostro, se è così bene, sennò... puoi avere solo una funzione gregaria*”.

Il s’agira d’une défection collective, qu’ils annonceront en assemblée avec un document rédigé collectivement. Quelque temps après, ils se rendent à une assemblée, « avec une faible participation ce soir-là ⁴⁷⁰ » et proposent de prendre en compte la possibilité que le groupe dissident rentre à nouveau dans le collectif. La réponse est un « diktat (...) où [les] 6 ou 7 personnages [présents ce soir-là] ont dit “non, maintenant vous êtes dehors”⁴⁷¹ », ce qui influencera fortement les rapports successifs d’Aldo et Lello avec leur ancien LSCA.

B. Le départ d’Alfonso de VG

L’autre défection qui trouve son origine dans un conflit collectif est celle d’Alfonso et d’autres des membres historiques de *Villaggio Globale*.

Si ses doutes initiaux étaient relatifs à la question du type d’activités accueillies au VG — la musique techno et les soucis relatifs de drogues — ainsi qu’à des choix qu’il jugeait risqués pour le LSCA — y faire pousser des plantes de cannabis —, la rupture s’opérera à cause de la question de la coopérative sociale. Celle-ci avait été créée afin d’encadrer le travail effectué par les activistes au sein de VG qui, à l’époque, voyait circuler beaucoup de monde — et donc d’argent — lors de ses initiatives culturelles. C’était un choix partagé par la majorité des militant·e·s du VG, y compris Alfonso, car, comme il le raconte : « Nous on était contre la précarité. On était contre non seulement quand c’étaient les patrons qui la créaient, mais aussi quand c’était nous-mêmes qui la créions⁴⁷² ». Pourtant, la coopérative, qui était censée résoudre des problèmes, en a en réalité amené des nouveaux. Selon Alfonso, la coopérative a changé la finalité principale du lieu : « L’action fondamentale était devenue la formation de revenu. Il fallait avoir des revenus. Donc une association arrivait pour mener des activités ? On commençait [dès le début] à leur demander de l’argent⁴⁷³ ». Ensuite, un deuxième problème est relatif à ce que « toute l’activité bénévole n’est pas payée, mais produit des richesses⁴⁷⁴ ». Après sa journée ordinaire de travail, Alfonso continuait à s’occuper — gratuitement — de « faire tous les flyers, les documents pour les réunions⁴⁷⁵ », etc. Si cela était normal, « à partir du moment où tu fais une coopérative cette production à côté tu dois la calculer, parce que sinon il y a tout le château qui tombe⁴⁷⁶ ! ».

Et, à VG, « le château est tombé, car [certain·e·s de ceux et celles] qui avaient la coopérative vivaient [à VG], y passaient leur temps libre, y militaient (...) et en plus y travaillaient ⁴⁷⁷ ». Pour Alfonso, cela a « déterminé une asymétrie dans la démocratie interne

⁴⁷⁰ “*Poco partecipata quella sera (...)*”.

⁴⁷¹ “*C’è stato un diktat quella sera in cui 6-7 personaggi hanno detto ‘no, ormai voi state fuori’*”.

⁴⁷² “*Il precariato a noi non ci stava bene, non ci stava bene non soltanto quando lo facevo i padroni, ma anche quando lo facevamo noi stessi*”.

⁴⁷³ “*Perché a un certo punto, nel momento in cui si è costituita la cooperativa, l’azione fondamentale è diventata la formazione del reddito. quindi bisognava fare reddito*”.

⁴⁷⁴ “*Che tutta l’attività volontaria non è pagata ma produce ricchezza*”.

⁴⁷⁵ “*Mi facevo tutti i volantini tutti i documenti riunioni*”.

⁴⁷⁶ “*Poi nel momento in cui fai la cooperativa questa produzione che sta a fianco la devi calcolare, perché sennò ti crolla tutto il castello!*”.

⁴⁷⁷ “*E il castello è crollato perché a un certo chi aveva la cooperativa, alcuni ci dormivano, ci passavano*”.

que j’ai appelée “la dictature de la présence”⁴⁷⁸». Les personnes ayant un travail à l’extérieur du LSCA ou des engagements d’autre type (p. ex. familiaux) ont été de plus en plus mises à l’écart dans les prises de décision. Selon Alfonso, la coopérative a accentué les décalages en termes de présence sur place des différents types de militant·e·s (travailleurs·euses/précaires/chômeur·euse·s ; personnes plus âgé·e·s/jeunes ; etc.), ce qui a fortement impacté la manière dont les décisions étaient prises et — surtout — mises en pratique. Ainsi, « on prenait les décisions le lundi [à l’assemblée] et le lendemain elles étaient complètement ignorées, parce que ceux qui étaient [sur place] faisaient complètement à leur gré⁴⁷⁹». Certes, si les personnes de la coopérative avaient eu la même vision qu’Alfonso et les autres membres historiques de VG, les « terribles divisions (*divisioni tremende*) » dont il rend compte ne se seraient probablement jamais produites. Toutefois, les jeunes qui ont « pris le dessus [et qu’Alfonso] n’appréciait guère⁴⁸⁰ », ont commencé à amener VG « dans une direction complètement mauvaise (...), peu transparente⁴⁸¹ ». Alfonso et d’autres des activistes de vieille date — presque tou·te·s avec un travail extérieur — se sont retrouvé·e·s à fournir leur temps libre gratuitement pour une activité qui était finalement entre les mains des personnes qui étaient toujours présentes sur place et qui — le plus souvent — ne respectaient pas les décisions et les engagements pris collectivement de manière démocratique :

Si tu dois me demander de faire un sacrifice, d’employer mon temps libre, je veux (...) que quand on prend des décisions elles soient maintenues, donc le maximum de la démocratie, où tout le monde doit participer, où tout le monde doit avoir la possibilité de donner son opinion, de choisir et de prendre des responsabilités comme tous les autres⁴⁸².

Aux yeux d’Alfonso, ce conflit générationnel a les traits d’une « casse (*rottamazione*) » plutôt qu’un « passage de témoin (*passaggio di testimone*) ». Le fait qu’Alfonso utilise *rottamazione* décrit bien la violence avec laquelle cet activiste a vécu cet « éloignement d’un côté spontané et de l’autre forcé du vieux groupe [d’activistes]⁴⁸³ ». Ce terme, qui décrit à la base le fait de démanteler un vieux véhicule — de l’envoyer à la casse —, sert aujourd’hui en italien pour décrire la liquidation d’un ancien groupe dirigeant d’un parti, d’une entreprise ou d’une institution, voire la marginalisation de la scène publique de certaines personnalités à la suite d’une perte de prestige ou de position de pouvoir (Treccani, s.d., s.p.). Pour Alfonso, il ne

il tempo libero, ci facevano militanza (...) e in più ci lavoravano”.

⁴⁷⁸ “*Determinato un’asimmetria nella democrazia interna che io ho chiamata ‘la dittatura della presenza’*”.

⁴⁷⁹ “*Succedeva a un certo punto che si prendevano delle decisioni lunedì e il giorno dopo venivano completamente disattese perché chi ci stava faceva come cazzo gli andava!*”.

⁴⁸⁰ “*Prende il sopravvento elementi che - bah a me non piacevano - purtroppo a un certo punto di devi anche arrendere*”.

⁴⁸¹ “*In una direzione completamente sbagliata. Sbagliata, poco trasparente*”.

⁴⁸² “*Se tu mi devi chiedere a me di fare un sacrificio, di impiegare il mio tempo libero, voglio sapere perché, come, quando prendiamo le decisioni che vengano mantenute, quindi il massimo della democrazia cui tutti devono partecipare, tutti devono avere la possibilità di dire la loro e di decidere e di prendersi le responsabilità come tutti gli altri*”.

⁴⁸³ “*L’allontanamento da una parte spontaneo da una parte forzato del vecchio gruppo*”.

s'est pas agi d'un simple « renouvellement », d'un « passage de témoin », mais bien d'une « *rottamazione* », car « le petit groupe de personne qui [leur était] hostile⁴⁸⁴ » et qui a finalement réussi à prendre la gestion du LSCA, a fait « des luttes internes contre les personnes qui ont tout donné pour [cette] expérience, qui n'y ont gagné même pas un euro, qui se sont pris des plaintes, qu'y ont perdu de l'argent, [car] non seulement ils n'y ont rien gagné, mais ils y ont perdu l'argent⁴⁸⁵ ».

Cette perte de la capacité à contribuer à la prise de décision au sein du LSCA rendra « impossible » pour Alfonso et d'autres de continuer à y militer, et tout particulièrement parce que cette gestion peu transparente, par « subterfuges (*sotterfugi*) », pouvait toucher aussi des domaines délicats, comme la gestion de l'argent. D'autres forces centrifuges convaincront Alfonso de quitter le LSCA presque 14 ans après l'occupation. De nombreuses autres camarades historiques « avaient commencé petit à petit à prendre d'autres voies⁴⁸⁶ », ce qui montrait qu'il n'était pas seul dans son désir de cesser son engagement. Avoir une fille en bas d'âge l'obligeait aussi à devoir éviter de trop se surcharger, car faire face aux mécanismes *antidémocratiques* mis en place par les activistes de la coopérative « demande tellement d'implication » qu'elle rend cette tâche incompatible avec la paternité, ce surtout parce que « la maman est aussi une activiste, je faisais quoi ? [j'aurais dû lui dire :] “non, la politique c'est moi qui la fais pas toi !”⁴⁸⁷ ».

6.2.2. Les conflits d'ordre personnels qui deviennent politiques et points de rupture

Rachele a eu l'impression que, tout au long de sa carrière militante à *Communia*, un processus lent, mais constant, lui a petit à petit dévoilé le vrai visage de cette organisation, tenue, à son avis, sous l'emprise discrète, mais puissante de ses plus anciens membres. Des forces centripètes avaient réussi à diluer cette prise de conscience, au moins jusqu'à ce qu'un conflit, initialement personnel, serve de déclencheur au choix définitif de défection.

Tout commence avec la relation que Rachele entretient avec une des camarades plus expérimentées de CO, Pamela, très en vue dans les mouvements féministes qui connaissaient alors une phase particulièrement dynamique. Initialement, cette relation rend Rachele à nouveau enthousiaste pour le militantisme. Pourtant, cette relation montrera vite des côtés plus obscurs. En effet, comme le raconte Rachele « [sa] relation avec Pamela était [devenue] une relation très violente au niveau psychologique⁴⁸⁸ ». Les autres camarades du collectif féministe et LGBTQI de *Communia* « le savaient et elles me disaient que c'était comme ça, qu'elles se

⁴⁸⁴ “Un gruppetto di persone che ti è ostile”.

⁴⁸⁵ “Se fai le lotte all'interno contro le persone che hanno dato tutto per un'esperienza, che non ci hanno guadagnato una lira, si sono beccati le denunce, ci hanno speso i soldi, non solo non li hanno presi, ma ci hanno rimessi i soldi proprio perché venivi da situazioni comunque che i soldi minimi di uno stipendio ce li avevi”.

⁴⁸⁶ “Anche gli altri hanno cominciato man mano a prendere altre strade, altre cose...”.

⁴⁸⁷ “Ti richiede talmente di quell'impegno, io ti ripeto poi avevo una bambina piccola, la mamma un'altra attivista, che facevo? ‘no, la politica la faccio io e tu no!’”.

⁴⁸⁸ “Cioè la mia relazione con Pamela era una reazione molto violenta...a livello psicologico”.

rendaient compte que j'étais mal⁴⁸⁹ ». Enfin, après un « parcours psychologique (*percorso psicologico*) », Rachele décide de quitter Pamela, mais la peur de ses réactions l'empêche de revenir immédiatement dans le LSCA où les deux étaient militantes : « Quand (...) on s'est quittées, je ne suis pas retournée tout de suite à *Communia* parce que j'avais peur. Parce qu'elle me menaçait, elle appelait les autres camarades en criant... elle a créé la panique. Elle me disait : "Je te détruis, je détruis ta vie, je détruis la vie de toutes"⁴⁹⁰ ». A posteriori, Rachele se rend compte que cette réaction était cohérente avec le fait que, bien avant leur séparation, cette activiste l'avait « éloigné[e] de toutes [les autres camarades]. J'étais isolée, elle m'avait amené à m'éloigner des gens, de mes amies. Et donc j'étais seule, elle m'a isolée⁴⁹¹ ». Cette rupture a été un coup dur pour Rachele, mais qui lui a permis de se rendre compte — encore une fois — que, derrière les apparences, *Communia* était aussi un lieu traversé par les mêmes dynamiques contre lesquelles ce LSCA était censé se battre. Et cela lui apparaissait comme encore plus dur, car cela venait d'une femme qui en plus se déclarait féministe.

Cependant, la goutte qui fait déborder le vase est à trouver dans les réactions — ou mieux le manque de réaction — des autres camarades du collectif féministe LGBTQI. Quand, après la rupture avec Pamela, Rachele arrête de se rendre à LSCA, « car [elle] avai[t] peur d'y retourner⁴⁹² », elle n'a eu aucun commentaire de celles qu'elle avait considérées pendant longtemps comme ses camarades de lutte et ses ami·e·s. C'était comme si elles avaient

appuyé cette chose. Personne ne m'a rien dit, et je ne m'attendais pas à ça. Du genre, au moins dire « Pourquoi tu ne viens pas ? ». Pas au niveau personnel, mais politique... « Pourquoi tu ne viens pas à la réunion [hebdomadaire du collectif] ? » Qu'entre autres, tout le monde savait que je tenais beaucoup à cet espace politique. Rien⁴⁹³.

Ce manque de réaction lui donne « l'impression (...) au niveau psychologique qu'elles avaient préféré elle, [Pamela,] qui était une personne violente, à moi⁴⁹⁴ ». Pourtant, Rachele ne « ne s'attend[ait] pas qu'on éloigne une personne [du LSCA], ce n'était pas ça que je voulais⁴⁹⁵ » ; mais ce silence assourdissant, ce manque total non seulement de réactions

⁴⁸⁹ “Le mie compagne lo sapevano. E pure loro mi dicevano che era così. E mi dicevano pure che si rendevano conto io stavo male. Comunque sapevano tutto”.

⁴⁹⁰ “Quando io e Pamela ci siamo lasciate io non sono tornata subito a *Communia* perché io avevo paura. Perché lei mi minacciava lei chiamava le altre compagne, urlando... lei ha fatto il panico. Lei mi diceva 'io ti distruggo, ti distruggo la vita, distruggo la vita di tutte'...”.

⁴⁹¹ “Cioè lei ha fatto il panico intorno a me e l'aveva fatto prima, allontanandomi da tutte. cioè io ero isolata. cioè lei mi aveva portata ad allontanare le persone, mie amiche. E quindi ero sola, mi ha isolata”.

⁴⁹² “Avevo paura a tornare là, cioè proprio fisicamente”.

⁴⁹³ “E non solo vabbè cioè hanno tutte assecondato questa cosa, nessuna mi ha mai detto niente, cosa che mi aspettavo, cioè tipo almeno: 'perché non vieni'. Ma non a livello personale, a livello politico... perché non vieni a riunione? che era una cosa tra l'altro... cioè tutte sapevano che io tenevo a quello spazio politico (sottolineando 'politico'). Niente”.

⁴⁹⁴ “Almeno ti dico, l'impressione che è stata a livello psicologico, che loro avessero preferito lei, che era una persona violenta, a me”.

⁴⁹⁵ “Io non mi aspetto che tu allontani una persona, io non volevo questo”.

politiques, mais aussi d'empathie, l'ont profondément blessée.

En plus, elle découvre — par l'intermédiaire de militantes très jeunes — que le collectif féministe LGBTQI s'était scindé en deux : d'un côté les jeunes et de l'autre les militantes les plus expérimentées — y compris Pamela — qui — le mouvement féministe contre les violences de genre « *Non una di meno* » étant très actif à l'époque — considéraient qu'il y avait besoin d'une structure spécifique et qu'elles ne pouvaient pas se laisser *ralentir* par les camarades moins expérimentées. Cela a été un énième coup dur pour Rachele, qui provoqua une triple déception : tout d'abord, le fait que ses camarades fassent un nouveau collectif toujours guidé par une personne qu'elle considérait comme violente ; ensuite, la création même d'un groupe dirigeant était pour elle le signe que la structure de parti régissait encore — de manière occulte — le fonctionnement de *Communia* ; enfin, que personne ne lui ait communiqué cela lui est apparu comme le signe qu'elle avait été

abandonnée non seulement au niveau personnel, mais justement politique. Comme à dire « OK, tu n'es plus un leader politique, tu n'es plus une personne qui peut nous donner quelque chose, tu ne peux plus rien donner à cet espace parce que maintenant tu as cette chose [de t'être disputée avec Pamela] ? On n'en a rien à foutre, on s'en passe de toi ». Et c'est ce qui s'est passé⁴⁹⁶.

En d'autres termes, cela montrait que mêmes les camarades femmes, féministes, « reproduis[aient] les mêmes dynamiques de pouvoir que je voyais avec les hommes et qu'une fois sortie j'ai continué à voir (...) [de l'extérieur entre les camarades] et qui étaient la démonstration d'à quel point ces dynamiques étaient malades⁴⁹⁷ ». Par exemple, avec des camarades qui sont devenues « totalement irrationnelle[s] (...), complètement instrumentalisées... tu vois, c'est exactement le parti qui te dit que tu dois faire ainsi et elles, elles font [exactement comme on leur dit]. C'est horrible !⁴⁹⁸ ».

Après des années où des forces centripètes avaient réussi à compenser ce qui la poussait à vouloir tout lâcher, cette somme d'événements qui la touchent sur un plan tant sentimental, humain et affectif que politique et rationnel, l'amène à la rupture.

Rachele ne fera pas d'annonce de son départ. Elle arrêtera simplement d'aller à *Communia*. Ce départ solitaire et silencieux ne provoque pas de réactions chez ses ex-camarades et ami·e·s, ce qui lui apparaît comme la confirmation de la justesse de son choix. Quelque temps après, elle enverra juste un mail au collectif en disant « “vous pouvez m'enlever de la *mailing-list* parce que je ne fais plus partie de ce collectif?”. On m'a enlevé et personne

⁴⁹⁶ “*Mi sono sentita mi sono sentita abbandonata non solo a livello personale ma proprio a livello politico. Cioè come 'ok tu non sei più non si è più leader politico, non sei più una persona che ci può dare qualcosa, non puoi più dare niente a questo spazio perché ora hai questa cosa? non ce ne frega niente, facciamo a meno di tè. È stato così*”.

⁴⁹⁷ “*Replicando tra l'altro tutte le dinamiche di potere che vedevo con gli uomini perché poi io uscendo ho continuato a vedere da fuori (...) per me erano proprio la dimostrazione di quanto quelle dinamiche fossero malate*”.

⁴⁹⁸ “*(...) è totalmente irrazionale. Cioè ripete quello... è completamente strumentalizzata. Ripete quello... è proprio sai il partito che ti dice che devi fare così e lei fa così. è tremendo!*”.

ne m’a rien dit, personne. Les camarades, mes amies... elles ne m’ont rien dit⁴⁹⁹ ».

6.2.3. La tempête parfaite: burn-out, conflits collectifs et personnels comme conditions pour le passage à l’acte

Au moins trois éléments, outre sa situation presque *chronique* de *burn-out*, amènent Carla (ex-CO), 9 ans après son engagement dans le collectif qui a occupé *Communia*, dont 6 d’occupation effective du LSCA, à prendre la décision d’abandonner : un conflit au sein du collectif ; des tensions au sujet de son ex-copain ; un conflit relatif à deux autres camarades que Carla était censée gérer et qui fonctionnera en tant que détonateur.

Les relations conflictuelles au sein du collectif de *Communia* sont au moins partiellement d’ordre générationnel. Les militant·e·s « les plus vieux, et donc aussi ceux avec une plus grande autorité dans la direction politique de l’organisation⁵⁰⁰ » firent pression pour que CO se restructure autour d’un projet qui ne faisait l’unanimité ni au sein des militant·e·s romain·e·s ni dans le réseau politique où *Communia* était impliquée. Face à l’impossibilité à trouver un point d’accord, « une partie dissidente [dont Carla et des générations plus jeunes de *Communia*] s’est rencontrée⁵⁰¹ » pour une réunion *secrète*, afin de discuter avec les personnes externes au groupe *dirigeant* de comment résoudre cette situation. Quand les militant·e·s plus ancien·ne·s prennent connaissance de la réunion, une véritable tempête investit l’organisation : Carla est « accusée [avec d’autres] d’être une traîtresse de l’organisation, après que je me suis cassé le cul pendant 10 ans ! Et donc, à partir de ce moment-là j’ai commencé à avoir de moins en moins d’envie de continuer⁵⁰² ». Entre le groupe composé principalement des militant·e·s de longue date et celui des militant·e·s plus jeunes (mais pas que), se produit donc une scission, qui commença « à créer plein de délires [avec] tout qui s’effrite, les collectifs qui se divisent, les gens qui commencent à se disputer, celui-là qui part (...) les autres qui reviennent, les autres encore qui veulent faire ça... de là j’ai commencé à perdre l’envie⁵⁰³ ».

Quant à « [sa] situation personnelle[, elle lui] donne le coup de grâce⁵⁰⁴ ». Carla découvre que son ex-copain — lui aussi militant du LSCA — était en couple depuis plusieurs mois avec une autre camarade, une amie. La découverte de cette relation et que celle-ci lui ait été cachée pendant longtemps — la plupart des autres militant·e·s de CO étaient au courant — ont suscité chez elle un malaise et un dégoût profond.

⁴⁹⁹ "Mi togliete dalla mailing list? Perché non faccio più parte di questo collettivo. mi hanno tolta e nessuno mi ha detto niente, nessuno. Ma cioè anche lì con le compagne, ma soprattutto le mie amiche...non mi hanno mai detto niente".

⁵⁰⁰ "(...) i più vecchi e quindi quelli con maggiore autorità anche nella direzione politica dell'organizzazione".

⁵⁰¹ "(...) una parte dissidente si è incontrata".

⁵⁰² "Cui io sono stata tacciata come traditrice dell'organizzazione, dopo che mi sono fatta il culo in quaranta per 10 anni e quindi da là mi è iniziata decisamente a passare la voglia".

⁵⁰³ "Ha iniziato a creare un sacco di deliri: da lì si è sfaldato tutto, si sono rotto i collettivi, la gente ha iniziato a litigare, quello se ne è andato, quell'altro se ne è andato, quegli altri ritornano, quegli altri vogliono fare quello...a me da lì mi è iniziata a passare la voglia".

⁵⁰⁴ "La situazione personale gli ha dato il colpo di grazia".

S'ajoute à cela un conflit qui, en soi ne la concerne pas directement, mais qui — dans son absurdité — devient pour Carla la preuve de la perversion de certaines dynamiques propres à *Communia*. On peut considérer qu'elles se rapportent — comme pour l'histoire entre son ex et une autre militante — à la « constitution libidinale » de cette organisation (Goodwin, 1997). Une militante du collectif féministe accuse un autre activiste de CO avec lequel elle avait eu une relation d'être violent avec elle. Selon le récit qu'en fait Carla, quand les camarades demandent à la fille en quoi cet autre camarade s'était montré violent, elle répond ainsi : « Je ne veux pas le dire, mais vous, vu qu'on est féministes, vous devez me faire confiance ⁵⁰⁵ ». Carla souhaite davantage d'informations : « J'ai donc fait en sorte de parler avec lui pour lui expliquer les raisons pour lesquelles on le virait [de *Communia*]⁵⁰⁶ ». Cependant, « plus je parlais avec lui, plus je me rendais compte qu'on faisait une connerie, qu'il n'y avait pas de raison valide pour faire cette chose [pour le virer]. Et là j'ai dit, basta, j'en peux plus ⁵⁰⁷ ». Carla avait cru comprendre que les vraies raisons pour lesquelles cette militante voulait qu'on vires son ex étaient bien plus égoïstes que ce que, par son silence, elle voulait laisser entendre :

Lui il allait la chercher en bas de chez elle pour parler, vu que ça faisait des mois qu'ils étaient en train de se séparer. Chose que d'ailleurs elle faisait aussi, elle aussi allait en bas de chez lui (...). Mais elle a décidé qu'elle ne voulait plus le voir à *Communia*, et donc elle a commencé à dire qu'il était violent avec elle, qu'il ne respectait pas ses espaces et qu'elle ne voulait plus le voir à *Communia* et que donc on devait le virer⁵⁰⁸.

Ce qui trouble Carla est de constater un manque de franchise chez les militant·e·s, même chez une qui se disait féministe. Elle en vient à se dire : « Je ne veux plus prendre part à ces trucs⁵⁰⁹ ».

C'est donc « qu'une série de choses se soient additionnées⁵¹⁰ » qui l'a amené à enfin partie : « Tu sais quoi ? Allez tous vous faire foutre ⁵¹¹ ». En effet, ces épisodes — la scission, la *trahison* de son amie et camarade et de son ex, l'expulsion de ce militant — sont pour elle le signe que continuer à se fatiguer, mentalement et physiquement, pour *Communia* n'avait plus de sens. Elle avait été capable de porter ce poids seulement

tant que tu as une organisation qui tient, [et donc] ton épuisement fait sens [car] il

⁵⁰⁵ “Non lo voglio dire', però voi, siccome che siamo femministe vi dovete fidare”.

⁵⁰⁶ “Io mi sono fidata di lei e basta e quindi ho proceduto a parlare con lui a spiegargli i motivi per cui lo allontanavamo”.

⁵⁰⁷ “E più parlavo con lui e più mi rendevo conto che stavamo facendo una cagata, cioè che non c'era motivo valido per fare questa cosa. e io li ho detto basta, non ce la faccio più”.

⁵⁰⁸ “Lui andava a cercarla sotto casa per parlare, visto che si stavano lasciando da mesi, cosa che faceva anche lei nei suoi confronti, cioè anche lei gli andava sotto casa a cercarlo non è che gli è mai saltato addosso o fatto cose violente. però lei ha deciso che non lo voleva più vedere a *Communia* e quindi se ne è uscita dicendo che lui gli osava violenza, non rispettava i suoi spazi e lei non voleva più vederlo a *Communia* e che quindi dovevamo cacciarlo”.

⁵⁰⁹ “Non voglio più prendere parte a questa roba”.

⁵¹⁰ “Si sono sommate una serie di cose”.

⁵¹¹ “E ho detto sai che c'è? Andate a cagare”.

permet de faire vivre quelque chose, quelque chose de vivant. Dans ce cas tu peux le faire. Mais si tout ce niveau saute, [si l'organisation ne tient plus], et tu as l'impression que tu es en train de crever en essayant de ressusciter un cadavre... [là je dis] basta⁵¹².

Après tout ça,

je n'arrivais pas à être à *Communia*... ou j'avais de crises de larmes ou je voulais casser la gueule [à quelqu'un]. J'avais des sortes de crises violentes, en me dénaturant parce qu'évidemment je ne suis pas comme ça. Donc j'ai dit, OK, je prends une pause, je m'éloigne, je participe moins... mais après cette pause s'est transformée dans un vrai éloignement⁵¹³.

Carla, lors d'une assemblée, communiqua à ses camarades vouloir s'éloigner, sans entrer dans le détail du pourquoi :

Évidemment je n'ai pas dit — aussi parce que je n'en ai jamais été capable — « je m'en vais ». J'ai dit une vérité à moitié, que je n'allais pas bien, que j'avais besoin de m'éloigner un moment pour retrouver moi-même et que donc je me serai éloignée, mais sans dire que je ne serai jamais retournée⁵¹⁴.

Ce n'est pas juste un manque de courage qui la rend lapidaire, mais que « probablement je n'étais moi-même pas totalement sûre, je pensais qu'une pause aurait suffi, je pensais aussi que je n'aurais pas réussi à vivre sans *Communia*... tu imagines quelle idiote⁵¹⁵ ». Le temps passant, les expériences faites — comme un voyage qu'elle fera peu après et qui lui a « fait retourner une envie de liberté⁵¹⁶ » — lui apprirent que « la vie sans militantisme est top. J'avais même du temps libre, [alors] que dans les 10 ans précédents je n'avais jamais eu du temps libre qui ne pouvait pas être dédié seulement et exclusivement à [*Communia*], et c'était une découverte magnifique⁵¹⁷ ».

6.2.4. Le temps et les ruptures biographiques comme occasions pour tourner la page

Les départs du *Forte Prenestino* de Gianni et Gina sont le résultat d'une réflexion qui n'est pas motivée par des conflits au sein du collectif ou des problèmes relationnels au sein de

⁵¹² “Finché hai dietro un'organizzazione che tiene il tuo esaurimento diciamo che ha senso al fine di far vivere qualcosa, che è vivo...e te l'accogli. se invece questo livello salta e hai l'impressione che stai per mori' cercando di resuscitare un cadavere... basta”.

⁵¹³ “Non riuscivo proprio a starci a *Communia*... o mi venivano le crisi di pianto o volevo spaccare la testa...mi venivano tipo le crisi violente, snaturandomi perché chiaramente non sono così. Quindi ho detto vabbè, mo mi prendo una pausa, mi allontano, partecipo meno... poi però diciamo che questa pausa si è trasformata in un allontanamento vero”.

⁵¹⁴ “Ovviamente non ho detto - anche perché non sono mai stata capace — 'me ne vado'. ho detto una mezza verità, che non stavo bene che avevo bisogno di allontanarmi per ritrovare un attimo me stessa e quindi mi sarei allontanata non dicendo che non sarei mai più tornata”.

⁵¹⁵ “Anche perché probabilmente neanche io ero sicurissima, pensavo che una pausa sarebbe bastata, pensavo anche che non ce l'avrei fatta a vivere senza *Communia*... pensa che idiota”.

⁵¹⁶ “E quel viaggio mi ha fatto pure tornare una voglia di libertà”.

⁵¹⁷ “Poi ho scoperto che la vita senza la militanza è una bomba, avere tempo libero è una cosa che nei 10 anni precedenti non ho mai avuto tempo libero che non potesse essere dedicato solo ed esclusivamente a quello è stata una grandissima scoperta”.

leur LSCA, mais relève plutôt de la prise de conscience de vouloir tourner la page, de vouloir passer à autre chose.

A. *Le départ de Gianni (ex-FP) après 30 ans de militance*

Après presque 30 ans passés à animer et vivre le *Forte Prenestino*, Gianni y avait eu un rôle important, et était presque « un peu le fil conducteur de cette expérience⁵¹⁸ ». Pourtant, il en est venu à penser que « ce mécanisme-là, ce fait de sentir un sens de responsabilité est, très souvent, un alibi. Un alibi pour ne pas voir les choses à toi, tes peurs⁵¹⁹ ».

Même si tu ne le fais pas [de continuer à militer], le monde tourne quand même, le *Forte [Prenestino]* marche quand même, parce que c'est un grand mécanisme, qui désormais est en marche⁵²⁰.

Il prend conscience que le frein au départ se situe plutôt en lui-même, dans ses peurs, dont celle « d'être tout seul, parce qu'étant donné que le *Forte [Prenestino]* est aussi une grande famille, il te garantit plein de choses, il te garantit des attachements, te garantit un endroit où pouvoir rester, où pouvoir faire des choses... un endroit où tu manges avec d'autres personnes (...) un support de vie⁵²¹ ». « Sauter dehors signifiait affronter cela⁵²² », risquer de perdre son lieu de vie de presque 30 ans.

C'était un processus lent, qu'a eu besoin de murir, d'être métabolisé, avant d'être communiqué à l'assemblée :

Et donc petit à petit je suis parti. Petit à petit jusqu'à quand, un jour, je l'ai dit à l'assemblée, j'ai écrit une lettre, non un document politique, une lettre d'amour⁵²³.

B. *Le départ de Gina après 10 ans*

Cette activiste a toujours vécu avec un « sens de culpabilité » le fait d'utiliser une partie de son temps pour militer au FP, plutôt que tout investir pour l'université. Deux facteurs la convainquent enfin à tourner la page, après presque 10 ans.

Le premier concerne sa « disponibilité biographique » à militer : « J'ai enfin eu mon diplôme et tout de suite après j'ai commencé un doctorat. Donc à ce moment-là je n'avais plus d'énergie (...) pour être active⁵²⁴ ». Un autre élément est venu faciliter sa décision : la plupart

⁵¹⁸ “*Il filo conduttore di questa esperienza*”.

⁵¹⁹ “*(...) quel meccanismo lì, quel sentirti quel senso di responsabilità molte volte è un alibi. Un alibi per non vedere le tue cose, le tue paure*”.

⁵²⁰ “*Perché alla fine anche se tu non lo fai, il mondo va avanti lo stesso, il forte va avanti lo stesso. Perché è un grande meccanismo, che ormai va*”.

⁵²¹ “*Le tue paure magari a star da solo, perché comunque il Forte essendo anche una grande famiglia, ti garantisce molte cose, ti garantisce gli affetti, ti garantisce un posto dove poter stare, dove poter fare delle cose, un posto dove... mangi insieme alle persone (...) è proprio un supporto di vita*”.

⁵²² “*Il salto fuori voleva dire affrontare quello*”.

⁵²³ “*E quindi piano piano, sono andato via insomma. Piano piano finché un giorno l'ho detto, all'assemblea, ho scritto una lettera, non un documento politico, una lettera d'amore*”.

⁵²⁴ “*Mi sono finalmente laureata e poi ho iniziato il dottorato subito dopo e quindi a quel punto non avevo più energie per... più energia per insomma essere attiva*”.

des camarades avec lesquelles elle avait fondé et géré pendant des années la salle de thé du *Forte Prenestino* étaient parties.

La militance de Gina a donc été démotivée par le commencement d'une nouvelle aventure dans sa vie professionnelle (le doctorat), mais aussi parce que ces départs l'obligeaient à devoir tisser de nouveaux liens avec la nouvelle équipe d'activistes. Bien qu'« [elle a] interagi assez facilement [avec le nouveau groupe], [cela lui] demandait à nouveau plus d'effort, parce qu'il fallait réinvestir dans des rapports humains et reconstruire aussi un réseau (...) une immédiateté de rapports ⁵²⁵». Ce « qui s'additionnait au fait que ma vie avait changé, je commençais le doctorat, quelque chose qui me prenant plein d'énergies, qu[i] a fait que je n'ai plus réussi à [garder ce double rôle]⁵²⁶ ». De surcroît, elle croit que « ou tu le fais ou tu ne le fais pas⁵²⁷ ». Et le choix a donc été de quitter FP, jusqu'à un nouvel engagement à CR, une dizaine d'années après.

6.3. La vie post-défection

Je vais maintenant rendre compte des trajectoires des ex-activistes après le départ de leur LSCA selon trois aspects : la diversité des parcours, en en cherchant toutefois les traits récurrents ; les types de rapports que les ex-activistes entretiennent avec leurs ex-LSCA et ex-camarades ; le type d'*héritage* que représente l'expérience militante pour ces personnes, tant du point de vue des ressources acquises que des manières de se projeter dans le futur.

Les 7 ex-activistes interviewé·e·s ont abandonné leur LSCA depuis un temps variable (environ 16 ans pour Alfonso, ex-VG ; quelques mois pour Carla, ex-CO, lors de notre premier entretien). Leurs parcours sont restitués de manière thématique autour des trois pôles évoqués, sur la base des points communs des trajectoires post-défection.

6.3.1. Continuer l'activisme par d'autres formes après la défection

Le premier pôle concerne les activistes qui ont continué à militer sous d'autres formes qu'au sein de LSCA après leur défection.

A. Continuer l'activisme par des formes concurrentes aux LSCA : le cas d'Aldo et Lello de C2

Après que l'assemblée de C2 refuse de les réintégrer dans le collectif, Aldo et Lello réorientent leur activisme. Peu de temps après son départ, Lello accepte la proposition des autres membres de l'association des assignataires des potagers (situés à quelques centaines de mètres de C2) de candidater en tant que président de l'association. Il profitera de son rôle de président pour continuer son « engagement social et environnemental (*impegno sociale e ambientale*) », comme il le définit, en essayant de faire en sorte que les autres assignataires ne

⁵²⁵ “Un nuovo gruppo con cui ho interagito all'inizio abbastanza tranquillamente, però mi richiedeva di nuovo più fatica perché bisognava reinvestire nei rapporti umani e ricostruire anche un network, insomma, un immediatezza dei rapporti”.

⁵²⁶ “(...) questa cosa sommato al fatto che poi la mia vita era cambiata iniziavo il dottorato, una cosa che comunque mi assorbiva tante energie e non ce l'ho fatta più ad essere (...)”.

⁵²⁷ “(...) anche perché appunto o ci sei o non ci sei”

perçoivent pas le fait de gérer un potager comme apolitique, mais comme « une manière différente de gérer la nature et le territoire⁵²⁸ ». À cela s'ajoute son rôle de président du comité de la rue où il réside, qui en assure la manutention depuis 6-7 ans.

En outre, Aldo, Lello et les autres activistes qui étaient sorti·e·s de C2 s'occupent du parc d'Aguzzano en fondant une autre entité, « *Insieme per Aguzzano* ». Comme le raconte Lello, « on est parti de zéro, on n'a pas de locaux. Les outils pour nettoyer (vu que l'on continue [à faire] la manutention [du parc]), je les garde dans mon immeuble⁵²⁹ ». Ces ex-activistes ne souhaitent donc pas renoncer à investir la même zone sur laquelle est actif leur ancien LSCA. Selon Aldo, les 8-9 personnes qui animent cette nouvelle entité se sont posé la question suivante : « Pourquoi maintenant qu'on est sorti·e·s [du C2] on ne peut pas faire la même chose [qu'eux] ?⁵³⁰ ». Cette prise de conscience qu'ils pouvaient jouer sur le même terrain que leur ancien LSCA les a donc poussés à organiser un événement dans les locaux d'une autre association où Lello est également actif.

Par cette volonté de « faire la même chose », *Insieme per Aguzzano* s'affirme comme une concurrente de C2, à la différence qu'elle ne dispose pas d'un espace matériel pour mener ses activités ou tout simplement stocker le matériel nécessaire. Ce caractère *concurrentiel* ressort bien des mots d'Aldo, relatifs au premier événement organisé : « C'était un succès, plein de monde est venu, donc nous (...) indépendamment de C2 on était capables — même juste à 8-9 — de produire des événements sociaux (...) derrière lesquels il n'y a pas de manipulations et d'intentions cachées⁵³¹ ». La création de cette nouvelle entité témoigne donc, d'un côté, du fort attachement qu'ont ces deux personnes pour leur quartier et plus particulièrement le parc d'Aguzzano, et, de l'autre, le fait que leur défection de C2 — que l'on pourrait considérer comme une scission — est toujours, plus d'un an après, une blessure ouverte.

Décider de constituer cette entité concurrente montre en tout cas les difficultés qu'ils rencontrent pour reconstruire une bonne relation avec leur ancien LSCA. En effet, ni Aldo ni Lello n'ont réussi à garder un lien étroit avec l'assemblée du C2, même si des contacts ont eu lieu, Lello ayant été, à cette fin, proactif. Il a organisé, en tant que président de l'association des potagers, un événement en invitant toutes les réalités sociales du territoire, y compris *Casale Alba 2*. S'il espérait que cet événement aurait pu aider à retisser des rapports — « une tentative de rapprochement⁵³² » —, le constat est que « malheureusement ça a été un peu un échec⁵³³ », la pandémie de COVID-19 ayant éclaté quelques semaines plus tard y ayant largement contribué. Malgré cet échec, il participera avec zèle, pendant le confinement du printemps 2020,

⁵²⁸ “Ma si tratta di un modo diverso di gestire la natura e il territorio”.

⁵²⁹ “Siamo partiti da zero, non abbiamo una sede... gli attrezzi per pulire, che noi continuiamo la pulizia, li tengo nel mio condominio”.

⁵³⁰ “Perché adesso che stiamo fuori non possiamo fare la stessa cosa?”.

⁵³¹ “Ed è stato un successo, è venuta un sacco di gente, quindi noi in quel frangente lì, indipendentemente dal casale eravamo in grado, anche in 8-9, di produrre eventi sociali che non fossero...dietro i quali non ci fossero manipolazioni e seconde fini”.

⁵³² “Un tentativo di riavvicinamento”.

⁵³³ “ (...) è stato un mezzo fallimento”.

à la distribution de colis alimentaires organisée par le *Casale Alba 2*. Aldo, de son côté, « [a] fait le choix de ne plus le fréquenter⁵³⁴ ». Il ne s’y est plus rendu, sauf quand, après la mort d’un ancien camarade, les activistes de C2 ont organisé un événement en sa mémoire.

Pourtant, les deux gardent des « liens humains » avec plusieurs personnes qui sont toujours au C2, des « amis et amies avec lesquelles je n’ai pas de conflits⁵³⁵ », dit Aldo. Lello, de son côté, déclare garder de bons rapports avec « de nombreuses personnes à l’intérieur [de C2, qui] se sont même approfondis depuis [le départ]. Après il reste toujours 2-3-4 personnages qui nous sont hostiles⁵³⁶ », qui, selon lui, influencent fortement le reste de l’assemblée à leur égard. Ce serait à cause de ces personnes et de la ligne politique qu’ils imposeraient au C2, que le fait de « retourner [semble] improbable, au moins que les choses ne changent de manière évidente⁵³⁷ ».

Malgré son épilogue douloureux, les deux ex-activistes soulignent l’importance de leurs 6 ans investis au C2 : « C’était l’expérience qui m’a le plus impliqué de toutes celles que j’ai faites dans l’arc de mon existence au niveau social⁵³⁸ », déclare Aldo. Chez ces deux ex-activistes l’envie reste forte que les choses puissent changer et qu’au moins leur nouvelle association puisse se faire place dans un C2 transformé, comme ils l’ont toujours souhaité, en tant que « maison du parc (*casa del parco*) », ouverte à toutes les réalités du territoire.

B. Continuer l’activisme par d’autres formes tout en gardant un lien avec son LSCA : le cas d’Alfonso (ex-VG)

Alfonso, après son départ de *Villaggio Globale*, se concentre sur d’autres fronts et activités, continuant ainsi cette variété d’engagements militants qui a caractérisé toute sa vie. Quand il prend connaissance que son logement — situé au centre de Rome — va être « titrisé (*cartolarizzato*) », il s’active pour constituer, avec d’autres personnes se trouvant dans la même situation, « un comité de 960 familles contre l’expulsion des classes populaires du centre historique⁵³⁹ ». Ou encore, il s’activera dans le « Mouvement pour l’eau (*movimento per l’acqua*) », un mouvement social qui amènera à l’organisation d’un référendum en 2011 et où Alfonso a été actif jusqu’à 2014.

Malgré la dureté du conflit qui l’a opposé à la génération plus jeune de militants, Alfonso « [a] toujours maintenu un rapport avec *Villaggio [Globale]*⁵⁴⁰ ». Certes, son rôle y a

⁵³⁴ “*Ho fatto la scelta di non frequentarlo. Oltre a quello non lo frequento proprio, ho tagliato proprio i ponti*”.

⁵³⁵ “*(...) sono rimasti almeno da parte mia tanti amici, amiche con cui non ho scontri di potere insomma*”.

⁵³⁶ “*Parecchie persone all’interno, anche dopo si sono anche più approfonditi. Poi rimangono sempre 2-3-4 personaggi che ci sono ostili*”.

⁵³⁷ “*Però rientrare penso che sia improbabile, almeno che non cambino delle cose in maniera evidente*”.

⁵³⁸ “*È stata l’esperienza che mi ha più coinvolto fra quelle che ho fatto nell’arco della mia esistenza, a livello sociale*”.

⁵³⁹ “*(...) comitato di 900 famiglie (ride) per cercare contro l’espulsione dei ceti popolari dal centro storico*”.

⁵⁴⁰ “*Però diciamo che ho mantenuto sempre comunque un legame con villaggio, continuavo ad andare*”.

radicalement changé, mais depuis sa défection « avec l'autre groupe [d'anciens activistes, ils ont réussi] à [y] garder deux pièces où [ils] se réunissait de temps en temps ⁵⁴¹ ». Un petit avant-poste de l'ancien groupe dans un VG où,

parfois je ne me sens pas à ma place (...), surtout au début, après ce moment de rupture j'y allais et je sentais de ne pas être le bienvenu (...) une [sensation] d'extranéité presque dans un endroit que pour moi a été... pour des années, beaucoup d'années j'étais Alfonso de *Villaggio* [*Globale*]⁵⁴².

Bien que cette nouvelle place au sein de VG soit d'ampleur limitée, lui et les autres ex-activistes arrivent quand même à mener quelques activités à partir de cet *avant-poste*, comme « une campagne pour la rénovation [d'un] monument [situé non loin du VG]⁵⁴³ » ou garder « une archive du *Villaggio* (...) entre 1990 et 2004, [avec] flyers, affiches [etc.]⁵⁴⁴ ». Cela n'a cependant pas impliqué un rapprochement avec le collectif de VG, même si elles ont permis à Alfonso de toujours garder contact.

Aujourd'hui, pris par d'autres activités — dont l'écriture et la publication de deux ouvrages d'histoire — et par l'âge, Alfonso ne semble pas souhaiter un retour dans l'assemblée, mais il continue à observer ce qu'il se passe à VG, et il paraît plutôt content des dernières évolutions de ce LSCA.

6.3.2. Le militantisme mis en pause

Certains activistes ont, après leur défection, pratiquement coupé tous les ponts avec la pratique et les milieux militants. Se retirer pendant longtemps de ce milieu n'empêche pas, comme dans le cas de Gina, de se réinvestir ensuite dans un LSCA, ou de ne pas exclure de militer à nouveau un jour, comme pour Carla.

A. *Un long éloignement sans rancœur suivi par un nouvel engagement dans un LSCA : le cas de Gina (ex-FP, CR)*

Quand, profitant du démarrage de son doctorat et du fait d'être restée la seule du vieux collectif, Gina fait enfin le choix de passer à autre chose et quitte le FP, elle en est plutôt contente : « J'étais peut-être un peu saturée et en plus j'étais très prise par ce que je commençais de nouveau⁵⁴⁵ ». Pendant bien des années, elle ne regarde pas en arrière. Elle se concentrera sur son doctorat et sur des activités radicalement différentes de celles des dix ans précédents :

Je me suis complètement retirée sur ma vie privée (*en rigolant*) ! Pratiquement aliénée du monde et je ne faisais que me balader dans les bois... oui, j'ai complètement arrêté ce type de parcours, aussi parce que le doctorat je l'ai vécu de manière très intense et donc ça ne me

⁵⁴¹ “*Insieme all'altro gruppo ci eravamo ritagliati due stanze dove ci riunivamo ogni tanto*”.

⁵⁴² “*A volte appunto mi son sentito proprio fuori posto andando lì, ecco. cioè ci sono state specialmente all'inizio, dopo questo momento di rottura, ci andavo e mi sentivo di non essere.... di non essere diciamo ben gradito, non so come dirti. quindi una cosa quasi di estraneità in un posto che invece per me è stato...per anni, tantissimi, io ero Alfonso di Villaggio*”.

⁵⁴³ “*(...) una campagna per il restauro del monumento che sta all'Ostiense*”.

⁵⁴⁴ “*(...) lì io ho l'archivio del Villaggio perché dal 90 al 2004 ho i flyer, i volantini (...)*”.

⁵⁴⁵ “*All'inizio forse no, cioè forse ero anche un po' satura. poi ero anche molto presa da quello che stavo iniziando di nuovo*”.

laissait pas beaucoup de place pour autre chose⁵⁴⁶.

Pendant cette phase, elle ne se sent pas en manque du FP, même si « [elle] pense toujours avec nostalgie à cette période-là⁵⁴⁷ ». En outre, la distance lui permettra de se rendre compte de l'importance que l'expérience du FP a eue sur elle :

Toute cette expérience [du FP] je l'ai profondément réévaluée paradoxalement quand j'en suis sortie, quand j'ai compris à quel point c'était utile dans ma vie *normale* toute cette école [de la vie, qu'était l'expérience au FP]. Quand je me suis rendu compte que j'avais appris plein de choses que si j'avais juste fait l'université je n'aurais jamais apprises, je me suis dit : « tu vois, j'ai perdu un peu de temps — car sûrement j'en ai perdu — mais je l'ai bien investi »⁵⁴⁸.

Pendant des années elle n'arrivait pas à s'en rendre compte :

[La militance dans un lieu comme le FP] c'est sûrement une situation qui te met face à des choix, à des situations complexes à gérer. Donc je pense que c'est une école de la vie importante, au moins, pour moi ça l'a été. Sur le moment je ne m'en suis pas rendue compte, mais après j'ai réalisé, parce que j'ai vu tout ce que j'y avais appris et après je l'ai mis en pratique. Ça m'a servi à me débrouiller un peu mieux dans des situations de la vie *normale* — entre guillemets — de tous les jours⁵⁴⁹.

Cela ne l'a pourtant pas poussée à fréquenter le FP ou les autres LSCA : « À partir d'un moment, je pense que je ne les ai plus fréquentés. J'allais [juste] au *Forte* [*Prenestino*] de temps en temps, pour nostalgie. Parfois, je me voyais avec les théières [son ancien groupe qui gérait la salle de thé] pour le premier mai [l'anniversaire de fondation du FP et sa plus grande fête]... mais de moins en moins, il n'y a presque plus eu d'occasions...⁵⁵⁰ ».

Cette phase de sa vie où le monde des LSCA n'est plus guère qu'un souvenir prend fin une dizaine d'années après, quand s'ouvre

une période (...), existentiellement parlant, où j'avais à nouveau envie de cette forme de communauté. [Car] dans ma vie, j'ai de petites communautés liées par exemple à la montagne, ou à mes amies du passé... mais le fait de me remettre en discussion par rapport à

⁵⁴⁶ “*Lì mi sono completamente ritirata a vita privata! (ride) praticamente alienata dal mondo e andavo solamente per boschi. sì, ho completamente interrotto quel tipo di percorso, appunto perché il dottorato anche l'ho vissuto in maniera molto intensa e quindi non lasciava molto spazio per altro*”.

⁵⁴⁷ “*Poi ci penso sempre con nostalgia a quel periodo, però no, non mi manca!*”.

⁵⁴⁸ “*Diciamo che poi tutta quella esperienza l'ho molto rivalutata paradossalmente quando sono uscita fuori. quando ho capito quanto anche mi era stato utile tutto quella palestra nella mia vita normale. quando dopo ho visto che avevo imparato tante cose che se avessi fatto solo l'università non avrei imparato...ho detto vedi, ho perso un po di tempo perché sicuramente l'ho perso però l'ho investito bene*”.

⁵⁴⁹ “*(...) è sicuramente una situazione che ti mette di fronte a delle scelte, a delle situazioni complesse da gestire. quindi penso sia quasi una palestra di vita importante... cioè per me lo è stata. sul momento non me ne sono resa ben conto però dopo l'ho realizzato perché ho visto tutto quello che avevo imparato lì, poi l'ho messo in pratica, mi è servito per cavarmela un po' meglio nelle situazioni della vita fra virgolette normale, di tutti i giorni*”.

⁵⁵⁰ “*A un certo punto penso che proprio non li ho più frequentati. appunto andavo al forte ogni tanto per nostalgia. magari mi vedevo con le teiere cercavamo di andare lì magari il primo maggio ecco queste occasioni... però insomma, sempre meno... non c'è stata più occasione*”.

une dialectique active avec un lieu qui fait des choses que j’aime bien et que je partage, c’était une pensée qui me plaisait [à nouveau]⁵⁵¹.

Ces envies trouvent un terrain fertile dans un lieu qui l’attire beaucoup dès le début, *Casetta Rossa*, à la suite de leur appel pour recruter des nouveaux·elles membres. Quand Gina décide d’y aller, elle ne s’attendait pas forcément de se retrouver à nouveau engagée dans un LSCA : « Quand j’ai dit oui, je n’aurais pas imaginé que ça aurait pu avoir la suite qu’il y a eu après. Mais la chose que j’ai pensée en ce moment c’était : “OK, c’est un endroit cool, qui fait de belles choses et donc s’ils ont besoin d’aide, que j’ai du temps que je peux investir, je les aide”⁵⁵² ».

Ce qui la motive en réalité n’est pas qu’elle ait plus de temps, au contraire : « Je pense que j’en ai moins en réalité ⁵⁵³ ». Ce qui change est qu’avec l’âge elle sait mieux gérer son temps : « Je suis très convaincue de la capacité d’optimisation, donc ça ne me fait pas peur le fait de devoir faire plein de choses, parce que tu t’organises et tu optimises, tu deviens plus efficace quand tu as plein de choses à faire⁵⁵⁴ ». De plus, ce qui l’a le plus motivée à s’engager à nouveau, c’était aussi le sentiment de sentir le manque d’une dimension « dialectique », d’avoir « un peu de pensée derrière les choses ⁵⁵⁵ » que l’on fait, comme « de transmettre quelque chose aux autres ⁵⁵⁶ ». Des aspects qu’elle considère comme propres au militantisme et qu’elle n’arrivait pas à retrouver dans les autres relations qu’elle avait pu se créer. 10 après sa défection du FP, Gina elle recommence, à 38 ans, une nouvelle aventure dans un LSCA, à *Casetta Rossa*.

B. Le militantisme « pourquoi pas à nouveau un jour » : Carla (ex-CO)

Si, initialement, le départ de Carla ne devait être qu’une pause, elle a vite compris que la vie sans militance n’était pas si dure qu’elle aurait pu croire. Elle a « découvert à quel point c’est beau de ne pas [être militante], ce qui ne m’a plus fait y retourner ⁵⁵⁷ ». Le militantisme ne lui « manque pas du tout » et elle n’a pas non plus de « sens de culpabilité pour avoir quitté [car elle] sai[t] [qu’elle a] bien fait ». Comme elle le dit : « Ce sont des expériences. La mienne s’est épuisée et c’est bien comme ça. Le moment [d’arrêter] était arrivé, je pense⁵⁵⁸ ».

⁵⁵¹ “*Secondo me è un periodo, sempre appunto esistenzialmente parlando, in cui avevo voglia di nuovo di questa forma di comunità. poi diciamo nella mia vita c’ho delle piccole comunità magari quelle legate alla montagna quelle legate appunto magari amichette passate però anche rimettermi in discussione rispetto a una dialettica attiva con un posto che fa delle cose che mi piacciono e che condivido, era un pensiero che piaceva*”.

⁵⁵² “*Poi quando ho detto sì non avrei immaginato che poteva portare al seguito che c’è stato. però la cosa che ho pensato in quel momento è stata ok è un posto figo che fa delle cose belle e quindi se hanno bisogno di aiuto ho del tempo che posso investire e li aiuto. questo è stato il primo pensiero sicuramente*”.

⁵⁵³ “*No, anzi penso che ne ho ancora meno!*”.

⁵⁵⁴ “*Però sono molto convinta nella capacità di ottimizzazione quindi alla fine non mi spaventa il fatto di dover fare tante cose, perché poi ti organizzi e ottimizzi, diventi più efficiente quando hai tante cose da fare*”.

⁵⁵⁵ “*(...) anche un po’ di pensiero dietro le cose*”.

⁵⁵⁶ “*(...) di trasmettere qualcosa agli altri*”.

⁵⁵⁷ “*(...) quindi l’aver scoperto quanto è bello non averla la militanza non mi ci ha fatto più tornare*”.

⁵⁵⁸ “*(...) non ho il senso di colpa di essermene andata, so che ho fatto bene. Sono esperienze. la mia si è*

Depuis, elle n'a presque jamais remis les pieds à *Communia* et a quasi complètement arrêté de fréquenter ses ancien·ne·s camarades, même si elle « ne renie même pas une minute⁵⁵⁹ » sa longue expérience à CO. Même chose pour les autres LSCA, à moins qu'un événement l'intéresse particulièrement ou que ses ami·e·s (non militant·e·s) y aillent : elle ne s'y rend presque plus.

Malgré cela, elle continue à s'intéresser à la politique : « Je lis, je fais des recherches, je discute aussi quand ça m'arrive (...) je ne peux pas changer la tête que j'ai et tout ce qui l'a amené à devenir comme ça. Et je ne veux pas non plus le faire, je ne veux pas le renier⁵⁶⁰ ». Elle va toujours aux manifestations, à la différence qu'elle ne les vit « plus comme un devoir ou une obligation⁵⁶¹ » et qu'elle n'a pas envie de « voir tous ces gens [du milieu militant] que je ne vois plus et par rapport à qui (...) je suis désolée d'être partie comme ça, [sans donner d'explications], comme si on n'avait jamais clarifié la chose⁵⁶² ».

Toutefois, une partie d'elle sait « qu'elle va retrouver ce contexte militant, quand ça sera le moment ⁵⁶³ ». Pour l'instant cependant, c'est impossible, car elle se demande « comment je peux m'approcher d'un contexte militant que je connais et qui m'a profondément déçu et auquel j'ai donné énormément [de moi-même] ?⁵⁶⁴ ». Le souci n'est pas l'activité militante en soi, mais le contexte humain et social qu'elle relie à cette activité. Un contexte qu'au vu de son *burn-out* et de ses déceptions, elle préfère continuer à éviter le plus possible.

Par quelles formes et modalités elle s'activera de nouveau *pour changer le monde* reste encore incertain. La sphère professionnelle pourrait — conformément au parcours de certain·e·s ex-militants que l'on peut retrouver dans la littérature (Agrikoliansky, 2017) — se révéler être une possibilité, même si pour l'instant cela ne semble pas avoir été le cas. Depuis toujours en effet, Carla a cherché — « sans le trouver » — un « travail qui puisse avoir un aspect social et qui [lui] permettrait d'avoir quand même un rôle utile en cette société⁵⁶⁵ ». Déçue par le monde du travail et sa précarité — notamment au sein du *social*, où elle voudrait travailler —, elle est maintenant sur le point de prendre un autre chemin qui pourrait conjuguer son envie d'être active pour la société et son envie de vivre autrement :

esaurita ed è andata bene così. era arrivato il momento penso”.

⁵⁵⁹ “(...) io non rinnego neanche un minuto di quello che è stato ovviamente”.

⁵⁶⁰ “Sì, sì, interessata sono sempre interessata. Leggo, faccio ricerche, discuto anche quando mi capita di determinate dinamiche questo sì... ma non posso cambiare la testa che ho e tutto quello che l'ha portata ad essere così. e non lo voglio neanche fare, non la voglio rinnegare”.

⁵⁶¹ “(...) e dopo di che sì, alle manifestazioni vado, non le assumo più come un dovere e un obbligo”.

⁵⁶² “(...) il dovere vedere tutta quella gente che non vedo più e nei confronti della quale ho...cioè mi dispiace essermene andata così, è un po' come se non l'avessimo chiarita bene questa cosa”.

⁵⁶³ “(...) io so, c'è una parte di me che sa che questo contesto militante lo ritroverà, quando sarà il momento”.

⁵⁶⁴ “Quindi come faccio io ad avvicinarmi a questo contesto militante che conosco e mi ha profondamente deluso e al quale io ho dato tantissimo?”

⁵⁶⁵ “Diciamo che il lavoro che avesse un aspetto sociale e che mi permettesse comunque di avere un ruolo utile in questa società l'ho sempre cercato, non trovandolo”.

Je suis en train d'étudier pour ouvrir une entreprise agricole. [À premier abord, cela peut sembler] un éloignement [de la société] et une fermeture sur moi-même. Mais, en réalité, retourner à la terre d'un point de vue d'une lecture environnementaliste de la manière dont on vit me semble une approche un peu militante, si on veut⁵⁶⁶.

Le fait de quitter Rome pour s'installer à la campagne avec un projet de ce type pourrait lui donner l'occasion de devenir à nouveau militante, sans le souci de devoir se confronter à des personnes qu'elle veut absolument éviter. Ainsi, elle a

découvert que là où j'ai les terres de mon grand-père et où je voudrais faire cette entreprise agricole, il y a (...) un réseau d'activistes qui au-delà de promouvoir une alimentation saine, un respect pour la terre, etc.[, se bat contre les nombreuses] spéculations agricoles [qu'il y a sur ce territoire]. C'est un réseau très actif, et j'aimerais trop pouvoir faire partie d'une chose du genre, vu que c'est autre chose [par rapport au milieu militant romain], il y a d'autres personnes... [car] ma difficulté concerner le fait de retourner où j'étais avant... comme si c'était revenir en arrière⁵⁶⁷.

Avec le temps, son attachement envers *Communia* en tant qu'espace matériel a aussi changé, illustrant à quel point pousser son mal-être jusqu'au *burn-out* peut être cassant :

S. Tu es toujours attachée au moins à l'espace matériel ?

C. Oui, même si maintenant je passe devant sans même pas le regarder... c'est comme une blessure à oublier⁵⁶⁸.

6.3.3. Rester en contact avec les milieux militants, tout en renonçant à la casquette d'activiste

Bien que le rapport de Gianni (ex-FP) et de Rachele (ex-CO) à leur ancien LSCA soit différent (d'amour pour le premier, de haine pour la seconde), les deux paraissent entretenir encore avec les milieux militants, et plus particulièrement les LSCA, un rapport ambigu. Ni l'un ni l'autre ne se considèrent plus comme des militant·e·s actif·ve·s, mais les deux continuent de fréquenter les LSCA, que ce soit pour leur sociabilité ou pour y suivre des activités et des événements.

A. *Entre haine, regret et continuité: le rapport ambivalent de Rachele (ex-CO) à son ancien LSCA et son maintien passif dans les milieux militants*

Pour Rachele le départ de *Communia* — et plus particulièrement de *Degender*, le

⁵⁶⁶ “Io sto studiando per aprire un'azienda agricola quindi mi sembra che no, la tendenza è stata proprio un allontanamento e una chiusura su me stesse. anche se poi no, perché pure tornare alla terra da un punto di vista di lettura ambientalista del modo in cui viviamo mi sembra sempre un approccio un po' militante a volerla leggere così”

⁵⁶⁷ “Per esempio io ho scoperto che lì dove ho i terreni di nonno dove vorrei fare questa cosa dell'azienda agricola, lì esiste questa comunità rurale diffusa che è tipo Terra Terra, è una rete di attivisti che oltre a promuovere un'alimentazione sana, un rispetto per la terra, lalala, lì ci sono un sacco di speculazioni ambientali (...) e loro è una rete molto attiva e a me interesserebbe tantissimo entrare a far parte di una cosa del genere. che è un'altra cosa, che sono altre persone. la mia difficoltà è tornare dove ero prima... come se fosse tornare indietro”.

⁵⁶⁸ “S. perché poi allo spazio ci sei attaccata?”

C. sì, anche se ormai ci passo davanti senza guardarlo... ormai è come una ferita da dimenticare capito”.

collectif féministe et LGBTQI — a été très dur psychologiquement. Rachele a ressenti ce départ comme *forcé* tant par la violence de sa camarade et ex-copine que par sa déception de la réaction des autres membres du collectif. Son état d'âme était essentiellement « un mélange de rage [et] tristesse, mais surtout de rage ». Après avoir passé « 8 ans (...) en ne faisant rien d'autre dans ma vie, en ne faisant que ça⁵⁶⁹ » elle s'est retrouvée, sans le vouloir, à « [devoir] [s']inventer à nouveau une manière d'être au monde⁵⁷⁰ ». Même si elle reconnaît des vertus à CO (« tout *Communia* c'était une expérience importante, qui m'a fait grandir, qui m'a fait devenir comme je suis maintenant, et je me plais beaucoup [comme je suis maintenant]⁵⁷¹ »), avoir dû la quitter, page après sa dispute avec une des *leaders*, est, pour elle, comme avoir été « mâchée, mangée et après crachée⁵⁷² », en d'autres termes : utilisée.

Depuis sa défection, elle n'a presque plus mis les pieds à *Communia*, sauf lorsque des événements l'intéressaient particulièrement. Dans notre entretien, elle évoque une de ces occasions, illustrative du rapport de Rachele à son ancien LSCA. Partie à *Communia* pour participer à une soirée, elle y arrive avant l'heure prévue. Elle s'approche du bar, où il y avait « une de ces gamines qui fréquentent la salle d'étude [de *Communia*, *Sharewood*,] et elle me dit : "Eh, toi, pourquoi tu es rentrée ? La soirée n'a pas commencé, je suis désolée, tu dois sortir". Moi je la regarde : "Chérie, je l'ai occupé cet endroit, je ne sors pas moi"⁵⁷³ ». Les tons dans sa tête étaient en réalité bien plus vifs : « Je l'aurais tabassée presque. "Tu sors ?!?! Quoi ?!?! Je l'ai occupé cet endroit"⁵⁷⁴ ».

Ne pas avoir été reconnue, réaliser que, pour les militant·e·s de *Communia* d'aujourd'hui, elle n'est rien de plus qu'un·e visiteur·euse quelconque, est perçu par Rachele comme un déni d'une partie structurante de son existence et de sa personnalité. Certes, « [elle] déteste maintenant [cet endroit, qui] pour [elle] peut très bien se faire expulser⁵⁷⁵ », mais, malgré tout, elle aurait voulu que les choses se passent différemment, qu'elle n'ait pas été *dépossédée* de ce lieu, et donc de ce morceau d'elle-même.

Le rapport qu'elle entretient avec certain·e·s de ses ancien·ne·s camarades témoigne aussi de la complexité de ce rapport post-défection. Bien qu'après son départ elle avait arrêté de fréquenter d'autres membres du collectif *Degender*, elle recommence à fréquenter certaines de ces personnes, mais sans discuter de *Communia* « parce qu'on se disputerait, on le sait et

⁵⁶⁹ "Io ho dedicato otto anni a questa roba non facendo nient'altro nella mia vita facendo solo questo".

⁵⁷⁰ "E poi dovevo inventarmi un nuovo modo di stare al mondo".

⁵⁷¹ "Tutta *Communia* è esperienza, mi ha fatto crescere, mi ha fatto diventare come sono adesso che mi piaccio tantissimo!".

⁵⁷² "(...) è come se mi avesse mangiata masticata sputata".

⁵⁷³ "Una di queste ragazzine che frequentano l'aula studio che a un certo punto mi fa: 'ma tu, perché sei entrata? la serata non è ancora cominciata, mi dispiace, devi uscire'. Io l'ho guardata : 'cara, io l'ho occupato questo posto (ride) non me ne vado' e sono rimasta là".

⁵⁷⁴ "Io l'avrei menata quasi. 'esci?!?!? che cosa ??? io l'ho occupato questo posto!!'".

⁵⁷⁵ "Anche se lo odio adesso, cioè la cosa assurda è che io lo odio adesso, per me lo possono anche sgomberare".

donc on n'en parle pas⁵⁷⁶ ».

Quant à l'héritage de son expérience militante, il est important, que ce soit pour ce qui concerne sa personnalité — y compris sa sexualité — ou, plus généralement, pour sa manière de rapporter au monde. À l'instar de son rapport avec CO, Rachele n'a pas coupé les ponts avec le monde de l'autogestion au sens large :

Je n'ai pas arrêté de fréquenter les lieux autogérés, même si je ne fais plus la politique. (...) ils me semblent déterminants. Sans ça qu'est-ce que je fais ? Quel type de sociabilité je vis ? Avec quelles personnes ? Avec des personnes que je n'aime pas ? Aujourd'hui les LSCA me semblent des lieux incontournables de mes journées.⁵⁷⁷

Cette fréquentation est renforcée par le fait que, pendant les années qui ont suivi son départ, Rachele a été en couple avec une militante d'un autre LSCA. Elle continue non seulement de fréquenter les lieux autogérés, mais aussi les milieux liés au féminisme radical, dont elle avait été à l'époque une animatrice, sans pour autant envisager un engagement militant de n'importe quel type — ce qui ne signifie pas qu'elle ne s'intéresse plus à la politique, au contraire.

Aujourd'hui, cette ex-activiste semble avoir trouvé une manière d'établir un pont avec le militantisme qui l'avait tant enthousiasmée, mais également profondément blessée : avec d'ancien·ne·s camarades, elle va ouvrir et gérer l'antenne romaine d'une librairie féministe et LGBTQI fondée il y a quelques années dans une autre ville italienne par un autre ex-militant du réseau national dont *Communia* fait partie. Ainsi, si le militantisme en tant que tel semble être un temps révolu pour Rachele, cette perspective professionnelle lui permet de raviver, par d'autres formes, un engagement sur les questions féministes et LGBTQI.

B. Au prix de la solitude, s'émanciper de son LSCA tout en y gardant un pied : le cas de Gianni (ex-FP)

Pour Gianni, quitter le FP après 30 ans « c'était très très dur. C'était très très dur parce que tu n'as que ça... dans le sens, c'est toute ta vie⁵⁷⁸ ». Après toutes ces années entouré de ses « frères et ses sœurs (*fratelli e sorelle*) », « la première chose avec laquelle tu te confrontes c'est la solitude⁵⁷⁹ ». La tentation de revenir en arrière, de continuer à fréquenter comme avant le FP était forte, mais « tu fais quoi ? Tu [choisis] de ne plus [faire partie] de l'assemblée et après tu es tous les jours ici ? Non. S'il doit y avoir un changement que ce soit un changement [pour de vrai]⁵⁸⁰ ».

⁵⁷⁶ “Cerchiamo di non parlare mai di *Communia* perché litigheremmo e lo sappiamo e quindi non ne parliamo”.

⁵⁷⁷ “Non è che ho smesso di frequentare i posti anche se non ci faccio politica - però ora mi sembra determinante, cioè senza quello che faccio? cioè come ...e soprattutto che tipo di socialità vivo? Con che persone? Con persone che non mi piacciono? Cioè ora mi sembrano degli spazi imprescindibili nelle mie giornate”.

⁵⁷⁸ “(...) è stata durissima! È stato durissimo perché tu hai solamente quello...nel senso, è tutta la tua vita”.

⁵⁷⁹ “Che poi la prima cosa con cui ti scontri è la solitudine”.

⁵⁸⁰ “Eh sì, perché che fai? Non stai più ad assemblea e poi stai tutti i giorni qui? No! Se un cambiamento

Ainsi, Gianni se consacre à d'autres activités : « Je cultive des plantes. Tu imagines ? Je fais une fixette sur les plantes, ça fait des années déjà que chez moi est bondé de plantes. Je fais de la randonnée, je vais en montagne... et je fais d'autres choses aussi ⁵⁸¹ ».

Toutefois, il n'a pas non plus coupé les ponts avec le FP : « Tu vois on se rencontre ici [au FP, pour l'entretien]⁵⁸² ». Il y va, « mais je ne viens [plus] tous les jours, j'y viens pour rencontrer mes frères et sœurs que sont les gens du *Forte [Prenestino]*, je viens pour boire un verre avec les amis, les camarades, aller voir des choses que j'aime bien⁵⁸³ ». Cela ne veut pas dire qu'il est devenu un *simple* usager du FP, au contraire, il y a pris un rôle tout à fait particulier, faisant que, tout en étant externe à l'assemblée, il peut parfois participer à des initiatives, souvent sur demande des activistes. Il le fait notamment pour « de petits projets, des initiatives isolées (...) spécialement des initiatives qui impliquent aussi une partie historique, de vécu ⁵⁸⁴ ».

Il continue en outre à s'intéresser à la politique, à l'activisme, de manière même plus ample que quand le FP était le centre de sa vie ; il continue également à fréquenter le monde des LSCA : « Mon monde de référence est toujours plus ou moins le même. Beaucoup plus large, et je continue à aller voir des choses qui m'intéressent dans d'autres LSCA⁵⁸⁵ ». Ce monde est « toujours celui de ceux et celles qui se mettent en marche (...) pour s'améliorer et améliorer [le monde]⁵⁸⁶ ».

Ce rapport particulier, qui le voit encore partiellement impliqué, mais en même temps capable de s'intéresser et de se dédier à d'autres activités que le militantisme, lui permet de trouver ce qu'il cherchait quand il a décidé de quitter le FP. Gianni considérait qu'il n'arrivait plus « à donner assez ». Il voulait se (re)trouver, découvrir un Gianni qui soit autre chose qu'un des fondateurs et militants historiques du FP. Selon lui, cultiver non seulement le collectif, mais aussi soi-même, son entre-soi, ses intérêts est quelque chose qu'ils-elles prônaient en tant qu'activistes, mais « qu'on n'a pas réussi [à faire], parce qu'on n'est pas partis de nous[-mêmes], on est partis du collectif⁵⁸⁷ ». Aujourd'hui il se rend compte pleinement de ce slogan célèbre qu'ils-elles brandissaient des années auparavant : « 'On veut le pain, mais aussi les roses'. Voilà, je veux le pain, mais aussi les roses, parce que sans les roses je n'ai rien à foutre ! Parce

ci deve essere ci deve essere un cambiamento”.

⁵⁸¹ *“Coltivo piante. Cioè voglio di! Sto in fissa con le piante, so anni ormai che casa è piena di piante. Faccio trekking, vado in montagna...poi faccio pure altre robe”.*

⁵⁸² *“lo vedi, mi incontri qui”.*

⁵⁸³ *“Però io non vengo tutti i giorni qui. Non ci vengo più, vengo a incontrare i miei fratelli e le mie sorelle che so' la gente del Forte, vengo a bere un bicchiere con gli amici, i compagni...andare a vedere le cose che mi piacciono”*

⁵⁸⁴ *“Però singole cose, progettini, singole iniziative magari. A volte lo faccio anche perché mi viene chiesto espressamente. Specialmente in iniziative che comportano anche una parte storica, di vissuto”.*

⁵⁸⁵ *“Il mio mondo di riferimento è sempre più o meno lo stesso. Molto più largo ma comunque vado a vedere le cose che mi interessano in altri spazi”.*

⁵⁸⁶ *“Il mio mondo di riferimento è sempre il mondo di chi si mette in marcia, in cammino per migliorarsi e migliorare. Quello è il mio mondo di riferimento”.*

⁵⁸⁷ *“Non siamo riusciti... perché non siamo partiti da noi, siamo partiti dal collettivo”.*

que je pense (...) qu'il faut aussi le rêve, il faut aussi l'énergie individuelle⁵⁸⁸ ». Selon ce slogan, apparu au début du XXe siècle aux États-Unis comme « *Bread and roses* » et devenu depuis un chant et un slogan de lutte, le pain symbolise la subsistance et les roses la beauté. Les revendications ne sauraient donc s'arrêter aux acquis matériels nécessaires, mais aussi à des conditions dignes et satisfaisantes (Tréguer, s. d.). Gianni réinterprète cela dans le sens qu'il n'y a pas que le militantisme dans la vie (*bread*), mais aussi le plaisir de satisfaire ses propres besoins, ambitions et envies personnels (*roses*).

En partant, Gianni cherchait « à trouver une manière différente d'aimer [le FP], mais de l'aimer encore⁵⁸⁹ ». Retrouver son « énergie individuelle » grâce à son départ y a donc contribué.

6.4. Vers une typologie des « partant·e·s »

A partir des causes et des modalités de leur défection et des caractéristiques de leur vie post-défection, je vais proposer ici une typologie de « partant·e·s », d'ex-activistes. Massimo Introvigne propose une typologie des « *exit roles* » basée sur l'étude d'organisations religieuses, et, plus particulièrement, des nouveaux mouvements religieux (Introvigne, 1999). Bien que ses idéaux-types soient trop distants de miens pour que cette typologie calque parfaitement mes observations, y faire référence permet de mettre en exergue des aspects du processus de défection. Les trois idéaux-types proposés par Introvigne sont les

defectors, qui quittent leur organisation de manière négociée et en accord avec elle, les apostats, qui deviennent des ennemis professionnels de leur organisation, les partants ordinaires, enfin, qui disparaissent sans bruit et sans qu'apparemment leur désengagement ne représente un coût sensible, pour eux ou pour l'organisation (Fillieule, 2005, p. 20).

Dans la typologie que je propose, on ne trouvera pas de « *defectors* », n'ayant pas trouvé un profil correspondant dans mon échantillon ; à l'inverse, deux autres types « les retraité·e·s » et « les fugitifs·ves » ont été rajoutés. Ma typologie est le fruit d'un raisonnement sur l'ensemble des étapes de la séquence « abandonner », ce qui implique forcément une simplification.

Enfin, je vais réfléchir à la question des typologies, mais cette fois-ci d'une manière inversée. Si la typologie proposée ici vise à représenter les profils de partant·e·s à partir des raisons et des modalités de leur départ ainsi que des phases suivant la défection, il s'agira alors de relever quelles sont les *typologies* d'activistes pour lesquelles il sera le plus probable qu'ils·elles abandonnent, à terme, l'activité militante.

⁵⁸⁸ « *Una volta dicevamo, 'vogliamo il pane ma anche le rose', ecco io voglio il pane ma anche le rose, perché senza rose non mi frega niente! Si perché penso che non è vera, se non ci sono le rose quello che crei...ti serve anche il sogno, ti serve anche l'energia individuale* ».

⁵⁸⁹ « *Trovare un modo diverso di amarlo ma amarlo ancora* ».

6.4.1. Les apostat·e·s

Le premier idéal-type est tiré directement du travail d'Introvigne, qui décrit l'apostat·e comme un « *ex-member [who] dramatically reverses his or her loyalties and becomes a professional enemy of the organization he or she has left* » (1999, p. 84).

Aldo et Lello (ex-C2) peuvent, avec nuance, être décrits comme des apostats. Ces deux activistes, comme on l'a vu, ont été actifs pendant longtemps à *Casale Alba 2* avant que les désaccords avec certain·e·s autres membres du collectif — ayant à leur avis une forte emprise sur l'assemblée — ne provoquent un conflit qui les poussera à quitter le LSCA. Une fois sortis, ces deux activistes créent une entité *concurrente* à C2, intervenant — au moins partiellement — dans les mêmes domaines de leur ancien LSCA (p. ex. nettoyage et entretien du parc, organisation d'activités visant à financer les interventions dans le parc, etc.). En outre, Lello — sous impulsion des autres assignataires — se portera candidat pour devenir président de l'association des potagers urbains. Les potagers urbains sont situés à quelques mètres de *Casale Alba 2* et de la bibliothèque *Giovenale* — d'où est parti l'appel à se mobiliser qui a donné naissance à C2 —, et ces deux entités peuvent être considérées comme étant d'autres acteurs importants du panorama associatif qui tourne autour du parc d'*Aguzzano*, où se situe C2. Ces deux activistes peuvent ainsi être vus comme des « *professional enem[ies] of the organization* » (Introvigne, 1999, p. 84). Ce constat est renforcé par le fait que, selon Lello au moins, les militant·e·s de *Casale Alba 2* « [les] craignent⁵⁹⁰ », et certain·e·s d'entre elles·eux l'auraient accusé, lui et ses associé·e·s, de dire du mal de leur ancien LSCA. De fait, lors des entretiens, les autres activistes de C2 ont presque tou·te·s parlé de Lello et de son groupe de dissidents². Un rôle « d'ennemi *redouté* » qui calque bien avec un autre témoignage de Lello :

Moi j'ai personnellement reçu des intimidations téléphoniques, parce que je suis intervenu dans [un groupe de messagerie de C2] où j'étais dénigré. Eux ils ne savaient pas que j'étais toujours dans ce tchat... je n'oserai pas dire [que j'ai reçu] des menaces, mais carrément des intimidations : « Tu ne dois pas faire cette chose-là, tu ne dois pas faire cette autre chose... »⁵⁹¹

Que ce témoignage soit exagéré ou non, il renforce le statut d'apostats de Lello et Aldo, si l'on s'en tient à la typologie d'Introvigne : « *The former organization could easily label the apostate a traitor. However, the apostate—particularly after having joined an oppositional coalition fighting the organization—often claims that he or she was a “victim”* » (Introvigne, 1999, p. 84-85).

Un autre ex-activiste qui pourrait être placé — avec réserves — ainsi est Rachele (ex-CO). Bien que son départ n'ait pas comporté un véritable conflit ouvert vis-à-vis de l'ensemble des militant·e·s, le rapport de cette ex-activiste avec *Communia* est, de fait, conflictuel. Les mots qu'elle réserve à son ancienne organisation font penser à l'apostat d'Introvigne, qui décrit comment « *the organization itself was the embodiment of an extraordinary evil* » (Introvigne, 1999, p. 85). Rachele décrit également pourquoi elle y est restée si longtemps malgré cela, à

⁵⁹⁰ “Loro ci temono in qualche modo, non so perché”.

⁵⁹¹ “Poi io personalmente ho ricevuto delle intimidazioni telefoniche, perché sono intervenuto in una chat in cui venivo denigrato. Loro non sapevano che ancora ero in questa chat... non dico minacce, però intimidazioni sì: ‘tu non devi fare questo, non devi fare quest’altro ... guarda di qua, guarda di là...’”.

travers « *a number of theoretical tools (including powerful brainwashing metaphors) ready for use which help to explain precisely why the organization is evil and able to deprive its members of their free will* » » (Introvigne, 1999, p. 85).

Ce qui fait toutefois nuancer l'attribution du statut d'apostate à Rachele est que son organisation semble plutôt ignorer son départ, plutôt que de s'acharner contre cette ex-activiste. Rachele fait toutefois l'hypothèse que le LSCA évite de parler de sa défection, car « ils ont peur que tu puisses mal parler de l'endroit (...) qu'on puisse découvrir (...) que les centres sociaux ne sont pas aussi beaux qu'on les décrit dehors ⁵⁹² ».

6.4.2. Les partant·e·s ordinaires

Le·a partant·e ordinaire, ou « *ordinary leave-taking* », correspond selon Introvigne au type qui est à la fois « *the most common and the least often discussed* » (Introvigne, 1999, p. 84). Parmi les 7 ex-activistes interviewé·e·s, Gina est la seule qui correspond étroitement à cette catégorie. Selon Introvigne, ce type de partant·e quitte son organisation dans un processus le plus souvent non conflictuel. Tout simplement, « *in what has become the normal process of moving from one social "home" to another in different fields, [the ordinary leave-taker] simply loses interest, loyalty, and commitment to an old experience and proceeds to a new one* » (Introvigne, 1999, p. 84). Ainsi, Gina a décidé de quitter le FP de manière « presque naturelle ». L'usure du temps faisait qu'elle ne trouvait plus l'enthousiasme nécessaire pour compenser les côtés négatifs de son engagement, ce d'autant plus que son temps libre se réduisait à cause d'une « rupture biographique » (Agrikoliansky, 2017), soit le début d'un doctorat. Cette expérience de militance ne manque pas vraiment à Gina. Elle considère qu'elle a fait son temps, ce qui correspond à l'image qu'en donne Introvigne : « *The ordinary leave-taker holds no strong feelings concerning the past experience* » (1999, p. 84).

6.4.3. Les retraité·e·s célèbres

Ce type n'est pas présent dans la typologie proposée par Introvigne, mais je l'ai élaboré à partir des parcours de deux ex-activistes en particulier : Gianni (ex-FP) et Alfonso (ex-VG). Le retraité·e célèbre est quelqu'un·e qui, dans le passé, a joué un rôle très important dans une organisation — dans mon cas, un LSCA. Après son départ de la vie active de l'organisation, le·a retraité·e garde un rôle dans celle-ci en raison de son poids dans l'histoire de l'organisation, sans pour autant que cela implique un rôle dans le processus de décision. Ce nouveau rôle peut prendre des formes diverses et devenir presque symbolique, ou encore consister en une participation limitée à certaines instances de l'organisation.

Gianni (ex-FP) est, évidemment, le principal inspirateur de cet idéal-type. Ce militant historique du FP a quitté l'assemblée du FP pour prendre du temps pour lui et va passer d'un rôle actif à celui, presque cérémoniel, de personnage illustre, de source de mémoire du lieu — toujours le bienvenu sur place —, mais intervenant dans des projets seulement quand ceux-ci concernent le passé du lieu. Garder ce rôle tout en sortant de l'assemblée n'aurait été

⁵⁹² “Cioè loro hanno paura che tu possa parlare male del posto... non all'interno del posto e portare malcontento, ma fuori. e che quindi si possa scoprire che quello che noi vogliamo far diventare normalità nel mondo, cioè, noi vogliamo tutto il mondo come i nostri centri sociali, si scopre che i centri sociali non sono belli come potremmo... come li descriviamo fuori”.

certainement pas possible pour tout le monde. C’est son rôle de militant historique, « de fil conducteur » de l’expérience de l’autogestion du FP — comme dit lui-même — qui lui donne cette possibilité d’être libéré des devoirs et des tâches de la militance quotidienne, tout en gardant un rôle de prestige au sein du LSCA.

Le départ d’Alfonso (ex-VG) s’est lui fait par une « *rottamazione* », par un « *turn over* » imposé, à la suite d’un âpre conflit, par une génération plus jeune d’activistes. En d’autres termes, si Gianni est spontanément parti à la retraite, Alfonso y a été *forcé*. Pourtant, malgré ces conflits et, *de facto*, son exclusion du LSCA, Alfonso arrive à garder un pied dans le VG. Certes, on est bien loin du rôle que Gianni peut avoir au FP, mais il est difficile d’imaginer que d’ancien·ne·s militant·e·s parti·e·s à la suite d’un conflit auraient quand même réussi à garder « deux pièces » pour se réunir dans leur ancien LSCA, sans qu’il y ait reconnaissance — peut-être à contrecœur — de leur rôle fondateur dans l’histoire de VG. De fait, ce *retraité* évoque avec une affection presque paternelle l’évolution qu’il a pu voir — même à distance — chez certain·e·s des activistes qui étaient juste des adolescent·e·s et, qui, maintenant arrivé·e·s dans leur quarantaine, lui semblent avoir radicalement changé.

6.4.4. Les fugitif·ve·s

Le·a fugitif·ve est un·e ex-activiste qui — à la suite d’un conflit animé et/ou douloureux et/ou d’un *burn-out* — décide de quitter son LSCA en coupant toute relation. Ayant poussé trop loin sa résistance — à la fatigue, à l’acceptation des côtés négatifs, etc. — le·a fugitif·ve, une fois prise la décision tant repoussée de partir — parfois en déguisant (à elle/lui-même et aux autres) cette défection sous l’évocation d’une pause —, ne veut plus entendre parler ni penser à son expérience précédente. Avec le temps, il·elle/iel tendra à reconnaître les aspects positifs de l’expérience militante, mais les côtés négatifs, l’épuisement physique et mental rendent impossible pour cette personne de renouveler telle quelle l’expérience. En d’autres termes, face aux mauvais souvenirs, au dégoût, à l’écœurement, la stratégie que le fugitif·ve adopte est celle de l’évitement. Parfois, cet évitement est source de regrets, notamment quand le LSCA semble menacé (p. ex. risque d’éviction) ; pourtant, le·a fugitif·ve·s n’arrive pas à reprendre contact avec ses ancien·ne·s camarades, pas plus qu’avec le milieu auquel il·elle associe à cette expérience, et qu’il·elle veut juste oublier.

Évidemment, ce type de profil a été inspiré par Carla (ex-CO). Cette activiste ne peut être considérée ni comme une partante ordinaire (elle n’est pas partie parce que son intérêt s’était juste épuisé ; son départ n’était pas *indifférent* pour l’organisation ; l’expérience qu’elle a quittée évoque bel et bien chez elle des sentiments forts) ni comme une apostate (Carla ne *démonise* pas l’organisation, elle ne veut juste plus en rien savoir, voire elle se reproche de ne pas avoir su garder du temps et de l’espace pour soi quand il fallait). La modalité de son départ (une fuite déguisée en pause), ainsi que le rapport post-défection (évitement complet de tout ce qu’elle associe à cette phase de sa vie) laissent bien penser à la figure de quelqu’un·e en fuite, qui rarement décide de regarder en arrière. Pour elle, son expérience à *Communia* est « une blessure à oublier⁵⁹³ » et « [sa] difficulté est de retourner où [elle] étai[t] avant (...), de retourner

⁵⁹³ “Una ferita da dimenticare”.

en arrière⁵⁹⁴ ».

6.4.5. Quel type d'activiste devient un·e partant·e ?

J'ai proposé des profils de partant·e·s basés sur les raisons les modalités de leur départ, ainsi que sur la manière dont ces ex-activistes ont vécu les phases d'après leur défection. On peut faire une réflexion inverse, en se demandant non seulement quels sont les profils des partant·e·s, mais aussi quel est le profil typique de celle/celui qui décide de parti. En d'autres termes, quels types d'activistes font le plus souvent défection ?

Selon Kanter, plus les efforts ont été importants, plus il est difficile de partir, alors que, selon Cress, c'est plutôt l'inverse : « *Les plus actifs sont les moins persistants* ». Ceci amènerait à mettre « *le burn-out au centre de la logique du désengagement* » (Fillieule, 2005, p. 40-41). Notre enquête montre qu'il n'est guère possible de trouver une correspondance étroite avec l'une ou l'autre de ces affirmations.

Le constat est que celles et ceux qui persistent le plus longtemps dans l'engagement ne sont pas celles qui ne se sont jamais données corps et âme pour la cause. Toutefois, si la fatigue est la force centrifuge que les enquêté·e·s ont le plus mis en avant, les *burn-out* ne sont pas récurrents. De fait, la fatigue n'est pas un critère de défection tant que les personnes arrivent à garder une vie en dehors leur militance, à être actives sans se faire « bouffer (*fagocitare*) » par celle-ci, comme le dit Silvia (CR). Il en va de même de même des personnes qui prennent des pauses quand elles en ressentent le besoin. Elles tendent à retourner aux LSCA plus motivé·e·s qu'avant, ce qui contribue à prolonger leur engagement.

Au contraire, ceux et celles qui — comme Carla (ex-CO) — n'arrivent pas à garder en juste équilibre entre un temps nécessaire pour soi-même et un temps dédié au militantisme ont tendance à atteindre un point de rupture qui les amène au départ.

⁵⁹⁴ «*La mia difficoltà è tornare dove ero prima... come se fosse tornare indietro*».

Retour autoethnographique sur la séquence « abandonner »

Mon expérience personnelle m'a inspiré pour l'ensemble des séquences de l'analyse des carrières militantes, car, comme certain·e·s de mes enquêté·e·s, j'ai aussi choisi de faire défection. Pourtant, mon expérience du départ ainsi que les rapports que j'ai noués par la suite sont assez particuliers et j'ai du mal à me placer dans une des typologies de « partant ».

Cette défection ne s'est pas faite de manière bruyante, ni a eu lieu à un instant précis. Elle s'est plutôt diluée dans le temps. Avoir déménagé à Lausanne a marqué une forte discontinuité dans mon engagement : tout d'un coup, je n'avais plus la possibilité d'aller aux assemblées plénières hebdomadaires ou aux réunions du collectif féministe-LGBT. En réalité, cela m'allait bien, car l'activité militante commençait à être déjà trop fatigante, même si je n'osais pas en parler avec mes camarades.

Malgré tout, réitérer mon expérience de chercheur-activiste (qui avait été très dure auparavant) m'a semblé être l'opportunité de continuer l'engagement : à nouveau, j'ai choisi comme sujet d'étude les LSCA. Pourtant, cette fois-ci, je n'ai pas tenu sous le poids de cette double casquette : lors de mes séjours à Rome, j'ai petit à petit perdu l'habitude de me rendre aux réunions, de prendre des responsabilités, et j'ai « vaguement » opté de me limiter à mon rôle de chercheur et d'ami des camarades de mon ancien LSCA. Tout cela s'est fait de manière graduelle, car je ressentais un fort sentiment de culpabilité, non seulement parce qu'en cela je réduisais encore davantage les — déjà — faibles forces de Communia, mais aussi parce que j'exploitais l'activisme de mes camarades pour mes propres intérêts (et en recevant un salaire énorme selon les standards italiens), et cela sans même y contribuer. Que certain·e·s de mes meilleur·e·s ami·e·s/camarades eussent quitté le collectif fut quelque chose qui a certainement contribué à ce choix.

La relation avec Communia — notamment depuis le départ de ces personnes si proches de moi — devint alors plus complexe. A posteriori, je me demande même si c'est cette gêne qui m'a fait repousser les entretiens avec les activistes de Communia qui n'avaient pas fait défection et prioriser les LSCA que je connaissais moins, pourtant moins faciles d'accès. Est-ce que cette situation ambiguë me poussait à éviter mon ancien lieu autogéré ?

Un événement lié à la thèse a changé la situation. Imprimer les atlas des relations entre LSCA à destination des lieux autogérés ayant participé à ma recherche m'a permis de retrouver un rôle où je me sentais légitime. En effet, ce livret était la démonstration tangible que je faisais réellement quelque chose de concret pour et sur les LSCA. Mais ce n'est pas tout : l'atlas m'a permis également de discuter ouvertement de mon projet, même avec les activistes avec lequel·le·s je n'avais eu que peu d'échanges à ce sujet. En effet, si mes questions de recherche ont été formulées en discutant avec certain·e·s militant·e·s, cela n'a pas été fait dans un processus collectif où tout le monde était impliqué. Cependant, présenter l'atlas et ainsi avoir une occasion concrète et justifiée de discuter collectivement de ma recherche m'a permis d'énoncer auprès de tout le monde mes intentions. Les bons retours que m'ont faits les activistes sur mon projet et sur son utilité pour la cause m'ont fait sentir légitime à ne vouloir garder — pour l'instant — qu'une seule casquette : celle de chercheur. Même si cela ne m'empêche pas de participer, à l'occasion, que ce soit à Rome, à Lausanne, à Genève ou à Paris, à des actions, activités et manifestations des mouvements dont je me sens proche.

6.5. Séquence abandonner: bilan

Nous avons structuré l'analyse en trois phases, inspirées, partiellement, par celles proposées, il y a plusieurs décennies, par la sociologue américaine Fuchs-Ebaugh sur la « sortie de rôle » (Fillieule, 2005) :

1. La première phase débute le processus qui amènera à la défection. Elle correspond au moment où un·e activiste commence d'avoir des doutes quant à la pertinence de son engagement militant au sein d'un LSCA.
2. La deuxième est celle du point de retournement, du point de rupture. La tentation de partir se transforme en départ effectif.
3. La troisième suit la défection.

Après avoir analysé ces trois phases à l'aide de la littérature existante et des témoignages de 7 ex-activistes des LSCA, nous avons proposé une typologie des « partant·e·s ».

6.5.1. Sur les traces des forces centrifuges, le long processus qui amène au départ: bilan

La persistance dans l'engagement est la résultante d'une balance entre forces centripètes et forces centrifuges. Tou·te·s les militant·e·s ressentent à un moment ou l'autre de leur carrière le désir d'y mettre fin. Comment se fait-il que certaines de ces forces centrifuges aboutissent à une défection et d'autres non ? J'ai analysé les vecteurs qui ont amené au départ des 7 ex-activistes interviewé·e·s, en restituant la manière dont les premiers doutes émergent, amorçant le processus qui amènera au départ. J'ai ensuite identifié des facteurs qui ralentissent le processus de désengagement. Enfin, j'ai mené une réflexion sur l'importance d'avoir des *alternatives* au militantisme pour que le départ soit effectivement envisageable.

J'ai rendu compte de la nature de ces doutes, en dégagant trois ordres de raisons qui — tout en n'étant pas exhaustifs — donne une idée des motifs les plus communs pouvant conduire à la défection.

Le premier de ces ordres est celui que j'ai décrit comme « le bousculement vers une perception négative de son organisation ». Certain·e·s activistes commencent de développer le « *sentiment que l'institution ne répond plus à la "bonne définition" (...) de ce qu'elle doit être ou faire* » (Fillieule, 2005, p. 30). Ce sentiment peut surgir de différente manière. Parfois, ce changement de perception est assez rapide, par exemple à la suite d'un *turn over* lié à la *prise de pouvoir* des générations plus jeunes de militant·e·s. Dans d'autres cas, ce sentiment peut se développer lentement, et ce n'est souvent que rétrospectivement que les activistes repèrent les *indices* qui — bien avant leur prise de conscience — auraient pu les pousser à s'interroger plus précocement sur les *défauts* de leur LSCA. Une suite de conflits et de désaccords, mais aussi les petites déceptions du quotidien, tendent à déciller les yeux de militant·e·s, qui modifient radicalement leur opinion du LSCA.

Le deuxième ordre de raison relève des doutes qui émergent à cause de la fatigue physique et mentale — voire du *burn-out* — que le militantisme peut provoquer. Le caractère intrinsèquement énergivore de l'activité militante est accentué dans les LSCA, où, aux activités

classiques s'ajoutent celles de la gestion de l'espace matériel.

Enfin, le troisième ordre de raison concerne les cas d'activistes qui, sans subir de conflits, de déceptions ou de *burn-out*, commencent d'avoir des doutes sur leur militance car celle-ci prend trop de temps sur d'autres activités ou aspects de la vie auxquelles ils·elles voudraient se dédier davantage. L'envie de partir prend des intensités très variables lors du processus de désengagement, qui peut être long.

Des facteurs généraux expliquent pourquoi entre les premiers doutes et le départ effectif il peut s'écouler plusieurs années (entre 2 et 9 chez mes 7 ex-activistes). Les différentes forces centripètes qui peuvent intervenir entre temps, renouvelant la motivation et l'enthousiasme envers l'activité militante, y contribuent. Il en va de même des réactions des autres militant·e·s à la verbalisation des doutes. Si les autres activistes ont une réaction positive quand un·e militant·e leur fait part de ses doutes et l'encouragent à prendre une pause temporaire, à long terme cela se révèle être un gage de fidélité. Grâce à cette attitude compréhensive, l'activiste sera moins réticent à prendre du temps pour lui/elle, ce qui limite fortement les risques de subir un *burn-out*.

Faire défection dépend aussi de la présence — ou non — d'alternatives. Après avoir été militant·e d'un LSCA pendant des années, voire des décennies, il n'est pas facile de *sortir de ce rôle*. Pour que la défection soit envisageable, il faut se sentir prêt·e à abandonner ce *vieux* rôle et en assumer un autre.

6.5.2. Le point de retournement: bilan

Les conflits jouent un rôle essentiel dans le choix de faire défection, même s'ils en sont rarement les seuls contributeurs. Le désengagement, on l'a dit, n'est pas « monocausal » (Agrikoliansky, 2017, p. 180).

Les conflits doivent tout d'abord être fréquents et durer sur une période longue. Le départ définitif n'a de plus en général lieu que quand les activistes se rendent compte que les conflits n'amènent pas grand-chose. Les conflits ne sont pas seulement doctrinaux ou stratégiques, mais aussi d'ordre relationnel.

Toutefois, les conflits n'ont parfois rien à voir avec la décision de partir. Le départ se fait alors de manière pacifique, à la suite d'un processus personnel amenant les activistes à regretter d'avoir peu construit — ou de ne pas pouvoir construire — en dehors du militantisme. Les ruptures biographiques importent aussi et peuvent être liées tout aussi bien à des impératifs professionnels qu'à des contingences familiales. Les défections ont parfois également un caractère mimétique, lorsque le départ de camarades avec qui on avait partagé une longue histoire militante font perdre du sens à son propre engagement.

Les modalités par lesquelles les départs s'opèrent sont variées. Ils peuvent avoir lieu de manière individuelle ou collective. Dans ce dernier cas, le départ peut donner lieu à une scission — qui aboutit donc à la création d'une autre entité. En outre, ces départs peuvent s'opérer de manière discrète (en déguisant la défection en pause temporaire), bruyante (à la suite d'un conflit animé), ou encore de manière touchante, voire théâtrale (par exemple en lisant une lettre d'adieu à destination de ses camarades pendant une assemblée).

L'approche de Fuchs-Ebaugh mobilisée permet d'avoir un schéma clair des dynamiques

de sortie de rôle ou — dans notre cas — de défection de l'engagement militant. Reste que cette approche « *n'est cependant pas entièrement convaincante* », car l'effort de généralisation fait, jusqu'à proposer un schéma universel de la sortie de rôle, empêche « *de prendre sérieusement en compte le jeu des contextes sociaux dans lesquels surviennent les sorties de rôle* » (Fillieule, 2005, p. 31). On a effectivement constaté que des départs se faisaient dans des phases de reflux des mouvements sociaux, mais qu'ils étaient improbables lorsque « son » LSCA était menacé d'éviction.

6.5.3. La vie post-défection : bilan

Les parcours qui suivent la défection d'un lieu autogéré sont très variés. Cependant, selon les paramètres retenus, il est possible de regrouper les récits des ex-activistes interviewé·e·s en trois pôles distincts.

Le premier, concerne les ex-activistes, qui, après leur départ, continuent à se considérer comme des militant·e·s, même si leur militance prend d'autres formes que celle dans un LSCA.

Le deuxième pôle concerne les activistes qui se sont complètement éloignées non seulement de leur LSCA — ce qui est une caractéristique de presque tou·te·s les enquêté·e·s —, mais aussi des milieux militants. Couper les ponts avec le collectif n'est pas forcément signe d'un départ conflictuel. Il peut s'agir soit de vouloir simplement se consacrer à d'autres choses, soit d'une véritable stratégie d'évitement, car l'expérience militante est une véritable « blessure à oublier ». Toutefois, un retrait total du militantisme ne signifie pas pour autant arrêter de s'intéresser aux questions politiques et sociales. À l'instar des résultats d'autres études, notre enquête montre que ce n'est qu'une petite « *minorité [qui] choisit le retrait pur et simple et rentre dans le rang, la plupart vont chercher à concilier leurs convictions politiques et la recherche d'un avenir* » (Fillieule, 2005, p. 38).

Le troisième pôle concerne les enquêté·e·s qui ne se considèrent plus activistes, tout en continuant à fréquenter les milieux militants — pour les ami·e·s qu'on s'y est fait·e·s ou pour les événements proposés —, voire en collaborant occasionnellement avec leur ancien LSCA, ou d'autres.

6.5.4. Vers une typologie des « partants » : bilan

Notre typologie a été élaborée en partie à partir de celle proposée par Introvigne (1999) concernant le parcours de sortie d'organisations religieuses, et enrichie de profils supplémentaires issus de l'observation des parcours de mes enquêté·e·s. Nous avons identifié 4 idéaux-types, dont seuls les deux premiers sont issus d'Introvigne (1999) : les apostat·e·s ; les partant·e·s ordinaires ; les retraité·e·s célèbres ; les fugitif·ve·s.

Le premier comprend les personnes parties du collectif à la suite d'un conflit et qui se retrouvent à incarner, après le départ, la figure « d'ennemi professionnel » (Introvigne, 1999) de l'organisation et qui portent un regard très sévère sur leur ancien LSCA.

Le deuxième correspond aux personnes qui partent sans une raison particulière — si ce n'est la perte d'intérêt ou l'envie de passer à autre chose —, et sans faire trop de bruit.

Le troisième, les retraité·e·s célèbres, décrit des activistes ayant joué un rôle important dans l'histoire de l'organisation et qui, après leur défection — même si elle peut être vue comme une expulsion ou un *turn over* forcé — gardent un rôle *honorifique* au sein de leur ex-LSCA.

Sans que cela implique le pouvoir d'intervenir dans le processus de prise de décision, ils·elles peuvent garder un droit de regard, être impliqué·e·s dans certain·e·s projets, voire garder un espace à elles·eux au sein du LSCA.

Enfin, le quatrième et dernier type est celui des fugitif·ve·s, soit des personnes pour qui le départ était la seule option viable. Des conflits très âpres, ou encore un *burn-out*, rendent impossible pour le·a fugitif·ve de continuer à fréquenter son LSCA. D'une certaine manière, cette personne a poussé trop loin sa résistance et, après le départ, n'a plus l'envie et la force de renouer avec son passé, qu'il·elle évite à tout prix.

Nous nous sommes enfin interrogés sur ce rendait le plus probable de quitter un LSCA. Tout porte à croire que c'est de ne pas arriver à maintenir un équilibre entre sa vie personnelle et l'activité militante. En d'autres termes, le *surengagement*, ne plus avoir du temps pour soi-même, sont des vecteurs essentiels de défection.

Conclusion de la deuxième partie: de l'analyse des carrières militantes à l'importance de la dimension spatiale

Dans cette partie nous avons analysé les carrières militantes des 22 activistes de 5 lieux (politico-)socio-culturels autogérés de Rome.

Comprendre leurs trajectoires rend compte du mouvement ayant amené à la production des lieux autogérés. Cette approche se fonde sur l'idée d'un renversement de la perspective géographique qui pose le mouvement comme « *premier fait géographique* » plutôt que le lieu (Retailé, 2014, p. 8). Partant, s'intéresser aux vies des activistes signifie — aussi — s'intéresser à comment ce mouvement social peut exister, et donc, aussi, à comment les *lieux* qu'il produit peuvent naître, perdurer ou disparaître.

Ces parcours de vie ont été analysés en trois séquences : commencer, continuer et abandonner.

Dans la première séquence, il s'est agi de décrypter les processus qui amènent certaines personnes à s'engager dans des LSCA. Les activistes des LSCA ont des parcours et des expériences variées. Certain·e·s militant·e·s ne correspondent guère aux profils que l'on s'attendrait à trouver dans une organisation politique. Au-delà des personnes qui sont passées par des engagements militants plus classiques (p. ex. collectifs universitaires, associations, partis), ou qui viennent de familles politisées à gauche, d'autres semblent avoir « débarqué » dans le LSCA par des voies qui ont que peu à voir avec la politique. Attirées par l'offre contreculturelle de ces lieux, par leur offre musicale ou encore leur caractère antiprohibitionniste, ces personnes se sont ainsi retrouvées à évoluer dans un milieu politisé, qu'elles n'avaient pas recherché spécifiquement. D'autres entrent en contact avec les LSCA, car il s'agit avant tout de lieux de leur quartier ou dans lesquels on se bat contre la dégradation de certains espaces urbains auxquels ils·elles sont attaché·e·s. De plus, d'autres facteurs entrent en jeu, comme la vie privée (ruptures amoureuses, deuils, déménagement, etc.), des expériences prépolitiques propices (scoutisme, etc.), les prédispositions familiales ou encore le contexte (géographique, historique, social et politique) dans lequel ces personnes évoluent.

La deuxième séquence a permis d'analyser les mécanismes qui amènent l'engagement à se stabiliser, voire à se pérenniser. La persistance, ou non, dans l'engagement résulte d'une pondération des aspects attrayants et repoussants de l'activité militante, définies en tant que forces centripètes et centrifuges. Les activistes apparaissent souvent tiraillé·e·s entre elles, notamment quand l'enthousiasme du début commence à s'estomper et que ce qui était nouveau et excitant devient routinier. Du côté des forces centrifuges, la fatigue que militer implique est la plus couramment évoquée, comme aussi les déceptions et les conflits. Les forces centripètes sont diversifiées, telles que le fait que militer puisse aider à dépasser ses propres limites (p. ex. la timidité), que cela permette de créer des liens humains très forts, de retirer une grande satisfaction des résultats des mobilisations entreprises et bien d'autres encore. Ces forces-là contribuent à créer un sentiment d'attachement et d'appartenance souvent très fort à ses camarades, à son LSCA et à l'univers militant des lieux autogérés. Parfois, avec le temps, ce qui étaient des *rétributions* se transforment en coûts, non seulement en raison des contraintes de l'activité militante elle-même, mais aussi parfois sous l'influence d'événements de la vie

privée.

Nous avons enfin rendu compte des raisons qui amènent à la défection de certain·e·s militant·e·s et des modalités par lesquelles elle s'effectue. Ces départs peuvent avoir lieu de manière conflictuelle ou pacifique, collective ou individuelle, ce qui fera que ses rapports avec son ancien LSCA pourront être détendus, inexistantes ou pleins de rancœur. Malgré une pluralité de profils de partant·e·s, un élément constant paraît les réunir tous : aucun·e ex-activiste n'a perdu l'intérêt ou la sensibilité pour les questions politiques et sociales, même ceux et celles qui — au vu d'expériences très négatives dans leur LSCA — ont décidé de fuir toute activité militante. D'une manière ou l'autre, tou·te·s gardent l'envie de continuer à essayer de changer la société ; tou·te·s ont été profondément marqué·e·s par leur expérience militante dans les LSCA, qui constitue souvent une des plus importantes de leur vie. Le lien établi avec le LSCA en tant qu'espace matériel semble être plus dur à couper que celui avec les humain·e·s. En effet, dans l'ensemble de ces séquences, un aspect émerge avec force : l'importance de la dimension spatiale de l'activisme dans les LSCA.

En ce qui concerne la séquence commencer, par exemple, que les LSCA soient avant tout des espaces matériels ouverts au public, où l'on peut se rendre pour assister à une présentation d'un livre ou à un débat, mais aussi pour y participer à un cours de yoga ou de théâtre, pour trouver de l'aide concernant la régularisation de ses papiers, pour un concert acoustique, danser toute la nuit sur de la musique techno, boire une bière à bon prix en fumant un joint sans que personne y redise, est un élément clé dans leur capacité à attirer des personnes qui ne se seraient pas forcément intéressées à la politique. Aller dans les LSCA pour une de ces activités permet — peut-être passivement au début — d'être *exposé·e* à des messages politiques, à un système de pensée contreculturel et altermondialiste (dans son sens littéraire). De plus, occuper et autogérer un espace matériel dans la ville signifie *arracher* un droit normalement réservé aux décideurs·euses politiques ou aux propriétaires (Claval, 2012) : déterminer et impacter par ses propres actions et idées l'espace urbain. Avoir cette possibilité — ou plutôt de l'*arracher* par la lutte — est un élément fortement attractif de ce type d'activisme et permet, en outre, d'attirer *aussi* des profils de personnes différents par rapport à ceux que l'on s'attendrait à voir dans les espaces militants « classiques » (p. ex. un parti politique).

Il en va de même dans les cas où l'occupation d'un LSCA est faite pour *sauver* un espace matériel menacé : certain·e·s personnes s'investiront non pas pour un positionnement politique spécifique, mais pour leur attachement au lieu menacé ou au territoire où celui-ci se trouve. En outre, l'ambiance des lieux autogérés influence aussi le *type* de personnes qui seront attirées ou repoussées par chaque LSCA. À cet égard, chaque lieu autogéré est différent et parfois changeant au fil du temps, et leurs animateur·trice·s et fréquentateur·trice·s reflètent aussi cette hétérogénéité et ses changements dans le temps.

La séquence continuer a aussi rendu compte de la centralité de la dimension spatiale, même si celle-ci peut parfois se révéler ambivalente. Que les LSCA soient des espaces matériels peut se révéler être un défi. Si le militantisme est de manière générale une activité énergivore (Agrikoliansky, 2017), dans les LSCA il faut non seulement mener les activités militantes classiques (réunions, manifestations, distribution de flyers, etc.), mais aussi gérer un espace matériel et les activités qui s'y déroulent. Cela rajoute des tâches supplémentaires aux activistes

des LSCA, qui peuvent ainsi encore plus facilement se retrouver au bord d'un *burn-out*. Toutefois, cela permet en même temps de retirer des satisfactions bien plus immédiates par rapport à des activités militantes *non spatialisées*. Au-delà des satisfactions que l'on peut retirer d'activités comme mener à bien une mobilisation, dans les LSCA s'ajoute aussi le fait même d'avoir contribué à créer — et littéralement à construire — un espace matériel contreculturel ouvert au public, avec des services et des activités que l'on juge justes et utiles, ce qui constitue une rétribution importante de ce type d'activisme. L'espace matériel amplifie la possibilité de tisser des relations amicales ou affectives, au vu de la proximité de corps que devoir gérer — et parfois guetter pour le défendre — un lieu occupé implique. De plus, disposer d'un espace matériel, que l'on peut fréquenter presque sans limites et où l'on trouve presque toujours des personnes connues et souvent amies, signifie que ce lieu peut se transformer en une véritable « maison autre », un espace intime qui constitue un espace tiers (ni domicile, lieu de travail). Ainsi, les LSCA deviennent pour certain·e·s de véritables points de repères ou de refuge, où passer son temps, où trouver du réconfort, où trouver des relations sociales. Bref, des lieux où l'on y mène sa propre vie.

Dans la séquence abandonner, la matérialité spatiale des LSCA joue également un rôle important, ne serait-ce que parce que, comme mentionné, disposer d'un espace matériel rend encore plus énergivore le militantisme. Les doubles tâches (politiques et de gestion de l'espace) peuvent amener au *burn-out* et dans certains cas au départ. Reste que les activistes passant beaucoup de temps dans leurs lieux, cela rend particulièrement difficile d'en partir et d'envisager une vie sans cet espace de leur ex-quotidien.

Le matériel empirique récolté pendant cette recherche montre donc à quel point l'espace est une composante essentielle de l'activité militante des lieux (politico-)socio-culturels autogérés. À partir de ce matériel et de la littérature, j'approfondirai dans la partie suivante la notion d'espace — dans toute sa complexité — en tant qu'*actant* fondamental du militantisme.

PARTIE III — L'espace matériel, un actant fondamental des LSCA et d'autres expériences militantes

L'analyse des carrières militantes a montré le rôle fondamental que joue l'espace matériel dans l'expérience militante au sein des lieux autogérés romains. Les activistes interviewé·e·s ont mis en avant que l'espace matériel des LSCA n'était pas juste la toile de fond de leur expérience, mais un élément ayant fortement influencé leurs parcours. Certaines personnes ont été attirées par le fait que les LSCA offrent la possibilité de déterminer de manière autonome les fonctions d'un morceau de l'espace urbain ; d'autres se sont politisées, malgré elles, en fréquentant un lieu autogéré pour profiter de ses services et équipements ; certain·e·s, ont mis en avant les satisfactions concrètes et tangibles qu'ils/elles ont pu tirer d'avoir créé et géré de leurs propres mains un lieu de rencontre, de sociabilité et de résistance ; d'autres encore ont souligné le *poids* pesant sur celles et ceux s'occupant d'un espace matériel, notamment à cause de la *double tâche* d'en assumer la gestion courante et de s'impliquer dans des réunions politiques et des manifestations. Quelles qu'en soient les raisons, ces témoignages montrent que l'espace est bien plus que le cadre de l'action des activistes. Il apparaît comme une dimension impactant fortement leurs expériences, tant au niveau individuel que collectif.

De fait, l'issue des interactions liées au militantisme impliquent non seulement des humain·e·s, mais aussi des non-humains, tel que l'espace lui-même, un actant non-humain essentiel du militantisme au sein des LSCA, comme il peut l'être aussi dans d'autres expériences contestataires. L'injonction à prendre en compte non seulement les humain·e·s, mais aussi les entités non-humaines — qu'on relègue habituellement au rôle d'objets ou de décor, mais qui en réalité sont consubstantielles des processus sociaux — est communément associée à Bruno Latour, et plus particulièrement à son *Actor Network Theory* (ANT). Selon cette théorie « *the material is thought to be intertwined with the social, and objects are actants* » (Müller & Reichmann, 2015, p. 13). Le statut que prennent les objets dans l'ANT « *is based on Bruno Latour's idea of a symmetric anthropology that enables us "to grasp the material not as a social structure or as symbolic objects, but as 'artefacts', as 'things' which are necessary components of social networks or 'practices'"* » (p. 13). Selon l'approche latourienne, il est biaisant d'ignorer les *objets*, les *choses* quand on étudie une société, car celle-ci ne se caractérise pas seulement par ses relations « d'intersubjectivité (*intersubjectivity*) » (entre êtres humains), mais par ses relations « d'interobjectivité (*interobjectivity*) » — qui impliquent donc des non-humains (Reckwitz, 2002, p. 209). Les technologies communicationnelles en ont fait une évidence (comment pourrait-on comprendre les formes de sociabilités des adolescent·e·s contemporain·e·s sans prendre en compte des actants non-humains tels que les *smartphones* ?), mais l'implication du non-humain n'est pas récente : comme nous le rappelle Reckwitz (2002), les anthropologues s'intéressant aux sociétés prémodernes ont prêté une grande attention aux *objets* des cultures étudiées. Un des traits le plus caractérisant des sociétés humaines résiderait ainsi dans ces relations interobjectives : si, par exemple, l'on compare les sociétés des primates et humaines, la différence ne serait pas à chercher dans « l'intersubjectivité » (les sociétés de singes témoignent d'interactions sociales), mais plutôt dans le fait que les sociétés humaines se caractérisent *aussi* par des relations « interobjectives », leur permettant de durer au-delà du présent et d'interagir à distance (Reckwitz, 2002). Selon cette conception :

Certain things or artefacts provide more than just objects of knowledge, but necessary, irreplaceable components of certain social practices, that their social significance does not only consist in their being “interpreted” in certain ways, but also in their being “handled” in certain ways and in being constitutive, effective elements of social practices (Reckwitz, 2002, p. 210).

Partant, si l'on veut véritablement comprendre les sociétés humaines, il faut prendre en compte l'ensemble de ce que Latour appelle le « collectif », c'est-à-dire « le monde social étendu aux non-humains avec lesquels il entretient des rapports spécifiques » (Barbier & Trépos, 2007, p. 36).

Au sein de ce collectif, on trouve aussi l'espace matériel (Müller & Reichmann, 2015). Dans cette perspective, l'espace change de rôle : il devient un actant, un élément actif. L'espace n'apparaît plus seulement comme un « container », mais un « mediator — as Bruno Latour demands of objects in his actor-network theory — which, in interacting with other non-spatial and non-human components, “makes someone do something” and thereby facilitates new connections (Latour, 2007) » (Klever et al., 2017, p. 28). Ainsi, l'espace peut surprendre ou résister (Yaneva, 2008), mais aussi « authorize, allow, afford, encourage, permit, suggest, influence, block, render possible, forbid and so on » (Klever et al., 2017, p. 28).

Pourtant, les approches latouriennes ne sont pas les seules à avoir posé comme nécessaire l'intégration d'éléments autres que l'humain et le social pour la compréhension de la société et de son organisation. Selon Doreen Massey (1984, p. 1) :

[W]hile the ‘substance’ disciplines of the social sciences (economics, sociology, politics) tend to focus on particular parts of society, however difficult these are to distinguish and define, human geography’s concern with ‘place’ (...) has often led it to the study of how those different elements come together in particular spaces to form the complex mosaic which is the geography of society.

Certaines approches géographiques ont ainsi montré — à l'instar de l'ANT, mais sans pour autant utiliser les mêmes termes — que les phénomènes sociaux ne sont pas indépendants du non-humain. Tout en s'écartant du déterminisme spatial, certain·e·s géographes se sont attelé·e·s mettre en évidence le rôle actif joué par l'espace dans tout fait social. À leurs yeux, celui-ci n'est pas seulement le produit et le cadre des relations humaines, mais il contribue aussi à les constituer : « Society is necessarily constructed spatially, and that fact - the spatial organization of society - makes a difference to how it works » (1994, p. 254). Autrement dit, « “The spatial” is not just an outcome ; it is also part of the explanation » (Massey, 1984, p. 4).

Cela s'applique aussi aux pratiques contestataires. L'espace forme « l'arrière-fond contextuel tout en participant de la dynamique constitutive des processus de contestation » (Martin & Miller, 2003, p.143-156, cité dans Auyero, 2005a, p. 124). Marx et Engels avaient déjà souligné le rôle non négligeable de l'espace en tant que facilitateur de mobilisations politiques : pour eux, « c'est la concentration dans l'espace des travailleurs qui permet leur mobilisation en tant que prolétariat industriel » (Auyero, 2005a, p. 125). En effet, « [à] l'instar de tous les autres phénomènes sociaux, la contestation s'inscrit dans un contexte géographique particulier. Et cette structure spatiale influe sur le déroulement de cette pratique collective, parce qu'elle est “située” » (p. 124). De plus, si « l'espace construit, en déterminant les interactions sociales, influe sur le déroulement des actions de contestation » (Auyero, 2005a,

p. 127), en retour le lieu et l'espace « *contribuent à actualiser les potentiels qu'offre l'espace tout en le restructurant* » (p. 126). On est face à la « *double dimension, structurée et structurante, de l'espace et du lieu* », décrite par William Sewell en 2001 (cité par Auyero, 2005, p. 127), qui montre que les mouvements contestataires sont non seulement « *façonnés et contraints par l'environnement spatial dans lequel ils s'inscrivent, mais participent également de la production de nouvelles structures et relations spatiales* ». Les mouvements sociaux — comme les LSCA — contribuent justement aussi à produire ces nouvelles structures et relations spatiales.

À partir de l'étude des lieux autogérés romains et d'autres cas issus de la littérature, je vais montrer en quoi l'espace n'est pas seulement la toile de fond des mouvements contestataires, mais un actant qui influence et participe à ce processus social — et spatial — qu'est le militantisme. Les militant·e·s forgent des espaces, les modifient, se les approprient ; en retour, ceux-ci permettent d'atteindre certains objectifs, de créer des relations ou, au contraire, parfois les inhibent. Il y a toujours une « *réciprocité (...) entre l'espace et le groupe qui l'investit* » ou, pour utiliser une expression bourdieusienne, « *une réciprocité entre habitat et habitus* » (Caro, 2020, p. 6).

Afin d'analyser le rôle actif de l'espace matériel dans l'expérience militante, j'ai organisé cette partie en deux chapitres.

Dans le chapitre 7, il s'agira de comprendre l'espace matériel non seulement comme le *cadre* de l'action des politiques contestataires, mais aussi comme un instrument, un outil que les militant·e·s peuvent mobiliser pour atteindre leurs buts. Je montrerai comment les activistes militent *par* l'espace, mais aussi comment celui-ci, en retour, influence leurs pratiques, expériences et ressentis, en impactant le sens, les formes et les résultats. Investir collectivement un espace matériel peut en effet être considéré comme un « *répertoire d'action* » (Tilly, 1995) — ou plus précisément, comme une « *tactique spatiale* » (Auyero, 2005) — pluriel et complexe, permettant de faire revêtir à l'espace « actant » au moins 6 fonctions, fondamentales non seulement pour les LSCA, mais aussi pour d'autres politiques contestataires.

Le chapitre 8 fera le bilan de l'analyse des rôles joués par l'espace dans des expériences militantes, pour insister sur les traits communs relatifs à la manière dont les LSCA et d'autres mouvements investissent collectivement un espace matériel. Les éléments partagés permettront d'identifier une tactique spatiale — qu'en m'inspirant de la littérature, je nomme « la mise en commun territoriale et oppositionnelle » — caractérisant les lieux autogérés, mais aussi d'autres expériences, comme les ZAD, les Maisons du peuple ou des squats. Ensuite, la dernière section mettra en avant le poids respectif de cette tactique dans ces différents mouvements : pour certains, elle revêt un rôle structurant central, voire indispensable, malgré leur ancrage géographique, temporel et idéologique diversifié.

Chapitre 7 — Investir collectivement un espace matériel: une « tactique spatiale » complexe

Quand bien même la dimension spatiale a été longtemps négligée dans l'étude du militantisme et plus généralement celle des politiques contestataires, elle y joue un rôle (Auyero, 2005 ; Ripoll, 2008). Les mobilisations peuvent avoir lieu « *dans et par l'espace* » ou celui-ci peut être, en soi, « *l'enjeu de la mobilisation* ». Ce chapitre analyse comment les politiques contestataires se mobilisent *par* l'espace ou, autrement dit, comment et pour quelles raisons celles-ci utilisent l'espace matériel en tant que *moyen, instrument et vecteur* de leur action politique et sociale.

Les activistes engagé·e·s dans des politiques contestataires peuvent mobiliser l'espace matériel afin d'atteindre leurs objectifs. Parmi les différents « *répertoires d'actions* » propres aux mouvements sociaux (Tilly, 1993), les « *tactiques spatiales* » (Auyero, 2005) — ou « *spatial repertories* » (Kohn, 2003, p. 16) — utilisent l'espace matériel pour atteindre ou faire valoir un projet ou une revendication politique. Parce que la société est nécessairement construite dans l'espace (Massey, 1994), « *[la] lutte collective se construit [aussi] dans et par l'espace* » (Auyero, 2005, p. 128).

Investir collectivement un espace matériel — c'est-à-dire l'occuper avec son corps, sur un temps plus ou moins long — est la manière la plus répandue de militer *par* et *à travers* l'espace, mais elle peut se faire de manière différente : occuper un lieu symbolique avec son propre corps lors d'un *sit-in* ou une manifestation ; s'approprier temporairement un espace ou s'y installer durablement afin de mettre en place une manière alternative de se rapporter aux autres et au monde ; etc.

À partir de l'étude de LSCA romains et d'autres exemples issus de la littérature, j'ai identifié une liste de 6 fonctions — non exhaustives — que l'espace matériel peut avoir quand des groupes ou mouvements contestataires décident de l'investir. La nature de ces fonctions et leur combinaison dépendent des raisons qui poussent les activistes à investir ces espaces et des modalités selon lesquelles cela se fait. Toutefois, si ces 6 fonctions font de l'espace matériel une opportunité pour les mouvements et groupes contestataires, selon Auyero (2005, p. 127), l'espace oppose « *des obstacles physiques comme il peut ouvrir des potentiels de mobilisation* ». Les espaces investis et appropriés par les militant·e·s peuvent donc entraver activement, voire clairement « résister » (Yaneva, 2008) à la volonté des activistes. L'espace est bien plus que le cadre de nos actions, mais un actant incontournable des phénomènes sociaux (Müller & Reichmann, 2015). Si l'on applique ce raisonnement aux mouvements sociaux, « *l'espace construit, en déterminant les interactions sociales, influe sur le déroulement des actions de contestation* » (Auyero, 2005, p. 127).

Cependant, avant de décrire les 6 fonctions de l'investissement collectif d'un espace matériel, il faut définir les lieux (et les tactiques spatiales) propres à une gamme de mouvements et de groupes contestataires :

- Tout d'abord, les **squats**, soit des espaces occupés illégalement et collectivement afin de les habiter ou d'y mettre en place des activités ; ceux-ci peuvent avoir un caractère plus ou moins ouvertement revendicatif (Péchu, 2010). L'action d'occuper un squat en

milieu urbain peut être décrite en tant qu'« *urban squatting* », c'est-à-dire « *living in — or otherwise using — a dwelling without the consent of the owner* » (Pruijt, 2013, p. 19). Cette pratique se caractérise par une durée relativement longue, ce qui la distingue d'expériences plus éphémères comme « *the use of buildings as crash pads, as well as demonstrative occupations* » (Pruijt, 2013, p. 22). S'il n'est pas aisé de parler d'un seul mouvement *squat* au vu de l'hétérogénéité qui caractérise les groupes qui mobilisent cette tactique, certain·e·s auteur·e·s en ont proposé des typologies.

Hans Pruijt (2013) propose 5 configurations qui ne sont pas à prendre comme étanches, mais qui peuvent se chevaucher : (1) le « *deprivation-based squatting* », qui décrit les situations où le fait d'occuper un espace pour se loger apparaît comme la seule solution pour certaines personnes ou certains groupes pour éviter de dormir à la rue ; (2) le « *squatting as an alternative housing strategy* », qui consiste dans le choix de personnes à revenu modeste (étudiant·e·s, artistes, etc.) d'occuper un espace afin de se loger « autrement » ; (3) l'« *entrepreneurial squatting* », soit occuper un espace afin d'y mettre en place des activités sociales, culturelles, économiques, pédagogiques etc. ; (4) le « *conservational squatting* », qui vise à empêcher un projet et, ainsi, préserver tel quel un paysage naturel ou urbain ; (5) le « *political squatting* », qui ambitionne de créer un contre-pouvoir face à l'État (Pruijt, 2013).

Bien que le terme de squat ne soit presque jamais utilisé dans le milieu des LSCA (même si des logements sont occupés à Rome par des groupes anarchistes), les lieux autogérés étudiés relèvent essentiellement à la fois de la 3^e et de la 5^e configuration, mais aussi — notamment dans le cas de C2 — de la 4^e. Reste que, dans le contexte italien, on préfère réserver le terme de squat à des logements occupés qui ne proposent des activités accessibles au public qu'à de rares occasions, ce qui exclut de facto les centres sociaux et les LSCA (Piazza, 2012).

- Un autre type d'espace investi par des mouvements contestataires est les **Zones à Défendre** (ZAD), mot issu du détournement d'un terme relevant du lexique de l'aménagement du territoire français, soit les « *zones d'aménagement différé* » (Egon & Laslaz, 2020). Les ZAD résultent essentiellement de conflits dits de *proximité* (Corroyer, 2019) et visent à occuper un terrain pour empêcher un projet considéré comme imposé et inutile (Deléage, 2018), à l'instar de la ZAD contestant le projet du nouvel aéroport de Nantes (Notre-Dame-des-Landes). Il ne s'agit toutefois pas seulement de tactiques de blocage : les espaces investis deviennent « *le lieu d'expérimentation, de fabrication et de mise en récit de façons divergentes d'habiter le territoire* » (Deléage, 2018, p. 2). Cette pratique et cette dénomination se sont diffusées (Deléage, 2018), y compris dans le canton de Vaud, en Suisse, où des militant·e·s ont occupé la « ZAD de la Colline », un terrain visé par l'expansion d'une grande cimenterie (Borzakian, 2021a).
- Quant au mouvement dit des « **Gilets jaunes** », il a animé la France à partir de l'automne 2018 avec comme but initial de s'opposer à « *l'augmentation du prix de l'essence et à la baisse du pouvoir d'achat* » (Gondreau & Bridier, 2020, p. 1). Les revendications se sont cependant élargies jusqu'à

aboutir à une liste de plusieurs dizaines de propositions appelant notamment à l'augmentation du SMIC, celle des retraites, la mise en place du référendum d'initiative populaire (RIC), un logement pour tous, et à de profondes transformations de la société française en matière de santé, de transport, d'éducation et de finances publiques (Gondreau & Bridier, 2020, p. 1).

Né sur les réseaux sociaux, le mouvement a pris une envergure nationale — voire internationale — et s'est caractérisé par des répertoires d'action variés (Gondreau & Bridier, 2020). En plus des grandes manifestations qui envahissent régulièrement le centre de la capitale française, les Gilets jaunes bloquent des péages autoroutiers (en donnant la possibilité aux automobilistes de passer gratuitement) ou des sites industriels, et recourent à « *des dégradations ciblées* » ainsi qu'à des « *formes de contestations (...) nouvelles, comme l'occupation pérenne de ronds-points* » (Gondreau & Bridier, 2020, p. 1).

Les femmes et les hommes en jaune se sont notamment approprié les ronds-points des zones périurbaines, les transformant en lieux de vie, places publiques, nouveaux médias, dispositifs d'entraide, ateliers de formation et d'éducation populaire (Gwiazdzinski, 2019, p. s.p.).

- Le « **Mouvement des places** » (Guichoux, 2016) ou le « **Mouvement des occupations** » consistent eux en des expériences « *qui [ont] secoué le monde occidental et méditerranéen au cours de l'année 2011 (Occupy Wall Street, la place Puerta del Sol et le mouvement des indignés, la place Tahrir...)* » (Nicolas-Le Strat, 2016, p. 4). Certain·e·s considèrent que l'occupation de place de la République à Paris par les militant·e·s de « Nuit Debout » en 2016 en relève (Guichoux, 2016). Ces mouvements pluriels s'articulent autour d'enjeux divers, mais ont en commun l'occupation d'une place publique pour y mener des actions et des discussions. Nicolas-Le Strat (2016) identifie au moins trois faits saillants de ces mouvements-là : (1) les manifestant·e·s — souvent des précaires, des sans-emplois, des sans-logement, des migrant·e·s — décident d'utiliser le seul instrument à leur disposition, c'est-à-dire leur corps, pour « incarner » leur opposition en occupant « *physiquement et matériellement* » des espaces symboliques (Nicolas-Le Strat, 2016, p. 2). Ensuite (2), en investissant ces espaces, les manifestant·e·s montrent leur capacité à se réapproprier un espace public dont ils/elles sont exclu·e·s. Enfin (3), ces expériences permettent aux activistes de démontrer leur capacité à s'organiser de manière autonome et « à inventer », lors de ces occupations qui se prolongent parfois sur un temps relativement long, « *une gestion démocratique de la vie quotidienne* » (p. 3).
- Quant aux **Maisons du peuple**, elles sont des espaces liés au mouvement coopératif. Celui-ci est né en « *lien avec les mouvements socialistes et catholiques (...)[et a amené, dès] la fin du 19e siècle, un peu partout en Europe, [à la naissance] des sociétés coopératives offrant des biens de consommation à bas prix à la classe ouvrière* » (Cossart & Talpin, 2012, p. 584). Si, initialement, les coopératives s'envisageaient comme ayant un rôle économique à jouer, « *elles n'ont jamais servi uniquement à fournir du pain et du charbon bon marché. Elles vont en effet progressivement apparaître comme des piliers essentiels de l'organisation de la vie ouvrière, rythmant*

la sociabilité ordinaire dans plusieurs villes » (p. 584). C'est au sein de ce mouvement que sont nées les Maisons du peuple, qui étaient des « *espaces d'entrelacement du politique et de la sociabilité ordinaire, [et qui] ont été [des] lieu[x] important[s] de politisation de la classe ouvrière* » (p. 584).

At the end of the nineteenth century, the proliferation of socialist-inspired houses of the people changed the symbolic urban landscape across Europe. They were sites of sociability that served the pragmatic purpose of providing office space individual workers' organizations such as peasant leagues, women's groups, mutual aid societies and cooperatives. Moreover, house of the people served an important role as a point of reference for popular life – both symbolically and functionally (Kohn, 2003, p. 87).

Certains LSCA s'inspirent directement de ces expériences ouvrières, alors que dans d'autres les similitudes sont moins visibles et assumées.

Ces espaces collectivement investis peuvent avoir, avec des intensités différentes, 6 fonctions, identifiées à partir de mes études de cas et des exemples issus de la littérature.

7.1. Investir un espace pour transmettre des messages

Le choix d'investir collectivement un espace peut se faire dans le but de transmettre un message à différents destinataires, comme les détenteur·trice·s du pouvoir, les personnes que l'on voudrait mobiliser ou dont on voudrait obtenir le soutien. Selon le·a destinataire du message, la culture politique propre à chaque groupe, le contexte social et politique, mais aussi le type de message que l'on veut communiquer, la manière d'investir l'espace sera différente.

L'usage de l'espace peut se faire avec trois intentions et modalités, relevant également de tactiques spatiales :

1. Utiliser la présence collective des corps pour investir symboliquement des lieux (symboliques ou non) afin de transmettre un message, un contenu ;
2. Utiliser l'espace matériel comme support physique pour afficher et véhiculer des messages ;
3. Se servir — y compris en les détournant — de l'architecture et de l'aménagement d'un espace pour faire écho à un projet ou une vision.

7.1.1. Investir avec les corps un espace symbolique/investir symboliquement un espace

Que l'on s'oppose au « *sacrosaint droit de propriété* » (Borzakian, 2021a, s.p.) par l'occupation d'un immeuble abandonné ou que l'on impose la (co)présence de corps dans l'espace public lors d'une manifestation de rue, l'intention est toujours de communiquer un message (une revendication, une révolte, un ras-le-bol, etc). Selon (Kohn, 2003), la plupart des « *'spatial repertoires' (sit-ins, demonstrations in the piazza, marches on the capital, pilgrimage to monuments) fall into this category because their goal is to communicate a message to the public or to the powerful* » (p. 16).

Dans les cas des manifestations, les corps présents dans l'espace public servent à la mise

en scène de l'importance de ce sur quoi un groupe conteste, ce qui sera d'autant plus impactant que le nombre de personnes présentes est grand. L'occupation d'un immeuble incarne une double résistance, à l'aménagement du territoire par les pouvoirs publics et à la gestion capitaliste de l'environnement bâti (Pecorelli, 2015).

Occuper collectivement un espace constitue ainsi un acte politique qui « *manifeste (...) la volonté d'incarner physiquement et matériellement le rapport oppositionnel* » (Nicolas-Le Strat, 2016, p. 4). Selon Borzakian (2021a, s.p.), « *occuper un espace, c'est une manière de rappeler que, depuis l'avènement de la modernité, notre rapport à l'espace se nourrit de découpages et de privatisation* ». Il convient toutefois de considérer que toute pratique « *d'occupation illégale d'un lieu en vue de son habitation ou de son utilisation collective* » (Péchu, 2020, p. 565) — ou « *squatting* » pour certain·e·s auteur·e·s — ne se fait pas forcément avec une intention politique. Certaines expériences d'occupation utilisent le « *squat comme fin et non comme moyen* » (Péchu, 2020, p. 571) — donc sans revendication politique —, notamment lorsqu'elles sont motivées par une nécessité matérielle, comme dans le modèle du *deprivation-based squatting*. Certes, on pourrait faire valoir qu'occuper est, en filigrane, en soi une forme de « résistance » aux logiques propriétaires (Péchu, 2020, p. 571), mais sans raisonnement politique affiché ou sans un « *commoning* » — c'est-à-dire sans pratique de « mise-en-commun » (Festa, 2016a) —, on peut douter d'occupations pensées pour leur portée politique.

Ce qui n'est pas le cas du mouvement des LSCA, qui ne mobilise pas seulement des tactiques spatiales telles que l'occupation et l'autogestion d'espaces, mais recourt également à des répertoires spatiaux tels que les manifestations de rue. La présence de masse dans les rues de Rome a parfois été l'occasion pour les LSCA de montrer — de symboliser — à quel point le mouvement avait une base de soutien large. Ce que les activistes appelèrent la « manifestation des 20 000 » avait, par exemple, été un des moments forts de la campagne « *Diritto alla città / Decide Roma* » qui s'opposait aux menaces d'éviction, dont un bon nombre de LSCA étaient alors l'objet (Ranocchiari, 2016).

Le type de lieux investis par les corps n'est pas anodin. Souvent, le choix est fait de lieux qui ont une signification particulière, qui symbolisent ce que l'on cible, que ce soit pour le contester ou pour l'invoquer. On peut par exemple investir collectivement, lors d'une manifestation ou d'un sit-in, des lieux de pouvoir ou de représentation (par exemple, une ambassade), le monument dédié à une personne importante pour la culture nationale (Auyero, 2005), mais aussi, dans une visée presque *théâtrale*, investir des « *historical or monumental sites, to frame or dramatize a particular issue* » (Kohn, 2003, p. 16). Le choix d'investir *symboliquement* un lieu *symbolique* peut se faire aussi dans le but d'envoyer un message de manière très directe, quasi *ad hominem* ou *ad institutionem*. La mobilisation des LSCA qui s'appelait « *Diritto alla città / Decide Roma* » en est particulièrement illustrative : le 15 février 2016, les activistes décident de manifester et d'occuper le siège du Département communal au patrimoine, organe administratif responsable des évictions menaçant les lieux autogérés (Ranocchiari, 2016). Parfois, le quartier où se situe un LSCA devient la *scène* idéale pour envoyer un message à la population, aux médias et aux institutions. Par exemple, lors de l'éviction d'un lieu autogéré, réussir à rassembler un maximum de monde dans les rues du quartier est un moyen pour démontrer aux décideur·euse·s politiques et aux habitant·e·s à quel

point cette expérience tronquée par la force était importante pour le territoire. La capacité de ces corps en colère à envoyer des messages n'est pas exclusivement adressée aux acteurs externes (médias, institutions, population...), mais vise parfois aussi les activistes mêmes. Ainsi, comme l'analyse des carrières l'a montré, voir les rues remplies de monde (r)éveille chez les militant·e·s des émotions qui servent de 'carburant' à l'activisme, des émotions qui renouvellent une motivation parfois être mise à rude épreuve par les événements. Cette phrase de Janis (CO) est emblématique :

le cortège [qui a eu lieu après l'expulsion de Communia 2] était d'une dimension que je n'ai jamais vue dans le quartier. Donc c'est quelque chose qui te pousse à dire : "OK, alors je le fais parce que ça fait sens". Alors c'est vrai que cet endroit, outre que c'est un endroit trop cool, qui fait des choses super cool, sert vraiment à la ville, au quartier. Cela a joué un rôle fondamental dans ma motivation (...)⁵⁹⁵.

Pour au moins deux des LSCA investigués, le choix de leur occupation ne peut être vu comme purement opportuniste, se faisant donc en fonction des « disponibilités spatiales » du moment. L'occupation permet un détournement de leur usage antérieur à un usage — et une valeur — symbolique. Le *Forte Prenestino*, ancienne forteresse militaire, était un lieu de pouvoir martial : un collectif antiautoritaire et antimilitariste (entre autres) l'occupe et l'autogère depuis plus de 30 ans. *Cagne Sciolte* (littéralement, « Chiennes sans laisse ») est un espace autogéré féministe et queer occupé depuis 2013 (Cagne Sciolte, 2013). Selon le collectif *Altereva* — dans un communiqué de soutien publié à la suite de l'occupation (Collettivo Altereva, 2013, s.p.) —, l'occupation fut décidée en tant qu'acte de réappropriation, mais aussi pour sa valeur symbolique : le local était un ancien night-club exploitant la prostitution, fermé par décision de justice en 2008 et devenu propriété de la ville de Rome.

Les investissements *symboliques* de lieux *symboliques* — ce que Pruijt (2013, p. 22) appelle « *demonstrative occupations* » — se caractérisent souvent par une courte durée, même si des occupations de lieux symboliques se sont parfois étendues sur quelques mois, comme dans le cas de l'occupation du théâtre de l'Odéon à Paris par les intermittent·e·s du spectacle (Le Monde avec AFP, 2021), voire des années, comme pour le *Teatro Valle Occupato* à Rome, entre 2011 et 2014 (Borchi, 2017). Les investissements *symboliques* (ou *démonstratifs*) de lieux *symboliques* sur un temps relativement long finissent par dépasser la seule finalité de transmettre un message spécifique — tel que la défense des droits des travailleur·euse·s du spectacle dans le cas des deux théâtres mentionnés. La dilatation dans le temps de cette « *spatialization of resistance* » (Kohn, 2003, p. 16) permet de créer des lieux de rencontre et de politisation ou des espaces par lesquels on *prend soin* d'un territoire, comme dans le cas des LSCA.

7.1.2. Espace-dazibao

Les activistes utilisent également un espace matériel afin que celui-ci puisse devenir un

⁵⁹⁵ "Il corteo che poi abbiamo fatto ed ha portato all'occupazione, era un corteo che io non ho mai visto un corteo dentro un quartiere così grosso. Quindi è pure un po' una cosa che ti fa dire "va bene, allora lo sto facendo per un senso", allora davvero questo posto oltre ad essere un posto fichissimo, che fa cose fichissime serve pure proprio nella città, nel quartiere... questo ha fatto tanto pure sul mio fomento nel rioccupare un altro posto".

support pour informer, sensibiliser, transmettre une vision ou une revendication. Dans ce sens, un espace matériel peut devenir un « *dazibao* » (terme cher, dans sa variante italianisée *tazebao*, aux militant·e·s de *Communia*), une surface d’affichage, une vitrine. Qu’il s’agisse d’un espace investi de manière durable ou temporaire, celui-ci est au centre du « *régime de visibilité* » — c’est-à-dire « *les images produites et leurs modes de matérialisation, notamment dans l’espace* » (Béluin et al., 2009, p. 4) — des différents mouvements ou organisations contestataires.

L’espace matériel offre l’occasion de visibiliser du contenu et des messages — ce qui « *paraît particulièrement net dans le domaine politique (...) [qui, justement, a tendance à] instrumentaliser sans cesse l’espace matériel* » (Lussault, 2013, p. 1091) —, en affichant des pancartes lors d’un sit-in, en distribuant des tracts à la sortie d’une bouche de métro ou encore en installant une bannière sur un site panoramique et/ou symbolique d’une ville (voir figures 65 et 66). Ce sont des façons d’exploiter la visibilité propre à certains lieux ou leur haute fréquentation.



Figure 65 — Bannière avec écrit « ZAD partout » juste devant la Basilique du Sacré-Cœur à Paris, un lieu à la fois fortement symbolique et panoramique (photo : zad.nadir.org, 20 mai 2018).



Figure 66 — Un point classique - car très visible - d'où les militant-e-s calent des bannières lors des manifestations à Rome (photo : facebook Communia, publiée le 1er novembre 2019).

Un espace investi de manière durable — comme un squat, un LSCA, une ZAD, une Maison du peuple — peut devenir « *le média et le totem positif du mouvement* », comme dans le cas des ronds-points des « Gilets jaunes » (Gwiazdzinski, 2019, s.p.). Les pancartes, panneaux et plaquettes qui ornent ces ronds-points permettent de communiquer *par* le lieu, et « *disent le mouvement et son évolution* » (Gwiazdzinski, 2019, s.p.) à toutes les personnes qui passent — ou mieux tournent — autour de ces espaces. En ce sens, on peut parler d'espace-média.

Les squats ou les LSCA fondent aussi un régime de visibilité pour les luttes qu'ils soutiennent ou véhiculent à travers les drapeaux et les pancartes qui, souvent, ornent leurs façades (cf. fig. 67). Parfois, les murs des LSCA servent de support d'affichage, où l'on appelle à participer aux prochains rendez-vous militants.



Figure 67 — Depuis l'extérieur, les murs de Communia apparaissent comme une vitrine du collectif et de leurs revendications. On y voit les pancartes et bannières des manifestations et les prochains rendez-vous militants et culturels (photo : facebook Communia, publiée le 23 décembre 2021).

Les espaces intérieurs des lieux investis de manière prolongée par des activistes peuvent aussi transmettre des messages aux usager·ère·s. Les affiches, pancartes, tags à caractère politique qui ornent souvent l'intérieur des squats ou des lieux autogérés permettent de véhiculer des points de vue ou d'informer sur des situations ou des luttes en cours, y compris pour des personnes qui s'étaient rendues dans ces espaces sans y être attirées par leur caractère politique. Rappelons qu'on peut se rendre dans un LSCA pour une soirée ou un concert et être exposé·e, comme le raconte Gina (CR et ex FP), « passivement [à] une série de messages » de nature politique et militante. Autrement dit, lorsque des lieux — comme certains squats, les LSCA ou les Maisons du peuple décrites par Kohn (2003) — sont non seulement de lieux de militance, mais aussi des lieux de sociabilité et de culture, cela leur permet de transmettre « aussi un contenu [...] à la personne qui utilis[e] cet espace⁵⁹⁶ » (Gina ex-FP, actuellement CR).

⁵⁹⁶ "(...) anche un contenuto, qualcosa da trasmettere alla persona che fruiva di quello spazio".

7.1.3. Le rôle symbolique de l'architecture et de l'aménagement de l'espace investi

Le lieu investi lui-même est, en tant qu'espace matériel, en tant qu'architecture, un moyen de véhiculer un message, une image, un symbole. Que l'architecture ou l'arrangement d'un espace puisse être un symbole et être utilisé pour envoyer un message n'est pas une nouveauté. Le pouvoir a toujours utilisé la capacité de l'architecture à susciter des émotions pour inculquer des sentiments tels que la fascination, la peur ou encore la soumission (Kohn, 2003).

Les pouvoirs politiques — de gauche comme de droite — ont utilisé des langages architecturaux variables selon le type de message qu'ils souhaitaient envoyer. L'architecture des débuts du fascisme avait des traits modernes, épurés, rationalistes, car cela correspondait à l'image de nouveauté et de modernité « futuriste » que ce mouvement naissant voulait se donner (Kallis, 2018). Avec le temps cependant, le fascisme italien s'est de plus en plus tourné vers un langage architectural plus monumental, aux plus nombreuses références traditionnelles, essayant d'incarner dans l'espace une image conforme à la manière dont le régime se percevait lui-même. Ces deux styles « *represented programmatically, ideologically, and aesthetically different expressions of the same profound desire to materialize in space and eternity the Fascist [régime]* » (Kallis, 2018, p. 45).

Cet usage n'est pas juste l'apanage des pouvoirs en place. Un parti politique d'opposition peut aussi faire un usage politique de l'architecture, par exemple *en faisant parler* son siège : la structure que l'architecte Oscar Niemeyer réalisera à Paris pour le Parti communiste français, peut être considéré comme une tentative de ce parti, qui « *alors [était] en pleine restructuration* », de se donner une image moderne et évolutive (Grossman, 2013, s.p.).

L'architecture des Maisons du peuple fonctionnait également en tant que symbole. En parlant de la qualité — et de la monumentalité — qui caractérise l'architecture de certaines Maisons du peuple, et plus particulièrement celle de Roubaix (France), Cossart & Talpin soulignent la valeur symbolique que peut jouer l'apparence d'un espace approprié collectivement : c'est *parce* qu'elle « *appartient au peuple que cette demeure se doit d'être belle. Toutes les descriptions insistent sur le faste qui la caractérise* » (Cossart & Talpin, 2012, p. 589). Le soin apporté à l'architecture de ces espaces ouvriers pouvait même renvoyer à l'esthétique des espaces de leur ennemie jurée : la bourgeoisie (Kohn, 2003). Pourtant, le message que les militant·e·s de l'époque voulaient envoyer était d'un tout autre genre :

La magnificence des locaux est également le signe de la capacité d'administration de la classe ouvrière, et d'une façon plus générale, de la bonne santé de La Paix [la coopérative étudiée par les auteur·e·s], la construction étant financée en grande partie par les bénéfices tirés des ventes (Cossart & Talpin, 2012, p. 590).

Ces lieux et leurs architectures pouvaient devenir des véritables *vitrines* pour les mouvements ou les groupes qui les ont investis. Ainsi,

la Maison du Peuple est la vitrine de la coopérative et du mouvement socialiste roubaisien. C'est par ses locaux que la coopérative se donne à voir, s'expose, acquiert une visibilité publique. Par son existence même, la Maison du Peuple est un outil de propagande, une image de l'avenir radieux que prépare le socialisme (Cossart & Talpin, 2012, p. 589).

L'*Encyclopédie socialiste* de 1913 en vient à écrire que « *cet immeuble exerce la "propagande par le fait" !* » (Cossart & Talpin, 2012, p. 589-590).

Les lieux investis collectivement tels que les LSCA, les ZAD, les ronds-points des Gilets jaunes ou les squats n'ont pas du tout les mêmes moyens financiers pour entreprendre de telles stratégies. Cependant, même dans leur cas, l'architecture — ou plutôt l'arrangement de l'espace pouvant être réalisé avec le peu de moyens à disposition — peut également être vue comme une manière pour transmettre un message.

Ainsi, les ronds-points décrits par Luc Gwiazdzinski partagent « *une esthétique mondialisée de la bricole, de la récupération et du recyclage* » (2019, s.p.) qui est celle de nombreux autres espaces autogérés. Cette esthétique n'est pas neutre, au contraire, ce « *dispositif spatial du désordre* » symbolise le rejet de la société contre laquelle les activistes combattent (Egon & Laslaz, 2020). Avec leurs palettes, les cabanes sur arbres, l'usage de matériaux et déchets recyclés « *ces choix d'aménagement relèvent de la sobriété et du rejet des excès de la société marchande. Ils mettent aussi en scène une opposition à la vision ordonnée de l'espace qui accompagne les penchants autoritaires aussi bien que le productivisme* » (Borzakian, 2021b, s.p.).

Les LSCA aussi se caractérisent par une esthétique, mais qui diffère de celle que l'on vient d'esquisser. De nombreux LSCA — et notamment les centres sociaux comme le FP — ont une esthétique propre aux « *cultures underground urbaines (urban underground cultures)* » (Bader & Bialluch, 2008) : des espaces souvent sombres — parfois avec des néons colorés comme seul éclairage —, des murs recouverts de tags et de graffitis, des meubles et des infrastructures sanitaires de seconde main, souvent en mauvais état. Cette esthétique que l'on associe aussi volontiers aux squats urbains et plus largement au *street art*, porte en soi une image dissidente, antagoniste, rebelle, ce que Leticia Carmo appelle « *l'esthétique de la résistance* » (2020). Apparue au sein de la « *contre-culture* », cette esthétique est aujourd'hui également celle de la — plus docile — « *culture alternative* » (Pattaroni, 2020). L'esthétique de la résistance « *aujourd'hui [est] appréciée par un large public, et par extension des investisseurs, devenant une partie importante de l'environnement urbain bâti des villes aspirant à une visibilité* » (Carmo, 2020, p. 171). Ce succès a ouvert la porte à la commercialisation, la domestication, voire la touristification, de codes et d'espaces autrefois rebelles, résistants (Fraeser, 2016; Pattaroni, 2020), faisant que cette esthétique est parfois vidée de son intention — et de sa situation — contreculturelle originelle (Gainsforth et al., 2016, s.p.).

Reste que malgré la lénification de cette esthétique, elle peut-être à double tranchant, en restant répulsive pour une partie de la population avec laquelle les LSCA voudraient pourtant interagir (ce qui sera approfondi dans la section 7.6).

7.2. Investir un espace pour s'opposer concrètement et spatialement à un phénomène contesté

Investir collectivement un espace matériel peut aussi permettre de s'opposer concrètement — et plus particulièrement spatialement — à un phénomène jugé comme néfaste. Cela peut se faire de manière plus ou moins directe, selon que l'action d'investir l'espace en

question permette ou non de bloquer directement la réalisation du phénomène contesté. On l'a dit, l'occupation d'un espace peut aussi relever d'une forme d'opposition *en soi* de l'ordre établi ou du droit de propriété, et peut donc être comprise comme une manière de s'opposer *symboliquement*, en envoyant un message de défi. Tout en traitant parfois des mêmes pratiques, le raisonnement présenté ici se concentre plutôt sur l'aspect matériel de cette opposition — qui n'est évidemment pas exempte de significations plus symboliques —, dans le sens qu'il s'agira de se concentrer sur les répercussions matérielles et spatiales de cette opposition.

Afin de montrer en quoi investir l'espace peut être compris comme une manière de s'opposer concrètement et spatialement à un phénomène contesté, je vais organiser mon propos autour des trois modalités principales identifiées à partir de mes études de cas et de la littérature : (1) en bloquant temporairement une activité liée à un phénomène plus large contesté par les activistes ; (2) dans le cas des luttes s'opposant à des projets d'aménagement précis, en investissant l'espace *directement menacé* afin d'empêcher — parfois de manière durable — le démarrage ou la poursuite des travaux ; (3) en s'appropriant un espace *non directement menacé*, afin de le *libérer* d'un phénomène contesté, sans que cela bloque concrètement une activité spécifique.

7.2.1. Occuper pour bloquer temporairement et perturber un phénomène

Une première manière d'investir l'espace afin de s'opposer concrètement et spatialement à quelque chose est celle de bloquer une infrastructure liée à un phénomène contesté. Par exemple, l'occupation d'un abattoir — avec, pour conséquence, l'arrêt de ses activités — permet aux militant·e·s antispécistes de bloquer — au moins temporairement — ce qu'ils/elles voient comme une forme d'oppression. L'investissement d'un espace permet à cette opposition d'avoir un impact tangible, matériel, mesurable : pendant le laps de temps où les militant·e·s réussissent à garder les lieux stratégiques occupés, aucun animal ne sera tué.

À cette dimension pragmatique s'ajoute évidemment une dimension symbolique qui élargit la portée de l'action au-delà du cas spécifique où interviennent les activistes : on ne se bat pas seulement contre l'activité d'une entreprise, mais contre le système — spéciste, capitaliste, pollueur, etc. — dont ces activités singulières ne sont que des manifestations locales. On est certes dans des situations où la prise d'un espace par des corps bloque concrètement un phénomène, mais au vu du caractère forcément temporaire d'un blocage (l'on peut difficilement le prolonger sur un temps très long ou bloquer l'ensemble des activités liées au phénomène contesté), la valeur que les militant·e·s donnent à une action de ce type est avant tout symbolique. En d'autres termes, malgré ses implications matérielles, l'impact produit par le fait d'arriver à *perturber* temporairement un phénomène est principalement discursif : on se réjouira d'avoir pu retarder la mise à mort de certains animaux, mais dès que les militant·e·s seront évacué·e·s, l'activité recommencera comme avant. Cependant, le symbole représenté par l'action, lui, reste.

7.2.2. Occuper un espace directement menacé par une transformation pour l'entraver

Dans le cas de mobilisations qui sont au moins partiellement des « luttes territoriales », c'est-à-dire des « *luttes qui ont le territoire et son aménagement pour enjeu* » (Berlan, 2016, p. 106) — que l'on peut également appeler des « *conflits de proximité* » (Melé, 2013) — les

militant·e·s peuvent choisir d'investir un espace directement visé par un projet contesté.

Cet investissement de l'espace peut être de nature temporaire, comme quand Cinzia s'est attachée à un arbre avec d'autres militant·e·s, pour protester, il y a plus de trente ans, contre le bétonnage du parc où se trouve *Casale Alba 2*. Dans d'autres cas, on peut investir l'espace de manière plus durable, à l'instar des *zadistes* qui occupèrent le terrain destiné à la construction d'un aéroport (Notre-Dame-des-Landes, France) ou celles et ceux qui le firent pour s'opposer à l'extension d'une cimenterie (Éclépens, Suisse). De même, choisir d'occuper un immeuble pour en empêcher la démolition traduit concrètement et spatialement une opposition à un projet de rénovation critiqué.

Dans l'ensemble de ces cas, qu'ils soient durables ou temporaires, urbains ou ruraux, investir l'espace bloque ou retarde le début de travaux contestés : c'est une opposition avec un impact matériel direct. Dans cette configuration, l'espace investi est à la fois l'*objet* de la lutte — on se bat pour sauver cet espace — et l'*instrument*, le moyen par lequel les activistes luttent — on lutte à travers cet espace, en l'occupant.

Parmi les 5 cas d'étude de ma recherche, seule *Casale Alba 2* fait parfaitement écho à ce type d'action. Le collectif qui occupera ce lieu s'est formé afin de lutter contre la transformation d'une ancienne ferme (*casale*) en équipement pénitentiaire. L'occupation de C2 a lieu dans le cadre des nombreuses luttes territoriales qui intéressent depuis plusieurs décennies le grand parc urbain où se situe C2 et qui est bordé par la prison de *Rebibbia*. L'occupation sera une réponse directe à la menace qui pesait sur cet espace. La ferme et le parc qui l'entourent sont clairement les *objets* de la lutte menée par les activistes de C2 qui — au-delà de plusieurs autres thématiques — se battent avant tout *pour* protéger ce lieu.

Comme dans la plupart des autres cas de luttes territoriales, ce LSCA ne se limite pas au seul enjeu de défendre un territoire, mais ce type d'action militante *à travers* l'espace est bien une forme d'« *urban squatting* », que Hans Pruijt définit comme un « *conservational squatting* » (2013) :

Conservational squatting, involves squatting as a tactic used in the preservation of a cityscape or landscape. The goal is to prevent a transformation, in many cases a planned transformation, and to promote development in a different direction. Such opportunities arise because impending changes in land use result in vacant buildings (p. 32-33).

Ce lien direct entre action et cause défendue — qui provoque une *réussite* immédiate, malgré un risque d'échec à terme — est complexifié par la montée en généralité qui caractérise ces mobilisations : si l'on se bat contre un projet spécifique, cela ne signifie pas que le mouvement ne se batte pour une cause allant au-delà du cas spécifique d'intervention, sauf s'il s'agit de luttes NIMBY — acronyme de *Not In My BackYard* — c'est-à-dire « *des mobilisations de voisinage pour la défense d'intérêts propres face à un projet d'aménagement contre lequel les habitantEs ne se seraient pas mobiliséEs s'il avait lieu ailleurs que dans leur espace de vie* » (Pailloux, 2015, p. 4). Si on prend l'exemple de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, on ne se bat pas seulement contre un aéroport, mais, selon les militant·e·s, « *contre l'aéroport et son monde* » (Pailloux, 2015), celui du système libéral capitaliste, de la mondialisation, du réchauffement climatique, etc. *Casale Alba 2* va, lui aussi, au-delà de la défense du parc, et englobe d'autres revendications et enjeux que l'occupation de la ferme en tant qu'*instrument*

spatial de lutte.

7.2.3. Occuper un espace non directement menacé par une transformation pour le libérer

Dans d'autres cas, investir un espace peut être une manière de s'opposer concrètement à un phénomène jugé comme néfaste, quand bien même l'espace n'est pas concerné par un changement d'affectation, une rénovation, etc.

L'occupation d'un bien immobilier ou d'un espace vert abandonné est une manière de faire face, par exemple, à l'incapacité des pouvoirs publics de prendre soin des territoires. Les militant·e·s peuvent décider de s'y opposer, en manifestant ou en faisant des pétitions, mais aussi en occupant avec leurs corps, en agissant de leurs mains sur ces espaces, en les mettant à disposition de la communauté, sans attendre l'autorisation ou l'action de ceux et celles qui devraient *de jure* s'en charger.

Des activistes peuvent aussi s'opposer à la gentrification en *libérant* un espace de son emprise. En gérant différemment cet espace, et en le faisant échapper aux logiques du marché foncier, cela permet de « *contredire, en acte, les logiques [du système dominant]* » (Nicolas-Le Strat, 2016, p. 7), de « *libérer réellement et non [seulement] symboliquement ou de façon rhétorique, des milieux de toute emprise marchande ou technique* » (Fumey, 2020, s.p.).

Au sein de certains courants militants, le fait de *libérer* un espace de cette emprise est d'autant plus important qu'ils croient que pour pouvoir expérimenter une autre manière d'être ensemble et de se rapporter au monde, il faut d'abord être capables de mettre à distance — dans les limites du possible — « *cette normalité menant à la catastrophe écologique et sociale* » qui caractérise notre société (Borzakian, 2021b, s.p.). Pour ce faire, « *[il n'y a] pas d'autre moyen que de s'extraire physiquement, par la création de lieux en dehors (...). Une fois extrait du monde, il devient possible d'en penser un autre et d'y expérimenter des interactions nouvelles avec le milieu, d'autres spatialités, d'autres temporalités* » (Borzakian, 2021b, s.p.). Pour expérimenter, il faut alors « *des lieux suffisamment autonomes et distanciés de la société capitaliste qui permettent aux acteurs de vivre selon leurs propres principes, de nouer des relations sociales différentes et d'exprimer leur subjectivité* » (Pleyers, 2013, p. 120).

Cette vision ne fait pas toutefois l'unanimité dans les LSCA. Des militant·e·s se sont montré·e·s inquiet·ète·s face au risque que leur lieu autogéré devienne une « île heureuse (isola felice) » trop « déconnectée de la réalité (*scollegata dalla realtà*) » (Janis, CO). Reste que les LSCA ont bien pour but de s'opposer par les faits aux logiques du système dominant en libérant un espace pour expérimenter, résister et rassembler.

L'occupation du parc abandonné et de la maisonnette qui s'y trouve — et qui deviendra par la suite *Casetta Rossa* (CR) — ne s'est pas faite dans le but d'empêcher un projet spécifique comme cela a été le cas à *Casale Alba 2* (C2). La *prise* de cet espace apparaît, pour le dire avec Pecorelli (2015, p. 288), comme une libération des logiques capitalistes, en suspendant le droit

de propriété en faveur d'autres droits et expériences⁵⁹⁷. Ainsi, l'état d'abandon dans lequel était cet espace vert était vu par les activistes comme une manifestation particulière d'un phénomène contesté — l'incurie des territoires à cause de la mauvaise gestion politique, notamment —, mais aussi comme une opportunité pour que cet espace puisse être *autre*. Occuper CR signifiait s'opposer non seulement à la dégradation de la qualité de vie dans un territoire — il y manquait un espace vert accueillant, les activistes décident d'en constituer un et de le mettre à disposition du quartier — mais aussi, plus largement, était l'occasion de s'opposer au système par la « *spatialization of resistance* » (Kohn, 2003), en créant des alternatives tangibles qui montraient qu'on peut prendre les espaces dont on a besoin et les gérer efficacement de manière autonome.

7.3. Investir un espace pour un appui logistique et financier des luttes et des militant·e·s

Disposer d'un espace collectif est de plus utile pour deux enjeux matériels : (1) avoir un appui logistique à disposition pour les mouvements contestataires ; (2) faciliter la collecte d'argent via les différentes activités que l'espace peut accueillir, en contribuant ainsi à l'(auto)financement des luttes et, parfois, également à soutenir économiquement les militant·e·s qu'y sont impliqué·e·s. Ces deux fonctions jouées par l'espace décrivent donc l'espace en tant que support.

7.3.1. L'espace en tant qu'appui logistique

Qu'il s'agisse d'un groupe militant radical, d'une ONG ou encore d'une cellule révolutionnaire, chaque organisation — formelle ou informelle — a besoin d'espaces pour se réunir, stocker du matériel et, éventuellement, s'abriter de la répression. Par exemple, selon les deux ex-militants de C2, Aldo et Lello, ne pas disposer d'un espace rend les activités de la nouvelle association qu'ils ont fondée compliquées, parce que ces activistes ne savent pas où ranger les outils pour l'entretien du parc dont ils s'occupent. Reste que la nature illégale d'une organisation peut obliger ses membres à devoir bouger continuellement afin de trouver un espace sûr pour se réunir et organiser leurs actions — que ce soit dans les souterrains de la ville comme pour la résistance au nazi-fascisme (Autieri, 2021) ou dans des appartements privés comme dans le cas des *Brigate Rosse* des années 1970 en Italie (Lazzari & Vazzana, 2019). Rappelons que, selon Charles Tilly, en 2000, « *safe space of one kind of another are a sine qua none of social movements* » (Kohn, 2003, p. 16). Quand bien même ils se trouver(ai)ent dans des contextes dits démocratiques, les LSCA, ou d'autres espaces liés aux mouvements sociaux, peuvent être vus en tant qu'espaces sûrs à partir desquels on peut planifier l'offensive.

Si de nombreux partis, associations ou organisations disposent de locaux pris en location (de taille variable selon leurs disponibilités financières), d'autres s'appuient sur des espaces multifonctionnels, à la fois *espaces-support* pour leur propre organisation (par exemple, le collectif d'un LSCA) et sites accueillant d'autres organisations proches qui ne disposent pas

⁵⁹⁷ Traduction de l'auteur. Texte original: "Il centro sociale produce uno spazio cittadino liberato dalle logiche capitalistiche e sospende il diritto di proprietà a favore di altri diritti ed esperienze (Patel, 2009, conversazione personale)".

d'espaces ou qui sont inadéquats pour certaines activités. Par exemple, la maison du peuple roubaisienne étudiée par Cossart & Talpin (2012)

apporte un appui logistique aux mouvements sociaux. Depuis la fin des années 1880, c'est là que se tiennent les réunions des grévistes, leurs assemblées générales, que les grèves s'organisent, que les décisions les concernant sont prises : élément très important, car la pénurie de salles de réunion — et le coût de celles qu'on pouvait louer — constitue à l'époque un réel problème (p. 591).

Dans une ville, où les loyers sont chers, ce rôle d'appui logistique demeure toujours important, notamment pour les plus petites organisations, mais aussi pour des groupes d'autre type. Ainsi, il n'est pas rare qu'un LSCA accorde la possibilité à des troupes de théâtre de faire les répétitions dans ses locaux ou à un collectif d'étudiant·e·s d'y faire ses réunions (Francesco de C2 est d'ailleurs entré en contact avec le monde des LSCA de cette manière, avec son collectif du lycée). De plus, le fait que la plupart des LSCA soient des espaces occupés — et donc qui ne paient pas de loyer — rend encore plus *justifiée* cette mise à disposition gratuite à des organisations autres que le collectif du lieu autogéré.

Les LSCA romains — notamment les plus grands et/ou les mieux connectés au reste de la ville — jouent aussi un rôle important pour héberger les réunions qui rassemblent plusieurs organisations, voire pour les rencontres de plus grande envergure (par exemple, nationales ou internationales). En outre, pendant les mobilisations qui font converger vers Rome des participant·e·s de tout le pays, voire d'autres parties du monde (G20, expositions internationales contestées comme l'Expo de Milan en 2015, *Critical Mass* internationale, manifestations nationales contre les violences faites aux femmes, mobilisations nationales des étudiant·e·s, grèves générales, etc.), les LSCA fonctionnent comme des lieux de réunion, mais aussi de rencontre, voire d'hébergement.

Ce rôle des LSCA rappelle, encore une fois, celui des Maisons du peuple qui « *apparaissent ainsi comme des espaces de résistance, des forums militants pendant les grèves, offrant une base arrière précieuse en soutien des luttes ouvrières* » (Cossart & Talpin, 2012, p. 591).

7.3.2. L'espace pour soutien financier

Disposer d'un espace sert aussi à l'(auto)financement des luttes. Les Maisons du peuple du tournant du XXe siècle n'avaient pas seulement le « *rôle d'appui politique [mais aussi] financier au mouvement ouvrier* » (Cossart & Talpin, 2012, p. 592). Grâce au système coopératif, il y était possible de faire des achats — comme « *du pain, du charbon ou des articles d'épicerie* » (p. 590), de se restaurer ou de se dédier à des activités de loisir. Une partie du chiffre d'affaires était versée dans des fonds censée supporter les luttes et leurs protagonistes. Par exemple, la coopérative de la Maison du peuple de Roubaix versait une partie de son chiffre d'affaires à « *une caisse de secours destinée à venir en aide aux sociétaires malades ou blessés* » ou encore, « *à la caisse de propagande et de prévoyance* » (p. 590).

De manière moins régulée, les LSCA — mais aussi certains squats — organisent des événements pour financer des luttes spécifiques, pour payer des amendes ou des frais légaux liés à des mobilisations, pour supporter des personnes en situation précaire ou encore pour financer des travaux de rénovation. Il peut s'agir de concerts, de spectacles, de dîners, etc. Si

d'autres organisations qui disposent d'un espace en propre peuvent également mener ce type d'opération — voire demander un support à des bars ou salles privés ayant une certaine sensibilité à ces questions —, que les LSCA ou les squats soient le plus souvent illégalement occupés (et donc ne payent pas de loyer) donne la possibilité de réduire les coûts de l'activité et donc de donner une part plus importante de l'argent récolté à la cause. De plus, mettre en place activités de financement — comme des cagnottes en ligne — permet la rencontre des personnes et — grâce à la programmation de l'événement de soutien — cela permet d'informer au-delà du LSCA, sur la cause soutenue. D'ailleurs, dans la perspective des carrières, il a été mis en avant par certain·e·s enquêté·e·s que la réussite d'événements organisés au sein de son propre LSCA est une force centripète importante, car source de satisfaction et de rétribution (symbolique et matérielle) vis-à-vis de l'engagement porté.

Un espace investi collectivement permet en outre de supporter financièrement ses propres membres, comme dans le cas des Maisons du peuple qui, en plus de fonds de prévoyance et des caisses de secours, pouvaient également offrir du travail, que ce soit dans l'épicerie ou lors des différentes activités de loisir. De manière similaire, qu'un espace mette sur pied des activités pouvant rapporter de l'argent (une buvette, un bar, un restaurant, une salle de sport autogéré, etc.) permet à certains LSCA de fournir une forme minimale de revenu à des activistes. Si ce n'est absolument pas quelque chose transversal à l'ensemble des LSCA ni quelque chose qui concerne l'ensemble du corps militant, des lieux autogérés prévoient des formes de remboursement (l'« *autorevenu* [autoreddito] » du FP), censées fournir une compensation minimale aux activistes qui se dédient à des tâches telles que faire le service au bar ou cuisiner lors des jours d'ouverture. D'autres lieux ont fait le choix de s'organiser en tant que coopérative, avec le souci de ne pas reproduire le travail au noir et précaire contre lequel leurs collectifs se battaient. Les activistes du *Villaggio Globale* ont fait un choix qui exemplifie de manière évidente ce lien entre espace et possibilités de (auto)financement. Ce choix n'a pas été sans conséquences sur le fonctionnement interne du groupe, comme en a témoigné Alfonso (ex-VG) : le statut de travailleur·euse obtenu par certain·e·s activistes a créé une différenciation au sein des membres du collectif qui a contribué à des conflits et des divisions. Ce LSCA dispose de nombreuses pièces que les militant·e·s n'arrivaient pas à utiliser. Depuis quelques années, ils·elles ont décidé de les mettre à disposition d'artistes ou de projets sociaux, en demandant en échange une petite contribution financière, utilisée pour l'entretien de la structure et pour le financement des activités.

Les activistes des LSCA sont de fait, et depuis bien longtemps, conscient·e·s que disposer gratuitement d'un espace matériel donne des possibilités « [d']*expérimentation économique* » (Ruggiero, 1999), au point qu'au cours des années 1990 différents débats y relatifs avaient animé — en provoquant parfois d'acribes divisions — le monde des centres sociaux autogérés et occupés d'alors (Grande Raccordo Autoproduzioni, 1996; Moroni & Farina, 1995).

- 7.4. Investir un espace pour prendre soin d'un lieu, d'un territoire, des autres, de sa propre communauté et de soi-même.

Investir un lieu a un enjeu, qui, au premier regard, pourrait ne pas sembler être *politique* : en prendre soin (soin de l'espace concerné, de son territoire, des autres, de sa propre communauté et de soi-même). Le choix du terme de « soin » renvoie au concept de « *care* ».

Broadly speaking, care refers to a relational set of discourses and practices between people, environments, and objects that approximate what philosophers like Adam Smith and David Hume identify as “empathy,” “sympathy”, or “fellow feeling”. Theorized as an affective connective tissue between an inner self and an outer world, care constitutes a feeling with, rather than a feeling for, others (Hobart & Kneese, 2020, p. 2).

Ces auteures mettent ainsi en avant la dimension relationnelle de ce concept, sa nature (associée à des sentiments comme l'*empathie* par exemple) et les sphères dans lesquelles cette relation se déploie (connexion entre le monde interne et externe, sentiment qui se développe *avec* les autres plutôt que *pour* les autres).

Si le *care* a été pendant longtemps associé principalement au soin de la personne ou au travail reproductif et médical, le champ d'application du terme a été élargi. Trogal parle de *care* « *in a broader sense* », c'est-à-dire « *applied to practices that go beyond the walls of hospitals and private homes : “as a civic activity, which amongst other things, concerns looking after communities and building connections between people”* » (2012, p. 2, citée dans Moebus & Harrison, 2019, p. 2). Il paraît ainsi pertinent d'appliquer le concept de *care* aux politiques contestataires, ce d'autant plus que le *care* serait « *fundamental to social movements* » (Hobart & Kneese, 2020, p. 1).

Une des définitions du *care*, entendu dans son acception large, est celle proposée par Tronto et Fisher, selon lesquelles le *care* serait

everything that we do to maintain, continue and repair « our world » so that we can live in it as well as possible. That world includes our bodies, our selves, and our environment, all of which we seek to interweave in a complex, life sustaining web (Tronto, 1993, p. 103, citée dans de la Bellacasa, 2012, p. 198).

Selon de la Bellacasa par contre, cette définition serait trop centrée sur le « je » et sur le « faire (*doing*) », et elle opte pour une compréhension de la notion en tant que « relation » (de la Bellacasa, 2012). Selon elle, les relations de *care* seraient moins spécifiques et plus vitales que l'on pourrait croire, vu qu'elles seraient « *unavoidable: although not all relations can be defined as caring, none could subsist without care* » (de la Bellacasa, 2012, p. 198).

De fait, la définition de Tronto et Fischer et l'approche de la Bellacasa se complétant plus qu'elles ne s'opposent, je les mobiliserai l'une et l'autre.

En quoi investir collectivement — et de manière prolongée — un espace matériel permet-il des relations de *care* ? En quoi ces relations ont-elles un potentiel politique ? Cela sera exploré non seulement à la lumière des cas d'étude — les LSCA —, mais aussi d'autres expériences militantes, comme les « Maisons du peuple » décrites par Kohn (2003) et Cossart & Talpin (2012), ou des activités de « secours mutuel (*mutual aid*) » (Spade, 2020).

Deux pôles réflexifs structurent l'argumentation : (1) le soin *de* l'espace — ou *caring*

for space —, en tant que relation de *care* entre les acteurs humains (les activistes) et l’actant non-humain qu’est l’espace ; (2) le soin *par* l’espace — ou *caring through space* — en tant que double relation interpersonnelle : l’une, entre les activistes et les usager·ère·s, que l’on définira comme une forme de « *radical care* » (Spade, 2020) ; l’autre entre les seul·e·s activistes, pour lequel·le·s l’espace investi est une alternative ou un complément à l’espace privé, et les autres activistes une famille *autre*.

7.4.1. Caring for space — prendre soin de l’espace

Se lancer dans la gestion/manutention non rémunérée d’un espace peut surgir de l’urgence de donner une réponse à la « faiblesse institutionnelle (*debolezza istituzionale*) » qui caractérise certains contextes — l’Italie n’y échappe pas —, notamment dans la gestion du territoire (de Spuches et al., 2018). Autrement dit, là où les institutions ne s’occupent pas du territoire de manière adéquate, des groupes formels ou informels de personnes peuvent choisir de s’occuper directement des lieux les plus délaissés. Pourtant, quand un groupe de personnes décide de s’occuper d’un lieu sans aucune rémunération, soit de le nettoyer, de l’animer, de le rénover ou encore de le transformer, il est difficile de croire qu’il s’agisse tout simplement d’un acte de manutention ou de gestion. Même les activités les plus *manuelles* et *pratiques* de gestion d’un lieu autogéré doivent être conçues comme faisant partie d’une relation affective de *care* entre les personnes qui « *habitent* » ce lieu — qui le fabriquent en le pratiquant donc, selon le sens donné par Stock (2004) — et l’espace lui-même.

L’élément qui m’a amené à explorer la piste d’une relation de *care* entre les activistes et l’espace matériel (LSCA) est une réflexion de l’éditorial de Labsus, l’association qui promeut les « règlements pour la gestion partagée des biens communs urbains (*regolamenti per la gestione condivisa dei beni comuni urbani*) » en Italie (Ranocchiaro & Mager, 2019). Le président de l’association Gregorio Arena y dit explicitement que quand les citoyens prennent soin des espaces de leur quartier, ces personnes font quelque chose de beaucoup plus important qu’entretenir ces espaces ; ils sont en train, en réalité, de reconstruire leur propre communauté. En prenant soin des liens qui les unissent, elles produisent et développent du capital social, de l’intégration, un sens d’appartenance. En un mot, ils font confiance⁵⁹⁸ (Arena, 2015, s.p.). Le *care* en tant que rapport affectif apparaît alors comme central. Raisonner en termes de *care* amène à concevoir ces activités comme relevant d’une véritable relation et non comme une simple action exercée par un sujet sur un objet.

Toutefois, les « liens » évoqués par Arena (2015) sont ceux de la communauté, et l’espace matériel apparaît simplement comme un cadre ou comme objet du « sens d’appartenance », qui ne relèverait que du sujet, la communauté humaine. Pourtant, l’espace ne joue pas seulement le rôle de *cadre* des phénomènes sociaux, mais il est à considérer comme un « actant » à part entière (Reckwitz, 2002), car non seulement il héberge les activités humaines, mais aussi les influence, les structure (Auyero, 2005; Massey, 1994) : il y prend part.

⁵⁹⁸ Traduction de l’auteur. Texte original : “ (...) *quando dei cittadini si prendono cura degli spazi del proprio quartiere, quelle persone stanno facendo qualcosa di molto più importante che non la mera manutenzione di quegli spazi, esse stanno in realtà ricostruendo la propria comunità, curando i legami che li uniscono, producendo e sviluppando capitale sociale, integrazione, senso di appartenenza. In una parola, danno fiducia*” (Arena, 2015, s.p.)

Les témoignages des activistes interviewé·e·s confirment non seulement la valeur affective de la relation entre des actants humains et non-humains qui se développe en s'occupant du lieu investi, mais aussi que ce type de relation a d'importantes implications politiques :

- Tout d'abord, la forte relation qui se développe avec le lieu est importante pour expliquer l'engagement militant et son intensité, que l'on peut définir comme une relation « d'attachement au lieu », voire « d'appartenance spatiale », que cela concerne le commencement ou la persistance. Si intervenir matériellement sur *son* lieu autogéré, avec ses propres mains, participe activement à la création des liens affectifs avec le lieu, cela est notamment possible grâce à la boucle de rétroaction *allant du lieu aux activistes*. Agir sur un espace, c'est se l'approprier, le transformer : l'espace devient lieu. L'espace *réagit* donc face aux actions et à la présence des activistes : il se transforme symboliquement et matériellement. Ces *réactions* du lieu provoquent en retour des émotions chez les activistes, lesquelles participent à leur tour à resserrer les liens non seulement entre les activistes, mais également entre le lieu et ses *habitant·e·s*. En d'autres termes, le retour de ces émotions participe à structurer et stimuler le militantisme. Cette relation ne concerne évidemment pas exclusivement l'espace autogéré en tant que tel, mais peut aussi impliquer le territoire dans lequel celui-ci s'inscrit, dont on prend soin aussi — parfois indirectement.

L'intensité du rapport qui se noue entre les activistes et les lieux autogérés en tant qu'espaces est confirmée par le fait que la totalité des activistes interviewé·e·s reconnaît n'avoir jamais eu un rapport aussi intense avec d'autres lieux, à part leur propre logement. Certes, cela ne contredit pas que les personnes interviewées aient pu avoir des liens forts avec d'autres espaces (la cité universitaire pour ceux et celles qui étaient engagé·e·s dans les mouvements étudiants ; son propre quartier ou certains espaces spécifiques du quartier pour d'autres ; etc.), mais la capacité de transformer ces espaces et donc de tisser un rapport de *care* y restait bien plus limitée que dans les lieux autogérés. Seul le rapport avec logement privé possède — de manière bien plus individuelle évidemment — des traits similaires à celui entretenu avec les lieux autogérés. Ce parallèle ressort d'ailleurs des entretiens et des témoignages contenus dans le livre qui rassemble les histoires des occupant·e·s du FP (CSOA Forte Prenestino, 2016). Le témoignage de Carla (ex-CO) confirme cela : elle a tellement mis d'énergie et d'implication dans la remise en état de Communia qu'elle sent « [qu'il] y a vraiment une partie de moi qui est étalée sur les murs »⁵⁹⁹.

- Comme des nombreux témoignages des activistes interviewé·e·s l'ont montré, prendre soin d'un espace ne contribue pas seulement à la relation entre le lieu et les activistes, mais aussi à densifier et fortifier les relations entre les personnes impliquées. Se trouver côte à côte afin de remettre en état un lieu abandonné, de nettoyer un parc, de construire des équipements, d'animer un espace contribue à l'attachement entre activistes ; d'autant plus pour les personnes les moins habituées aux codes du militantisme ou de la

⁵⁹⁹ “... *quel posto ha proprio parte di me spalmeta sulle pareti (...)*”.

politique, dont l'intégration passe souvent par l'accomplissement de tâches pratiques. Les faire permet aux néo-militant·e·s de montrer à leurs nouveaux·elles camarades leur envie de s'impliquer et de se rendre utiles (voir comment Michel de C2 s'est senti légitimé par le travail de retranscription des entretiens, ou Gina par la remise en état d'une salle abandonnée du FP). De plus, ce côté *pratique, manuel* développe les relations entre activistes à travers un moyen d'expression différent que celui qu'on associe traditionnellement au militantisme et au politique : le corps. Pour utiliser l'expression d'un·e militant·e des Gilets jaunes recueillie par Luc Gwiazdzinski, « [l]e rond-point est important, car on n'échange pas qu'avec les mots » (2019, s.p.).

- Prendre soin d'un espace a de fortes implications politiques parce que cela permet de déplacer l'activisme au-delà de la sphère discursive, de le rendre tangible : un activisme qui ne critique pas seulement, mais qui *construit*. Borzakian, dans un article sur la ZAD du Mormont, dans le canton de Vaud en Suisse, oppose justement la politique des zadistes et celle des partis qui « *se contentent de gérer des affaires courantes* », alors que pour les premiers « (...) *les lieux — et ce que nous en faisons — sont l'incarnation de nos projets collectifs et il n'y a pas de politique sans fabrication et/ou transformation de lieux et de territoires* » (Borzakian, 2021a, s.p.). L'idée qui animait Gianni (ex-FP) et ses camarades au moment de la fondation du *Forte Prenestino* va dans la même direction. Après la défaite des années de plomb, ces activistes désillusionné·e·s s'inspirent de l'autoproduction musicale qui régnait dans le punk, mais avec l'idée de l'appliquer à l'ensemble de la vie. Le FP devient ainsi le lieu pour « reprendre en main[, différemment,] sa propre vie, pas seulement la musique. En toutes ses formes⁶⁰⁰ ».

L'importance politique de prendre soin d'un espace pour la pérennité du militantisme se heurte toutefois au fait que devoir s'occuper des activités militantes et d'un espace matériel rend d'autant plus énergivore le militantisme et contribuer à la défection de certain·e·s activistes.

7.4.2. Caring through space, ou prendre soin à travers l'espace

Il s'agira tout d'abord de montrer comment et pourquoi l'on peut interpréter les activités mises en place dans les lieux autogérés comme des formes de « *radical care* » des militant·e·s envers les usager·ère·s, à l'instar du « secours mutuel (*mutual aid*) » pratiqué par certains mouvements sociaux de gauche (Spade, 2020).

Ensuite nous verrons en quoi ces espaces investis collectivement en tant que *vecteurs* de *care* peuvent devenir, pour les activistes et certain·e·s usager·ères, des lieux de rencontre et de sociabilisation quasi quotidiens, au point d'être comparés à des *maisons autres*, et leurs communautés à des *familles alternatives*, ou encore, pour certaines personnes, des *lieux refuges*, des sortes d'espaces *thérapeutiques* où trouver du réconfort et *soigner* des maux tels que la

⁶⁰⁰ “...e noi la intendevamo partendo da quello ma anche come produzione della propria vita. Quindi in tutti gli ambiti della vita. Riprendere in mano la propria vita, non solo la propria musica. In tutte le sue forme”.

solitude ou même la dépression.

A. *Les lieux autogérés en tant qu'espaces de radical care*

Dans la plupart des LSCA, disposer d'un espace matériel permet de mettre en place des activités et des services qui manquent dans les territoires environnants. Certaines de ces activités visent directement à soutenir, aider et accompagner de personnes en difficulté sur des thématiques spécifiques (soutien légal, psychologique, support dans l'usage et dépendance des drogues, soutien scolaire, soutien dans les demandes d'aides sociales, soutien en cas de violence faite aux femmes, soutien alimentaire — par exemple en cas de pandémie —, soutien contre les expulsions, coupures d'eau et électricité, etc.) ; d'autres prennent la forme de cours et d'activités culturelles offertes à bas prix ou gratuitement comme des cours de sport, de musique, de langue (italien pour les migrant·e·s ou langues étrangères), d'herboristerie, de cirque, de théâtre, d'informatique, etc. Enfin, les LSCA peuvent offrir des espaces et des équipements qui manquent dans le territoire (une salle d'étude autogérée, une salle d'enregistrement, un atelier vélo ou de sérigraphie, etc.).

En regardant cet ensemble d'activités offertes par les LSCA, il est légitime de se demander : (1) en quoi celles-ci se distingueraient de celles mises en place par des associations caritatives et seraient constitutives d'un *radical care* ; (2) en quoi ce care radical est facilité par la mise à disposition d'un espace ?

1. Quand bien même le terme « secours mutuel » n'est explicitement utilisé que par quelques LSCA, les activités des lieux autogérés s'y rattachent de fait. Le concept de « secours mutuel (*mutual aid*) » utilisé par Spade (2020) s'inscrit dans l'histoire longue du mouvement ouvrier (Kohn, 2003) et peut décrire un ensemble hétérogène de pratiques :

Mutual aid is a form of political participation in which people take responsibility for caring for one another and changing political conditions, not just through symbolic acts or putting pressure on their representatives in government but by actually building new social relations that are more survivable (Spade, 2020, p. 136)

Communia s'autodéfinit comme étant un « espace de secours mutuel (*spazio di mutuo soccorso*) », à l'instar des « sociétés ouvrières de secours mutuel (*società operaie di mutuo soccorso*) » (Kohn, 2003; Tommasini, 1999).

Un exemple concret de secours mutuel vient du mouvement coopératif. En effet, la Maison du peuple, en plus d'être un espace de résistance, de sociabilité et de politisation, « [était] également, et peut-être surtout, un espace de solidarité ouvrière » (Cossart & Talpin, 2012, p. 590). En effet, la coopérative (et sa Maison du peuple) « joue d'abord un rôle d'assurance sociale avant l'heure. Par la mutualisation de ses bénéfiques, elle assure un ensemble de services sociaux et médicaux qui sont à l'époque inédits » et participe à l'éveil de la conscience politique des classes travailleuses de l'époque (p. 590).

Le secours mutuel exprimerait donc, selon Spade (2020), une forme de « solidarité (*solidarity*) », opposée à la logique de « charité (*charity*) » propre aux organisations caritatives. Les deux types d'expériences visent à répondre dans

l'immédiat à un besoin, mais avec un esprit différent : le secours mutuel vise à la prise de conscience de sa propre condition d'oppression et de ses causes et en identifie les responsables (ou le système à leur origine), dans le but (ou l'espoir) de mobiliser, de faire réagir qui en bénéficie ; les activités caritatives seraient, elles, souvent le fait d'acteurs liés au système en place, qui seraient intéressés à maintenir le *statu quo*, voire même à utiliser ces activités afin d'améliorer leur propre image.

Dans la perspective du *care*, le secours mutuel est à interpréter comme une prise de responsabilité dans le *soin* de l'autre, y compris de manière pratique, et surtout « *by actually building new social relations that are more survivable* » (Spade, 2020, p. 136). Cet enjeu de survie est à inscrire dans le contexte posé par Spade d'une société qui induit de multiples crises, pouvant prendre la forme de désastres dits naturels (mais en réalité résultant de l'anthropocène) ou encore sociaux (inégalités sociales, raciales, de genre, spatiales, etc.). Face à ces enjeux, le secours mutuel devient pour Spade à la fois un outil de mobilisation et de lutte, de même qu'un outil de « soulagement (*relief*) », matériel ou non, à destination des groupes sociaux affectés. Le secours mutuel implique une forme de réciprocité ou au moins d'*empathie*, ce qui justifie le choix de l'auteur de le placer sous le concept de « radical *care* ». Dans l'introduction au numéro spécial de la revue *Social Text*, Hobart & Kneese définissent le *care* radical comme « *a set of vital but underappreciated strategies for enduring precarious worlds* » (Hobart & Kneese, 2020, p. 2).

Parmi les activités que Spade (2020) inclut sous le terme de secours mutuel — et donc comprises dans le radical *care* — on trouve notamment : les programmes du Black Panthers Party, qui incluait « *the free breakfast program, the free ambulance program, freemedical clinics, a program offering rides to elderly people doing errands, and a school aimed at providing a liberating and rigorous curriculum to children* » (p. 136) ; ou encore, « *free legal help to trans and gender- nonconforming people who are low income and/or people of color* » (p. 137) ; les formes d'aide mises en place par des réseaux militants qui travaillent dans le contexte des désastres dits naturels ; des formations par et à destination de personnes noires — plus souvent que les Blancs victimes des violences policières —, sur comment éviter d'appeler la police en cas d'urgence ; ou, encore, les formations gratuites sur comment gérer une mobilisation promues par Occupy et destinées aux personnes n'ayant jamais participé à la « *political resistance* » (p. 138). Il ne s'agit pas seulement d'assister, mais aussi de politiser, de créer une conscience oppositionnelle et de pousser au changement.

À leur manière, les activités des LSCA peuvent être vues dans la continuité avec ces expériences. Conformément avec la définition de secours mutuel, les militant·e·s de ce lieu autogéré envisagent les services et activités qu'y soient offerts non seulement comme une manière de soulager les personnes précaires, mais comme un outil contribuant également à mobiliser, à montrer — par l'action concrète — les manquements propres à ceux et celles qui devraient être en charge, mais qui ne le font pas, c'est-à-dire les pouvoirs publics. Les militant·e·s de *Communia* appellent cette manière d'envisager le secours mutuel un « mutualisme conflictuel (*mutualismo conflittuale*) » (*Communia* - Roma, 2018) ou « autogestion conflictuelle (*autogestione*) »

conflittuale) » (Azzellini & Castronovo, 2016; de Ghantuz Cubbe, 2017). Comme l'écrivent les activistes de ce LSCA sur leur site web, à l'instar des mouvements ouvriers et socialistes de la fin du XIXe et le début du XXe siècle, le mutualisme est une clé pour répondre aux besoins immédiats, pour reconstruire des liens sociaux, pour « pratiquer l'alternative » (même à petite échelle), pour élaborer des revendications plus larges. Pour construire, en définitive, une société différente et plus juste dans laquelle on souhaite vivre⁶⁰¹ (Communia - Roma, 2018, s.p.).

2. En quoi disposer d'un espace faciliterait-il la mise en place de ces relations de *care radical* ? Tout d'abord, cela simplifie l'organisation des activités, ce d'autant plus si l'espace est illégalement occupé. Il n'y aura pas besoin de devoir chercher un espace, d'en payer le loyer ou demander la permission de l'utiliser. Certes, le risque d'éviction peut compromettre la stabilité des services des secours mutuels offerts, mais la durée d'occupation relativement longue des LSCA nuance cela. D'autre part, cela permet de fournir une forme de secours mutuel en mettant à disposition ce dont certains groupes sociaux et certaines personnes — notamment en situation financière précaire — manquent fortement en contexte urbain : l'espace lui-même. Ainsi, un espace comme celui d'un LSCA ou d'une Maison du peuple permet de fournir à qui en aurait besoin des espaces de travail, de réunion, des équipements qui autrement seraient inaccessibles financièrement. Rappelons qu'il ne s'agit pas seulement de fournir un service — un *espace* dans ce cas — mais d'en faire un instrument de conscientisation et un outil servant à la mise en place d'une dynamique conflictuelle.

Parmi les nombreuses activités pouvant illustrer cela (ateliers vélo, de sérigraphie, salles d'enregistrement, etc.), *Sharewood*, une salle de travail et bibliothèque autogérée de *Communia*, est emblématique de cette double finalité : *soulager* un manque tout en contribuant à la lutte. Si les militant·e·s de *Communia* autogèrent cet espace et le mettent quotidiennement à disposition de tout le monde, ils/elles ne le font pas seulement pour compenser le manque chronique d'espaces de travail au sein de l'université et dans les bibliothèques de la ville et pour soulager — par un secours mutuel — les étudiant·e·s qu'en sont privé·e·s. Ce service sert aussi à : *dénoncer* ce manque et revendiquer une plus grande implication des pouvoirs publics dans les questions du droit à l'éducation ; rendre visibles et identifiables, aux yeux des usager·ère·s, les responsables de la situation dans laquelle ils/elles se trouvent. *Sharewood* est plus qu'un lieu de travail, une rangée de tables et une connexion wifi : il est une interface physique, matérielle, à travers laquelle les usager·ère·s à la recherche d'un espace pour réviser peuvent entrer en contact avec un collectif d'étudiant·e·s/activistes et leurs revendications et, pourquoi pas, s'y engager.

La capacité de ces espaces à dépasser leur rôle *d'équipement* pour devenir des espaces de sociabilité (et solidarité) est d'autant plus importante que les personnes en

⁶⁰¹ Traduction de l'auteur. Texte original: “*Come nei primi movimenti operai e socialisti, il mutualismo sembra una chiave per rispondere ai bisogni immediati, per ricostruire legami sociali, per “praticare l'alternativa” (anche se su piccola scala), per elaborare rivendicazioni più ampie. Per costruire, in definitiva, la società diversa e più giusta nella quale desideriamo vivere*”.

situation de précarité peuvent être isolées socialement. Cette exposition des usager·ères·s à des messages et contenus politiques est un effet de la spatialisation des activités de secours mutuel que Kohn (2003) a également souligné dans les Maisons du peuple du siècle dernier et que l'on approfondira dans les points suivants.

B. Les lieux autogérés comme alternative à la sphère privée

Disposer collectivement d'un espace permet d'intensifier les liens humains entre les activistes, en renforçant leur sens de communauté, mais ces lieux collectifs peuvent aussi être des espaces alternatifs — ou en tout cas complémentaires — à la sphère privée et intime, des espaces *safe*, aux accents « familiaux » et protecteurs.

On a vu que disposer d'un espace matériel facilite la proximité des corps, ce qui peut contribuer au développement de liens forts entre ceux et celles qui fréquentent cet espace, et ce d'autant plus s'il est accessible quotidiennement.

Although proximity is not the only condition for securing strong ties (kin networks, religious affiliations, and common history are also important), geographic stability increases the likelihood of repeated contacts and bonding experiences among people, which in turn favours stronger ties (Coleman 1988; Collins 2004). Place therefore helps generate strong relations among activists within a social movement network (W. Nicholls et al., 2013, p. 10).

Les expériences des activistes des LSCA montrent que ces lieux — en facilitant l'émergence de ces liens forts — peuvent devenir pour certain·e·s de véritables *abris*, des *refuges*, des *maisons alternatives*, même si ces attributs ne sont certes pas exclusifs à ces lieux militants. Avant de se lancer dans cette analyse — qui combinerà la comparaison de cas et des réflexions théoriques — il faut cependant revenir sur les témoignages des enquêté·e·s qui m'ont conduit à envisager ces espaces *aussi* de cette manière.

Le premier cas concerne Michel, un jeune militant de C2. Au moment de l'entretien il n'était entré dans le collectif que depuis quelques mois. Les *motivations* qui l'ont amené à s'engager — et à persister — sont différentes, mais une s'est révélée particulièrement importante : il a été « captivé (*catturato*) » par le fait de trouver des gens qui l'ont accueilli « en souriant, qui partagent les choses, qui discutent, qui sont intelligentes⁶⁰² ». Bien après cette première prise de contact, le fait de venir au C2, de s'occuper avec des tâches — il cite en particulier le soin du parc qui entoure le lieu autogéré —, de discuter avec les gens le rend heureux, à tel point qu'il n'hésite pas à définir son militantisme comme étant « thérapeutique » : « Pour moi venir ici outre à être un engagement à moi, personnel — parce que j'aime bien pouvoir faire quelque chose pour les gens —... je ne sais pas, c'est comme si c'était thérapeutique, ça me relaxe, je m'y sens bien⁶⁰³ ».

La référence faite par Michel à la valeur « thérapeutique » de son militantisme, nous amène à un parallèle avec le concept proposé par Gesler (1992), dans un contexte complètement différent, celui de « *paysages thérapeutiques* ». Ce terme a été employé notamment dans le but

⁶⁰² "(...) ti accolgono in un certo modo, so sorridenti insomma, condividono le cose, se parla, so' persone intelligenti...".

⁶⁰³ "Per me vieni qua oltre un impegno mio personale perché mi piace poter fare qualcosa pure per la gente...non lo so è tipo terapeutico, tipo proprio mi rilassa... sto bene...".

de comprendre les liens entre espace et processus de soin, comme l'impact du paysage sur la santé (Hoyez, 2006). L'intérêt d'y faire recours réside avant tout dans la prise de conscience que l'environnement spatial peut impacter la santé — aussi bien physique que mentale — des personnes, et, de manière plus spécifique, les facteurs que certains auteurs identifient comme contribuant au processus de guérison : ainsi, selon Gesler *et al.* (2004), la valeur thérapeutique des lieux de soins serait liée non seulement à la qualité médicale, mais également à l'aménagement physique, social et symbolique de ces espaces. Il est ainsi légitime de se demander si la spatialité des lieux autogérés, leur aménagement, leur localisation, voire leur « *ambiance* » (Thibaud, 2015), ont un impact concret sur ces processus *thérapeutiques de care*. Les activistes qui paraissent avoir fait le plus souvent référence à la valeur thérapeutique des lieux autogérés sont ceux et celles qui militent dans des lieux aux qualités architecturales et paysagères les plus impressionnantes (du fait de leur dimension, de leur localisation dans de grands espaces verts), donc FP et C2, ce qui semblerait confirmer cette hypothèse.

Le deuxième exemple concerne un activiste du FP, Ivan. Dans son cas, le décès de sa mère semble avoir eu des conséquences non négligeables sur son rapport avec son LSCA : depuis ce triste événement, sa fréquentation du FP a fortement augmenté, et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord, l'héritage qu'il a reçu lui a permis de travailler moins et donc d'avoir plus de temps pour le militantisme. Cependant, il donne à cela une « motivation très intime et personnelle⁶⁰⁴ » de cet engagement accru : le fait que la communauté d'occupant·e·s du FP représente pour lui « une famille (*una famiglia*) », « où l'on s'engueule et l'on s'aime, comme on fait d'habitude dans une famille⁶⁰⁵ ». Un groupe de personnes chez qui on peut donc trouver du réconfort, du soutien, de la chaleur humaine.

Quant à Cinzia, activiste de C2, elle considère qu'un des éléments de son militantisme qu'elle a le plus appréciés est « [les] rapports et [les] relations⁶⁰⁶ » qui, dès le début, s'y sont noués. Ces relations ont montré toute leur valeur, notamment pendant le début de l'autogestion, quand Cinzia avait parfois des journées « un peu critiques » pour des raisons familiales. C2 « a été un lieu très très important », pas juste politiquement, « mais pour moi, Cinzia », car ce n'était pas juste un endroit qui lui donnait l'occasion et l'envie de faire de « belles » activités, mais aussi « une manière pour faire autre chose, ne pas penser... et un peu tout débrancher⁶⁰⁷ ».

L'ethnographie m'a aussi permis d'observer que des personnes appartenant à des groupes privés d'espaces propres — comme les migrant·e·s et les demandeurs·euses d'asile impliqué·e·s dans un projet à Communia et qui n'avaient à leur disposition que les espaces exigus et malsains du centre d'accueil, mais aussi des personnes avec des problèmes psychiques ou SDF — ont tendance à se réunir ou à passer pas mal de leur temps dans les LSCA. En effet,

⁶⁰⁴ « (...) *una motivazione molto intima, personale* ».

⁶⁰⁵ « (...) *ci si scanna e ci si vuole bene come si fa in famiglia di solito* ».

⁶⁰⁶ « (...) *dei rapporti e delle relazioni* ».

⁶⁰⁷ « (...) *tante volte qui magari erano giornate un po' critiche, vuoi perché avevo due figli adolescenti, vuoi perché in quel periodo mi sono anche separata, è stato uno spazio importantissimo. Ma proprio per me, Cinzia. Ma al di là di quello che si faceva era anche un modo per fare altro, non pensare, fare una cosa... un po' staccare ecco* ».

les portes de ces lieux sont (presque) toujours ouvertes, et cela pour tout le monde, quels que soient son origine, son comportement ou son apparence — des aspects qui ailleurs pourraient être des facteurs d'exclusion ; il s'agit « d'espaces sans filtres (*spazi senza filtri*) » pour utiliser les mots de Giovanni, militant de CR.

À partir de ces témoignages et observations, j'ai commencé à voir — parfois en filigrane — l'importance que ces « familles » d'activistes avaient dans le choix de s'engager, et surtout, de persister dans l'engagement. La plupart des personnes interrogées considèrent que les LSCA sont des lieux où l'on prend soin l'un de l'autre, des repères humains et géographiques uniques dans leurs vies.

Considérer son LSCA comme une autre maison ne concerne pas seulement les activistes qui se trouvent dans des situations difficiles. Fréquenter un lieu autogéré de manière assidue, voire parfois en presque continu, contribue à faire surgir le sentiment que son LSCA est une « deuxième maison (*seconda casa*) », pour utiliser les mots de Luca (CO), et les autres camarades une « famille autre, choisie (*un'altra famiglia, scelta*) », selon Lorenzo (FP). C'est là que les activistes passent volontiers leurs journées, trouvent du réconfort ou du soutien, car, comme dit Janis (CO), « tu sais que [dans le LSCA] il y a toujours des personnes sur lesquelles tu peux compter ». Les lieux du *care* peuvent être différents de ceux auxquels on associe d'habitude ces pratiques, et être des « tiers espaces » (*espaces autres* par rapport au lieu de travail ou de résidence) capables de devenir, selon Oldenburg, « *a home away from home* » (1999, p. 59) et être, de fait, des *lieux-refuges*.

En soi, cela n'est pas une nouveauté qui ne serait possible que dans les LSCA. D'autres lieux peuvent *remplacer* l'espace domestique, comme le firent les Maisons du peuple de l'Italie du tournant du XXe siècle (2003). Au vu de son extrême pauvreté,

[t]he working class, of course, had neither property nor an intimate private sphere for retreat and contemplation. (...) Only a collective space could serve as the basis of psychological emancipation. (...) Writing in 1901, Mazzinian Journalist Giovanni Bacci (...) drew an explicit parallel between the function of the individual private home and that of the house of the people. Whereas the elite could afford the luxury of the salon, the billiard room, and the private cook, the workers had the house of the people. The bourgeoisie could obtain financial as well as social/psychological resources in the private sphere, whereas workers were forced to compensate for individual privation through solidaristic structures (Kohn, 2003, p. 94).

En raison des carences propres à l'espace domestique des travailleur·euse·s de l'époque, la Maison du peuple incarnait cette fonction d'abri, de lieu de confort et de réconfort, comme l'exprime le journaliste Bacci en 1901 (cité — et traduit — par Kohn (2003, p. 94) : « *Just as the traveler who is tired by the long road... dreams of his house where he can find relaxation and repose, similarly the worker dreams of association, the house the people with its multiple institutions, mutualism, cooperatives, and instruction* ». Toujours se référant aux Maisons du peuple, Cossart & Talpin parlent d'un « *espace d'entre-soi ouvrier* » (2012, p. 588).

La capacité de ces espaces collectifs de permettre à celles et ceux qui n'en disposeraient pas d'accéder à un entre-soi sûr, bienveillant et accueillant renvoie également aux théories et pratiques féministes et Queer, notamment en ce qui concerne le dépassement de certaines dichotomies spatiales telles que privé/public ou encore domestique/urbain (Dorlin, 2008).

Les critiques Queer à la structure hétéronormative de la famille et de son émanation spatiale, la maison (Preciado, 2011), permettent de faire un parallèle entre les lieux autogérés, les Maisons du peuple et la scène Ballroom. Celle-ci, née il y a plus de 50 ans à New York City, propose des performances (*balls*) défiant la culture de genre dominante. Ces soirées, et les espaces matériels qui lui sont liés, sont devenues au fil des années des espaces *safe* pour les personnes LGBT noir·e·s et latino·a·s (Bailey, 2014). Le terme qui décrit les groupes sur scène n'est pas anodin : « *house* » (par exemple, *House of Prestige*). Ce terme rappelle la manière dont ces communautés « *perform family in ways that reconstitute the home as a socially configured "house"* » (Bailey, 2014, p. 491). Une famille *choisie* se constitue ainsi en opposition à celle d'origine qui, souvent, marginalisait et excluait les personnes qui animent la culture Ballroom. Cette métaphore spatiale et sociale devient ainsi un véritable espace de vie partagé pour ces communautés, un « *black Queer space* », où être soi-même, prendre soin l'un·e de l'autre et revendiquer sa propre place en opposition aux restes de l'espace urbain, privé et public, qui tend à les rejeter (Bailey, 2014).

Il ne faut évidemment pas forcer le trait comparatif. Tout d'abord, une différence majeure entre les LSCA et les lieux Queer cités réside dans le fait que la première fréquentation d'un LSCA est beaucoup moins marquée, dans l'exemple romain que dans le nord-américain, par un désir de fuir un environnement familial hostile et d'une forte marginalisation dans d'autres espaces urbains. D'ailleurs, les lieux autogérés n'affichent pas particulièrement cet aspect de *care*, mise à part la rhétorique autour de l'idée de *solidarité* et de *secours mutuel* (mais qui, comme on l'a vu, est perçue comme étant principalement adressée aux usager·ère·s extérieur·e·s plutôt qu'aux activistes eux·elles-mêmes), quand bien même mon terrain confirme qu'il s'agit en réalité d'une caractéristique fondamentale de ces expériences, notamment pour que le militantisme dure dans le temps.

De plus, la scène Ballroom apparaît comme étant bien plus conçue pour une communauté spécifique que les lieux autogérés analysés (même si, parmi les lieux autogérés romains, il y en a qui ont une communauté de référence plus définie, comme les lieux féministes et Queer) ou les Maisons du peuple (la catégorie de *working class* est généralisante). Toutefois, les entretiens ont montré que la plupart des activistes se perçoivent — ou se sont perçu·e·s ainsi dès l'enfance — comme étant *différent·e·s* (car militant·e·s, car alternatif·ve·s, car homosexuel·le·s, car féministes dans un monde machiste, etc.), voire aussi *hors norme* que les LGBT noir·e·s et latino·a·s de la scène Ballroom. Relativement à la classe ouvrière au tournant du XXe siècle, le contexte historique était plus favorable aux grands *nous* que celui dans lequel l'on évolue aujourd'hui.

Reste que la réussite de LSCA non identitaires et des Maisons du peuple — au moins pour un temps — montre en tout cas que des espaces *safe* peuvent être « poreux ». Si la présence d'espaces spécifiques à certaines subjectivités reste fondamentale — même à l'intérieur des LSCA —, la possibilité que des lieux collectifs puissent aussi avoir un rôle de *refuge* en accueillant « large » est de grande importance. La diversité qui caractériserait des lieux « poreux » permet de développer des relations qui vont au-delà de l'identité « communautaire » : à l'instar des « *urban commons* » décrits par Huron (2015), se confronter à des personnes différentes (*strangers*) n'exclue pas de pouvoir faire surgir un sentiment de « solidarité » (Spade, 2020), voire favoriserait l'émergence de « coalition[s] ouverte[s] », tel

qu'énoncé par Judith Butler :

une coalition ouverte mettra en avant des identités qui seront tour à tour prises ou mises de côté selon les objectifs du moment ; ce sera un assemblage ouvert permettant de multiples convergences et divergences sans qu'il soit nécessaire d'obéir à une finalité normative qui clôt les définitions (Butler, 2005, p. 82-83).

Dans cette perspective, « [l]es coalitions politiques présentent (...) l'avantage de s'appuyer non pas sur un sujet stable et une identité fixe, mais bien sûr un regroupement local, ponctuel et contextualisé d'intérêts à transformer une situation donnée » (Baril, 2007, p. 76). Évidemment, cela ne signifie pas nier l'importance d'espaces spécifiques pour toutes les subjectivités opprimées qui en ressentent le besoin, car « [l]a question de la coalition devient donc celle de l'agir politique en commun de sujets qui tiennent à garder leur spécificité et qui refusent de hiérarchiser les enjeux de lutte » (Lamoureux, 2018, p. 206)

Malgré l'importance de cette dimension de *care*, il ne faut pas considérer les LSCA seulement comme des lieux de *care* ou oublier qu'il peut aussi s'y produire des effets pervers. Toutes les familles — reconstituées ou non — peuvent être des lieux de *care*, mais aussi des lieux de conflit et de contrôle. De plus, si ces forts liens affectifs entre militant·e·s peuvent constituer des forces centripètes importantes, ils peuvent aussi se transformer en des facteurs répulsifs : trop de proximité peut devenir pesante et conflictuelle, poussant ainsi certain·e·s activistes à s'éloigner.

7.5. Au-delà de l'opposition : investir un espace pour construire une alternative

Investir collectivement un espace matériel permet aussi d'expérimenter concrètement — et spatialement — une alternative au système en place, en rapport avec les représentations du groupe qui la porte (Borzakian, 2021a, s.p.). Pour se référer aux espaces investis par les militant·e·s, Pleyers parle « d'espaces d'expériences », c'est-à-dire des lieux qui « sont à la fois des lieux de lutte et les antichambres d'un monde nouveau », dont la durée peut être « très variabl[e] » (2013, p. 120). Pour que les projets des activistes puissent se réaliser, il est préférable de disposer d'un espace pour un temps assez long, même si des expériences plus éphémères peuvent aussi permettre des expérimentations concrètes. Les occupations — forcément provisoires — de célèbres espaces publics portées par le « mouvement des places » ont été l'occasion d'expérimenter ce que Guichoux (2016) appelle la « démocratie "sauvage" ». De même, les mobilisations altermondialistes étudiées par Ripoll entre 1999 et 2005 ont mis en place des « "espaces publics" autonomes », en tant que réponses éphémères à « l'exigence de ne pas rester dans la seule contestation et de proposer des alternatives » (2008, p. 95).

Quand l'espace est investi de manière plus durable, l'expérimentation incarnée peut sédimenter, jusqu'à devenir une forme — évidemment imparfaite — « [d']utopie réelle (*real utopia*) », terme que Kohn emprunte à la description que Foucault fait de ses hétérotopies (2003). À titre d'illustration, les Maisons du peuple, « [b]y challenging the conventions of the dominant society, (...) were heterotopias of resistance, real spaces, countersites constructed to materialize an alternative reality » (Kohn, 2003, p. 91).

Qu'il s'agisse des Maisons du peuple, des ZAD, des ronds-points des Gilets jaunes ou des LSCA, les espaces dont on parle acquièrent ce caractère d'utopie réelle, de construction concrète d'une alternative, et ce avant tout grâce à leur mode de gouvernance. Cette dimension alternative, de contre-monde ressort avec force des entretiens, comme en témoigne l'usage récurrent fait par l'activistes de métaphores spatiales soulignant l'altérité du lieu autogéré par rapport au reste du monde et de la société (île, dehors/dedans, monde externe, etc.).

Les ronds-points français investis par les militant·e·s décrit·e·s par Gwiazdzinski sont, par exemple, des lieux où « *les décisions sont prises à main levée* », où l'on pratique — de manière horizontale — la politique, jusqu'à que « *[l]e rond-point [devienne] un espace public au sens politique du mot autour des assemblées générales, des recueils de cahiers de doléances et des débats* » (Gwiazdzinski, 2019, s.p.)

Les Maisons du peuple, selon Kohn (2003), seraient des lieux de « démocratie radicale ». Par cette désignation, elle entend décrire, rétrospectivement, un ensemble d'expériences variées « *that shared the common goal of engaging in politics at the level of everyday life and transforming the social and economic bases of political power* » (p. 7). Cette démocratie radicale « *evokes self-organization of society and transformative potential of social movements* » (Kohn, 2003, p. 8). Les Maisons du peuple en étaient l'expression spatiale puisqu'elles étaient des « *political sites outside of the state where the disenfranchised generated power* » (p. 7).

Dans les LSCA, l'on préfère plutôt parler d'autogestion ou — rarement — de « commun » ou « biens communs (*beni comuni*) », notamment pour son potentiel « instituant », « juridique » (Archibugi, 2016; Ranocchiari, 2016; Ranocchiari & Mager, 2019).

L'autogestion a pris différentes significations au cours de l'histoire. Si ce terme a été associé pendant longtemps à l'autogestion ouvrière des usines suite à la crise du fordisme, il se réfère désormais à la volonté de construire localement des relations et des espaces qui seraient — dans la limite du possible — *autonomes* par rapport au capitalisme. Cette interprétation s'est diffusée en Italie au sein des « centres sociaux occupés et autogérés » (CSOA), que l'on peut considérer comme l'ancêtre commun à la plupart des LSCA, même si seul le *Forte Prenestino* porte ce nom.

In the narrative produced by Social Centers, self-management is generally used with a double meaning. Firstly as a way to manage specific activities, and secondly to refer to a general system of social relations, in a kind of utopian vision (Scarinzi, 1991) (Mudu, 2012a, p. 426).

La gestion du lieu, ses activités ainsi que les modalités d'être ensemble préfigurent la société dans laquelle on souhaiterait vivre. Le fait d'autogérer ces espaces d'une manière supposément horizontale, sans hiérarchies explicites — ce qui ne signifie pas pour autant qu'il n'y en ait pas (Freeman, 1972) — en donnant un rôle de premier plan à l'assemblée générale et aux modèles consensuels de prise de décision, sont des traits caractéristiques des LSCA et des CSOA avant eux, même si des différences notables peuvent exister selon les cas (Piazza, 2013). S'y ajoutent le désir de construire des expériences sociales, économiques et culturelles *autonomes* par rapport au monde extérieur, au capitalisme, ce qui « *aboutit à une expérimentation économique, d'une part, et à la recherche de lieux alternatifs pour les loisirs et la sociabilité, de l'autre* » (Ruggiero, 1999, p. 146). Par ces traits, les lieux autogérés

contribuent donc à produire de « *notable social alternatives to dominant structures* » (Mudu, 2012a, p. 431).

En quoi le fait de disposer d'un espace matériel y joue-t-il un rôle fondamental pour expérimenter un mode de gestion et de gouvernance « différent » ?

Tout d'abord, investir un espace matériel — par exemple à travers l'occupation — permet de créer un espace autonome du monde extérieur et de ses contraintes, où l'on peut expérimenter des modèles alternatifs d'être ensemble (Borzakian, 2021b).

Ensuite, *libérer* un espace de l'emprise du monde extérieur permet de mettre en place des activités et des services qui existaient aussi en dehors, mais en les *radicalisant* — au sens de Kohn (2003). Ainsi, bien avant les LSCA,

The socialist-inspired cooperatives became the preeminent spaces of resistance because they were based on democratizing existing sites of encounter and creating new ones. The first cooperatives (...) had the same basic functions as existing businesses. They fulfilled practical needs, but they did so in a distinctive way. The defining characteristic was the way in which they replaced hierarchical relationships with egalitarian ones (Kohn, 2003, p. 86).

Autrement dit, disposer d'un espace matériel permet non seulement d'expérimenter des choses radicalement nouvelles, mais aussi de montrer que même les activités du monde extérieur peuvent être menées de manière différente, « *in a more rational, just and egalitarian form* » (Kohn, 2003, p. 102), en exemplifiant une alternative possible. En effet, « *[a]lthough reflecting the outside world, the house of the people was meant to reveal its failings and provide and outline of a better alternative* » (p. 102). Partant, investir un espace matériel ou — pour utiliser les termes que la géographe Sylvaine Bulle utilise en se référant aux ZAD — faire des « *prises territoriales (...) démontre qu'une auto-organisation est possible* » (Fumey, 2020, s.p.). Pour utiliser les mots que Kohn réserver aux Maisons du peuple, « *they materialized the workers' dreams, thereby sustaining those dreams* » (2003, p. 24). En autogérant dans le temps un espace, ces expériences démontrent par les faits et l'action qu'une autre manière de vivre ensemble et de se (auto)gouverner est possible. La prise d'un territoire permet ainsi de rendre tangible une alternative.

C'est par l'espace que nous expérimentons le monde. Nous nous construisons individuellement et collectivement par le biais de nos interactions matérielles et symboliques avec le milieu. Il n'y a pas de conscience de soi et des autres qui ne soit pas située spatialement et qui n'ait pas la Terre comme support et comme fondement (Borzakian, 2021a, s.p.).

Si la capacité de ces *utopies réelles* à rendre concrète une alternative a en soi une forte valeur politique, concevoir cela comme « *une bifurcation, voire un exode du système actuel* » comme le fait Sylvaine Bulle en parlant des ZAD, ajoute une dimension supplémentaire : « *[E]n ce sens, le projet autonome (présent dans ces zones autogouvernées) peut être considéré comme un contre-pouvoir, qui consiste à auto-organiser des bases de vie, et consolider des foyers d'expérimentation ou des "fronts" qui peuvent s'articuler entre eux* » (Fumey, 2020, s.p.). Cela créer un contre-pouvoir, car ces expériences constitueront un précédent — comme la Commune de Paris l'est pour certains mouvements d'aujourd'hui — et un germe pouvant fertiliser ailleurs — comme l'exemplifie le slogan « ZAD partout ».

Pour Kohn, il s'agirait de créer celles qu'elle appelle des « *heterotopias of resistance* », c'est-à-dire :

a real countersite that inverts and contests existing economic or social hierarchies. Its function is social transformation rather than escapism, containment or denial. By challenging the conventions of the dominant society, it can be an important locus of struggle against normalization. The house of the people built in Europe at the turn of the century were heterotopias of resistance, real spaces, countersites constructed to materialize an alternative reality. Yet they also made use of, imitated, and transformed preexisting sites or institutions (Kohn, 2003, p. 91-92).

Enfin, cette dimension conflictuelle, de résistance, se conjugue à la dimension préfigurative que ces lieux peuvent revêtir. Ainsi, selon Sylvaine Bulle « [l]es ZAD déclinent différentes dynamiques de contre-pouvoir et de résistance, mais elles préfigurent, d'un autre côté, de nouveaux rapports sociaux porteurs d'un projet émancipateur ». Pour elle, « la résistance ne se comprend pas sans l'autre dimension qui est celle de l'apprentissage du commun, de rapports sociaux émancipateurs ou émancipés d'un mode de gouvernement externe ou d'un pouvoir externe » (Fumey, 2020, s.p.).

D'autres chercheur·e·s parlent de ces expériences comme des « *places of collective world-making* », c'est-à-dire

a place to quite literally build an alternative habitus where the act of occupation becomes the basis for producing a common spatial field “ in which the ongoing interactions of participants continually produce sentiments, ideas, values and practices that manifest and encourage new modes of being ” (Vasudevan, 2015, p. 318).

Évidemment, tout n'est pas « parfaitement atteint » et les intentions des LSCA se heurtent parfois à la réalité des interactions vécues, avec toutes leurs contradictions. Cependant, la portée idéale de ces expériences, leur capacité à incarner et spatialiser une alternative demeure bien réelle.

7.6. Investir un espace pour réunir, mettre ensemble, recruter, politiser

Enfin, un dernier point concerne la capacité de l'espace matériel investi à attirer et faire converger des personnes dans un même lieu. Tout d'abord, investir un espace matériel de manière collective permet de créer un lieu de rencontre, un espace où des personnes se (re)trouvent côte à côte pour en profiter, ce qui peut aussi contribuer à politiser ces personnes, voire à leur engagement.

Ensuite, la coprésence de ces personnes dans un espace approprié et géré collectivement ne contribue pas qu'à créer du lien au sein de ce lieu, mais aussi au-delà, à l'encontre de ce dont Hannah Arendt avait déjà rendu compte en 1961, soit « *l'atomisation sociale et l'individualisation extrême* », qui se diffuse dans nos sociétés, hier par les dictatures et aujourd'hui par le marché (Gill, 2001, p. 16).

Enfin, un espace — et plus particulièrement son « *ambiance* » (Thibaud, 2015) — peut être attrayant pour certaines personnes et répulsif pour d'autres. Ses propriétés influenceront donc qui fera partie de cette communauté. L'espace n'est donc pas un cadre *neutre*, mais un

actant pouvant expliquer en grande partie l'issue du projet d'autogestion.

7.6.1. Espace de coprésence et de politisation

Qu'il s'agisse de la place de République à Paris, temporairement investie par les militant·e·s de *Nuit Debout*, ou de lieux multifonctionnels (qui hébergent des activités sociales, politiques, culturelles, sportives, etc.) établis sur un temps long, tels que les LSCA romains ou les Maisons du peuple du siècle dernier, ces espaces collectivement investis ont la capacité d'attirer non seulement des activistes, mais aussi des passant·e·s et des usager·ère·s — occasionnel·le·s ou régulier·ère·s.

D'un point de vue politique, cette capacité n'est pas secondaire : « *[T]he ability to aggregate dispersed individuals is the most basic but important effect of any new political space* », car « *[b]ringing a greater number and more diverse assortment of people together encourages communication of ideas, interests, and experiences* » (Kohn, 2003, p. 84). Le fait que les Maisons du peuple ainsi que les LSCA soient ou étaient des espaces multifonctionnels est d'importance, car cela facilite la rencontre de personnes différentes. En effet, « *[la] force politisante de la Maison du Peuple peut dès lors découler de sa faible spécialisation, du fait de la variété des activités qui y sont rassemblées* » (Cossart & Talpin, 2012, p. 585).

Il en va de même du contexte urbain, celui de l'essentiel des LSCA. La grande diversité humaine qui caractérise les villes, le fait que les personnes n'y sont pas reconnues et casées dans des identités et rôles spécifiques amène à ce que les personnes sont plus susceptibles qu'ailleurs « *to establish new connections with strangers* », avec la possibilité que « *these new connections between diverse individuals make it possible to step outside of conventional boxes, draw on diverse resources and ideas, and create new solutions for old problems* » (W. J. Nicholls, 2008, p. 843).

La capacité de certains espaces de devenir des lieux de rencontre de personnes différentes a un fort potentiel politique, car cela permet d'instaurer un échange, de se trouver des points en communs malgré les différences, d'inciter à coopérer et de construire des relations pouvant déboucher sur des formes d'engagement. Certes, « *[n]ot all contexts for aggregation and encounter are politicizing* » (Kohn, 2003, p. 85), car le type de lieu et l'esprit que celui-ci véhicule comptent. Ainsi, des lieux comme les Maisons du peuple ou les LSCA, en tant qu'espaces où l'on pratique et l'on expérimente une manière plus horizontale d'être ensemble, seraient particulièrement à même de faire en sorte que les éléments susnommés se réalisent.

Toutefois, ces espaces peuvent se limiter à favoriser ce que Goffman appelait la « *co-location* », soit que des individus partagent simplement physiquement un même espace (Goffman, 1966). Ce qui importe aussi est la « *co-présence* » : « *The condition that provides mutual accessibility and therefore allows for mutual contact is not mere co-location but copresence* » (Zhao & Elesh, 2008, p. 570). En effet, « *[c]opresent individuals are not only located in each other's close proximity but also pay close attention to each other, ready to engage and be engaged, thereby making them "uniquely accessible, available, and subject to one another"* » (Goffman 1966, p. 22) » (Zhao & Elesh, 2008, p. 570).

Si ces conditions sont réunies, fréquenter un espace de ce type peut accroître les possibilités de se sensibiliser à certaines questions, de se politiser, voire de s'engager.

[The] men and women who shopped or drank at cooperatives were more likely to be exposed to political ideas (Kohn, 2003, p. 84).

Les personnes se rendant dans un lieu autogéré pour voir un concert, pour boire une bière, participer à un cours de boxe ou fumer du cannabis en toute tranquillité seront exposées à des messages politiques, ne serait-ce que grâce à la présence d'affiches ou de tags. Dans les Maisons du peuple, cela se réalisait grâce à l'« *entremêlement du divertissement, de la propagande et de l'éducation [qui] se retrouve jusque dans le programme des pièces de théâtre, proposant le même soir une représentation politique et une autre plus frivole* » (Cossart & Talpin, 2012, p. 594). Qu'il s'agisse de jeux, de concerts, de spectacles, de fêtes, « *par tous ces événements périphériques et divertissants, le politique peut s'insinuer dans l'ordinaire de l'ouvrier roubaisien, et s'y inscrire durablement (...) La sociabilité traditionnelle 'se [colore] de politique' et 'la politique [emprunte] ses formes d'organisation à la sociabilité'* » (Cossart & Talpin, 2012, p. 596).

Pour aussi pertinente qu'elle soit, cette tactique de politisation ne garantit pas que tou·te·s ces usager·ère·s se politisent et encore moins qu'ils/elles s'engagent. Reste que la *sociabilité politisante* de ces lieux contribue — à long terme — au développement identitaire de ses usager·ère·s, qu'il s'agisse de l'identité ouvrière, dans le cas des Maisons du peuple (Cossart & Talpin, 2012), ou de celle — plus vague — antagoniste et alternative dans les LSCA.

De fait, les LSCA ou les Maisons du peuple qui durent — ou durèrent — sont des espaces qui attirent d'abord des personnes en tant qu'usager·ère·s des services offerts et qui finissent par les politiser. Ces espaces sont des « *incubateurs de politisation* » et fonctionnent comme une « *machine à multiples engrenages qui attire l'ouvrier, le prend, le retient et en fait un socialiste* » (Compère-Morel, 1913, p.218 cité dans Cossart & Talpin, 2012, p. 592). Ils offrent donc des « *informal opportunities to encounter new ideas, recognize commonalities, debate tactics and maybe then engage in political activity* » (Kohn, 2003, p. 6). Une rencontre et une politisation qui peut éventuellement amener à l'étape suivante, soit « *[l']assembly* » qui peut être considérée comme « *the formalization of aggregation, a self-conscious aggregation for a particular purpose* » (Kohn, 2003, p. 85).

Tout en étant moins explicite, l'image évoquée par Nunzio d'Erme, une personnalité historique du mouvement des LSCA à Rome interviewée dans une précédente recherche (Ranocchiaro, 2016), est évocatrice : « On avait inventé les centres sociaux comme des tremplins pour faire la révolution, pour recommencer à partir des quartiers, construire l'organisation de classe qu'avait été démantelée dans les années 1980⁶⁰⁸ ». Ainsi, ces activités ne seraient pas totalement *désintéressées*, mais viseraient à sensibiliser les usager·ère·s à des questions qu'elles ne se posaient pas au moment de se rendre dans un LSCA pour un concert ou pour un cours de yoga. Le profil du « jeune underground », présenté dans la partie relative à l'analyse des carrières, résume bien ce processus : en dehors de tout intérêt pour la politique, certaines personnes fréquentent les LSCA pour profiter de leur offre culturelle, et finissent par

⁶⁰⁸ « *Noi ci siamo inventati centri sociali come trampolino di lancio per fare la rivoluzione, per ricominciare dai quartieri, Costruire l'organizzazione di classe che avevano smantellato negli anni 80* ».

s’y intégrer.

Si, pour Cossart & Talpin, un espace politisant comme celui des Maisons du peuple est « *[in]maginable dans les sociétés complexes et différenciées contemporaines* » (Cossart & Talpin, 2012, p. 596), les LSCA en partagent les intentions. Il est vrai que « *les Maisons du peuple sont un vestige d’une société intégrée où l’on peut, dans un même espace, acheter les principaux objets de consommation courante à l’époque (pain, charbon, épicerie, parfois boucherie), lire le journal et boire une bière après le travail, se divertir et s’instruire, militer, voire travailler* » (p. 596). Cependant, les LSCA le font, certes à plus petite échelle.

7.6.2. L’espace pour faire communauté

L’idée que les LSCA et leurs activités puissent servir à faire des *prosélytes* ne fait pas l’unanimité chez les militant·e·s des lieux autogérés. Pour Giovanni (CR) par exemple, il s’agirait d’« un mécanisme classique (...) [une] approche presque religieuse de diffuser la parole (...) à travers des mécanismes de socialité comme justement la nourriture ou autre chose que beaucoup pratiquent, mais à laquelle [personnellement il] ne croi[t] pas beaucoup ⁶⁰⁹». Pour lui, il s’agit d’un « mécanisme vertical qui peut-être répondait à une société verticale comme c’était celle du XXe siècle probablement ⁶¹⁰». Cela ne signifie pas qu’aujourd’hui il n’y aurait plus besoin de recruter de nouvelles personnes, mais il conviendrait de le faire autrement, « en montrant qu’on peut vivre d’une manière différente, en ayant un style de vie différent et donc attirer des personnes grâce à cela, sur le fait de vivre d’une manière alternative au système. Et sur cela, après, construire des relations politiques⁶¹¹ ». Giovanni recourt à des exemples concrets pour illustrer cela.

Il y a le groupe d’achat [solidaire, l’équivalent des AMAP], le groupe qui gère la boulangerie populaire, l’école d’italien pour étrangers (...). Tous sont des outils de regroupement qui rassemblent, mais autour d’une pratique. Les personnes qui viennent le matin pour enseigner l’italien sont d’anciens professeurs ou des étudiants et ils se retrouvent autour de l’envie de donner une contribution à l’accueil [des migrant·e·s] (...) et autour de cela après se construisent des synergies avec tout le reste⁶¹².

Leur but est « de faire parler ensemble toutes ces choses (...) celui qui s’occupe de changements climatiques avec qui s’occupe de la boulangerie populaire avec qui s’occupe du

⁶⁰⁹ “Questo è un meccanismo classico a cui però io credo poco. io diciamo questo approccio un po religioso di portare il verbo in qualche modo attraverso appunto meccanismi di socialità come appunto il cibo o altro che poi quello è che fanno in parecchi, sinceramente ci credo poco”.

⁶¹⁰ “(...) è un meccanismo verticale che forse rispondeva una società verticale come era quella verticale come era quella del Novecento probabilmente”.

⁶¹¹ “Non è solo soltanto aggregare attraverso lo strumento, ma te devi appunto far vedere che si può vivere in un altro modo, avere uno stile di vita diverso e in qualche modo attirare persone su questo. sul vivere in maniera alternativa al modello dominante e su questo puoi costruire relazione politica”.

⁶¹² “C’è il gruppo d’acquisto, il gruppo che gestisce il forno popolare, la scuola di italiano per stranieri della mattina. sono tutti strumenti di aggregazione che però aggregano attorno ad una pratica. cioè le persone che la mattina vengono ad insegnare italiano sono o ex professore in pensione o studenti che si ritrovano intorno alla volontà di voler dare un contributo all’accoglienza, fondamentalmente perché questo è, e intorno a quello poi si costruiscono sinergie con tutto il resto”.

groupe de lecture. Essayer de voir si l'on arrive à construire une communauté encore plus grande⁶¹³ ». Giovanni pense « qu'il faut construire une communauté, il ne faut pas trouver des prosélytes, parce que ça ne marche pas⁶¹⁴ ». Et s'il croit que cela ne fait plus de sens aujourd'hui, c'est aussi parce le « temps des idéologies » est révolu. « Tu fais des prosélytes autour de quoi ? (...) à l'époque des idéologies, tu recrutais autour des idéologies, la construction du communisme, une idée forte. Aujourd'hui tout est plus désagrégé⁶¹⁵ ». Bien qu'il se considère communiste, cet activiste a une idée personnelle de ce que serait la révolution :

Mon idée révolutionnaire (...) est celle d'une phase constituante d'un monde différent par rapport à celui d'aujourd'hui, qu'il faut le construire au sein du monde dans lequel on vit, morceau par morceau. Il n'y a pas un moment où tout va changer. C'est un processus où, jour après jour, on conquiert le changement⁶¹⁶.

En d'autres termes, la révolution c'est (re)construire notre capacité à être ensemble, à faire communauté, ce à quoi un espace investi collectivement peut servir. Il est difficile de savoir s'il est plus adéquat de *faire des prosélytes* ou de faire communauté autour de pratiques alternatives. Un point est cependant très clair : leur substrat est un projet émancipateur, quelle qu'elle soit la manière dont on souhaite le réaliser. L'importance que joue l'espace matériel pour la réussite de ces activités est indéniable : ainsi, que l'on considère un cours d'italien pour migrant·e·s ou un restaurant autogéré comme une occasion pour faire communauté de manière différente par rapport à la norme dominante, ou qu'on voit l'autogestion d'une bibliothèque comme une occasion de politiser des étudiant·e·s et de revendiquer plus de moyens pour l'université, l'espace matériel des LSCA — et d'autres expériences comme les Maisons du peuple d'antan — apparaît comme un vecteur, un instrument indispensable pour que ces activités existent et atteignent l'objectif souhaité.

7.6.3. L'ambiance en tant que dispositif de sensibilisation

L'importance de l'espace est aussi relative aux ressentis que celui-ci peut provoquer, car ce qu'est matériellement un lieu peut provoquer un sentiment de « *topophilie* » ou encore de « *topophobie* ». Ces concepts, puisant leurs racines dans la géographie humaniste et formulés pour la première fois par un de ses tenants, Yi-Fu Tuan, en 1974, décrivent respectivement « *un amour, une affection, une prédilection pour un lieu* » dans le cas de la *topophilie*, « *et inversement la topophobie marque une désaffection, un désamour, voire de la crainte éprouvée pour un lieu ou pour un paysage* » (B. Lévy, 2006, p. 135).

⁶¹³ “Per cui quello che stiamo provando a fare adesso a far parlare tutte queste cose insieme. c'è chi si occupa di i cambiamenti climatici insieme a quello che si occupa del forno popolare insieme a quello che si occupa del gruppo di lettura. provare a vedere insomma se si riesce a costruire una comunità ancora più grande”.

⁶¹⁴ “Penso che vada costruita una comunità, non vadano trovati proseliti. perché non funziona”.

⁶¹⁵ “Anche perché cosa su cosa fai proseliti? difficile oggi no... al tempo delle ideologie tu aggregavi intorno alle ideologie...alla costruzione del comunismo di un'idea forte... oggi è tutto più disgregato”.

⁶¹⁶ “La mia idea di rivoluzione (...) il tema è quello di una fase costituente di un mondo diverso da quello attuale che va costruito dentro al mondo che viviamo pezzo per pezzo. non c'è un momento in cui cambierà tutto. c'è un processo in cui giorno per giorno si conquista il cambiamento secondo me”.

Les espaces investis collectivement n'échappent pas à ce schéma et leur apparence, ou mieux, leur « ambiance », influencera *qui* l'on arrivera à faire converger vers cet espace et à faire accepter cette coprésence. En m'inspirant de Thibaud (2015), je considère par « *ambiance* » la rencontre entre un être humain et un espace, et, plus particulièrement, la perception et les ressentis que le premier se fait du deuxième. L'ambiance décrit comment chaque individu (res)sent un espace, entendu dans toute sa complexité. Ce terme recouvre ainsi l'arrangement des attributs multiples et synesthésiques qui composent un espace, à la fois objectifs (parce qu'externes à l'individu) et subjectifs (parce que leur perception dépend de chaque individu et du moment où cette rencontre a lieu). L'ambiance relève donc l'expérience sensible d'un lieu.

L'ambiance d'un lieu, grâce à sa capacité à provoquer un sentiment de topophilie ou topophobie, détermine quelles personnes chaque espace investi collectivement sera capable d'attirer et de capter sur la durée. Il y a un parallèle avec ce que Traïni a appelé un « *dispositif de sensibilisation* », c'est-à-dire « *l'ensemble des supports matériels, des agencements d'objets, des mises en scène, que les militants déploient afin de susciter des réactions affectives qui prédisposent ceux qui les éprouvent à s'engager ou à soutenir la cause défendue* » (Traïni, 2009, p. 13).

L'idée est que — dans des expériences militantes telles que les LSCA, les ZAD ou les Maisons du peuple (où l'on milite aussi à *travers* l'espace matériel collectivement investi) — il faut inclure l'espace matériel lui-même parmi les dispositifs de sensibilisation de l'activisme politique (les campagnes sur les réseaux sociaux, les affiches, les événements publics, les discours, etc.). De la même manière que l'affiche d'une ONG avec un ours polaire mal nourri veut provoquer chez le public une réaction émotionnelle capable de « sensibiliser » à sa cause (Traïni, 2009), l'ambiance d'un espace investi collectivement doit stimuler des réactions émotionnelles positives — de l'ordre de la topophilie —, si les militant·e·s veulent réussir à attirer des nouveaux·elles usager·ères ou recruter des nouveaux·elles activistes. Si un lieu a une ambiance hostile, peu accueillante, cela pourrait effectivement révolter de potentielles nouvelles recrues.

À l'aide des matériaux recueillis sur le terrain, j'analyserai la manière dont l'ambiance des LSCA et d'autres exemples provoque des sentiments de topophobie et de topophilie, ainsi que la façon dont les militant·e·s en tiennent compte. Si les ambiances sont par définition « *synesthésiques* » (Thibaud, 2015), j'ai fait le choix de les fractionner en plusieurs composantes, afin de faciliter la compréhension de mon argumentation. Cette décomposition des ambiances est artificielle — même si elle est nécessaire pour mettre en valeur les faits saillants qui ont émergé de la recherche —, puisque c'est l'ensemble de ces composantes qui donne la « *tonalité émotionnelle* » dominante du lieu (Thibaud, 2015, p. 200).

A. Langage visuel

Par le terme de langage visuel, j'entends l'ensemble des dispositifs graphiques qui visent explicitement à envoyer un message, quel·le que soit son auteur·e. Il s'agit principalement des affiches et des drapeaux, ainsi que des tags et des graffitis qui recouvrent souvent les murs et façades des LSCA. Carmo préfère parler de la « *part "visuelle" (...) de l'expérience esthétique* » et qui recouvre notamment « *la production matérielle qui résulte des*

arts visuels, pouvant être exposée sur des murs (comme des affiches, des slogans, des peintures murales, graffitis, paste-ups) ou projetée sur un écran » (Carmo, 2020, p. 149).

Si les Maisons du peuple avaient souvent une apparence discrète, qui « *did not obviously symbolize an alternate social order* » (Kohn, 2003, p. 2), les LSCA au contraire, ainsi que les ronds-points des Gilets jaunes, les ZAD ou les squats sont bien reconnaissables (voir figures 68 à 72), de sorte, comme vu antérieurement, qu'ils peuvent même fonctionner en tant que « *média* », c'est-à-dire comme dispositif visuel permettant aux mouvements les ayant investis de communiquer vers l'extérieur (Gwiazdzinski, 2019). Une fois entré·e·s dans ces lieux, la donne ne change pas. Au contraire, on est souvent confronté·e·s à un nombre important de messages que les activistes ou certain·e·s fréquentateur·trice·s de ces lieux veulent transmettre, et cela sous différents formats (figures 73 à 80).



Figure 68 — Les murs extérieurs d'un LSCA ne fonctionnent pas seulement comme vitrines, mais parfois aussi comme calendriers des prochains événements, comme dans cette photo de l'extérieur de Communia prise depuis le tramway (photo : Simone Ranocchiaro, 6 octobre 2018).



Figure 69 — En passant devant cet immeuble situé en plein milieu d'un parc, on se rend compte que quelque chose s'y passe. Pourtant, les signes extérieurs restent discrets (photo : Simone Ranocchiari, 3 octobre 2018).



Figure 70 — Détail de la photo précédente. Les affiches sont relatives à des cours ou des événements culturels, et ne renvoient pas, au premier regard, à un contenu politique particulièrement marqué (photo : Simone Ranocchiaro, 03 octobre 2018).



Figure 71 — Le drapeau rouge hissé sur la tour du pavillon qui accueille Villaggio Globale, ainsi que les graffitis et la bannière qui cite un article de la Constitution disant « L'Italie rejette la guerre », laissent transparaître le caractère militant de ce LSCA. Pourtant, ce signe rappelle le mouvement contre la guerre en Irak qui avait animé le pays entre 2001 et 2002. L'âge de ces signes politiques extérieurs semble confirmer le retrait de l'activisme politique qui a caractérisé ce LSCA dans les deux dernières décennies (photo : Simone Ranocchiari, 21 septembre 2018).



Figure 72 — Parfois, le langage visuel du monde extérieur fait concurrence à celui des LSCA, comme à Communia où une publicité est projetée sur l'immeuble d'à côté. Ainsi, à côté des nombreuses images politiques qui ornent la cour, on peut voir des publicités qui changent régulièrement (photo : Simone Ranocchiaro, 29 octobre 2021).



Figure 73 — En se rendant pour réviser à la salle d'étude autogérée de Communia, Sharewood, on est exposé·e·s à des messages politiques, y compris par des bannières qui, après avoir été utilisées lors d'une manifestation, sont affichées aux murs (photo : Simone Ranocchiaro, 29 octobre 2021).



Figure 74 — Le bar de *Communia*, un vendredi après-midi. Non seulement les murs sont couverts d'affiches politiques, mais en s'y rendant, on peut aussi voir la préparation des bannières qui serviront à la prochaine manifestation (photo : Simone Ranocchiarì, 29 octobre 2021)



Figure 75 — Dès que l'on rentre à l'intérieur du Forte Prenestino on est exposé à une série de messages et de slogans de nature politique (photo : Simone Ranocchiaro, 11 octobre 2017)



Figure 76 — Détail du mur photographié dans la figure précédente, avec des stickers de nature antiprohibitionniste (photo : Simone Ranocchiaro, 11 octobre 2017).



Figure 77 — Un tableau dans le restaurant du FP. Même s'il ne s'agit pas d'une affiche politique, cette mise en scène de la Cène en version queer envoie un message radical (photo : Simone Ranocchiaro, 29 octobre 2019).



Figure 78 — Bien que Casetta Rossa puisse ressembler à un simple restaurant, plusieurs signes affichent la nature militante et le positionnement politique radical de ce LSCA. Ainsi, sur la façade, on lit « La Casetta Rossa – espace public pour l'autogouvernement » orné de deux étoiles rouges ; ou encore, sur la gauche l'on voit un drapeau de la campagne pour demander la vérité sur le cas du chercheur italien tué en Égypte, Giulio Regeni (photo : Simone Ranocchiari, 21 septembre 2018).



Figure 79 — Si l'on était venu à Casetta Rossa un mardi après-midi d'octobre, on aurait pu se croire dans un café ordinaire de parc. Pourtant, des signes tels que le drapeau de « *Mediterranea Saving Humans* » (une plateforme liée à différents mouvements et organisations — y compris les LSCA — et active dans l'aide aux personnes qui tentent de traverser la Méditerranée pour rejoindre l'Europe) rappellent que l'on n'est pas dans n'importe quel service de restauration (photo : Simone Ranocchiaro, 20 octobre 2020).



Figure 80 — Parfois même les toilettes d'un LSCA peuvent véhiculer des messages politiques. A Communia, ce petit mot envoie un message antifasciste de manière ironique. À côté de la chasse d'eau, il y a écrit : « Envoie un courriel [au parti néofasciste] Casapound ». La référence est faite au slogan antifasciste « Fascistes, retournez dans les égouts (fascisti, tornate nelle fogne) » (photo : Simone Ranocchiarì, 4 mars 2018).

L'ethnographie et les entretiens m'ont montré que les murs des LSCA sont parfois un terrain conflictuel, sans doute en lien avec leur fonction de dispositifs de sensibilisation. Le caractère « *bavard* » des murs des lieux autogérés peut impressionner positivement, comme dans le cas de Gina (actuellement CR, précédemment FP), lorsqu'elle s'est rendue pour la première fois dans un LSCA pour un concert. Si les messages véhiculés par les murs sont perçus de manière positive par certaines personnes — et peuvent y contribuer, comme pour Gina, à l'engagement —, ils peuvent être répulsifs pour d'autres personnes.

Le cas de *Casale Alba 2* est emblématique : depuis son occupation, C2 était censé être « un non-centre social », selon les mots de Cinzia, c'est-à-dire un lieu autogéré moins orienté vers la jeunesse et la culture underground que ses prédécesseurs, les centres sociaux occupés et autogérés (CSOA). Le but des militant·e·s de ce LSCA était que leur lieu soit attractif pour un public large et intergénérationnel, entendu pour l'ensemble du quartier. Cela a été mis en place par le biais d'une programmation événementielle diversifiée, mais aussi par certaines stratégies spatiales : les murs semblent être beaucoup plus « propres » ici que dans les autres lieux autogérés (voir figures 81 et 82).

Selon Michel, « au C2 tout est propre, donc ça a tendance à mettre d'accord plus de personnes⁶¹⁷ ». Pour ce militant récemment arrivé au C2, « si ton but est d'attraper le plus de gens possible (...) et de promulguer tes idéaux, disons que certains trucs écrits ne te permettent pas de le faire parce que tu ne peux comme ça tu n'arrives à attirer que certains types de personnes⁶¹⁸ ». Par exemple, certaines personnes qui se trouvent dans « des lieux où il y écrit ACAB⁶¹⁹ et d'autres choses similaires, comme État assassin — que moi je partage complètement — [ces personnes] tu les vois une fois et après plus jamais⁶²⁰ ». Donc, si, comme à C2, l'objectif est plutôt de « réunir un peu plus de monde (...) il faut comprendre la dynamique du quartier, de ceux qui fréquentent l'endroit⁶²¹ ».

Bien qu'il se définisse comme anarchiste, Michel pense que certains messages radicaux (par exemple contre la police) peuvent vraiment diviser : la solution n'est pas d'abandonner ses idéaux (« Si je n'écris pas sur le mur ACAB, ça ne veut pas dire que je ne suis pas contre la police⁶²² »), mais de les promulguer de manière plus « discrète », d'instaurer un dialogue, car « certaines personnes ont besoin d'approcher la réalité un peu plus tranquillement⁶²³ ». Selon

⁶¹⁷ *“Al Casale invece è tutto pulito quindi diciamo che tende a mette d'accordo un po' più persone diciamo”.*

⁶¹⁸ *“Se l'obiettivo tuo è quello di pendere più persone possibili (...) per poi promulga' i tuoi ideali... diciamo che certe scritte magari non ti permettono di farlo perché così poi riesci ad acchiappa' solo determinati tipi di persone”.*

⁶¹⁹ Acronyme de *All Cops Are Bastards*.

⁶²⁰ *“(...) in posti con scritto ACAB tutta sta roba qua, tipo stato assassino che io condivido in tutto e per tutto... diciamo che ...le vedi una volta e poi non le vedi più”.*

⁶²¹ *“Se l'obiettivo tuo è quello di pendere più persone possibili (...) vanno capite le dinamiche di quartiere, di chi è che frequenta il posto”.*

⁶²² *“Non vuol dire che se io non ho scritto sul muro ACAB allora non sono contro la polizia”.*

⁶²³ *“Certe persone hanno bisogno di avvicinarsi alle realtà un po' più tranquillamente”.*

lui, certains langages, en révoltant des personnes, empêchent parfois toute possibilité de dialoguer.



Figure 81 — Les murs de la salle principale de C2 sont plutôt nus et propres ; il n'y a quasiment que des photos (photo : facebook Casale Alba Due, publiée le 1^{er} novembre 2019).



Figure 82 — Les murs de C2 sont blancs, sans inscriptions, mais les activistes ne renoncent pas à communiquer aux usager·ère·s les luttes liées aux menaces d'éviction dont ce LSCA était victime, ainsi que les rendez-vous du quartier, des sujets peu clivants (photo : Simone Ranocchiaro, 15 novembre 2019).

Les enquêt·e·s de C2 m'ont fait part du vif débat qui a opposé la majorité des activistes à la minorité — partie depuis — qui tenait à que leur LSCA garde une apparence politiquement neutre. Ce débat s'est cristallisé, entre autres, autour de l'exposition ou non de signes pouvant semer la discorde, comme le drapeau du mouvement NO TAV, une lutte qui depuis plus de 30 s'oppose à la construction de la ligne de TGV entre Lyon et Turin. Selon l'ex-activiste de C2, Lello : « Si, ici, c'est un lieu occupé et qui est ouvert à tous — parce que pour nous c'était la maison du parc, la maison de quartier — pourquoi il doit y avoir des drapeaux ? Pourquoi dois-je me faire reconnaître (...) [avec le risque] que tout le quartier se serait éloigné [de C2] ?⁶²⁴ ».

⁶²⁴ «Se questo è un posto occupato, ed è aperto a tutti, perché noi la ritenevamo la casa del parco, la

Outre les drapeaux et les signes plus ouvertement politiques, c'est aussi la manière dont les murs sont occupés, ou non, par des tags et des graffitis, qui peut attirer ou répulser (Carmo, 2020 ; Fraeser, 2016 ; Pattaroni, 2020). Les murs de C2 n'en comptent pas. On peut faire l'hypothèse que c'est pour ne pas heurter les personnes plus âgées et issues de couches populaires, soit le public local visé par les activistes de C2.

B. Propreté

Une autre question qui est apparue comme centrale est celle de la propreté de l'espace. Je me concentrerai sur un espace apparemment banal, mais à fort enjeu : les toilettes. Cet espace est apparu à plusieurs reprises dans les entretiens comme un élément clé de l'expérience spatiale des militant·e·s et des usager·ère·s des LSCA étudiés.

Cinzia, militante de longue date de *Casale Alba 2* et engagée depuis des années dans diverses luttes, souligne que les toilettes du *Forte Prenestino* — essentiellement d'inconfortables toilettes turques et une série de toilettes chimiques tout aussi peu commodes — ne sont jamais propres (figures 83, 84), ce qui la dégoûte. Avec une pointe de sarcasme, elle dit que l'état de cet équipement relève des espaces connotés « punk à chien (*punkabbestia*) », donc peu accueillant pour les personnes, qui, comme elle, ne sont pas friandes de ce genre d'ambiances.

casa del quartiere. Perché deve avere le bandiere? Perché devo farmi riconoscere? (...) Con le bandiere o di parte, tutto il quartiere si sarebbe allontanato”.



Figure 83 — Les toilettes du Forte Prenestino un vendredi d'octobre en fin d'après-midi (photo : Simone Ranocchiarì, 16 octobre 2020)



Figure 84 — Les toilettes du Forte Prenestino un vendredi d'octobre en fin d'après-midi (photo : Simone Ranocchiarì, 16 octobre 2020)

Au *Villaggio Globale*, la question des toilettes apparaît également comme centrale. Le VG a vécu de grands changements au long de son histoire. Selon Fabio, qui y milite depuis plus de 10 ans, pendant la période où ce LSCA hébergeait principalement de grandes soirées de musique techno, le VG avait atteint des conditions sociales et matérielles répulsives pour de nombreuses personnes.

Il n’y avait plus de toilettes. Autrement dit, il y avait des toilettes, mais elles étaient invivables, dans le sens où un enfant, un parent, une personne saine d’esprit n’y seraient pas entrés ! Et ça nous fait prendre conscience du niveau qu’on avait atteint. Si l’on voulait être ouverts à tous comme avant, on devait revenir au moins à un niveau où les gens ont le courage d’entrer [dans ce lieu]⁶²⁵.

Les toilettes en vinrent à être le symbole de l’*ambiance* générale qui régnait au VG à cette époque, et contribuèrent à ce que les militant·e·s réalisent qu’ils·elles devaient restructurer radicalement leur espace matériel et revoir leurs pratiques, s’ils·elles voulaient toujours avoir un impact social positif. L’*ambiance* résolument underground qu’avait VG pendant la phase techno pouvait attirer des jeunes cherchant « à faire la fête ou à faire des graffitis ⁶²⁶», mais qui étaient rarement intéressé·e·s à s’engager réellement pour la cause : « Une fois finie la fête, fini le dessin il[s] s’en [vont]⁶²⁷ ». Depuis, VG a radicalement changé. Aujourd’hui il s’agit d’un espace propre et bien rangé, avec des graffitis — parfois d’artistes connus —, dont l’organisation se veut porteuse de sens. Ses nombreuses salles présentes accueillent des artistes ou des artisan·e·s, plus ou moins engagé·e·s dans des projets sociaux ou politiques (voir figures 85 à 87).

⁶²⁵ “Non c’erano manco più i bagni...cioè c’erano i bagni però erano invivibili... cioè nel senso, un bambino, un genitore, una persona sana di mente non ci sarebbe entrata! E li capisci il tuo livello... se vuoi esse’ aperto a tutto come prima, devi ritornare almeno ad un livello almeno che la gente abbia coraggio di entra’!”.

⁶²⁶ “Il ragazzino viene, è normale che viene per farsi la festa, per farti il disegno...non si appoccherà mai a sto posto”.

⁶²⁷ “Quindi finita la festa, finito il disegno quello se ne va”.

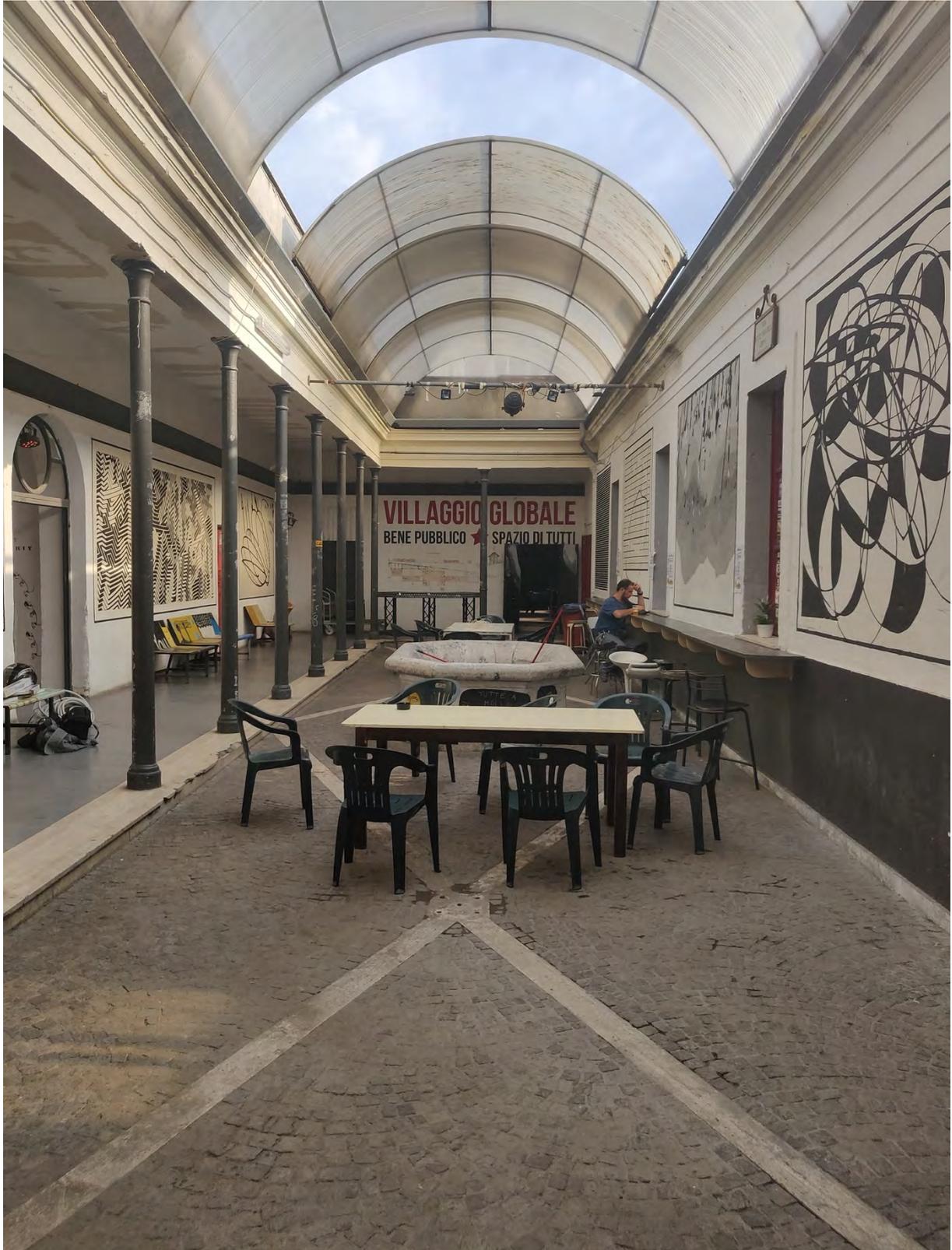


Figure 85 — Si des signes militants restent (au fond il y a écrit « Villaggio Globale, bien public – espace de tous », avec une étoile rouge). VG semble aujourd'hui un lieu quasi branché. Propre et bien rangé, sur ses murs l'on trouve des graffitis d'artistes connus et les pièces accueillent des ateliers d'artistes et des laboratoires d'artisans (photo : Simone Ranocchiaro, 21 septembre 2018).



Figure 86 — VG, avec le tableau d'une artiste sur la photo à droite (photo : Hugo Dreneau, 21 septembre 2018).



Figure 87 — L'intérieur d'un des laboratoires pendant une visite avec des étudiant-e-s suisses (photo : Simone Ranocchiari, 12 juillet 2021)

La propreté était également un enjeu dans les Maisons du peuple. Le soin porté à ces espaces — voire son ambiance *de classe* — était considéré comme quelque chose d'important, moins pour attirer certains types de personnes qu'en raison de l'effet que l'aménagement de l'espace pouvait avoir sur les individus. Selon un article paru dans un journal socialiste italien, en 1906, « *the refined atmosphere of the cooperative embodied the capacities of the most advanced workers and then inspired others to live up with this standard. The article particularly emphasized that the building – its cleanliness and décor – functioned as an element of social change* » (Kohn, 2003, p. 23-24)

C. Odeurs

Les odeurs, non seulement des toilettes, mais aussi, par exemple, de la fumée — cannabis et cigarettes notamment — ont été largement évoquées. La plupart des LSCA se revendiquent antiprohibitionnistes et la plupart des militant·e·s interrogé·e·s ne semblent pas contrarié·e·s qu’il y soit possible de fumer du cannabis et des cigarettes en général sans problème, sauf à C2, où l’on ne peut jamais fumer à l’intérieur (quoi que ce soit). Cinzia (C2) reconnaît que son LSCA fait figure d’exception parmi les autres lieux autogérés, au point qu’elle croit que cette attitude pourrait donner l’idée d’un « lieu guindé, puritain, policé (*posto bacchettone*) », avec comme conséquence d’être moins attrayant pour les jeunes. Tout en reconnaissant également ce risque, Francesco, un jeune militant du même LSCA, ne doute pas que ce soit la bonne façon de procéder, car « on peut [facilement] trouver d’autres espaces où l’on peut se droguer ou faire une rave party, mais il est beaucoup plus difficile de trouver des espaces où l’on crée plutôt un dialogue entre des collégiens et des retraités⁶²⁸ ».

D. Lumière et température

Lorsque j’avais demandé à Gina comment s’est passée sa première assemblée au *Foro Prenestino*, elle m’avait répondu qu’elle avait trouvé l’ambiance plutôt « menaçante (*minacciosa*) », au point de ne pas réussir à prononcer un mot pendant longtemps. Cette ambiance n’est pas seulement imputable aux autres militant·e·s, mais aussi à celle qu’elle définit comme une « atmosphère toujours un peu congelée (...) [dans] ce lieu pas vraiment éclairé⁶²⁹ » contribuant à rendre l’assemblée comme particulièrement inhospitalière. Bien que ce début l’ait effrayée, elle a tout de même réussi à intégrer la communauté militante du FP, bien que l’ambiance parfois froide et sombre de ce lieu soit revenue à plusieurs reprises dans le récit de sa militance de huit ans dans ce LSCA. Surtout l’hiver, cette ambiance glaciale, obscure (figures 88, 89) n’était pas agréable pour elle, la poussant parfois à vouloir s’en éloigner.

⁶²⁸ “Io sono convinto della via che abbiamo scelto. perché si trovano altri spazi dove potersi drogare o fare un rave, ma è molto più difficile trovare spazi dove invece creare dialogo fra gente delle medie e gente pensionata”.

⁶²⁹ “Questa atmosfera sempre un po’ congelata...però era sempre questo posto più o meno...non proprio illuminato”.



Figure 88 — Le FP un vendredi après-midi d'automne vers 18h30 (photo : Simone Ranocchiar, 16 octobre 2020).

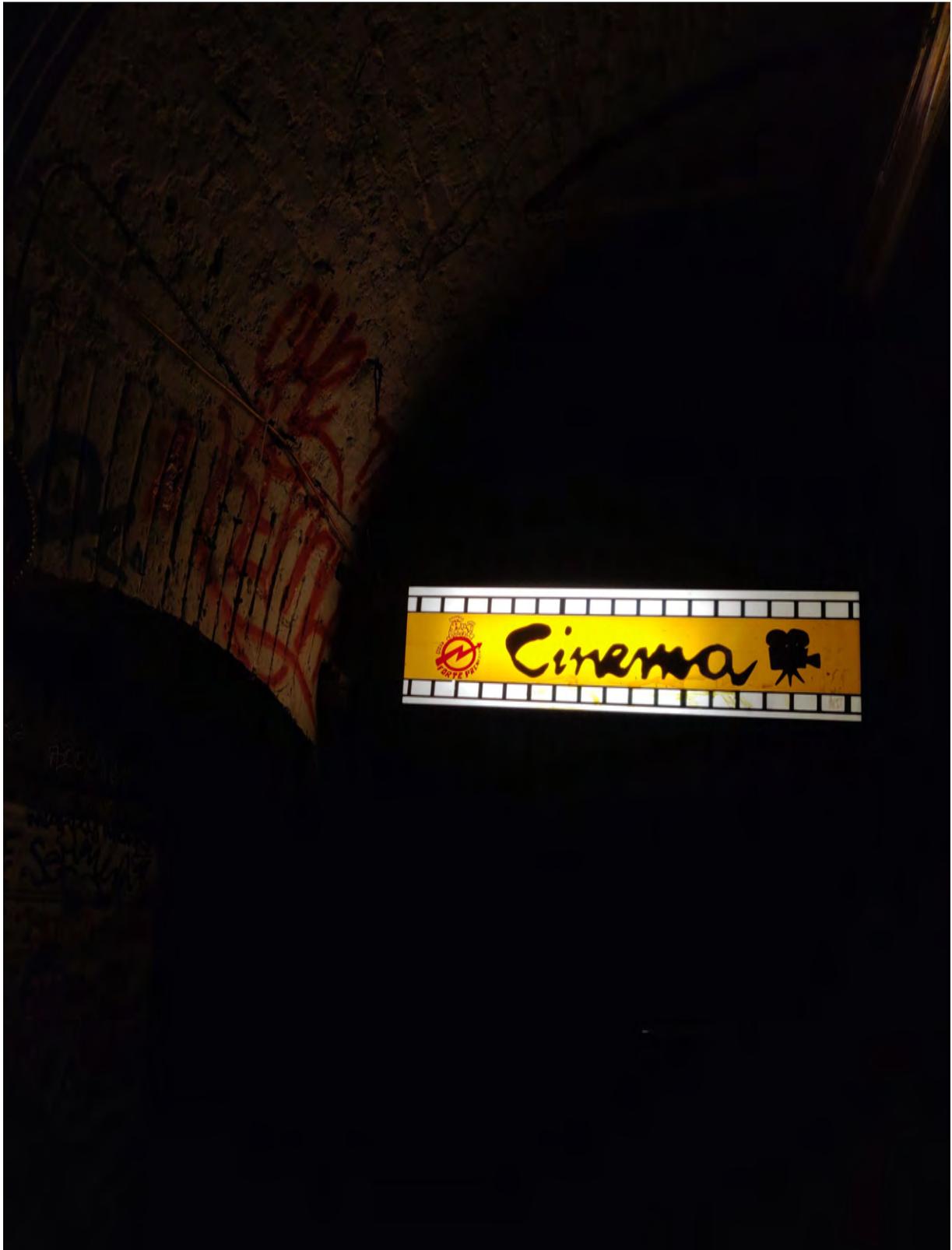


Figure 89 — Le FP un vendredi après-midi d'automne vers 18h30 (photo : Simone Ranocchiarì, 16 octobre 2020).

La question de la température est revenue à plusieurs reprises dans les entretiens, car, souvent, ces espaces n'ont pas été construits pour accueillir des activités socioculturelles et ne sont donc pas forcément adaptés aux êtres humains, comme c'est le cas des espaces destinés à accueillir des voitures ou des carcasses d'animaux. Cela peut créer de réelles difficultés pour mener à bien une activité politique, lorsque les longues réunions sont rendues encore plus difficiles à supporter par les températures hivernales. Les collectifs n'ont jamais les moyens nécessaires pour adapter complètement les structures à leur nouvelle fonction. Ainsi, l'architecture peut « résister » (Yaneva, 2008) à la volonté des activistes, voire l'entraver.

De manière similaire à Piette (2000, p. 169), qui voit dans le chauffage d'une église un des éléments de ce « *réseau très hétérogène, mêlant les éléments humains et non-humains* » qui permet à Dieu de continuer à exister dans la pratique religieuse, les dispositifs techniques permettant de modérer l'inadéquation et l'hostilité des architectures des LSCA sont indispensables pour que le militantisme puisse vraiment se faire en tout temps. Sans son climatiseur chaud/froid, il serait impossible de militer à Communia en hiver ou en été, quand la chaleur brûlante du soleil romain ou le froid piquant de ses soirées hivernales passent presque sans entraves à travers le toit en tôle et les murs non isolés.

E. Fréquentation et temporalité

Les personnes qui fréquentent un espace apparaissent à la fois comme une conséquence de l'ambiance et une composante de celle-ci, puisque nous sommes face à « *un mouvement de constitution mutuelle de l'environnement bâti et des pratiques sociales* » (Thibaud, 2015, p. 195). En d'autres termes, l'ambiance d'un lieu détermine qui le fréquentera, et réciproquement : qui fréquente ce lieu influence son ambiance.

Comme vu précédemment, la présence de personnes dans un lieu au moment où l'on en fait l'expérience — par exemple lors de la première visite — contribue à façonner comment l'on vit cet espace, comment on perçoit son ambiance. En plus de l'« atmosphère congelée » et de l'« espace pas vraiment éclairé », ce qui a contribué à faire de la première participation de Gina à l'assemblée du FP une expérience si « menaçante », c'était qu'elle était entourée de militants de longue date, avec « certaines dynamiques historiques, bien définies parmi eux⁶³⁰ », dont elle se sentait exclue.

La question de la « *diversité* » des personnes fréquentant ces espaces émerge avec force des entretiens : le caractère fortement intergénérationnel de *Casale Alba 2* est, par exemple, un des aspects qui a impressionné le plus les personnes que j'ai pu rencontrer — et moi-même. Concernant *Casetta Rossa*, le discours est similaire : la participation de personnes du quartier, y compris de nombreuses personnes âgées, a étonné et attiré Silvia et Gina, contribuant à leur engagement (voir figure 91 et QR code ci-dessous). Gina compare *Casetta Rossa* à son LSCA précédent, le FP, qu'elle appelle — ironiquement — « une menace pour la biodiversité⁶³¹ », car les personnes qui le fréquentent sont beaucoup plus « homogénéisées esthétiquement⁶³² » qu'à

⁶³⁰ « *Con queste persone che appunto, era molto evidente che avevano delle dinamiche trascorse fra di loro proprio storiche, ormai abbastanza delineate* ».

⁶³¹ « (...) *minaccia alla biodiversità* ».

⁶³² « *Tutti omogenizzati dal punto di vista estetico* ».

CR : « Les vêtements (...), les cheveux (...), les piercings, les tatouages » semblent être les mêmes pour tout le monde. Elle le perçoit désormais comme un facteur « quelque peu repoussant⁶³³ » et qui peut avoir un impact sur le type de « public qu’il attire ⁶³⁴ ». Le fait que CR soit particulièrement « biodivers (*biodiverso*) » est donc pour elle quelque chose d’attrayant, qui envoie « un message différent à l’extérieur, également en termes d’utilisation⁶³⁵ » de l’espace.



Figure 90 — QR code vers vidéo de l’ambiance de CR le soir. Consultable aussi sur : <https://cutt.ly/dDcSY5C>



Figure 91 — Des personnes de différentes générations discutent un mardi matin d’octobre à Casetta Rossa (photo : Simone Ranocchiari, 20 octobre 2020).

⁶³³ “I vestiti in un modo, i capelli di un modo e piercing in un modo, i tatuaggi in un modo... quello per me è una cosa un po’ respingente”.

⁶³⁴ “(...) richiama un certo tipo di pubblico”.

⁶³⁵ “(...)un messaggio anche all'esterno differente quindi anche in termini di fruibilità”.

La fréquentation d'un LSCA change radicalement selon le jour ou l'horaire. Ainsi, se rendre un samedi soir au FP — ou au VG lors de la période techno — est une expérience complètement différente que le faire un dimanche matin, lors du marché paysan. Les soirs de weekend ne sont de plus pas toujours les mêmes, car le type d'événement qui aura lieu influence fortement la fréquentation du lieu — et donc les pratiques et l'ambiance. Lors d'une soirée techno (voir figures 92 et 93) — où la consommation de stupéfiants est plus commune qu'à un concert de musique jazz par exemple —, on peut assister à des situations dérangeantes pour certain·e·s. Cinzia (C2) dit qu'elle ne se sent pas à l'aise dans au FP, surtout la nuit, parce qu'elle y perçoit un « air toxique (*aria tossica*) », qui évoque chez elle des souvenirs liés à la consommation de drogues : l'époque de la crise de l'héroïne qu'elle a connue dans sa jeunesse. Michel (C2) se rappelle qu'une des premières fois où il a été au FP c'était pour une soirée. Son impression était plutôt négative, car il n'a « jamais eu un bon rapport avec les drogues, elles m'ont toujours un peu effrayé. Donc le fait de voir toutes ces personnes dans cette soirée qui étaient dans un si mauvais état, sincèrement, m'a rendu triste⁶³⁶ ».



Figure 92 — Photos prises à quelques instants de distance lors d'une soirée techno un samedi soir au FP vers 03h du matin (photo : Simone Ranocchiari, 10 novembre 2019).

⁶³⁶ “La prima impressione vera forse ce l’ho avuta al forte che non mi ha fatto una bellissima impressione perché mi sembrava un posto comunque abbastanza diroccato, mi metteva un po’ di malinconia. Io non sono mai andato troppo d’accordo con le droghe, mi hanno sempre un po’ spaventato. Quindi vedevo tutta la gente in quella serata che stava così, ridotta male, mi ha messo tristezza sinceramente “.



Figure 93 — Soirée techno un samedi soir au FP vers 3h du matin (photo : Simone Ranocchiari, 10 novembre 2019).

Cependant, selon Cinzia, une « chose c'est aller [au FP] la journée pour du yoga par exemple⁶³⁷ », une autre de s'y rendre pour une soirée techno, quand — comme le lui a dit ironiquement une amie — « si tu ne fumes pas ou tu ne sniffes pas⁶³⁸ », tu es hors place. Se rendre en semaine au FP ou, surtout, un dimanche où ce LSCA accueille le marché paysan *Terra Terra*, permet de vivre une ambiance complètement différente. Comme on peut le voir sur les photos (figures 94 à 97), ce LSCA est alors fréquenté par un public bien plus hétérogène, qui va de personnes au look punk à des enfants et des personnes âgées, toutes réunies pour acheter et manger des produits du terroir. Certes, la musique qui y résonne ou le look d'un bon nombre de ses visiteur·euse·s rappellent qu'on est dans un espace contreculturel.



Figure 94 — Le marché paysan « Terra Terra » au Forte Prenestino, un dimanche matin d'octobre (photo : Marco Marchese, 18 octobre 2020).

⁶³⁷ « Un conto è andarci di giorno e vai a fare che ne so yoga ».

⁶³⁸ «No perché qui se non si fuma o non si pippa !».



Figure 95 — Le marché paysan « Terra Terra » au Forte Prenestino, un dimanche matin d'octobre (photo : Marco Marchese, 18 octobre 2020).



Figure 96 — Le marché paysan « Terra Terra » au Forte Prenestino, un dimanche matin d'octobre (photo : Marco Marchese, 18 octobre 2020).



Figure 97 — Le marché paysan « Terra Terra » au Forte Prenestino, un dimanche matin d'octobre (photo : Marco Marchese, 18 octobre 2020).

Si la plupart des activistes interviewées reconnaissent l'importance de favoriser une fréquentation plus large de FP, parfois l'architecture y fait obstacle. Dans une étude sur la rénovation d'un ancien immeuble de Vienne — menée selon la perspective de *l'Actor-Network-Theory* —, Yaneva a montré que le bâtiment et ses éléments matériels (architecturaux et artistiques, comme les colonnes, le sol ou encore une fresque) devaient bien être considérés comme des actants dotés d'« *agency* », puisqu'ils défiaient l'intervention des acteurs humains et provoquaient des changements dans le projet et dans le chantier (2008)

L'architecture du *Forte Prenestino* peut aussi *résister* à la volonté d'ouverture que ses activistes essayent de lui imposer. Effectivement, il n'est pas suffisant d'accueillir des événements comme le marché paysan pour que ce lieu devienne véritablement perméable au quartier et attrayant pour certain·e·s de ses habitant·e·s les plus réticents à le fréquenter, comme les personnes âgées. L'espace matériel, l'architecture jouent aussi un rôle. Pour accéder à cet espace, il faut descendre dans un espace affaissé (QR code ci-dessous et figures 99, 100) et traverser un pont-levis (figure 101), puis parcourir un long tunnel avant de pouvoir à nouveau *respirer* dans la place d'armes (figures 102 à 105). Il n'y a pas d'autres accès possibles, car il s'agit d'une forteresse du XIXe siècle, entourée de hauts murs et d'un fossé.



Figure 98 — QR code vers la vidéo qui montre l'accès à FP depuis la rue. Consultable aussi sur: <https://cutt.ly/WDeAvD7>



Figure 99 — Pour accéder au FP depuis la rue, il faut tout d'abord monter ces marches et ensuite entrer dans un parc (photo : Simone Ranocchiari, 29 octobre 2021).



Figure 100 — Une fois entré-e-s dans le parc, il faut descendre d'autres marches pour atteindre le pont-levis qui donne sur la seule entrée du FP (photo : Simone Ranocchiari, 29 octobre 2021).



Figure 101 — Le pont-levis qu'il faut traverser pour accéder au Forte Prenestino par sa seule entrée (photo : Simone Ranocchiari, 29 octobre 2021).



Figure 102 — Vue de l'entrée du FP depuis le tunnel qu'il faut parcourir après avoir traversé le pont-levis d'entrée (photo : Simone Ranocchiari, 29 octobre 2021).



Figure 103 — À la fin du premier tunnel, on peut enfin accéder aux espaces extérieurs, avec le parc et les deux places d'armes, voire continuer vers un deuxième tunnel qui mène à d'autres pièces fermées (photo : Simone Ranocchiari, 29 octobre 2021).



Figure 104 — L'entrée du deuxième tunnel du FP, qui commence juste après le tunnel d'entrée (photo : Simone Ranocchiari, 29 octobre 2021).



Figure 105 — La place d'armes du Forte Prenestino (photo : Simone Ranocchiari, juillet 2014).

F. Sons

Selon Gurney, « *noise is a sound which is out of place* » (Gurney, 1999, p. 6, cité dans Atkinson, 2007, p. 1905), ce qui signifie que la distinction entre son et bruit relève — comme les ambiances — du type de rapport qui s’instaure — lors de leur rencontre — entre un phénomène objectif (le phénomène sonore) et la personne qui en fait l’expérience. Ainsi, la forte musique techno qui sort de la porte fermée de la cuisine du *Forte Prenestino*, alors je passe devant avec mon enregistreur un vendredi après-midi de fin octobre (utiliser le QR code ci-dessous, figure 106)⁶³⁹, peut être un *bruit* fortement répulsif pour certain·e·s ou au contraire un élément attractif pour d’autres, une composante donnant à ce lieu une ambiance *cool*.



Figure 106 — Code QR renvoyant à la prise sonore réalisée au FP le 29.10.2021
Consultable sur : <https://cutt.ly/SDcyNpo>.

On l’a vu, l’ambiance — non seulement sonore — d’un LSCA peut changer radicalement selon l’horaire. Cependant, on ne passe pas par hasard dans un LSCA à 1h du matin, ce qui fait que les personnes qui en font l’expérience recherchaient — la plupart du temps — ce type d’ambiance. Cependant, l’audibilité à l’extérieur de la musique provenant d’un LSCA peut fortement impacter l’image que les voisin·e·s s’en font. Après des années des bons rapports avec le quartier, Alfonso a constaté que cette entente s’était rapidement détériorée à cause de la musique techno qui — de la volonté du groupe qui était en train de prendre le contrôle du LSCA — résonnait toute la nuit au *Villaggio Globale* et dans les environs : « Je recevais des appels à 2h du matin des locataires des immeubles en face [du VG]; (...) problèmes, pétitions...⁶⁴⁰ ». Une question que les militant·e·s des LSCA interviewé·e·s — tout spécialement des LSCA qui se trouvent dans des sites peu isolés — ont à l’esprit, mais qui n’empêchent pas, parfois, que des rapports de voisinage soigneusement entretenus se gâchent d’un jour à l’autre. Reste que certains LSCA ont fait le choix de ne jamais faire des soirées musicales — ou même de cinéma en plein air — jusqu’à « trop tard », car le risque de déranger le voisinage serait contreproductif.

⁶³⁹ Le lien renvoie à une prise de son effectuée en marchant depuis la rue *Federico Delpino* jusqu’à l’intérieur du FP. À partir de la minute 2.00, on peut entendre la musique techno qui *envahi* l’espace de ce LSCA quand on y rentre en ce calme après-midi automnal.

⁶⁴⁰ “*Io ricevevo telefonata alle due di notte di gente, di inquilini dei palazzi di fronte (...) problemi, petizioni*”.

G. Localisation et qualité architecturale

Un autre aspect qui compte pour l'ambiance d'un espace est relatif à la localisation du LSCA, ainsi qu'à sa qualité architecturale. Si certains LSCA se trouvent dans des sites idylliques, comme *Casale Alba 2* qui est situé au milieu d'un parc (vidéo accessible avec le code QR ci-dessous et figures 108 à 109), d'autres se trouvent certes dans des quartiers bien connectés, mais dans des sites parfois peu agréables.



Figure 107 — Vidéo avec vue à 360° depuis l'entrée de C2. Consultable aussi sur : <https://cutt.ly/mDcxozr>

Alors que certains LSCA ont des architectures remarquables, comme la forteresse du XIXe qu'est le FP, d'autres ne sont que de vieux garages aujourd'hui décatés, comme le site actuel de *Communia*. Rappelons que l'architecture comptait également pour les militant·e·s de *Communia* lorsqu'ils·elles ont occupées, pendant quelques mois, des fonderies, avant de devoir se replier sur l'actuel ex-garage. L'analyse des carrières a montré que ces aspects comptent dans le choix des activistes de s'engager, de persister ou de faire défection. Tou·te·s les activistes de C2 ont dit que la localisation exceptionnelle de ce LSCA compte beaucoup pour eux·elles. Michel parle avec émotion des couchers de soleil qu'il peut admirer depuis là (figure 110).



Figure 108 — Le chemin d'accès à Casale Alba 2 (photo : Simone Ranocchiari, 29 octobre 2021).



Figure 109 — Vue de Casale Alba 2 depuis le chemin d'accès (photo : Simone Ranocchiari, 29 octobre 2021).



Figure 110 — Coucher de soleil depuis C2 (photo : Simone Ranocchiaro, 5 octobre 2019).

La réaction émotionnelle face à une architecture remarquable évoque les considérations de Kohn sur ce qui était probablement la plus monumentale des Maisons du peuple d'Europe : celle dessinée par Victor Horta à Bruxelles (figure 111). Si les personnes des classes travailleuses étaient habituées aux espaces monumentaux conçus par l'État ou les classes dominantes, ils étaient bâtis dans le but de les inhiber, de les effrayer, voire de les soumettre (cathédrale, palais royal, tribunal, prison, etc.). Entrer dans une Maison du peuple d'envergure était donc une expérience très forte pour un·e ouvrier·ère, car « *it was exceptional for workers to feel ownership over such a space* » (Kohn, 2003, p. 24). De manière similaire, entrer dans une forteresse comme le FP et se dire qu'un tel espace est autogéré et dont tout le monde peut — théoriquement — participer à la gestion contribue probablement à son attrait.

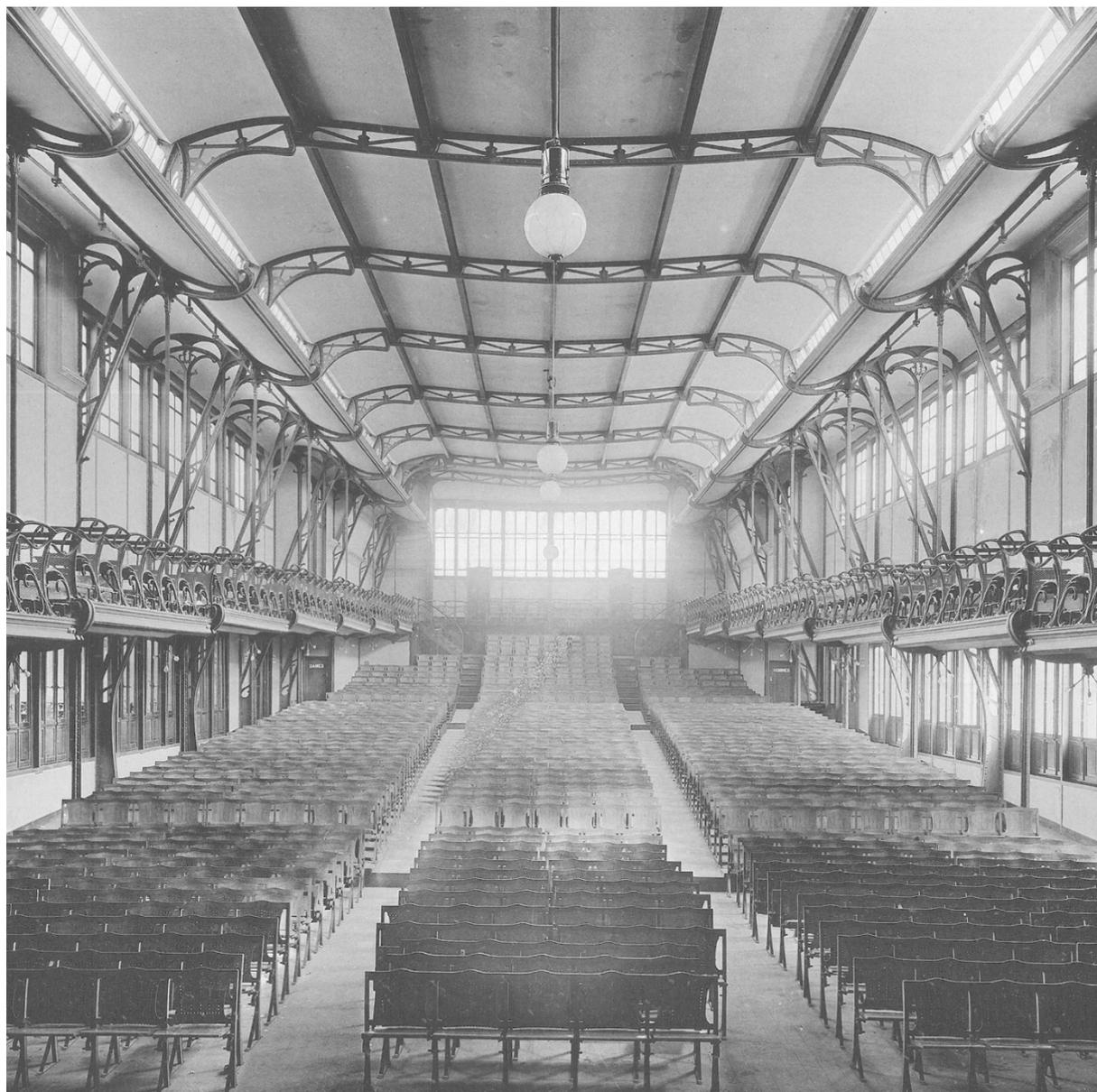


Figure 111 — Maison du peuple de Bruxelles, par l'architecte Victor Horta (1895) (photo : auteur-e inconnu-e, hiddenarchitecture.net, date inconnue).

Parfois, les évictions obligent les militant·e·s à changer de site, ce qui peut comporter une forte dégradation de la qualité architecturale d'un LSCA, ainsi que de sa situation urbaine. Les militant·e·s de *Communia*, après leur éviction des fonderies, ont été obligé·e·s, selon leurs dires, de troquer un « château (*castello*) » contre une « décharge (*discarica*) » (figures 113 à 116).

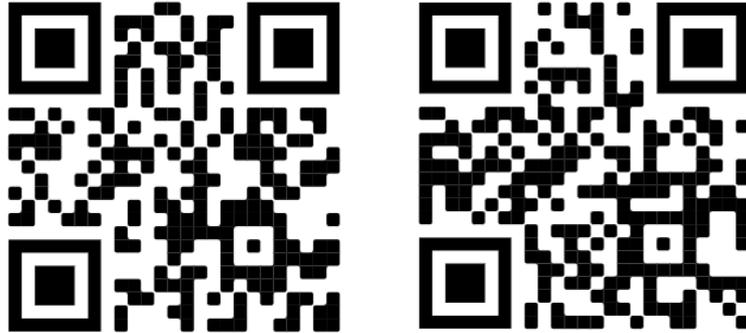


Figure 112 – Codes QR vers les vidéos avec vue de l'ambiance depuis le site actuel de *Communia* (1^{er} lien) et de l'ancien site (ex fonderie Bastianelli, 2^e lien). Consultable aussi sur : <https://cutt.ly/sDcgUfu> et <https://cutt.ly/ODcgxC9>

Ils·elles sont aussi passé·e·s d'une rue interne au quartier — avec un trafic partiellement restreint aux voitures et juste à côté de certains des cafés les plus vivants de *San Lorenzo* — à un lieu situé sur un axe très fréquenté et bruyant, où passent une route à deux voies, une voie rapide surélevée, une ligne de tramway vétuste et bruyante, ainsi que le faisceau ferroviaire amenant à la gare Centrale de Rome *Termini* (voir les vidéos d'ambiance depuis l'entrée de ces deux lieux, grâce aux QR codes ci-dessus, et les figures 117 à 118). Rien d'étonnant que des personnes qui s'étaient unies au collectif lors de l'occupation des fonderies aient décidé d'abandonner la « décharge », et que le recrutement de nouveaux·elles activistes ait été bien plus difficile que dans la phase précédente. Malgré tout, grâce à un long travail, les militant·e·s ont réussi à rendre accueillant cet espace si peu adapté.



Figure 113 — Les fonderies Bastianelli à San Lorenzo, occupées par le collectif de *Communia* pendant quelques mois en 2013 (photo : facebook *Communia*, publiée le 16 août 2016).



Figure 114 — Les fonderies Bastianelli deux ans après l'expulsion du collectif de Communia. Après la démolition, l'État déclarera cet immeuble comme un bien d'archéologie industrielle à protéger (photo : facebook Communia, publiée le 16 août 2016).



Figure 115 — *Communia dans les anciens garages Piaggio après plus de 8 ans d'occupation (photo : facebook Communia, publiée le 16 janvier 2021).*



Figure 116 — *Les graffiti aident à donner de la couleur à ces vieux garages mal construits et mal isolés, que les activistes ont mis des années à remettre en état (photo : Mimmo Frassinetti, romagraffiti.com, publiée le 10 août 2015).*



Figure 117 — La rue où se trouve actuellement *Communia* (photo : roma.cityumors.it, publiée le 23 janvier 2018).



Figure 118 — Vue depuis Communia un dimanche vers 14h, un des rares moments où cet axe n'est pas complètement congestionné (photo : Simone Ranocchiaro, 7 octobre 2018).

H. Atouts et limites de considérer les ambiances comme des dispositifs de sensibilisation

Cette opération de décomposition de l'ambiance — nécessaire à l'intelligibilité de mon propos — est un expédient narratif plutôt qu'une description cohérente du phénomène, étant donné que l'ambiance, par définition, « *rassemble tous les sens simultanément* » (Thibaud, 2015, p. 57).

De façon caricaturale, les discours des militants autour de la question du « choix de l'ambiance » montreraient que les LSCA opteraient pour l'une des deux stratégies suivantes :

- soit être lieu occupé (stéréo)typé (jeune, underground, libertaire sinon clairement « punk de caniveau ») et jouer d'une esthétique clivante ;
- soit être un lieu qu'on souhaite voir fréquenté par des personnes différentes, notamment

celles que l'on ne s'attendrait pas à trouver dans les LSCA précédents, et s'attacher à éviter toute aspérité esthétique.

Dans cette perspective, les militants verraient les ambiances comme des « *dispositifs de sensibilisation* » spatialisés, voire comme une sorte de « marketing sensoriel (*retail atmospherics*) » contribuant à éloigner des LSCA « *certaines catégories sociales considérées comme indésirables* » (Thibaud, 2015, p. 299-301).

Reste que l'ambiance ne se décrète pas, qu'elle n'est pas figée et figeable. Elle varie selon au moins trois facteurs :

1. Selon la personne qui en fait l'expérience (par exemple, son âge, mais aussi l'environnement dans lequel elle a l'habitude d'évoluer ou ses positions politiques), car même si l'ambiance est une « *expérience partageable* », cela « *ne signifie pas forcément qu'elle est inévitablement perçue de la même manière par tout le monde* » (Thibaud, 2015, p. 280).
2. Selon la temporalité (nuit/jour ; semaine/week-end ; etc.) : « *Les phénomènes sensibles (...) varient en fonction du type de fréquentation du lieu et des actions en cours. En ce sens, ils réintroduisent le caractère temporel des situations* » (Thibaud, 2015, p. 195).
3. Selon l'époque : différentes phases d'un espace peuvent le faire osciller vers l'un ou l'autre des types idéaux, comme pour le VG.

Tout en niant pas que les LSCA disposent d'une marge de manœuvre dans la « création d'ambiance », il serait toutefois vain d'imaginer qu'ils peuvent en avoir un contrôle tellement fin qu'il en deviendrait manipulation.

À travers le code QR ci-dessous (figure 119), les lecteur·trice·s qui n'auraient pas eu l'occasion de visiter ces lieux autogérés peuvent s'en faire une idée plus *sensorielle* et immersive, grâce d'autres vidéos et enregistrements sonores réalisés dans les espaces avoisinant chacun des 5 LSCA étudiés.



Figure 119 — QR code vers la playlist avec les vidéos des zones immédiatement limitrophes aux 5 LSCA étudiés. Consultable aussi sur : <https://cutt.ly/IDcPKyc>

Chapitre 8 — « La mise en commun territoriale et oppositionnelle » — ou quand un seul et même espace devient l'outil principal de lutte

Dans le chapitre précédent, on a montré, à l'aide des matériaux récoltés sur le terrain, de l'analyse des carrières et de la littérature, que l'espace n'est pas seulement un cadre — un contenant — ou un objet des politiques contestataires, mais qu'il est un outil, un instrument, un moyen de mobilisation, ayant des caractéristiques d'actant non-humain, au sens de l'ANT. L'espace peut être tant un complice de ces mobilisations qu'un élément de friction. Dans tous les cas, il est consubstantiel des engagements militants au sein des LSCA.

Investir collectivement un espace matériel est une « *tactique spatiale* » (Auyero, 2005), un « *spatial repertory* » (Kohn, 2003, p. 16), c'est-à-dire un « *répertoire d'action* » (Tilly, 1995) utilisant l'espace en tant qu'*instrument* d'un projet ou d'une revendication politique, d'une lutte qui s'opère « *par l'espace* » (Auyero, 2005) et « *à travers l'espace* » (Lafay, 2021).

Ce répertoire d'action a au minimum 6 fonctions : (1) investir collectivement un espace permet d'envoyer des messages ; (2) de s'opposer concrètement à des phénomènes contestés ; (3) de fonctionner en tant qu'appui logistique et financier ; (4) de prendre soin du territoire, de la communauté et de soi-même ; (5) de construire une alternative tangible au « système » dominant ; (6) de rassembler et de politiser.

Si l'ensemble des expériences militantes analysées investissent l'espace matériel afin d'atteindre une ou plusieurs de ces fonctions, la manière dont cela se fait diffère. Au-delà des variations selon le type de revendication ou encore la temporalité de ces expériences, deux tendances générales se dessinent.

- D'un côté, on trouve des expériences qui investissent collectivement des *espaces différents* selon l'objectif : par exemple (a), on investira la place devant la préfecture de police pour montrer symboliquement son opposition aux violences policières ; (b) on bloquera un abattoir pour s'opposer et empêcher l'abattage d'animaux ; (c) on louera collectivement des locaux pour faire des réunions et stocker les bannières ; (d) on organisera des distributions de repas dans un parc accueillant des campements de réfugié·e·s ; (e) on investira la place principale d'une ville pour organiser un campement et un forum temporaire pour expérimenter des discussions et des processus de décision horizontaux ; (f) on investira cette même place pour que des personnes nouvelles, en voyant des gens y être installés, soient attiré·e·s et se joignent au mouvement.
- De l'autre, on trouve au contraire des expériences militantes qui, tout en investissant occasionnellement plusieurs espaces (par exemple lors de mobilisations particulières), s'approprient un seul espace capable de condenser (presque) toutes ces 6 fonctions. L'espace matériel et symbolique d'un LSCA ou d'une ZAD joue ce rôle.

Concentrer sur un seul espace l'ensemble des fonctions identifiées est une « *tactique spatiale* » spécifique qu'il convient de définir plus finement, avant de montrer en quoi elle se réfère, de fait, à un type particulier d'activisme.

8.1 La mise en place d'un « commun territorial oppositionnel » comme tactique spatiale

Investir collectivement un seul espace et y concentrer l'ensemble des six fonctions identifiées n'est pas exclusif aux LSCA. Lorsque cela se pratique, on pourrait parler d'un « régime d'action [qui se fait] par l'occupation et la prise de territoires », comme le dit Sylvaine Bulle en parlant des ZAD (Fumey, 2020, s.p.), voire utiliser le terme de « squatting » ou « squat », soit l'occupation d'un espace sans autorisation afin de l'habiter ou de l'utiliser collectivement (Péchu, 2020). Mobiliser le terme de squat ou d'occupation serait toutefois trop restrictif, car cela amène à ne retenir essentiellement que l'acte initial du processus (la prise de possession d'un espace). De plus, ces expériences ne peuvent être associées au paiement plus ou moins régulier d'une compensation négociée, à une demande de subvention ou d'assignation (comme dans le cas de certains LSCA romains), mais aussi à l'achat collectif du bien immobilier concerné. On rappelle enfin que le terme de *squat* est prioritairement associé — au moins dans le contexte italien — à l'occupation de logements, ce qui pourrait induire une confusion, au moins quant au type de bâti impliqué (Piazza, 2012).

Si l'on veut souligner l'autonomie par rapport à l'État, certain·e·s évoquent des « espaces autonomes (*autonomous spaces*) » (Hodkinson & Chatterton, 2006), voire une « ville autonome (*autonomous city*) » (Vasudevan, 2015), ou encore des TAZ (*Temporary Autonomous Zones*) (Bey (2003). Bey ne définit pas de façon étroite ces TAZ et l'on tend à y rattacher la constitution *temporaire* d'espaces autonomes du marché et de l'État (squats, *rave parties*, etc.). Toutefois le caractère durablement ancré dans l'espace de certains de ces projets fait que PAZ (*Permanent Autonomous Zone*) serait parfois plus adapté, terme que Bey réserve aux TAZ qui sont « (*at least by intention*) *more-or-less "permanent"* », comme des espaces de permaculture, regroupements communautaire ou d'autres « *utopian-city-forms* » (Bey, 1994, s.p.).

« *More-or-less permanent* » est un qualificatif essentiel, car ces pratiques peuvent à tout moment être expulsées, voire cesser d'exister en tant qu'espaces contestataires en raison d'une mutation du contexte. Ainsi, plutôt qu'investir la seule dichotomie « temporaire/permanent », il conviendrait de mobiliser le « *concept of interim space to analyse how urban initiative evolve and exist in the fluid space-times of the city* » (Till & McArdle, 2015, p. 47).

Le lexique d'une partie du mouvement de LSCA italiens — et de chercheur·euse·s s'y étant intéressé·e·s — montre l'usage du terme « d'espaces libérés (*spazi liberati*) » (Pecorelli, 2015) ou même de « territoires libérés (*liberated territories*) » (Vasudevan, 2015, p. 318). Ce terme a le mérite d'inclure à la fois le mouvement initial de *prise* de possession et d'indiquer qu'il s'agit de le *libérer*, de lui donner une autonomie par rapport au système dominant. Reste que cette expression ne rend pas compte de la complexité des fonctions de ces espaces.

Si l'on veut souligner que ces lieux sont « autres » par rapport à l'espace domestique ou de travail (soit des lieux où l'on se rencontre et où l'on partage en dehors de ces fonctions *primaires*), on peut recourir à « tiers lieux (*third-place*) » (Oldenburg, 1999), à « *tiers espaces* » (Auyero, 2005, p. 124), voire à « *contre-espace* » (Bazin, 2018), si l'on souhaite insister sur leur projet contestataire. Toutefois, celles et ceux qui y recourent, notamment dans la presse (Van Eeckhout, 2018), tendent à focaliser leur attention sur la question des espaces de travail alternatifs (*fablabs*, *coworking* etc.).

Relever la particularité des *modalités de gestion* des lieux concentrant des fonctions dans un seul espace — que l'on parle d'une ZAD ou d'un LSCA — pourrait aussi servir à leur caractérisation. Vu la centralité d'une gestion revendiquée comme horizontale, parler de « lieux de démocratie radicale (*radical democratic places*) », à l'instar des maisons du peuple décrites par Margaret Kohn (2003, p. 7), pourrait donc convenir. Ou encore, en insistant sur la dimension de rencontre, de forum, d'espace de discussion (théoriquement) ouvert à tous·te·s, on pourrait également parler « *d'espaces publics autonomes* », comme Ripoll (2008). Toutefois, malgré la polysémie propre au terme d'espace public, celui-ci reste lié — au moins d'un point de vue juridique — à son propriétaire, c'est-à-dire l'autorité publique, alors que, par exemple, les LSCA ne sont pas toujours de propriétés publiques, et que de nombreux espaces publics ont des caractéristiques propres aux espaces privés (Dardot & Laval, 2014 ; J. Lévy, 2013a). Dès lors, comme l'écrit Jacques Lévy, « *[n]e doit-on pas tenter, à la faveur de ce constat élémentaire, un dépassement du concept d'espace public pour proposer celui d'espace commun ?* » (2013a, p. 361).

Parler d'« *espace commun* » permet de dépasser les contradictions propres au terme « d'espace public ». De plus, le terme de « commun » — du fait de sa densité sémantique — fait écho à la complexité et à la variété de la tactique spatiale consistant à faire porter par un même espace investi collectivement l'ensemble des fonctions identifiées. Si les autres termes vus jusqu'ici ont l'avantage de rendre visibles certains des traits distinctifs de ces espaces — ou de la manière dont ils sont mis en place —, aucun ne me semble assez englobant pour évoquer la diversité d'usages et l'importance de l'espace *matériel* — ou, plus exactement, *d'un* espace matériel — pour les LSCA.

De fait, aboutir à suggérer que le terme d'*espace commun* est adéquat n'est qu'une demi-surprise. En effet, dans les phases initiales de cette recherche j'avais déjà exposé les caractéristiques de ce concept, en en soulignant la valeur fédératrice, apte à décrire un ensemble hétérogène de pratiques de gestion horizontale, comme l'autogestion d'espaces urbains. Pourtant, j'avais décidé de mettre ce terme de côté, car l'importante littérature existante autour de ce concept m'apparaissait comme un balisage trop contraignant, dont il fallait que je me libère pour me laisser l'opportunité d'explorer de nouvelles pistes analytiques. En outre, qu'au sein du milieu des LSCA ce mot soit peu utilisé — en dehors de certaines mouvances politiques — avait contribué à ce que je n'évoque pas le terme de commun dans la définition des lieux (politico-)socioculturels autogérés, élaborée en début de recherche et qui l'a guidée jusqu'ici. Ayant mené mon analyse de cas et souhaitant, à ce stade de la recherche, monter en généralité, il est compréhensible que le concept de *commun* resurgisse. Son caractère à la fois dense et englobant est bien adapté pour décrire l'acte consistant à investir collectivement l'espace matériel à la manière des LSCA, des ZAD, des Maisons du peuple, des ronds-points des Gilets

jaunes, du Mouvement des places (Occupy etc.) ou de certains squats.

Je rappelle que les « commun(s) » renvoient à des pratiques disparates, mais unies par une « mise en commun » ou « commoning » (Festa, 2016 ; Hess, 2008) régulée, mais a-hiérarchisée, de la gestion de biens et d'espaces (matériels et immatériels). Qu'il s'agisse d'espaces verts autogérés, de ressources forestières ou hydriques, de lieux culturels ou de logiciels libres, ce qui en fait des communs sont les modalités des relations au sein d'une communauté humaine (relative au processus de décision, par exemple) concernée, mais aussi entre elle et les actants non humains impliqués (Bresnihan, 2015). Selon Harvey,

[a]t the heart of the practice of commoning lies the principle that the relation between the social group and that aspect of the environment being treated as a common shall be both collective and non-commodified-off-limits to the logic of market exchange and market valuations (Harvey, 2012, p. 73).

Le *commoning* est donc « un processus non capitaliste de création du monde », à la fois substantiel et préfiguratif (Helfrich & Bollier, 2017, p. 207), ou encore une « pratique auto-organisée » par laquelle un groupe prend soin d'un bien (y compris un espace) de manière horizontale, équitable, démocratique (Sauvêtre, 2016b, p. 125).

En ce sens, le(s) commun(s) et la pratique du *commoning* ont l'avantage de correspondre tant aux pratiques des LSCA qu'à celles d'autres expériences militantes, qui insistent sur l'horizontalité de la gestion, sur le caractère préfiguratif, sur l'autonomie par rapport au système dominant, sur la relation non commodifiée entre personnes et actants non-humains. De plus, bien que l'usage du terme de commun au sein des mouvements sociaux mêmes ne fait pas l'unanimité, il a été utilisé — de manière active ou rétroactive — par un nombre important d'auteurs et d'activistes (Dardot & Laval, 2014), tant pour les LSCA (Archibugi, 2016 ; Di Feliciano, 2017 ; Esc Atelier, 2021 ; Ranocchiari, 2016), qu'en référence aux ZAD (Deléage, 2018), aux squats, aux Mouvements des places (ou des occupations) — comme *Occupy Wall Street* —, ou encore aux logiciels libres (Nicolas-Le Strat, 2016).

Cependant, si le terme de commun est à la fois dense et englobant, tel quel il risque de ne pas mettre assez en avant le caractère contestataire et situé dans l'espace d'expériences telles que celle des LSCA.

Une possibilité est de parler de « *commun oppositionnel* », comme Nicolas-Le Strat (2016). Ce qui pousse cet auteur à intégrer ce qualificatif est le constat « *qu'il [ne] (faut) [pas] toujours [se] féliciter* » de « *l'écho grandissant* » rencontré par la question des communs, car cette question « *est fréquemment réduite à une simple affaire de bon usage des ressources* » (Nicolas-Le Strat, 2016, p. 1). De plus, « *le commun, lui aussi, peut parfaitement être capté* » (p. 1) par l'État ou le marché et être ainsi asservi et domestiqué (Ernwein, 2015 ; Ranocchiari & Mager, 2019). Pourtant, à la base, « *le commun est lutte* » (Nicolas-Le Strat, 2016, p. 2) : lutte contre la logique marchande, contre la privatisation ; lutte en tant qu'alternative réelle et possible. Compte tenu du risque de cannibalisation, Nicolas-Le Strat décide de lui adjoindre le « *qualificatif d'oppositionnel [tout en ayant] bien conscience d'avancer de manière tautologique* » (p. 2). Ce suffixe tautologique a la vertu de souligner la dimension éminemment politique des expériences que j'ai rassemblées sous une seule et même tactique spatiale. Chacune des six fonctions que j'ai identifiées ne prend tout son sens que dans une perspective

émancipatrice et politique, et pour les LSCA, il s'agit bien d'une *mise en commun* (ou *commoning*) *oppositionnelle*.

En ce qui concerne l'importance d'indiquer explicitement l'ancrage spatial de ces communs oppositionnels que sont les LSCA, les ZAD, les ronds-points de Gilets jaunes, les places occupées temporairement par les militant·e·s d'*Occupy* ou de *Nuit Debout*, etc., plusieurs options existent.

La première consiste à définir ces espaces mis en commun par leur situation géographique. Par mon cas d'étude, je suis amené à m'orienter naturellement vers les « *urban commons* » (Borch & Kornberger, 2015). Les théorisations autour des communs urbains insistent sur la capacité à faire rencontrer et converger des personnes très différentes autour d'enjeux communs, enjeux exacerbés par les tensions sociales, politiques et économiques qui caractérisent l'urbain (Huron, 2015 ; Nicholls, 2008). Ces théorisations ont aussi mis en lumière la nature relationnelle des communs, car « *in contrast to water, grass or fresh air, the urban only comes into existence through the encounter of people, things and ideas* » (Borch & Kornberger, 2015, p. 12), ce qui fait que « *the notion of a commons as a self-evident and independent object makes little sense when applied to the urban. In the city, the commons is an inherently relational phenomenon* » (2015, p. 7).

Malgré cela, le *commoning oppositionnel* n'est pas forcément urbain. Bien que les LSCA se trouvent le plus souvent dans des villes (ainsi que les Mouvements de places et la plupart des squats), d'autres expériences telles que les ZAD ou les ronds-points investis par les Gilets jaunes ne le sont pas forcément. En effet, même si la proximité de grandes villes peut contribuer à leur capacité de mobilisation, les ZAD se font souvent jour dans un contexte rural — tout en ayant peu à voir avec l'image des « communs ruraux » traditionnels, tels que les pâturages ou les alpages. Concernant les Gilets jaunes, le choix d'investir les ronds-points a amené cette mobilisation « *en dehors des hypercentres urbains, lieux classiques de la contestation politique* » (Gondreau & Bridier, 2020, p. 2). Ces espaces, qui ne sont pas urbains dans le sens classique de densité et de proximité, exemplifieraient l'avancée de la ville dans le territoire rural : « *En s'appropriant les lieux de transit d'un territoire métropolisé, en bloquant les autoroutes comme autrefois on bloquait les rues de nos villes, le mouvement a également mis en évidence le changement d'échelle de nos espaces de vie quotidiens et donné un visage à "l'outre-ville"* » (Gwiazdzinski, 2019, s.p.). Klever et al. (2017), tout en étant partis de cas d'études urbains, reconnaissent que les « *[c]ollective practices of resistance and appropriation (...) can also be related to concrete urban space, rural space, or architectural space* » (p. 3) et proposent de retenir l'expression plus générale de « *spatial commons* ». Est-ce que, pour autant, le terme de *commoning spatial oppositionnel* pourrait convenir pour décrire la tactique spatiale des LSCA ?

Malgré son intérêt, le terme « spatial » renvoie à la notion « d'espace », c'est-à-dire, avant tout, une surface, une étendue indéfinie accueillant les êtres vivants et les choses (Debarbieux, 1995 ; Monnet, 1998 ; Tuan, 1979). Ce caractère quasi aseptisé et abstrait de l'espace fait que celui-ci « *se prête mal à la construction du commun, moins bien que le "lieu" dont l'essence tient à la coprésence, au rapprochement, au partage* » (Brennetot, 2017, p. 518). Ce n'est donc pas un hasard que bien que les militant·e·s des LSCA préfèrent parler d'*espaces*

autogérés, j'ai fait le choix d'utiliser tout au long de cette recherche le terme de *lieux*. Les LSCA, comme les ZAD et les autres expériences similaires, ne se limitent pas à investir un espace seulement pour le temps d'une manifestation : dans les limites du possible, elles l'investissent pour « l'habiter » (Stock, 2004), elles *font lieu*, elles *font territoire*.

C'est ce dernier terme qui me semble le plus approprié, car il permet de rendre compte dans un sens plus large et moins *ponctuel* de cette appropriation humaine de l'espace. Le « *territoire* » permet effectivement de résoudre la « *tension (...) entre l'espace et le commun* », car il décrit « *des formes d'appropriation de l'espace résultant d'une occupation durable de lieux pluriels* » (Brennetot, 2017, p. 518). Malgré que territoire et lieu soient de termes liés par une certaine « *consanguinité* », le premier me paraît plus apte à englober une pluralité de situations spatiales par rapport au terme de lieu, qui, au contraire, se caractérise par un caractère « *ponctuel, unitaire et remarquable* » (Piveteau, 2010, p. 151). En outre, parler de « *territoire* » plutôt que de « *lieu* » accorde plus de place aux composantes non-humaines, voire *naturelles* (Magnaghi, 2010 ; Magnaghi, 2017 ; Paquot, 2001). Certes, le terme de territoire se caractérise par une polysémie — Jacques Lévy en identifie neuf définitions possibles (J. Lévy, 2013b) —, qui peut d'ailleurs varier selon l'époque, la discipline, l'auteur·e ou même le contexte national et linguistique (Paquot, 2011). Ainsi, ce terme peut parfois être utilisé comme un simple synonyme d'espace (J. Lévy, 2013b) ; en tant qu'« *agencement de ressources matérielles et symboliques capables de structurer les conditions pratiques de l'existence d'un individu ou d'un collectif social et d'informer en retour cet individu et ce collectif sur sa propre identité* » (Debarbieux, 2013, p. 999) ; ou encore pour décrire « *toute portion humanisée de la surface terrestre* » (Ferrier, 2013, p. 1000). Malgré cela, il y a — au sein de la géographie humaine au moins — un consensus que le territoire « *résulte d'une action des humains, [qui] n'est pas le fruit d'un relief, ou d'une donnée physico-climatique (...) [,] une portion de l'écoumène* » (Paquot, 2011, p. 25) ; un « *espace approprié, avec sentiment ou conscience de son appropriation* » (Brunet, 1993, p. 480). Si cette définition s'accorde bien avec celle de lieu — en tant qu'espace approprié —, tout en y ajoutant une dimension plus *extensive*, moins *ponctuelle* (Piveteau, 2010), elle reste trop ancrée à l'humain, qui y apparaît comme son acteur exclusif. Une définition de territoire est, à cet égard, particulièrement inspirante : celle formulée par les « *territorialistes (territorialisti)* » italiens. Ainsi, pour Alberto Magnaghi « *le territoire est le fruit de l'union amoureuse la nature et de la culture* » (Paquot, 2011, p. 30). En effet, selon les tenants de cette école, le territoire n'est pas un concept abstrait et métrique comme celui d'espace, mais il est un organisme vivant complexe, fruit de l'interaction entre des cultures et des espaces géographiques (Bonesio, 2011). Il est, pour utiliser les mots de Magnaghi, un « *néoécosystème (neoeosistema)* » (2017, p. 34).

Cette définition qui met au centre l'interaction entre humains et non-humains, est la plus à même pour décrire la pluralité des espaces pouvant être investis par la *mise en commun oppositionnelle*. Ces espaces peuvent effectivement parfois relever du bâti (comme la plupart des LSCA et des maisons du peuple) et parfois d'espaces non construits plus ou moins anthropisés (comme pour la plupart des ZAD). Mais est-ce que le terme de territoire serait adapté dans le cas où — hypothétiquement — des activistes créeraient une ZAD sur un espace complètement étranger à l'être humain ? Oui, car si des espaces de ce type (à supposer qu'il en existe) devaient être investis par cette mise en commun, que des activistes se les approprient en

ferait des territoires.

À la lumière de ces éléments, je propose donc d'adopter le terme de *mise en commun (ou commoning) territoriale et oppositionnelle* (CTO) pour décrire la « *tactique spatiale* » (Auyero, 2005) propre à certains mouvements (comme les LSCA, les ZAD, etc.), consistant à investir collectivement des espaces matériels dans l'optique de leur fait revêtir les fonctions identifiées (pour rappel : l'espace permettant d'envoyer des messages, de s'opposer concrètement, d'être un appui, de prendre soin, de construire une alternative tangible et de rassembler). En d'autres mots, la tactique vise à construire des *communs territoriaux oppositionnels*, dont le point de départ est « *l'occupation et la prise de territoires* » (Fumey, 2020, s.p.), quelle qu'en soit la forme.

Ce travail d'adaptation et de recomposition de concepts existants et procéder par *assemblage* m'a permis d'éviter de formuler un terme *ex novo*, qui n'aurait qu'allongé la liste de termes concurrents existants. Les terminologies spécifiques utilisées par les scientifiques et les activistes ont le mérite de mettre en lumière des aspects particuliers, mais, ce faisant, tendent à occulter ce qui est transversal — et qui donc potentiellement les fédère — aux tactiques spatiales évoquées.

8.2 La mise en place d'un « commun territorial oppositionnel » comme forme d'activisme

Si la tactique spatiale CTO peut être mobilisée par différents groupes militants, elle est chez certains la caractéristique principale de leur activisme, que l'on peut nommer « *activisme de mise en commun territoriale et oppositionnelle* » (ACTO). Certes, j'aurais pu opter pour le terme de « *militantisme d'occupation* », comme le font Bès *et al.* (2015) en parlant des ZAD, et qu'ils·elles définissent comme le fait « *de vivre sur place et de le faire d'une certaine manière* », en donnant la « *démonstration « qu'un autre monde est possible et que tous les efforts d'installation sont porteurs d'une autre société que celle de la consommation »* » (p. 8). Ou encore parler — génériquement — de « *mouvements d'occupation* » (Dechezelles & Olive, 2017). Ces terminologies ont leurs vertus, mais en focalisant sur un seul aspect de cette tactique — qui d'ailleurs n'est pas forcément le seul —, elles ne traitent pas explicitement de ce que cette *prise d'un espace* permet, à savoir la capacité à remplir, sur un même espace, les fonctions mentionnées précédemment.

La mise en commun territoriale et oppositionnelle joue un rôle si important dans des mouvements tels que celui des LSCA, des squats ou des ZAD, que Borzakian, en se référant à ces dernières, dit que « *les lieux — et ce que nous en faisons — sont l'incarnation de nos projets collectifs et il n'y a pas de politique sans fabrication et/ou transformation de lieux et de territoires* » (2021, s.p.). Autrement dit, le fait de mettre en place des communs territoriaux oppositionnels est la manière d'agir politiquement propre à ce mouvement (les ZAD) ; c'est cette tactique qui les caractérise en tant que mouvement : faire la politique, pour eux·elles, c'est investir et transformer les territoires. Pour cela on peut dire que des expériences telles que les ZAD, les LSCA ou certains mouvements de squatter·euse·s peuvent être rassemblées — malgré leurs différences — sous le chapeau commun de *l'activisme de mise en commun territoriale et oppositionnelle*, ou ACTO. Évidemment, il ne s'agit pas de leur seul répertoire

d'action, mais c'est leur trait le plus caractéristique.

Certes, d'autres expériences militantes peuvent également utiliser cette tactique, mais sans que celle-ci en devienne le trait caractérisant. Un mouvement « *protéiforme* » comme celui des Gilets jaunes, par exemple, a certainement fait un usage important de la CTO en transformant les ronds-points en communs territoriaux oppositionnels, mais les Gilets jaunes ont mobilisé avec intensité d'autres répertoires, comme les manifestations dans les centres des villes ou encore les actions aux péages (Gondreau & Bridier, 2020). Quant aux collectifs universitaires romains — dont sont issu·e·s un bon nombre des militant·e·s interviewé·e·s —, ils recourent aussi à cette tactique en autogérant des salles dans différentes facultés, qui ont les 6 fonctions identifiées, par leur capacité à recruter de nouvelles personnes (plusieurs enquêté·e·s se sont engagé·e·s en passant par ces espaces), à prendre soin de la communauté étudiante ou encore à s'opposer aux politiques éducatives. Ce n'est pas un hasard que le militantisme dans les LSCA soit vu par certain·e·s militant·e·s interviewé·e·s ayant impliqué·e·s ces collectifs universitaires, comme une suite logique. Pourtant, cette tactique n'est l'élément structurant ni du mouvement étudiant et universitaire — pris comme un mouvement social large — ni des collectifs contestataires implantés à l'université. Cette pratique n'est qu'un des nombreux répertoires d'action mobilisés par les groupes qui animent le mouvement étudiant. De même, les maisons du peuple ne sont pas l'instrument principal du mouvement ouvrier.

Certes, tout dépend des frontières que l'on donne au terme de mouvement social et de la manière dont on le définit. Ainsi, les ZAD peuvent aussi être vues comme une des expressions du mouvement écologiste et leur CTO dépendra du répertoire d'action principal de ce mouvement écologiste. Mais quelle est la frontière d'un mouvement social ? Qu'est-ce qui le définit ? Est-ce que les ZAD ou les LSCA peuvent être considérés comme un mouvement social ou une de leurs expressions ? La réponse n'est pas aisée, au vu du « *flou sémantique* » qui existe autour du terme « *mouvement social* », qui peut aussi être remplacé par la notion de « *politiques contestataires* » (Fillieule, 2009, p. 15).

Comme ces expériences militantes peuvent difficilement être réduites à un seul mouvement social thématique — les ZAD peuvent aussi bien relever du mouvement pour la justice sociale que l'écologiste —, on ne peut guère qu'envisager tant les ZAD que les LSCA comme des mouvements, des politiques contestataires aux frontières floues. À titre d'exemple, les LSCA ont été aussi bien des acteurs importants du mouvement altermondialiste que du mouvement pour l'eau en tant que bien commun.

L'essentiel est de retenir que les ZAD et les LSCA, pour ne citer qu'eux, sont des mouvements qui, malgré les différences de leurs revendications ou de leurs ancrages, ont pour élément partagé l'importance donnée à la tactique spatiale de la mise en commun territoriale et oppositionnelle (CTO) pour donner vie à un projet solidaire et émancipateur.

Conclusion de la troisième partie

Alors que l'espace matériel est souvent relégué au rôle de *cadre* de l'action protestataire et parfois d'*objet*, les lieux (politico-)socio-culturels autogérés de Rome — ainsi que d'autres expériences militantes — montrent que l'espace matériel est un *instrument*, un *outil* pour l'action militante et peut être assimilé à un actant non-humain

Les militant·e·s impliqué·e·s dans les luttes peuvent mobiliser l'espace matériel de plusieurs façons, dont la plus commune est probablement celle de *l'investir collectivement*. Derrière cette expression l'on trouve une pluralité de « *répertoires d'action* » (Tilly, 1995) — ou de « *tactiques spatiales* » (Auyero, 2005) : les manifestations de rue, les *sit-in*, les occupations démonstratives, etc. Quelle qu'elle soit la tactique employée, grâce à ces *investissements*, l'espace peut revêtir une ou plusieurs des six fonctions identifiées à l'aide de la littérature et de l'analyse des carrières militantes des activistes des LSCA, à savoir :

1. Envoyer des messages, que cela soit symboliquement par la présence des corps (lors d'une manifestation de rue) ou par le langage visuel attribué à l'espace par les militant·e·s (les pancartes, affiches qui communiquent directement un message aux passant·e·s). De plus, l'architecture ou l'aménagement d'un espace investi collectivement peuvent également être porteurs d'un message (l'esthétique de la résistance propre aux squats et à certains LSCA « informe » de la radicalité de ses tenant·e·s).
2. S'opposer concrètement (spatialement) à un phénomène contesté : en bloquant temporairement une infrastructure liée à un phénomène contesté (le blocage d'un péage d'autoroute ou d'un abattoir, etc.) ; en occupant un espace menacé par un projet contesté (l'occupation d'un terrain destiné à la construction d'un aéroport par une ZAD, etc.) ; en occupant un espace pour le libérer de l'emprise d'un mode d'organisation sociale considéré comme délétère (en créant un espace autonome du monde capitaliste) ; ou encore en donnant accès, par l'occupation, à un espace ou à des équipements dont une communauté aurait besoin, mais que les pouvoirs publics ne fournissent pas ou le font, mais de manière insuffisante (appropriation d'un espace vert abandonné dans un quartier où il n'y en a pas assez, etc.).
3. Fournir un appui logistique (pouvoir se réunir ou stocker du matériel), mais aussi financier (disposer d'un espace matériel donne la possibilité d'organiser des événements pour récolter de l'argent pour soutenir les différentes luttes).
4. Créer et procurer du *care*, soit prendre soin du territoire, de la communauté et de soi-même. Les espaces concernés sont souvent abandonnés ou menacés, et les investir amène à les remettre en état et à nouer avec eux une relation affective, à créer un attachement. Disposer collectivement d'un espace donne la possibilité de mettre en place des activités à destination du territoire environnant, de créer des relations relevant de ce que l'on nomme *radical care*, à comprendre comme le fait de prendre soin de la communauté locale (en offrant des cours des sports à bas prix, des équipements à disposition du quartier, etc.). Cela permet également aux militant·e·s de disposer d'un espace d'entre-soi autre que l'espace domestique, soit d'un *tiers espace* où l'on se sent

aussi chez soi, où l'on peut trouver du réconfort dans les moments difficiles, car on sait qu'il y aura toujours un·e membre de cette *famille choisie* (ce que souvent la communauté d'activistes devient) sur lequel·laquelle compter.

5. Devenir l'incarnation tangible, matérielle, d'un mode de vie « différent ». Plutôt que juste imaginer une manière alternative de vivre ensemble, les militant·e·s qui investissent un espace ont l'occasion d'y mettre en pratique leurs projets, de créer des espaces préfiguratifs de la société désirée et pour laquelle ils·elles luttent.
6. Rassembler, faire converger des personnes différentes, favoriser la coprésence et par là même la politisation. Les espaces collectivement investis peuvent attirer des personnes qui ne cherchent pas forcément à se politiser, mais qui en se rendant dans ces lieux — par exemple pour un concert — sont exposées à des messages pouvant les sensibiliser à certaines questions, voire les convainquent de s'engager. Dans une société « atomisée », disposer d'un espace collectif permet de (re)construire une communauté. Cependant, les caractéristiques de l'espace — et plus précisément son ambiance — contribuent à un tri. Certes, selon l'ambiance ressentie, certaines personnes peuvent se sentir repoussées par un lieu collectif (*topophobia*), alors que d'autres l'apprécieront (*topophilia*). Toutefois, l'ambiance des lieux est à comprendre comme un *dispositif de sensibilisation*, pouvant participer à la conscientisation et à l'adhésion aux causes défendues. L'espace matériel n'est donc pas indifférent, mais contribue à déterminer *qui* souhaitera faire partie de cette communauté.

Ces fonctions peuvent être atteintes par différentes modalités d'investissement collectif de l'espace, dont celle d'avoir *un seul et même espace matériel* qui porte ces fonctions. C'est le cas pour les LSCA, les ZAD ou les Maisons du peuple du siècle dernier : chacun de ces lieux — ou territoires — est *un* espace multifonctionnel et un outil de lutte protéiforme. Comment nommer cette tactique sans la spolier de sa complexité et de son hétérogénéité ?

Après avoir passé en revue plusieurs termes issus de la littérature et des propos d'activistes — comme *squatting*, *occupation*, *tiers lieux*, *Temporary Autonomous Zone*, *espace libéré*, *espace public autonome*, etc. — je suis arrivé au constat que beaucoup n'étaient pas adaptés, puisque qu'ils ne mettent en exergue qu'une gamme étroite — voire une seule — des fonctions portées par les lieux. Cependant, un terme sort du lot : celui de « commun(s) », entendu comme une relation de mise en commun qui s'instaure entre des acteurs humains et non-humains ayant pour fait saillant une gestion horizontale, démocratique et non commodifiée de biens (matériels ou immatériels), d'espaces, etc. Il s'agit d'une manière de se rapporter aux autres et au monde comme alternative à une régulation soit par l'État, soit par le marché. D'ailleurs, la filiation entre ce terme et les droits d'usages propres à l'Europe précapitaliste sont souvent mis en avant.

J'ai choisi d'ajouter au terme de commun le qualificatif d'« oppositionnel », en suivant l'exemple de Nicolas-Le Strat (2016). Si de nombreux auteur·e·s soulignent le caractère intrinsèquement politique et conflictuel des communs, le risque que ceux-ci soient réduits à une forme de gestion parmi d'autres est bien réel. Ainsi, le fait de rajouter le terme « *oppositionnel* » — malgré qu'il s'agisse d'un procédé tautologique — permet d'insister sur cette nature politique en distinguant *mes* communs de toute possible domestication.

Ensuite, afin de rendre compte du caractère spatial de ces expériences j'ai opté pour l'ajout du terme de « territorial ». Plutôt que parler de « communs spatiaux », comme le font certain·e·s auteur·e·s, territorial semble préférable, car il permet de rendre compte à la fois du caractère approprié des espaces en question ainsi que de leur hétérogénéité.

Ainsi, cette tactique spatiale qui condense les 6 fonctions citées dans un seul espace — qui peut être une ZAD, un squat, une Maison du peuple et, évidemment, un LSCA — prend dans cette recherche le nom de *mise en commun (ou commoning) territoriale et oppositionnelle* (CTO).

Cette tactique jouant un rôle essentiel dans certains mouvements ou organisations, on peut la comprendre comme un *activisme de mise en commun territoriale et oppositionnelle* (ACTO). Elle est dominante dans le mouvement des LSCA ou celui des ZAD. D'autres, comme le mouvement ouvrier qui créa les Maisons du peuple ou encore les Gilets jaunes, tout en mobilisant la CTO, se caractérisent par une panoplie plus vaste de répertoires.

Conclusion générale

Cette partie marque la fin des analyses des trajectoires de vie, des aspirations, des émotions qui amènent à la naissance, à la pérennisation ou parfois à l'échec de ce fragment fondamental de la Rome autoproduite que sont les *lieux (politico-)socio-culturels autogérés* (LSCA). S'intéresser aux activistes de ces lieux m'a permis de comprendre ceux-ci non pas comme des unités toujours « déjà-là » (Retailé, 2014, p. 9), mais comme le produit d'une contingence, comme le fruit d'échanges d'idées, de sentiments, mais aussi de temps, d'argent, de substances psychoactives, de colis alimentaires, de sons, d'odeurs, etc. En autres mots, les lieux sont compris ici non seulement comme des espaces matériels, mais comme le fruit d'interactions passées et présentes.

Synthèse

Cette démarche s'est concrétisée par différentes étapes, rassemblées en trois parties principales, composées de chapitres.

Dans le **premier chapitre**, j'ai fait état du bagage théorique qui m'a permis de développer mon sujet d'étude et ma problématique, basée sur des références issues de la géographie, de la sociologie — en particulier celle des mouvements sociaux — et d'autres disciplines. Il s'est également agi de mener une réflexion d'ordre épistémologique, en problématisant ma condition de chercheur et d'ex-activiste d'un de mes cas d'étude, et en montrant qu'il est possible d'éviter les pièges de cette double casquette et même d'en tirer profit. Le choix de dire qui je suis était le plus à même de résoudre les tensions inhérentes à un positionnement qui ne peut et ne pourra jamais être neutre, car « *il n'est pas de chercheur dépourvu de subjectivité, de passé, de préjugés, de valeurs ou d'idéologie* » (Ripoll, 2006, p. 2). Ainsi, plutôt qu'afficher une prétendue neutralité, en essayant de me distancier de mon sujet comme la norme du « régime scopique » l'impose (Volvey, 2016), j'ai préféré afficher mon positionnement et ma *connivence*. Si cette recherche se veut critique et sincère, cela n'est pas dû à une volonté d'être *neutre*, mais parce que cette sincérité est nécessaire pour que ce travail puisse avoir un intérêt non seulement scientifique, mais aussi militant : j'espère que les activistes lisant ces pages pourront y trouver des éléments utiles pour mener une autocritique qui les rendra plus fort·e·s et conscient·e·s de leurs propres contradictions. Le pôle morphologique a lui été l'occasion d'exposer les types de raisonnement qui soutiennent ma recherche, ainsi que la démarche utilisée, « compréhensive » et mobilisant à la fois des procédés déductifs, inductifs, et abductifs. En conclusion, le pôle technique a exposé mes choix méthodologiques, de l'analyse en termes de réseaux sociaux des données issues du questionnaire adressé aux activistes des LSCA romains jusqu'aux entretiens compréhensifs menés avec des activistes.

Dans le **deuxième chapitre**, j'ai recueilli les éléments nécessaires pour que les lecteur·trice·s puissent contextualiser cette étude. Cela s'est fait en montrant l'extrême variété des pratiques d'autogestion et d'autoproduction urbaine présentes sur le territoire romain, ainsi que les multiples manières de les analyser. Parmi ces modalités, l'une a plus particulièrement stimulé mon intérêt, soit celle classant ces expériences au prisme de leur vocation. C'est sur

cette base que j'ai développé la définition qui m'a permis de délimiter et de sélectionner mes cas d'étude, celle de *lieux (politico-)socio-culturels autogérés* (LSCA). 55 LSCA ont été recensés dans la ville de Rome. J'ai exposé — à l'aide d'une cartographie — leurs caractéristiques principales ainsi que leurs relations.

Dans le **troisième chapitre**, j'ai présenté les histoires et les caractéristiques principales des protagonistes, soit les 5 lieux autogérés retenus pour la phase qualitative de la recherche et les 22 activistes interviewé·e·s.

Dans la deuxième partie de la thèse, j'ai analysé les carrières militantes de ces activistes. Cette partie a été organisée en trois séquences, correspondant aux quatrième, cinquième et sixième chapitres.

Dans le **quatrième chapitre**, soit la séquence « commencer », j'ai identifié les situations et les dynamiques qui ont amené les 22 activistes à fonder un LSCA ou à s'y engager. J'ai retracé leurs parcours dès leur plus jeune âge : les influences familiales, les expériences prépolitiques telles que le scoutisme ou le sentiment d'être *autre* par rapport à ses pairs, les goûts musicaux ou les premières sorties entre ami·e·s, etc. À partir de cela, j'ai proposé quatre modèles idéal-typiques de militant·e·s des LSCA : *le·a militant·e infatigable*, au parcours militant précoce et constant, de l'adolescence à l'âge adulte ; *le·a jeune underground*, qui, tout en n'ayant jamais vraiment développé un goût particulier pour la politique, a fréquenté les milieux alternatifs et contreculturels, dont les LSCA, de manière précoce ; *le·a militant·e presque-par-hasard*, qui s'est intéressé·e à la politique grâce à des circonstances inattendues ; *le·a militant·e hors-place*, qui tout en ayant de longue date un intérêt pour les questions politiques, n'a pas réussi, pendant longtemps, à trouver un contexte ou un groupe qu'il·elle jugeait adapté pour s'engager.

Dans le **cinquième chapitre**, celui de la séquence « continuer », j'ai identifié les mécanismes expliquant la persistance dans l'engagement. Celle-ci relève d'une balance entre des forces centrifuges (poussant les activistes à partir) et des forces centripètes (les poussant au contraire à rester) : les activistes persisteront dans l'engagement seulement si cette balance penche vers les deuxièmes. Reste que parfois des forces centripètes deviennent centrifuges et inversement. Les sentiments d'attachement et d'appartenance qui en résultent sont essentiels pour comprendre la persistance dans l'engagement. Parmi les forces centrifuges, l'on trouve notamment la fatigue, la déception face au collectif, etc. ; parmi les forces centripètes, ce qui importe ce sont les rétributions sociales du militantisme, les sociabilités entre militant·e·s, les satisfactions liées à la réussite de mobilisations ou au fait d'avoir contribué à changer un morceau de ville avec ses propres mains, etc. Le lieu, matériellement entendu, est aussi une importante source — ou pas — de satisfaction et d'attachement.

Dans le **sixième chapitre**, portant sur la séquence « abandonner », j'ai examiné les cas où les forces centrifuges l'emportaient sur les forces centripètes et lorsque les militant·e·s décidaient de faire défection. Il s'est agi de retracer le parcours long et sinueux qui, dès les premiers doutes, amène au passage à l'acte. Les *burn-out* et les changements du regard porté sur l'organisation sont les facteurs les plus à même d'amorcer un processus du désengagement chez les enquêté·e·s. L'emprise parfois excessive du militantisme au sein des LSCA sur la vie des activistes — car trop chronophage et totalisant, ne serait-ce que parce qu'aux tâches de

l'activisme classique s'ajoutent celles de gestion d'un espace matériel — contribue au choix de partir. Après la défection, tou·te·s les ex-activistes continuent à s'intéresser à la politique, même lorsqu'ils·elles arrêtent presque complètement de fréquenter les milieux militants. Les analyses menées proposent quatre profils idéal-typiques de « partant·e·s » : *les apostat·e·s*, des ex-activistes souvent parti·e·s en mauvais termes avec leur LSCA, qui deviennent des opposants à leur ancien collectif ; *les partant·e·s ordinaires*, qui s'en vont sans raison particulière et sans fracas ; *les retraité·e·s célèbres*, des ex-activistes ayant eu un rôle de premier plan dans leur collectif qui — de leur gré ou pas — quittent leur LSCA tout en y gardant un rôle *honorifique*, de prestige ; enfin, *les fugitif·ve·s*, des ex-activistes ayant coupé les liens avec leur LSCA et ne souhaitant plus avoir rien à faire avec lui et le monde militant.

De cette deuxième partie, l'espace matériel s'est révélé être un facteur clé pour comprendre les trois séquences de l'engagement au sein des lieux autogérés. Concernant la séquence « commencer », le fait que les LSCA soient des espaces matériels accueillant des activités socio-culturelles est un aspect qui facilite le recrutement de personnes qui, probablement, ne se seraient pas intéressées à la politique autrement. De plus, pouvoir participer à la gestion d'un espace urbain ouvert au public sans en être propriétaire est un élément fortement attractif pour certaines personnes, car ce droit n'est que rarement accessible aux habitant·e·s. Pour la séquence « continuer », la dimension matérielle des LSCA amplifie la possibilité de tisser des relations amicales ou affectives, car devoir gérer un lieu matériel implique une proximité de corps qui n'est pas forcément aussi intense dans d'autres types de militantisme. Enfin, construire de ses propres mains un lieu autogéré produit une forme d'attachement avec le lieu lui-même, contribuant lui aussi à la persistance. En même temps, la dimension matérielle des LSCA est aussi un défi : la gestion ordinaire de l'espace est une tâche qui s'ajoute à celles classiquement associées au militantisme, ce qui peut faciliter le *burn-out* et donc la défection.

Au vu de la centralité de la dimension spatiale dans l'analyse des carrières militantes, dans la troisième et dernière partie de cette thèse j'ai approfondi cette question, en montrant — dans le **septième chapitre** — en quoi l'usage de l'espace propre aux LSCA fait qu'il est bien plus que le *cadre* de leur action, mais aussi un *outil*, un *instrument* par lequel les activistes essaient d'atteindre leurs objectifs. Autrement dit, l'expérience des lieux autogérés se caractérise un militantisme *à travers* l'espace matériel, et non seulement *dans* celui-ci. À partir de ce constat et de l'analyse des carrières, j'ai identifié six fonctions atteintes par l'investissement collectif d'un espace matériel — qu'il s'agisse de LSCA ou d'autres mouvements contestataires — : envoyer des messages *à travers* l'espace ; s'opposer concrètement à un phénomène contesté ; fournir un appui logistique aux luttes ; créer et procurer du *care* ; devenir l'incarnation tangible d'une alternative ; rassembler et faire converger des personnes en stimulant la coprésence.

Dans le **huitième chapitre**, j'ai généralisé les observations menées dans le chapitre précédent. La caractéristique principale des LSCA — mais aussi des ZAD ou des maisons du peuple du XIXe et XXe siècle — est que ces six fonctions sont atteintes à travers *un seul* et *même* espace matériel (le lieu autogéré, l'espace occupé de la ZAD, la maison du peuple, etc.). S'est alors posée la question de définir cette manière d'atteindre ces six fonctions en investissant collectivement *un* espace. Après avoir passé en revue les différents termes présents

dans la littérature, j'ai proposé de définir ce « répertoire d'action » (Tilly, 1995) — ou mieux, cette « tactique spatiale » (Auyero, 2005) — par le terme de *mise en commun (ou commoning) territoriale et oppositionnelle* (CTO). Les termes contenus dans cette définition me semblent les plus adaptés à décrire de manière précise, mais à la fois englobante, le mode d'action propre aux LSCA et à d'autres expériences différentes, mais partageant avec ceux-ci d'importants éléments. Les mouvements dont le répertoire d'action principal est la CTO peuvent à leur tour être rassemblés sous le terme d'*activisme de mise en commun territoriale et oppositionnelle* (ACTO), comme dans le cas des LSCA et des ZAD.

Cette recherche m'a montré que l'espace matériel des LSCA est bien plus que le cadre des actions des militant·e·s. Les lieux autogérés en tant qu'espaces matériels sont le produit des visions et des pratiques des activistes qui les animent, de leurs émotions, de leurs parcours de vie, passés présents et futurs : c'est la contingence de ces parcours et de leurs interactions qui permet à ces lieux d'exister dans cette forme. À leur tour, dans un mouvement mutuel, les activistes sont influencé·e·s et façonné·e·s par les espaces qu'ils·elles produisent et qu'ils·elles habitent : ce sont souvent les lieux qui les ont attiré·e·s vers la militance ; ce sont les lieux qui leur ont permis de découvrir des aspects de leur propre personnalité, de nouer des relations intenses ou de les défaire, qui ont stimulé certaines émotions. L'espace matériel — produit et faiseur des vies des activistes — est l'outil *à travers lequel* les militant·e·s interviennent *sur et dans* la société. Il leur permet de visibiliser leurs revendications, d'avoir un appui, de s'opposer concrètement à un phénomène contesté, de faire converger les personnes, de tisser les liens affectifs nécessaires pour que le groupe soit soudé, de mettre en place des relations de *care* entre les humains et aussi entre les humains et les non-humains, d'expérimenter et de matérialiser une alternative. Les murs des LSCA et tout ce qu'ils entourent — les choses et les personnes — sont bien plus que des objets inertes. Ils sont une composante essentielle des LSCA.

Apports, limites, ouvertures

J'espérais que ce travail serve la cause militante. Les *contributions* à celle-ci sont essentiellement de quatre ordres. Cette étude concourt, selon l'expression utilisée par une activiste de Communia, à augmenter « la soutenabilité humaine du militantisme », car, si elle donne aux activistes des clés pour saisir ce qui attire, elle permet aussi de mieux comprendre comment faire rester en insistant, par exemple, sur les risques de *burn-out*, en faisant prendre conscience du poids des « petites vexations », etc. Il est ainsi à espérer que cette recherche facilitera, au sein des LSCA, leur « durabilité ».

Le procédé mis en place a parfois pris la forme d'une maïeutique. Selon plusieurs enquêté·e·s, les questions posées lors des entretiens leur ont permis de réfléchir à des éléments rarement traités, initiant un processus introspectif sur leur engagement, leur rapport au groupe et au lieu. Si cela a eu des retombées positives au plan individuel, l'on peut attendre qu'il en aille de même pour le collectif, souvent mis à mal par l'ignorance des sensibilités et des nécessités de chacun.

Quant au concept de *commoning territorial et oppositionnel* — à la fois spécifique et englobant, intégrant les LSCA, mais aussi un répertoire d'action ancien —, voué à résumer et

généraliser les traits principaux des LSCA, il peut constituer un outil permettant aux militant·e·s de regarder au-delà des spécificités de leurs expériences singulières et d'apercevoir les éléments qui les lient à des expériences issues d'autres contextes et d'autres traditions. Ceci pourrait faciliter non seulement une hybridation des formes de militer à travers une inspiration mutuelle, mais également la mise en réseau d'expériences de lutte diverses.

Enfin, le travail fin de récolte et d'analyse des récits de vie et des expériences de militant·e·s a fait l'*anatomie* de leurs parcours et constitue un témoignage écrit d'expériences qui, probablement, auraient été oubliées au fil du temps au sein même des LSCA.

Quant aux apports plus strictement académiques de cette recherche, ils sont évidemment confirmatoires de la pertinence de saisir l'espace approprié comme le fruit de dynamiques et d'interactions complexes entre humains et non-humains, car « [*l]e lieu n'existe pleinement qu'en tant qu'il possède une dimension sociale éminente, en termes de substances, comme de pratiques et de représentations des acteurs* » (Lussault, 2007, p. 105).

L'attention portée aux sphères biographiques, émotionnelles et spatiales de ce phénomène a également permis une approche à la fois *incarnée* (*embodied*) et *spatialisée* de la question des *communs* et, plus généralement, de l'autogestion urbaine, habituellement soustraite (Di Feliciano, 2017 ; Nédélec, 2017 ; Pourias et al., 2016).

Quant à l'attribution d'un poids important à la compréhension du rôle de l'espace matériel dans le militantisme au sein des LSCA, elle répond au constat du peu de place accordé à la dimension spatiale dans les recherches portant sur les politiques contestataires (Auyero, 2005 ; Ripoll, 2008).

Cette recherche ne manque toutefois pas de points faibles et de limites. Si sa dimension militante et sa capacité à *renforcer* les LSCA ont été mises en avant, il ne faut pas occulter que ceux-ci, à l'instar de la plupart des mouvements sociaux et politiques, se caractérisent aussi par des apories. Parce qu'ils sont parfois animés de dynamiques internes délétères, qu'un nombre si réduit de personnes ne peut renverser un système dominant, ou encore parce qu'il y a le risque que ces expériences soient récupérées ou qu'elles perdent leur potentiel émancipateur, ma recherche ne saurait, à elle seule, éviter aux LSCA des écueils. Elle s'espère toutefois comme un dispositif d'autocritique et d'autoanalyse entre les mains des activistes.

Les limites temporelles de la recherche, les différentes contraintes (personnelles, sanitaires, contractuelles) m'ont, elles, empêché non seulement de l'élargir à davantage de militant·e·s, y compris dans d'autres villes, mais aussi de suivre les personnes interrogées sur un temps long. En découle la crainte d'une hyperspécificité des résultats et de figer des expériences et des vies — et des représentations — au moment où elles ont été saisies.

En outre, une procédure de validation des résultats de la recherche par les enquêté·e·s n'a pu être menée, alors qu'elle aurait été essentielle de par les méthodes mobilisées. Cela est dû à la fois aux règlements propres à une recherche doctorale — la thèse doit être *défendue* et approuvée par un jury avant d'être diffusable —, mais aussi à des contraintes linguistiques : mon manuscrit sera inaccessible à la plupart des enquêté·e·s tant qu'il n'aura pas été traduit en italien. Certes, les discussions que j'ai pu avoir avec des enquêté·e·s ont en partie compensé cela, mais on est loin d'une procédure « polyphonique » de validation telle que celle prônée par

L. Ossipow (2014).

Enfin, mobiliser une pluralité d'approches théoriques et méthodologiques est fertile et permet d'analyser diverses facettes d'un phénomène sans œillères disciplinaires. Reste que cette pluralité de référentiels m'a empêché de creuser de manière systématique — voire *généalogique* — chaque concept, tradition ou méthode qui ont été mobilisés.

Vers quelles recherches ultérieures cette thèse peut-elle m'amener ?

Il va tout d'abord de soi qu'il conviendrait de tenir compte des limites évoquées et d'appliquer à d'autres sites militants, voire à d'autres types d'activités, le dispositif consistant à étudier des lieux, des territoires à partir de l'analyse des trajectoires biographiques des personnes qui les animent.

Il serait également souhaitable de mener des études comparatives à l'international, dans des contextes institutionnels différents. Est-ce que les motivations amenant vers l'engagement changent, elles aussi ? Jusqu'à quel point le *contexte institutionnel* compte-t-il ?

Enfin, la recherche menée montre que la réalité sociale n'est pas seulement le fait d'humains, mais qu'elle est le fruit de rapports entre humains et non-humains : les lieux étudiés sont la résultante d'interactions entre actants de différentes sortes ; les personnes sont influencées et forgées par les lieux qu'elles traversent, par les objets qu'elles utilisent, par les événements qu'elles y vivent. Cette thèse m'a donné le goût d'explorer davantage cette question, de témoigner à nouveau que l'humain n'est pas le maître absolu de son destin et de l'espace qui l'accueille, qu'il est au centre d'échanges et de flux avec ce que nous considérons habituellement être inanimé, mais qui nous oriente, nous change, nous constitue. Et cela est d'autant plus important que la situation que nous vivons et les temps à venir nous imposent de savoir décentrer la place de l'humain dans notre système de pensée.

Épilogue

Pour véritablement conclure ce travail, je souhaite rendre compte d'un événement récent et symbolique de la profondeur et de l'intensité des rapports qui se créent entre les activistes — d'un ou plusieurs LSCA — et entre les activistes et leurs lieux. Au moment où j'écrivais les dernières pages de cette thèse, une tragédie a touché les militant·e·s de Rome, et plus particulièrement ceux et celles de mon ancien lieu autogéré, *Communia*. Un de nos camarades, âgé de seulement 26 ans, a été retrouvé sans vie dans son lit. La mort subite peut nous toucher toutes et tous, même si l'on est jeune comme Andrea, qui jouait au basket et était le capitaine de l'équipe de basket du quartier, l'*Atletico San Lorenzo*.

Andrea était un militant antifasciste et une personne hors du commun qui arrivait à créer des liens humains forts et intenses avec toutes et tous, comme en témoignèrent les larmes des centaines de personnes de tout âge à la cérémonie en son honneur. C'est ce moment que je veux évoquer, ou mieux, que je *dois* évoquer, parce que ne pas le faire serait une occultation coupable de la puissance des liens que la militance dans les lieux autogérés permet de créer, entre les gens et entre les gens et les lieux.

Les parents d'Andrea ont permis à ses camarades de *Communia* et de l'*Atletico*

d'organiser la cérémonie d'adieu dans son lieu autogéré. Ses parents ont accepté que son cercueil soit célébré et exposé dans un ancien garage illégalement occupé. Ses engagements et ce lieu étaient ainsi suffisamment majeurs pour Andrea pour que ses parents délèguent à des inconnu·e·s la gestion d'une partie de cette tragédie familiale.

Ce 26 mars, un millier de personnes ont suivi le corbillard depuis le terrain de basket, à la fin du *Viale dello Scalo San Lorenzo* — où Andrea jouait souvent —, jusqu'à *Communia* ; un cortège alternant silences et chœurs, défilant entre les piliers de la *Tangenziale Est*, l'autoroute surélevée qui fend brutalement ce morceau de ville. La police escortait respectueusement — pour une fois — cette manifestation triste, mais colorée. Arrivé·e·s à *Communia*, il était évident que ce vieux garage retapé n'aurait jamais réussi à accueillir toutes les personnes présentes ce jour-là. Contrairement au quotidien, la rue débordait de personnes plutôt que de voitures ; cette rue que j'avais tant critiquée pour son caractère intrusif et qui, en ce jour si triste, mais aussi si beau, capitulait devant la stature d'Andrea, devant l'émoi de toutes les personnes venues pour son adieu.

Ce jour-là, les militant·e·s ne « faisaient pas gaffe » aux voisins, au bruit, au fait de bloquer une route. Ce jour-là, les haut-parleurs étaient sur le trottoir pour diffuser sa musique préférée, tandis qu'une banderole avec les mots "*Ciao Andrea*" regardait *Communia* depuis l'une des places de parking d'en face, celles qui ne sont presque jamais libres, mais que les camarades avaient veillé à garder ainsi pour avoir le plus d'espace possible pour accueillir la foule. La police municipale avait non seulement escorté le cortège, mais avait décidé de fermer la rue (et ce n'est pas une petite rue) pour permettre à toutes les personnes de pouvoir assister aux discours, même depuis l'extérieur. Ah, si tu savais, Andrea, tu aurais dû devenir militant du *Forte Prenestino*... *Communia* était vraiment trop petite et exigüe pour nous accueillir tous et toutes, même ton cercueil, portant très grand, semblait trop petit pour que tu t'y tiennes.

Communia — qui dans cette recherche a été décrite par les enquêté·e·s et par moi-même comme une décharge, un vieux garage abandonné, un malheureux amas de tôle et de briques consommées par l'humidité — était soudainement devenue, ce samedi 26 mars 2022, un temple de l'amitié, de la solidarité, de la rage, de l'envie de se battre et de se retrouver. Le matin, quand avant, d'aller au terrain de basket, je suis passé à *Communia*, Janis — qui, étant une des enquêté·e·s, savait bien "quelle mauvaise langue" j'avais été par rapport à la qualité architecturale de cet endroit — me dit, les larmes aux yeux : « Tu as vu comme *Communia* est belle aujourd'hui ? ». Je n'ai pas pu répondre, car une énorme boule de peine encombrait ma gorge. La salle où l'on avait fait des assemblées, dansé jusqu'au petit matin et préparé des pancartes était pleine de plantes, d'affiches et de banderoles évoquant Andrea.

Après le cortège, l'énorme cercueil était là, au milieu, entouré de nous, ses *camarades* présent·e·s et passé·e·s, ses colocos, ses amoureuses, ses parents. Qui aurait imaginé de voir un cercueil dans cet espace ? Et surtout, *ton* cercueil ? Mais, en même temps, jamais l'on n'aurait pu imaginer te dire adieu ailleurs qu'ici, entre ces murs humides et pleins de tags, à côté de ce petit angle de verdure que tu avais réussi à faire pousser au milieu du smog et du béton. La présence de ton corps sans vie dans cet espace a donné tout son sens à ces murs, car malgré tous leurs défauts, ils étaient si importants pour toi. C'est ici que tu luttais, c'est ici que tu avais rencontré tout·e·s ceux et celles qui n'arrivaient pas à accepter ton départ.

Ce jour-là et les jours qui ont suivi m'ont montré que l'on peut vivre et exprimer un deuil aussi *à travers* l'espace. Quelques minutes et quelques verres de *grappa* après le départ du corbillard, le même carrelage qui avait accueilli ton cercueil recevait les pas de dizaines de danseurs et danseuses, essayant de ravalier leurs larmes à coup de tubes et d'alcool. Ce jour-là, *Communia* était belle, elle était belle parce que c'était un *lieu* — vécu, senti, approprié, aimé, rempli de souvenirs — et pas juste un *espace*. L'on n'aurait jamais pu faire ça ailleurs, il n'y avait pas de choix. Il fallait être toutes et tous là, même ceux et celles que personne n'y avait plus vu·e·s depuis des années : *les fugitif·ve·s, les partant·e·s ordinaires, les apostat·e·s, les retraité·e·s célèbres*. Même Rachele, qui n'avait presque plus jamais mis les pieds à *Communia*, ou Carla, qui les jours suivants a accompli — encore une fois — ce qui l'avait poussée à s'enfuir : prendre en charge l'endroit, le nettoyer, le ranger, veiller à ce que rien susceptible d'attirer une autre invasion de rats ne traîne par terre, vider les poubelles dans la rue d'à côté avec un caddy pris à un supermarché. Comme si c'était hier.

Ce jour-là — et après — *Communia* était plus que jamais un lieu, un lieu autogéré, un lieu à nous tous et toutes, un lieu qui est le produit et le faiseur des gens qui l'ont fait naître, qui l'ont fréquenté, qui l'animent ou qui l'ont fui.

Bibliographie

Abbott, A. (2010). 11. À propos du concept de Turning Point. In M. Bessin, C. Bidart, & M. Grossetti (Éds.), *Bifurcations : Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement* (p. 187-211). La Découverte.

Adams, T. E., Ellis, C., & Jones, S. H. (2017). Autoethnography. In *The International Encyclopedia of Communication Research Methods* (p. 1-11). American Cancer Society. <https://doi.org/10.1002/9781118901731.iecrm0011>

Adnkronos. (1998, décembre 17). Teatro Argentina : Pina Bausch firma spettacolo per il Giubileo. *Adnkronos*. http://www1.adnkronos.com/Archivio/AdnAgenzia/1998/12/17/Spettacolo/TEATRO-ARGENTINA-PINA-BAUSCH-FIRMA-SPETTACOLO-PER-IL-GIUBILEO_204100.php

Agrikoliansky, É. (2017). Chapitre 6 — Les « carrières militantes ». In O. Fillieule, F. Haegel, C. Hamidi, & V. Tiberj (Éds.), *Sociologie plurielle des comportements politiques* (p. 167-192). Presses de Sciences Po. <https://www.cairn.info/sociologie-plurielle-des-comportements-politiques--9782724620153-page-167.htm>

Ambroise, B. (2008). L'impossible trahison. Signification et indétermination de la traduction chez Quine. *Noesis*, 13, 61-80.

Anderson, K., & Smith, S. J. (2001). Editorial : Emotional geographies. *Transactions of the Institute of British Geographers*, 26(1), 7-10. <https://doi.org/10.1111/1475-5661.00002>

Andrews, M. (1991). *Lifetimes of commitment : Aging, politics, psychology*. Cambridge University Press.

Apter, G., Mellier, D., & Saint-Cast, A. (2010). Introduction. L'émotion, un mouvement vers l'autre ? *Enfances Psy*, 49(4), 9-13.

Archibugi, C. (2016). I centri sociali a Roma come « spazi comuni ». L'esemplarità come prassi istituyente. *Memorie Geografiche, Commons/Comune: geografia, luoghi, spazi, città*, (14), 157-163.

Arena, G. (2015). I beni comuni nella società della condivisione. *Labsus*. <http://www.labsus.org/2015/11/i-beni-comuni-nella-societa-della-condivisione/>

Arija Garcia, C. (2018, septembre 10). Cosa sono i centri sociali. *La Legge per Tutti*. https://www.laleggepertutti.it/231557_cosa-sono-i-centri-sociali

ATER Provincia di Roma. (s. d.). Autogestione. *Ater Provincia di Roma*. <http://www.aterprovinciadiroma.it/inquilini/autogestione.php>

Atkinson, R. (2007). Ecology of Sound : The Sonic Order of Urban Space. *Urban Studies*, 44(10), 1905-1917. <https://doi.org/10.1080/00420980701471901>

Autieri, D. (2019, mai 22). Roma, la deriva nera di San Lorenzo e Forza Nuova sfida la polizia. *la Repubblica*. https://roma.repubblica.it/cronaca/2019/05/22/news/roma_la_deriva_nera_di_san_lorenzo_e_forza_nuova_sfida_la_polizia-226879654/

Autieri, D. (2021, février 22). Quadraro, le gallerie sotterranee segrete nel quartiere della Resistenza. *la Repubblica*. https://roma.repubblica.it/cronaca/2021/02/22/news/quadraro_le_gallerie_sotterranee_segrete_nel_quartiere_della_resistenza-288741866/

Auyero, J. (2005). L'espace des luttes : Topographie des mobilisations collectives. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 160(5), 122-132. <https://doi.org/10.3917/arss.160.0122>

Azzellini, D., & Castronovo, A. (2016). Fabbriche recuperate e nuova istituzionalità mutualistica. In A. De Nicola & B. Quattrocchi (Éds.), *Sindacalismo sociale. Lotte e invenzioni istituzionali nella crisi europea* (p. 128-149). DeriveApprodi. https://www.researchgate.net/profile/Dario_Azzellini/publication/311654836_Fabbriche_recuperate_e_nuova_istituzionalita_mutualistica/links/5852b40808aef7d030a512c0/Fabbriche-recuperate-e-nuova-istituzionalita-mutualistica.pdf

Bader, I., & Bialluch, M. (2008). Gentrification and the creative class in Berlin-Kreuzberg. In L. Porter & K. Shaw (Éds.), *Whose Urban Renaissance?* (p. 88-98). Routledge.

Bailey, M. M. (2014). Engendering space : Ballroom culture and the spatial practice of possibility in Detroit. *Gender, Place & Culture: A Journal of Feminist Geography*, 21(4), 489-507. <https://doi.org/10.1080/0966369X.2013.786688>

Bailey, S., & Mattei, U. (2013). Social movements as constituent power : The italian struggle for the commons. *Indiana Journal of Global Legal Studies*, 20(2), 965-1013.

Barassi, V. (2017). Digital citizens? Data traces and family life. *Contemporary Social Science*, 12(1-2), 84-95. <https://doi.org/10.1080/21582041.2017.1338353>

Barbier, R., & Trépos, J.-Y. (2007). Humains et non-humains : Un bilan d'étape de la sociologie des collectifs. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 11(1), 35-58.

Baril, A. (2007). De la construction du genre à la construction du « sexe » : Les thèses féministes postmodernes dans l'oeuvre de Judith Butler. *Recherches féministes*, 20(2), 61-90. <https://doi.org/10.7202/017606ar>

Bartoli, G. (2007). De la sensibilité esthétique du thérapeute. *Cahiers de Gestalt-thérapie*, n° 20(1), 95-106. <https://doi.org/10.3917/cges.020.0095>

Baudry, R., & Juchs, J.-P. (2007). Définir l'identité. *Hypotheses*, 10(1), 155-167.

Bauwens, M. (2018, octobre 12). Mapping the Italian Urban and Natural Commons. *P2P Foundation*. <https://blog.p2pfoundation.net/mapping-the-italian-urban-and-natural-commons/2018/10/12>

Bazin, H. (2018). La centralité populaire des tiers-espaces. *L'Observatoire*, 52(2), 91-93. <https://doi.org/10.3917/lobs.052.0091>

Behan, T. (2007). Putting spanners in the works : The politics of the 99 Posse. *Popular Music*, 26(3), 497-504. <https://doi.org/10.1017/S0261143007001407>

Bélouin, S., Bronnikova, O., Counilh, A.-L., & Mekdjian, S. (2009). Visibilité et invisibilité des églises évangéliques et pentecôtistes issues de l'immigration : Une quête de

reconnaissance. *E-Migrinter*, 4, 3-5.

Benford, R. D., & Snow, D. A. (2000). Framing Processes and Social Movements : An Overview and Assessment. *Annual Review of Sociology*, 26(1), 611-639. <https://doi.org/10.1146/annurev.soc.26.1.611>

Berdini, P. (2014). *Le città fallite : I grandi comuni italiani e la crisi del welfare urbano*. Donzelli editore.

Berdini, P., & Nalbone, D. (2011). *Le mani sulla città*. Alegre.

Berlan, A. (2016). Entre contestation et cogestion, les luttes territoriales face à l'État. *Ecologie politique*, 53(2), 105-128.

Berzano, L., & Gallini, R. (2000). Centri Sociali Autogestiti a Torino. *Quaderni di Sociologia*, 22, 50-79. <https://doi.org/10.4000/qds.1385>

Bès, M.-P., Blot, F., Ducournau, P., & Crisp, J. (2015). *Sivens : Quand le dialogue devient impossible*. 8, 1-12.

Bessin, M., Bidart, C., & Grossetti, M. (Éds.). (2010). *Bifurcations : Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*. La Découverte.

Bétrisey, F. (2016). *Les relations d'échange au sein de schémas de paiements pour services hydriques : Encastrement socioéconomiques, justifications morales et implications sociopolitiques. Ethnographie des « Acuerdos Recíprocos por el Agua » (Bolivie orientale) au prisme des notions de réciprocité et de reconnaissance*. [Thèse de doctorat, Université de Lausanne, Faculté des géosciences et de l'environnement]. https://serval.unil.ch/notice/serval:BIB_8A3F14A467DA

Bétrisey, F., Bastiaensen, J., & Mager, C. (2018). Payments for ecosystem services and social justice : Using recognition theories to assess the Bolivian Acuerdos Recíprocos por el Agua. *Geoforum*, 92(6), 134-143. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2018.04.001>

Bioteau, E., & Calberac, Y. (2005). Le géographe face à son objet. Distanciation et méthode à travers l'exemple d'un terrain urbain frontalier. *Geographica Timisiensis*, XIV, 55-73.

Block, D. R., Chávez, N., Allen, E., & Ramirez, D. (2012). Food sovereignty, urban food access, and food activism : Contemplating the connections through examples from Chicago. *Agriculture and Human Values*, 29(2), 203-215. <https://doi.org/10.1007/s10460-011-9336-8>

Boccacci, P. (2019, mai 13). Roma, occupazione nuovo Cinema Palazzo : Scende in campo Marcello Fonte. *la Repubblica*. https://roma.repubblica.it/cronaca/2019/05/13/news/roma_occupazione_nuovo_cinema_palazzo_scende_in_campo_marcello_fonte-226157872/

Bondi, L. (2005). Making connections and thinking through emotions : Between geography and psychotherapy. *Transactions of the Institute of British Geographers*, 30(4), 433-448. <https://doi.org/10.1111/j.1475-5661.2005.00183.x>

Bonesio, L. (2011). *Documento preliminare per la commissione epistemologica : La definizione di territorio in senso territorialista*. Società dei territorialisti. http://www.societadeiterritorialisti.it/wp-content/uploads/2011/03/110901_lbonesio_docu_preliminare_commissione_epistemologica.pdf

Borch, C., & Kornberger, M. (Éds.). (2015). *Urban Commons: Rethinking the City* (1e édition). Routledge.

Borchi, A. (2017). Teatro Valle Occupato : Protesting, occupying and making art in contemporary Italy. *Research in Drama Education: The Journal of Applied Theatre and Performance*, 22(1), 126-129. <https://doi.org/10.1080/13569783.2016.1262249>

Borchi, A. (2017). Teatro Valle Occupato: Protesting, occupying and making art in contemporary Italy. *Research in Drama Education: The Journal of Applied Theatre and Performance*, 22(1), 126-129. <https://doi.org/10.1080/13569783.2016.1262249>

Borzakian, M. (2021a, février 27). Ce que les ZAD font à l'espace – I. Zones à défendre ou à reprendre ? *Géographies en mouvement*. <https://geographiesenmouvement.com/2021/02/27/ce-que-les-zad-font-a-lespace-i-zones-a-defendre-ou-a-reprendre/>

Borzakian, M. (2021b, mars 2). Ce que les ZAD font à l'espace – II. Habiter le monde autrement. *Géographies en mouvement*. <https://geographiesenmouvement.com/2021/03/02/ce-que-les-zad-font-a-lespace-ii-habiter-le-monde-autrement/>

Bourdieu, P. (1986). L'illusion biographique. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 62(1), 69-72. <https://doi.org/10.3406/arss.1986.2317>

Branzaglia, C., Pacoda, P., & Solaro, A. (1992). *Posse Italiane, Centri sociali, underground musicale e cultura giovanile degli anni '90 in Italia*. Tosca Edizioni.

Brennetot, A. (2017). Espace (approche géographique). In M. Cornu, F. Orsi, & J. Rochfeld (Éds.), *Dictionnaire des biens communs* (1re édition, p. 518-521). Presses universitaires de France.

Bresnihan, P. (2015). The More-than-Human Commons : From Commons to Commoning. In S. Kirwan, L. Dawney, & J. Brigstocke (Éds.), *Space, Power and the Commons : The Struggle for Alternative Futures* (p. 93-112). Routledge.

Brienza, F. (2014, octobre 28). Le squat, un modèle contre la pénurie du logement ? *20 minutes*. <https://www.20min.ch/fr/story/le-squat-un-modele-contre-la-penurie-du-logement-359569846708>

Broqua, C., & Fillieule, O. (2001). *Trajectoires d'engagement — Aides et Act Up*. Textuel.

Brunet, R., & Théry, H. (1993). Territoire. In R. Brunet, R. Ferras, & H. Théry (Éds.), *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique* (2e éd., p. 480-481). Reclus - La Documentation Française.

Bufarale, L. (2016, février 15). Parole in storia : Autogestione. *Diacronie - Studi di*

storia contemporanea. <https://www.studistorici.com/2016/02/15/parole-in-storia-autogestione/>

Butler, J. (2005). *Trouble dans le genre : (Gender trouble) : pour un féminisme de la subversion* (C. Kraus, Trad.). La Découverte.

Cacciotti, C. (2018). Self-Organization in Rome: A map. *Tracce Urbane*, 2(3), 225-237.

Cacciotti, C., & Brignone, L. (2018). Self-Organization in Rome: A map. *Tracce Urbane. Rivista Italiana Transdisciplinare Di Studi Urbani*, No 3 (2018): Spazi che abilitano/ Enabling Space. https://doi.org/10.13133/2532-6562_2.3.14281

Cagne Sciolte. (2013, décembre 14). Abbiamo liberato uno spazio! *Cagne Sciolte*. <https://cagnesciolte.noblogs.org/2013/12/14/abbiamo-liberato-uno-spazio/>

Cangelosi, E. (2015). Urban gardens, commons and communities. *The City as a Commons: Reconceiving Urban Space, Common Goods and City Governance, 1st Thematic IASC Conference on Urban Commons*. IASC Thematic Conference on Urban Commons, Bologna.

Caracciolo, A. (1994). Roma capitale sta in fondo allo Stivale. *Limes - Rivista italiana di geopolitica*, 4. <https://www.limesonline.com/cartaceo/roma-capitale-sta-in-fondo-allo-stivale>

Carmo, L. (2020). Esthétiques de la résistance et du recyclage. In *La contre-culture domestiquée : Art, espace et politique dans la vie gentrifiée* (p. 149-174). MētisPresses.

Caro, M. (2020). Éprouver l'attachement au lieu : L'épreuve d'un conflit de proximité. *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, 38, 1-20. <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.6696>

Carrano, A., & Cellamare, C. (2014). Quartieri Autorganizzati—Le vicende di Mandrione e Tor Fiscale e il protagonismo dei comitati. In C. Cellamare (Éd.), *S.M.U.R. - Roma città autoprodotta—Ricerca urbana e linguaggi artistici* (p. 93-97). Manifestolibri.

Castigliani, M. (2017, mai 8). Parigi, tensione al corteo anti Macron. Sindacalista contro il poliziotto : « Abbassi quell'arma ». *Il Fatto Quotidiano*. <http://www.ilfattoquotidiano.it/2017/05/08/parigi-tensione-al-corteo-anti-macron-sindacalista-contro-il-poliziotto-abbassi-quellarma/3570689/>

Castra, M. (2013). Socialisation. In S. Paugam (Éd.), *Sociologie* (p. 97-98). Presses Universitaires de France. <https://sociologie.revues.org/1992>

Castro-Coma, M., & Martí-Costa, M. (2016). Comunes urbanos : De la gestión colectiva al derecho a la ciudad. *EURE (Santiago)*, 42(125), 131-153. <https://doi.org/10.4067/S0250-71612016000100006>

Catellin, S. (2004). L'abduction : Une pratique de la découverte scientifique et littéraire. *Hermès, La Revue*, 39(2), 179-185.

Cavaille, F. (2016). (Ap)prendre la géographie par les sentiments : L'apprentissage d'une géographie sensible à partir des émotions littéraires. *Carnets de géographes*, 9.

<https://doi.org/10.4000/cdg.565>

Cazzato, L. (2008). Questione meridionale and global south. *Studi d'italianistica Nell'Africa Australe - Italian Studies in Southern Africa*, 21(1 & 2), 102-133.

Cefai, D. (2007). *Pourquoi se mobilise-t-on ?*. La Découverte. https://www.editions-ladecouverte.fr/pourquoi_se_mobilise_t_on_-9782707152503

Cellamare, C. (2019). *Città fai-da-te. Tra antagonismo e cittadinanza. Storie di autorganizzazione urbana*. Donzelli Editore. <https://www.donzelli.it/libro/9788868439972>

Cellamare, C. (Éd.). (2014). *S.M.U.R. - Roma città autoprodotta—Ricerca urbana e linguaggi artistici*. Manifestolibri.

CESVOT. (2015, octobre 19). Differenze tra associazioni e comitati. *Cesvot - Tutta l'energia del volontariato*. <https://www.cesvot.it/consulenza/domande-frequenti/differenze-tra-associazioni-e-comitati>

Charmillot, M., & Dayer, C. (2007). Démarche compréhensive et méthodes qualitatives : Clarifications épistémologiques. *Recherche qualitative*, 3, 126-139.

Chatterton, P. (2010). So What Does It Mean to be Anti-capitalist ? Conversations with Activists from Urban Social Centres. *Urban Studies*, 47(6), 1205-1224. <https://doi.org/10.1177/0042098009360222>

Chatterton, P., & Pickerill, J. (2010). Everyday activism and transitions towards post-capitalist worlds: Everyday activism and transitions towards post-capitalist worlds. *Transactions of the Institute of British Geographers*, 35(4), 475-490. <https://doi.org/10.1111/j.1475-5661.2010.00396.x>

Claval, P. (2012). *Géographie culturelle. Une nouvelle approche des sociétés et des milieux*. Armand Colin.

CNRTL. (s.d.). Protagoniste. In *Centre Nationale des Ressources Textuelles et Lexicales*. <https://www.cnrtl.fr/definition/protagoniste>

Colin, C. (2016). Défendre et protéger son quartier de la destruction. *Carnets de géographes*, 9, 1-20. <https://doi.org/10.4000/cdg.555>

Collaboratore C. (2016, janvier 11). Cosa sono i centri sociali. *Lettera43*. <https://www.lettera43.it/it/comefare/politica/2016/01/11/cosa-sono-i-centri-sociali/3185/>

Collettivo Altereva. (2013, décembre 23). Comunicato di solidarietà del Collettivo Altereva. *Cagne Sciolte*. <https://cagnesciolte.noblogs.org/2013/12/23/comunicato-di-solidarieta-del-collettivo-altereva/>

Commons Strategies Group. (2017, novembre 24). Patterns of Commoning : Mapping Our Shared Wealth: The Cartography of the Commons. *P2P Foundation*. <https://blog.p2pfoundation.net/patterns-of-commoning-mapping-our-shared-wealth-the-cartography-of-the-commons/2017/11/24>

Communia - Roma. (2018, mars 14). Mutualismo. Pratiche, conflitto, autogestione. *Communianet*. <http://www.communianet.org/polis/mutualismo-pratiche-conflitto-autogestione>

Communianet. (2014, janvier 19). Riappropriazione / Autogestione / Nuovo Mutualismo. *Communianet*. <http://www.communianet.org/node/6>

Corroyer, P. (2019). « Faunes sauvages » en politique. Tisser et mettre en scène un territoire contestataire : De la ZAD de Notre-Dame-des-Landes à Bure. *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, 37, 1-24. <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.6344>

Cossart, P., & Talpin, J. (2012). Les Maisons du Peuple comme espaces de politisation. *Revue française de science politique*, 62(4), 583-610.

Creuzé de Lesser, A. (1771-1839) A. du texte. (1806). *Voyage en Italie et en Sicile, fait en MDCCCI et MDCCCII s.* Imprimerie Didot l'ainé. <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k105894n>

CSOA Forte Prenestino. (2016). *Fortopìa – Storie d'amore e d'autogestione*. Fortepressa – La Bagarre ONLUS. <https://www.forteprenestino.net/fortopia-il-libro/come-ottenerlo/ebook-fortopia>

Dardot, P., & Laval, C. (2014). *Commun—Essai sur la révolution au XXIe siècle*. La Découverte.

Darmon, M. (2008). La notion de carrière : Un instrument interactionniste d'objectivation. *Politix*, 82(2), 149-167.

de Ghantuz Cubbe, M. (2017). Autogestione conflittuale e rinascita degli spazi. RiMaflow, fabbrica recuperata. *Clionet. Per un senso del tempo e dei luoghi*, 1, 2016-2018.

de la Bellacasa, M. P. (2012). 'Nothing Comes Without Its World' : Thinking with Care. *The Sociological Review*, 60(2), 197-216. <https://doi.org/10.1111/j.1467-954X.2012.02070.x>

de la Vega, X. (2007). L'autogestion, une histoire contrariée. *Sciences Humaines*, 187(11), 10-10.

De Michelis, A. (2009). The garden suburb of the Garbatella, 1920–1929 : Defining community and identity through planning in post-war Rome. *Planning Perspectives*, 24(4), 509-520. <https://doi.org/10.1080/02665430903145721>

de Montigny Gauthier, P., & de Montigny, F. (2014). Théorie du parcours de vie. *Cahier de recherche*, 6, 1-22.

de Spuches, G., Picone, M., & Granà, N. (2018). Da vuoto urbano a verde pubblico : Un caso di commoning a Partinico (Palermo). *ACME: An International Journal for Critical Geographies*, 17(2), 402-426.

Debarbieux, B. (1995). Le lieu, fragment et symbole du territoire. *Espaces et sociétés*, 1(80A), 13-36.

Debarbieux, B. (2013). Territoire. In J. Lévy & M. Lussault (Éds.), *Dictionnaire de la géographie et l'espace des sociétés* (Nouvelle édition revue et augmentée, p. 999-1000). Belin.

Dechezelles, S., & Olive, M. (2017). Les mouvements d'occupation : Agir, protester, critiquer. *Politix*, 117(1), 7-34. <https://doi.org/10.3917/pox.117.0007>

Deléage, J.-P. (2018). Éloge de la ZAD et de son monde. *Ecologie politique*, 57(2), 5-10.

Di Feliciantonio, C. (2017). Spaces of the Expelled as Spaces of the Urban Commons? Analysing the Re-emergence of Squatting Initiatives in Rome: *International Journal of Urban and Regional Research*, 41(5), 708-725. <https://doi.org/10.1111/1468-2427.12513>

Di Feliciantonio, C. (2018). L'amore alla guida degli spazi di messa in comune? *ACME: An International Journal for Critical Geographies*, 17(2), 454-479. <https://www.acme-journal.org/index.php/acme/article/view/1487>

Di Feliciantonio, C. (2021). (Un)Ethical Boundaries : Critical Reflections on What We Are (Not) Supposed to Do. *The Professional Geographer*, 73(3), 496-503. <https://doi.org/10.1080/00330124.2021.1883447>

Di Méo, G. (2008). La géographie culturelle : Quelle approche sociale ? *Annales de géographie*, 660-661(2), 47-66.

Dorlin, E. (2008). *Sexe, genre et sexualités*. Presses Universitaires de France - PUF.

Dubigeon, Y. (2011). L'autogouvernement zapatiste à la recherche d'une réunification des temps de la transformation sociale : Reconstruire pour mieux détruire. *Mouvements*, 2(66), 145-154. <https://doi.org/10.3917/mouv.066.0145>

Dumez, H. (2012). Qu'est-ce que l'abduction, et en quoi peut-elle avoir un rapport avec la recherche qualitative. *Le libellio d'Aegis*, 8(3), 3-9.

Egon, A., & Laslaz, L. (2020). Résister face à Center Parcs. Les espaces de la ZAD de Roybon. *Géoconfluences*. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/france-espaces-ruraux-periurbains/articles-scientifiques/center-parcs-et-zad-roybon>

Eizenberg, E. (2012). Actually Existing Commons : Three Moments of Space of Community Gardens in New York City. *Antipode*, 44(3), 764-782. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8330.2011.00892.x>

Ela, N. (2016). *Urban Commons as Property Experiment : Mapping Chicago's Farms and Gardens*. 1-48.

Elder, G. H., Johnson, M. K., & Crosnoe, R. (2003). The Emergence and Development of Life Course Theory. In J. T. Mortimer & M. J. Shanahan (Éds.), *Handbook of the Life Course* (p. 3-19). Springer US. https://doi.org/10.1007/978-0-306-48247-2_1

Ernwein, M. (2015). *Jardiner la ville néolibérale : La fabrique urbaine de la nature* [Thèse de doctorat, Université de Genève, Faculté des sciences de la société, Département de géographie et environnement]. <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:55818>

Esc Atelier. (2021, septembre 27). Roma : Autogestione, welfare urbano e beni comuni. Confronto con l* candidat* al consiglio comunale. *DINAMOpress*. <https://www.dinamopress.it/news/roma-autogestione-welfare-urbano-e-beni-comuni-confronto-con-l-candidat-al-consiglio-comunale/>

EuroNomade. (2016, octobre 6). Neomunicipalismo : Introduction ai lavori della seconda giornata della scuola di EuroNomade (sabato 8 ottobre 2016). *EuroNomade*. <http://www.euronomade.info/?p=8106>

Fantasia, D. G. (2021, mai 6). « Dobbiamo imparare ad accogliere anche forme, definizioni e parole che ci sembrano lontane da noi » Silvia Calderoni. *Marie Claire*. <https://www.marieclaire.com/it/attualita/gossip/a36330928/silvia-calderoni-non-mi-uccidere-film/>

Feildel, B. (2013). Vers un urbanisme affectif. Pour une prise en compte de la dimension sensible en aménagement et en urbanisme. *Norois. Environnement, aménagement, société*, 227, 55-68. <https://doi.org/10.4000/norois.4674>

Ferreira, V. S. (2014). Arts and tricks of comprehensive interview. *Saúde e Sociedade*, 23(3), 979-992. <https://doi.org/10.1590/S0104-12902014000300020>

Ferrier, J.-P. (2013). Territoire. In J. Lévy & M. Lussault (Éds.), *Dictionnaire de la géographie et l'espace des sociétés* (Nouvelle édition revue et augmentée, p. 1000-1005). Belin.

Festa, D. (2015). La Creatività del Comune. In C. Bernardi, F. Brancaccio, D. Festa, & B. M. Mennini (Éds.), *Fare Spazio—Pratiche del Comune e Diritto alla Città* (p. 81-98). Mimesis Edizioni.

Festa, D. (2016). Les communs urbains. L'invention du commun. *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 16, 233-256. <https://doi.org/10.4000/traces.6636>

Festival du film documentaire engagé. (2003, octobre 22). *Engagement et/ou militantisme*. journeesdetudes.org. <http://journeesdetudes.org/festdoc/03/livret/engagement+militantisme.htm>

Fillieule, O. (2001). Post scriptum : Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. *Revue française de science politique*, 51(1), 199-215. <https://doi.org/10.3406/rfsp.2001.403613>

Fillieule, O. (2001b). XX. Désengagement et conséquences biographiques de l'engagement. In Centre de recherches et d'études sociologiques appliquées de la Loire (Saint-Etienne), (Éd.), *Actions associatives, solidarités et territoires* (p. 157-162). Publications de l'université de Saint-Etienne.

Fillieule, O. (2005). Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions. In O. Fillieule (Éd.), *Le désengagement militant* (p. 17-47). Belin.

Fillieule, O. (2009). De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? *Politique et Sociétés*, 28(1), 15-36. <https://doi.org/10.7202/001723ar>

Fillieule, O. (2020). Carrières militantes. In O. Fillieule, L. Mathieu, & C. Péchu (Éds.), *Dictionnaire des mouvements sociaux : 2e édition mise à jour et augmentée* (p. 91-98). Presses de Sciences Po.

Fillieule, O., & Pudal, B. (2010). 8. Sociologie du militantisme. Problématisation et déplacement des méthodes d'enquête. In E. Agrikoliansky, I. Sommier, & O. Fillieule (Éds.),

Penser les mouvements sociaux Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines (p. 163-184). La Découverte. <https://www.cairn.info/penser-les-mouvements-sociaux--9782707156570-page-163.htm>

Fillieule, O., Monnes, V., & Rayner, H. (2019). *Le métier et la vocation de syndicaliste. L'enquête suisse* (1^{re} éd.). Éditions Antipodes. <https://doi.org/10.33056/ANTIPODES.11612>

Fotopoulos, T. (2008). The Autonomy project and Inclusive Democracy A critical review of Castoriadis' thought. *International Journal of Inclusive Democracy*, 4(2), 1-11.

Fraeser, N. (2016). 'Fantasies of antithesis': Assessing Hamburg's Gängeviertel as a tourist attraction. In *Protest and Resistance in the Tourist City* (p. 320-339). Routledge.

Freeman, J. (1972). The Tyranny of Structurelessness. *Berkeley Journal of Sociology*, 17, 151-164.

Fumey, G. (2020, juillet 14). Sylvaine Bulle : « Les ZAD sont l'apprentissage des communs ». *Géographies en mouvement*. <https://geographiesenmouvement.com/2020/07/14/sylvaine-bulle-les-zad-sont-lapprentissage-des-communs/>

Gainsforth, S., Marchini, R., & Sotgia, A. (2016, mai 30). La ex Dogana di San Lorenzo / Un nuovo modello di rendita. *OperaViva Magazine*. <https://operavivamagazine.org/la-ex-dogana-di-san-lorenzo/>

Garneau, S. (2006). *Les mobilités internationales à l'ère de la globalisation. Une comparaison sociologique des carrières spatiales et des socialisations professionnelles d'étudiants français et québécois* [Thèse de doctorat, Université de Lyon 2]. http://theses.univ-lyon2.fr/documents/getpart.php?id=lyon2.2006.garneau_s&part=113152

Garneau, S. (2020). Éléments pour une analyse du non-engagement et du désengagement des jeunes comme processus sociaux. *Revue Jeunes et Société*, 4(1), 4-22. <https://doi.org/10.7202/1069166ar>

Gaxie, D. (2017, novembre 3). Les rétributions du militantisme. *Politika*. <https://www.politika.io/fr/notice/retributions-du-militantisme>

Gesler, W. M. (1992). Therapeutic landscapes : Medical issues in light of the new cultural geography. *Social Science & Medicine*, 34(7), 735-746. [https://doi.org/10.1016/0277-9536\(92\)90360-3](https://doi.org/10.1016/0277-9536(92)90360-3)

Gesler, W., Bell, M., Curtis, S., Hubbard, P., & Francis, S. (2004). Therapy by design : Evaluating the UK hospital building program. *Health & Place*, 10(2), 117-128. [https://doi.org/10.1016/S1353-8292\(03\)00052-2](https://doi.org/10.1016/S1353-8292(03)00052-2)

Giannoli, V. (2016, octobre 13). Roma, sgomberato il Corto circuito a Cinecittà. Ma gli attivisti rientrano nel centro sociale. *la Repubblica*. http://roma.repubblica.it/cronaca/2016/10/13/news/roma_sgomberato_centro_sociale_corto_circuito_a_cinecitta_gravi_abusi_-149672111/

Gill, L. (2001). L'atomisation sociale : Condition de la domination totale. *Spirale*, 176, 16.

Goffman, E. (1966). *Behavior in public places: Notes on the social organization of gatherings*. The free press.

Gondreau, A., & Bridier, S. (2020). Contribution à une géographie des gilets jaunes. *Géographie et cultures*, 114, 37-76. <https://doi.org/10.4000/gc.14866>

Goodwin, J. (1997). The libidinal constitution of a high-risk social movement: Affectual ties and solidarity in the Huk rebellion, 1946 to 1954. *American Sociological Review*, 62(1), 53-69. <https://doi.org/10.2307/2657452>

Grande Raccordo Autoproduzioni. (1996). *Nuove Frontiere per l'autoproduzione—Spazio—Tempo reddito- ipotesi di liberazione*. Grande Raccordo Autoproduzioni.

Grant, R. W., & Sugarman, J. (2004). Ethics in Human Subjects Research: Do Incentives Matter? *Journal of Medicine and Philosophy*, 29(6), 717-738. <https://doi.org/10.1080/03605310490883046>

Grossman, V. (2013, février 12). Le siège du PCF La liberté formelle d'un manifeste politique. *Le Monde*. <https://www.lemoniteur.fr/article/le-siege-du-pcf-la-liberte-formelle-d-un-manifeste-politique.561999>

Guérin-Pace, F. (2007). 12. Le quartier entre appartenance et attachement : Une échelle identitaire ? In J.-Y. Authier (Éd.), *Le quartier* (p. 151-162). La Découverte. <https://www.cairn.info/le-quartier--9782707150714-page-151.htm>

Guichoux, A. (2016). Nuit debout et les « mouvements des places » désenchantement et ensauvagement de la démocratie. *Les Temps Modernes*, 691(5), 30-60.

Guillaume, N. (2015). *Le sport entre pouvoirs et contre-pouvoirs : Étude des centres sociaux occupés et autogérés à Rome* [Mémoire de master, Université Paris-Sorbonne].

Guinard, P., & Tratnjek, B. (2016). Géographies, géographes et émotions. Retour sur une amnésie... passagère ? *Carnets de géographes*, 9, 1-16.

Gwiazdzinski, L. (2019, septembre 13). Les « gilets jaunes » ont trouvé comment faire société aujourd'hui. *Slate.fr*. <http://www.slate.fr/story/181677/gilets-jaunes-rond-point-fabrique-quotidienne-solidarites-entraide>

Hakim Bey. (1994). *Permanent TAZs*. Dreamtime Village. http://dreamtimevillage.org/articles/permanent_taz.html

Hakim Bey. (2003). *T.A.Z.: The temporary autonomous zone, ontological anarchy, poetic terrorism* (2nd edition with new preface.). Autonomedia. <https://search.library.wisc.edu/catalog/999958744102121>

Hale, C. R. (2001). "What is Activist Research?" *Items (Social Science Research Council)*, 2(1-2), 13-15.

Hardt, M., Negri, A., & Pandolfi, A. (2010). *Comune. Oltre il privato e il pubblico*. Rizzoli.

Harvey, D. (2012). *Rebel cities: From the right to the city to the urban revolution*. Verso.

Hasnain, S. (2014, mai 28). Fieldwork at Home: Assumptions, Anxieties and Fear. *LSE Blog*. <https://blogs.lse.ac.uk/fieldresearch/2014/05/28/fieldwork-at-home-assumptions-anxieties-and-fear/>

Heinich, N. (2010). Pour en finir avec l'«illusion biographique». *L'Homme. Revue française d'anthropologie*, 195-196, 421-430. <https://doi.org/10.4000/lhomme.22560>

Helfrich, S., & Bollier, D. (2017). Commoning. In M. Cornu, F. Orsi, & J. Rochfeld (Éds.), & C. Hance (Trad.), *Dictionnaire des biens communs* (1re édition, p. 204-210). Presses universitaires de France.

Hess, C. (2008). Mapping the New Commons. *SSRN Electronic Journal*. <https://doi.org/10.2139/ssrn.1356835>

Hobart, H. J. K., & Kneese, T. (2020). Radical CareSurvival Strategies for Uncertain Times. *Social Text*, 38(1 (142)), 1-16. <https://doi.org/10.1215/01642472-7971067>

Hodkinson, S., & Chatterton, P. (2006). Autonomy in the city? *City*, 10(3), 305-315. <https://doi.org/10.1080/13604810600982222>

Houssay-Holzschuch, M. (2005). La géographie culturelle, émergence et enjeux. In S. V. Laurent Martin (Éd.), *L'Histoire culturelle du contemporain* (p. 237-247). Nouveau Monde Éditions et Centre Culturel International de Cerisy-la-Salle. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00185709>

Hoyez, A.-C. (2005). *L'espace-Monde du Yoga. Une géographie sociale et culturelle de la mondialisation des paysages thérapeutiques* [Thèse de doctorat, Université de Rouen]. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00011237>

Huron, A. (2015). Working with Strangers in Saturated Space: Reclaiming and Maintaining the Urban Commons. *Antipode*, 47(4), 963-979. <https://doi.org/10.1111/anti.12141>

Huron, A. (2017). Theorising the urban commons : New thoughts, tensions and paths forward. *Urban Studies*, 54(4), 1062-1069. <https://doi.org/10.1177/0042098016685528>

Insolera, I. (2011). *Roma moderna. Da Napoleone I al XXI secolo* (P. Berdini, Éd.). Einaudi.

Introvigne, M. (1999). Defectors, Ordinary Leave-takers, and Apostates: A Quantitative Study of Former Members of New Acropolis in France. *Nova Religio*, 3(1), 83-99. <https://doi.org/10.1525/nr.1999.3.1.83>

Ionita, I. (2015). *Un itinéraire de recherche en terrain autochtone au Canada. L'empathie dans tous ses états*. L'Harmattan.

Jasper, J. M. (2011). Emotions and Social Movements: Twenty Years of Theory and Research. *Annual Review of Sociology*, 37(1), 285-303. <https://doi.org/10.1146/annurev-soc-081309-150015>

Jasper, J. M. (Author). (1997). *Art of Moral Protest: Culture, Biography, and Creativity in Social Movements*. Chicago University Press.

Jeffrey, C., & Dyson, J. (2021). Geographies of the future: Prefigurative politics. *Progress in Human Geography*, 45(4), 641-658. <https://doi.org/10.1177/0309132520926569>

Jones, S. H., Adams, T. E., & Ellis, C. (2013). *Handbook of autoethnography*. Left Coast Press, Inc.

Kallis, A. (2018). Futures Made Present: Architecture, Monument, and the Battle for the 'Third Way' in Fascist Italy. *Fascism*, 7(1), 45-79. <https://doi.org/10.1163/22116257-00701004>

Kaufmann, J.-C. (2016). *L'entretien compréhensif* (4e édition). Armand Colin.

Klever, P., Klotz, S., Pappert, L., & Schulze, J. (2017). *Spatial commons: Urban open spaces as a resource* (D. Pelger, A. Kaspar, & J. Stollmann, Éds.). Universitätsverlag der TU Berlin.

Klever, P., Klotz, S., Pappert, L., & Schulze, J. (2017). *Spatial commons: Urban open spaces as a resource*. Universitätsverlag der TU Berlin.

Kohn, M. (2003). *Radical Space: Building the House of the People*. Cornell University Press.

Krinsky, J., & Simonet, M. (2017). *Who Cleans the Park?: Public Work and Urban Governance in New York City*. University of Chicago Press.

Lafay, Q. (2021, novembre 4). Géographie des nouvelles mobilisations politiques : Des ZAD aux ronds-points. In *Géographie à la carte*. France Culture. <https://www.franceculture.fr/emissions/geographie-a-la-carte/geographie-des-nouvelles-mobilisations-politiques-des-zad-aux-ronds-points>

Lahire, B. (s.d.). Socialisation, sociologie. In *Encyclopædia Universalis*. <https://www.universalis.fr/encyclopedie/socialisation-sociologie/>

Lalanda Nico, M. (2016). Bringing life "back into life course research": Using the life grid as a research instrument for qualitative data collection and analysis. *Quality & Quantity*, 50(5), 2107-2120. <https://doi.org/10.1007/s11135-015-0253-6>

Lamoureux, D. (2018). Delphine Gardey et Cynthia Kraus (dir.), Politiques de coalition. Penser et se mobiliser avec Judith Butler. Zurich et Genève, Seismo, 2016, 284 pages. *Travail, genre et sociétés*, 40(2), 206-209.

Last.fm. (2004). Beastie Boys at Villaggio Globale (Roma) on 17 Nov 2004. *Last.Fm*. <https://www.last.fm/event/633626+Beastie+Boys+at+Villaggio+Globale+on+17+November+2004>

Lazzari, A., & Vazzana, M. (2019, janvier 17). Quei covi dei terroristi nei palazzi della Milano bene. *Il Giorno*. <https://www.ilgiorno.it/milano/cronaca/terroristi-1.4395123>

Le Monde avec AFP. (2021, mai 23). Les intermittents du spectacle quittent le théâtre de l'Odéon, occupé depuis mars. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/culture/article/2021/05/23/les-intermittents-du-spectacle-quittent-le-theatre-de-l-odeon-occupe-depuis-mars_6081193_3246.html

Le Robert. (s.d.). Attachement. In *Le Robert — Dico en ligne*. <https://dictionnaire.lerobert.com/definition/attachement>

Les Alternatifs. (s. d.). De l' autogestion à l'autogouvernement. *Les alternatifs — solidarité, écologie, féminisme, autogestion*. <http://www.alternatifs.org/spip/de-l-autogestion-a-l?lang=fr>

Levallois, C. (2017, octobre 2). Using filters. *GitHub*. <https://seinecle.github.io/gephi-tutorials/generated-html/using-filters-en.html>

Lévy, B. (2006). Genève, ville littéraire : De la topophobie à la topophilie. *Revue des Sciences Humaines (RSH)*, 284, 135-149.

Lévy, J. (2013a). Espace public. In J. Lévy & M. Lussault (Éds.), *Dictionnaire de la géographie et l'espace des sociétés* (Nouvelle édition revue et augmentée, p. 360-367). Belin.

Lévy, J. (2013b). Territoire. In J. Lévy & M. Lussault (Éds.), *Dictionnaire de la géographie et l'espace des sociétés* (Nouvelle édition revue et augmentée, p. 995-998). Belin

Liébert, P. (2015). *Quand la relation parentale est rompue*. Dunod. <https://doi.org/10.3917/dunod.liebe.2015.01>

Linebaugh, P. (2008). *The Magna Carta manifesto: Liberties and commons for all*. University of California Press.

Lisarelli, D. (2014, avril 7). En Italie, la résistance par la culture. *Les Inrocks*. <https://www.lesinrocks.com/actu/espaces-du-possible-110912-07-04-2014/>

Lopes De Souza, M. (2006). Social movements as 'critical urban planning' agents. *City*, 10(3), 327-342. <https://doi.org/10.1080/13604810600982347>

Łukasiuk, M., & Jewdokimow, M. (2015). The Mutual Influence of Architecture and the Social in a Non-Home. In A.-L. Müller & W. Reichmann (Éds.), *Architecture, materiality and society connecting sociology of architecture with science and technology studies* (p. 48-68). Palgrave Macmillan.

Lussault, M. (2007). *L'homme spatial, la construction sociale de l'espace humain*. Éditions du Seuil.

Lussault, M. (2013). Régime de visibilité. In J. Lévy & M. Lussault (Éds.), *Dictionnaire de la géographie et l'espace des sociétés* (Nouvelle édition revue et augmentée, p. 1091). Belin.

Magliulo, G. (2004, mars 5). Einstürzende Neubauten – Villaggio Globale (Roma) | Freak Out Magazine. *Freakout Magazine onLine*. <http://www.freakoutmagazine.it/05-03-2004/music-mag/live-report/50335/einsturzende-neubauten-villaggio-globale-roma/>

Magnaghi, A. (2006). Dalla partecipazione all'autogoverno della comunità locale : Verso il federalismo municipale solidale. *Democrazia e diritto*, 3, 164-150.

Magnaghi, A. (2010). *Il progetto locale. Verso la coscienza di luogo*. Bollati Boringhieri.

Magnaghi, A. (2017). La storia del territorio nell'approccio territorialista all'urbanistica e alla pianificazione [Application/pdf]. *Scienze del Territorio*, 32-41 Pages, 598 kB.

Martin, O. (2012). Induction-déduction. In *Les 100 mots de la sociologie* (p. 13-14). Presses universitaires de France. <http://journals.openedition.org/sociologie/1594>

Martínez López, M. A. (2013). The Squatters' Movement in Europe: A Durable Struggle for Social Autonomy in Urban Politics. *Antipode*, 45(4), 866-887. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8330.2012.01060.x>

Massey, D. B. (1984). Introduction—Geography matters. In D. B. Massey & J. Allen (Éds.), *Geography matters! A reader* (p. 1-11). Cambridge University Press in association with the Open University.

Massey, D. B. (1994). *Space, place, and gender*. University of Minnesota Press.

Mattei, U. (2013, août 18). Beni Comuni. *EuroNomade*. <http://www.euronomade.info/?p=162>

Matthey, L., & Fall, J. J. (2008). L'identité est une fiction. Figures de la subjectivité dans les dispositifs d'enquête géographique. *Interstudies*, 2, 189-199.

Maurel, L. (2017). La végétalisation des villes et la tragi-comédie des communs. *Vacarme*, 81(4), 46-52. <https://doi.org/10.3917/vaca.081.0046>

Mayer, M. (2013). First world urban activism: Beyond austerity urbanism and creative city politics. *City*, 17(1), 5-19. <https://doi.org/10.1080/13604813.2013.757417>

Mayer, K. U. (2003). The Sociology of the Life Course and Lifespan Psychology : Diverging or Converging Pathways? In U. M. Staudinger & U. Lindenberger (Éds.), *Understanding Human Development* (p. 463-481). Springer US. https://doi.org/10.1007/978-1-4615-0357-6_23

Mayer, K. U. (2009). New Directions in Life Course Research. *Annual Review of Sociology*, 35(1), 413-433. <https://doi.org/10.1146/annurev.soc.34.040507.134619>

McAdam, D. (1986). Recruitment to High-Risk Activism: The Case of Freedom Summer. *American Journal of Sociology*, 92(1), 64-90.

Melé, P. (2013). *Conflits de proximité et dynamiques urbaines*. Presses universitaires de Rennes.

Melé, P., & Neveu, C. (2020). Rapports à l'espace et formes d'engagement. Attachements, territorialisation, échelles d'action. *L'Espace Politique*, 38. <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.6681>

Membretti, A., & Mudu, P. (2003). Where Local meets Global. Italian Social Centres and the Alterglobalization Movement. In C. Flesher Fominaya & L. Cox (Éds.), *Understanding European Movements : New Social Movements, Global Justice Struggle, Anti-Austerity Protests* (p. 76-93). Routledge.

Miller, B. (2000). *Geography and social movements, comparing antinuclear activism in the Boston area*. University of Minnesota Press.

<https://www.jstor.org/stable/10.5749/j.ctts65n>

Minchella, D., & Sorreda, T. (2020). Défaire le lieu : Le « non-lieu » comme pratique de résistance organisationnelle. *Revue internationale de psychosociologie et de gestion des comportements organisationnels*, XXVI(65), 91-106. <https://doi.org/10.3917/rips1.065.0091>

Mitchell, D. (2004). Radical Scholarship: A Polemic on Making a Difference Outside the Academy. In D. Fuller & R. Kitchin (Éds.), *Radical theory/critical praxis : Making a difference beyond the academy?* (p. 21-31). Praxis (e)Press.

Moebus, K., & Harrison, M. (2019). Caring for the common and caring in common: Towards an expanded architecture/design practice. *Who Cares*, 8, 1-6.

Moini, G. (2011). Le pratique partecipative nel contesto delle politiche neoliberiste. *Rivista italiana di politiche pubbliche*, 1, 93-122.

Mondada, L. (2014). Ethics in Action: Anonymization as a Participant's Concern and a Participant's Practice. *Human Studies*, 37(2), 179-209. <https://doi.org/10.1007/s10746-013-9286-9>

Monnet, J. (1998). La symbolique des lieux : Pour une géographie des relations entre espace, pouvoir et identité. *Cybergeo : European Journal of Geography*, 1-12. <https://doi.org/10.4000/cybergeo.5316>

Moroni, P., & Farina, D. (1995). *Centri Sociali : Che impresa ! Oltre il ghetto : Un dibattito cruciale*. Castelvechi.

Moummi, A. (2020, octobre 26). De l'usage du « je ». *RaccourSci*. <https://www.raccoursci.com/astuce/de-l-usage-du-je/>

Moussaoui, A. (2012). Observer en anthropologie : Immersion et distance. *Contraste*, 36(1), 29-46.

Mudu, P. (2004). Resisting and Challenging Neoliberalism: The Development of Italian Social Centers. *Antipode*, 36(5), 917-941.

Mudu, P. (2012a). At the intersection of anarchists and autonomists: Autogestioni and centri sociali. *Acme*, 11(3), 413-438.

Mudu, P. (2012b). I Centri Sociali italiani : Verso tre decenni di occupazioni e di spazi autogestiti. *Partecipazione e conflitto*, 1, 69-92. <https://doi.org/10.3280/PACO2012-001004>

Müller, A.-L., & Reichmann, W. (2015). *Architecture, materiality and society connecting sociology of architecture with science and technology studies*. Palgrave Macmillan. <http://lib.myilibrary.com?id=804503>

Müller, A.-L., & Reichmann, W. (Éds.). (2015). *Architecture, Materiality and Society : Connecting Sociology of Architecture with Science and Technology Studies*. Palgrave Macmillan UK. <https://doi.org/10.1057/9781137461131>

Munthali, A. (2001). Doing Fieldwork at Home : Some Personal Experiences among the Tumbuka of Northern Malawi. *African Anthropologist*, 8(2), 114-136.

Nédélec, P. (2017). De nouveaux mots pour de nouvelles modalités de fabrique de la

ville ? Initiatives citoyennes d'aménagement des espaces publics. *L'Information géographique*, 81(3), 94-107. <https://doi.org/10.3917/lig.813.0094>

Neveu, É. (2003). Recherche et engagement : Actualité d'une discussion. *Questions de communication*, 3, 109-120. <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.746>

Nicholls, W. J. (2008). The Urban Question Revisited: The Importance of Cities for Social Movements. *International Journal of Urban and Regional Research*, 32(4), 841-859. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2427.2008.00820.x>

Nicholls, W., Beaumont, J., & Miller, B. A. (Éds.). (2013). *Spaces of contention: Spatialities and social movements*. Routledge.

Nicolas-Le Strat, P. (2016). Le commun oppositionnel. *Variations. Revue internationale de théorie critique*, 19. <https://doi.org/10.4000/variations.753>

Nolas, S.-M., Varvantakis, C., & Aruldoss, V. (2017). Political activism across the life course. *Contemporary Social Science*, 12(1-2), 1-12. <https://doi.org/10.1080/21582041.2017.1336566>

Oldenburg, R. (1999). *The great good place: Cafes, coffee shops, bookstores, bars, hair salons, and other hangouts at the heart of a community*. Da Capo Press. <http://public.ebookcentral.proquest.com/choice/publicfullrecord.aspx?p=903814>

Orfali, B. (2011). *L'adhésion* (Vol. 1). De Boeck Supérieur. <https://www.cairn.info/l-adhesion-militer-s-engager-rever--9782804163907-page-47.htm>

Ossipow, L. (2014). La restitution : Contre-don, contre-enquête, contre-chant. In C. Dayer, M. N. Schurmans, & M. Charmillot (Éds.), *La restitution des savoirs : Un impensé des sciences sociales* (p. 153-170). L'Harmattan.

Ossipow, W. (2002). Les styles explicatifs en sciences sociales. In M. Saada-Robert & F. Leutenegger (Éds.), *Les styles explicatifs en sciences sociales*. De Boeck Supérieur. <https://www.cairn.info/explicatif-et-comprendre-en-sciences-de-l-education--9782804141677-page-45.htm>

Ostrom, E. (1990). *Governing the commons : The evolution of institutions for collective action*. Cambridge University Press.

Pagella Politica Agi. (2019, juillet 26). Quante case occupate ci sono in Italia? Agi. https://www.agi.it/fact-checking/occupazioni_abusive_italia_dati-5917522/news/2019-07-26/

Pailloux, A.-L. (2015). Zone d'aménagement différé contre « zone à défendre ». Analyse d'une lutte pour l'autonomie dans/de l'espace rural. *Justice Spatiale/Spatiale Justice*, 7, 1-26. <http://www.jssj.org/article/zone-damenagement-differe-contre-zone-a-defendre-analyse-dune-lutte-pour-lautonomie-dansde-lespace-rural/>

Palla, P. (2016, novembre 25). Autogestione. *Anarchopedia*. <http://anarchopedia.over-blog.com/2016/11/autogestione.html>

Paquot, T. (2011). Qu'est-ce qu'un « territoire » ? *Vie sociale*, 2(2), 23-32. <https://doi.org/10.3917/vsoc.112.0023>

Pattaroni, L. (2020). *La contre-culture domestiquée : Art, espace et politique dans la vie gentrifiée*. MétisPresses.

Pazzagli, R. (2018). Governare le economie locali. Tradizione civica e neomunicipalismo per la gestione dei beni comuni. *Scienze Del Territorio - Rivista Di Studi Territorialisti*, 6, 103-112. https://doi.org/10.13128/Scienze_Territorio-24372

Péchu, C. (2010). *Les squats*. Sciences Po - Les presses. http://www.pressdesciencespo.fr/fr/livre/?GCOI=27246100492650&fa=author&person_id=1174

Péchu, C. (2020). Squat. In *Dictionnaire des mouvements sociaux : 2e édition mise à jour et augmentée* (2e édition, p. 565-573). Presses de Sciences Po. <https://www.cairn.info/dictionnaire-des-mouvements-sociaux--9782724623550-page-565.htm>

Pecorelli, V. (2015). Spazi liberati in città : I centri sociali. Una storia di resistenza costruttiva tra autonomia e solidarietà. *ACME: An International E-Journal for Critical Geographies*, 14(1), 283-297.

Pianigiani, G. (2015, juillet 22). Romans Put Little Faith in Mayor as Their Ancient City Degrades. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2015/07/23/world/europe/romans-put-little-faith-in-mayor-as-their-ancient-city-degrades.html>

Piazza, G. (2012). Il movimento delle occupazioni di squat e centri sociali in Europa. Una introduzione. *Partecipazione e conflitto*, 1, 5-18.

Piazza, G. (2013). How do activists make decisions within Social Centres? In Squatting Europe Collective (Éd.), *Squatting in Europe : Radical Spaces, Urban Struggles* (p. 89-111). Autonomedia.

Piette, A. (2000). *La religion de près*. Anne-Marie Métailié.

Pilote, A. (2003). Sentiment d'appartenance et construction de l'identité chez les jeunes fréquentant l'école Sainte-Anne en milieu francophone minoritaire. *Francophonies d'Amérique*, 16, 37-44. <https://doi.org/10.7202/1005216ar>

Piveteau, J.-L. (2010). Lieu et territoire : Une consanguinité dialectique? *Communications*, 87(1), 149-159. <https://doi.org/10.3406/comm.2010.2629>

Pleyers, G. (2013). Les organisations des mouvements comme espace d'expérience. In P. Vendramin (Éd.), *L'engagement militant* (p. 117-130). Presses Universitaires de Louvain.

Pourias, J., Aubry, C., & Duchemin, E. (2016). Is food a motivation for urban gardeners? Multifunctionality and the relative importance of the food function in urban collective gardens of Paris and Montreal. *Agriculture and Human Values*, 33(2), 257-273. <https://doi.org/10.1007/s10460-015-9606-y>

Preciado, B. (2011). *Pornotopie : « Playboy » et l'invention de la sexualité multimédia*. Climats.

Pruijt, H. (2013). The Logic of Urban Squatting. *International Journal of Urban and Regional Research*, 37(1), 19-45. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2427.2012.01116.x>

Fillieule, O., & Pudal, B. (2010). 8. Sociologie du militantisme. Problématisation et déplacement des méthodes d'enquête. In E. Agrikoliansky, I. Sommier, & O. Fillieule (Éds.), *Penser les mouvements sociaux Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines* (p. 163-184). La Découverte. <https://www.cairn.info/penser-les-mouvements-sociaux--9782707156570-page-163.htm>

Quattrone, G. (2016). Il verde pubblico urbano quale bene comune : Esperienze di rigenerazione e gestione condivisa di vuoti urbani e verde. *Memorie Geografiche, Commons/Comune: geografia, luoghi, spazi, città*(14), 199-206.

Ranocchiari, S. (2016). *De l'autogestion d'un espace à l'autogouvernement de la ville : Étude de la mobilisation Decide Roma, decide la città* [Mémoire de master, Université Paris-Sorbonne]. <https://archive.org/details/MemoireAutogestionAutogouvernement>

Ranocchiari, S. (2018). Activiste-chercheur, activiste-démotivé et activiste-doctorant—Réflexions et doutes sur une recherche engagée. In J. Bidi, S. Petrovitch, & M. Piot (Éds.), *L'expérience du mémoire—Premiers pas dans la recherche* (p. 75-83). Harmattan.

Ranocchiari, S., & Mager, C. (2019). Bologne et Naples au prisme des biens communs : Pluralité et exemplarité de projets de gestion « commune » de l'urbain. *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, 10(1), 1-22. <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.13238>

Reckwitz, A. (2002). The Status of the « Material » in Theories of Culture : From « Social Structure » to « Artefacts ». *Journal for the Theory of Social Behaviour*, 32(2), 195-217. <https://doi.org/10.1111/1468-5914.00183>

Renou, G. (2020). Sociabilité(s). In O. Fillieule, L. Mathieu, & C. Péchu (Éds.), *Dictionnaire des mouvements sociaux : 2e édition mise à jour et augmentée* (p. 545-553). Sciences Po - Les presses.

Renzi, V. (2020, juin 12). *Mafia Capitale non è mafia : Le motivazioni della sentenza della Corte di Cassazione*. Roma Fanpage. <https://roma.fanpage.it/mafia-capitale-non-e-mafia-la-sentenza-della-corte-di-cassazione/>

Retailé, D. (2014). De l'horizon borné à l'horizon ouvert. *BSGLg*, 62, 7-14.

Ripoll, F. (2006). La géographie comme science sociale, la démarche « critique » et l'épistémologie. Réflexions à partir d'une thèse sur les mouvements sociaux. *L'espace social : outils et méthodes, objets et éthique(s) » l'espace social : outils et méthodes, objets et éthique(s)*, s.p. <http://eegeosociale.free.fr/rennes2006>

Ripoll, F. (2008). Espaces et stratégies de résistance : Répertoires d'action collective dans la France contemporaine. *Espaces et sociétés*, 134(3), 83-83. <https://doi.org/10.3917/esp.134.0083>

Robertson. (2016, avril 18). Théorie du don/contre-don : Donner/recevoir/rendre – M. Mauss. *SI & Management*. <http://www.sietmanagement.fr/theorie-du-doncontre-don-donnerrecevoirrendre-m-mauss/>

Rossilli, I. (2013). *Autoproduzione alla romana. Abusivismo, beni comuni e*

autorganizzazione culturale. [Mémoire de master, Università Ca'Foscari Venezia]. <http://dspace.unive.it/bitstream/handle/10579/5921/845225-1183773.pdf?sequence=2>

Routledge, P. (1996). The Third Space as Critical Engagement. *Antipode*, 28(4), 399-419. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8330.1996.tb00533.x>

RQuotidiano. (2011, juin 16). Elio Germano : « Dopo l'acqua e l'aria, ora mobilitiamoci per la cultura ». *Il Fatto Quotidiano*. <http://www.ilfattoquotidiano.it/2011/06/16/elio-germano-dopo-lacqua-e-laria-ora-mobilitiamoci-per-la-cultura/118522/>

Ruggiero, V. (1999). Les Centri sociali à Milan—Des lieux-ressources autonomes pour les jeunes. *Les annales de la recherche urbaine*, 83-84(Au risque des espaces publics), 140-147.

Russo, F. (2016, octobre 20). Roma capitale mondiale diplomazia, ha maggior numero di sedi straniera. *Agi*. https://www.agi.it/estero/festival-diplomazia-2016/2016/10/19/news/roma_capitale_mondiale_della_diplomazia_ha_il_maggior_numero_d_i_sedi_straniere-1178804/

Sainteny, G. (1995). Militantisme et rétribution : À la recherche d'un modèle théorique. *Espace Temps*, 57(1), 130-136. <https://doi.org/10.3406/espat.1995.3950>

Salomon Cavin, J., Boisvert, V., Ranocchiari, S., Dusserre-Bresson, Q., & Poulot, M. (2021). L'engagement militant dans la recherche en agriculture urbaine. Réflexions sur le contexte français au miroir du scholar activism nord-américain. *Natures Sciences Sociétés*, 29(3), 288-298. <https://doi.org/10.1051/nss/2021058>

Sansonetti, L. (2002). Centri sociali di seconda generazione. *Posse - Politica Filosofia Multitudini* (dir. Toni Negri), *Ottobre* (Mappe Politiche della Multitudine), 186-196.

Sauvêtre, P. (2016). Les politiques du Commun dans l'Europe du Sud (Grèce, Italie, Espagne). Pratiques citoyennes et restructuration du champ politique. *Actuel Marx*, 1(59), 123-138. <https://doi.org/10.2917/amx.0590123>

Sauvêtre, P. (2016a). Les politiques du Commun dans l'Europe du Sud (Grèce, Italie, Espagne). Pratiques citoyennes et restructuration du champ politique. *Actuel Marx*, 1(59), 123-138. <https://doi.org/10.2917/amx.0590123>

Sauvêtre, P. (2016b). Quelle politique du commun?. Les cas de l'Italie et de l'Espagne. *SociologieS*. <https://journals.openedition.org/sociologies/5674>

Seawright, J. (2016). *Multi-method social science: Combining qualitative and quantitative tools*. Cambridge University Press.

Sebastien, L. (2016). L'attachement au lieu, vecteur de mobilisation collective ? *Norois. Environnement, aménagement, société*, 238-239, 23-41. <https://doi.org/10.4000/norois.5846>

Sehrsweeney, M., & Robertson, J. (2018, mai 16). Challenging the extractive paradigm in field work: Suggestions from a case study in community engagement. *Rapid Ecology*. <https://rapidecology.com/2018/05/16/challenging-the-extractive-paradigm-in-field-work-suggestions-from-a-case-study-in-community-engagement/>

Siméant, J. (2001). Entrer, rester en humanitaire : Des fondateurs de MSF aux membres

actuels des ONG médicales françaises. *Revue française de science politique*, 51(1), 47. <https://doi.org/10.3917/rfsp.511.0047>

Simone, A. (2004). People as infrastructure: Intersecting fragments in Johannesburg. *Public culture*, 16(3), 407-429.

Spade, D. (2020). Solidarity Not Charity. Mutual Aid for Mobilization and Survival. *Social Text*, 38(1 (142)), 131-151. <https://doi.org/10.1215/01642472-7971139>

Stock, M. (2004). L'habiter comme pratique des lieux géographiques. *EspacesTemps.Net Electronic Journal of Humanities and Social Sciences*. <https://www.espacestemp.net/en/articles/habiter-comme-pratique-des-lieux-geographiques-en/>

Thibaud, J.-P. (2015). *En quête d'ambiances : Eprouver la ville en passant* (1^{re} éd.). MétisPresses.

Till, K., & McArdle, R. (2015). The Improvisational City: Valuing urbanity beyond the chimera of permanence. *Irish Geography*, 48(1), 37-68. <https://doi.org/10.2014/igj.v48i1.525>

Tilly, C. (1993). Contentious Repertoires in Great Britain, 1758-1834. *Social Science History*, 17(2), 253-280. <https://doi.org/10.2307/1171282>

Tilly, C. (1995). Contentious Repertoires in Great Britain, 1758–1834. In M. Traugott (Éd.), *Repertoires and Cycles of Collective Action* (p. 15-42). Duke University Press.

Tommasini, L. (1999). L'associazionismo operaio : Aspetti e problemi della diffusione del mutualismo nell'Italia liberale. In S. Musso (Éd.), *Tra fabbrica e società. Mondi operai nell'Italia del Novecento*. Feltrinelli Editore.

Traïni, C. (2009). Choc moral. In O. Fillieule, L. Mathieu, & C. Péchu (Éds.), *Dictionnaire des mouvements sociaux* (1^e édition, p. 101-107). Presses de Sciences Po. <https://www.cairn.info/dictionnaire-des-mouvements-sociaux--9782724611267-page-101.htm>

Traïni, C. (Éd.). (2009). *Emotions...mobilisation!* Presses de Sciences Po.

Traïni, C., Collectif, & Braud, P. (2019). *Émotions et expertises : Les modes de coordination des actions collectives*. Presses universitaires de Rennes.

Treccani. (s.d.). *Rottamazione*. Vocabolario - Treccani. <https://www.treccani.it/vocabolario/rottamazione>

Tréguer, P. (s.d.). 'Bread and roses': Meaning and origin. *Word Histories*. <https://wordhistories.net/2021/09/11/bread-and-roses/>

Tuan, Y.-F. (1979). Space and Place: Humanistic Perspective. In *Philosophy in Geography* (p. 387-427). Springer, Dordrecht. https://doi.org/10.1007/978-94-009-9394-5_19

Tullio, D. D. (2006). *Centri sociali di destra : Occupazioni e culture non conformi*. Castelveccchi.

Uzerbyt, V., & Demoulin, S. (2019). *Les relations intergroupes*. Presses universitaires de Grenoble. <https://doi.org/10.3917/pug.demou.2019.01>

V.&M. (2015, octobre 30). Palestre Popolari a Roma. *Guide Definitive*. <http://guidedefinitive.altervista.org/palestre-popolari-a-roma/>

Van Eeckhout, L. (2018, septembre 19). Le phénomène des « tiers lieux » s'impose à l'Etat. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/09/19/le-phenomene-des-tiers-lieux-s-impose-a-l-etat_5357432_3234.html

Vasudevan, A. (2015). The autonomous city: Towards a critical geography of occupation. *Progress in Human Geography*, 39(3), 316-337. <https://doi.org/10.1177/0309132514531470>

Verd, J. M., & Andreu, M. L. (2011). The Rewards of a Qualitative Approach to Life-Course Research. The Example of the Effects of Social Protection Policies on Career Paths. *Forum Qualitative Sozialforschung / Forum: Qualitative Social Research*, 12(3), Article 3. <https://doi.org/10.17169/fqs-12.3.1753>

Veschambre, V. (2013). Penser l'espace comme dimension de la société : Pour une géographie sociale de plain-pied avec les sciences sociales. In R. Séchet (Éd.), *Penser et faire la géographie sociale : Contribution à une épistémologie de la géographie sociale* (p. 211-227). Presses universitaires de Rennes. <http://books.openedition.org/pur/381>

Volvey, A. (2016). Sur le terrain de l'émotion : Déconstruire la question émotionnelle en géographie pour reconstruire son horizon épistémologique. *Carnets de géographes*, 9, 1-20. <https://doi.org/10.4000/cdg.541>

Wasserman, S., & Faust, K. (1994). *Social network analysis: Methods and applications*. Cambridge University Press.

Wiederhold, A. (2015). Conducting fieldwork at and away from home : Shifting researcher positionality with mobile interviewing methods. *Qualitative Research*, 15(5), 600-615. <https://doi.org/10.1177/1468794114550440>

Wikipedia. (s. d.). Centro sociale di destra. In *Wikipedia*. https://it.wikipedia.org/w/index.php?title=Centro_sociale_di_destra&oldid=124772397

Wilgos, G. (2014). Castoriadis ou l'autonomie radicale. *Ballast*, 1. <https://www.revue-ballast.fr/castoriadis-lautonomie-radicale/>

Wilkinson, E. (2017). On love as an (im)properly political concept. *Environment and Planning D: Society and Space*, 35(1), 57-71. <https://doi.org/10.1177/0263775816658887>

Williams, S. J. (2001). *Emotion and social theory : Corporeal refelctions on the (Ir)rational*. Sage Publications.

Yaneva, A. (2008). How Buildings 'Surprise' : The Renovation af the Alte Aula in Vienna. *Science Studies*, 21(8), 8-28.

Zhao, S., & Elesh, D. (2008). Copresence as 'being with' : Social contact in online public domains. *Information, Communication & Society*, 11(4), 565-583. <https://doi.org/10.1080/13691180801998995>

Annexes

1. Grille d'entretien (dernière version, automne 2020)

Griglia semi-strutturata per attivisti/e spazi autogestiti romani

A) PERCORSO

- Da dove vieni?
- Ruolo attuale spazio
- Come sei arrivato/a spazio (militanze precedenti?)

B) COSA TI HA PORTATO VERSO (emozioni, relazioni, visioni)

- Militanza in genere
- Spazio in particolare
- Rievocare momento preciso
- Esperienze politiche precedenti (liceo etc.) e momenti salienti (musica, feste...) che ti hanno fatto “entrare dentro”
- Background familiare
- Come è cambiata la tua visione del mondo/società prima e dopo?

C) ESPERIENZA / EVOLUZIONE EMOTIVA

- Quali sono i momenti più piacevoli e più spiacevoli della militanza nello spazio? (se dice “manifestazioni” chiedi esempio più direttamente collegato spazio)
- Ci sono stati momenti che ti hanno fatto pensare di lasciare tutto?
- Cosa ti ha spinto a continuare? /// Cosa ti ha fatto lasciare?
→ Attaccamento luogo fisico? Gruppo? Lealtà / responsabilità? Fiducia progetto politico?
- Quando/prima devi andare allo spazio come ti senti?
- Momenti di conflitto / duri emotivamente? → sei riuscito/a ad esprimere questi sentimenti?
- Momenti che ti sembra abbiano rafforzato / diviso il gruppo? Come li hai vissuti?
- Come ti senti in assemblea?
- Hai l'impressione che ci siano posizioni differenti (*leaders*)? Ti ricordi quando hai parlato per la prima volta con uno di loro? Come ti sei sentito/a?
- **Appartenenza:** ti capita di prentarti come “Mario di Communia”? che effetto ti fa? Da quando?

D) EMOZIONI E SPAZI SENZA FILTRI

- È stato detto che sono “spazi senza filtri” → che ruolo ha la trasgressione nella tua esperienza / voglia di entrare a far parte dello spazio / frequentarlo? (droghe etc)
- Che ruolo hanno le droghe? Che differenziazione fra le sostanze pensi sia utile? Che impatto hanno droghe sull'immagine? Che ruolo hanno avuto droghe nel tuo sentirti parte del posto/gruppo/bolla?
- I momenti festivi che ruolo hanno per te nella costruzione del gruppo o dell'identità del militante?
- Col passare degli anni / responsabilità trovi che la tua percezione dei limiti della trasgressione sono cambiati?

E) VISIONE AUTOGESTIONE SPAZIO

- Militeresti in un gruppo senza spazio?
- Cosa apporta di più uno spazio per te?
- Che senso/scopo ha per te militare in uno SA?
- Che ne pensi dell'occupazione illegale di spazi?
- Che differenza c'è fra il tuo SA e altri ass./csoa/ss?
- Detto spesso che ogni spazio è diverso perché ha una storia sua. Ma molti dicono necessario "unirsi". Che ne pensi? E cosa potrebbe federare senza snaturare o uniformare? BCU?
- Come vedi il futuro di questi SA?
- C'è bisogno di coinvolgere altra gente? Come fare? (moral shock, piacere...)
- Lo scopo è fare proseliti?

F) FREQUENTAZIONE SA / BOLLA (anche a partire da atlante)

- Quali altri SA frequenti e perché?
- Credi che siano abbastanza aperti al difuori del cerchio dei militanti?

G) SPAZIO FISICO / MATERIALITA

- Fare giro: quale spazi/parti ti piacciono e quali no? (topofilia/topofobia)
- Foto altri spazi: cosa ti piace e cosa non ti piace? (topofilia/topofobia)
- Rapporto spazio: con quale altro spazio hai un rapporto simile a questo? Casa? Bar parco?

Fine — chiedere info sociologiche più precise:

- Età
- Luogo di nascita
- Percorso residenziale
- Titolo di studio
- Impiego attuale (con tipo di contratto)
- Celibe/nubile/single etc
- Situazione socioeconomica familiare

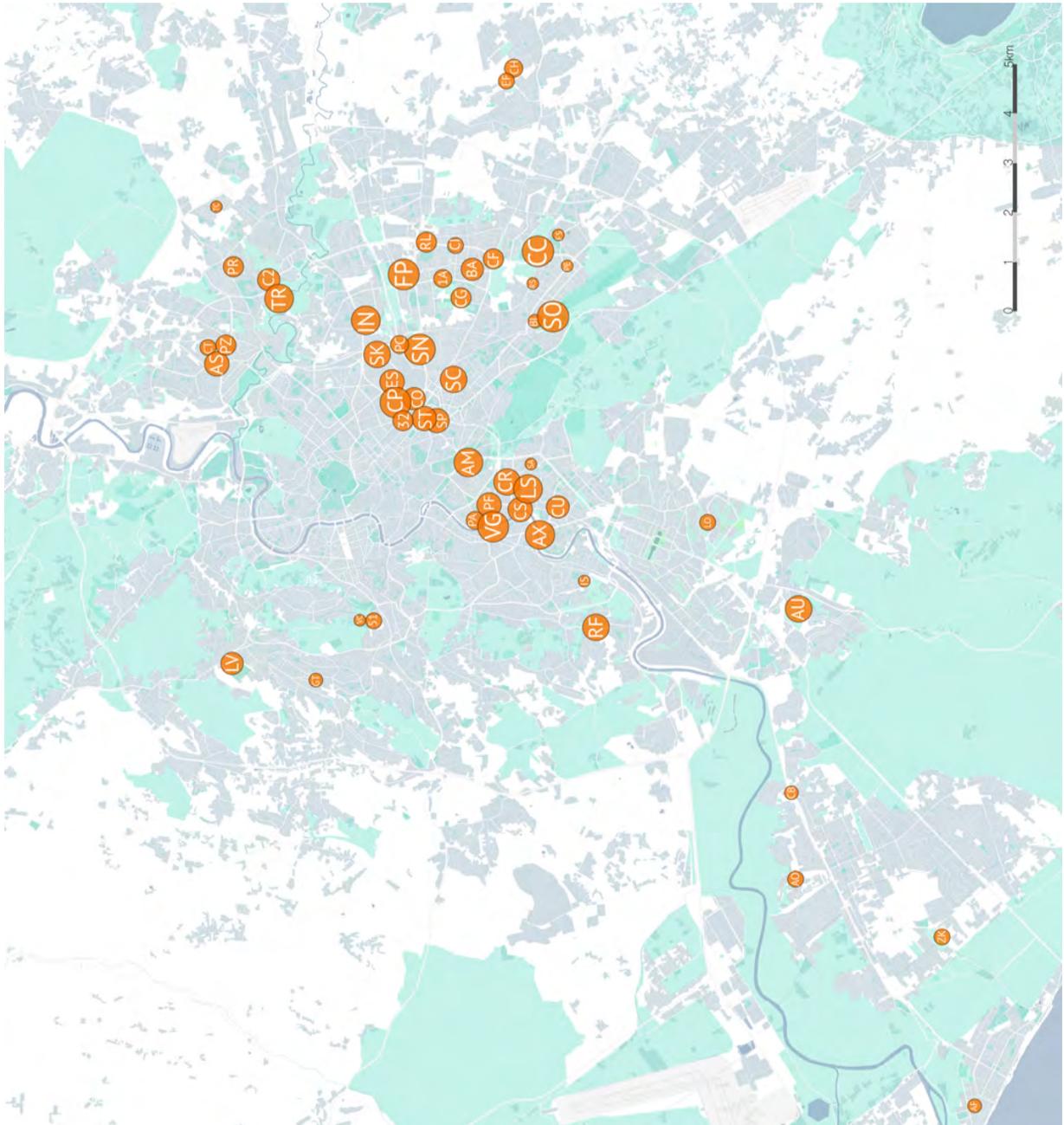
2. Protocole de prise et sélection d'images, sons et vidéos

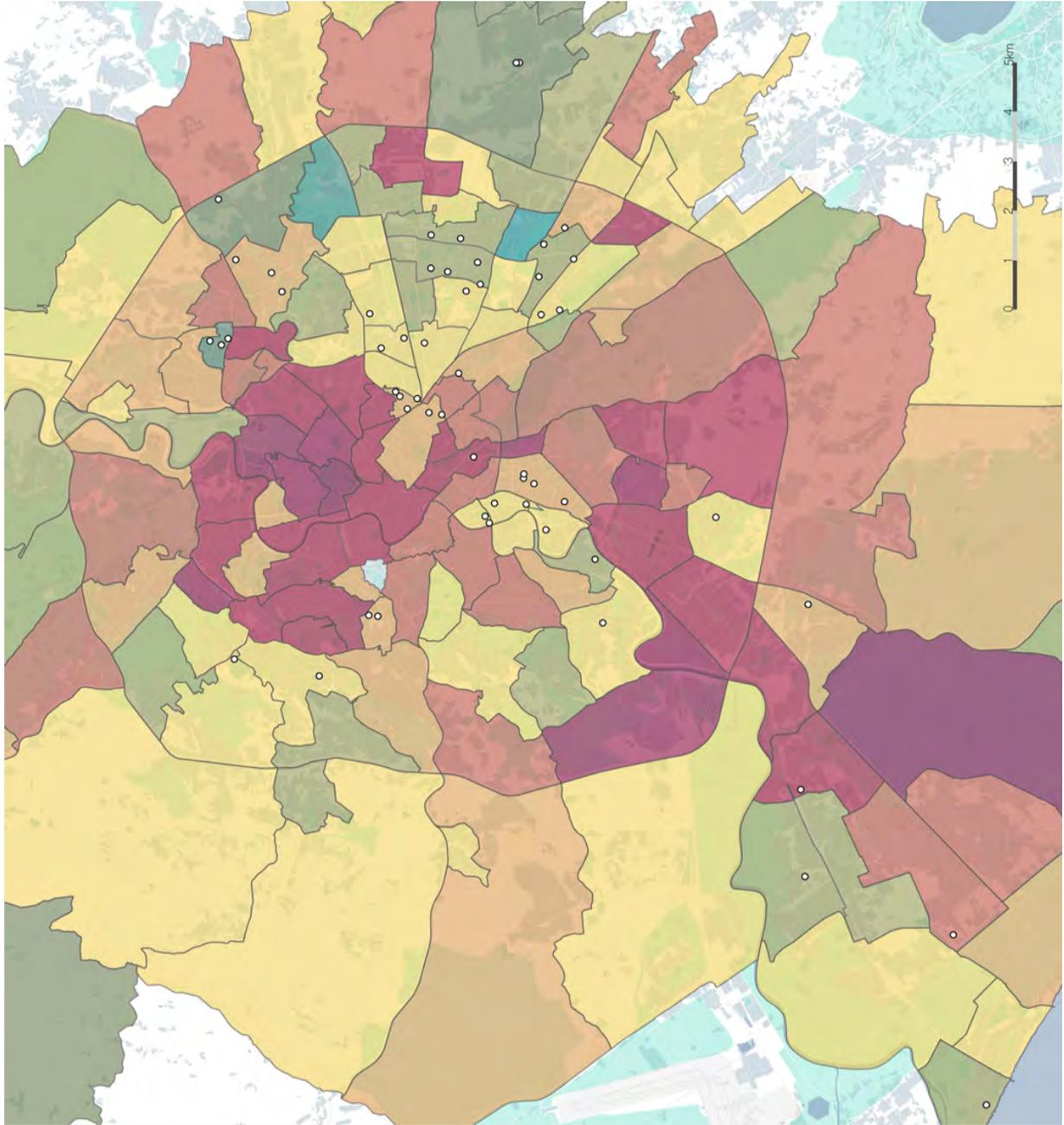
Les images trouvées sur internet ont été choisies pour illustrer des moments ou des aspects particuliers des LSCA ou d'autres expériences militantes. Souhaitant privilégier des images originales, il n'a été recouru à des sources externes que lorsque mes photos n'avaient pas une qualité suffisante ou lorsque j'étais dans l'impossibilité d'en prendre moi-même.

Les prises de sons, d'images et les vidéos ont été faites à des moments jugés représentatifs soit d'événements ponctuels évoqués dans le texte (soirées technos, marché du dimanche au FP, etc.), soit du quotidien 'routinier', à diverses tranches horaires.

Le matériel a essentiellement été récolté en automne, période de l'année où j'étais libéré de mes activités professionnelles à Lausanne. Dans le cas d'usage de photographies personnelles plus anciennes, celles-ci avaient alors été faites sans aucune visée particulière, et leur pertinence pour cette recherche n'a donc été jugée adéquate qu'a posteriori.

3. Cartes contenues dans l'atlas à destination des activistes imprimé en août 2019 et distribué dans les LSCA de Rome au cours de l'automne de la même année.





Localizzazione degli spazi secondo le caratteristiche delle zone urbanistiche (ZU): gradiente socio-economico (ACP - fattore 2)

LEGENDA
 Area urbanistica secondo il gradiente socio-economico*



*Fonte: elaborazioni dell'Autore sul database "Censimento della popolazione 2011" (ISTAT).

Mappe realizzate con il software ArcGIS 10.2.2. © 2013

Il presente documento è riservato ai soli fini di studio e di ricerca. È vietata espressamente la ristampa o l'uso non autorizzato senza permesso scritto dell'Autore.

Il presente documento è riservato ai soli fini di studio e di ricerca. È vietata espressamente la ristampa o l'uso non autorizzato senza permesso scritto dell'Autore.

Il presente documento è riservato ai soli fini di studio e di ricerca. È vietata espressamente la ristampa o l'uso non autorizzato senza permesso scritto dell'Autore.

Il presente documento è riservato ai soli fini di studio e di ricerca. È vietata espressamente la ristampa o l'uso non autorizzato senza permesso scritto dell'Autore.

Il presente documento è riservato ai soli fini di studio e di ricerca. È vietata espressamente la ristampa o l'uso non autorizzato senza permesso scritto dell'Autore.

Il presente documento è riservato ai soli fini di studio e di ricerca. È vietata espressamente la ristampa o l'uso non autorizzato senza permesso scritto dell'Autore.

Il presente documento è riservato ai soli fini di studio e di ricerca. È vietata espressamente la ristampa o l'uso non autorizzato senza permesso scritto dell'Autore.

Il presente documento è riservato ai soli fini di studio e di ricerca. È vietata espressamente la ristampa o l'uso non autorizzato senza permesso scritto dell'Autore.

Il presente documento è riservato ai soli fini di studio e di ricerca. È vietata espressamente la ristampa o l'uso non autorizzato senza permesso scritto dell'Autore.

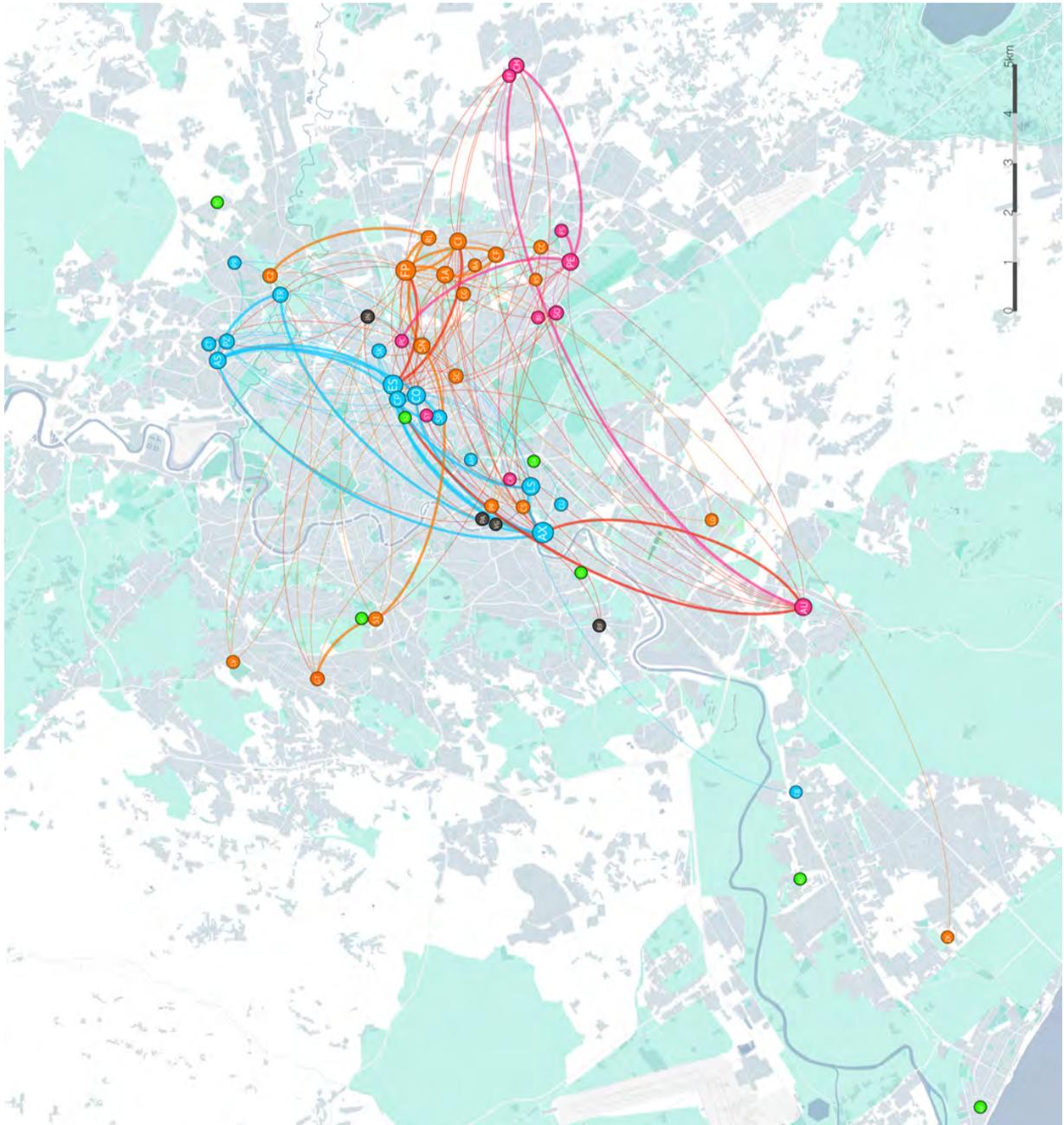
Il presente documento è riservato ai soli fini di studio e di ricerca. È vietata espressamente la ristampa o l'uso non autorizzato senza permesso scritto dell'Autore.

Il presente documento è riservato ai soli fini di studio e di ricerca. È vietata espressamente la ristampa o l'uso non autorizzato senza permesso scritto dell'Autore.

Il presente documento è riservato ai soli fini di studio e di ricerca. È vietata espressamente la ristampa o l'uso non autorizzato senza permesso scritto dell'Autore.

Il presente documento è riservato ai soli fini di studio e di ricerca. È vietata espressamente la ristampa o l'uso non autorizzato senza permesso scritto dell'Autore.

Il presente documento è riservato ai soli fini di studio e di ricerca. È vietata espressamente la ristampa o l'uso non autorizzato senza permesso scritto dell'Autore.



Relazioni di collaborazione fra spazi socio-culturali autogestiti di Roma

(relazioni dedotte da 117 questionari (2023))

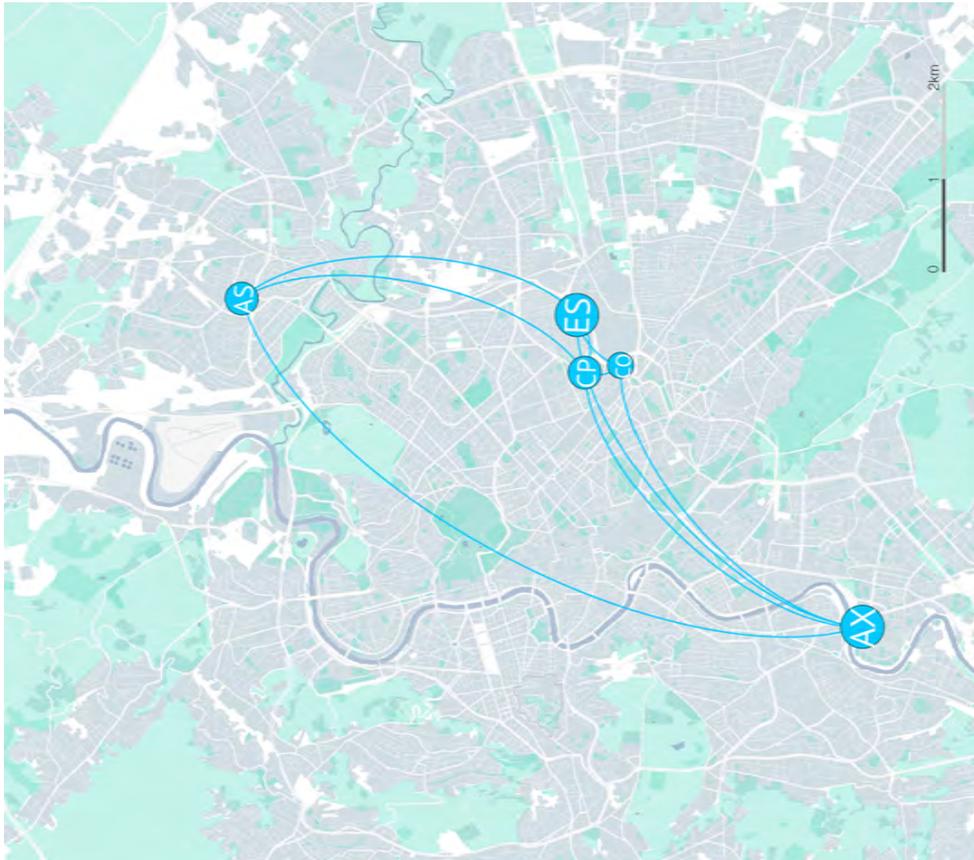
numero = 14,5
 numero = 13
 numero = 10,5
 numero = 8

LEGENDA

- Cluster 1 (AI) (blue)
- Cluster 2 (AI) (orange)
- Cluster 3 (AI) (pink)
- Relazioni reciproche intercluster (black)
- Relazioni reciproche intracluster (blue, orange, pink, green, black)
- Relazioni unilaterali (black)
- Relazioni unilaterali (blue, orange, pink, green, black)

Indirizzo

01	Te 151 - teatro sociale	15,5	10,5
02	Teatro Sociale (Piazza Agnoli)	15,5	10,5
03	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
04	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
05	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
06	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
07	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
08	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
09	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
10	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
11	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
12	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
13	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
14	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
15	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
16	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
17	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
18	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
19	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
20	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
21	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
22	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
23	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
24	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
25	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
26	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
27	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
28	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
29	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
30	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
31	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
32	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
33	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
34	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
35	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
36	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
37	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
38	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
39	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
40	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
41	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
42	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
43	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
44	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
45	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
46	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
47	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
48	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
49	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
50	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
51	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
52	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
53	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
54	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
55	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
56	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
57	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
58	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
59	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
60	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
61	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
62	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
63	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
64	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
65	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
66	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
67	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
68	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
69	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
70	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
71	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
72	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
73	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
74	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
75	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
76	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
77	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
78	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
79	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
80	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
81	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
82	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
83	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
84	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
85	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
86	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
87	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
88	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
89	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
90	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
91	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
92	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
93	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
94	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
95	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
96	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
97	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
98	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
99	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
100	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
101	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
102	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
103	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
104	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
105	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
106	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
107	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
108	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
109	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
110	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
111	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
112	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
113	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
114	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
115	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
116	Arca (S. Maria)	15,5	10,5
117	Arca (S. Maria)	15,5	10,5



Il gruppo di spazi autogestiti al centro delle relazioni di collaborazione (reciproche)

LEGENDA

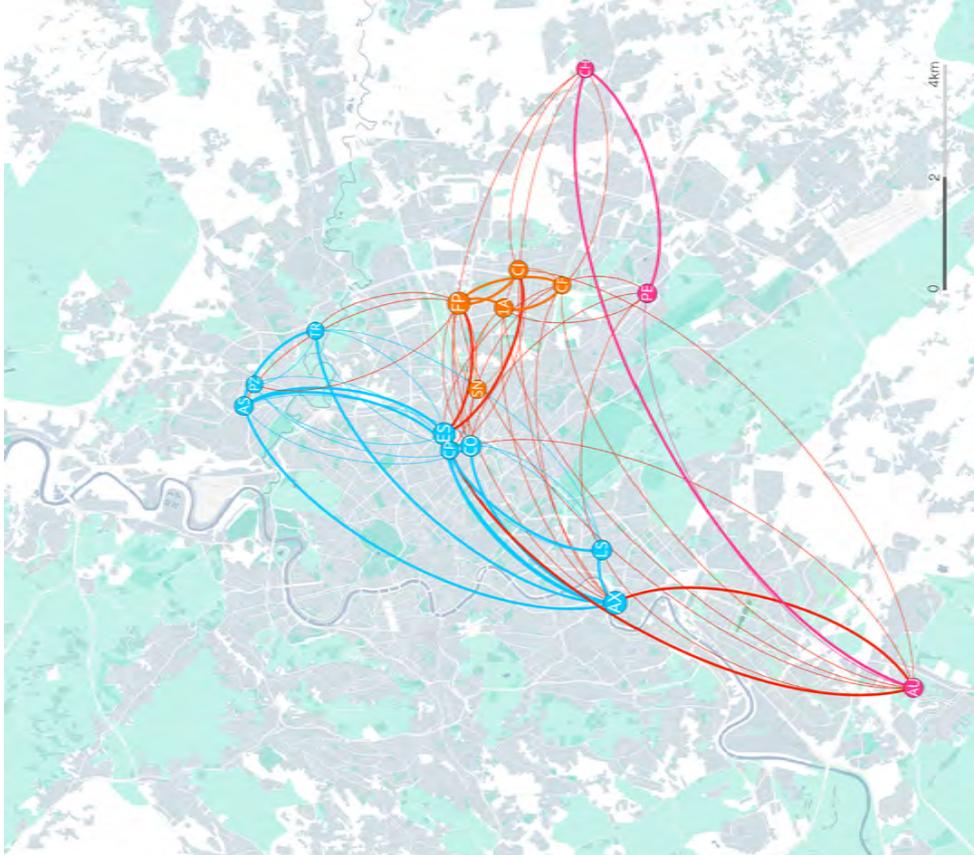
- Divisione legami (curva)
- Gruppo
- Cluster 1
- Cluster 2

Relazione reciproca (curva)
Relazione reciproca reciproca
Relazione reciproca (non reciproca)
Relazione reciproca (non reciproca) e relazioni "reciproche" (amministrative) non rappresentate

AS ASIA
CO COCINA - Spazio di Museo Socio
CP Nuova Chiesa Palazzo
ES ESIA

GRADO

0 1 2



Gli spazi socio-culturali di Roma che collaborano di più

LEGENDA

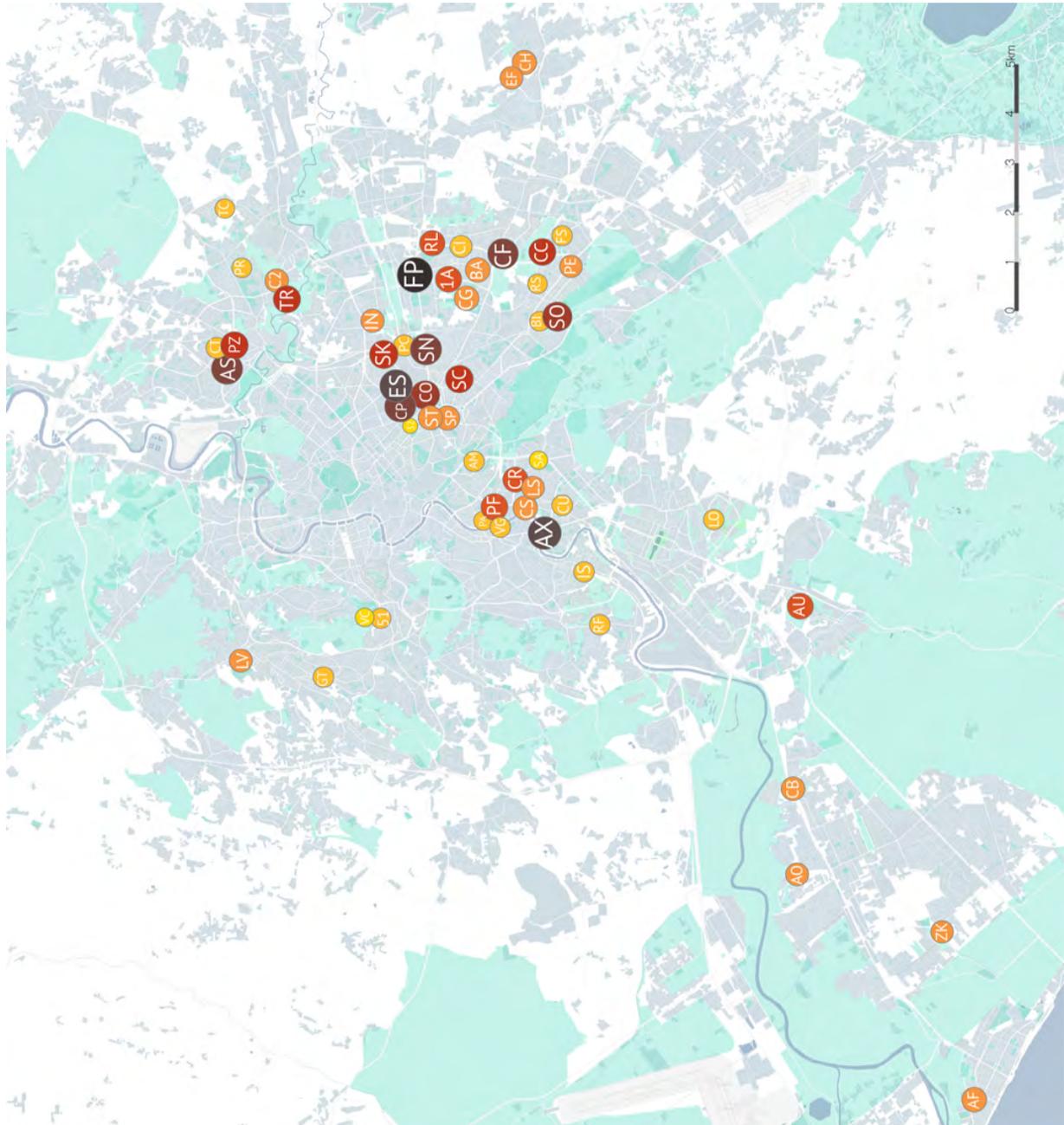
- Divisione legami (curva)
- Gruppo
- Cluster 1
- Cluster 2
- Cluster 3

Relazione reciproca (curva)
Relazione reciproca (non reciproca)
Relazione reciproca (non reciproca) e relazioni "reciproche" (amministrative) non rappresentate

AS Spazio Sociale 101 delle Ariste
AU ASIA
CH Nuova Chiesa Palazzo
CO COCINA - Spazio di Museo Socio
CP Nuova Chiesa Palazzo
ES ESIA
FP Spazio Sociale
FN Spazio Sociale
LA Spazio Sociale
LU Spazio Sociale
PZ Spazio Sociale
TP Spazio Sociale

GRADO PONDERATO

0,0
0,5
1,0
1,5
2,0
2,5
3,0
3,5
4,0
4,5
5,0
5,5



Atrattività e attività *
 all'interno della rete
 degli spazi socio-culturali
 autogestiti

* collaborazione e interazione attiva - Istituto Aifa

LEGENDA
 Intensità di attrazione del singolo spazio socio-culturale autogestito

1,0	nessa attrazione
0,5	attrazione minima
1,0	attrazione media
1,5	attrazione elevata
2,0	attrazione massima

Dimensione in relazione al numero di abitanti (da 100 a 1000)

Autogestione
 presenza autonoma di uno o più attori o iniziative - orange
 iniziative esclusivamente "pubbliche" - black

Sc. geografico: Istituto IGM
 Scala: 1:50.000

Fonte dati: V. Mancini / Geoarchitect 2015
 Per info: www.istitutoaifa.it
 IGM (IPG) - Copyright 2015
 Istituto Nazionale per lo Studio e la Cura dei Tumori